

LA

## PLACE DE LA RÉVOLUTION DE MEIJI DANS L'HISTOIRE AGRAIRE DU JAPON

La Révolution de Meiji (*Meiji-Ishin*, Restauration de Meiji, à partir de 1866) constitue le point de départ de la formation de la société moderne capitaliste dans l'histoire japonaise. Elle se situe dans la ligne fondamentale de la Révolution française : elle réalisa l'unité nationale du pays, en abolissant le régime seigneurial et les ordres féodaux. Mais, en même temps, elle s'écartera de la signification historique de la Révolution française en tant qu'elle aboutit à l'établissement d'une monarchie absolutiste (régime de *Tenno*) et non pas à la formation d'une démocratie libérale.

Ainsi, l'histoire de la Révolution de Meiji pose deux séries de problèmes : des problèmes d'ordre général, concernant la loi historique de la transition du féodalisme au capitalisme ; et, d'autre part, des problèmes d'ordre particulier, concernant la structure historique spécifiquement japonaise qui fait de la Révolution de Meiji l'un des divers types de la révolution bourgeoise<sup>1</sup>. On a très souvent attribué les causes de la Révolution de Meiji aux « forces du dehors », aux pressions des puissances étrangères, en considérant le fait qu'elle fut accomplie « d'en haut », à la différence de la Révolution française, et bien que ces pressions du dehors soient susceptibles de multiples interprétations<sup>2</sup>. Mais ces forces de l'extérieur elles-mêmes, quel qu'en soit le caractère, n'auraient pu moderniser une société, si l'évolution économique interne n'avait tendu au même résultat : en d'autres termes,

1. On trouve mes opinions sur ces problèmes dans :

mon article « The Transition from feudalism to capitalism », traduit en anglais par M. Mins et paru dans la *Science and Society*, vol. XVI (New-York, 1952), n° 4, p. 313-345 ;

mes ouvrages en japonais : *Kindai shakai seiritu shiron* (Essai sur la formation de la société moderne) (Tokio, 1946 ; 5<sup>e</sup> éd., 1950) et *Shimin kakumei no kōzō* (Structure de la révolution bourgeoise) (Tokio, 1950 ; 3<sup>e</sup> éd., 1953).

2. Sur les détails de la « pression du dehors » qui a forcé l'« ouverture » du Japon, voir l'excellent ouvrage du professeur Pierre RENOUVIN, *La question d'Extrême-Orient* (Paris, 1946), p. 49-64.

sans « le rythme anonyme de la production capitaliste<sup>1</sup> » déjà en gestation dans l'économie féodale du Japon. Toutes les difficultés que l'on rencontre dans une étude historique de la Révolution de Meiji viennent de la convergence, dans cette révolution, d'une évolution intérieure et d'influences extérieures, ou de ce qu'elle est, à la différence de la Révolution française, une « révolution d'un type mixte, national et social », suivant l'expression heureuse du professeur C.-E. Labrousse.

Notre dessein n'est pas de tracer une vue générale, même à grands traits, de l'histoire de la Révolution de Meiji, qui dépasserait, d'ailleurs, le cadre de cet article. Ce qui nous importe ici, c'est d'abord de montrer, en suivant le modèle précieux donné par le professeur Georges Lefebvre<sup>2</sup>, que l'on doit poser la question agraire comme une pierre angulaire de la Révolution de Meiji, pour l'intégrer plus exactement dans la perspective historique de la nation nipponne ; c'est ensuite, en mettant au premier rang la forme de « la rente foncière », d'analyser le processus historique de la Révolution de Meiji, puisque, à notre avis, c'est justement dans les caractéristiques sociales de la rente foncière que s'expriment d'une manière intense les rapports antagonistes, économiques et sociaux, de l'époque considérée. Mais, comme notre historiographie n'est pas encore libérée de sa propre tradition, il sera assez difficile d'user ici de la méthode comparative, comme Marc Bloch nous l'a demandé<sup>3</sup>. Nous craignons donc qu'une partie assez considérable de cette étude ne consiste inévitablement qu'en descriptions explicatives.

# I

Pour examiner les caractères originaux de l'agriculture et de la propriété foncière au temps de la Révolution de Meiji, il faut commencer par analyser la féodalité de *Tokugawa-Shogunat* qui l'a immédiatement précédée.

Il y a trois quarts de siècle déjà, quand l'auteur du *Capital*, dans le chapitre bien connu sur l'accumulation primitive du capital, a exposé que le trait le plus caractéristique de la production féodale dans

1. C.-E. LABROUSSE, Comment naissent les révolutions, dans *Actes du Congrès historique du centenaire de la révolution de 1848* (Paris, 1948), p. 3 et 11.

2. Particulièrement, Georges LEFEBVRE, La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, vol. I (Paris, 1929) ; du même, La Révolution française et les paysans, dans *Cahiers de la Révolution française*, n° 1 (Paris, 1934).

3. Marc BLOCH, *La société féodale*, II (Paris, 1940), p. 250.



tous les pays d'Europe occidentale est le partage du sol entre le plus grand nombre possible d'hommes-liges et que la puissance du seigneur féodal dépend moins de l'importance de son terrier que du nombre de ses sujets, c'est-à-dire du nombre des paysans établis sur ses domaines (*selbswirtschaftende Bauern*), il a noté que « le Japon, avec son *organisation purement féodale de la propriété foncière* et sa *petite culture*, offre donc, à beaucoup d'égards, une image plus fidèle du Moyen Age européen que nos livres d'histoire<sup>1</sup> ». Après lui, et pour citer l'un des plus éminents historiens français contemporains, Marc Bloch, qui porta, du point de vue de l'histoire comparée, beaucoup d'intérêt à cette féodalité nipponne, a constaté, dans sa *Société féodale*, que la féodalité du Japon présente, seule en dehors de l'Europe, des caractères d'homogénéité identiques à ceux de la féodalité occidentale<sup>2</sup>.

Cette organisation purement féodale de la propriété foncière, qui forme la base de la structure économique et sociale du régime seigneurial et shogunal de Tokugawa, a son prototype dans le *Taiko-Kenchi*.

Le *kenchi* (arpentage de la terre) pour tout le pays, entamé en 1582 par Taiko Hidéyoshi (que l'on appelle Taiko-Kenchi), maintenu et continué dans ses grands traits par le Tokugawa-bakufu, fut achevé dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Le *kenchi* constitue une procédure pour mesurer l'étendue et la production de la terre, afin de déterminer le taux de la redevance seigneuriale : on procède à l'arpentage de la terre, en vue de déterminer l'importance du domaine ou seigneurie, par l'intermédiaire de la récolte ou la productivité de la terre (*koku-taka*) ; ainsi sera précisée la base de l'imposition. On mesure, parcelle par parcelle, l'étendue de la terre ; on fixe, pour chaque parcelle, la qualité (il y en a trois : supérieure, moyenne et inférieure) dans laquelle elle est classée. Ainsi est déterminé le statut du paysan au sens propre (*hyakusho, sakuntin*), à la fois tenancier de la terre et contribuable des redevances seigneuriales. *Hyakusho* ou *hon-byakusho* est le paysan cultivateur inscrit dans le registre (*kenchicho*) fait à l'occasion de ce *kenchi* (arpentage). Sur la base de ces registres, on déter-

1. Éd. ADRATEKY, t. I, chap. xxiv, p. 755-756, note 92 ; trad. fr. (Éditions sociales), livre I, vol. III, chap. xxviii, p. 158. Il faudrait remarquer que cet exposé de la féodalité est plus vrai pour l'époque de la production féodale immédiatement après la décomposition du système de corvée classique (*Villikationsverfassung*) que pour le Moyen Age en général. Ce que Bloch écrit sur l'époque où le *mansus indominicatus* mis en valeur par les paysans corvéables se décompose et où les tenures soumises au cens et au champart apparaissent, s'accorde en substance avec la description citée ci-dessus. Cf. Marc BLOCH, *Caractères originaux de l'histoire rurale française* (Oslo et Paris, 1931), p. 103.

2. Marc BLOCH, *La société féodale* (Paris, 1939), I, p. 94, 350-351 ; II, p. 154, 250-252.

mine le *koku-taka* (étendue de terre qualifiée par sa productivité ou sa récolte) de chaque village et celui des grands seigneurs (*daimyo*) qui possèdent et dominent ces villages. C'est ainsi que les terres de tout le pays, par l'intermédiaire de cet arpentage, furent mises sous le contrôle exclusif des grands seigneurs<sup>1</sup>. Après la mort de Hidéyoshi, le *bakufu* de Tokugawa, lui-même le plus grand des grands seigneurs, représente le pouvoir suprême qui les dirige.

L'établissement de ce *kenchi* marque la période la plus importante dans l'évolution de la féodalité nippone. Il est nécessaire de noter ici, en quelques points, sa signification historique.

Le *kenchi* n'est autre chose qu'une tentative de réaction féodale, de reconstruction seigneuriale après la crise de la fin du Moyen Age, provoquée par les guerres fréquentes, les dévastations rurales (*Verwüstungen*), et caractérisée par de grandes révoltes paysannes qui ébranlèrent l'ordre social féodal. C'est Taïko Hidéyoshi qui, par l'exécution du *kenchi* et du *katana gari* (chasse aux glaives des paysans, c'est-à-dire désarmement des paysans, par conséquent achèvement de la séparation des soldats et des paysans), réalisa l'unification féodale dans tout le pays ; le *bakufu* de Tokugawa, son successeur, assura la permanence de ce système.

Il serait infiniment intéressant de comparer ce processus de l'histoire nippone avec la crise des *xiv<sup>e</sup>* et *xv<sup>e</sup>* siècles en Europe occidentale. La physionomie de la crise et de la reconstruction caractérisée par l'arpentage et la rédaction des registres, comme sa constatation documentaire, ressemble par plus d'un point à la crise européenne. Mais, cependant, cette crise de la féodalité japonaise nous semble essentiellement différente de la « crise des fortunes seigneuriales » en Europe occidentale, provoquée sur la base de la redevance en argent. Nous trouvons, il est vrai, dans les documents de cette époque la preuve de l'existence d'une rente en argent (*kan-taka*) en plus de la rente en nature (*koku-taka*). Mais, à notre avis, cette rente en argent n'affecte pas les paysans cultivateurs eux-mêmes, comme en Europe occidentale aux *xiv<sup>e</sup>* et *xv<sup>e</sup>* siècles, époque à laquelle les cultivateurs s'étaient déjà, dans une certaine mesure, transformés en producteurs de marchandises. Tandis que, dans la crise européenne, il s'agit de rente en argent, dans la crise japonaise il s'agit plutôt de transformation de corvées en redevances en nature. Nous estimons que là se trouve la différence essentielle, du point de vue historique, des crises

1. Sur cet arpentage, voir K. NAKAMURA, *Kinsei shoki nūseishi kenkyū* (Études sur l'histoire de l'agriculture au début de l'époque de Tokugawa) (Tokio, 1938).

européenne et japonaise, et, par conséquent, de la reconstruction qui les suivit<sup>1</sup>.

Dans le processus de *kenchi*, l'ancien régime domanial établi à l'époque de Kamakura s'est décomposé et les enchevêtrements compliqués des droits de divers seigneurs sur une terre ont été balayés. On voit maintenant apparaître un seigneur d'un type nouveau, qui domine directement et exclusivement sa propre terre et les paysans de son domaine. Ce processus signifie, au point de vue de l'économie politique, la transformation de la rente en travail, en rente en nature : l'ancien régime domanial caractérisé par l'exploitation directe au moyen de corvées s'est effondré ; la propriété foncière féodale subit indéniablement une transformation structurelle, comme en France et en Allemagne du Sud-Ouest au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Ainsi donc, le *kenchi* marqua une étape décisive dans l'histoire agraire japonaise : à partir de cette époque, les seigneurs se voient définitivement disqualifiés comme grands exploitants agricoles et se transforment en purs et simples rentiers parasites de la redevance en nature ; à partir de cette époque, les propriétaires fonciers japonais cessèrent une fois pour toute d'être exploitants agricoles. Les paysans, de leur côté, ne sont plus des paysans corvéables et deviennent des paysans exploitant leurs tenures pour leur propre compte, avec leurs propres moyens de production (*selbstwirtschaftende Bauern*), paysans payant à leur seigneur une redevance annuelle en nature. Mais, par ailleurs, on ne peut négliger les diversités régionales : dans les régions frontalières ou arrières, où les influences de l'ancien régime domanial restaient encore fortes, la forme de la rente en travail ne disparut pas totalement et, parfois même, l'exploitation agricole par les corvées de paysans subsista<sup>3</sup>.

Il faut retenir ici que les redevances seigneuriales en nature s'éta-

1. Pour l'étude de la crise de la féodalité japonaise, nous avons trouvé de précieuses suggestions dans l'ouvrage excellent et minutieux de M. Robert BOUTRUCHE, *La crise d'une société* (Paris, 1947). Cf. ma communication, « Hokenteki kiki no keitai » (Formes de la crise féodale), dans le *Rekishigaku Kenkyu* (Journal of Historical Studies), numéro spécial (Tokio, 1949).

2. Voir, par exemple, M. BLOCH, *Caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 95-105 ; GEORG V. BELOW, *Geschichte der deutschen Landwirtschaft im Mittelalter* (Jena, 1937), p. 73-76 ; JOSEF KULISCHER, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*, I (München, 1928), p. 109-112, etc.

3. De même en Europe occidentale, cette transformation ne fut pas toujours générale ; voir ALPHONS DORSCH, *Gab es im Hochmittelalter einen Strukturwandel der Wirtschaft?* dans sa *Herrschaft und Bauer in der deutschen Kaiserzeit* (1939), qui a critiqué les thèses de M. Bloch. Sur tout ce qui précède, cf. mon *Shimin kakumei no kōzō*, p. 97-128.

blirent définitivement comme une forme normale et prédominante de rente foncière féodale. Cette modalité de rente foncière constitue la base matérielle du système seigneurial et shogunal dès 1600 environ; on peut donc affirmer que le bakufu de Tokugawa ne fut qu'un instrument du pouvoir féodal institué en vue d'assurer ces redevances seigneuriales en nature. Entre le shogun de Tokugawa et les grands-seigneurs (*daimyo*), des rapports féodaux de suzerain à vassal se formèrent; le grand-seigneur reçut du shogun un fief (*koku-taka*) sur la base de l'arpentage; sa souveraineté et ses droits seigneuriaux dans son domaine (*han*) furent entièrement reconnus par le shogun. Le grand-seigneur, à son tour, découpa son domaine en petits fiefs (*chi-gyo-chi*) en faveur de ses vassaux armés. Il y a donc une hiérarchie féodale entre le seigneur-suzerain et le seigneur-vassal. Mais, en réalité, les rapports des hommes-sujets avec leurs fiefs furent purement nominaux, par suite de la formation de redevances en nature et de la domiciliation obligatoire des sujets-chevaliers (*samurai*, *bushi*) dans la ville où le grand-seigneur (*daimyo*) résidait. Ainsi disparurent les rapports du sujet-chevalier à sa terre et à ses paysans; les *bushi* « fief-fés » se virent obligatoirement transformés en une cohorte de sujets armés recevant de leur grand-seigneur (*daimyo*, *hanshu*) le salaire en riz conforme au *koku-taka* de leur fief. Vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, la domination des grands-seigneurs sur leurs terres et leurs paysans était entièrement établie.

Le régime seigneurial atteignit donc son point de perfection sous le shogunat. On peut affirmer que ce système social, fondé sur les redevances seigneuriales en nature, constitue une féodalité de type classique, même sur le plan de l'histoire mondiale. Elle est fortement organisée. Le bakufu de Tokugawa contrôle les grands-seigneurs par des règlements divers et stricts. Pendant 250 ans, il s'est maintenu, empêchant toute impulsion venue du dehors, grâce à sa politique de la « fermeture » (1634). Le grand-seigneur (*daimyo*) possède la terre et domine le peuple comme chef d'un domaine (*han*) qui forme un petit État féodal, fermé et autonome. Comme la terre constitue la propriété du grand-seigneur, la redevance seigneuriale exprime ici l'unité de la rente foncière et de l'impôt<sup>1</sup>.

1. Nous employons ici les mots « féodal » et « féodalité » dans le sens d'une catégorie économique-historique de la structure sociale, c'est-à-dire dans le sens d'une expression d'un mode de production historique; la place nous manque ici pour justifier cette terminologie (cf. mon article, La transition du féodalisme au capitalisme, *op. cit.*). Dans la tradition de l'historiographie française, le régime seigneurial est distinct du régime féodal; le premier concerne les rapports du propriétaire-seigneur et des paysans, le second les rapports du sei-

Ce qui constitue la cellule de cette société, ce sont les paysans au sens propre, qui s'appellent *hyakusho* ou *hon-byakusho*; ils sont inscrits dans le registre fait à l'occasion du *kenchi* (arpentage) comme ayants-droit du *koku-taka* et contribuables de redevances seigneuriales; ils sont membres authentiques de la communauté rurale. Ils correspondraient en Europe aux *laboureurs* (*full vilains, Vollbauern*). Mais il nous est encore difficile de déterminer ce qui, au Japon, correspond au *manse* (*virgate, Hufe*) de l'Occident; les études comparées devront résoudre ce problème important.

L'étendue de la terre que cultive un *hon-byakusho* est variable; elle varie de 1 à 2 *chō*, 3 à 4 *chō* au maximum; ordinairement, elle correspond à une récolte de plus de 10 *koku*<sup>1</sup>. A cet égard, la différence est frappante entre le paysan japonais et celui d'Europe occidentale: 13 hectares en moyenne, d'après Marc Bloch, au Moyen Age, — 10 hectares, d'après Raveau, au XVI<sup>e</sup> siècle, en France, — 1 *Hufe* = 30 Morgen en Allemagne, — 1 *virgate* ou *half-virgate* en Angleterre. On trouve, dès cette époque, le prototype de la tout-petite culture et de la très petite propriété paysanne qui caractérise l'agriculture nippone; c'est une expression du bas niveau de la productivité agricole du Japon, en comparaison de celle de l'Europe occidentale. Peut-être cela n'est-il pas sans corrélation avec les conditions techniques et les moyens de travail restreints que nécessite la culture de rizière; par exemple, pour retourner la terre, on se servait toujours de la bêche à main, moyen de travail primitif. Le paysan japonais ignorait la charrue ou le *Pflug*; l'attelage lui était inconnu.

Bien entendu, la paysannerie japonaise ne formait pas un groupe homogène et de conditions économiques égales. Dès l'époque précé-

neur-suzerain et du seigneur-vassal, comme le professeur G. Lefebvre nous l'a très clairement indiqué. En France, surtout depuis les travaux de Marc Bloch, les historiens sont enclins à prendre le terme « féodalité » au sens restreint: relations entre seigneurs et vassaux et obligations réciproques, fief, morcellement du droit de propriété, fragmentation des pouvoirs publics, etc. Sur tout cela, voir la brillante communication du professeur Robert Boutaux dans le IX<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques. I: *Rapports* (Paris, 1950). La féodalité entendue dans le sens restreint des historiens français existait aussi au Japon, comme Marc Bloch s'en est aperçu. Il ne s'agit pas ici de la féodalité en ce sens, mais de la propriété « féodale » ou du rapport de production « féodal » (à la fois agricole et industriel) antérieur et contraire au capital « moderne » ou au mode de production capitaliste. Inutile de dire que la féodalité au sens dernier contient diverses nuances et variantes suivant les stades de son évolution et suivant les pays et les régions. Cette définition du féodalisme est de mise chez les historiens économistes occidentaux; voir, par exemple, le très suggestif article de M. R. H. HILTON, Y eut-il une crise générale de la féodalité? dans les *Annales (Économies, sociétés, civilisations)*, 6<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 1 (Paris, 1951).

1. 1 *chō* (= 10 *tan*) = 1 hectare environ; 1 *koku* (= 10 *shō*) = 1 hectolitre 8 environ.



dente, la différenciation de la paysannerie était beaucoup plus avancée qu'on ne l'imagine d'ordinaire. Des études historiques récentes montrent que les paysans non enregistrés dans le *kenchi-chō* et ne possédant pas de *koku-taka*, dénommés *chō hazuré* (manants en dehors du registre, c'est-à-dire *mizunomi*, *hikan*, *nago*, *kanjin*, etc.), étaient nombreux<sup>1</sup>. Ils travaillaient à bras pour les laboureurs (paysans proprement dits, *hon-byakusho*), sans être, à proprement parler, membres de la communauté rurale; ils correspondraient aux *manouvriers* (ou *cottagers*, *Inseute*).

Les données trop fragmentaires ne permettent pas une connaissance exacte des exploitations agricoles des paysans proprement dits. On pourrait prendre pour un *hon-byakusho* modèle le paysan cultivant 1 *chō* (= 1 hectare) de terre (rizière et champ) avec une famille de cinq personnes. Cependant, il existait aussi beaucoup de *hon-byakusho* qui cultivaient leurs terres à l'aide de manouvriers (paysans « en dehors du registre »); dans ce cas, l'exploitation-type comprendrait 2 ou 3 *chō* de terre, une force animale, quatre ou cinq domestiques annuels recrutés parmi les hommes dépourvus de *koku-taka*. Mais ce type d'exploitation agricole (*jinushi tezukuri*) se décomposa au début du XVIII<sup>e</sup> siècle sous l'influence du développement de l'économie d'argent, entraînant l'affranchissement des paysans dépourvus de *koku-taka*<sup>2</sup>.

Pour examiner les traits originaux de la communauté rurale du Japon, il est nécessaire d'adopter un point de vue différent de celui que nécessite l'étude de la communauté rurale occidentale. En ce qui concerne le système village-communauté, on ne peut négliger les conditions naturelles et techniques particulières au Japon et à l'Extrême-Orient, qui caractérisent la culture de rizière. Dans le régime agraire de l'Europe occidentale, les rapports indissolubles entre l'agriculture et le pâturage s'imposent au premier rang: il n'en est rien dans la culture de rizière. Dans celle-ci, la question de l'eau est déterminante. Les paysans japonais ignorent les contraintes communautaires et les servitudes collectives qui découlent nécessairement de la vaine pâture collective (*open-field-system*, *Dreijerderwirtschaft*). Les contraintes

1. Cf. R. IMAI, « Kinsei shoto ni okeru kenchi no ichi kōsatsu » (Une étude sur le *kenchi* au début de l'époque de Tokugawa), dans la *Shakai keizai shigaku* (The Socio-economic History) (Tokio, 1939).

2. T. FURUSHIMA, « Kinsei shoki kenchi to nōminsō no kōsei » (Le *kenchi* et la constitution de la classe paysanne au début de l'époque de Tokugawa), dans le *Nogyō keizai kenkyū* (Études d'économie agricole) (Tokio, 1940); K. MORI, « Kinsei nōmin kaihō no shakai-keizaishi teki igi » (Signification historique socio-économique de l'affranchissement des paysans à l'époque de Tokugawa), dans la *Shakai keizai shigaku* (The Socio-economic History) (Tokio, 1948).

viennent non pas de ces conditions de l'agriculture, mais des problèmes qui ont trait au contrôle de l'eau (captage, conduite, irrigation...). En général, les contraintes communautaires apparaissent ici plus puissamment dans les rapports verticaux entre supérieur et inférieurs, chef et sujets, que dans les rapports horizontaux et mutuels entre paysans<sup>1</sup>. Cela donne, sans aucun doute, un caractère patriarcal à la structure de la communauté rurale en Extrême-Orient. Ce caractère de la contrainte communautaire constituera une condition particulière dans la différenciation ultérieure de la paysannerie. Malgré ces aspects particuliers, la communauté rurale japonaise nous paraît, cependant, non pas de caractère *asiatique*, comme celles de Chine ou des Indes, mais plutôt de structure occidentale.

Nous pouvons maintenant préciser dans quel régime seigneurial et dans quel système de propriété féodale, en un mot dans quels rapports de production, les paysans japonais et leur communauté rurale se trouvaient incorporés.

Les paysans, usufruitiers à perpétuité de leurs tenures, devaient livrer une partie de leur récolte à leur seigneur (*daïmyō*). Ces redevances seigneuriales constituaient une rente féodale en nature. Certains services, des cens en argent étaient encore imposés aux paysans. Mais la partie essentielle des charges seigneuriales était toujours axée sur cette rente annuelle en nature, c'est-à-dire en riz. Elle présente un caractère analogue au champart (terrage ou agrier), qui apparut en France après la décomposition de l'ancienne réserve seigneuriale (*mansus indominicatus*) mise en valeur par les corvées hebdomadaires de paysans. Ces redevances étaient imposées par le seigneur, globalement, à chaque village; les sergents seigneuriaux ou les paysans de rang supérieur (*kimōri*, *shōya*, *nanushi*) qui servaient d'agents au pouvoir féodal, les répartissaient entre les paysans à raison du *koku-taka* qu'ils possédaient. Tout le village était solidairement responsable de l'acquittement des charges seigneuriales.

Le taux de ces redevances annuelles en riz — ou la proportion entre la partie due au seigneur et la partie réservée aux paysans eux-mêmes dans la totalité de la production agricole — était, en principe, de 5 pour 5 (*go ko go min*, c'est-à-dire 5/10 au seigneur et 5/10 au paysan) : en réalité, la proportion oscillait entre 7 pour 3 et 4 pour 6 sui-

1. Voir T. KITAMURA, « Nippon suiri kanko no shiteki kenkyū » (Études historiques sur les coutumes des conduites d'eau au Japon) (Tokio, 1951); K. ARIGA, *Nippon kazoku seido to hosaku seido* (Le système de famille et le système des petits paysans fermiers) (Tokio, 1943).

vant les régions. Dans l'état de la productivité agricole au début de l'époque de Tokugawa<sup>1</sup>, le taux de redevance de 5 pour 5 (50 % de la récolte) était trop lourd, même pour la simple subsistance et la reproduction d'une famille-type de cinq membres cultivant 1 *chô* (= 10 *tan*). C'est un trait caractéristique de toute l'histoire des paysans japonais que la rente foncière en nature absorbe tout leur surproduit, parfois même une partie de ce qui est nécessaire à leur subsistance ; ce type de rente foncière fut transmis à la société moderne après la Révolution de Meiji.

La contrainte « extra-économique » pour maintenir cette rente féodale s'exprima dans les restrictions juridiques touchant la personne. Le paysan japonais ne choisit pas son maître ; il ne peut quitter le domaine ; il est attaché à la glèbe. La libre disposition de sa tenure héréditaire lui est refusée. Le bakufu shogunal interdit strictement la vente et l'achat de la terre aux paysans (*ta hata eitaiuri o-shioki*, 1643) ; il restreignit le morcellement du sol (*bunchi seigen*, 1673) ; il limita la liberté de culture, par exemple pour le tabac, le coton, les plantes oléagineuses, objets de l'agriculture commerciale. En outre, le bakufu s'efforça de réglementer toute l'existence des paysans, jusqu'à leur habillement, leur alimentation et leur habitation (*Keian o-furégaki*, 1649). Le bakufu et les grands-seigneurs, pour assurer et maintenir la rente féodale, s'employèrent ainsi à assurer des conditions d'existence minima aux paysans, comme base du régime seigneurial et shogunal, empêchant la dissociation de la paysannerie et l'affaiblissement de sa capacité de paiement des redevances annuelles.

Cette condition paysanne limitée en capacité légale et en liberté personnelle pourrait être qualifiée de servage. Le paysan était vraiment un *ascriptus glebae* (*Schollengebunden*). Mais on peut se demander s'il n'était pas autre chose que le serf d'Europe occidentale, ou s'il doit être comparé au vilain, après l'affranchissement des serfs à la fin du Moyen Âge, en France. On ne peut, cependant, affirmer que sa condition sociale réelle ait été identique à celle du paysan-propriétaire sous l'Ancien Régime, qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, suivant l'expression du professeur G. Lefebvre, « léguait, donnait, vendait ou louait sa tenure [... et] exerçait sur elle tous les droits d'un propriétaire<sup>2</sup> ».

1. Le bakufu de Tokugawa détermina, à l'occasion du *kenchi*, dans la dernière moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, trois catégories (supérieure, moyenne et inférieure) de terres cultivées, dont les rendements furent fixés par *tan*, respectivement à 1,5 *koku*, 1,3 *koku* et 1,1 *koku* (*tan* = 0,1 hectare ; *koku* = 1,8 hectolitre).

2. Georges LEFEBVRE, Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncière à la fin de l'Ancien Régime, dans *Revue d'histoire moderne*, n° 14 (Paris,

L'affranchissement des paysans au temps de la Révolution de Meiji présente, sans doute, à la fois ce double aspect : affranchissement des serfs comme au Moyen Age en France, émancipation des paysans comme au temps de la Révolution française, ainsi que nous le verrons par la suite.

## II

La paysannerie créée et assise sur la base du *kenchi* s'engagea, cependant, dans la voie de la dissociation. Déjà, vers le milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, à cause du taux élevé de la redevance en nature, la situation économique des paysans s'aggrava à un point tel qu'ils se virent obligés de vendre leur terre ; ce fait est corroboré par les multiples interdictions de vente faites à leurs paysans par les grands-seigneurs (*dai-myō*). Les paysans, auxquels la vente était interdite, eurent recours, pour emprunter de l'argent, à la mise en hypothèque de leur terre ou à la constitution de rentes (*Rentenkauf*), comme au Moyen Age en Europe occidentale.

De la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle au début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> (ère de Genroku et de Kyōhō), la féodalité de Tokugawa subit une modification sensible dans son organisation interne. A cette époque, une énorme quantité de riz commença à être concentrée dans les grandes villes comme Yédo (maintenant Tokio) et Osaka et à circuler à travers tout le pays. Sur la base de cette transformation du riz en marchandise et en monnaie et de la circulation du riz dans tout le pays, les grandes villes comme Yédo (un million d'habitants au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, la plus grande ville du monde entier à cette époque), Osaka (350.000), Kyoto (400.000), connurent une grande prospérité et les châteaux-villes des grands seigneurs (*jōka-machi*) se développèrent, eux aussi. Le développement du commerce et du capital marchand se manifesta dans la prospérité de ces villes, dans la concentration des capitaux usuraires qui érodaient le mécanisme des finances seigneuriales et de l'économie paysanne, dans l'évolution de l'agriculture commerciale et la spécialisa-

1928), p. 108 et *passim*. Cf. Marc BLOCH, *Annales d'histoire économique et sociale*, I (Paris, 1929), p. 100 ; Paul RAVEAU, *L'agriculture et les classes paysannes : la transformation de la propriété dans le Haut-Poitou au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle* (Paris, 1926), p. 39-40, 116-118 ; Lucien FEBVAU, *Philippe II et la Franche-Comté* (1911), p. 200 ; Henri SÉE, *Histoire économique de la France*, I (1939), p. 125-126 ; J. LOUTCHISKY, *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux* (Paris, 1897), p. 17-25. Sur tout ce qui précède, voir mon article, « Iwayuru nōdo kaihō ni tsuite » (Essai historique sur l'affranchissement des serfs), dans la *Shigaku Zasshi* (Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, après la guerre, Journal of Historical Science), vol. LI (Tokio, 1940), nos 11-12.

tion régionale des cultures, dans le développement de l'industrie rurale et domestique et le contrôle de cette industrie campagnarde par les marchands-entrepreneurs<sup>1</sup>... Tous ces éléments, de jour en jour plus importants, devaient finalement entraîner une crise générale de l'organisation seigneuriale et féodale du shogunat de Tokugawa.

Au cours de cette évolution, notamment après 1700, quelles modifications subirent la propriété féodale et surtout la tenure paysanne? Dans quelles directions se dissocia la paysannerie? Intégrées maintenant dans une économie d'échanges ou économie d'argent, les redevances seigneuriales s'aggravèrent et les paysans s'appauvrirent de plus en plus. Aussi les paysans furent obligés d'hypothéquer leur terre pour emprunter de l'argent, puis, étant endettés, de la vendre en fait. Les restrictions légales du morcellement de la terre (*bunchi seigen*) commencèrent, elles aussi, à être effectivement négligées. Une concentration foncière de plus en plus sensible se manifesta, en même temps que s'alourdissaient les hypothèques foncières : de nombreux documents l'attestent. On constate la dissociation de la paysannerie (*hon-byakusho*) établie sur la base du *kenchi* et la naissance, au sein du système féodal et seigneurial, des nouveaux rapports entre les paysans-propriétaires non exploitants (*jinushi*) et les petits paysans-fermiers dépendants (*kosaku*) : l'analyse historique de cette différenciation est indispensable pour bien comprendre les questions agraires au temps de la Révolution de Meiji et la Réforme agraire après la seconde guerre mondiale. La réforme de l'ère Kyoho (1722) par le bakufu visait, dans cet état de choses, au maintien des paysans proprement dits (*hon-byakusho*) comme base du régime shogunal et seigneurial.

On discerne la formation de deux types de paysans-propriétaires non exploitants et parasitaires (*jinushi*), ces deux types apparaissant, d'ailleurs, organiquement liés l'un à l'autre<sup>2</sup>.

1) Comme on l'a déjà vu, le taux de la rente féodale était tellement haut (et encore doit-on tenir compte des détestables coutumes des

1. Voir, par exemple, G. FUJITA, « Kinsei shoki ni okeru shōhin riutsu » (Circulation des marchandises au début de l'époque de Tokugawa), dans le *Shigaku Zasshi* (Journal of Historical Science), vol. LXI (Tokio, 1952), n° 2. Sur le développement des villes à cette époque, cf. A. OXO, *Kinsei toshi no haisen* (Développement des villes à l'époque de Tokugawa) (Tokio, 1935). Sur le capital commercial et usuraire de cette époque, voir K. IISUGI, *Nihon shingyō saikei zenshi* (Préhistoire du système de crédit au Japon) (Tokio, 1948).

2. On trouve une esquisse de la naissance et du développement de cette propriété *jinushienne* dans l'exposé de M. KOIKI, « Jinushi sei no seisei » (Formation du système de *jinushi*), dans notre *Nōchi kōkaku tenmatsu gairō* (Histoire de la réforme agraire [après la guerre]) (Tokio, 1951).



percepteurs et des agents seigneuriaux, *kimōri*, *daikan*...) qu'il empiétait sur le strict minimum nécessaire à l'existence des paysans. Cela même obligeait les paysans à recourir aux marchands ou laboureurs pourvus de numéraire, à leur emprunter de l'argent, à hypothéquer leurs terres. Comme la plupart des paysans endettés étaient incapables de se libérer, bien souvent leurs terres hypothéquées, pour mieux dire leur *koku-taka*, devenaient la propriété effective des prêteurs, usuriers, marchands-laboureurs ou gentilshommes campagnards. Le paysan qui a perdu sa terre ou son *koku-taka* continue à cultiver le même sol qu'il exploitait auparavant, mais, maintenant, non pas en tant que paysan proprement dit (*hon-byakusho*), mais en tant que petit paysan-fermier dépendant (*kosaku*) : à ce titre, il doit partager sa récolte comme rente foncière en nature avec son nouveau propriétaire, en plus de la redevance seigneuriale. Ce processus est presque identique à celui décrit par P. Raveau, d'une manière si vivante, de la concentration des terres aux mains des laboureurs-marchands et de la naissance des métayers, dans le Haut-Poitou, au xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

2) Les seigneurs, en vue d'augmenter leurs revenus par la constitution de nouvelles tenures, encouragèrent le mouvement de défrichement. Mais, pour mettre des terres en valeur, étant donné les conditions naturelles et techniques de l'agriculture japonaise, notamment les difficultés du contrôle de l'eau dans la rizière, il fallut une participation considérable du capital des marchands-laboureurs et une offre abondante de main-d'œuvre paysanne. Celui qui fournissait le capital, c'est-à-dire l'entrepreneur de défrichement, était autorisé par le seigneur, une fois terminée l'opération de mise en culture, à posséder en totalité ou partie le *koku-taka* des terres nouvellement défrichées. La redevance seigneuriale étant, au début, moins lourde sur ces nouvelles tenures que sur les anciennes, profitant de cette possibilité d'une exploitation intermédiaire entre seigneur et paysans, l'entrepreneur de défrichement se transformait en paysan-propriétaire non exploitant « parasitaire » (*jinushi*). Les paysans qui avaient fourni la main-d'œuvre se transformaient en même temps en petits paysans-fermiers dépendants (*kosaku*), obligés de payer à l'entrepreneur la rente en nature. Dès le milieu de l'époque de Tokugawa, à mesure que les défrichements progressaient, les propriétaires fonciers de ce genre (*shinden jinushi*) se multiplièrent.

1. Paul RAVEAU, *L'agriculture et les classes paysannes dans le Haut-Poitou au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 62, 68, 82, 93, 121, 249-250, 268-271, etc.

La classe paysanne se différencie ainsi entre *jinushi* et *kosaku*, au sein même du régime féodal et seigneurial. Mais la naissance de cette nouvelle catégorie *jinushi* ne traduit pas la formation d'un nouveau mode de production. Cette nouvelle forme de la propriété foncière ne menace pas l'existence du régime seigneurial, bien qu'elle en modifie assez sensiblement l'exploitation ; elle se forme sur le modèle de la propriété seigneuriale et coexiste avec elle. Si bien que les rapports féodaux de production, loin d'être détruits, allaient y être reproduits et fortifiés. Les *jinushi* et les *kosaku* n'ont aucune ressemblance avec les *landlords* et les *leaseholders* anglais ; ils se rapprochent plutôt, dans leurs caractères historiques, de la propriété bourgeoise de l'Ancien Régime français et de ses métayers, « poor people », à propos desquels Arthur Young déplorait « a miserable system that perpetuates poverty<sup>1</sup> ».

Cette intervention des nouveaux paysans-proprétaires non exploitants ou des marchands-laboureurs dans les rapports entre seigneurs et paysans signifie que le développement de la productivité des paysans (soit dans la production proprement agricole, soit dans la production de quelque industrie rurale domestique comme revenu accessoire, de toute façon dans la totalité de la productivité des paysans eux-mêmes) apportait aux paysans un excédent, en plus de la portion revenant au seigneur et de celle nécessaire à leur subsistance, même si le taux de la redevance seigneuriale demeurait invariable (de fait, dans tout le cours de l'époque de Tokugawa, loin de baisser, il présente une constante tendance à la hausse). Mais il s'agit ici non seulement de la formation de cet excédent lui-même, mais aussi de la catégorie sociale qui se l'approprie et l'accumule : c'est d'elle que dépendra l'orientation de l'évolution ultérieure. Si les paysans en tant que producteurs immédiats retiennent cet excédent et l'accumulent pour eux-mêmes, la forme de rente féodale se transformera de nature en argent et son taux s'abaissera. Mais, au contraire, si les seigneurs, marchands ou usuriers en tant que non-exploitants saisissent ce surplus et se l'approprient, la forme et le taux de la rente féodale se maintiennent et se fortifient. Ce qui nous importe ici, ce n'est pas l'économie d'échanges ou d'argent en elle-même. Il est plutôt question de savoir si les échanges se réalisent dans le cadre d'une économie de producteurs

1. ARTHUR YOUNG, *Travels in France*, éd. M. BETHAN-EDWARDS (London, 1890), p. 18 ; trad. fr. par Henri SÉE, *Voyages en France*, I (Paris, 1931), p. 91. Sur le caractère féodal du métayage, voir M. BLOCH, *Caractères originaux*, p. 153 ; G. LEFEBVRE, *Questions agraires au temps de la Terreur* (Strasbourg, 1932), p. 94-95 et p. 111, note 4.

directs, ou s'ils s'opèrent en dehors des travailleurs immédiats; en d'autres termes, si c'est le développement des échanges dans l'économie paysanne qui aboutit à la formation de la rente en argent, ou si c'est le développement des échanges dans l'économie seigneuriale qui provoque une aggravation de la rente naturelle, réaction féodale, selon l'expression de M. Kosminsky<sup>1</sup>.

La communauté rurale et la paysannerie se différenciaient donc sous l'influence des progrès de l'économie d'argent. Mais l'évolution tendait non pas vers la polarisation entre le capital et le travail salarié, mais vers la différenciation féodale, si l'on peut dire, entre le *jinushi* et le *kosaku*. Le capital marchand n'entraîna pas un mode de production capitaliste, mais créa « un nouveau servage », comme à Charroux, dans le Haut-Poitou, au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Cette propriété *jinushienne*, de caractère féodal, loin d'être abolie, fut consacrée par la Révolution de Meiji : elle devint un élément constitutif de la société capitaliste nipponne<sup>3</sup>.

1. E. A. KOSMINSKY, Service and money rents in the 13th. century, dans *Economic History Review*, vol. V (London, 1935), n° 2, p. 42-45. Cf. M. M. POSTAN, The Chronology of labour service, dans *Transactions of the Royal Historical Society*, 4th. series, vol. XX (London, 1937), p. 192-193, 186; A. DORSCH, *Naturalwirtschaft und Geldwirtschaft in der Weltgeschichte* (Wien, 1930), p. 197-199.

2. RAVEAU, *L'agriculture et les classes paysannes*, p. 271. Les vues de M. Albert Soboul sur la dissociation de la communauté rurale et de la paysannerie semblent aller plus loin : il pose ce problème sous l'angle de la formation du mode de production capitaliste moderne, et non pas au point de vue de la différence simplement quantitative en richesses immobilières et mobilières, en propriété foncière et argent, qui peut exister et existait, en effet, à toutes les époques et dans tous les pays. Il a montré que la paysannerie se différencie par polarisation entre capital industriel et travail salarié et que la communauté rurale se dissocie et disparaît par le progrès et l'établissement de la production capitaliste (Albert Soboul, La communauté rurale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, communication dans le *Mois d'Ethnographie française*, Paris, 1950, p. 33-36; encore, du même, La question paysanne en 1848, dans *La pensée*, n°s 18-20, Paris, 1948). On peut, cependant, se demander si le capitalisme s'impose parfois « du dehors » à la communauté rurale. Théoriquement, me semble-t-il, la dissociation de la communauté ou la polarisation de la paysannerie n'est autre chose que la formation du capitalisme dans la production à la fois agricole et industrielle, entraînant la création à la fois d'un marché du travail et d'un marché de marchandises pour le capital industriel. Cf. mon ouvrage, *Kindai shihonshugi no seiritsu* (Formation du capitalisme moderne) (Tokio, 1950; 2<sup>e</sup> éd., 1951), p. 3-36.

3. La plupart de nos historiens sont enclins, en soulignant l'esprit d'entreprise dans le *jinushi*, à prendre la propriété *jinushienne* pour la propriété foncière de caractère moderne ou capitaliste. La propriété foncière moderne ou la forme moderne de la propriété foncière est, il va sans dire, celle qui s'adapte au capitalisme : elle présuppose la production capitaliste (capital et travail salarié) dans l'agriculture. Pour cela, non seulement la transformation en marchandise des produits agricoles, mais aussi celle de la main-d'œuvre agricole doivent avoir été réalisées : les travailleurs immédiats doivent être, non pas « paysans » attachés à la terre, mais travailleurs salariés « libres ». Cette forme de propriété foncière, à

Malgré cette tendance fondamentale de la différenciation de la paysannerie, la production de marchandises agricoles par les paysans eux-mêmes s'amplifia peu à peu, en même temps que se développait l'industrie domestique et rurale comme occupation accessoire. Ce mouvement profitait des fissures incontrôlables qui subsistaient même sous le régime seigneurial et shogunal strict ; il rendit possible une certaine accumulation dans l'économie paysanne ; il ouvrit une nouvelle perspective vers l'indépendance des paysans. Les recherches historiques récentes montrent que la paysannerie japonaise commença à se dissocier dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, car elle devint de plus en plus productrice de marchandises. Les paysans riches, bien qu'ayant encore leur caractère de propriétaires fonciers « parasitaires », agrandirent peu à peu leurs exploitations, soit dans la production agricole, soit dans la production industrielle, en engageant à leur usage leurs voisins, les paysans plus pauvres : ainsi se précisa de plus en plus leur caractère capitaliste<sup>1</sup>. On peut, cependant, expliquer aussi le poids écrasant de la propriété foncière féodale (et, par conséquent, le bas niveau de la productivité de l'agriculture) par le fait que le développement encore faible de la productivité des paysans japonais, à la différence de ceux d'Europe occidentale, n'a pas encore été capable, à cette époque, de transformer la partie essentielle de la rente féodale, payable en nature, en rente payable en argent. Les récentes monographies historiques prouvent également que le développement de la production marchande en agriculture ou de l'agriculture commerciale ne suivait pas le même rythme, en quantité et en qualité, dans toutes les régions, mais se diversifiait suivant les structures sociales et les conditions historiques<sup>2</sup>.

quelques exceptions extrêmement rares près, n'existait pas au Japon jusqu'à présent. Si les propriétaires fonciers reçoivent, comme en Angleterre, à titre de rente foncière (rente moderne et capitaliste), une partie du profit qu'ont réalisé les fermiers capitalistes, employeurs de travailleurs agricoles salariés, ils sont propriétaires fonciers au sens moderne. Par contre, s'ils perçoivent directement, comme dans le cas des *jinushi* (directement, c'est-à-dire sans l'intermédiaire de la loi de l'échange de marchandises ou de la vente et de l'achat de la force de travail), ils demeurent toujours des propriétaires fonciers de caractère féodal. C'est le mode de production, et non pas l'étendue de la terre, ni la simple transformation en marchandise des produits agricoles ou des terres, ni l'esprit « capitaliste », qui détermine le caractère historique de la propriété foncière (cf. mon article, *Transition from feudalism to capitalism*, dans la *Science and Society*, op. cit.).

1. G. FUJITA et T. HADORI, *Kinsei hōken shakai no kōzō* (Structure de la société féodale du temps de Tokugawa) (Tokio, 1951) ; T. NARAMOTO, *Kinsei hōken shakai shiron* (Essai historique sur la société féodale du temps de Tokugawa) (Kyoto, 1949).

2. T. TOYA, *Kinsei nōgyō keiei shiron* (Analyses historiques de l'exploitation agricole au temps de Tokugawa) (Tokio, 1949) ; T. FURUSHIMA, *Kinsei shōgyōteki nōgyō no tenkai* (Développement de l'agriculture commerciale au temps de Tokugawa) (Tokio, 1950) ; E. Ho-

Les modalités de la différenciation de la paysannerie n'étaient donc pas homogènes.

Il va sans dire que la production marchande s'est développée plus nettement et plus considérablement dans l'industrie que dans l'agriculture. Depuis longtemps, l'industrie domestique et rurale était répandue chez les paysans. Son origine n'était pas toujours spontanée, mais due très souvent à la politique seigneuriale qui a voulu encourager la production industrielle parmi les paysans pour maintenir leur capacité d'acquitter les redevances seigneuriales. Dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cette industrie rurale, surtout textile (celles de la soie et du coton en premier lieu, mais non pas l'industrie lainière, à la différence de l'Europe occidentale), se développait en dehors du cadre et du contrôle de l'organisation corporative des villes; alors commencent à apparaître des paysans qui s'occupent uniquement d'industrie. En même temps, des marchands forains d'un type nouveau, qui se chargent de la circulation des marchandises fabriquées dans les campagnes, s'opposant aux marchands privilégiés des villes, de type ancien, commencent à ébranler le système monopoliste du capital commercial des villes. Ces industries rurales se sont organisées en *putting-out* système sous la domination de marchands-entrepreneurs capables d'acheter en gros la matière première, qu'ils distribuent sous forme d'avances et font travailler par des paysans-fleurs ou des paysans-tisserands à domicile. Il est caractéristique du capital commercial japonais qu'il contrôle très strictement l'industrie à domicile dans les campagnes. Mais vers 1830-1840 commencent à apparaître des fabricants indépendants et des chefs d'industries dont l'entreprise se fonde sur la division du travail salarié (*manufacture* proprement dite, comme premier stade de la production capitaliste), et cela surtout dans des régions d'industrie textile (Kiriû, Ashikaga, Fukui, Hakata...). Kiriû, par exemple, où apparaissent alors de nombreux fabricants disposant de métiers à tisser, voit sa population augmenter sensiblement par suite de l'accroissement du nombre des travailleurs occupés d'industrie. Tandis qu'à Kiriû, une ville privilégiée, le développement était plus lent, l'industrie rurale, dans la région d'Ashikaga, se développait plus rapidement et plus librement. Vers 1830-1840, il y avait 1.600 métiers dans la ville de Kiriû, tandis qu'on en comptait à peu près 15.000 dans les villages de la région d'Ashikaga, où se trouvaient beaucoup

mis, *Hôken shakai ni okeru shihon no sonzai keitai* (Mode d'existence du capital dans la société féodale) (Tokio, 1950).



de fabricants ruraux disposant de quelques dizaines de métiers<sup>1</sup>. Le contraste de ces deux types d'industrie et cette « lutte des campagnes et des villes » dans la production industrielle, si l'on peut reprendre ici le titre d'un chapitre de Demangeon sur la Picardie, est aussi bien caractéristique de la période de la manufacture au Japon. Ainsi s'explique l'opposition de plus en plus forte, à la veille de la Révolution de Meiji, de la paysannerie, surtout de la petite bourgeoisie paysanne ou des petits et moyens fabricants, contre le système monopoliste arbitraire (*senbai o-shioki*) des gros négociants et financiers alliés avec les pouvoirs seigneuriaux et les grands propriétaires *jinushiens*. On discerne ici nettement une évolution caractéristique de la condition économique particulière à la révolution bourgeoise de type occidental, bien qu'elle soit moins accentuée au Japon qu'en Angleterre et en France<sup>2</sup>. Cette évolution constitua la force motrice fondamentale de la Révolution de Meiji, quoiqu'elle fût trop faible pour la diriger. Ces « nouvelles pépinières d'industrie » dans les campagnes japonaises, étant, à la différence de celles de l'Europe occidentale, accablées par le régime de la propriété seigneuriale et *jinushienne*, n'arrivèrent pas à se libérer de la domination du capital commercial et du contrôle des marchands-entrepreneurs, ni à surpasser la productivité des grandes « fabriques » seigneuriales du type « manufacture » d'État ou royale en France. Il est évident que cette situation industrielle est en étroite liaison avec les conditions agricoles des campagnes, où le taux élevé

1. Sur la situation économique à la fin de l'époque de Tokugawa, voir la bibliographie de la Révolution de Meiji dans la section suivante. Ici, nous signalons, outre les travaux sur l'agriculture déjà mentionnés de Fujita, Furushima, Horié et Naramoto, quelques ouvrages sur l'industrie (ou manufacture) : K. HATTORI, *Ishin-shi no hōhōron* (Méthodologie de l'histoire de la Restauration de Meiji) (Tokio, 1934) ; T. TSUCHIYA, *Nihon shihon-shugi ronsai* (Collection d'articles sur l'histoire du capitalisme japonais) (Tokio, 1937) ; S. SHINOSU, *Kindai nihon sangyo-shi josetsu* (Introduction à l'histoire de l'industrie dans le Japon moderne) (Tokio, 1942) ; E. HORIÉ, *Nihon manufactura mondai* (Problème de la manufacture japonaise) (Kyoto, 1949) ; T. HADORI, « Bunsan manufactura ron » (Sur la manufacture dispersée), dans le *Rekishigaku Kenkyū* (Journal of Historical Studies) (Tokio, 1947).

2. Cf. l'admirable chapitre sur le « capitalisme industriel » de M. Paul MANTOUX, *The industrial revolution in the 18th. century* (trad. anglaise, éd. 1928), III, chap. II. Dans une contribution précieuse aux études historiques, M. Dobb cherche la genèse de la production capitaliste (capital industriel) qui déterminera la révolution bourgeoise, non pas dans la haute bourgeoisie (capital commercial et usurier d'ancien type), mais dans l'auto-dissociation elle-même du « petty mode of production » des paysans et des petits producteurs, se libérant de la propriété foncière (Maurice Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, London, 1946, p. 126-135, 142-143, 150-151, sp. 169-176, etc.). Notre interprétation historique s'accorde avec l'opinion de M. Dobb. Au Japon, les théories historiques de H. OTSUKA (*Kindai shihon shugi no keifu*, Genèse du capitalisme moderne — recueil d'articles parus depuis 1935 — Tokio, 1947) ont permis de mieux connaître ce problème.

de rente féodale en nature empêchait, toujours et partout, les paysans de devenir libres et indépendants.

La réforme de l'ère de Tempō (1841-1843) est une réaction contre la crise générale et structurelle de la féodalité de Tokugawa, que toute l'évolution économique et sociale depuis 1700 avait entraînée. On y trouve toutes les catégories sociales qui figureront sur la scène de la Révolution de Meiji. L'« ouverture du pays » nécessitée par l'expansion de l'Amérique et de l'Occident vers l'Extrême-Orient a précipité le mouvement politique vers l'unité nationale, sans attendre le mûrissement autonome des conditions internes économiques et sociales nécessaires à la révolution bourgeoise, en résorbant et en subordonnant l'énergie des paysans et des petits et moyens producteurs, au système oligarchique des propriétaires *jinushiens* et de la haute bourgeoisie « monopoliste » privilégiée. L'orientation fondamentale de ce mouvement historique s'exprime dans la différenciation de la paysannerie conditionnée par la modalité économique et sociale de la « rente féodale ». Telle est la thèse que nous voudrions proposer.

### III

La Révolution de Meiji, commencée en 1867 par le *taisei hōkan* (c'est-à-dire le transfert du pouvoir d'État du bakufu shogunal au Tenno), constitue un processus politique, économique et social : elle aboutit, après une dizaine d'années de troubles agraires et de révoltes provinciales, à la modernisation de tout l'appareil d'État et entraîna la dissolution du régime purement féodal et seigneurial. Elle forme, à ce titre, le point de départ de la société moderne japonaise<sup>1</sup>.

1. Dans le domaine des sciences historiques et économiques du Japon, des polémiques acharnées se poursuivirent au cours de la décade 1930-1940, au sujet du caractère historique et de la structure économique du capitalisme nippon. Ces discussions, qui portaient, dans une certaine mesure, sur les problèmes historiques de la fin du bakufu shogunal et de la « Restauration », constituent, bien que reflétant diverses tendances politiques, un legs scientifique précieux. Voir surtout : M. YAMADA, *Nihon shihon-shugi bunseki* (Analyse du capitalisme japonais) (Tokio, 1934) ; Y. HIRANO, *Nihon shihon-shugi no kikō* (Structure du capitalisme japonais) (Tokio, 1935) ; T. TSUCHIYA et M. ONO, *Nihon nōron keizai-shiron* (Essai sur l'histoire rurale japonaise) (Tokio, 1933). Sur la caractéristique de la Restauration, voir principalement : K. HATTORI, *Meiji ishin shi* (Histoire de la Restauration de Meiji) (Tokio, 1929) ; G. HANI, *Meiji ishin* (Restauration de Meiji) (Tokio, 1935). Sur l'histoire générale de la Révolution de Meiji, voir : J. FUJII et H. MORIYA, *Meiji jidai* (L'ère de Meiji), 1934 ; T. OSATAKÉ, *Meiji ishin* (Restauration de Meiji), 4 tomes, 1942-1949 ; T. NARAYANO, *Ishinshi no kadai* (Problèmes de l'histoire de la Restauration), 1948 ; S. TŌYAMA, *Meiji ishin*, 1951 ; K. INOUE, *Meiji ishin*, 1951. Parmi les ouvrages d'historiens étrangers, voir : E. H. NORMAN, *Japan's emergence as a modern state — political and economic problems of*

Au cours de cette révolution, comme dans tous les pays au cours de la formation de la société moderne, eut lieu une sorte d'affranchissement des paysans. Mais cet affranchissement, au cours de la Révolution de Meiji, n'offre pas les mêmes caractères que l'affranchissement des paysans au cours de la Révolution française : il se présente plutôt comme l'affranchissement des propriétaires fonciers *jinushiens*. La Révolution de Meiji, pour autant qu'elle visait l'unité nationale, profita de l'immense énergie antiféodale et antiseigneuriale de la masse paysanne. Mais, d'une part, elle est loin de constituer une « révolution paysanne », selon l'expression du professeur G. Lefebvre : ce qui la distingue essentiellement de la Révolution française. D'autre part, la formation du capital industriel, autonome et spontanée, au sein de la classe moyenne, composée de petits et moyens producteurs et de paysans libres et indépendants, était, à cette époque, au Japon, moins développée qu'elle ne l'avait été en Europe occidentale avant les révolutions bourgeoises<sup>1</sup>.

La Restauration et l'ouverture du pays sous la pression de circonstances extérieures, à la différence de la révolution bourgeoise de type classique de l'Occident qui détruisit la structure de l'État absolutiste et permit l'instauration de la société démocratique moderne, furent nécessairement orientées, par suite de la prépondérance de la propriété foncière *jinushienn*e et des gros capitalistes privilégiés de caractère monopoliste et fiscal, vers la formation d'un État absolutiste et oligarchique. En bref, la Révolution de Meiji, loin de les supprimer, introduisit, en les consacrant juridiquement, les rapports essentiels de la propriété féodale dans la nouvelle société capitaliste nipponne : ils

*the Meiji period*, 1942, et P. RENOUVIN, La transformation du Japon, dans *La question d'Extrême-Orient*, 1946 (particulièrement p. 77-97). Sur l'agriculture au Japon : S. TÔBATA, *Nihon nōgyō no tenkai kasei* (Évolution de l'agriculture japonaise), 1937 ; Y. KONDO, *Nihon nōgyō keisai ron* (Sur l'agriculture du Japon), 1942, et H. KURIHARA, *Nihon nōgyō no kien kōzō* (Structure fondamentale de l'agriculture du Japon), 1942. Sur l'histoire agraire de cette époque : T. ONO, *Meiji zenki tochi seido shiron* (Sur l'histoire du régime agraire de la première moitié de l'ère de Meiji) ; DU MÊME, *Nōson shi* (Histoire rurale), 1941 ; M. KOIKÉ et T. FURUSHIMA, *Tochi seido shi* (Histoire du régime agraire), dans notre *Nōchi kaikoku tenmatsu gaigyō* (Histoire de la Réforme agraire après la guerre), 1951.

1. Il serait extrêmement utile de comparer cette situation économique du Japon à la structure rurale signalée, pour la France, par le professeur G. Lefebvre : « Si l'hostilité contre les grandes fermes ou le gros fermier, qui s'appelait « le coq d'un village » ou « le matador », était générale, elle était particulièrement violente parmi les paysans qui étaient au-dessus de l'indigence et surtout parmi ces ruraux qu'on désignait sous le nom de « laboureurs » ou de « cultivateurs » et qui formaient une sorte de petite bourgeoisie paysanne » (*Questions agraires au temps de la Terreur*, p. 70-71).

devaient en former les éléments constitutifs<sup>1</sup>. Ce fut le *chiso-kaisei* (littéralement, réforme de l'impôt foncier : on entend par là les réformes agraires au temps de la Révolution de Meiji) qui déclencha le mouvement fondamental de la Révolution de Meiji et en détermina l'orientation principale.

La défense de l'indépendance du pays contre la pression des puissances étrangères imposait bien la nécessité d'une transformation rapide et artificielle du régime seigneurial et shogunal en un État moderne. Mais, pour accomplir cette tâche nationale, il fallut, en premier lieu, d'immenses ressources en argent, afin de maîtriser les *daimyō* résistants, de réprimer les révoltes provinciales et les troubles paysans, d'indemniser les propriétaires seigneuriaux et féodaux, de protéger et d'encourager l'industrie et d'installer les manufactures d'État (c'est-à-dire réaliser une révolution industrielle par le haut ou fondée, pour ainsi dire, sur la « nécessité politique »)<sup>2</sup>, de moderniser et d'équiper

1. Sur la formation des deux types, s'opposant l'un à l'autre, de la révolution bourgeoise et sur leur évolution respective dans la société capitaliste moderne, voir mon « Kindaiteki shinka no futatsu no taikōteki taikēi ni tsuite » (Deux voies antagonistes de l'évolution capitaliste), dans mon *Kindai shakai seiritsu shiron*, op. cit., chap. iv.

2. Tandis qu'en Europe occidentale les manufactures centralisées d'État, royales ou privilégiées, disparurent au cours de la révolution bourgeoise, au Japon, les fabriques d'État, dont le groupe initial était constitué par les arsenaux et les usines sidérurgiques, se développèrent dans tout le pays ; les usines de filature et de tissage furent, elles aussi, rapidement modernisées ou, pour mieux dire, subirent une révolution industrielle par le haut. Le nombre des « manufactures d'État » était très élevé ; leur prospérité atteignit son apogée dans la décennie 1870-1880. Ces entreprises d'État, prototype du capitalisme formé sous le haut patronage du gouvernement absolutiste, furent remises, après 1880, par adjudication, mais à vil prix, aux mains de gros capitalistes privilégiés et monopolistes (Mitsui, Mitsubishi...) qui étaient en étroite contact avec le gouvernement de la Restauration. Tandis que la révolution bourgeoise de type classique occidental marqua, par la suppression des rapports féodaux de production et de propriété, le premier stade dans la subordination du capital commercial au capital industriel, la révolution japonaise, ne pouvant abolir les rapports féodaux essentiels de la propriété foncière, élargissait le champ d'activité du capital commercial et usurier de type ancien, empêchant ainsi le développement autonome et libre des paysans indépendants et des petits ou moyens producteurs de marchandises. La révolution industrielle et la transformation du capital commercial en capital industriel se réalisèrent donc sous la domination des gros capitalistes monopolistes, et le capitalisme nippon s'établit comme tel à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup> : c'est ce qui lui donna une structure essentiellement différente de celle du capitalisme d'Europe occidentale. Le capitalisme nippon présenta, dès ses débuts, un caractère monopoliste ; il ne laissa presque aucune place au développement libre, et à la dissociation capitaliste, des paysans et d'industriels petits ou moyens. Il en résulta l'absence de tout libéralisme économique et de toute libre concurrence entre les capitaux individuels, la non-formation d'un large et solide marché intérieur. Ces traits rendent compte de la faiblesse organique du capitalisme nippon, malgré une expansion extensive qui entraîna rapidement l'expulsion de tout le marché asiatique des marchandises anglo-américaines, qui assura l'hégémonie japonaise sur de vastes

l'appareil d'État (forces militaires et bureaucratie)... Comme, à cette époque, le développement du capital industriel était encore faible, le nouveau gouvernement se trouva obligé de chercher ses ressources financières dans la terre et dans les impôts fonciers<sup>1</sup>, en d'autres termes dans les anciennes redevances seigneuriales : le gouvernement de la Restauration prit en ce domaine la succession des grands-seigneurs (*daimyō*). Mais ces impôts, qui se percevaient toujours en nature, pour être adaptés aux nécessités nouvelles de l'État, durent être transformés, dans leur modalité d'application, en impôts en argent. Ces considérations financières du gouvernement de la Restauration furent au point de départ des réformes agraires (*chiso-kaisei* : littéralement, réforme de l'impôt foncier) de la Révolution de Meiji. Le taux des nouveaux impôts fonciers n'étant que l'évaluation en argent du taux des redevances en nature (riz) de l'époque de Tokugawa, cette réforme fut loin de constituer un affranchissement véritable des paysans de la propriété féodale et seigneuriale.

En quoi consista la « Réforme de l'impôt foncier » (*chiso-kaisei*)<sup>2</sup>? Le gouvernement de la Restauration déclara, en 1868, que « les terres des villages sont toutes aux paysans » ; il proclama, en 1871, la liberté de culture des rizières et des champs ; il abolit, en 1872, l'interdiction de vendre les terres paysannes... Ces mesures éliminèrent les restrictions féodales et seigneuriales imposées à la propriété et à l'exploitation foncières. Par ailleurs, afin de consolider la base financière du nouveau gouvernement, divers règlements furent élaborés, concernant la réforme de l'impôt foncier. Le gouvernement de la Restauration de

territoires et dressa le capitalisme japonais en rival, sur le marché mondial, du capitalisme anglo-américain. Il est clair que cette structure particulière au capitalisme nippon fut déterminée par le régime agraire et la propriété foncière *jinushienne*, qui assurèrent la survie et la continue reproduction dans l'agriculture japonaise des rapports féodaux de production. Ainsi, le système bien connu des bas salaires, caractéristique du capitalisme japonais, est en corrélation étroite et indivisible avec le taux élevé de la rente foncière en nature.

1. La position financière du gouvernement de la Restauration sera précisée par le fait que l'impôt foncier montait à 60.600.000 yen sur 85.500.000, total des revenus fiscaux de l'année 1873. Au début de l'ère de Meiji (1871-1875), la proportion de l'impôt foncier par rapport à la totalité des impôts annuels gouvernementaux oscille entre 85 % et 93,2 %.

2. La collection colossale des documents historiques sur la Réforme de l'impôt foncier se trouve dans *Chiso kaisei hōkoku-sho* (Rapport de la Réforme de l'impôt foncier) et son appendice *Chiso kaisei reiki enshaku teiyō* (Manuel des formulaires et de l'histoire de la Réforme de l'impôt foncier), dont la rédaction s'acheva en 1882. Les procès-verbaux originaux qui servirent de base aux divers règlements de la Réforme de l'impôt foncier furent publiés en 1903, par le ministère des Finances, dans *Chiso kankei shorui isan* (Recueil des documents concernant les impôts fonciers) ; on peut les trouver dans *Meiji zenki zaisei teian shiryō shusei* (Collection des documents historiques sur les finances et l'économie de la première moitié de l'ère de Meiji), vol. VII.



Meiji, comme nous l'avons vu, avait pris la succession des *daimyō* quant aux redevances seigneuriales qui furent transformées en « impôts ». Les règlements nouveaux eurent pour but de supprimer l'ancien mode de perception en nature (riz), qui entraînait de multiples inconvénients, d'uniformiser les règlements d'imposition variables suivant chaque domaine seigneurial et d'instituer un mode unique de perception en argent, — mais, en même temps, de maintenir la substance même des anciennes redevances seigneuriales que le nouveau gouvernement avait héritées des *daimyō*<sup>1</sup>. Les points essentiels de ces règlements se résument dans la « décision » du ministère des Finances de procéder à la réforme de l'impôt foncier, avant tout « dans le but de ne pas diminuer les anciens revenus annuels gouvernementaux » (c'est-à-dire les anciennes redevances seigneuriales) et de fixer le taux « le plus raisonnable » du nouvel impôt foncier à 3 % du prix des terres<sup>2</sup>.

On procéda, en 1872, à l'émission de « billets de terre » (*chiken*) pour la vente et l'achat des terres et le transfert de la propriété foncière. Cette émission, qui constituait un acte préparatoire, nécessaire à la Réforme de l'impôt foncier, fut faite dans le but de confirmer la propriété foncière selon le principe d'une propriété exclusivement privée de la terre et d'en fixer le prix. C'est pourquoi ce « billet de terre » constitue, comme on l'a dit, « la base de la Réforme de l'impôt foncier »<sup>3</sup>. Et, enfin, le 28 juillet 1873, fut publié le *chiso kaisei jōrei* (ordonnance de Réforme de l'impôt foncier) dans la proclamation de *dajokan* n° 272.

La Réforme de l'impôt foncier, qu'on a célébrée comme « un événement grandiose » devant « abolir les anciennes coutumes millénaires » et « entraîner le bonheur et la prospérité du peuple »<sup>4</sup>, commença par la publication de cette ordonnance et des règlements annexes (« Règlements de la Réforme de l'impôt foncier » et « Avis aux fonctionnaires »). Le point essentiel en réside dans la suppression totale de l'ancienne modalité de perception des redevances en riz et dans la fixation du taux de l'impôt foncier à 3 % du prix de la terre<sup>5</sup>. Ainsi,

1. Voir, à ce sujet : *Chiso kaisei... isan*, op. cit., ou la Collection des documents historiques..., op. cit., vol. VII, p. 301-311.

2. ... *Isan*, Collection des documents historiques, VII, p. 337.

3. 5 août 1862, ... *Isan*, Collection des documents, VII, p. 312.

4. Shigenobu ŌKUMA, ministre des Finances et conseiller d'État (*sangi*), dans son rapport, *Chiso kaisei no gi mōshi age soe sho*, en mai 1873, ... *Isan*, Collection des documents, VII, p. 323.

5. Proclamation ci-dessus, Collection des documents, VII, p. 325.

le gouvernement de Meiji, tout en héritant sous forme d'impôt foncier des anciennes redevances de l'époque féodale du bakufu shogunal, les unifia sur le plan national et convertit les anciennes redevances en nature, fondées sur le rendement ou la productivité (*koku-taka*), en impôts fonciers en argent fixés selon le prix de la terre.

La Réforme fut à peu près achevée en 1876-1877 pour les terres cultivées (rizières et champs) et les terrains à bâtir, en 1881-1882 pour les landes et les forêts. Au cours de la Réforme, il fut procédé à la confirmation légale du droit de propriété foncière par la délivrance de « billets de terre », à la mesure de la terre et à la correction des lignes de démarcation des propriétés, à la distinction entre les terres, surtout forêts, de l'État et les propriétés privées, au rajustement des landes et forêts communales (*iriai*), au règlement des baux de location perpétuels (*ei-kosaku*).

Il est maintenant nécessaire de préciser comment le gouvernement de la Restauration régla les problèmes agraires soulevés par la Réforme de l'impôt foncier et de souligner quelques traits historiques fondamentaux de cette réforme agraire.

1°. — Les droits féodaux, contrairement au cas de la Révolution française, où ils furent finalement abolis sans indemnité, furent supprimés avec indemnité : ils furent rachetés par le nouveau gouvernement de la Restauration. Mais cette charge retomba, en fin de compte, sur les paysans assujettis aux nouveaux impôts fonciers. Ainsi, l'abolition du régime seigneurial fut réalisée sous la forme d'un compromis, par suite de cette indemnisation. Plus concrètement, en 1869-1871, par le transfert au Tenno de la domination des *daimyō* sur leurs domaines (*han*) et la création de nouveaux départements administratifs (*ken*), par l'abolition des statuts féodaux de l'ordre social, fut détruite l'organisation des pouvoirs seigneuriaux sur la base de la propriété foncière féodale (perception des redevances seigneuriales, pouvoir militaire, administratif et judiciaire...) : ainsi apparut la forme moderne de l'État national et unifié. Mais les droits des *daimyō* comme propriétaires fonciers, s'ils furent quelque peu réduits, furent réorganisés en un système d'allocations en riz (*karoku*) prélevées sur les impôts gouvernementaux. De plus, le nouveau gouvernement se chargea, en 1872-1873, de l'échange des papiers-monnaies émis de façon déréglée par les *daimyō* à la fin du shogunat et du remboursement de leurs immenses emprunts<sup>1</sup>. En 1875, grâce à la Réforme de l'impôt foncier, les allo-

1. « Ces mesures [prises par le gouvernement de la Restauration] ont affranchi les grands seigneurs (*daimyō*) de leurs anciennes dettes usurières, d'une part, et, d'autre part, elles ont

cations, qui présentaient le caractère de rente en nature (*karoku*), furent transformées en allocations en argent (*kinroku*), qui, l'année suivante, furent reconverties en rentes sur l'État librement négociables. C'est ainsi que disparut le régime politique purement féodal et seigneurial de Tokugawa-shogunat.

2<sup>e</sup>. — Les paysans furent, eux aussi, affranchis du régime seigneurial et du servage et proclamés « libres ». Les paysans n'étaient, cependant, pas tous dans les mêmes conditions économiques au moment de la Révolution ; la dissociation de la paysannerie, comme nous l'avons vu, était déjà bien avancée dès l'époque précédente. Par conséquent, les paysans libérés le furent dans des conditions sociales très différentes. La signification historique des réformes agraires de la Révolution de Meiji varie donc suivant les diverses couches différenciées de la communauté rurale : c'est bien le fait historique de cette différenciation de la classe paysanne qui nous importe ici<sup>1</sup>.

Le *chiso kaisei* ou réforme agraire de la Révolution de Meiji a reconnu légalement la possession du *koku-taka* au paysan proprement dit (*hon-byakusho*), redevable de la rente annuelle au grand-seigneur, en lui donnant « le billet de terre » comme un titre de propriété privée moderne : ainsi, ce paysan nouveau propriétaire légitime a reçu la charge du nouvel impôt foncier. D'un point de vue formel, cette réforme constitue l'affranchissement des tenanciers féodaux et héréditaires du régime seigneurial et leur transformation en paysans propriétaires indépendants. Mais cette réforme, qui affranchissait les paysans (*hon-byakusho*) possédant un *koku-taka* et les propriétaires paysans (*jinushi*) ayant concentré plusieurs *koku-taka* dans leurs mains, ne concernait en rien les petits paysans-fermiers (*kosaku*) ou les simples travailleurs agricoles (*mizu-nomi*) qui ne possédaient aucun *koku-taka* et dont le nombre était déjà immense. Ce fut donc une opération blanche pour cette masse paysanne : ce lui fut, pour emprunter une expression de M. Georges Lefebvre, « une amère déception ».

Les *jinushi*<sup>2</sup>, grâce à la réforme agraire de la Restauration, sont transformés les capitalistes usuriers qui avaient été obligés de leur prêter de l'argent, souvent par force féodale, en porteurs de titres d'emprunts remboursables par la nation. Des papiers sans valeur jusqu'à hier se sont transformés, par hasard [!], en capitaux d'une mission moderne [!] » (Collection des documents historiques, *op. cit.*, vol. IX, Introduction explicative). Ainsi les uns et les autres furent-ils sauvés par le gouvernement de la Restauration !

1. G. LEFEBVRE, La Révolution française et les paysans, *op. cit.*, p. 13-14, 28-29, 34-35 41-42.

2. Ce mot signifie littéralement : propriétaire foncier. Mais il désigne non seulement le

devenus véritablement propriétaires de leurs terres et contribuables de l'impôt foncier en argent à l'égard de l'État. Mais les cultivateurs immédiats (*kosaku*; ce mot signifie littéralement : petit paysan-fermier), loin d'être affranchis, tout en perdant les droits dont ils jouissaient sous le régime seigneurial, demeurèrent toujours *kosaku* et continuèrent, à ce titre, à payer aux *jinushi* la rente annuelle en nature, dont le taux fut parfois augmenté. De là se développa nécessairement la politique de protection du gouvernement à l'égard des *jinushi*, comme redevables de l'impôt foncier à l'État. Les rapports de domination et de dépendance entre *jinushi* et *kosaku*, en d'autres termes l'exploitation jinushienne du surtravail (rente en nature) des *kosaku*, furent garantis par le pouvoir d'État comme un droit réel de propriété, moderne et inviolable<sup>1</sup>. Dans ce cas, le pouvoir d'État absolutiste ou ses lois elles-mêmes constituent la contrainte extra-économique pour assurer le paiement des rentes foncières et leur reproduction.

3°. — Le *chiso kaisei* ou Réforme agraire de la Révolution de Meiji reconnut, ainsi qu'on l'a déjà vu, la possession de l'ancien *koku-taku* comme un droit exclusif de propriété privée sur la terre et soumit les nouveaux propriétaires à l'impôt foncier. En conséquence logique, les anciens droits d'usage des paysans sur les terres, pourtant nécessaires à l'existence paysanne, en furent exclus. Les baux de location perpétuels (*ei-kosaku*) qu'on peut considérer presque comme de véritables propriétés paysannes, risquaient d'être abolis. En outre, la Réforme de l'impôt foncier du gouvernement de Meiji portait sur la distinction entre terres de l'État, surtout forêts, et terres privées et sur la suppression des droits d'usage (*iriai-ken*) sur les forêts.

Cette distinction entre terres de l'État et terres privées entraîna la confiscation, sur une grande échelle, des communaux et surtout des forêts et des landes dont jouissaient les paysans; leurs droits d'usage collectifs sur les bois et les landes furent abolis. Ces droits d'usage, grâce aux fourrages, aux engrais, aux matériaux pour la construction et le chauffage qu'ils leur procuraient, permettaient aux petits paysans traditionnels de subsister. Les terres de l'État, notamment celles de la famille impériale, augmentèrent énormément. Il faut souligner

propriétaire paysan qui cultive ses terres lui-même, mais aussi le gros propriétaire foncier non exploitant et parasitaire, qui a concentré des terres paysannes dans ses mains et vit de la rente annuelle en nature payée par le *kosaku*.

1. Sur le fait que la législation ultérieure sur la propriété foncière et l'agriculture dota les propriétaires jinushiens d'un droit de propriété absolu, voir T. OGURA, *Tochi rippō shi* (Histoire de la législation foncière) (Tokio, 1950).

ici la proportion exorbitante de la propriété foncière du Tenno, de l'État et des municipalités par rapport à la propriété privée<sup>1</sup>. Cette incorporation d'immenses terres et forêts à la propriété impériale constitua la base matérielle des théories absolutistes du Tenno. Beaucoup de rizières et de champs revinrent, par ailleurs, à la propriété *jinushienne*; les forêts privées surtout furent accaparées, pour la plupart, par les propriétaires *jinushiens*. La raison en est que la mesure de la terre et l'enregistrement pour la constatation des droits de propriété, à l'occasion de la Réforme de l'impôt foncier, se firent au profit des *jinushi*, véritables « coqs de village »; ce qui, dans chaque village, augmenta leur influence sur les petits paysans et leurs petits fermiers (*kosaku*) et contribua à renforcer leur prépondérance économique et sociale. Il va sans dire que furent également réduits les droits d'usage (*iriai*) sur les forêts et bois qui appartenaient à des particuliers. Les innombrables troubles paysans du début de l'ère de Meiji traduisirent, pour une part, ces conditions économiques<sup>2</sup>.

Ainsi, les réformes agraires de la Révolution de Meiji ont, d'une part, aboli le système seigneurial et shogunal, c'est-à-dire l'organisation purement féodale de la propriété foncière fondée lors du *Taiko*

1. Le tableau suivant marque la progression de la propriété foncière de l'État, de 1881 (immédiatement après la fin de la Réforme de l'impôt foncier) à 1890 (un an après la promulgation de la Constitution impériale et de la Charte de la famille impériale)\*.

TERRES DE L'ÉTAT

	Propriétés foncières impériales	Propriété foncière de l'État	Forêts et bois de l'État et des municipalités	Total
1881	634**	16.885	5.259.183	5.276.702
1890	3.654.532	79.308	17.595.421	21.329.261

TERRES PRIVÉES

	Rizières	Champs	Forêts et bois	Total
1881	2.631.132	1.855.628	6.901.719	11.388.479
1890	2.536.118	2.159.913	7.442.352	12.138.383

\* D'après *Teikoku sōkei nenkan* (Annuaire impérial de statistique), n° III, p. 15-16, et n° X, p. 19.

\*\* unité = *cho* (environ hectare).

2. Voir T. ONO, *Ei-kosaku ron* (Sur le *kosaku* héréditaire ou bail de location perpétuel); M. KAINO, *Iriai no kenunyū* (Études sur les droits d'usage communaux), 1943; T. TAUCHIYA et M. ONO, *Meiji shonen nōmin sōjō roku* (Documents sur les troubles paysans au début de l'ère de Meiji).



*kenchi* (époque féodale où les redevances en nature proprement dites prédominaient, bien qu'accompagnées de quelques survivances de rente en travail) ; mais, en même temps, elles ont maintenu, d'autre part, dans la société moderne, les rapports de production féodaux de l'agriculture comme des éléments constitutifs du capitalisme nippon. Ainsi se marque, dans la société moderne japonaise, une époque où la propriété foncière à demi féodale et la très petite culture à demi serve (comme M. Yamada l'a montré le premier, dans son *Analyse du capitalisme japonais*)<sup>1</sup> caractérisent l'agriculture et la propriété foncière : époque où se réalise la différenciation entre la rente annuelle en nature et l'impôt foncier en argent. C'est bien dans ces conditions historiques particulières au Japon rural que se réalisa par force l'accumulation primitive du capital et que progressa la différenciation de la paysannerie<sup>2</sup>.

## IV

Il nous faut maintenant préciser la signification historique de ces réformes agraires et déterminer leur place dans l'histoire économique du Japon.

A. — Grâce à la réforme agraire de la Révolution de Meiji, les paysans proprement dits (*hon-byakusho*) se libérèrent des liens féodaux de dépendance et se transformèrent, de tenanciers féodaux, en paysans propriétaires libres, au sens juridique. Mais, s'ils ont été affranchis, ils demeurèrent contribuables des nouveaux impôts fonciers, qui constituèrent, à peu de chose près, une charge identique à celle des anciennes redevances seigneuriales. On peut donc affirmer que leur propriété foncière n'a pas été économiquement libérée de la tutelle féodale. Le taux des nouveaux impôts fonciers, c'est-à-dire 3 % du prix de la terre, fut déterminé « dans le but de ne pas entraîner une diminution des anciens revenus annuels gouvernementaux » ; en d'autres termes, les nouveaux impôts fonciers ne furent autre chose, économiquement parlant, que les anciennes redevances seigneuriales : le nouveau gouvernement prit en ce domaine la succession des *daimyo*. La « règle » I des

1. M. YAMADA, *Nihon shihon-shugi bunseki* (1934), et son article, « Nochi kaikaku no rekishiteki igi » (Signification historique de la Réforme agraire après la guerre mondiale), paru dans *Sengo nihon no keizai mondai* (Problèmes économiques du Japon d'après-guerre) de la Faculté d'Économie politique de l'Université impériale de Tokio, 1949.

2. Voir le changement des pourcentages de la population agricole et de la population industrielle et commerciale dans toute la population du pays, selon les chiffres des recensements nationaux : en 1873, respectivement 78 % et 10,2 % ; en 1920, 52,4 % et 22,3 % ; en 1940, 42,6 % et 40 %.

« exemples de l'inspection » (*kensa rei*, chap. XII de l'« Avis aux fonctionnaires » à l'occasion de la Réforme de l'impôt foncier) souligne concrètement ce fait par des chiffres : l'impôt foncier absorbe 34 % de tout le produit du travail du paysan<sup>1</sup>.

Par ailleurs, les paysans japonais n'eurent aucune occasion d'acquérir des terres, comme le firent les paysans français à l'époque de la Révolution, grâce à la vente des biens nationaux : bien au contraire, la distinction entre terres de l'État et terres privées permit très souvent au gouvernement de procéder à d'importantes confiscations de terres paysannes. S'ils sont maintenant véritablement des propriétaires fonciers libres, les paysans japonais ne sont propriétaires que de quelques petites parcelles de terres, comme auparavant à l'époque du shogunat, parcelles incomparablement plus petites que celles des paysans d'Europe occidentale. Regrettons de ne pas avoir encore sur la propriété foncière et l'exploitation agricole à la fin du régime shogunal et au début du Meiji, d'études quantitatives précises semblables à celles dont disposent les historiens français pour l'Ancien Régime et la Révolution ; c'est là, pour l'avenir, une tâche importante qui s'impose aux historiens japonais.

Pour les années qui suivirent, il est possible de dresser des statistiques précises de la répartition de la propriété foncière<sup>2</sup>. Compte tenu des diversités régionales, les paysans propriétaires de moins de 3 *chō* (= 3 hectares) constituent alors toujours plus de 90 % de la totalité, ceux de moins de 1 *chō* (= 1 hectare) toujours plus de 70 %. Peu de paysans propriétaires (*jisaku*) peuvent vivre en producteurs indépendants sur leurs propres terres ; la plupart s'occupent d'un travail domestique accessoire. Surtout, ils augmentent leurs exploitations agricoles en louant à titre de *kosaku* une partie des terres des *jinushi* ; les petits paysans propriétaires sont très souvent, en même temps, les petits paysans fermiers (*kosaku*). Cette exploitation mixte (*ji-kosaku*) englobe toujours plus de 40 % de la totalité des familles paysannes japonaises. Soulignons qu'au Japon les propriétaires de plus de 5 *chō* (= 5 hectares), qui, même à l'échelle internationale, ne pourraient être rangés que dans la catégorie des petits paysans propriétaires, ne sont plus des paysans exploitants, mais des propriétaires *jinushiens* non exploitants

1. La « règle » I fixe le rendement de 1 *tan* (= 0,1 hectare) de rizière de qualité moyenne à 1 *koku* 6 (1 *koku* = 1 hectolitre 8), valant selon le prix courant 4 *yen* 80 ; le prix de 1 *tan* est fixé à 40 *yen* 80. L'impôt foncier est de 1 *yen* 632, y compris la part revenant à la communauté villageoise qui constitue le tiers de l'impôt foncier proprement dit.

2. Voir le tableau de la page suivante.

Tableau statistique sur la propriété rurale\*

(nombre de propriétaires paysans et pourcentages suivant l'étendue de la propriété)\*\*

Année	moins de 0,5 cho	0,5 cho — 1 cho	1 cho — 3 cho	3 cho — 5 cho	5 cho — 10 cho	10 cho — 50 cho	plus de 50 cho	total	nombre de <i>jinsuiki</i> non exploitants
1908	2.267.093 47,20 %	1.277.702 26,60 %	899.986 18,74 %	227.496 4,74 %	94.049 1,96 %	34.348 0,72 %	2.217 0,04 %	4.802.894 100 %	975.787
1919	2.359.708 50,04 %	1.164.875 24,70 %	866.316 18,37 %	204.346 4,33 %	85.894 1,82 %	31.843 0,66 %	2.451 0,08 %	4.715.433 <sup>†</sup> 100 %	895.855
1929	2.432.597 50,68 %	1.211.896 25,25 %	859.279 17,90 %	187.468 3,91 %	78.134 1,63 %	28.121 0,59 %	2.135 0,04 %	4.799.630 100 %	872.052
1940	2.470.061 50,58 %	1.258.527 25,98 %	865.846 17,73 %	180.612 3,70 %	72.127 1,48 %	24.662 0,50 %	1.797 0,03 %	4.883.632 100 %	992.596
Type Tohoku	362.380 40,01 %	204.644 22,60 %	227.638 25,13 %	69.994 7,73 %	29.694 3,28 %	10.408 1,15 %	911 0,10 %	905.669 100 %	184.789
1940	434.428 42,85 %	242.803 23,95 %	235.388 23,22 %	65.118 6,42 %	25.574 2,52 %	9.497 0,94 %	928 0,10 %	1.013.736 100 %	233.382
Type Kinki	480.600 55,53 %	226.920 26,22 %	124.984 14,44 %	20.940 2,42 %	8.617 1,00 %	3.163 0,37 %	215 0,02 %	865.439 100 %	201.266
1940	473.750 53,85 %	245.351 27,89 %	136.741 15,54 %	16.081 1,83 %	5.785 0,66 %	1.930 0,22 %	131 0,01 %	879.769 100 %	202.685

\* Reproduit dans notre *Nochi kaikaku zennatsu goiso*, op. cit., p. 765-766.

\*\* Non compris Hokkaido et Okinawa.

\*\*\* Type Tohoku : six départements de Tohoku et trois autres (Tochigi, Ibaragi et Niigata) ; type Kinki : six départements de Kinki et trois autres (Miyagi, Chiba, et Kanagawa).

et « parasites » : trait caractéristique de l'agriculture nipponne. Cette très petite propriété paysanne correspond à une très petite exploitation paysanne particulière au Japon, comme on le verra dans la suite. Sur-tout, fait primordial, les rentes annuelles en nature dont les paysans étaient jusqu'ici redevables à leur seigneur furent transformées par l'autorité gouvernementale, par force et « d'en haut » (*von oben*), en impôts fonciers en argent. Comme on l'a vu, les redevances féodales constituaient, sous le régime seigneurial, une catégorie de rente foncière qui absorbait presque tout le surproduit du travail paysan. Par suite des circonstances économiques, les conditions sociales particulières à la paysannerie japonaise n'étaient pas mûres, qui auraient pu transformer la rente en nature en rente en argent d'un ordre supérieur. Il serait important de comparer ces conditions économiques et sociales des paysans nippons à celles des paysans d'Europe occidentale au xvi<sup>e</sup> siècle, par exemple des *freeholders* ou *customary tenants* en Angleterre ou des *laboureurs* en France, qui s'affranchirent effectivement des normes de la propriété féodale par suite de la transformation spontanée, si l'on peut dire, ou de la commutation de rente en travail (ou des redevances en nature) en rente en argent<sup>1</sup>. C'est la raison pour laquelle ne purent apparaître dans la paysannerie japonaise ni riches fermiers du type *kulak* ni laboureurs « à cabriolet », en un mot aucune « prospère rural middle class », suivant l'expression de M. R. H. Tawney.

Les nouveaux impôts fonciers en argent ne résultèrent donc pas du développement interne de l'économie paysanne. Quant aux paysans, sans que les conditions économiques et sociales les aient au préalable transformés en producteurs de marchandises, ils furent soumis à l'impôt foncier en argent. C'est pourquoi cette brutale mutation de la rente en nature en impôt foncier en argent constitua pour les paysans, non pas la condition de leur affranchissement et de leur indépendance, mais plutôt celle de leur appauvrissement permanent : la décomposition ultérieure des paysans propriétaires exploitants (*jisaku*) en petits paysans fermiers (*kosaku*) endettés du type de *kabala* en apporte la preuve. Les terres exploitées par *kosaku*, qui occupaient environ 30 % de la totalité du sol cultivé au début du Meiji, s'élevaient à 39,3 % en 1887, à 44,9 % en 1908, à 46 % au temps de la Réforme agraire (*nōchi kaikaku*) qui suivit la deuxième guerre mondiale (1946). Tandis qu'en Angleterre la paysannerie, par suite de la formation de la rente en argent, s'est divisée en entrepreneurs capitalistes (*lease-holders*)

1. Voir, par exemple, R. H. TAWNEY, *The agrarian problem in the 16th. century* (London, 1912), *passim*, p. 23-31, 59, 71-72, 118, 139, etc. ; P. RAVEAU, *L'agriculture... au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 70, 102-103, 220-223, 230, 264, 288, etc.

et en travailleurs salariés (*agricultural labourers*), il s'agit ici d'une différenciation en *jinushi* parasites et rentiers (non pas en fermiers capitalistes) et en *kosaku* dépendants (non pas en prolétariat agricole). Enfin, l'industrie rurale domestique ou le travail paysan complémentaire, notamment la sériciculture, dont la place dans l'économie paysanne japonaise correspondrait à celle de la viticulture en France, disparurent avec le développement du capitalisme.

En bref, les paysans propriétaires et exploitants « affranchis » par la Révolution de Meiji ne peuvent se comparer aux paysans propriétaires libres et indépendants nés de la décomposition de la propriété foncière féodale en Europe occidentale. Il n'existe pas dans l'histoire japonaise cette *yeomanry* dont les Anglais étaient si fiers<sup>1</sup>. A la Révolution de Meiji, à la différence de la Révolution française, manqua l'idéal social d'« une démocratie de petits propriétaires autonomes, paysans et artisans indépendants qui travailleraient et échangeraient librement<sup>2</sup> ».

B. — Les réformes agraires de la Révolution de Meiji, en légalisant les rapports économiques entre *jinushi* et *kosaku* formés sous l'ancien régime seigneurial, c'est-à-dire en consacrant les *koku-taka* concentrés entre les mains des *jinushi* comme droit de propriété foncière moderne, réorganisèrent le système jinushien et le renforcèrent. En d'autres termes, les *kosaku*, sans être affranchis, comme travailleurs directs, de l'obligation de payer les rentes annuelles féodales, furent rivés par leur *jinushi* à la condition de petits paysans-fermiers obligés d'acquitter des rentes en nature toujours croissantes.

Dans quelles proportions la totalité des produits du travail des *kosaku* fut-elle répartie entre l'État (impôts fonciers), les *jinushi* (rentes) et les *kosaku* eux-mêmes? Ces proportions furent fixées d'une manière concrète dans l'officielle « règle » II des « exemples de l'inspection » (*kensa rei*), au douzième chapitre de l'« Avis aux fonctionnaires », du temps de la Réforme de l'impôt foncier. En supposant que la récolte par *tan* (= 0,1 hectare) de rizière est de 1 *koku* 6, soit 4 *yen* 80 selon le prix courant (3 *yen* par *koku*), on fixe, dans la règle II, le prix de la terre par *tan* à 40 *yen* 80 et la rente annuelle en nature perçue par le *jinushi* sur le *kosaku* à 1 *koku* 088 par *tan* (soit, en argent, 3 *yen* 264). Sur cette rente, le *jinushi* doit payer à l'État, à titre d'impôt foncier en argent, 1 *yen* 632 (y compris la part revenant à la communauté rurale, soit 1/3 de l'impôt foncier au sens strict). Il reste, par consé-

1. Voir l'article *yeomen* dans Christopher HILL, *The good old cause* (London, 1949), p. 61-65, et son introduction concise, mais suggestive, à la Révolution anglaise, 1640-1660, p. 19-31.

2. G. LEFEBVRE, *Questions agraires au temps de la Terreur*, p. 133.



quent, au *jinushi* 0 koku 544 (soit, en argent, 1 yen 632) et au *kosaku* 0 koku 512 (soit, en argent, 1 yen 536) par *tan*. Ainsi, le produit du travail du *kosaku* se répartit entre l'État et le *jinushi* dans la proportion, respectivement, de 34 % (impôt foncier en argent) et de 34 % (rente annuelle en nature). Restent 32 % au *kosaku* lui-même. Le *kosaku* se chargeant en plus des frais des semences et des engrais, qui montent à 15 % de la récolte, son revenu net se réduit à 17 %, c'est-à-dire la moitié de la part revenant au *jinushi*. Telle est la caractéristique fondamentale de la distribution sociale établie officiellement par la Réforme de l'impôt foncier, réforme que le gouvernement de l'époque présentait comme une grande œuvre devant contribuer au « bonheur et à la prospérité du peuple » par l'abolition des « anciennes coutumes millénaires ».

Voici, à titre de comparaison, la répartition sociale du produit paysan avant l'époque de Tokugawa, pendant cette époque et après la Réforme de l'impôt foncier. Le tableau ci-après exprime très clairement la prépondérance catégorique de la propriété foncière sur l'exploitation agricole dans l'histoire rurale japonaise<sup>1</sup>.

On constate d'abord que, par les réformes agraires de la Révolution de Meiji, la quote-part des paysans exploitants (*kosaku*) diminue quantitativement par rapport à celle qu'ils s'assuraient durant l'époque de Tokugawa, tandis que la partie revenant aux propriétaires fonciers *jinushiens* grossit énormément, passant de 24 % à la fin de l'époque de Tokugawa à 34 % au temps de la Réforme de l'impôt foncier, à 42 % en 1885. Il faut ensuite souligner un changement de modalité dans la perception. A la fin de l'époque de Tokugawa, les redevances dues au grand seigneur et les rentes dues au *jinushi* étaient généralement acquittées directement et en nature par le *kosaku* en tant que paysan exploitant. Mais, à partir de la Réforme de l'impôt foncier, le cultivateur immédiat (*kosaku*) acquitte d'abord et en nature la rente au *jinushi*, qui, à son tour, en paye une partie à l'État à titre d'impôt foncier en argent et se réserve tout le reste comme sa propre quote-part (*jinushi tokumai*). Par la Réforme de l'impôt foncier, deux procédés antagonistes furent donc mis en pratique : rente en nature comme auparavant et impôts fonciers en argent à un taux fixe, c'est-à-dire rentes en valeur d'usage, d'une part, et, de l'autre, impôts en valeur d'échange. Ainsi, la transformation en marchandise et en argent des produits agricoles s'opérait exclusivement dans les mains des *jinushi*.

1. Ce tableau statistique a été dressé au moyen de diverses sources dispersées ; il a été reproduit dans l'article de M. YAMADA, *Nōchi kaikaku no rekishi-teki igi*, op. cit., p. 140-141.

Époque historique et année \ Organisation de la propriété foncière*	Redevance seigneuriale ou impôt foncier par tan (en koku)	Rente foncière revenant au jinushi par tan (en koku)	Partie réservée à l'exploitant direct (paysan ou kosaku) par tan (en koku)**	Rendement total par tan (en koku)
A) Régime domanial depuis l'époque de Kamakura (après le xiii <sup>e</sup> siècle)	0.439 (44 %)		0.561 (56 %)	1.000
B) Depuis le Taikō kenchi (1582)				
1. 1594 (année de Bunroku)	0.684 (67 %)		0.386 (33 %)	1.170
2. 1686 (année de Teikyō)	0.645 (50 %)		0.645 (50 %)	1.290
3. Première moitié du xix <sup>e</sup> siècle (fin du bakufu shogunal)	0.690 (37 %)	0.447 (24 %)	0.733 (39 %)	1.871
C) Depuis le chiso kaisei (1873)				
1. 1873	0.544 (34 %)	0.544 (34 %)	0.512 (32 %)	1.600
2. 1885	0.270 (16 %)	0.700 (42 %)	0.680 (42 %)	1.650
3. 1888	0.270 (17 %)	0.734 (47 %)	0.558 (36 %)	1.562
4. 1903-1907 (en moyenne)	0.256 (16 %)	0.652 (42 %)	0.658 (42 %)	1.566
5. 1933-1935 (en moyenne)	0.126 (6 %)	0.892 (42 %)	1.107 (52 %)	2.125

\* Il faut mettre l'accent sur les proportions (%) plus que sur les chiffres de production (koku) en elles-mêmes, puisqu'ils ont été obtenus par des méthodes d'enquête différentes suivant chaque époque.

\*\* Y compris les frais des semences et des engrais.

De là découle encore la politique protectionniste du gouvernement en faveur des *jinushi* comme redevables de l'impôt foncier en argent.

Les rentes foncières, toujours perçues en nature, comme à l'époque féodale, ne subirent donc aucun changement dans leur forme ni dans leur modalité, par suite des réformes agraires de la Révolution de Meiji. Après la réforme, et selon les prescriptions des « enquêtes sur les coutumes en matière de tenure » (*kosaku kanko chōsa*), les rentes sur les rizières demeurèrent exigibles en 1885 presque toutes en riz, en 1912 toujours « en riz dans leur presque totalité », en 1921 « en riz dans leur totalité, à travers tout le pays ». La Réforme agraire (*nōchi kaitaku*) qui suivit la deuxième guerre mondiale (1946) pour la pre-

mière fois transforma les rentes perçues en nature en rentes en argent selon un taux fixe.

Cette rente annuelle en nature, semblable à la rente féodale en nature, absorbait tout le surtravail des cultivateurs immédiats (*kosaku*) et empiétait très souvent sur leur subsistance. Elle absorbait 68 % de tous les produits du travail des *kosaku* au temps de la Réforme de l'impôt foncier. Le taux de la rente annuelle en nature de 1 *koku* (1 hectolitre 8) par *tan* (0 hectare 1) se maintint de manière inébranlable jusqu'à la fin<sup>1</sup>. Au cours des années 1933-1938, la rente foncière effectivement payée par un était encore en moyenne de 1 *koku* 018 par *tan*. Il s'agit ici non seulement des petits paysans fermiers (*kosaku*), mais aussi des petits paysans propriétaires (*jisaku*) : la plupart des petits paysans propriétaires, ne pouvant subsister de leurs propres terres, étaient obligés de louer une partie des terres des *jinushi* en leur payant la rente en nature (*ji-kosaku*). Ainsi donc, cette catégorie de rente en nature prévalait dans toute l'agriculture japonaise. Cette prépondérance de la propriété foncière sur l'exploitation agricole définit la très petite culture (*minute agriculture*) particulière au Japon ; l'existence de cette catégorie de rente foncière, en rendant impossible la formation du profit industriel, empêchait le capitalisme de s'établir dans l'agriculture nipponne.

1<sup>e</sup>. — Dans l'agriculture japonaise, fondée sur les rentes annuelles en

1. Nous donnons ici la proportion (en %) entre le produit total du travail du *kosaku* et la rente annuelle en nature versée au *jinushi*, d'après le Teikoku nōkai (Association agricole du Japon), « Kosaku-ryō genmen ni kansuru chōsa » (Enquêtes sur les rentes foncières de *kosaku*), reproduit dans notre *Nōchi kaikaku tenmatsu gaiyō*, op. cit., p. 963.

Proportion de la rente foncière dans tout le rendement agricole	Contrat de rente foncière			Rente foncière effectivement payée		
	Premières années de Meiji	1887	1926	Premières années de Meiji	1887	1926
	%	%	%	%	%	%
plus de 80 %	6,2	2,3	0,2	4,6	1,0	—
80 %-70 %	10,9	7,8	1,9	10,4	7,1	0,7
70 %-60 %	28,2	28,9	10,6	25,1	22,6	5,8
60 %-50 %	28,3	37,8	38,7	31,2	38,8	27,8
50 %-40 %	17,3	22,9	37,0	19,6	23,9	45,2
40 %-30 %	7,3	4,3	10,6	7,6	5,8	18,6
moins de 30 %	1,8	1,0	1,0	1,5	0,8	1,9
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

nature, ne se réalisa pas la concentration des exploitations agricoles. La très petite propriété parcellaire du paysan japonais correspond à l'exploitation-type. La petite propriété de 1 *chō* (l'étendue normale de culture par *hon-byakushō*-type) demeura inchangée depuis l'époque de Tokugawa jusqu'au temps de la Réforme de l'impôt foncier, l'exploitation agricole moyenne par famille paysanne se situant à 0 *chō* 88. En ce qui concerne l'exploitation agricole, il n'est possible de dresser une véritable statistique que pour les années ultérieures<sup>1</sup>. On constate que, compte tenu des différences régionales, les exploitations de moins de 2 *chō* (= 2 hectares) englobent toujours plus de 90 % des exploitations paysannes, celles de moins de 1 *chō* (= 1 hectare) toujours 67 % ; les exploitations de plus de 5 *chō* (= 5 hectares) comprennent moins de 1 % du total. Ce qu'il faut souligner ici, c'est qu'il ne s'agit pas généralement d'une petite culture, mais d'une culture minuscule, de nature semi-féodale ou semi-serve qui caractérise l'exploitation jinushienne japonaise<sup>2</sup>.

2°. — Le double principe de l'impôt foncier en argent, d'une part, et de la rente en nature, d'autre part, établi par les réformes agraires de la Révolution de Meiji, exprime l'antagonisme entre la petite exploitation agricole et la propriété foncière jinushienne. La transformation en marchandise et en argent des produits agricoles (riz) se réalise exclusivement par l'intermédiaire des *jinushi*, qui constituent une catégorie de propriétaires-vendeurs. Dans cette agriculture, où prédominent les rentes en nature, la transformation des produits agricoles en marchandise se fait toujours au bénéfice des propriétaires jinus-

1. Voir le tableau de la page suivante.

2. Il existe toujours, il est vrai, des diversités régionales et des variétés structurelles dans la propriété foncière et l'exploitation agricole. Mais, à part la région de Hokkaido, zone colonisée et nouvellement mise en valeur, où se remarque un système de grandes fermes différent de celui de Hondo et où l'exploitation paysanne moyenne est de 4 *chō* 45 (1929), on pourrait distinguer, grosso modo, deux types d'exploitation dans Hondo.

1) Type de Tôhoku : l'exploitation agricole est relativement extensive et l'étendue de culture par famille paysanne est de 1 *chō* 46 en moyenne (1929). Dans ce cas, l'évolution de l'agriculture se poursuit à l'intérieur même de la communauté villageoise ; les terres ont tendance à se concentrer aux mains de gros *jinushi* de type semi-seigneurial.

2) Type de Kinki : l'exploitation agricole est ici relativement intensive et l'étendue de culture par famille paysanne est de 0 *chō* 73 en moyenne (1929). Ici, l'agriculture évolue en contact avec l'économie des villes ; les terres, se morcelant, ont tendance à se concentrer aux mains de *jinushi* de type usurier et parasitaire (voir M. YAMADA, *Nihon shihon-shugi bunseki*, p. 196-200). Il serait infiniment intéressant, pour comprendre les différences de structure de l'agriculture, en dépit de ressemblances morphologiques entre le Japon et la France, de comparer ces deux types japonais avec deux types — type septentrional (Flandre) et type méridional (Hainaut et Cambrésis) — analysés par G. LEFEBVRE, *Paysans du Nord pendant la Révolution* (Paris et Lille, 1924), p. 26, 31-35, 41, 55-58, 81-82, 100-101, 137-141, 162-163, 284-289, 307-309, 875-882, etc.

**Tableau statistique de l'exploitation agricole\***  
(Nombre de paysans cultivateurs et proportions des diverses catégories d'exploitation)\*\*

Année	moins de 0,5 cho	0,5 cho — 1 cho	1 cho — 2 cho	2 cho — 3 cho	3 cho — 5 cho	plus de 5 cho	total	Paysans-propriétaires (jinsaku)	Type mixte (ji-kosaku)	Paysans-fermiers (kosaku)
1908	2.003.298 38,07 %	4.754.060 33,34 %	1.031.122 19,60 %	306.421 5,82 %	124.785 2,37 %	41.642 0,80 %	5.261.328 100 %	1.729.415 32,87 %	2.097.689 40,06 %	1.434.224 27,07 %
1919	1.918.142 36,23 %	1.807.730 34,15 %	1.116.318 21,09 %	316.993 5,99 %	108.989 2,06 %	25.756 0,48 %	5.293.928 100 %	1.619.775 30,60 %	2.207.719 41,70 %	1.466.434 27,70 %
1929	1.860.051 35,06 %	1.863.818 35,13 %	1.192.198 22,47 %	291.165 5,49 %	84.264 1,59 %	13.606 0,26 %	5.305.102 100 %	1.619.262 30,52 %	2.308.317 43,51 %	1.377.523 25,97 %
1940	1.766.493 33,91 %	1.757.555 33,74 %	1.307.234 25,09 %	289.541 5,56 %	77.724 1,49 %	10.621 0,21 %	5.209.168 100 %	1.578.682 30,34 %	2.252.336 43,24 %	1.378.150 26,45 %
Type Tohoku	1908	289.974 29,18 %	248.151 24,97 %	125.241 12,60 %	56.237 5,66 %	18.608 1,87 %	993.852 100 %	324.721 32,87 %	391.192 39,36 %	277.989 27,97 %
	1940	302.517 26,09 %	311.370 26,85 %	137.034 11,82 %	47.357 4,08 %	6.024 0,53 %	1.159.469 100 %	296.806 25,60 %	483.548 41,70 %	379.115 32,70 %
Type Kinki	1908	450.456 45,32 %	371.328 37,36 %	147.912 14,88 %	18.070 1,82 %	1.460 0,15 %	993.851 100 %	308.532 31,04 %	355.342 35,75 %	329.977 33,21 %
	1940	360.529 39,86 %	350.755 38,78 %	178.722 19,76 %	12.810 1,42 %	205 0,01 %	904.518 100 %	279.733 30,93 %	397.351 43,93 %	227.434 25,14 %

\* Reproduit dans notre Nōchi Kaikaku tennatsu gaiyō, op. cit., p. 767-769.

\*\* Non compris Hokkaido et Okinawa.

\*\*\* Type Tohoku : six départements de Tōhoku et trois autres (Tochigi, Ibaragi et Niigata) ; type Kinki : six départements de Kinki et trois autres (Miyé, Okayama et Kagawa).



hiens. L'analyse brillante que le professeur C.-E. Labrousse a donnée de la circulation des marchandises agricoles au XVIII<sup>e</sup> siècle en France est valable pour la position que les propriétaires-vendeurs jinushiens occupent dans la structure de la circulation au Japon. « Tout le mécanisme de l'échange, dit-il, fonctionne, en effet, au bénéfice du propriétaire foncier... Le propriétaire foncier — entendons par là le propriétaire qui dispose d'un excédent à offrir sur le marché, qui de la vente des produits de son domaine... — apparaît ainsi pratiquement comme le bénéficiaire exclusif de la hausse des prix, plus forte sur le marché agricole que sur le marché industriel, et de la hausse, d'ailleurs incertaine, de la productivité<sup>1</sup>. » La position économique des *jinushi* fut consolidée grâce à la réduction des impôts fonciers en 1877 (de 3 % à 2,5 % du prix de la terre, — pour les frais de la communauté rurale, de 1/3 à 1/5 de l'impôt foncier), grâce à la hausse sensible du prix du riz<sup>2</sup> et à la fixation du prix de la terre, grâce, enfin, au renforcement de la rente en nature réalisé par le développement de la productivité agricole.

On présume qu'avant la deuxième guerre mondiale 74 à 80 % du riz perçu par les *jinushi* à titre de rentes en nature se transformaient en marchandises et circulaient sur les marchés. Le riz se transformait ainsi en marchandise et en argent. Ce fait n'atteste pas, cependant,

1. C.-E. LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1933), 2 tomes, II, p. 626, et I, p. 240-242; II, p. 419-421, 492, 615, 635-639, etc.

2. Sur le mouvement des prix à la fin du bakufu shogunal et au temps de la Restauration, nous n'avons pas encore de travaux statistiques et scientifiques comparables aux études historiques françaises, par exemple aux travaux du professeur Labrousse. C'est là une tâche qui s'impose aux historiens japonais. Nous donnons ci-dessous quelques chiffres, d'après les enquêtes du ministère des Finances, portant sur dix années du début du Meiji. Cf. B. NAKAZAWA, *Nihon heika hendo shi* (Histoire du mouvement des prix du riz au Japon) (Tokio, 1933), p. 287-314.

Année	Prix du riz (prix de marché à Tokio, par koku, en yen)	Indice
1873	4 yen 76	100
1874	6 — 83	143,3
1875	6 — 96	146,1
1876	4 — 98	104,5
1877	5 — 16	107,3
1878	6 — 03	126,7
1879	7 — 90	165,9
1880	10 — 47	219,5
1881	10 — 49	220,1
1882	8 — 86	186,0

l'existence du capitalisme dans l'agriculture japonaise, parce que le riz-marchandise n'est pas produit suivant un mode de production capitaliste, mais reste toujours une transformation en marchandise de rentes en nature payées directement aux *jinushi* par de petits paysans (*kosaku*) demi-serfs ou une simple production marchande produite par de petits paysans propriétaires et cultivateurs (*jisaku*). Ainsi, à mesure que la transformation du riz en marchandise (c'est-à-dire la production pour le marché) par les propriétaires-vendeurs jinushiens s'élargit d'une manière extensive, la rente en nature se renforce, la situation économique des *kosaku* comme petits paysans fermiers (et non pas comme travailleurs salariés ou prolétariat agricole) s'aggrave, et le marché intérieur se resserre intensivement pour le capital industriel.

3<sup>e</sup>. — Par les réformes agraires de la Révolution de Meiji, la vente et l'achat des terres devinrent entièrement libres. Les terres se transformèrent en marchandises ; le commerce des terres se développa ; beaucoup de terres se concentrèrent aux mains des *jinushi*. Ce fait ne signifie pas, cependant, la transformation capitaliste de l'agriculture nipponne. Dans la mesure où prédomine une catégorie de rente foncière qui ne permet généralement pas au profit de se former, l'argent placé exclusivement en achat de terres en vue de l'acquisition de rentes foncières, bien qu'il entraîne la transformation des produits agricoles en marchandise, ne fait généralement que rehausser le prix des terres et que maintenir ou élever le taux des rentes en nature. L'argent ainsi investi dans l'achat de terres reste étranger au capital proprement dit dans la production agricole elle-même qui produit la rente foncière. Au contraire, l'achat de terres comme un placement de capital constitue une réduction du capital proprement dit utilisée dans la production agricole elle-même : c'est-à-dire amélioration des terres et de l'outillage agricole, emploi des engrais, salaire pour les travailleurs... Ce processus rend de plus en plus difficile la reproduction du capital dans l'agriculture, pour, enfin, la conduire à une crise structurelle. Il ne s'agit pas ici de la transformation en marchandise des terres et du riz, mais du mode de production historique par lequel le riz et la rente foncière sont produits en réalité<sup>1</sup>.

\* \* \*

Par la logique même de ce mécanisme, le système de la propriété

1. Sur tout ce qui précède, voir mon *Kindai shakai seiritsu shiron*, p. 106-108, 134-146, 169-182, et mon *Shimin hakumei no kōzō*, p. 117-120, 125-126, etc.

foncière jinushienne se développa et s'établit comme tel dès 1890. La comparaison des propriétaires fonciers jinushiens, apparus en relation étroite avec le système féodal et seigneurial de Tokugawa et consolidés par la Réforme agraire de Meiji, avec les propriétaires fonciers d'Europe montrerait qu'ils n'ont aucun caractère historique commun avec les *landlords* anglais qui afferment leurs terres aux *tenant farmers* (fermiers capitalistes), eux-mêmes entrepreneurs agricoles et employeurs de travailleurs salariés, et qui s'approprient sous forme de rente foncière une partie des profits réalisés par leurs fermiers<sup>1</sup>. Rien de commun non plus avec les *Gutsherren* ou *Junker* de l'Allemagne de l'Est qui exploitaient directement leur domaine, pour le marché agricole, au moyen des travaux de leurs paysans corvéables<sup>2</sup>. Les propriétaires fonciers *jinushiens*, si l'on peut parler d'un troisième type d'organisation agraire, se rapprocheraient plutôt des propriétaires fonciers « bourgeois » de l'Ancien Régime français, malgré des différences de structure et de développement entre les uns et les autres. Au Japon, dès le milieu de l'époque de Tokugawa, la concentration effective des propriétés foncières aux mains des *jinushi* était vraiment avancée ; mais la concentration des exploitations agricoles, ou la réunion des fermes, par suite du taux élevé des rentes annuelles en nature, ne se réalisa pas<sup>3</sup>. C'est dire que les paysans japonais ne connurent ni l'*enclosure* à l'anglaise ni le *Bauernlegen* à l'allemande. Les *jinushi* propriétaires fonciers de caractère semi-féodal, sur la base d'une culture minuscule demi-serve,

1. L'agriculture anglaise est constituée sur la base de la « three-fold division of agricultural interests » (W. J. ASHLEY, *The economic organisation of England*, London, 1915, p. 2-4, 44-67) ou, plus concrètement, de la « tripartite division into landlord, capitalist farmer and landless agricultural labourer » (R. H. TAWNEY, *The agrarian problem in the 16th. century*, introduction ; A. DEMANGEON, *Les Îles Britanniques*, dans *Géographie universelle*, I, Paris, 1927, p. 264-266).

2. Voir, par exemple, F. KNAPP, *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeit*, 2. Aufl. (1927), I, p. 28-75 ; G. AUBIN, *Zur Geschichte des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Ostpreussen* (1910), p. 45-49, 62-67, 76-80, 128-132, 141-150, 165-168, 175-180, 183-185 ; H. MAYBAUM, *Die Entstehung der Gutsherrschaft im nordwestlichen Mecklenburg* (1926), p. 1-4, 134-137, 176-179, 190-192, etc.

3. G. LEFEBVRE, Les recherches relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières, *op. cit.*, p. 113-114 ; DU MÊME, La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France, *op. cit.*, p. 508-509, 512 ; DU MÊME, La Révolution française et les paysans, *op. cit.*, p. 14-15, 24-25. Les indications suivantes du professeur G. Lefebvre sont aussi très utiles à l'histoire agraire japonaise : « En France, au contraire, les droits féodaux et les redevances subsistaient ; le champart était toujours perçu en nature : les conditions qui avaient permis l'enclosure en Angleterre n'étaient donc pas réalisées. D'autre part, le domaine direct du seigneur était réduit... à fort peu de chose, en sorte que les droits féodaux constituaient son revenu principal. En ce cas, dira-t-on, que lui importait le remembrement ? Il le menaçait en ce qu'il aurait bouleversé les tenures sur lesquelles reposait l'édifice féodal » (*La Révolution française et les paysans*, p. 24).

maintiendront leur suprématie jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Contre l'établissement de ce système jinushien et contre la Réforme agraire elle-même, des révoltes paysannes et des troubles agraires violents (le nombre en monte à 330) éclatèrent au début du Meiji dans tout le pays. Des révoltes provinciales, signes indirects de résistance paysanne, se déroulèrent aussi. Enfin, parallèlement à ces résistances sociales, contre la formation jinushienne semi-féodale et oligarchique du gouvernement de Meiji, le mouvement pour le *jiyu minken* (la liberté et le droit du peuple) se développa après 1874, à l'échelle nationale, traduisant une résistance politique<sup>1</sup>.

Cependant, la résistance sans cesse renouvelée des paysans fut enfin maltraitée par le renforcement et l'augmentation systématique des forces militaires et policières, tandis que les mouvements de tendance démocratique bourgeoise qui se manifestaient dans le *jiyu minken* étaient refoulés par l'établissement de l'État autoritaire fondé sur la « Constitution impériale » accordée d'en haut par le Tenno (1889). Le Parlement impérial, convoqué pour la première fois en 1890, fut composé de députés élus au suffrage censitaire restreint : par des contribuables de plus de 15 *yen* d'impôts directs, principalement d'impôt foncier, c'est-à-dire par des propriétaires fonciers de plus de 2 *chō* ; le nombre de ces « citoyens actifs » ne dépassait pas, à cette date, 450.000, sur une population totale de 42 millions d'habitants. Ce fut effectivement un parlement jinushien et, si l'on peut dire, un *Schein-konstitutionalismus*. La démocratie bourgeoise ayant ainsi avorté, la masse du peuple et des paysans demeura dépourvue de tout droit politique<sup>2</sup>.

La Révolution de Meiji et ses réformes agraires, sans abolir les rapports féodaux de production dans l'agriculture, par suite sans affranchir les paysans et les rendre libres et indépendants (ce sont eux, précisément, qui constituent comme « un point de passage nécessaire » pour la formation de la société capitaliste moderne), réorganisèrent et consolidèrent, au contraire, définitivement, comme éléments constitutifs du nouveau capitalisme nippon, les rapports kosaku-jinushiens de

1. Sur les troubles agraires, voir, par exemple, T. TSUCHIYĀ et M. ONO, *Meiji shonen nimen sōjō roku* (Histoire des troubles paysans des premières années de Meiji) ; sur le mouvement de *jiyu minken*, T. OSATAKÉ, *Nihon kensei-shi taiko* (Esquisse de l'histoire politique et constitutionnelle du Japon) (2 tomes, 1938) ; Y. SUZUKI, *Jiyu minken* (1949) ; K. HATTONI, *Meiji no kakumei* (Révolution de Meiji), 1950 ; Y. HIRANO, *Bourgeois minshu shugi kakumei* (Révolution bourgeoise et démocratique) (Tokio, 1950).

2. Sur ce processus politique et sur le caractère propre de la Constitution impériale du Japon, voir le bon chapitre du professeur P. RENOUVIN, *La question d'Extrême-Orient*, parl. p. 82-92.

caractère semi-féodal qui étaient apparus et s'étaient développés au sein de l'organisation de la propriété seigneuriale et féodale au temps du bakufu shogunal, et en liaison organique avec elle. Cet essai s'est proposé d'en analyser la formation historique et sociale, du point de vue des normes d'économie politique contenues dans la « rente en nature ». Depuis lors, malgré le développement du capitalisme moderne et la différenciation de la paysannerie qui l'a suivi, le prototype de l'agriculture nipponne et de sa propriété foncière s'est maintenu comme tel, sans subir aucun changement essentiel, jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Il n'a été détruit que grâce à la Réforme agraire (*nōchi kaikaku*, *Rural Land Reform*) de 1945. Le fait même que le problème central de cette dernière réforme réside dans l'affranchissement « des paysans japonais opprimés plusieurs siècles sous les charges féodales », comme base de la « révolution démocratique » du Japon d'après guerre, prouve, *post festum*, que la Révolution de Meiji et ses réformes agraires n'ont pas accompli la tâche historique de la révolution bourgeoise de supprimer les rapports économiques et sociaux féodaux : c'est le rôle historique de notre dernière Réforme agraire (*nōchi kaikaku*)<sup>1</sup>. Le professeur P. Renouvin a conclu, en décembre 1946, son précieux ouvrage sur la question d'Extrême-Orient, en indiquant que « l'effondrement de l'impérialisme japonais » ouvrait la voie à un « ordre nouveau » qui dépendrait, pour un temps, de l'accord ou de la rivalité entre les deux plus grandes puissances du monde<sup>2</sup>. Nous pouvons ajouter qu'un « ordre nouveau » véritable dépendra également des réformes intérieures du Japon d'après guerre, surtout des réformes agraires.

H. Kohachiro TAKAHASHI,

Professeur à l'Université impériale de Tokio.

1. L'instruction du commandement suprême des forces alliées, du 9 décembre 1945 (« Memorandum au sujet de la réforme agraire » = « Rural land reform »), ordonna au gouvernement impérial du Japon « to remove economic obstacles to the revival and strengthening of democratic tendencies, establish respect for the dignity of man, and destroy the economic bandage which has enslaved the Japanese farmer for centuries of feudal oppression ». Cette instruction constitua le point de départ de la Réforme agraire (*nōchi kaikaku*) d'après guerre. Il va sans dire que cette réforme agraire a été nécessitée par la contradiction structurelle historique, inhérente au système jinushien particulier au capitalisme japonais ; par conséquent, elle ne peut être expliquée par une quelconque pression de l'extérieur. Antérieurement à cette instruction du commandement suprême des forces alliées, des projets de réforme agraire avaient été préparés par des fonctionnaires progressistes de l'administration de l'agriculture. Nous traiterons de cette réforme agraire dans une autre occasion, mais on peut, en attendant, trouver bien des documents, statistiques et explications la concernant, dans notre *Nōchi kaikaku tenmatsu gaiyō* (Tokio, 1951), 1.357 p.

2. P. RENOUVIN, *La question d'Extrême-Orient*, p. 435.



## MÉLANGES

---

AUX ORIGINES DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

### LES RÉFLEXES SOCIAUX DES MILIEUX D'AFFAIRES

« Il n'est pas douteux que le « monde de la finance » exerce, même sur un gouvernement aux dehors démocratiques, une influence qui est sensible à l'origine de maintes questions politiques<sup>1</sup>. »

Il a été beaucoup écrit sur les origines de la Troisième République. D'illustres mémorialistes ont conté comment les monarchistes se révélèrent impuissants à rétablir de 1871 à 1875 un régime cher à leurs traditions familiales. Les historiens ont suivi, nombreux aussi, attentifs à tel ou tel aspect des années d'après guerre, le plus souvent les yeux fixés sur les travées de l'Assemblée nationale; et même quand leurs regards portent plus loin, quand ils esquissent des études sociales comme pour mieux saisir les raisons profondes de l'évolution politique, ils analysent des états d'esprit individuels plus volontiers que des structures.

Absence d'une méthode d'investigation? Peut-être. En tout état de cause, absence de documents, de témoignages et d'études antérieures sur des couches sociales quelquefois décrétées imperméables à l'analyse.

Il semble que ce soit pour le milieu des grandes affaires que cette carence se révèle particulièrement grave. Chacun le dit à l'envie : ce milieu joue alors un rôle sans nul doute important; mais l'historien en parle par ouï-dire<sup>2</sup>.

Une constatation préalable s'impose cependant : c'est la Commune de Paris et, plus généralement, la réaction des masses urbaines, puis rurales, en faveur de la République<sup>3</sup> qui a décidé, en premier et en dernier ressort, de la question du régime, de la forme de l'État. Nulle analyse ne saurait l'oublier : la force populaire est écrasée, passé mai 1871, soit, mais il reste le fait : les ouvriers, artisans et petits bourgeois parisiens — et ceux des

1. M. BAUMONT, *Cent vingt ans d'Histoire*. Introduction de l'ouvrage *Le monde des affaires en France de Louis-Philippe au Plan Monnet*. Paris, S. E. D. E., 1952, p. 16.

2. Exception faite pour les études de M. Beau de Loménie, qui appellent sans doute des réflexions critiques, mais qui ont le mérite de nous faire pénétrer sur un terrain jusque-là peu exploré.

3. Nous entendons par là, outre les mouvements urbains de la période septembre 1870-mai 1871, les successives élections partielles à partir de l'été 1871.

grandes villes — ont proclamé de si claire façon leur attachement aux formes républicaines que toute une partie du jeu parlementaire n'apparaît que ruse pour essayer de tourner cette volonté populaire. Absent des discussions versaillaises et des préparatifs monarchiques, le peuple n'est point absent de l'Histoire. A chaque élection républicaine, urbaine ou rurale, du début juillet 1871 au triomphe de Barodet le 28 avril 1873 — et au delà — il pèse de tout son poids sur les tractations de couloirs, les conversations de salons, les calculs des conseils d'administration.

Toute la science politique des grands bourgeois de l'époque est de « conserver », derrière des formules politiques républicaines, formules imposées par les réactions d'ensemble des masses. Thiers l'a parfaitement senti et exprimé. « Dans les masses, dit-il aux députés le 24 mai 1873, la République a une immense majorité. » Mais cet avertissement qu'il lance aux travées de la droite est vain. Ici, on poursuit le rêve d'une restauration des formes monarchiques. Dans la très thieriste *Revue politique et littéraire* du 1<sup>er</sup> juillet 1871, l'article leader avait bien mis en valeur la volonté de conservation sociale des milieux bourgeois en parlant de « ceux qui, sans s'attacher jamais à la définition bien précise d'une forme de gouvernement, veulent avant tout, comme garantie de leur fortune et de leur vie, le maintien assuré de la paix publique<sup>1</sup> ». Et l'auteur unissait dans cette ligue conservatrice « monarchistes libéraux » et « républicains modérés », c'est-à-dire les futurs adhérents des « Centres<sup>2</sup> ».

Bien sûr : République, républiques ; celle de Blanqui, celle de Clemenceau, celle de Gambetta, celle de Thiers... Chaque groupe social et sa clientèle taillent le futur régime à l'image de ses aspirations. Mais il semble bien que, depuis septembre 1870, l'initiative soit partie du prolétariat. En imposant le mot république, il a pris option sur l'avenir. Il est désormais difficile de méconnaître le choix qu'il a fait.

Cela étant, il faut en venir à ces milieux des grandes affaires où déjà s'interpénètrent, en des liens financiers et matrimoniaux enchevêtrés, la grande industrie et la grande banque.

Il s'agit d'apporter à titre d'information quelques témoignages sur les réactions des cercles financiers français devant l'actualité politique et devant certains problèmes généraux d'ordre social. On parle le plus souvent de ces milieux au style indirect, car ils ont pour habitude de laisser peu de témoignages écrits ; et, lorsqu'il en subsiste, leur accessibilité n'est pas aisée.

1. 2<sup>e</sup> série, t. I, 1871, p. 1.

2. D. HALÉVY, dans *La fin des notables* (t. I, p. 140), pense que le « peuple ouvrier se discrédite » par ses « révoltes » de 1848 (juin) et de 1871. Il en tire la conclusion qu'il ne joue aucun rôle désormais ; il l'élimine donc de son champ de recherches. Mais il y a une autre façon d'envisager les faits : « discrédité » auprès des notables de toutes sortes, le « peuple ouvrier » n'en continue pas moins à exister et à agir puissamment, par sa présence même, et son choix politique, sur le cours général des événements.

L'occasion doit être saisie de surprendre sur le vif la pensée et l'action de la grande bourgeoisie. A cette tâche d'information s'en ajoutera une autre : se placer sur un terrain méthodologique et tenter de renouveler les perspectives d'explication, sans pour cela mettre en cause, bien au contraire, tout l'acquis antérieur de la recherche.

\* \* \*

C'est à travers l'activité de trois personnages typiques des milieux d'affaires, Gustave et Alfred Deseilligny et Adrien Mazerat, représentants du monde de la grande industrie et de la grande banque, tous trois sortis du Creusot, qu'il est possible de poser certaines questions concernant les réactions des hommes du grand capitalisme.

On sait peu de choses sur Gustave Deseilligny lui-même. Que la liste des souscripteurs aux 250.000 actions de la Société Générale en 1864 le qualifie de « sous-directeur des établissements du Creusot », qu'il ait acheté à cette occasion 100 titres de la banque nouvelle, qu'il soit entré au Crédit Lyonnais en 1871, qu'il y ait pris immédiatement une place éminente, dans le « comité de direction », aux côtés d'Henri Germain, de Victor Pignatet et de Georges Brolemann, que cette place soit due à ses relations personnelles et aux grandes affaires qu'il a la possibilité de traiter pour le Crédit Lyonnais, qu'on le trouve en 1873, ajoutant à sa charge bancaire récente, celle d'administrateur des Houillères et Fonderies de l'Aveyron, tout cela définit une position sociale, mais reste insuffisant pour se représenter une individualité.

Il en va de même pour Adrien Mazerat, qui fit aussi ses armes sous Schneider, et qui, depuis 1866, dirige la succursale parisienne du Crédit Lyonnais — dont il deviendra président du Conseil d'administration à la mort d'Henri Germain au début du  $xx^e$  siècle. Son rôle personnel a grandi avec le rayonnement du Crédit Lyonnais sur le marché parisien.

Alfred-Nicolas-Pierrot Deseilligny, parent de Gustave, est mieux connu. Par son père, un ancien proviseur à Louis-le-Grand, il touche au monde universitaire ; par son oncle Schneider, à la grande industrie<sup>1</sup>. C'est d'ailleurs là qu'il fait carrière ; né à Paris en 1828, il devient directeur des établissements du Creusot en 1853 ; il épouse sa cousine en 1858 ; gendre d'un des plus importants sidérurgistes français, il entre d'emblée en contact avec les milieux grands bourgeois et, dans le sillage du Tiers Parti, pénètre au Corps législatif en 1869 comme député de l'Aveyron. Depuis deux ans, il avait d'ailleurs monté dans la hiérarchie industrielle : en 1867, il était devenu

1. Voir le *Dictionnaire des parlementaires français*, de BOURLOTON, ROBERT et COUGNY (Paris, chez Bourloton, 1890, 5 vol.), et la *Grande Encyclopédie* (Paris, chez H. Lamirault et Co, 1892, t. XIV). Le rédacteur de l'article sur Alfred Deseilligny, dans la *Grande Encyclopédie*, est A. DEBIDOUR.

administrateur des Houillères de Decazeville<sup>1</sup>. La même année, comme pour compléter sa fiche signalétique d'industriel libéral, un mémoire de lui est couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques et reçoit une récompense de 3.000 francs — le prix Beaujour — sur le thème : « De l'influence de l'éducation sur la moralité et le bien-être des classes laborieuses<sup>2</sup>. »

Les Deseilligny mènent d'abord une carrière parallèle dans la grande métallurgie, puis, tandis que Gustave va se spécialiser dans la banque à partir de 1871, sans se pousser sur la scène politique, Alfred reste un industriel, député à vie de l'Aveyron, et bientôt ministre.

Moins perspicace que Thiers et qu'Henri Germain, il a voté la déclaration de guerre en 1870 ; le 8 février 1871, le voici à l'Assemblée nationale, dans les bataillons orléanistes ; il est un des quinze députés adjoints à Thiers et à Jules Favre pour discuter des préliminaires de paix ; il fait partie des plus importantes commissions, en particulier de celle du budget en 1872 ; il prend part aux grandes discussions économiques et financières, est élu en novembre 1872 à la stratégique Commission des Trente. En 1872, on le trouve vice-président du Centre-Gauche : il est ainsi de l'équipe fondatrice de ce groupe de gens d'affaires dissidents de l'orléanisme, plus thieristes, certes, que républicains, attachés à la stabilité d'un pouvoir qui avait donné comme gage aux banquiers les profits des deux emprunts de 1871 et de 1872 — sans oublier celui de la Ville de Paris de l'été 1871<sup>3</sup>.

Mais c'est alors, au début de 1873, que le cas jusqu'ici banal d'Alfred Deseilligny prend plus de relief.

Le conservateur semble l'emporter en lui, de plus en plus, sur le libéral bourgeois. Déjà en 1872 il a été écarté de la présidence du Centre-Gauche, le 1<sup>er</sup> mai, au profit de Chanzy<sup>4</sup>, parce que ses amis le considéraient comme trop proche du Centre-Droit. A la fin de l'année, dans la Commission des Trente, il se range fréquemment du côté de Broglie<sup>5</sup>. Au 24 mai 1873, le grand jour vient pour lui. Il fait partie des quinze députés Centre-Gauche qui abandonnent alors Thiers ; on le trouve signataire de la déclaration Target, avec quatorze autres membres ; ces quinze voix, on le sait, sont décisives. Elles font tomber Thiers. A. Debidour commente en ces termes

1. Les Houillères de Decazeville se transforment en janvier 1868 en Houillères et Fonderies de l'Aveyron, dont Gustave Deseilligny, nous l'avons vu, deviendra à son tour administrateur.

2. Paru en 1868 à Paris, librairie de L. Hachette et C<sup>ie</sup>, 77, boulevard Saint-Germain, in-8°, 319 p.

3. Des recherches personnelles en cours nous permettront probablement d'étudier d'assez près cette question.

4. Voir A. LAJUSAN, Thiers et la fondation de la Troisième République (1<sup>er</sup> article) (*Revue d'Histoire moderne*, t. VII, 1952, p. 465).

5. Gabriel HANOYEAUX, *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 523, le classe même alors Centre-Droit, ce qu'il ne deviendra qu'après le 24 mai 1873.

la volte-face d'Alfred Deseilligny : « Il est récompensé dès le 26 mai pour ce service par le portefeuille des Travaux publics, qu'il échangea le 26 novembre contre celui du Commerce et de l'Agriculture, dans le second cabinet de Broglie. » Il suit de Broglie dans sa chute le 16 mai 1874 ; on le voit voter contre l'amendement Wallon, mais accepter — non sans les arrière-pensées que l'on devine — les lois constitutionnelles de 1875. Il meurt quelques semaines plus tard, le 17 avril, de la fièvre typhoïde.

Apparemment, il y a un « cas » Alfred Deseilligny, un « cas » Target. Mais, à travers les individus, ce sont des questions bien plus générales qui paraissent posées, et parmi les plus importantes : comment rendre compte des attitudes politiques des couches dirigeantes de la bourgeoisie ? Comment expliquer les scissions orléanistes ? Quelle valeur exacte attacher à la distinction Centre-Droit—Centre-Gauche ? Le fait qu'à un instant décisif de la vie parlementaire quinze notables puissent passer de l'un à l'autre Centre et abandonner la politique thieriste doit être expliqué.

M. Beau de Loménie<sup>1</sup> analyse ainsi la position du Centre-Droit, au début 1873 : « l'égoïste crainte du radicalisme » l'emporterait chez de Broglie et ses amis ; Seignobos avait signalé, quant à lui, « la concurrence entre deux personnels rivaux pour la possession du pouvoir<sup>2</sup> ». Daniel Halévy<sup>3</sup>, pour un peu, radicalise Thiers ; il dramatise l'histoire parlementaire en un heurt d'équipes politiques rivales, en une confrontation de tempéraments, en un duel Thiers-de Broglie. Il n'élucide pas, d'ailleurs, la question de la naissance du Centre-Gauche. Mais ni les uns ni les autres ne s'attardent sur la scission des quinze notables de l'équipe Target. Même silence dans d'autres ouvrages<sup>4</sup>.

Il nous semble que ce mince événement parlementaire, par les réflexions qu'il impose, peut permettre de voir de plus près la mentalité, les réflexes, les hésitations d'une classe, de cette grande bourgeoisie d'affaires chez laquelle, à un certain degré d'une concentration capitaliste alors en rapide développement, intérêts bancaires et industriels sont déjà solidement mêlés.

Schneider n'a-t-il pas fourni au Crédit Lyonnais, non seulement un administrateur en 1871, mais, dès 1866, Adrien Mazerat, le directeur du siège parisien ? Henri Germain lui-même n'a-t-il pas fait un long stage aux Forges de Châtillon et n'en reste-t-il pas un des administrateurs ? Les houillères et les sociétés métallurgiques de la Loire ne sont-elles pas très largement représentées, dès cette époque, dans l'équipe directrice du Crédit Lyonnais ? — Ceci pour se borner à des exemples régionaux.

Nous avons donc un milieu économique, social, humain, assez nettement délimitable ; nous avons un ensemble de groupes, d'équipes de gens d'affaires

1. *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*. Paris, Denoël, 1943, t. I, 329 p.

2. Dans LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*, t. VII.

3. *La fin des Notables*. B. Grasset, 1930.

4. Ceux de R. Dreyfus, du marquis de Roux ou de F. Goguel.



fares — rivales naturellement — mais solidaires en même temps sur un terrain d'intérêts communs. La grande bourgeoisie bancaire et industrielle, par sa place dans la production, ses relations avec d'autres milieux sociaux et ses liens internes tant financiers que matrimoniaux, son mode de vie, sa culture et ses réflexes d'ensemble, constitue bien une classe, et c'est en tant que telle qu'il faut essayer d'analyser ses comportements politiques.

Deux sortes de documents ont pu être découverts à propos des trois « élèves » de Schneider ; l'un publié en 1868 par Alfred Deseilligny, et cité précédemment ; l'autre, d'un caractère et d'un contenu tout différents, est un ensemble de lettres, écrites en 1873 par Gustave Deseilligny et qui analysent, pour le compte de certains administrateurs du Crédit Lyonnais, les rebondissements de la situation politique<sup>1</sup>. A ces lettres s'ajoutent quelques missives d'Adrien Mazerat<sup>2</sup>.

Ces documents nous révèlent une attitude identique devant les problèmes contemporains, un réflexe d'origine sociale.

\* \* \*

L'ouvrage d'Alfred Deseilligny, *De l'influence de l'éducation sur la moralité et le bien-être des classes laborieuses*, n'apporte, il est vrai, rien qui ne soit déjà connu ; aussi est-il possible de ne pas en faire une longue analyse. Sa lecture permet, cependant, de vérifier combien les préoccupations sociales pèsent dans l'idéologie de la grande bourgeoisie libérale.

Directeur du Creusot quand il compose son ouvrage en 1867, Alfred Deseilligny réclame l'extension du réseau scolaire primaire et professionnel, car les perfectionnements de l'industrie moderne exigent des ouvriers « éclairés » (p. 262), c'est-à-dire susceptibles de qualification. Libéral, Deseilligny en appelle aux projets de la Convention et au plan Carnot de 1848 ; il lance des pointes contre la puissance des préfets du Second Empire et regrette « les antiques privilèges du corps enseignant » (p. 108).

Mais le libéralisme des principes ne se développe que sur ce plan scolaire ; le directeur du Creusot s'inquiète d'avoir une « population ouvrière rangée » (p. 37), « bonne » (p. 41), « excellente » (p. 120). Aussi fait-il des « idées religieuses le fondement de l'éducation populaire » (p. 3), parce qu'elles lui semblent un bon adjuvant de « l'harmonie des classes » (p. 66). C'est « une impérieuse nécessité » (p. 7) que l'enseignement puisse ainsi aider à « la moralisation complète des classes ouvrières » (p. 8). D'autant plus que la multiplication des grèves, tant en Angleterre qu'en France, est le signe qu'il existe « quelques esprits ambitieux » qui rêvent encore de chimères et qui n'ont pas trouvé leur satisfaction dans l'état de la société » (p. 3).

La conclusion de l'auteur est cependant optimiste, et c'est ce qui nous

1. Archives du Crédit Lyonnais, Lyon.

2. Ibid.

importe. Il juge possible de « moraliser » la classe ouvrière, de « substituer de libres et loyales discussions de salaires et de tarifs à d'inutiles et ruineux châtiments » (p. 223-225). Un enseignement bien conduit lui paraît précisément le moyen à la fois nécessaire et suffisant.

Il semble, en effet, y avoir chez le grand bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle une peur sociale chronique, mais l'espoir l'emporte, car il a pleinement conscience de la force du système économique et social, menacé seulement alors par des escarmouches d'avant-garde, et dont la ligne croissante de développement garantit à la couche dirigeante des alliés nombreux. Deseilligny écrit d'ailleurs avant la Commune et avant les grandes grèves de 1869 en France.

Cette confession d'un homme qui rêve tout haut en 1868, devant les gens de son milieu, sur les rapports sociaux de son époque peut être entendue comme le reflet de l'idéologie d'une classe ; elle marque assez nettement le ralliement d'une grande partie de la bourgeoisie à la force conservatrice que représente, à ses yeux, l'autorité religieuse ; elle rend visibles les frontières sociales, rapidement rétrécies, du libéralisme.

Il nous semble qu'à ces divers titres le mémoire d'Alfred Deseilligny prend une valeur exemplaire. Mais il est précieux à un autre point de vue. On y trouve groupés des éléments qui permettent déjà de mieux comprendre la volte-face d'Alfred Deseilligny au printemps 1873.

Cet abandon de Thiers, cette rupture parlementaire avec le Centre-Gauche, qui fut alors comprise comme un refus des solutions républicaines, ne sont pas uniquement des gestes politiques, non plus de simples actes de circonstance, explicables par la seule actualité électorale ou par des perspectives de promotions ministérielles — quoique celles-ci soient indéniables<sup>1</sup>. La constitution du groupe Target nous paraît révéler les divisions des grands bourgeois ; cette scission est issue d'un choix social, préparé de loin, et d'une réflexion sur les forces respectives des masses populaires et des couches dirigeantes.

La peur du radicalisme, tel est le fait dominant, nous en verrons plus loin la confirmation ; le manque de confiance dans l'efficacité sociale de la politique de Thiers, telle est la première conclusion pratique. Deseilligny et ses nouveaux amis du Centre-Droit n'ont plus l'optimisme un peu facile d'avant 1870, d'avant la Commune. Les ouvriers ne leur paraissent décidément pas encore assez « éclairés » pour qu'on puisse se risquer à l'aventure d'une république où des Barodet battent des Rémusat.

Dans l'intervalle qui sépare 1868 de 1873, il y a eu la guerre et la Commune, les réactions nationales et sociales des masses populaires, l'accusation véhémement de trahison et de déchéance lancée par les Communards aux bourgeois « versaillais ». Aussi la peur sociale est-elle bien plus vive chez Alfred Deseilligny en 1873 qu'en 1868.

1. Target obtient, après le 24 mai, l'ambassade de La Haye et Alfred Deseilligny, nous l'avons dit, un portefeuille ministériel.

Ses amis et lui sont pessimistes quant aux chances que leur classe possède de pénétrer et de diriger une construction républicaine ; d'où leur deuxième conclusion pratique : après le renversement de Thiers, la seule issue est la mise en place d'un état de choses provisoire, en attendant « un sauveur » — nous verrons Gustave Deseilligny user du mot — prince ou maréchal.

Or, la masse du Centre-Gauche, elle, n'est pas gagnée par la panique sociale qui s'empare des « droites » ; elle semble plus confiante en ses forces de classe, moins sensible aux révélations électorales, plus méfiante aussi, quant aux chances d'une restauration monarchique. Ce n'est pas l'ensemble de la bourgeoisie d'affaires, loin de là, qui abandonne Thiers et qui tente le risque d'un nouveau prolongement du provisoire, avec la perspective d'une issue monarchique.

Mais l'écart était-il si grand entre les deux Centres ?

Sur le plan parlementaire, la césure paraît profonde ; tout se passe cependant comme si les milieux d'affaires, considérés dans leur masse, en tant que classe, avaient en main des garanties politiques diverses. M. Lajusan a fait remarquer justement que « les représentants des intérêts<sup>1</sup> » montent la garde aussi bien dans le Centre-Gauche que dans le groupe Target — et que dans le Centre-Droit ; on a souligné depuis longtemps que Casimir Périer et Audiffret-Pasquier, qui furent présidents du Centre-Gauche et du Centre-Droit, étaient beaux-frères et administrateurs des mines d'Anzin ; grâce à la complexité de leurs liens, « les représentants des intérêts » sont prêts à être dans l'un ou l'autre camp, à pénétrer alors n'importe quelle construction constitutionnelle.

Cette présence du « monde de la finance » dans les fractions politiques du Centre et de la Droite est de l'ordre du fait. Il n'est pas nécessaire de supposer qu'il y ait eu, au départ, une tactique délibérée, mise au point par un état-major. On pourrait concevoir la répartition des représentants des milieux d'affaires dans l'éventail politique comme le résultat de choix individuels, certes, mais aussi comme la traduction, sur le plan parlementaire, des divisions sociales de la grande bourgeoisie, agglomérat de familles et de milieux aux liens extrêmement divers : relations de famille, amitiés personnelles, appartenances à des groupes d'intérêts.

Mais est-il possible de surprendre les réactions au jour le jour des milieux d'affaires ? On en arrive ainsi au témoignage du second Deseilligny, de Gustave, et d'Adrien Mazerat, les lettres-rapports de l'année 1873. Elles permettent d'observer directement les réflexes de la grande bourgeoisie et, précisément, d'essayer de trouver une réponse à nos dernières questions. Elles confirment en même temps certaines des analyses précédentes.

1. A. Thiers et la fondation de la Troisième République (2<sup>e</sup> article) (*Revue d'Histoire moderne*, t. VIII, 1933, p. 41-42).

\* \* \*

Les lettres, échelonnées de janvier 1873 à mars 1874, sont envoyées au siège social du Crédit Lyonnais, à Lyon, par les services parisiens de la banque. Leurs auteurs les adressent aux membres restés lyonnais du conseil d'administration, à ceux que leurs occupations professionnelles — la soie et son négoce — retiennent en province. Elles sont pour la plupart signées de Gustave Deseilligny. Mazerat n'intervient qu'en août et en septembre au moment des vacances de son collègue.

Les administrateurs lyonnais ne disposent pas que de cette source d'information. Trois d'entre eux siègent à l'Assemblée nationale : Henri Germain, l'intransigeant président du conseil d'administration, Centre-Gauche ; Lucien Mangini, d'une dynastie de métallurgistes et d'entrepreneurs de voies ferrées d'intérêt régional dans le couloir de la Saône, Centre-Gauche ; Alexandre Jullien, représentant d'intérêts lyonnais dans la métallurgie stéphanoise, Centre-Droit. On retrouve ici la diversité des choix politiques des milieux d'affaires.

Les lettres sont le lien officiel qui unit, au moment des sessions parlementaires, la fraction politique, alors versaillaise et parisienne, du conseil d'administration, et le centre lyonnais de la banque, provinciale encore à cette date — quoiqu'elle ait déjà pris pied solidement sur le marché financier parisien. C'est à cette double circonstance — la résidence lyonnaise et la présence parisienne — que l'on doit cette série d'instantanés politiques pris par le représentant d'un des grands établissements français de crédit.

Ces lettres se présentent comme des rapports politiques, mais l'analyse politique y tourne en permanence autour d'une question centrale, celle de la tactique financière à suivre, tactique qui dépend justement de la situation politique générale. Que faire du stock de rentes 5 % conservé par la banque ? Vendre, ou ne pas vendre ? Hausse ou baisse ? Profits ou pertes ? Comme l'écrit Mazerat : « L'obligation de faire des profits s'impose à nous impérieusement... C'est une loi inévitable pour nous de tirer la quintessence du rendement de nos capitaux<sup>1</sup>. » La politique va donc commander à la stratégie en Bourse ; mais la réciproque est vérifiable : on peut, on doit agir sur la situation politique pour donner aux cours de la rente le mouvement ascensionnel désirable — puisqu'on est vendeur. C'est ce point que nous devons surtout retenir. Il nous faut laisser à son destin le stock de rentes du Crédit lyonnais et ses fluctuations cycliques au cours de l'année 1873.

Première époque : janvier-avril 1873, avant l'élection Barodet, l'époque de la « guerre couverte » entre Thiers et la Commission des Trente — dont Alfred Deseilligny est membre :

*Le 14 janvier* : Notre fort placement en emprunt français continue à donner

1. Mazerat, lettre du 12 juin 1873.

un intérêt particulier aux faits politiques et financiers qui agissent sur les cours de la Bourse. Au point de vue politique, M. Thiers et la Commission des Trente trouveront-ils un *modus vivendi* pour que l'Assemblée puisse faire les lois organiques, nécessaires au rétablissement de l'ordre? Il semble que depuis hier il y a du côté de la droite un petit pas en arrière; la droite reproche toujours à M. Thiers de gouverner avec les hommes de la gauche, de se refuser à des changements de préfets; la droite paraît donc moins disposée à une entente. Il nous paraît bon de doute, cependant, qu'on sortira de cette crise et qu'on s'entendra sur tous les points mis en avant par M. Thiers. On aura, sinon un gouvernement fort, du moins une trêve de quelques mois qui permettra de s'occuper des affaires les plus urgentes. La mort de Napoléon III est un avantage; on n'a plus à redouter une tentative de coup d'État.

*Le 28 janvier* : Les discussions de la Commission des Trente paraissent quelque peu byzantines aux gens d'affaires; et l'on s'impatiente de ne pas les voir aboutir. De son côté, M. Thiers se tient sur la réserve. Il ne fera des concessions aux susceptibilités parlementaires qu'au dernier moment... Nous ne pensons donc pas qu'il y ait grande attention à apporter aux discussions de la Commission et à ses velléités de tenir M. Thiers en dehors de l'Assemblée... Quoi qu'il en soit, le pays est anxieux d'une solution. Les affaires sont en suspens tant qu'elle n'a pas eu lieu. La Bourse, plus philosophe, est sûre que l'entente ne peut manquer de se faire. C'est notre appréciation.

*Le 4 février* : — après l'entrevue du 3 février entre Thiers et la Commission : « M. Thiers s'est posé en premier ministre responsable devant la Chambre, tandis que la Commission veut toujours faire de lui un président responsable devant le pays; l'antagonisme s'est même accentué. Il n'est toujours pas douteux qu'on ne finisse par trouver le terrain de transaction désiré; mais enfin, quant à présent, il n'est toujours pas trouvé; c'est ce qui explique, au moins partiellement, le mouvement de réaction sur la rente à la Bourse de ce jour; nous ne voyons là rien d'inquiétant. »

*Le 11 février* : La nomination brusque du rapporteur M. de Broglie par la Commission a provoqué une certaine inquiétude.

Thiers réclame pour lui les pleins pouvoirs pendant la période des élections des deux futures assemblées :

Cette proposition a quelque peu froissé les susceptibilités de la droite. On y a vu des montagnes; on s'est évidemment exagéré la portée de cette proposition.

Mais Gustave Deseilligny pense que les dissentiments s'atténueront :

L'important est que l'on est d'accord sur trois points : la limitation des occasions où M. Thiers a à venir à la Chambre; le principe de l'établissement d'une seconde Chambre et le principe d'une réforme de la loi électorale.

*Le 18 février* : Une portion de la majorité ne veut rien accorder pour le moment à M. Thiers, pour le forcer à mériter la confiance de l'Assemblée par une politique plus ferme et plus accentuée contre le radicalisme. Une autre portion de la majorité serait disposée à faire, dès à présent, quelque chose pour armer M. Thiers contre l'éventualité d'une Chambre nouvelle radicale. C'est de ce côté, c'est-à-dire du côté de la prorogation des pouvoirs de M. Thiers au delà de la durée de l'as-



semblée actuelle, que se sont portées les discussions de ces derniers jours... Nous continuons à espérer que les choses s'arrangeront.

*Le 4 mars* : La discussion sur le projet de la Commission des Trente agite beaucoup moins les hommes d'affaires et de Bourse que les journalistes et les innombrables faiseurs de politique. Les gens d'affaires voient les choses plus froidement. Ils se désintéressent du détail des débats et n'en envisagent que le dénouement probable. Or : 1<sup>o</sup> M. Thiers est pour le moment un homme nécessaire à la France. Aucune coalition de partis ne peut le renverser ; 2<sup>o</sup> les partis sont trop divisés pour arriver à fonder quoique ce soit en dehors du provisoire actuel. On discutera aussi longtemps que l'on voudra sur la question de Constitution, de monarchie, de république, on ne peut arriver à rien d'autre qu'à la transaction qui s'appelle le Pacte de Bordeaux. C'est toujours à l'aide de cette boussole plus ou moins équivoque qu'il faut naviguer. Libre à chacun d'interpréter la transaction et d'envisager l'avenir comme il l'entend. L'important est de maintenir le plus possible la coalition des Centres, la neutralisation de toutes les opinions extrêmes qui permet à la France de consacrer toutes ses forces au travail et à la libération du territoire. D'une façon ou d'une autre, on trouvera un *modus vivendi*, le régime actuel est le seul possible.

*Le 25 mars* : Les cours sont hésitants à la Bourse. On a de la peine à se remettre des inquiétudes qu'a fait concevoir la maladie de M. Thiers.

*Le 1<sup>er</sup> avril* : Les discussions politiques de la Chambre ont peu de retentissement dans le monde financier. Ce qui importe, c'est que la santé de M. Thiers est momentanément aussi bonne que par le passé, et que, par conséquent, on peut compter sur lui.

*Le 8 avril*, après la démission de Grévy de la présidence de l'Assemblée et son remplacement par l'orléaniste Buffet<sup>1</sup> :

La nomination de Buffet est diversement interprétée, mais elle l'est par tout le monde dans un sens conservateur. Il n'y a pas d'hostilité entre lui et M. Thiers, il s'est montré favorable à une entente. On espère donc par son intermédiaire un rapprochement plus efficace entre la droite et le gouvernement. Aussi la Bourse a cru pouvoir marquer un pas en avant dans la hausse, s'appuyant d'ailleurs sur le renfort de capitaux que le mois d'avril apporte par la distribution des dividendes.

Ainsi, tant que le péril populaire ne paraît pas immédiat, Gustave Deseilligny semble refléter exactement l'état d'esprit Centre-Gauche. Il est optimiste quant à l'accord final entre Thiers et la Commission des Trente ; il énonce avec force la règle d'or politique de la haute finance : respect du pacte de Bordeaux. Il reste thieriste par nécessité plus que par principe. Il ne paraît pas se poser nettement la question du régime ; son républicanisme Centre-Gauche paraît tiède. Il est surtout persuadé que l'accord est nécessaire et possible, entre les deux Centres. Avec tous les gens de son bord, il fait confiance au chef de l'État. Peu important aux milieux d'affaires les

1. Target est le beau-frère de Buffet (G. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 613).

péripéties de détail, puisque la solution d'ensemble ne peut être mise en cause. Le compromis thiériste les garantit sur leur droite comme sur leur gauche. Par « opinions extrêmes », Deseilligny veut dire sans doute et le radicalisme et le légitimisme. Pratiquement — et c'est un signe important — le Crédit Lyonnais conserve donc son stock de rentes : les espoirs de hausse paraissent fondés. Il est probable que Gustave Deseilligny a pris contact avec beaucoup de personnages considérables du monde des affaires et du monde politique — et en particulier avec Alfred Deseilligny. Cependant, l'heure de la crise approche.

Deuxième époque : mai 1873, après l'élection Barodet (qui est du 28 avril), époque de la « guerre ouverte » entre Thiers et les notables, époque de la scission Target, de la chute de Thiers :

*Le 29 avril* : Le résultat des élections de dimanche, tant à Paris que dans les départements, a jeté un grand désarroi dans les esprits. On en commente les conséquences avec anxiété, et on n'arrive pas à une conclusion rassurante. Il semble, en effet, démontré par les faits que la République conservatrice, telle que la comprenait M. Thiers, et qui était acceptée par les gens d'affaires comme une transaction momentanément nécessaire et une étape vers un ordre de choses plus stable, n'est pas comprise par le pays et que nous sommes entraînés, beaucoup plus rapidement que nous le voudrions, vers la démocratie, c'est-à-dire vers l'inconnu. Pour arrêter ce torrent, les yeux se tournent naturellement vers M. Thiers et vers l'Assemblée. Mais M. Thiers changera-t-il de ligne de conduite, et consentira-t-il à prendre en main plus énergiquement la direction des idées qui s'en vont à la dérive? En supposant qu'il le veuille — ce qui n'est nullement démontré à en juger par le langage des journaux officieux qui reçoivent son inspiration ou celle de son entourage — le pourra-t-il? Son caractère peu aventureux, ses forces alanguies l'y portent peu. A défaut, l'Assemblée est-elle en mesure de prendre des mesures énergiques? Il est à craindre que non. Elle ne sait pas agir; elle n'a pas trouvé jusqu'ici un homme dans lequel puisse s'incarner la résistance aux idées révolutionnaires. On va vers des discussions stériles qui aboutiront à une dissolution spontanée et à des élections nouvelles, élections faites sans préparation, sans action gouvernementale, et par conséquent avec toute probabilité de succès pour les radicaux. L'inquiétude est générale et doit nécessairement amener le resserrement des affaires et l'agitation des esprits... On note l'apparition de nouvelles grèves, notamment à Pontgibaud et dans le midi de la France : c'est encore un malheureux symptôme. Pour nos rentes, c'est le cas de réfléchir, mais ce n'est pas encore le cas de vendre.

On voit se dessiner la rupture; la confiance en Thiers baisse d'un coup — comme la rente en Bourse; le rôle puissant joué jusque dans les hautes sphères par la voix populaire est mis ici en évidence.

*Le 6 mai* : La gravité de la situation politique révélée par la nomination Barodet est l'unique objet de la préoccupation du monde des affaires. J'ai à vous rendre compte d'une conversation que nous avons eue, M. Germain, M. Brölemann, M. Mazerat et moi, ce matin même. La conclusion tirée par l'opinion pa-

blique n'est pas nouvelle pour nous ; nous l'avions depuis longtemps admise. Ce que nous n'avions pas prévu, c'est qu'elle se révélerait si tôt et si brutalement au public. Cette conclusion, c'est l'impossibilité, en France, de se maintenir en équilibre entre les partis extrêmes par les moyens d'action qu'a cherché à employer M. Thiers, et qu'on a acclamé sous le nom de République conservatrice. Il faut à la France une dictature démocratique<sup>1</sup>, c'est-à-dire un pouvoir énergique n'hésitant pas devant les répressions. Il faut un pouvoir central laborieux, se maintenant en rapport constant avec toutes les parties du pays. Le gouvernement de M. Thiers ne remplit que très imparfaitement ces conditions ; c'est pourquoi il prête le flanc aux critiques et nous achemine inévitablement vers un autre ordre de choses. M. Thiers changera-t-il sa manière de gouverner ? Il ne faut pas l'espérer. Tout indique qu'il ne variera pas de conduite : son caractère, son âge, son entourage. Il continuera à louvoyer entre la droite et la gauche. Il nous conduira à des élections qui nommeront des députés d'une nuance plus ou moins avancée. Dès lors, les événements iront rapidement, nous n'hésitons pas à le prédire. L'Assemblée reviendra siéger à Paris, elle ne tardera pas à être en lutte avec la municipalité et à être dominée par elle, et petit à petit nous passerons par toutes les péripéties ordinaires des révolutions, pour retrouver un sauveur, Dieu sait quand. Tous ces événements peuvent se précipiter plus ou moins vite, ou au contraire ne se dérouler que lentement. Il faut envisager aussi la possibilité du renversement de M. Thiers par la majorité conservatrice et de son remplacement par M. Buffet. Nous avouons que M. Buffet ne nous semble pas posséder les qualités essentielles pour sauvegarder par des mesures promptes et énergiques le pouvoir qui lui serait confié. Nous verrions donc dans cet événement beaucoup d'incertitude, beaucoup d'émotion dans le pays. Ce ne serait pas encore là beaucoup de hausse sur la rente. Par contre, il est inutile de faire ressortir l'importance de la baisse qu'amènerait fatalement la succession des événements que nous avons essayé de décrire plus haut. Elle dépasserait probablement celle de 1870, car la Commune a créé dans les esprits une véritable panique, qui ne peut manquer de se refléter dans les cours. Les considérations politiques nous semblent absolument entraver les hauts cours que nous prévoyions sur la rente, en nous basant uniquement sur des considérations financières. Peut-être quelques-unes de nos appréciations politiques vous paraîtront-elles exagérées ou contestables. Nous aurions préféré ne pas nous torturer l'esprit pour deviner l'avenir. Mais il y a un gros parti à prendre, celui de vendre ou de garder nos rentes.

En quelques jours, l'évolution est nette ; les Deseilligny sont prêts à rompre avec Thiers, malgré « l'incertitude » qui doit suivre sa chute possible. La « conclusion » tirée de l'élection Barodet a été « depuis longtemps admise » : c'est bien la preuve que la scission Target a été préparée de loin, et pour de profonds motifs. Le monde financier sort de sa relative indifférence politique ; il lui faut désormais s'intéresser au « détail du débat ». Le compromis thieriste est très sérieusement mis en cause. Bien sûr, Gustave Deseil-

1. L'expression « dictature démocratique », sous la plume de Gustave Deseilligny, n'est pas très claire. Faut-il comprendre une dictature sur l'opinion démocratique, c'est-à-dire contre la volonté populaire ? Sans doute.

ligny sait que ses correspondants lyonnais seront moins émus que lui et resteront « thiéristes quand même », avec la masse du Centre-Gauche ; mais, pour les uns et les autres, les perspectives boursières deviennent peu favorables. Le « gros parti » du Crédit Lyonnais est alors pris : il commence à vendre ses rentes françaises (et même ses actions Banque de France), par opérations échelonnées. La tempête approchant, il faut carguer les voiles, l'horizon politique et financier apparaît bouché<sup>1</sup>.

*Le 13 mai* : Il est bien difficile de s'orienter sûrement en ce moment en politique... On ne sait encore quelle attitude prendra M. Thiers et son gouvernement, lors de la réunion de la Chambre<sup>2</sup>. Une politique plus ferme et plus accentuée dans le sens conservateur est généralement désirée et serait bien accueillie par les affaires.

Le gage d'un accord, dit Deseilligny, serait la retraite des ministres appartenant à la gauche. On l'espérait le 12 mai : d'où la hausse des rentes ; mais le bruit ne fut pas confirmé.

On dit même, dans un journal de ce soir<sup>3</sup>, que M. Thiers se serait retourné à gauche. Il est encore possible de trouver un terrain de conciliation entre M. Thiers et la majorité conservatrice, mais néanmoins la situation se tend de plus en plus. Une crise aiguë est possible à bref délai, aboutissant au renversement de M. Thiers.

La « crise aiguë » est d'autant plus en vue que les droites la préparent avec une intense activité : ce sont des jours de fébrile hésitation pour le député Alfred Deseilligny et le groupe Target tout entier.

*Le 20 mai* : La réunion de la Chambre était impatiemment attendue : quelle serait l'attitude de M. Thiers ? Il s'est décidé, après avoir longtemps hésité, à prendre son point d'appui sur la réunion de la Gauche, de l'extrême-gauche, du Centre-Gauche et du groupe Casimir Périer, laissant en dehors les bonapartistes, le Centre-Droit et la Droite. Il croyait qu'il lui suffisait de donner trois portefeuilles au groupe Casimir Périer (Périer, Béranger, Waddington). Mais la Chambre a montré que cette solution ne lui convenait pas. La Chambre veut un cabinet s'appuyant sur la droite et le Centre-Droit. Casimir Périer a même été abandonné par son propre groupe. M. Thiers n'a donc pas vu juste au point de vue parlementaire. Se résoudra-t-il à un ministère franchement Centre-Droit ? C'est douteux. Alors, ou bien il démissionne ou bien, luttant contre une majorité aigrie, il fait un coup d'État. Cette dernière hypothèse est peu probable ; elle n'est guère dans le

1. Il faut citer ici un extrait des Papiers de Thiers (n° 20660) donné par M. LAJUSAN (*Revue d'Histoire moderne*, art. cité, t. VIII, 1933, p. 38-39). Dans des rapports de police adressés à Thiers après l'élection Barodet, on peut lire : « Dans toutes les classes conservatrices, aussi bien chez les négociants et industriels que dans les hautes régions de la finance, régnait un mélange de consternation et d'irritation... Ce que désire avant tout le monde des affaires, c'est un gouvernement qui soit décidé à résister énergiquement aux progrès du radicalisme et à en empêcher le triomphe aux élections générales. »

2. L'Assemblée vient, en effet, de prendre un mois de congé.

3. Il s'agit du *Français*.

caractère de l'homme. D'autre part, M. Thiers passe pour tenir beaucoup au pouvoir. Cela peut lui donner la souplesse nécessaire pour se réconcilier avec la majorité. Dans une pareille situation, l'attention et l'abstention sont à conseiller dans les affaires.

Dans la mesure, qui est probablement grande, où Gustave prend Alfred Deseilligny pour mentor, dans la mesure qui semble plus grande encore où leur désarroi et leurs hésitations traduisent ceux de certains secteurs de l'opinion de la grande bourgeoisie, s'éclaire alors la scission Target, le retour au bercail orléaniste d'une partie des gens d'affaires, retour qui ne signifie pas pour autant une conversion systématique à la cause monarchique. Une peur, davantage, une panique sociale les habite.

La *Revue politique et littéraire* du 31 mai 1873 notait précisément, en guise de commentaire de la défection Target-Alfred Deseilligny : « Déclarer à la tribune qu'on veut la République conservatrice avec M. Thiers, et qu'on votera néanmoins pour l'ordre du jour qui doit obliger M. Thiers à se retirer, c'est assurément fort mal parler et fort mal raisonner. Il faut être bien troublé et bien épouvanté pour commettre une pareille erreur de logique<sup>1</sup>. »

Brogie raconte dans ses *Mémoires* que dans la soirée du vendredi 23 mai Thiers reçut la visite de Target, que ce dernier lui mit un marché en main ; son vote, et celui de ses amis, contre une sérieuse épuration de fonctionnaires. La réponse négative de Thiers aurait entraîné la décision de Target. Cet incident classique de la vie parlementaire n'a rien qui étonne ; mais on ne peut le comprendre comme cause profonde de la scission. Il est l'occasion, le prétexte de la rupture.

Si certains notables de la banque, de l'industrie et du négoce défendent encore en Thiers, le 24 mai, une politique qui reste la leur — la politique du compromis raisonnable, le refus de la solution monarchique qui leur apparaît aventureuse — d'autres, et les Deseilligny en sont, sacrifient l'inconstant vainqueur des Communards, qui est en coquetterie aujourd'hui avec la gauche ; ils ne voient pas, ne peuvent pas prévoir au delà du péril immédiat ; ils n'ont pas un plan tout prêt de restauration monarchique ; beaucoup d'entre eux ne sont plus monarchistes, certains ne l'ont même jamais été profondément. Dans l'immédiat : l'ordre restauré, un « sauveur », Mac-Mahon ; dans l'avenir : la prolongation du provisoire sur le plan politique, et l'expectative sur le terrain financier : voilà l'idéal à courtes vues des vainqueurs du 24 mai.

Ce n'est pas, du côté des « thiéristes quand même », que l'on soit tout à fait rassuré par l'élection Barodet ; il s'en faut de beaucoup sans doute ; mais la force politique ne consiste-t-elle pas précisément dans le réalisme ? C'est là que se révèle l'intelligence manœuvrière de Thiers et de ceux qui le suivent. On voit, dans le *Journal des Débats* du 6 mai, le banquier Casimir

1. T. IV, p. 1143. C'est nous qui soulignons les dernières formules.



Périer et l'industriel Féray ne pas être effrayés d'une issue républicaine<sup>1</sup>. Les masses étant républicaines, il apparaît sage, à certains grands bourgeois, pour le maintien de l'ordre, de ne pas se couper d'elles. Il sera aisé, dans la suite, de tailler le régime selon le goût des gens d'affaires et de l'investir solidement. Il est certain que l'on doit comprendre la fidélité thiériste et républicaine du Centre-Gauche, après l'élection Barodet, comme le signe d'un profond optimisme social. « Grâce à la solidité de sa foi conservatrice, Thiers ne croit pas au péril social ; il juge la société, les institutions économiques ou civiles de son temps indestructibles<sup>2</sup>. » Il ne s'agit pas seulement de Thiers, mais d'une partie importante des milieux d'affaires.

Troisième époque : de la fin mai à la fin octobre 1873, époque de l'échec des tentatives légitimistes.

Mais époque aussi — la liaison n'a pas encore été faite — où la crise internationale, la tornade bancaire et boursière partie d'Autriche en mai, gagne ensuite, quoique inégalement, tous les marchés financiers.

La conjoncture ne devient pas favorable aux efforts des monarchistes et l'on assiste à l'évolution suivante : le monde des affaires, dans son ensemble, accepte le fait accompli, la chute de Thiers ; il est, en effet, très vite rassuré, et même séduit, par la composition du cabinet de Broglie ; après la panique, le raffermissement. Une restauration est-elle en vue ? Mais le marasme industriel et l'atonie financière généralisés, évidents en France dès juin, rendent dangereux, aux yeux de nombreux intérêts, les projets légitimistes. Les fidèles de Chambord offrent l'aventure, une aventure qui pourrait avoir de graves répercussions sociales, à des milieux inquiets de la baisse générale des valeurs. L'intérêt économique semble renforcer certaines répugnances politiques et certaines craintes d'ordre social. Cependant, jusqu'aux derniers jours décisifs d'octobre, les milieux d'affaires restent divisés et, par-dessus tout, hésitants. L'affaire du drapeau blanc fait le reste : c'est soulagés, mais peu rassurés sur l'avenir, que les Centres bâtissent ensemble le Septennat<sup>3</sup>.

La correspondance de Gustave Deseilligny, complétée par quelques lettres de Mazerat, est très explicite sur ces différents points.

1. Robert DREYFUS, *La République de M. Thiers*. N. R. F., 1930, p. 326.

2. M. LAJUSAN, art. cité, p. 46.

3. Nous ne pensons pas, en conséquence, que les analyses du marquis DE ROUX (*Origines et fondation de la Troisième République*. Bernard Grasset, 1933) concernant les milieux financiers (voir p. 209 en particulier) soient exactes. Il affirme : « Les intérêts alarmés espèrent de la royauté restaurée la reprise des affaires et de la prospérité. Là-dessus, les financiers sont unanimes. » Nous allons voir que cette affirmation ne correspond absolument pas à la réalité. D'ailleurs, l'auteur n'avance aucune preuve ; il laisse seulement entendre (p. 225) qu'Alphonse de Rothschild joue à cette époque le jeu monarchique et qu'il fait pression en ce sens sur le *Journal des Débats*. En est-on certain ? Léon Say, rothschildien bien connu, reste fermement Centre-Gauche en 1873. Et d'ailleurs les combinaisons tactiques d'Alphonse de Rothschild, à supposer qu'elles aient existé, ne justifieraient pas des généralisations hâtives.

*Le 27 mai*, trois jours après la chute de Thiers, et une fois constitué le cabinet de Broglie :

Dans la crise que nous venons de traverser, l'issue des débats ouverts vendredi était fort douteuse. Les deux partis en présence étaient d'égale force et, dans cette stratégie parlementaire si délicate, il suffisait d'une maladresse, d'un faux mouvement, pour déterminer la victoire. L'attaque contre le gouvernement a été menée avec une habileté remarquable<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, la nomination du maréchal Mac-Mahon, sue à Paris dans la soirée de samedi, assez tard, a été accueillie dimanche avec une vive satisfaction. On peut blâmer la composition du cabinet ; certains lui reprochent d'être hétérogène ; il est formé, il est vrai, des diverses nuances du parti conservateur... Mais tout disparaît devant deux noms : Mac-Mahon et Magne ; le premier, c'est la légalité énergique et rigoureuse, le maintien de l'ordre quand même, sans pactisation avec les agitateurs parlementaires ou extra-parlementaires ; Magne, c'est l'ordre dans les finances, la libération assurée à bref délai, l'organisation patiente des recettes budgétaires. Pour beaucoup de gens, ces deux garanties de l'ordre matériel et de bonnes finances sont suffisantes quant à présent, surtout au lendemain d'une panique qui s'annonçait devoir être très intense. On commence à faire revenir son argent, à revendre les valeurs étrangères qu'on s'était hâté d'acheter ; la confiance renaît et on se remet aux affaires.

C'est le langage connu des hommes d'affaires rassérénés ; c'est aussi, à l'intention des sympathies Centre-Gauche qui sont prépondérantes à la tête du Crédit Lyonnais, une sorte de légitimation du guet-apens Target-Alfred Deseilligny. Mais l'euphorie, assez vite, s'estompe.

*Le 3 juin* : L'élan de satisfaction d'il y a huit jours a momentanément fait place à une attitude plus expectante ; on réserve son jugement sur les tendances et les actes du nouveau cabinet, dont la tactique paraît être de gagner du temps le plus possible, d'ajourner à la rentrée d'automne toute discussion politique, de se concentrer uniquement dans des questions d'affaires...

Gustave Deseilligny se demande si les projets financiers de Magne, ardemment discutés entre banquiers, viendront à bout des moins-values budgétaires, évaluées à 133 millions. Supprimera-t-on l'amortissement du prêt consenti par la Banque de France à l'État ?

M. Germain admettrait ce moyen, mais il est repoussé par l'opinion générale comme nuisible au crédit du pays.

La Banque de France, on s'en doute, ne veut pas en entendre parler.

Une idée qui fait son chemin, c'est la nomination de Mac-Mahon pour cinq ans comme président de la République. L'idée est prônée par le Centre-Gauche ; mais la majorité craint de se diviser sur ce point. La situation de la place est un peu

1. Gustave Deseilligny s'est gardé, semble-t-il, de donner aux Lyonnais aucune précision écrite sur les circonstances de la scission Target-Alfred Deseilligny.

chargée et troublée par les derniers événements, ce qui a motivé une réaction dans les cours.

Le Crédit Lyonnais, qui est rentré dans la rente après la chute de Thiers pour profiter du mouvement de hausse, est donc, lui aussi, « expectant ».

*Le 10 juin*, les soucis budgétaires inquiètent toujours les gens d'affaires : avec quoi

rétablir les garanties d'intérêts des chemins de fer, qu'on a demandées à l'emprunt par voie détournée depuis deux ans, environ 35 millions ?

Certes :

le gouvernement affirme une politique ferme et franchement conservatrice, en évitant à la Chambre les discussions sur les points constitutionnels. Le travail d'épuration des fonctionnaires est commencé et paraît s'effectuer d'après des principes sages et sans parti pris... Tout cela semblerait devoir amener une montée progressive des cours. Cependant, on constate une certaine atonie, une absence totale d'affaires, et même le ralentissement des achats du comptant<sup>1</sup>. Conséquence, disent les uns, de la rareté de l'argent, de la crise monétaire anglaise, de la crise de spéculation allemande ; d'autres disent que l'appauvrissement de la France se fait sentir après le paiement de tant de milliards. La situation est aussi la suite des fortes ventes de titres faites par l'étranger après les derniers événements... La hausse ne nous paraît pas aussi certaine à bref délai que nous l'avions espéré un moment.

*Le 17 juin*, le marasme se confirme :

La discussion sur la circulaire Pascal a révélé une majorité plus nombreuse qu'on ne l'espérait en faveur des idées franchement conservatrices. La fin de la session sera remplie par la loi militaire... Dans ces conditions, la Bourse a devant elle une ère de calme qui semble propice à la hausse, et cependant les cours sont plutôt flasques. Il semble que le public a pris une position expectante. Le marché, à peu près abandonné à lui-même, est sans ressort.

Deseilligny n'en attend pas moins la hausse « patiemment ».

Mais vient juillet : il est clair alors que, si la situation politique paraît, du moins provisoirement, stabilisée, la situation économique générale est peu engageante.

*Le 1<sup>er</sup> juillet* : C'est dans des conditions tout à fait étrangères à la politique qu'il faut chercher la raison de la faiblesse des cours de la rente depuis quelque temps. Il n'y a rien dans la situation politique qui puisse motiver de la baisse.

Deseilligny en est réduit toujours à « espérer une amélioration des cours par suite d'une moindre rareté de l'argent ».

1. On voit, en passant, l'importance des avantages donnés aux Compagnies par l'État depuis les conventions de 1859.

2. Il s'agit des achats de rente française en Bourse.

Mais le mal n'est pas localisé dans le circuit de l'argent ; il vient de plus loin, de la production elle-même qui s'est ralentie. Deseilligny découvre que le marasme en Bourse n'est que la traduction d'un malaise d'ensemble.

*Le 15 juillet :* Les débats à l'Assemblée ont pris depuis quelques jours une certaine âpreté. La gauche multiplie les attaques de détail... Cependant, le monde des affaires nous paraît se préoccuper assez peu des affaires politiques. Ce qui frappe le plus les esprits, c'est l'espèce de torpeur, de lourdeur, dans laquelle se maintiennent presque toutes les branches de commerce, y compris le placement des titres et de toutes espèces de valeurs. On constate généralement une grande rareté de l'argent. Les sociétés financières font peu d'affaires ; on se plaint de manquer de commandes ; de là un malaise général qui explique la difficulté qu'a la rente de monter.

*Le 22 juillet :* La reprise des luttes politiques est ajournée à la rentrée parlementaire. Cette trêve dans les discussions politiques devrait être bonne pour les affaires... A la Bourse, on est désintéressé de la politique et les cours répondent à d'autres mobiles ; le marché est toujours dans la même atonie. Nous continuons lentement et prudemment la vente de nos rentes.

Mais à la trêve à laquelle aspirent les milieux financiers, inquiets de la crise, les légitimistes substituent leurs projets chimériques : ils vont tout à fait à contre-courant de l'attente de nombreux grands bourgeois ; ceux-ci, Crédit Lyonnais en tête, réalisent peu à peu leurs stocks de rentes. Le 29 juillet, Gustave Deseilligny continue à signaler :

le manque absolu d'affaires à la Bourse et la baisse. D'une façon générale, dans tous les commerces et toutes les industries on se plaint du manque d'affaires.

Il ne parle que de « lenteur » et de « patience » nécessaires. Le 5 août, les préparatifs légitimistes l'inquiètent :

Nous ne croyons pas qu'il y ait rien de sérieux dans les bruits de fusion et d'entente monarchique et nous regrettons seulement de voir là une cause d'agitation nouvelle pour les esprits. Ce qui nous paraît toujours le plus probable, c'est la nomination de Mac-Mahon pour cinq ans à la rentrée. Nous croyons que le ministère est actuellement favorable à cette solution et qu'au moment voulu on ralliera à ce sujet une majorité suffisante.

La persistance de la solution Mac-Mahon est remarquable. Deseilligny montre par là qu'en août les préparatifs monarchiques semblent peu pris au sérieux dans son milieu.

En août et septembre, Gustave Deseilligny est « aux bains de mer », et c'est Mazerat qui déclare le 26 août le remplacer pendant son absence. Il nous confirme que la solution du Septennat a été de longue date prévue.

Depuis huit jours, les idées monarchiques ont évidemment perdu du terrain... On se reporte davantage vers la consolidation et la prolongation des pouvoirs du maréchal Mac-Mahon.

Le 9 septembre, il note « la persistance des conversations monarchiques ». A la crise économique s'ajoute l'agitation des fidèles de Chambord. D'où la mise au point du 16 septembre, vigoureux témoignage des vœux du monde financier.

Dans le public, le courant monarchique ne nous semble pas faire de progrès. Nous constatons même, dans le monde des affaires, un mouvement d'opinion prononcé en faveur du maréchal de Mac-Mahon. Il est vrai que parmi les banquiers l'élément protestant, d'une part, et juif, de l'autre, sont dominants, et que tous deux ont de l'antipathie pour les idées que représente le comte de Chambord. Ajoutons qu'une restauration monarchique est un acte difficile à consommer, qui peut faire naître des troubles, provoquer même une guerre civile, et que les gens d'affaires n'aiment pas ces éventualités. Ils préfèrent donc de beaucoup la solution plus simple et plus facile consistant à proroger, pour une certaine période, les pouvoirs du président actuel.

Cependant, les légitimistes s'entêtent. Mazerat, le 6 octobre, s'étend sur les querelles intestines des royalistes, signale « une discussion assez vive, samedi chez Mr Aubry<sup>1</sup>, entre Mr le duc d'Audiffret-Pasquier et Mr Lucien Brun<sup>2</sup> sur la question du drapeau ». Le sentiment de Mazerat c'est que « du côté du comte de Chambord les choses sont moins avancées qu'on ne le supposait ». Cependant, il croit pouvoir prédire « la marche vers la restauration de la monarchie ».

La correspondance parisienne semble refléter, en effet, à partir de ce 6 octobre, un changement d'orientation. Le courant monarchiste gagne des points dans les milieux d'affaires, à la Bourse et chez certains grands banquiers. Qu'on en juge.

Le 7 octobre, Deseilligny, rentré, reprend :

La ligne de conduite de Chambord est un secret. La tendance des esprits vers ce que l'on appelle une solution, vers l'établissement de quelque chose paraissant plus stable que la forme actuelle du gouvernement, s'accroît de plus en plus. La prolongation des pouvoirs du maréchal Mac-Mahon a perdu beaucoup de terrain. C'est une solution qui est considérée tout au plus comme un pis-aller au cas où l'on ne pourrait s'entendre immédiatement avec Chambord. Si Chambord promet le drapeau tricolore et un gouvernement libéral, il aura une majorité. S'il ne dit rien, c'est alors fort douteux.

Ce que craint surtout Deseilligny en cas d'échec de la restauration, c'est la division des conservateurs, la porte ouverte à la gauche :

Si M. Thiers revenait au pouvoir avec l'appui de la gauche et des radicaux, en cas de division des forces conservatrices, ce serait 5 fr. de baisse sur la rente.

Il est clair que les grands bourgeois ont peur que leurs divisions laissent la voie libre aux poussées populaires.

1. Probablement le banquier parisien de la maison « Donon, Aubry et C<sup>ie</sup> ».

2. Avocat légitimiste.



On en arrive alors aux ultimes semaines des préparatifs monarchiques. « Que dit Chambord ? » C'est la première question à la Bourse et dans tous les endroits où s'élabore la politique d'une nation, que se posent les interlocuteurs matinaux. Mais la seconde concerne l'évolution des difficultés commerciales. Le 7 octobre, Mazerat avance une grave nouvelle : « La Banque de France aurait manifesté l'intention d'apporter certaines restrictions aux escomptes. »

Le 12 octobre, il note d'abord que les élections partielles — républicaines — du 11 ont fait baisser la rente de 1 fr. 15 ; il constate en même temps

la décroissance des espérances monarchiques et le découragement de la spéculation qui, à tort ou à raison, croit voir diminuer les chances qu'elle avait escomptées.

Il poursuit :

Chambord semble avoir refusé jusqu'à présent d'adhérer au drapeau tricolore ; mais on le suppose plutôt qu'on ne le sait. Chacun en est réduit aux conjectures... Nous ne partageons pas cependant les inquiétudes de beaucoup. Nous croyons toujours que la majorité conservatrice ne se désagrègera pas et que, de façon ou d'autre, elle donnera à la crise actuelle, dès le mois prochain, une solution qui garantira l'ordre et satisfera les intérêts. Nous comptons que la majorité conservatrice opérera avec autant de décision que le 24 mai.

Sur le plan financier, « on parle de l'élévation du taux de l'escompte » et « l'état des places étrangères est toujours mauvais. La crise de Vienne ne diminue pas, celle de Berlin augmente de plus en plus ».

Ainsi dans les milieux bancaires, si la confusion règne sur le meilleur choix politique à faire, la solution de rechange reste prête ; les plus considérables des hommes d'argent sont même certains que l'on pourra toujours, finalement, en venir là, à la pure et simple prolongation du provisoire. Mais la faune bigarrée et versatile de la Bourse, « la spéculation », parie pour Chambord, avec l'état d'esprit du joueur, avec témérité, par simple esprit de lucre : si la restauration réussit, c'est la stabilité — dans l'immédiat — une flambée de hausse, de fructueuses opérations possibles.

A la mi-octobre, la conjonction de la crise économique et financière et de l'agitation légitimiste est à son point culminant. Le 14 octobre, le taux de l'escompte est élevé à 6 % à Paris et à Londres. La Bourse a réagi par la baisse, et ce sont les sociétés de crédit qui ont été les plus touchées<sup>1</sup>.

Journées dramatiques ; le 15 octobre Mazerat annonce :

Le bruit circulait hier que Chambord acceptait le drapeau tricolore.

Mais le 17 :

L'incertitude est toujours très grande et les avis sont partagés sur les chances

1. Lettre de Mazerat du 14 octobre.

de restauration d'Henri V. J'ai vu suivant votre désir M. de Soubeyran<sup>1</sup>. Il est personnellement fort hésitant, plutôt encore incrédule, sans méconnaître toutefois qu'il existe dans le camp monarchique de sérieux éléments de réussite. Il a vu hier soir Mr de Chesnelong : Chambord accepterait la Constitution votée par l'Assemblée. Le drapeau serait l'un des articles de cette Constitution, donc ne provoquerait pas de la part du roi une adhésion spéciale... Les royalistes auraient-ils une majorité suffisante? C'est encore douteux. On a commis ces derniers temps beaucoup de fautes; mais le succès n'est pas impossible... Tout cela est encore bien confus.

Le 18, les spéculateurs en Bourse sont à l'optimisme :

Les cours, écrit Mazerat, reflètent les progrès du courant monarchique. Nous voici revenus à 95 fr. Les nouvelles rapportées de Salzbourg sont favorables. Chambord s'en remet à la Chambre pour la Constitution; il se montre libéral sur tous les points. Les événements paraissent se précipiter. On va probablement convoquer l'Assemblée pour le 27.

Renseigné aux bonnes sources, Mazerat va jusqu'à citer les termes du futur décret relatif au rétablissement de la royauté :

*Article 1* : la monarchie héréditaire, constitutionnelle et nationale, est rétablie en France; *Article 2* : Henri de Bourbon est appelé au trône; *Article 3* : le drapeau tricolore reste le drapeau national. Il ne pourra y être apporté de modification que du consentement du Roi, de l'Assemblée et du pays.

On espère que le projet de décret ci-dessus obtiendra la majorité et l'on se prépare à le faire appuyer par des mesures très énergiques, notamment la proclamation de l'état de siège dans toute la France. On avise aux dispositions militaires que réclame l'exécution de ce plan.

Des voix autorisées se sont élevées, et s'élèvent cependant dans les lieux d'affaires, les voix du bon sens, qui pensent au fond qu'une restauration ne vaut pas les hasards d'une guerre civile où l'on risquerait de voir conjugués mouvements ruraux et urbains; le 22 août, Henri Germain, au Conseil général de l'Ain, a parlé en faveur du drapeau tricolore et du Maréchal, contre « le drapeau de Frohsdorf »; le 20 octobre, Léon Say, de la tribune des *Débats*, s'est déclaré nettement contre la monarchie, après avoir adressé, le 2 octobre, aux membres du Centre-Gauche sa circulaire célèbre où il n'hésite pas à se ranger parmi « les fils de la Révolution ». Dans le gouvernement, Magne, sensible aux rumeurs qui montent de la Haute Banque israélite et protestante, est « réellement opposé aux projets monarchiques », dit Mazerat le 20 octobre. « La lutte est engagée à fond entre la monarchie et la république. Quelques députés se croient obligés de prendre parti dès à présent. D'autres, mieux avisés, se réservent, comme M. Target. » Le 22, Mazerat a revu de Soubeyran qui « est sûr aujourd'hui du succès monar-

1. Financier important, sous-gouverneur du Crédit Foncier depuis 1860, député de droite à l'Assemblée nationale, ancien candidat officiel de l'Empire.

chique » ; mais Alfred Deseilligny, lui-même, le ministre, lui semble « hésitant ». — Ceci après la réunion du Centre-Droit où l'accord de Chambord avait pourtant été donné comme formel...

C'est le 4 novembre que Gustave Deseilligny, reprenant la plume, commente, pour ses collègues de Lyon, les événements décisifs, la lettre de Chambord, l'effondrement légitimiste :

La lettre a mis en désarroi tous les projets de restauration. On s'est rabattu, comme nous l'avions prévu en cas d'insuccès des projets monarchiques, sur la prolongation des pouvoirs du maréchal. On paraît s'être mis d'accord sur dix ans. Le cabinet nouveau une fois nommé, la bataille paraît devoir s'engager très chaude entre les deux parties de la Chambre, notamment sur la question de la durée de la Chambre actuelle, des élections partielles et des lois constitutionnelles. Il est difficile de prévoir quel sera le résultat final de ces discussions d'où le Centre-Gauche, manœuvré par Thiers, espère beaucoup voir sortir le succès de ses idées, c'est-à-dire la dissolution de la Chambre et des élections nouvelles. Le Maréchal a l'intention de venir lui-même lire à la Chambre son message qui fera allusion à la nécessité de constituer un pouvoir stable, et entouré de grandes prérogatives pour se défendre contre le désordre. La Bourse est en ce moment sous l'impression des difficultés financières. Il est donc impossible de chercher dans les cours une impression politique. Il faut s'armer de patience et avoir confiance dans le bon sens de la majorité parlementaire.

En ce début novembre 1873, à la fin de la troisième époque, quelques grands faits peuvent être mis en évidence. La querelle des drapeaux semble loin d'avoir été seule en cause. La crise d'abord, incontestablement, accapare les soucis des gens de finance, d'industrie, de commerce ; « l'obligation de faire des profits » est exclusive pour eux de toute autre considération ; quand le bénéfice est menacé, l'heure n'est point à des chimères politiques. Toute une classe semble aspirer en août et septembre à la conservation, à la stabilité, à la prudence ; la crainte des masses populaires, ensuite, est un élément que le monde financier n'écarte pas de ses calculs ; cette crainte semble faire beaucoup pour rendre certains hommes d'affaires sceptiques quant aux chances de réussite du coup de dés légitimiste. Le « torrent » est rentré dans son lit le 28 mai 1871 ; l'État est garanti par la présence d'un militaire docile. A quoi bon une dangereuse initiative ?

Bien sûr, l'acharnement des mystiques de la royauté, l'évaluation arithmétique du rapport des forces sur le seul plan parlementaire, l'assurance de l'appui de l'État-Major, font que, dans la confusion des multiples faits quotidiens et dans le vague des nouvelles venues de Frohsdorf, certains grands bourgeois hésitent, tels Soubeyran, Mazerat ou Alfred Deseilligny lui-même. Dans la première quinzaine d'octobre, les partisans de la restauration gagnent même incontestablement du terrain.

Des rivalités de groupes d'affaires n'entreraient-elles pas d'ailleurs en ligne de compte ? Ou la prudence calculée de quelques habiles, volant au secours des vainqueurs possibles ? La Bourse, dans l'automne, a des pous-

sées de sympathie monarchique ; mais il s'agit de « la spéculation », comme le précise Mazerat, terme qui sous la plume d'un grand banquier de l'époque a un sens très précis. La « spéculation », c'est la masse des boursicoteurs, intermédiaires, agents de change de seconde catégorie, aventuriers du jeu d'argent ; il peut s'y glisser un grand nom, un banquier qui commet quelque coup imprudent et se laisse entraîner dans des plans hasardeux (songeons au Philippart de 1873-1875 ou au Bontoux de 1878-1882). Mais les financiers importants font soigneusement la distinction entre « la spéculation » et eux ; là, c'est le coup de chance, l'imprudence mal calculée ; ici, c'est la prudence, la patience des « grands intérêts ». Aussi ne faut-il pas confondre les soubresauts boursiers et les spéculations monarchiques des boursicoteurs avec les calculs à longue portée des grands banquiers. Pour une large fraction des milieux d'affaires, si l'on met à part les républicains optimistes, genre Henri Germain et Léon Say, et la « spéculation » qui joue la carte monarchique dans des perspectives de coups de Bourse à courte échéance c'est l'hésitation qui domine, pendant les semaines d'octobre.

La lettre de Chambord vient d'un coup mettre un terme aux craintes, aux espoirs, aux combinaisons. Par son caractère théâtral, elle apparaît comme le triomphe du hasard. La restauration était jugée possible par les milieux grands bourgeois ; désormais, elle ne l'est plus. Le verdict d'un homme y a suffi.

Mais ne peut-on pas faire des réflexions d'un autre ordre ?

La décision de Chambord, dans son entêtement romantique, ne sanctionne-t-elle pas finalement un état de fait ? La société française est-elle prête à accepter la parure royale ? Ni les masses paysannes, ni les foules ouvrières, ni la petite et moyenne bourgeoisie bigarrée, ni la totalité des dispensateurs du crédit ne semblent être partisans du retour de la monarchie légitime.

L'échec des projets de restauration peut-il alors être mis uniquement sur le compte d'une tactique politique qui aurait été defectueuse ou de l'obstination maladroite d'un prince ? Cet échec est-il explicable uniquement par les rivalités d'équipes, Centre-Droit, Centre-Gauche, et orléanistes contre légitimistes ?

Il semble pouvoir être replacé dans un contexte social qui, sans faire disparaître pour autant les éléments traditionnels de l'explication historique, permet d'en mieux voir les articulations. En dernière analyse, c'est le rapport des forces entre les classes qui décide de l'issue historique ; la poignée de notables campagnards, avocats romantiques de province et hommes de Bourse à l'affût de gains faciles ne peut rien contre les volontés ligüées, quoique diversement exprimées, de l'écrasante majorité de la nation.

Cette majorité comprend toutes les catégories sociales du monde nouveau, dressées contre l'ancien qui tente de se survivre ; diverses, opposées consciemment sur le plan social, les couches nées du développement des forces capitalistes, ou celles qui depuis longtemps, dans les campagnes, ont

été pénétrées et transformées par ces forces, rejettent cependant ensemble, avec le drapeau blanc, un anachronique retour aux formes de l'Ancien Régime. Contre une résurrection possible de l'aristocratie, toutes les forces de la société bourgeoise font barrage. De vieux souvenirs ressurgissent, des réflexes fin du XVIII<sup>e</sup> siècle reparaissent<sup>1</sup>. « Nous allons avoir tout à défendre, nos libertés, notre état social, nos principes, qui sont devenus ceux du monde entier », dit Thiers<sup>2</sup>.

Mais qui met en branle l'ensemble de ces forces? Non pas les équipes dirigeantes de la grande bourgeoisie, mais les masses populaires rurales et urbaines et, particulièrement, la classe ouvrière dont les mouvements encore tout spontanés sont suivis avec une extrême attention par l'état-major bancaire. Les couches dirigeantes sont aussi dirigées, d'en bas. Elles peuvent elles-mêmes n'en avoir qu'une conscience atténuée. C'est cependant par rapport aux masses qu'elles déterminent leurs choix politiques. Il est sage de s'adapter aux aspirations politiques du prolétariat et des bataillons obscurs des campagnes. Le peuple impose à la bourgeoisie d'avoir une tactique. Il reste, si éloigné qu'il soit des hautes sphères, si diminuées que soient ses forces par la répression versaillaise, un acteur qu'on ne peut ignorer. Progressivement, tout l'ensemble de la bourgeoisie se résignera à la République, plus qu'elle ne l'acceptera. Mais, si elle se laisse imposer la forme de l'État, c'est parce qu'elle est sûre d'en imprégner le contenu.

Quatrième et dernière époque, l'hiver 1873-1874, l'époque de la confusion prolongée : l'inévitable République, perspective vers laquelle tous les notables marchent à reculons — et pas seulement les hobereaux de province — érase l'horizon politique; mais les premières éclaircies dans la situation économique vont rendre possible et nécessaire l'abandon du provisoire et la fixation du régime.

Gustave Deseilligny, le 11 novembre 1873 :

Le caractère principal de la situation politique présente est une grande incertitude. La Chambre est partagée en deux camps à peu près égaux. Les lois constitutionnelles sont le champ de bataille choisi. La droite veut proroger Mac-Mahon sans parler des lois constitutionnelles, la gauche ne veut pas entendre parler de la prorogation sans réserve... L'opinion la plus répandue est que M. de Broglie ne pourra pas conserver la présidence du Conseil. Mais on se demande avec inquiétude quel sera le chef du nouveau cabinet.

Mais, le 2 décembre, après le Septennat voté le 19 novembre :

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu quant à présent d'attacher trop d'importance aux petits faits quotidiens de la lutte parlementaire. La situation générale est bonne. La confiance semble revenue depuis la nomination de Mac-Mahon et

1. Daniel Halévy en a souligné d'étonnants dans certains bourgs ruraux.

2. Cité par D. HALÉVY, *La fin des notables*, t. II, p. 69.



la détente des difficultés financières à l'étranger. Il ne serait pas surprenant que nous entrions dans une période de hausse.

On ne peut comprendre, il est vrai, ce retour à l'espoir, sans savoir que les liaisons financières internationales importent beaucoup à la prospérité des marchés financiers nationaux et régionaux. Sans même parler de la présence physique à l'étranger des succursales bancaires, il y a le flux et le reflux permanent, par-dessus les frontières, des « portefeuilles », des « acceptations », des « comptes-courants » — reflets sur le plan de la technique bancaire, des mouvements du commerce international. Il y a aussi l'agencement raisonné des « reports » et des « arbitrages » en Bourse, formes spéculatives des placements à court terme des disponibilités bancaires ; il y a, enfin, les mouvements de numéraire de nation à nation qui ont été si importants pour accélérer le paiement des 5 milliards dus à l'Allemagne victorieuse — paiement terminé le 5 septembre — le calcul des risques des changes, quand la monnaie passe d'un marché financier à l'autre... On comprend alors que, si le ciel s'éclaircit aux Bourses germaniques, toutes les places du monde se rassèrent et que la grande banque française, sans restriction, se rallie au provisoire Septennat, qui a la chance de coïncider avec une accalmie de la crise bancaire.

Mais la politique, de longs mois encore, va contrecarrer l'aspiration des milieux d'affaires à la stabilité. Gustave Deseilligny s'en plaint le 23 décembre :

La situation politique est toujours expectante ; des orages sont en vue, pour le moment où les diverses lois constitutionnelles seront mises en discussion. La Bourse maintient ses cours presque sans changement.

Le 6 janvier 1874, il déplore « les discussions irritantes » que laisse prévoir le retour de la Chambre.

Le 3 février 1874 :

La situation financière s'est un peu détendue, mais l'atonie du marché persiste et l'incertitude politique continue à y être pour quelque chose.

Il s'agit de « la renaissance des menées monarchiques » et des retentissements du Kulturkampf bismarckien.

Le 10 février, Deseilligny veut espérer que les

conspirations monarchiques, dont on faisait grand cas, paraissent se réduire à quelques arguties de mots : « Chef de l'État », au lieu de « Président de la République ». Les paroles du Maréchal affirmant la volonté d'améliorer la situation du commerce parisien ont fait bon effet.

En février, la banque continue alors à réduire son stock de rentes. Mais vient mars — et le dernier rapport de Gustave Deseilligny que nous possédons, daté du 10 :

Nous assistons à un soudain réveil de la hausse, entièrement due au déborda-

ment de l'argent disponible ; cet argent, provenant partie de l'épargne, partie du fonds de roulement du commerce et de l'industrie rendu disponible par la stagnation des affaires, trouvait jusqu'ici un placement avantageux dans les reports. Le classement progressif de l'emprunt<sup>1</sup>, accéléré par le paiement des coupons de janvier, débarrassé de toute concurrence par les embarras financiers en Espagne, Turquie, Égypte, Pérou, État-Unis (qui ont momentanément éloigné le public de ce genre de placement), a enlevé aux reporteurs la possibilité de contribuer à faire valoir leur argent à gros intérêt et ils ont dû se mettre en quête de nouveaux placements. Beaucoup ont dû opter pour des achats de rente, encouragés par le calme relatif de la politique intérieure et extérieure : la rente a bondi de 93 fr. 50 à 95. Beaucoup pensent que le pair ne peut manquer d'être atteint dans un délai de six mois à un an.

Le Crédit Lyonnais arrête alors ses réalisations et garde — toujours provisoirement — un stock de 1.500.000 francs de rentes.

On entrevoit l'époque où commencera la discussion des lois constitutionnelles. On ne désespère pas de trouver un terrain d'entente entre la majorité et une partie du Centre-Gauche,

conclut Gustave Deseilligny.

Il est sûr, dans de telles conditions, que s'éclaire alors la position Centre-Gauche, et le ralliement progressif et définitif, en 1874, de toute la masse des milieux d'affaires à la solution républicaine. C'est en juin que se placent les gestes spectaculaires des parlementaires Centre-Gauche en faveur d'une telle solution (l'ordre du jour des 90, du 7 juin ; la proposition Casimir Périer, du 16). Certes, comme Thiers le dira à Marcère à la fin mars 1877 : « La bourgeoisie se résigne à la République plus qu'elle ne l'accepte<sup>2</sup>. » Mais la conjoncture boursière vers la hausse, esquissée en novembre 1873, évidente en mars 1874, et sa continuation les mois suivants — la rente sera à 99 fr. 60 à la Bourse du 2 septembre<sup>3</sup> — rend absolument nécessaire, pour le monde financier lassé des incertitudes et des attermolements orléanistes, la stabilisation politique. En 1874, les grandes banques accumulent d'exceptionnels bénéfices, grâce à des réalisations de rentes françaises<sup>4</sup>. La République bourgeoise peut et doit être enfin établie, pour la satisfaction des grands intérêts.

C'est cette réaction d'ensemble des milieux d'affaires, ajoutée aux manifestations antérieures de la volonté des masses, qui va orienter les débats parlementaires du printemps 1874 aux semaines décisives de janvier-février 1875. Les hésitations des individus, les habitudes mentales enracinées, les craintes devant le mot et le fait République, la dérisoire majorité Wallon, tous ces réflexes de surface, ces actes connus des fluctuations parlementaires

1. C'est-à-dire la stabilisation des titres entre des mains qui les conservent et n'en font pas trafic en Bourse : la masse des petits et moyens rentiers.

2. LAJUSAN, art. cité, p. 50.

3. Lettre de Mazerat du même jour.

4. Le Crédit Lyonnais voit ses bénéfices nets passer de 1873 à 1874 de 4,8 à 13,5 millions.

ne suffisent pas à masquer les forces sociales supérieures aux choix individuels, forces sociales qui ont finalement prévalu en faveur du « risque » républicain. D'ailleurs, l'esprit utilitariste, pragmatiste — n'oublions jamais « l'obligation de faire des profits » — des gens d'affaires peut d'autant mieux s'adapter au ralliement républicain, qu'ils n'auraient point tout perdu, en cas de réussite des monarchistes. Le grand capital, enraciné à la fois dans les deux Centres, a des alliances jusque dans les rangs légitimistes. Le moment venu, plus tard, on le verra pousser ses avancées dans une nouvelle direction, vers la gauche. En tant que classe, sa puissance lui laisse une liberté de manœuvre incomparable. C'est bien la « belle époque » du capitalisme.

Les origines lointaines du ralliement du « monde de la finance » à la forme républicaine de l'État datent ainsi des premières années du régime. Les emprunts de 1871 et 1872 ont créé le climat de confiance ; la conjoncture économique et politique de 1873-1874 a rendu ensuite nécessaire l'acceptation du fait République. Lorsque, sous les auspices de « l'opportunisme », les monarchistes auront cédé la place au personnel républicain dans les secteurs essentiels de l'appareil d'État, le plan Freycinet, les conquêtes coloniales de Jules Ferry, les conventions de 1883 avec les compagnies ferroviaires noueront encore de plus solides liens entre le monde politique républicain et le monde des affaires.

\* \* \*

Il nous semble que les témoignages des Deseilligny et de Mazerat, tout en confirmant des conclusions tirées depuis longtemps par la recherche historique, permettent, d'une part, de les éclairer d'une lueur nouvelle et, d'autre part, de mieux voir les points faibles de l'état actuel de la recherche et de ses méthodes.

On ne peut apprécier le sens et la valeur du mémoire d'Alfred Deseilligny qu'en le considérant comme le témoignage d'une mentalité de classe ; quant aux analyses de Gustave Deseilligny et de Mazerat, elles nous invitent d'elles-mêmes à nous placer sur ce terrain du rapport des forces entre les classes pour expliquer les grandes pulsations de l'évolution historique. D'instinct, Gustave Deseilligny parle des « gens d'affaires » ; de cette masse sociale, dont il sait par expérience qu'elle n'est pas une entité, une idée générale, un postulat, il parle comme on parle d'une réalité palpable, qui a un contour, un contenu, un comportement. D'instinct aussi, il dresse en face de cette force une autre force, qu'il connaît fort mal, la force populaire, le « radicalisme ».

La clef du comportement « des gens d'affaires », c'est le réflexe, face aux fluctuations de la conjoncture économique, d'une conjoncture qui dépend des liens financiers internationaux ; mais c'est aussi le réflexe face aux réactions populaires : l'explication historique, quelque secourable que lui soit la connaissance des cours de la rente, ne se réduit pourtant pas à un éco-

somisme plus ou moins mécaniste ; elle doit faire appel à d'autres préoccupations, aux réflexes sociaux, à l'étude des classes et des consciences de classe.

On voit précisément alors combien nous n'en savons pas encore assez, ni sur les milieux d'affaires, ni sur les forces populaires, et pourquoi toute notre analyse reste encore très approximative. Mais n'est-ce pas dans une telle direction qu'il faudrait, de plus en plus, chercher ?

On devine le mécanisme qui permet au « monde de la finance » d'être maître de la direction politique, mais on n'a pas encore analysé systématiquement ce mécanisme ; outre les effets connus de ce que l'on entend par « souveraineté du bulletin de vote » et les limites visibles de la liberté de choix de l'électeur ; outre les facilités que l'organisation de la presse donne aux intérêts financiers pour exercer une pression constante et multiforme sur l'opinion, il faudrait être en mesure de rechercher dans les groupes politiques et dans les équipes ministérielles quels sont les hommes issus directement des milieux d'affaires et quels sont ceux qui sont les représentants, les clients de ces milieux. On serait alors peut-être surpris de la densité et de la complexité des réseaux politiques des « grands intérêts ». Il faudrait être en mesure aussi de dire quels sont les intérêts représentés par tel homme politique influent et faire la liaison entre les rivalités des groupes d'affaires et les duels oratoires de l'Assemblée nationale. Il faudrait être en mesure enfin, chose beaucoup plus difficile, d'apprécier la qualité et la valeur des rapports personnels, le jeu des amitiés et des inimitiés, l'influence des salons et des intrigues.

Comment trancher sur le problème Centre-Droit, Centre-Gauche, avant d'avoir étudié, et de fort près, la composition sociale de ces deux groupes parlementaires, les liens précis d'affaires et les alliances matrimoniales, les antécédents de chacun des députés, les formes de liaison qu'ils gardent avec leurs milieux d'origine, les groupes nouveaux avec lesquels ils entrent en contact, et le détail, enfin, de l'évolution de leurs votes ?

Comment juger, en dernière analyse, de la scission Target, des hésitations ultimes, en octobre 1873, d'un Alfred Deseilligny ou d'un Soubeyran, si l'on ne prend pas conscience de la complexité du monde des affaires ? On entrevoit sa structure économique diversifiée. Déjà les germes de la construction monopoliste du capitalisme sont visibles, dans l'union financière grands banquiers-grands industriels ; mais le processus n'en est qu'à ses débuts : le monde de l'industrie ne garde-t-il pas encore, dans son ensemble, une relative autonomie face aux grands techniciens de la finance ? Par ailleurs, les milieux financiers eux-mêmes sont très loin de former un bloc rigide. A les regarder de près, on distingue des personnes et des organismes bancaires en pleine rivalité, groupant chacun, autour d'eux, une clientèle-satellite. Il apparaît impossible que ces divers éléments de division n'aient pas joué leur partie dans la vie politique.

Mais, en orientant la recherche dans le sens d'une analyse des structures

internes d'une classe, il ne faudrait pas la conduire de sorte qu'on oubliât les éléments communs, caractéristiques de cette classe, ses réactions d'ensemble, dictées par sa position sociale et le rapport général des forces. Les rivalités financières, les combinaisons politiques propres aux milieux des grandes affaires, de même que les césures en tendances et partis dans les travées du centre et de la droite de l'Assemblée, ne sauraient cacher l'unité fondamentale, l'unité de classe, des divers groupes de la grande bourgeoisie. De ce point de vue global, qui est aussi nécessaire à l'histoire que l'étude des individualités, ces oppositions peuvent être envisagées dans une optique nouvelle. Elles apparaissent comme des essais d'adaptation de la bourgeoisie dirigeante. Celle-ci, objectivement, se trouve jouer sur plusieurs tableaux et l'issue, républicaine ou monarchiste, peut lui rester favorable. Il s'agit ici non d'un calcul de sa part, mais d'un fait. Il y a, et ce nous paraît essentiel, une solidarité de classe qui permet de renfermer dans leurs justes limites les concurrences internes des groupes de la grande bourgeoisie. Celle-ci dispose, littéralement, de plusieurs partis.

Cette diversité de la représentation politique des milieux d'affaires, aussi bien que le passage d'un groupe à l'autre, qu'illustre la scission Target-Alfred Deseilligny, semblent indiquer, enfin, que les préférences politiques cèdent le pas, pour de nombreux gens d'affaires, au souci primordial de conservation sociale. Le postulat république, le postulat monarchie n'apparaissent pas posés au départ comme une donnée de principe, ou un idéal à atteindre. Le propre de beaucoup d'hommes d'affaires aurait peut-être été une relative indifférence aux formes politiques considérées en elles-mêmes. C'est en fonction des consolidations sociales souhaitées par eux qu'ils semblent avoir orienté leurs préférences parlementaires. Les hésitations d'un Soubeyran, celles d'Alfred Deseilligny lui-même à la mi-octobre 1873 sont intéressantes à ce point de vue.

Ainsi : sensibilité à la conjoncture économique et sensibilité aux réactions populaires ; volonté de conservation déterminant les choix politiques pour certains, et expliquant en même temps les hésitations d'autres grands bourgeois ; étendue des influences et des bases du « monde de la finance » dans les sphères dirigeantes du parlement et du gouvernement ; cohésions et divisions — à la fois — de ce monde ; capacité de manœuvre, en tant que groupe social, et possibilité d'investir toute forme d'organisation constitutionnelle : tels seraient les points qui pourraient servir de base à une compréhension des réflexes politiques des milieux d'affaires, considérés en tant que classe.

Comment comprendre, d'autre part, l'histoire parlementaire de ces années sans tenter l'analyse des masses et du phénomène radical ? On est trop souvent amené, en ce domaine, à considérer le rôle d'individualités qui ne reflètent que les tendances « classes moyennes » du radicalisme. Il est vrai que les cadres et les têtes du radicalisme sont issus de la petite et moyenne bourgeoisie ; mais le radicalisme de l'époque est en même temps populaire, ouvrier, par son recrutement. Autour des années 1870, la partie active de la



clientèle politique radicale, c'est la classe ouvrière. Le vote radical, avant et après la Commune, en l'absence de partis ouvriers organisés, est une des manifestations du choix politique ouvrier<sup>1</sup>. Il ne serait donc pas inutile d'étudier les mouvements des masses ouvrières et de voir dans quelle mesure les cadres radicaux doivent tenir compte de cette clientèle prolétarienne.

On avance trop souvent l'idée que, de longues années après 1871, la classe ouvrière disparaît ; on fait à l'amnistie, octroyée tardivement aux Communards, une place trop exclusive : c'est de là que partirait le réveil socialiste. Mais les masses prolétariennes ne semblent pas avoir attendu le retour des exilés pour jouer leur rôle, ni sur le terrain revendicatif, par les grèves, ni sur le terrain politique, par les votes radicaux. La sensibilité de Gustave Deseilligny à ces mouvements est un sûr témoignage de l'importance capitale des moindres pulsations populaires<sup>2</sup>.

Et quel point d'interrogation mettre, à plus forte raison, face aux mots : classes paysannes — en considérant les persistance régionale de leurs votes à gauche, voire à l'extrême-gauche ?

C'est, en définitive, en se plaçant sur le terrain d'une analyse sociale rigoureuse qu'on risque avec le plus de chance de découvrir des perspectives nouvelles, donc un enrichissement du patrimoine historique.

Jean BOUVIER.

1. Le fait est en tous les cas évident sur le plan lyonnais. Voir *Revue des Révolutions contemporaines* (nos 188 et 189, mai et décembre 1951). Étude collective (MM. J. BOUVIER, ÉRIK, MOISSONNIER), *Lyon la républicaine à la veille de la guerre et des journées insurrectionnelles de la Commune lyonnaise*.

2. D. Halévy écrit à propos du mouvement de grève des mineurs du Nord, en juin 1872 — parce qu'il fut réprimé rapidement : « L'historien du temps n'a pas à le connaître » (t. II, p. 107). Les ouvriers, en 1874, seraient « politiquement négligeables » (idem, p. 106). Est-il possible d'en rester à cette vue, peut-être étroite, des choses ? D. Halévy ne semble avoir tenu pour « négligeable » que ce qu'il méconnaissait.

## QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS SUR LE MOYEN-ORIENT

Quelques ouvrages sont consacrés à l'histoire de la Mecque et du Hedjaz, et spécialement aux chérifs Hachemites. Le colonel Gerald DE GAURY, auteur de deux livres sur l'Arabie, consacre un nouvel ouvrage aux *Rulers of Mecca*<sup>1</sup>. Il n'existait pas d'histoire sur la Mecque et le Hedjaz depuis la fondation de la Mecque jusqu'à la prise de la ville sainte par Ibn Seoud en 1925. Aussi l'ouvrage est-il commode. Il rassemble les documents puisés dans les ouvrages classiques mentionnés dans une bibliographie, assez abondante sans être complète, mais aussi dans quelques ouvrages de langue arabe et manuscrits, notamment de la Bibliothèque nationale. Il suit de près les auteurs. Il est plutôt une chronique et une généalogie commentée. Cette chronique est singulièrement riche en conflits incessants, qui ont opposé clans, tribus, arabes et turcs, étaient accompagnés d'assassinats, de famines, et rendaient périodiquement nécessaires des travaux de réfection des conduites d'eau, du sanctuaire lui-même et la réorganisation du ravitaillement de la cité. Aussi regrette-t-on que l'histoire des maîtres de la Mecque ne soit pas davantage liée à l'histoire générale, à celle des courants commerciaux, puis du pèlerinage, qui reste à faire.

Les *Mémoires du roi Abdullah de Transjordanie*<sup>2</sup> permettent de prolonger cette histoire, jusqu'à 1945 du moins. Ces mémoires sont une traduction, résumée, destinée au grand public anglais, comme le montre une introduction consacrée à l'Islam en général, et à la gloire des Hachemites, d'Abdullah en particulier, présenté comme « the outstanding personality of the Arab world in our time »..., et de la politique anglaise. Mais des notes de l'éditeur permettent de comparer le récit du roi à ceux de T. E. Lawrence, aux *British Documents on the origins of the war, 1898-1916*, aux *Orientations* de Sir Ronald Stoers, à l'ouvrage d'Antonius (*The Arab awakening*) et aux documents officiels. Les mémoires eux-mêmes n'apportent pas grand'chose de nouveau, mais se lisent de bout en bout avec intérêt. Ce sont des documents utiles sur le royaume arabe unifié qu'ont tenté de réaliser les Hachemites, et le point de vue particulier d'Abdullah qui rejette dans l'ombre son frère Fayçal et T. E. Lawrence. Ils portent, naturellement, surtout sur la préparation de la révolte arabe, la lutte au Hedjaz, puis l'histoire de la Transjordanie avant sa transformation en Jordanie.

Un autre prolongement de l'ouvrage de Gaury est celui de Majib KHAD-

1. London, George G. Harrap & Co, 1954, 317 p.

2. London, Jonathan Cape, 1950, 278 p.

DURI, *Independent Iraq, a study in Iraqi Politics since 1932*<sup>1</sup>. S'il existe des travaux sur l'Iraq jusqu'à son indépendance, nos connaissances sont réduites sur l'histoire de l'Iraq depuis lors. L'auteur est un Iraquien, actuellement professeur à l'Université Johns Hopkins. Il utilise les documents officiels et le résultat de ses enquêtes directes auprès des hommes politiques. L'ouvrage, dans l'ensemble très objectif et neutre, est une histoire politique, introduite par des chapitres consacrés à la gloire du roi Fayçal I<sup>er</sup> et à la Constitution. Il suit pas à pas les difficultés de la vie parlementaire et les rivalités de partis de 1932 à 1935, la série des coups d'État qui se suivent de 1935 à 1941, enfin le retour à une vie parlementaire, toujours dominée par des ambitions individuelles, sinon entre 1941 et 1944 (ministère Nouri-es-Said), du moins de 1944 à 1949. On aimerait comprendre les raisons de ce désordre. Or, ce n'est qu'à la fin que sont étudiées les relations avec la Grande-Bretagne et les pays voisins, et les puissances de l'axe n'apparaissent qu'en 1941, au moment du coup d'État de Rachid. On ne croirait pas que l'Iraq est producteur de Pétrole. Il est curieux que la question des minorités soit pratiquement passée sous silence et qu'on ne sache rien des Assyriens, des Kurdes ou des Yezidis. Et l'on voit intervenir les cheikhs des tribus et les tribus elles-mêmes sans que la situation économique et sociale soit jamais exposée. L'histoire politique est ainsi d'autant plus décevante que les institutions occidentales apparaissent plus étranges dans un pays où aucune réforme sociale n'a accompagné les réformes politiques.

*Deuil au Levant*<sup>2</sup>, de A. FABRE-LUCE, est le récit de l'élimination de la France. Enlevé d'une plume alerte, il est bien à la manière de l'auteur. Scènes et portraits se succèdent et apparentent l'ouvrage à l'histoire anecdotique, pour ne pas dire caricaturale. Dans des tableaux synthétiques, les grandes idées sont brossées à grands traits où il ne faut pas chercher trop de nuances ni d'exactitude. Chacun a son paquet, les Anglais et Spears surtout, naturellement, mais aussi la plupart des hauts commissaires et Catroux pour qui l'auteur n'a pas moins d'animosité que pour de Gaulle. Dentz, au contraire, est un martyr. Tout est donc perdu, malgré l'œuvre accomplie. Mais les Anglais ne sont pas plus avancés. L'ouvrage se termine par des tableaux imagés, parfois imaginés, de la Transjordanie, de la Syrie de Zaim, d'Israël selon Koestler. L'avenir sera-t-il aux Arabes ?

L'attitude des États-Unis en Turquie et en Iran est exposée dans un petit ouvrage de Lewis V. THOMAS et Richard N. FRYE, *The United States and Turkey and Iran*<sup>3</sup>. Il fait partie d'une collection, dirigée par Sumner Welles, de manuels consacrés aux relations des U. S. A. avec les divers pays ; ils sont destinés à faire connaître ces pays au grand public américain et à préciser la politique des U. S. A. à leur égard, quel intérêt ils présentent pour les

1. Royal Institute of International affairs, 1951, Oxford University Press, 291 p.

2. Arthème Fayard, 1950, 321 p.

3. Harvard University Press, 1951, 291 p.

U. S. A. L'un d'eux déjà avait été consacré au Proche-Orient. Celui-ci groupe la Turquie et l'Iran pour des raisons évidemment stratégiques. Il comporte deux parties et deux auteurs qui ne se ressemblent pas. L'exposé sur la Turquie est assez verbeux, contient fort peu de faits précis et, bien américain, condamne vigoureusement l'étatisme kemaliste, mais son auteur se félicite de l'irréductible haine des Turcs contre « la Russie ». Le second, à la fois plus précis et plus nuancé, est un bon résumé sur la situation sociale, économique, culturelle et sur l'histoire contemporaine de l'Iran. Il est, en définitive, beaucoup plus utile, bien que l'étude s'arrête au début du conflit du pétrole. L'un et l'autre comportent une bibliographie commentée, à l'usage du public américain, mais commode.

Sur l'Égypte et le Soudan, le petit livre de M. CHRÉTIEN, *Histoire de l'Égypte moderne*<sup>1</sup>, est un résumé clair et précis de la période 1801-1950. Œuvre d'un juriste, elle est plutôt une histoire institutionnelle et politique, d'autant plus copieuse que les années sont plus récentes, et qui rejette en un court paragraphe final les problèmes économiques et sociaux. Bonne introduction à l'étude de la vie actuelle, elle peut être heureusement complétée par le remarquable ouvrage de M. Colombe sur l'Égypte indépendante, paru postérieurement. Elle peut l'être aussi par des ouvrages anglais : *Egyptian Service*<sup>2</sup> de Sir Thomas RUSSELL pacha est un livre fort amusant et, en outre, instructif. L'auteur a fait toute sa carrière, de 1902 à 1946, dans l'administration égyptienne, dans la police surtout. Il est un de ces Anglais mis au service de l'Égypte qui ont servi sous tous les régimes, dans toutes les provinces. Il connaît à fond campagnes, déserts et villes, et décrit avec précision, à propos de crimes et de vols, la vie des fellahs et des bédouins, passe de l'étude des charmeurs de serpents et des Bohémiens à celle du « milieu » d'Alexandrie et du Caire, des troubles politiques, manifestations de masse dont celle de 1919 qu'il analyse sans passion, et des assassinats politiques. Il termine par une longue description de la lutte contre le commerce des drogues dont il fut chargé. Ce n'est pas la partie la moins originale de l'ouvrage.

L'ouvrage de M. COLOMBE<sup>3</sup>, neuvième volume de la collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui », est un vrai manuel, clair et commode, pourvu d'une abondante bibliographie et de notes, d'appendices contenant les textes de la Constitution de 1923, du Traité de 1936, la liste des gouvernements successifs. Il retrace, textes et documents à l'appui, l'évolution politique de 1924 à 1938, l'histoire de la période 1939-1944, l'évolution des idées, puis la période d'après-guerre jusqu'en 1950. Il s'arrête donc à la veille d'événements majeurs et se termine, en effet, sur une note peu encourageante. Il annonce des conflits sociaux. On peut regretter que, si tel est bien le pro-

1. P. U. F., collection « Que sais-je? », 1951.

2. Londres, John Murray, 1949, 294 p.

3. Marcel COLOMBE, *L'évolution de l'Égypte, 1924-1950*. Paris, 1951. Coll. « Islam d'hier et d'aujourd'hui », dirigée par E. Lévi-Provençal.

blème majeur, l'exposé des événements, de l'évolution des idées, ne s'accompagne pas d'une étude de la situation économique et de son évolution. Telle n'était pas sans doute l'intention de l'auteur. Son livre n'en est pas moins, outre une mise au point précieuse, une excellente introduction à la compréhension des événements récents.

L'histoire du Soudan pendant la période mahdiste est racontée dans l'ouvrage de A. B. THEOBALD, *The Mahdiyya*<sup>1</sup>. Il rassemble les faits déjà publiés de façon utile, mais apparaît original lorsque sont décrits moins le Mahdi lui-même et son œuvre que celle de son successeur, le Khalifa Abd Allahi. Le fonctionnement de l'étrange État créé par le Mahdi est analysé avec soin et le personnage apparaît en somme assez sympathique. La relation de l'affaire de Fachoda est faite avec une rapide prudence et n'apporte rien de nouveau. Ce n'était pas le sujet d'un livre dont la lecture est agréable.

Il convient d'insister, enfin, surtout sur l'ouvrage de H. A. R. GIBB et Harold BOWEN, *Islamic society and the West*<sup>2</sup>. Il ne s'agit à vrai dire que de la première partie d'un premier volume qui en comportera deux et est consacré à la société islamique au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est un tableau général de l'Empire turc, non comprise l'Afrique du Nord, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, plus spécialement dans l'état où il se trouvait pendant la longue période de paix qui s'étend entre 1739 et 1767. Cette première partie comprend l'analyse de la structure de l'Empire ottoman, du gouvernement central et provincial et de la crise qu'il subit, de la paysannerie, des villes, de l'industrie et du commerce. La deuxième partie comportera l'étude des finances, de l'« institution religieuse », des oulémas, de l'administration de la loi, de l'éducation et de la culture, des wakfs, des derviches et des minorités. Le problème des rapports de l'Occident et de la société musulmane, celui, en somme, du déclin des pays musulmans, est un de ceux auxquels se consacre à juste titre M. Gibb, avec la compétence que l'on sait. Son analyse est une véritable somme basée sur l'analyse critique des textes européens, arabes et turcs, des institutions de l'Empire turc et de leur évolution. La crise de l'Empire n'est pas due, en somme, à l'évolution historique générale, bien qu'évidemment elle ait joué un rôle. Elle s'explique par une crise interne de l'Empire et par l'incapacité d'évoluer particulière aux pays musulmans du Proche-Orient. Mais c'est sur la première que H. A. R. Gibb insiste. Empire militaire dont la force reposait sur son expansion et dont les institutions reflétaient souvent l'influence de la Perse ou de Byzance, tout en respectant les coutumes préottomanes, il décline quand l'expansion est arrêtée et sa force militaire se dégrade. Aussi l'auteur insiste-t-il tout particulièrement sur l'armée et spécialement sur les Janissaires, sur l'administration centrale qui perd de son efficacité à partir du moment où le sultan s'isole et abandonne la direction personnelle des affaires, sur la corruption

1. Londres, 1951, 273 p.

2. Oxford University Press, 1950, 386 p.



des institutions et des personnes, dans l'administration aussi bien centrale que provinciale. Il oppose soigneusement à cet égard, tant du point de vue administratif que de la paysannerie, d'une part l'Anatolie, la Roumélie et les provinces européennes, et de l'autre les provinces arabes, brossant ainsi un tableau régional de l'Empire. En somme, malgré le déclin des institutions, le principe même de la souveraineté ottomane n'était guère discuté par suite de l'isolement des classes dirigeantes et de la conservation des modes de production et des institutions de la paysannerie, des villages vivant en économie fermée et appauvris. On peut ne pas être entièrement d'accord avec les auteurs sur la façon de présenter le déclin relatif des pays du Proche-Orient à travers la décadence des institutions de l'Empire. L'ouvrage est du moins d'une richesse, d'une densité exceptionnelle, bourré de notes et de références, et est indispensable à tous ceux qui veulent suivre l'histoire récente du Proche-Orient.

J. DRESCH,

Professeur à la Sorbonne.

En  
phique  
la Re  
tré d  
Il  
Du n  
tique  
spéci  
est u  
Il  
risée  
spéci  
intin  
cette  
et fé  
seme  
anim

1.  
et son  
histo  
proph  
proi.  
Jacq  
tante  
et no  
théol  
auteu  
proce  
NARD  
de la  
gien,  
théq  
franc

## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE DU PROTESTANTISME

(1939-1952)

(1<sup>re</sup> partie.)

En publiant, en plus des comptes rendus séparés, un Bulletin bibliographique spécial sur l'histoire, l'ecclésiologie et la sociologie du protestantisme, la *Revue historique* veut donner à ces études, auxquelles elle a toujours montré de l'intérêt, une aide dont je crois devoir indiquer le sens et la portée.

Il ne s'agit pas ici d'ériger l'histoire protestante en discipline autonome. Du moins constitue-t-elle un chapitre bien distinct et de l'histoire ecclésiastique et de l'histoire générale moderne et contemporaine. Elle a ses chaires spéciales, ses tendances et ses préoccupations particulières. A ce titre, il est utile d'en faire périodiquement le point.

Il l'est singulièrement en France, où sa situation est aujourd'hui défavorisée, du fait de la demi-carence d'une des équipes qui y travaillaient. La spécialisation actuelle de l'historiographie et le souci de la compréhension intime des problèmes qui s'y affirme de nos jours feraient souhaiter que cette équipe, celle des historiens protestants, fût, comme jadis, nombreuse et féconde en publications. Or, les circonstances présentes lui sont, diversement, contraires. Elle a perdu récemment quelques-uns de ses meilleurs animateurs<sup>1</sup>. Les milieux où elle se recrutait se tarissent de toute manière :

1. Après le pasteur John Viénot, de la Faculté de théologie protestante de Paris († 1933), et son successeur Raoul Patry († 1935), le pasteur Charles Bost († 3 mars 1943), le grand historien des *Prédicants protestants des Cévennes* (1912), collaborateur de cette *Revue* (*Les prophètes du Languedoc en 1701 et 1702*, 1921) (notices par J. PANNIER, *Bull. Soc. Hist. prot. fr.*, 1943, p. 3-6, et E.-G. LÉONARD, *Évangile et Liberté*, 7 avril 1943); — le pasteur Jacques Pannier († 29 novembre 1946), auquel l'histoire de Calvin et de la France protestante des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles a de grandes obligations (voir même *Bull.*, 1946, p. 5-11, et notre article *journal Réforme*, 26 janvier 1946, et *Revue de théologie* de la Faculté de théologie protestante d'Aix, 4 juillet 1946); — l'industriel Gaston Tournier († 1946), auteur de multiples publications, en dernier lieu sur *Les galères de France et les galériens protestants* (1943-1949, 3 vol.) (même *Revue*, 1946, notices de E. CALDESAIGUES, E.-G. LÉONARD et L. POULAIN, avec bibliographie); — le pasteur Paul Beuzart († 1950), historien de la Thiérache protestante; — le pasteur Jacques Marty († 25 décembre 1952), théologien, traducteur de la *Religion* de Van der Leeuw et de nombreux ouvrages de la Bibliothèque historique de la librairie Payot, et qui préparait une Histoire du protestantisme français du Consulat à nos jours (voir *journal Évangile et Liberté*, 21 janvier 1953, article

le pasteur assez libre de son temps et assez fortuné pour se documenter, écrire et publier des études historiques n'existe plus guère. De nouveaux périodiques consacrés en partie à l'histoire protestante, la *Revue de la jeune Faculté de théologie d'Aix*<sup>1</sup> et la *Revue réformée*, reprise, depuis 1950, du *Bulletin de la Société calviniste*, n'ont pas encore atteint la diffusion leur permettant d'épauler efficacement les vieilles revues protestantes entièrement ou partiellement spécialisées dans ces études. Enfin, et peut-être surtout, la mode théologique qui régnait dans le protestantisme français depuis la fin de la première guerre mondiale le détournait de parti pris de l'histoire, et parce que telle était, alors, la position de dogmaticiens étrangers de renom, et parce que, plus valablement, un certain « culte des pères » était dénoncé comme recréant la notion de mérite, dans une atmosphère d'hagiographie. A entendre théologiens et philosophes discourir de l'histoire, les simples historiens n'étaient guère encouragés à en faire<sup>2</sup>.

de G. MARCHAL). On serait étonné que le nom d'Auguste Lecerf († 1<sup>er</sup> septembre 1943) ne fût pas cité ici, bien que ce restaurateur des études calvinistes ait été à peu près uniquement un théologien (voir l'introduction d'André SCHLEMMER au recueil d'articles du défunt, *Études calvinistes*, 1949).

1. Elle a porté successivement les titres d'*Études de théologie et d'action évangélique* (1941), de *Revue de théologie et d'action évangéliques* (depuis 1942), d'*Études évangéliques* (depuis 1949). L'histoire y a eu longtemps la plus grande place.

2. Les historiens de la « crise de l'histoire » pourront consulter, en ce qui concerne le secteur spécial qui est le nôtre : Th. LITT, *Protestantisches Geschichtsbewusstsein* (Leipzig, 1939, in-8°, 61 p.) ; H. H. PFLANZ, *Geschichte und Eschatologie bei Martin Luther* (Stuttgart, Kohlhammer, 1939, 54 p.) ; D. R. DAVIES, *The two humanities : an attempt at a christian reinterpretation of history in the light of war* (New-York, 1940, vii + 256 p.) ; H. MEYER, *Remarques sur la méthode historique et son application à l'histoire des dogmes* (*Revue de théologie et de philosophie* de Lausanne, XXVIII, 1940, p. 31-40) ; E. KOHLMAYER, *Die Geschichtsbetrachtung Luthers* (*Archiv für Reformationsgeschichte* de Tübingue, XXXVII, 1940, p. 150-170) ; E.-G. LÉONARD, *Nécessité et directives d'une conception nouvelle de l'histoire de l'Église* (*Études de théologie d'Aix*, I, 1941, p. 119-140) ; Sh. J. CASE, *The christian philosophy of history* (Chicago, 1943, 222 p.) ; J. F. H. J. BERKELBACH VAN DER SPRENNKEL, *Geschiedenis en heilsgeschiedenis de kerkelijke prediking* (*Histoire et histoire du salut dans la prédication ecclésiastique*), dans le recueil jubilaire Aalders *Geschiedenis* (Assen, 1944) ; W. J. PHYTIAN-ADAMS, *The kingdom of God in history* (*Church Quarterly Review* de Londres, CXXXVIII, 1944, p. 147-174) ; J. A. SEIP, *Kirkelig historieteorí og kirkelig historieforskning* (*Théorie de l'histoire ecclésiastique et recherches d'histoire ecclésiastique*) (*Historisk Tidsskrift* d'Oslo, XXXIII, 1944, p. 372-398) ; le recueil jubilaire *Geschiedenis* déjà cité, réuni par le doyen Bakhuizen van den Brink, de Leyde, en l'honneur du professeur Aalders, de Groningue (Assen, 1944, in-4°, 310 p.), notamment sur le sens de l'histoire chez les humanistes (J. LINDBROOK), dans la Réforme (E. EMMEN), à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle (G. VAN DER LEEUW), chez Kierkegaard (T. DOKTER), Newman (O. NOORDMANS), les théologiens actuels non dialectiques (M. H. BOLKESTEIN), Thielicke (Th. L. HAITJEMA), Brunner (M. VAN DER VOET) et dans la prédication (Berkelbach van der Sprennkel) ; W. TEMPLE, *Christianity as an interpretation of history* (Londres, s. d.) ; Roger AUBERT, *Discussions récentes autour de la théologie de l'histoire* (*Collectanea Mechlinensia*, 1948, p. 129-149) ; K. THIENS, *Gott und die Geschichte* (Fribourg-en-Br., 1948, in-12, 340 p.) ; Herbert BUTTERFIELD, *Christianity and History* (Londres, 1949, in-8°, vii + 146 p.), conférences à la Faculté de théologie de Cambridge et à la B. B. C.) ; Ff. DELEKAT, *Der gegenwärtige Christus. Versuch einer*

Et sans doute l'histoire de la Réforme et du protestantisme tient-elle une part importante dans l'enseignement des professeurs d'histoire ecclésiastique des quatre Facultés de théologie protestante de Strasbourg, Montpellier, Paris et Aix : mais ils ne peuvent s'y consacrer que partiellement, ayant bien d'autres matières à enseigner à leurs élèves. Il en est de même des professeurs des Facultés des lettres ou du Collège de France qui suivent les exemples d'Henri Hauser, d'Abel Lefranc et de Renaudet. En sorte que le seul enseignement spécialisé en cette discipline est celui qui fut créé à la Section des sciences religieuses de l'École des Hautes-Études pour Lucien Febvre, et où ce maître ajouta encore aux services rendus par ses livres sur la Réforme. Le titulaire actuel essaie de couvrir de son mieux un champ immense (quatre siècles et demi de l'histoire du monde entier !). Les vues d'ensemble, les instruments de travail et la bibliographie elle-même manquant, pour ce qui est de notre langue (en dehors de l'histoire purement française), il a cru devoir y consacrer une grosse partie de son activité<sup>1</sup>. Le présent Bulletin poussera dans le même sens, en faisant apparaître, à côté de ce qui a été écrit en France dans les quinze dernières années sur l'histoire, la sociologie et l'ecclésiologie protestantes du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours, l'abondante « littérature » qui lui a été consacrée à l'étranger.

À côté de travaux que l'auteur a eus en main et sur lesquels il pourra donner un jugement motivé, il en citera un grand nombre qu'il ne connaît que par des bibliographies plus ou moins générales ou par des révisions. Celles de la *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain lui ont rendu les plus grands services. Il tient à remercier également les collègues qui l'ont aidé, et notamment M. D. Nauta, professeur d'histoire ecclésiastique de l'Université libre d'Amsterdam, à qui il doit une liste particulièrement riche de tra-

*Theologie der Geschichte* (Stuttgart, 1949, 220 p.) ; G. EBELING, *Die Bedeutung der historisch-kritischen Methode für die protestantische Theologie und Kirche* (Munich, 1949, in-8°, 248 p.) ; K. S. LATOURETTE, *The christian understanding of history* (*American Historical Review* de Washington, LIV, 1949, p. 259-276) ; K. LÖWY, *Meaning in history. The theological implications of the philosophy of history* (Chicago, 1949, 282 p.) ; L. MALEVEZ, *La vision chrétienne de l'histoire*. I : Dans la théologie de l'histoire ; II : Dans la théologie catholique (*Nouvelle revue théologique* de Louvain, LXXI, 1949, p. 113-134, 244-264) ; R. NIEBUHR, *Faith and history. A comparison of Christian and modern views of history* (New-York, 1949, 265 p.) ; J. DE SÉNARCLÈS, *Le mystère de l'histoire. Introduction à une conception christologique du devenir* (Genève, 1949, in-8°, 372 p.) ; H. U. VON BALTHASAR, *Theologie der Geschichte* (Einsiedeln, 1950, in-8°, 64 p.) ; M. BURGWITZ, *Geschichtsdeutung als theologisches Problem* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXXV, 1950, p. 329-336) ; R. MEHL, *Philosophie de l'histoire ou théologie de l'histoire* (*Revue d'hist. et de phil. relig.*, 1950, p. 93-120) ; Th. PREISS, *The vision of history in the New Testament* (*Journal of religion* de Chicago, XXX, 1950, p. 157-170) ; Heina ZARNT, *Luther deutet Geschichte* (Munich, Müller, 1952, in-8°, 261 p.).

1. Les origines de la Réforme en France et *Bibliographie calvinienne abrégée* (dans le numéro spécial Calvin et la Réforme en France de la *Revue de théologie d'Aix*, 1944) ; *Histoire du protestantisme* (Paris, 1950, Collection « Que sais-je ? ») ; *Le protestant français* (Paris, 1953), avec bibliographie méthodique détaillée. En préparation : *Histoire générale du protestantisme*, en 2 volumes.

vaux néerlandais. Que les chercheurs des Pays-Bas, dans les conditions particulièrement dures qu'ils ont connues pendant et après cette dernière guerre, aient tellement travaillé est une raison de plus pour les historiens français de se sentir très près d'eux.

#### A. LA RÉFORME AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

I. VUES GÉNÉRALES. — Deux ouvrages seulement à citer pour la langue française<sup>1</sup>, mais importants, car il s'agit de *La naissance du protestantisme* d'Henri HAUSER (Paris, 1940), qui a déjà été signalé ici, et de *La pensée de la Réforme* du doyen honoraire de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, M. Henry STROHL (Neuchâtel et Paris, Delachaux, 1951, in-8°, 264 p.). Ce dernier livre, condensé d'un long enseignement, doit rendre les plus grands services aux lecteurs non théologiens en leur faisant connaître, méthodiquement, les positions des grands réformateurs, Luther, Zwingli, Bucer, Calvin, et accessoirement de Mélanchton, Œcolampade, Capiton, Knox, Bullinger et Marbach, sur l'expérience du Dieu vivant, la foi, la prière, les Écritures, la justification par la foi, Dieu, l'Église, les moyens de grâce, les rapports avec l'État. Attentif à la « diversité de la forme du message », M. Strohl a résisté à la tentation d'organiser une synthèse apparente en un centon où la Réforme, cette abstraction, apparaîtrait aux dépens de ces réalités, les Réformateurs. Tant pis pour qui ne verrait en son ouvrage qu'une synopse, pour ne pas avoir donné à la lecture le temps de recomposer en lui l'unité profonde du message réformé : la démarche de M. Strohl est bien celle de l'historien. Les historiens lui seront, d'autre part, reconnaissants de ses nombreuses citations dûment pourvues des dates et références nécessaires. Un classique, où l'on regrettera seulement l'absence d'une liste bibliographique.

Signalons seulement, dans les autres langues, les « essais », publiés ou republiés sous le titre de *Reformation* (Londres, 1939, 172 p.), où J. P. WAITNEY, l'ancien professeur d'histoire ecclésiastique de Cambridge, insiste utilement sur la « continuité de la Réforme », continuité comme héritière de l'Église catholique, continuité dans sa propre évolution ininterrompue, et l'ouvrage collectif *Protestantism*, qui, d'abord publié à Nashville (Tenn.), sous la direction du pasteur méthodiste William K. ANDERSON, a eu assez de succès et a paru assez significatif pour être republié en espagnol à l'usage de l'Amérique latine, sous le titre *Espíritu y mensaje del protestantismo* (Buenos Ayres et Mexico, 1946, in-8°, 367 p.)<sup>2</sup>. La collaboration réunie est

1. L'exposé rapide du genre de *L'esprit protestant* de Jean Réville (1899) et de *L'esprit du protestantisme* de Philippe BRIDEL (1926) est représenté par *L'esprit de la Réforme* de A. GAUTHIER (Genève, 1945, IV + 22 p.). D'autres ouvrages généraux concernent plutôt le protestantisme actuel : il en sera parlé dans notre troisième subdivision.

2. Citons aussi : Th. L. HAITJENA, *Het erfgoed der Hervorming* (L'héritage de la Réformation) (Wageningen, 1939, 260 p.); F. PARPERT, *Die endlose Reformation* (Munich, 1939,

extré  
T. M  
Chic  
P. B  
nary  
kie,  
ton,  
E. H  
de la  
sœur  
arriv  
font  
répon  
titres  
« Le  
tive  
Age  
chaîr  
le sec  
Dans  
lami  
du d  
théol  
dans  
rendr  
presq  
pas n  
Po  
tion d  
ET SO  
240 p.  
(Berne  
cunes a  
DER, A  
BERT,  
TILIC  
testanti  
DEN, I  
(Theok  
nation  
inform  
Revist  
thèse.  
1. R  
1946).



extrêmement brillante, car l'on y trouve notamment les noms de John T. McNeill, successivement professeur dans les Universités de Toronto, de Chicago et dans l'Union Theological Seminary de New-York, d'Edwin P. Booth (Un. de Boston), du luthérien Ardel R. Wentz (Gettysburgh Seminary), du doyen du Séminaire théologique de Virginie, Alexander C. Zabriske, du doyen honoraire de la Faculté de théologie de l'Université de Boston, Albert C. Knudson, du professeur honoraire de Harvard, William E. Hocking, du célèbre professeur de Yale, Kenneth S. Latourette, auteur de la grande *History of the Expansion of Christianity*, et de l'ancien professeur de l'Université de Chicago, William W. Sweet. Le résultat, comme il arrive souvent pour les œuvres collectives, ne répond pas aux espoirs que font naître ces noms et ces titres. Outre les disparates inévitables, l'ouvrage répond à une apologetique de ton assez ancien, comme le montrent les seuls titres des trois premiers chapitres : « La Réforme était-elle nécessaire? », « Le protestantisme avant Luther », « Le protestantisme et l'Église primitive ». « La Réforme fut une réaction hostile à l'Église de la fin du Moyen Âge » : c'est la première phrase du livre. Le protestantisme procède d'une chaîne d'hérésies remontant aux Albigeois (pourquoi s'arrêter là?) : c'est le second chapitre. La Réforme revint à l'Église primitive : c'est le troisième. Dans tout ceci, aucune reconnaissance de cette continuité bien mise en lumière par Whitney. Aucune appréhension, comme origine de la Réforme, du drame du salut, relégué, pour sa solution protestante, dans les chapitres théologiques : il ne semble pas que certain article publié par Lucien Febvre dans cette *Revue*, en 1929, ait jamais été lu. (On peut, d'ailleurs, mal se rendre compte de ce qui a été lu, en l'absence de toute bibliographie, et presque de toute référence et de toute citation.) L'ouvrage n'en présente pas moins la commodité d'un manuel méthodique et clair.

Pour avoir été abondamment traitée dans la période précédente, la question des INTERFÉRENCES DE LA RÉFORME ET DES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX paraît en demi-sommeil. On en établit le bilan<sup>1</sup>; on en réédite

240 p.); H. HOFFMANN, *Der Protestantismus*, extr. de *Mensch und Gottheit in den Religionen* (Berne, 1942); H. WEISINGER, *English attitudes toward the relationship between the Renaissance and the Reformation* (*Church History*, Hartford, Conn., XIV, 1945, p. 167-187); E. WALTER, *Religionsvergleiche* (Berne, 1945 et 1946, 2 vol., IV + 54 et IV + 68 p.); E. G. SCHWIBERT, *The Reformation from a new perspective* (*Church History*, XVII, 1948, p. 3-31); Paul TILICH, *The Protestant Era*, trad. de l'allemand (Chicago, 1948, XXIX + 323 p.) et *Der Protestantismus. Prinzip und Wirklichkeit* (Stuttgart, Steingrüben, 1950, 324 p.); E. W. ZERDEN, *Ueber die innere Entwicklungsgeschichte des Protestantismus seit der Reformation* (*Theologie und Glaube*, Paderborn, XLI, 1951, p. 218-242); Roland H. BAINTON, *The Reformation of the XVth Century* (Boston, Beacon Press, 1952, 276 p.). Malgré une bonne information, le livre de José Luis L. ARANGUREN, *Catolicismo y protestantismo* (Madrid, Revista de Occidente, 1944, in-8°, 240 p.), n'a guère compris le second terme de son antithèse.

1. R. F. BEERLING, *Protestantisme en Kapitalisme. Max Weber in de critiek* (Groningue, 1946).

ou traduit les classiques<sup>1</sup>; on en reprend tel ou tel point<sup>2</sup>; la nouvelle théologie dit, au besoin, son mot<sup>3</sup>. Mais rien de bien neuf pour ce qui est de l'aspect économique de la question. Le livre de Jean LEJEUNE, *La formation du capitalisme moderne dans la principauté de Liège au XVI<sup>e</sup> siècle* (Liège et Paris, 1939, in-8°, 364 p.), appuie, cependant, utilement la réaction contre les thèses wébériennes en montrant des chanoines grands seigneurs et leurs fonctionnaires dans le rôle de promoteurs de l'économie nouvelle que l'on prêtait uniquement aux protestants et aux Juifs<sup>4</sup>.

L'ASPECT SOCIAL de la question, pour autant qu'on puisse le distinguer de l'économique, semble, par contre, profiter de l'intérêt que les milieux « bien pensants » eux-mêmes (et ces milieux peuvent s'étendre à des pays protestants tout entiers) portent à la sociologie religieuse. Ce serait faire preuve de matérialisme, et presque de marxisme, de trop s'occuper de l'économique en matière d'histoire ecclésiastique; mais c'est se montrer de son temps que d'y introduire la préoccupation du social. D'où d'assez nombreuses études présentant ce caractère: comme elles s'appuient volontiers sur l'exemple puritain, c'est à propos de l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle qu'on les citera. Ce souci de la sociologie peut, d'ailleurs, faire reparaître une apologétique au moins centenaire: le livre de M. Frédéric HOFFET, *L'impérialisme protestant. Considérations sur le destin inégal des peuples protestants et catholiques dans le monde actuel* (Paris, 1948, in-12, 262 p.), ne fait

1. Réédition (Westminster, U. S. A., 1944, x + 194 p.) de l'*Essay on the economic effects of the Reformation* de G. O'BRIEN, publié en 1923, et (Londres, 1948, 336 p.) du livre de R. H. TAWNEY, *Religion and the rise of Capitalism*, qui est de 1937. Ce dernier livre, publié en allemand (*Religion und Frühkapitalismus*, Berne, 1946, in-8°, 331 p.), vient de l'être en français (Paris, Rivière, 1951, in-8°, xix + 319 p.): il est significatif de voir un théologien luthérien pousser à cette occasion, dans un journal de son Église (*Fraternité évangélique* de Paris, juin 1952), un véritable hosannah en l'honneur du savant qui a su pourfendre « les incrédules de toute nuance, du marxiste militant au défenseur du libéralisme économique », coupables d'« accusations de plus en plus acerbes contre l'Église, que l'on rend responsable à la fois d'avoir permis à ses membres de devenir des capitalistes et d'être intervenus dans les affaires du monde pour ralentir le développement naturel de la technique ». Troeltsch semble intéresser particulièrement les Italiens. Des traductions en avaient été publiées par G. SANNA (*Il protestantesimo nella formazione del mondo moderno*, Venise, 1929, in-8°, 110 p.) et par Carlo ANTONI (*Sociologia delle sette e della mistica protestante*, Rome, 1931, in-8°, 223 p.). La traduction intégrale des *Soziallehren* a été entreprise par G. SANNA (*Le dottrine sociali della Chiesa e dei gruppi cristiani*, 1<sup>re</sup> partie, Florence, 1941, in-8°, xii + 577 p.).

2. H. SCHÖFFLER, *Reformation und Geldabwertung* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVIII, 1941, p. 55-62); Ernst RAMP, *Das Zinsproblem* (Zurich, 1949, in-8°, 121 p.); Hermann BARGE, *Luther und der Frühkapitalismus* (Gütersloh, Bertelsmann, 1951, 63 p.; v. notre compte rendu, *Revue historique*, CCIX, 1953, p. 373). Les travaux de Götz von Pölnitz, historien des Fuggler et conservateur de leurs archives, ont montré Jean Eck convaincu (en 1515) de la licéité du prêt à intérêt.

3. E. BRUNNER, *Kommunismus, Kapitalismus und Christentum* (Zurich, 1948, in-8°, 35 p.).

4. Une étude, étrangère à toute préoccupation confessionnelle, de Claude LEFORT, *Capitalisme et religion au XVI<sup>e</sup> siècle* (*Les Temps modernes*, avril 1952), reconnaît qu'en matière économique la Réforme « possédait une indétermination réelle et qu'elle ne se réduisit pas à une fonction sociale précise ».

que reprendre, sur un ton assez déplaisant, les vieilles thèses du Guizot de l'*Histoire de la Civilisation* et du Laveleye de l'*Avenir des peuples catholiques*<sup>1</sup>.

II. HISTOIRES GÉNÉRALES DE L'ÉGLISE ET DE LA RÉFORME. — Les lecteurs de la *Revue* connaissent bien les trois volumes de l'*Histoire de l'Église* (Fliche et Martin) consacrés par R. AUBENAS et R. PICARD à l'*Église et la Renaissance, 1449-1517* (1951), par E. DE MOREAU, P. JOURDA et P. JANNELLE à *La crise religieuse du XVI<sup>e</sup> siècle* (1950) et par L. CRISTIANI à *L'Église à l'époque du concile de Trente* (1948)<sup>2</sup>. Rien de cette importance, du côté protestant, dans les pays de langue française, et d'abord parce que, en fait d'histoire générale de l'Église, on en est toujours à la commode, mais scientifiquement insuffisante, *Histoire du Christianisme* du pasteur Paul FARGUES (t. VI et dernier, sur *Le XIX<sup>e</sup> siècle et les temps actuels*, parus en 1939, Paris, in-12). La traduction, sous le titre *Le pèlerinage douloureux de l'Église fidèle à travers les âges* (Yverdon, Suisse, 1938, in-8°, xvi + 430 p.), d'un curieux livre de E. H. BROADBENT nous a donné, du moins, une histoire du christianisme « spirituel », des montanistes au « revivaliste » Spurgeon († 1892), où cet aspect du protestantisme, ordinairement mésestimé dans les abrégés et les sommes, est traité avec sympathie et quelque précision<sup>3</sup>. Parmi les abrégés en question, négligeables pour l'historien, nous ne ferons pas figurer l'excellente petite *Histoire du Christianisme* du professeur de l'Université de Lausanne Louis EMERY († 1915), dont une cinquième édition, amplement complétée pour l'époque actuelle, a été publiée en 1937 à Bruxelles (in-8°, 264 p., ill.). La dernière partie de ce simple manuel scolaire peut rendre de grands services aux étudiants et à leurs professeurs eux-mêmes.

Des résumés semblables ont été publiés dans les langues étrangères, tels la *Kirchengeschichte im Grundriss* du pasteur allemand H. Klugkist Hess (1951) et l'*Ein Gang durch die Kirchengeschichte* de Theodor BECK (1951), et des suites de biographies couvrant tout le champ de l'histoire de l'Église : le *Wolke der Zeugen*, de J. ERB (2<sup>e</sup> éd.; Cassel, 1952, 540 p.), rappelle par son dessein comme par son titre *La nuée de témoins* du pasteur Wilfred

1. Balme avait répondu à Guizot. Le catholicisme brésilien vient de publier (Rio-de Janeiro, 1948, in-8°, 476 p.) la cinquième édition du livre, *A Igreja, a Reforma e a Civilização*, où le P. Lionel FRANCA, qui fut recteur de l'Université jésuite de Rio, répliqua, en 1922, à un disciple brésilien de Guizot et de Laveleye, le pasteur Eduardo Carlos PEREIRA (*O Problema religioso da America Latina* (1920). De même origine la publication de la traduction portugaise (Rio, 1947) du *Progress and religion* de Chr. DAWSON.

2. Rappelons également la réédition en cours (Melun, 1946 et 1948), avec addition de bibliographies critiques, de ces *Origines de la Réforme* d'IMBART DE LA TOUR, qui restent une des meilleures contributions françaises à notre discipline.

3. L'esprit en est un peu celui de l'*Unpartheyische Kirchen-und Ketzer-Historie... bis auf 1688* de Gottfried Arnold (1699, rééd. Francfort, 1729, 2 vol.). On en rapprochera l'œuvre de W. NIEG, *Das Buch der Ketzer* (Zurich, 1949, 525 p.).

MONOD (Paris, 1929, 2 vol.)<sup>1</sup>. On y publie aussi des esquisses plus ou moins personnelles comme celle de W. A. GIFFORD, *The story of the faith. A survey of Christian History for the undogmatic* (New-York, 1946, xiii-622 p.). Mais les meilleurs spécialistes de l'histoire protestante y composent également des Histoires générales de l'Église destinées à un vaste public. Dans les pays scandinaves, M. E. HOLMQUIST, auteur (avec M. H. PLEIJEL) de la grande *Scenska Kyrkanshistoria* (Stockholm, depuis 1933), a publié, avec J. NERREGAARD, une *Kirkehistorie* en deux volumes qui en est à sa troisième édition. Le public hollandais, lui, est capable de faire un sort à plusieurs entreprises concurrentes de ce genre<sup>2</sup>.

L'histoire générale de la Réforme et des Églises qui en sont issues n'est représentée dans l'historiographie protestante récente de langue française que par deux abrégés, l'*Histoire du Protestantisme*, que nous avons publiée dans la collection « Que sais-je ? » (Paris, 1950, 128 p.), et la *Brève histoire du Protestantisme* du doyen Jacques COURVOISIER, de la Faculté de théologie de Genève (Neuchâtel, 1952), exposé rapide de positions théologiques plutôt que publication proprement historique. Des ouvrages, plus importants, en langues étrangères ont été déjà cités (p. 310) comme rentrant surtout parmi les vues générales sur la Réforme.

Nous avons rendu compte dans un numéro précédent de la *Revue* (CCIX, 1953, p. 373) du grand livre du professeur de l'Université de Michigan ROBERT HYMA, *Renaissance to Reformation* (Grand Rapids, Mich., 1951, in-8°, 591 p.). Pour être en bonne partie la reprise d'études antérieures, cet ouvrage n'en est pas moins un des meilleurs travaux généraux sur la révolution religieuse du XVI<sup>e</sup> siècle et ses relations avec l'humanisme et la situation économique.

1. Même parti dans le livre de P. H. MULLER, *Kerkbouwers* (Bâtisseurs de l'Église). En *Kerkgeschiedenis in biografieën* (Amsterdam, 478 p.).

2. H. BERKHOF, *Geschiedenis der Kerk* (Nijkerk, 1942, 351 p.) ; J. N. BAKHUIZEN VAN DEN BRINK et J. LINDEBOOM, *Handboek der Kerkgeschiedenis* (La Haye, 1942 et 1945, 2 vol., 327 et 434 p.) (notons qu'on leur doit aussi un Guide pour l'étude de l'histoire ecclésiastique, *Leidraad bij de studie der Kerkgeschiedenis*, Amsterdam, 1942, 139 p.) ; F. W. GROSSEIDE, G. M. DEN HARTOGH, H. J. HONDERS, G. P. VAN ITTERZON et D. NAUTA, *Geschiedenis der Kerk* (Kampen, 1941-1944, 3 vol., 379, 407 et 282 p.). Cela sans compter la *Cultuurgeschiedenis van het Christendom* de J. WATERINK, W. ASSELBERG, F. W. GROSSEIDE et autres, dont le t. V est paru en 1952 (Amsterdam, viii + 448 p., pl.), et la réédition, par R. R. POST, du catholique *Handboek der Kerkgeschiedenis* de J. DE JONG, t. III (Nimègue, 1948, 464 p.).

A ce rayon des rééditions, notons la dixième édition (Tübingue, 1949, xii + 577 p.) du *Kompendium der Kirchengeschichte* du professeur de l'Université d'Iéna Karl HAUSI, le manuel classique des étudiants en théologie allemands : la première édition date de 1907-1909, la neuvième de 1937 ; il est précisé que celle-ci, publiée sous visa français, l'a été « grâce à une fourniture de papier de la Presbyterian Church à l'Organisme d'aide aux Églises évangéliques d'Allemagne ».

Enfin, l'historiographie protestante récente de l'étranger a ses histoires du dogme, notamment celle de Walther KOEHLER, *Dogmengeschichte als Geschichte des christlichen Selbstbewusstseins*, dont le t. II (*Das Zeitalter der Reformation*) a paru en 1951 (Zurich, Niehans, 1951, 523 p.).

Par contre, sous le titre, très voisin, de *Renaissance and Reformation* (Londres, 1952, in-8°, 463 p.), V. H. H. GREEN, « fellow » du Lincoln College d'Oxford, ne nous donne, comme le signale le sous-titre, qu'un « abrégé de l'histoire de l'Europe entre 1450 et 1660 ». C'est donc l'équivalent des *Débuts de l'âge moderne* de HAUSER et RENAUDET, plus *La prépondérance espagnole* de HAUSER. Je n'ai pas à apprécier la valeur de l'ouvrage comme manuel d'histoire générale, où M. Green est un spécialiste (il a publié une histoire des rois hanovriens d'Angleterre) : les tableaux généalogiques et chronologico-synoptiques de la fin du livre sont certainement commodes. Mais, pour la partie d'histoire ecclésiastique, les chapitres de Hauser et de Renaudet sont d'une autre valeur. La bibliographie laisse à désirer : il est un peu étonnant de voir citer le *Luther* de Funck-Brentano (ou plutôt sa traduction anglaise), et non celui de Febvre. Des deux cartes d'histoire ecclésiastique, la seconde (répartition des cultes en Allemagne au début de la guerre de Trente ans) est utile, parce qu'elle peut être assez précise ; mais la première (l'expansion de la Réforme), portant sur un demi-siècle tout au moins, fera croire, notamment, aux étudiants que, au temps où il y avait des réformés en Pologne (donc dans la seconde partie du xvi<sup>e</sup> siècle), la région d'Avignon était peuplée de luthériens, sans doute parce qu'Amerbach y rencontra François Lambert vers 1522.

III. LUTHER. — On ne s'occupera ici ni des humanistes ni de ceux que l'on nomme plus ou moins justement les préréformateurs : Érasme, Lefèvre d'Étaples et Marguerite d'Angoulême n'appartiennent proprement ni à la Réforme ni au protestantisme. Commençons donc à Luther.

Quelques œuvres tiennent à le présenter dans son cadre, celui de la Réforme en Allemagne, qu'elles voient ou non en lui, avant tout, une expression de la conscience nationale allemande<sup>1</sup>. Ce sont le plus souvent des ouvrages où l'élément personnel l'emporte, comme il est naturel de vastes fresques où les vues d'ensemble sont nécessaires. Tel est bien le *Lutero e la Riforma in Germania* d'Ernesto Bonaiuti, dont une nouvelle édition a paru à Rome (éd. « Faro ») en 1945 (in-8°, xxiii + 405 p.). Cette œuvre, composée en 1921 comme cours à la Faculté des lettres, avec l'assurance profonde qu'elle prouverait l'attachement, contesté, de l'auteur à l'Église dont il était prêtre, eut sa première édition en 1926, alors qu'il venait d'être exclu du sacerdoce et privé de sa chaire universitaire. Republiée après l'écroulement du fascisme et du national-socialisme, et accrue d'un chapitre où l'auteur poussait l'histoire de l'évolution spirituelle allemande jusqu'à la veille de ces événements, elle est donc fort éloignée d'un simple exposé historique

1. U. PAUL, *Studien zur Geschichte des deutschen Nationalbewusstseins im Zeitalter des Humanismus und der Reformation* (Berlin, Ebering, 1936, in-8°, 135 p.) ; O. THULIN, *Folkstum und Völker in Luthers Reformation* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XL, 1943, p. 1-30) ; la traduction d'un livre de J. E. SPENLE, *Der deutsche Geist von Luther bis Nietzsche* (Meisenheim, Hain, 1949, in-16, xiv + 209 p.).



plus ou moins objectif. Il serait dur de dire que c'est l'histoire d'un hérésiarque faite par un excommunié d'une autre observance. « Ce Luther, écrivait Buonaiuti en 1926, fut conçu et écrit au temps où je respectais extérieurement la discipline : je ne l'écrirais pas autrement aujourd'hui. L'excommunication ne m'a rapproché d'un pas d'aucune des dénominations évangéliques... Le protestantisme, et proprement chez ses héritiers, est mort et bien mort. Ou plutôt je me demande parfois si les seuls vrais « protestants » survivant aujourd'hui ne sont pas les Jésuites. » (On entend bien que les protestants sont ici les « séparés », qui s'opposent à l'unité chrétienne). Et voici l'avant-dernière phrase du livre, dans le chapitre ajouté en 1945 : « Le déchaînement guerrier (*de l'Allemagne*) n'a été que l'ultime résultat d'un repullement des vieilles caractéristiques de la race, déjà dessinées, à l'état embryonnaire, tant dans la foi de la Réforme luthérienne que dans les formes typiques de la culture idéaliste allemande. » Encluse entre ces deux sortes de préoccupations, l'œuvre de Buonaiuti appartient plutôt à l'histoire des idées dans la première partie du xx<sup>e</sup> siècle qu'à l'historiographie luthérienne.

Un Italien moderniste ne pouvait sans doute pas comprendre Luther (ses prédécesseurs du xvi<sup>e</sup> siècle n'y étaient guère plus arrivés). Mais un Allemand historien catholique orthodoxe, Joseph LORTZ, professeur à la Faculté de théologie de Munster, faisait paraître en 1940-1941 un ouvrage en deux volumes, *Die Reformation in Deutschland*, republié par la suite<sup>1</sup>, plein de compréhension, sinon même de sympathie, pour Luther et pour son œuvre. Sans doute un certain nationalisme y était-il pour quelque chose, qui faisait écrire à l'auteur : « Dans l'Église, dans le peuple comme dans l'État, la Réforme est devenue, pour tous les Allemands que nous sommes, un destin sans pareil, un destin qui n'est pas encore dépassé. » Curieux accents d'un Ulrich von Hutten chez un théologien catholique. Mais un autre passage, que Buonaiuti cite tout au long avec un étonnement mal caché, va plus loin et plus profond : « Dans la Réforme, qui a transformé la foi, la pensée et la vie d'une partie essentielle de l'humanité et qui a profondément influencé les conditions de vie de tous les peuples chrétiens, les peuples catholiques compris ; dans la Réforme... qui, pour de nombreuses centaines de millions de croyants, a transformé les conditions fondamentales elles-mêmes du voyage vers le salut éternel ; dans ce fait, nous trouvons, tout au fond, le mystère du Dieu vivant dans l'histoire. Et c'est chose capable d'émouvoir jusqu'au plus intime de son âme l'écrivain qui réfléchit. » Ici, ce n'est pas seulement Hutten : c'est Luther lui-même, le Luther du « voyage vers le salut », le Luther du « Que faut-il que je fasse pour être sauvé? ». Ou tout au moins son confrère vraiment fraternel, Staupitz.

Malheureusement (et je ne crois pas trop forcer la pensée de M. Lortz),

1. 2<sup>e</sup> éd., 1941 ; 3<sup>e</sup> éd. (anastatique), Fribourg, Verlag Herder, 1949, 2 vol. gr. in-8°, xii + 437 et ix + 332 p. Du même auteur, *Wie kam es zur Reformation?* (Einsiedeln, Johannes Verlag, 1950, 72 p.).

Luther et Staupitz, et les autres Allemands, ne pouvaient pas régler, pour le monde entier, mais entre eux, des problèmes religieux qu'ils sentaient avec une particulière intensité. Alors que des Églises catholiques nationales s'étaient constituées dans toute la chrétienté, il n'y en avait pas dans une Allemagne restée sous la tutelle directe de la papauté, c'est-à-dire de l'Italie. Et la papauté, ou du moins la Curie romaine, ne comprenait rien à ce qui se passait en Allemagne, au point de ne pas prendre au sérieux les avertissements de son propre légat, Aléandre. Nous voilà loin de Denifle, et même de Grisar, sur la route de cet « œcuménisme » pratique où une résistance commune au nazisme avait mis tous les croyants allemands.

Pour ce qui est du récit historique lui-même, moins développé et moins pittoresque que celui de Janssen, il semble de jugement plus sûr. Une bibliographie méthodique rendra de grands services pour les études publiées avant 1939.

Le champ de vision se rétrécit à l'histoire allemande, et à une vision très personnelle de l'histoire allemande, dans le livre de Paul JOACHIMSEN, *Die Reformation als Epoche der deutschen Geschichte* (Munich, Kaiser, 1951, in-8°, 312 p.). Disciple de Ranke et persuadé que l'histoire est avant tout une prise de conscience de soi-même, l'auteur a retrouvé dans la crise de l'Allemagne à l'époque de la Réforme la « problématique » et les drames de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Ces ouvrages témoignent, une fois de plus, de la ductilité de l'historiographie allemande de Luther. Il est bien dommage que le beau livre d'Ernst Walter ZEEDEN, *Martin Luther und die Reformation in Urteil des deutschen Luthertums* (Fribourg, Herder, 1950 et 1952, 2 vol., 388 et ix + 473 p.), dont nous avons précédemment rendu compte dans la *Revue*, s'arrête aux débuts du XIX<sup>e</sup> siècle et ne s'étende pas aux auteurs non luthériens<sup>1</sup>. Car Luther est, de nos jours, de plus en plus considéré comme le plus grand homme de l'histoire allemande, celui à la lumière de qui elle s'explique<sup>2</sup>. Mais, en même temps, son message reprend une portée universelle<sup>3</sup>. Il ne

1. Le vieux livre du professeur de Marbourg H. STEPHAN, *Luther in den Wandlungen seiner Kirche* (Giessen, 1907), a été réédité en 1951 (Berlin, De Gruyter, viii + 135 p.). Voir aussi : H. BLUM, *Herders Stellung zu Luther* (*Publications of the Modern language association of America*, Menasha, Wisc., LXIV, 1949, p. 158-182); G. HULTSCH, *Friedrich Nietzsche und Luther* (Göttersloh, Bertelsmann, 1940, 84 p.); M. VAN RHIJN, *Ritschl en Luther* (La Haye, Nijhoff, 1946, viii + 102 p.; 2<sup>e</sup> éd., La Haye, Voorhoeve, 1947, 189 p.); K. VIETOR, *Luthertum, Katholizismus und deutsche Literatur* (*Zeitschrift für deutsche Philologie*, Stuttgart, LXX, 1949, p. 233-249).

2. Il est significatif de voir Hans LEUBE, qui avait commencé par étudier *Die Anfänge der französischen Lutherauffassung* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, Stuttgart, LVI, 1937, p. 515-549), donner à son travail définitif le titre de *Deutschlandsbild und Lutherauffassung in Frankreich* (Stuttgart, Kohlhammer, 1941, 186 p.). Voir aussi : E. BENZ, *Das Lutherbild des französischen Katholizismus* (*Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, Heidelberg, IV, 1952, p. 1-19); E. W. ZEEDEN, *Die Einwirkung und die Verfassung des Heiligen Reiches deutscher Nation* (*Theologische Literaturzeitung*, 1950, p. 207-213).

3. Il serait aujourd'hui moins juste que jamais de se demander, avec IMBART DE LA TOUR,

s'agit pas seulement de cet accès de confessionnalisme luthérien que nous aurons à signaler dans le dernier chapitre de ce Bulletin<sup>1</sup>, mais, sans doute, des besoins et des réactions de l'homme d'aujourd'hui, redevenu métaphysicien et mystique, angoissé et trop pessimiste à l'égard des sociétés humaines pour apprécier le compromis « spirituel-temporel » et la « civilisation chrétienne » d'autres formes religieuses (d'où l'actualité des expériences et des positions de Luther, drame du salut, technique de l'angoisse, demi-indifférentisme à l'égard des problèmes du siècle). Ces dispositions se traduisent par une « renaissance » et une « réinterprétation » de Luther, en dehors même des frontières allemandes<sup>2</sup>.

Des nombreux ouvrages de ces quinze dernières années se présentant explicitement comme des BIOGRAPHIES DE LUTHER<sup>3</sup>, je ne signalerai spé-

*Pourquoi Luther n'a-t-il créé qu'un christianisme allemand? (Revue de métaphysique et de morale, 1918).*

1. Voir Th. KNOLLE, *Luther in der deutschen Kirche der Gegenwart* (Guterslohe, Bertelsmann, 1940, 80 p.).

2. J. HASNAGEN, *Die apologetische Tendenz der Lutherforschung und die sogenannte Lutherrenaissance* (*Historische Vierteljahrschrift*, XXXI, 1939, p. 625-650); H. LINDROTH, *Fyra decenniers svensk Lutherforskning* (*Ny Kyrklig tidskrift*, IX, 1940, p. 111-142, 145-189); J. HASNAGEN, *Kritische Betrachtungen zur Lutherforschung* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXIX, p. 256-273); E. M. CARLSON, *The reinterpretation of Luther* (Philadelphie, Westminster press, 1949, 256 p.); E. ROTH, *Martin Luther and the Continental Reformation. An interpretation* (*Church Quarterly Review*, CLIII, 1952, p. 12-27, 171-185); *Luther speaks* (Londres, Lutterworth press, 192 p.).

3. V. MACCHIORO, *Lutero* (Milan, Bietti, 1939, in-16, 101 p.); H. PREUSS, *Martin Luther, der Deutsche und der Christ* (Leipzig, Eger, 1940, 31 p.); D. MERESKOVSKY, *Luther*, trad. (Paris, Gallimard, 1941, in-16, 285 p.); H. PREUSS, *Martin Luther, der Christenmensch* (Guterslohe, Bertelsmann, 1942, xiii + 364 p.); G. RITTER, *Luther. Gestalt und Tat*, 3<sup>e</sup> éd. (Munich, Bruckmann, 1943, in-8<sup>o</sup>, 291 p.); Lucien FÉVRE, *Un destin : Martin Luther*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> éd. (Paris, P. U. F., 1945 et 1951, 219 p.); N. NØJGAARD, *Martin Luther*, trad. du danois (Stockholm, Lindfors, 1945, in-8<sup>o</sup>, 275 p.); L. VAN DEN EERENBEERT, *Lutero. Vita e dottrina*, trad. du néerlandais (Rome, Coletti, 1946, in-8<sup>o</sup>, 112 p.); W. J. KOOIJMAN, *Maarten Luther* (Amsterdam, Ten Have, 1946, 151 p.) et trad. allemande (Munich, Kaiser, 1949, in-8<sup>o</sup>, 246 p., ill.); Hans LILJE, *Luther. Anbruch und Krise der Neuzeit* (Nuremberg, Laster Verlag, 1946, 229 p., ill.) et *Luther now* (Philadelphie, Muhlenberg press, 1952, xv + 190 p.); Giovanni MIEGGE, *Lutero. T. I : L'uomo e il pensiero fino alla dieta di Worms. 1483-1521* (Torre Pellice, Claudiana, 1946, in-8<sup>o</sup>, 558 p., ill.); André BAUCLAIR, *Luther et son temps* (Paris, Éditions internationales, 1946, in-8<sup>o</sup>, 247 p.); Roland BAINTON, *Here I stand. A life of Martin Luther* (Abingdon, Cokesbury press, N. York et Nashville, 1950, in-8<sup>o</sup>, 422 p.) et trad. allemande, *Hier stehe ich* (etc.) (Goettingue, Deuerlich, 1952, 368 p., 87 ill. et 4 hors-texte); William DALLMANN, *Martin Luther. His life and his labor*, nouv. éd. (Saint-Louis, Missouri, Concordia Publishing House, 1951, in-8<sup>o</sup>, 262 p., 62 ill.); E. G. SCHWIEBERT, *Luther and his times* (Ibid., 1951, in-8<sup>o</sup>, 892 p., 119 ill.).

Citons aussi le *Luthers geistige Welt* de H. BORNKAMM (Lunebourg, Heliand, 1947, 294 p.), les *Lutherlegenden* de H. A. VAN BAKER (Haarlem, Tjeenk Willink, 1946, 137 p.) et, parmi les articles d'intérêt général : Th. STROTMAN, *Sur le thème protestant. Luther (Irénikon, Arney-Chevetogne, XIX, 1946, p. 318-335)*; Georges BERNANOS, « Frère Martin » (*Esprit*, octobre 1951), qui se trompe complètement, malgré quelque effort de sympathie, en proclamant « Luther fut le réformateur né » d'une Église qui « n'a pas besoin de réformateurs, mais de saints », alors que sa vie montre en lui les angoisses du saint bien plus que l'activité du réformateur.

cialement que ceux qui me paraissent particulièrement caractéristiques d'une tendance de son historiographie. Il serait regrettable que la date déjà ancienne (1928) de la première édition du *Martin Luther* de Lucien Febvre m'empêchât de rappeler ici le livre qui est la meilleure introduction à l'étude du Réformateur : l'occasion m'en est donnée par une réédition où l'auteur a, notamment, précisé ce qu'il entendait par le « repli » de son héros, une fois passée la période des prises de positions et des publications décisives. Plus facile que cette compréhension de Luther, de sa doctrine, de son œuvre (à partir de la détermination et de l'intelligence sympathique de son expérience spirituelle) est le recours aux tendances et aux besoins de son temps, qui s'exprimèrent en lui. On trouve cette « explication », notamment, dans le livre d'André Bauclair : « Il n'y a guère là de génie (*c'est de Luther qu'il s'agit, et l'auteur qui parle*), mais une force élémentaire qui a su capter les sourds mécontentements d'une époque, entraînée dès lors dans une voie de plus en plus tragique. » L'admiration confessionnelle s'exprime dans la biographie résumée, datant de 1917, que le pasteur Dallmann vient de rééditer alors qu'il a, nous dit-on, quatre-vingt-onze ans, et dans le gros travail du Rév. Schwiebert, professeur du Wittenberg College de Springfield et l'un des meilleurs luthéranisants des États-Unis. Que l'on soit ici dans une orthodoxie presque intégriste se voit, dès l'abord, au fait que cet ouvrage, comme le précédent, est publié par la maison d'éditions du « Synode du Missouri », l'organisation ecclésiastique des vieux-luthériens de l'Amérique du Nord. Le trait est moins marqué dans le livre, surtout destiné aux jeunes, de W. J. KOOIMAN, professeur à l'Université d'Amsterdam et au Séminaire théologique des Églises luthériennes des Pays-Bas. On connaît assez M. Roland BAINTON, l'historien du protestantisme « libéral » au XVII<sup>e</sup> siècle (nous en reparlerons à ce titre), pour supposer que sa *Vie de Martin Luther* est étrangère à des vues proprement ecclésiastiques. Par là, comme par son souci d'atteindre avant tout le débat intérieur du Réformateur (et comme par les qualités littéraires du récit), son livre est celui qui, dans la production étrangère, me paraît se rapprocher le plus de celui de Lucien Febvre.

Le TEMPÉRAMENT PHYSIQUE ET PSYCHIQUE DE LUTHER a été étudié, ces dernières années, par P. J. REITER, dans un grand ouvrage, *Martin Luthers Umwelt, Charakter und Psychose, sowie die Bedeutung dieser Faktoren für seine Entwicklung. Eine historische-Psychiatrische Studie*, dont le t. II, *Luthers Persönlichkeit, Seelenleben und Krankheiten*, a paru en 1941 (Copenhague, Munksgaard, in-8°, 633 p.). Sur quoi N. NEIGAARD pose la question : *Var Luther manio-depressiv?* (*Dansk Teologisk Tidsskrift*, V, 1942, p. 30-44). Vieilles recherches, d'ailleurs, car, en une époque où les disciples de Freud ne faisaient qu'aborder les sujets historiques, P. SMITH étudiait déjà le *Luther's early development in the light of Psycho-analysis* (*The American Journal of Psychology*, 1913)<sup>1</sup>. Moins étroitement psychiatrique est le livre

1. C'est à un autre point de vue, naturellement, que se place le théologien Erich SREBERG

de E. M. PLASS, *This is Luther. A character study* (Saint-Louis, Concordia, 1948, xiv + 395 p.)<sup>1</sup>.

Le Réformateur s'étant beaucoup raconté, il est facile de cueillir dans ses œuvres ce qu'il pensait de son caractère et de sa mission. Karl HOLL l'avait déjà fait dans une étude, *Luthers Urteile über sich selbst*, au t. I<sup>er</sup> de ses *Gesammelte Aufsätze zur Kirchengeschichte* (Tübingue, 1923-1928, 3 vol.). H. VON CAMPENHAUSEN a repris cette quête, sur un terrain plus réduit, dans son travail *Reformatorisches Selbstbewusstsein und reformatorisches Geschichtsbewusstsein bei Luther. 1517-1522* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVII, 1940) : on y voit le jeune professeur, qui s'était congu d'abord comme un théologien expert, ne plus vouloir être que prédicateur de la Parole<sup>2</sup>.

AUX TRAVAUX de la période précédente sur LES ANNÉES DE QUÊTE SPIRITUELLE DE LUTHER, dont H. BOEHMER a établi le bilan dans *Der junge Luther* (3<sup>e</sup> éd., Leipzig, Koehler, 1939, 380 p.), des additions importantes ont été apportées par des spécialistes connus, le professeur d'histoire ecclésiastique d'Heidelberg H. BORNKAMM (*Luthers Bericht über seine Entdeckung der « Justitia Dei »*, dans l'*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVII, 1940, p. 117-128), le professeur de théologie de Bâle (collègue et contradicteur « libéral » de Barth !) Fritz BURI (*Kreuz und Ring. Die Kreuzestheologie des jungen Luthers und die Lehre von der ewigen Widerkunft in Nietzsches « Zarathustra »*, Berne, Haupt, 1947, in-8°, iv + 121 p.), Roland H. BAINTON (*Luther's struggle for faith*, dans la *Church History*, Hartford, Conn., XVII, 1948). Un travailleur finlandais, U. SAARNIVAARA, a voulu établir, dans un ouvrage publié en finnois en 1947 et en anglais en 1951 (*Luther discovers the Gospel*, Saint-Louis, Concordia, in-8°, 146 p.), que le Réformateur découvrit dès 1512 le véritable sens de la *Justitia Dei*, imputation au pécheur de la justice du Christ, mais que la portée entière de sa découverte lui apparut seulement en 1518<sup>3</sup>.

dans son article *Luthers Tod und seine Gedanken über Leben und Sterben* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, Stuttgart, LXII, 1943-1944, p. 190-203).

1. Le titre du livre de C. DYRLING, *Tro och trots i Martin Luthers liv* (Foi et défi dans la vie de Martin Luther) (Upsal, Lindblad, 1946, 283 p.), promet une étude de caractériologie intéressante pour la connaissance du Réformateur. De même celui de l'article de H. A. VAN BAKEL, *Onopzettelijke en opzettelijke Luthersatiren* (Satires non préméditées et préméditées de Luther) (*Nederlandsche theologisch tijdschrift*, Wageningen, XXXI, 1942, p. 295-327).

2. Voir aussi : M. VON LOEWENICH, *Die Selbstkritik der Reformation in Luthers grossen Katechismus* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXIX, 1942, p. 84-108) ; Hubert JEDIN, *Riforma e concilio nel pensiero di Lutero* (*Humanitas*, 1949, p. 276-292).

3. Citons aussi : H. A. VAN BAKEL, *Een nieuwe episode in de Roomsche Lutherwaardering* (*Nederlandsche Theologisch Tijdschrift*, XXIX, 1940, p. 201-211) ; H. TÜMMLER, *Luther und Erfurt* (Erfurt, Richters, 1943, in-4°, 83 p.) ; H. S. BLUM, *The significance of Luther's earliest extant sermon* (*Harvard Theological Review*, XXXVII, 1944, p. 175-184) ; A. PINCHERLE, *La prima messa di Lutero* (*Ricerche Religiose*, XX, 1949, p. 95-103) ; R. WEIJENBORG, *La charité dans la première théologie de Luther. 1509-1515* (*Revue d'histoire ecclésiastique*, XLV, 1950, p. 617-669). Sur les aspects humanistes de Luther : D. NAUTA, *Standpunt van Luther*



L'histoire de L'AFFAIRE DES INDULGENCES s'est enrichie de nombreux travaux de G. VON PÖLLNITZ, le conservateur des archives des Függer, sur le rôle de ces derniers<sup>1</sup>. Ils montrent, notamment, que Jacob Függer, « Függer le riche », n'était pas, d'abord, contraire au mouvement luthérien.

Sur LA CONDAMNATION DE LUTHER par les magistères catholiques, on verra l'article de L. CRISTIANI, *Luther et la Faculté de théologie de Paris* (*Revue d'histoire de l'Église de France*, XXXII, 1946, p. 53-83), et l'édition récente, par Robert STUPPERICH, dans les *Reformatiorischen Schriften* de Mélanchthon, de l'amusant pamphlet du jeune et enthousiaste disciple de Luther *Adversus furiosum Parrisiensium Theologastrorum decretum*.

L'ATTITUDE DE L'EMPEREUR ET LA DIÈTE DE WORMS ont été étudiées à nouveau par K. SCHOTTENLOHER<sup>2</sup> (*Die amtlichen Ausgaben des Wormser Edikts Kaiser Karls V gegen Martin Luther*, dans le *Zentralblatt für Bibliothekswesen* de Leipzig, LVIII, 1941, p. 198-214) et par E. WALDER, *Kaiser, Reich und Reformation. 1517 bis 1525* (Berne, Lang, 1944, in-8°, 64 p.). Il a été rendu compte dans la *Revue* (CCIX, 1953, p. 373) du *Luther's progress to the Diet of Worms* de Gordon RUPP (Londres, S. L. M. Press, 1951, in-8°, 108 p.).

Nous en sommes ainsi arrivés à la période de la vie de Luther où l'on a coutume de s'occuper de ses ŒUVRES et d'exposer sa théologie. Ses grands écrits sont réimprimés périodiquement, en dehors des *Opera Omnia*. C'est ainsi que, pour la France, Maurice GRAVIER<sup>3</sup> a procuré la réédition des *Grands écrits réformateurs* (*A la Noblesse chrétienne. La liberté du chrétien*) (Paris, Aubier, 1944) et André JUNDT les *Livres symboliques* (*Petit et Grand Catéchisme. Articles de Smalkalde*) (Paris, « Je sers », 1947, 180 p.)<sup>4</sup>. En

en Calvin togenover het humanismus (t. III de la *Cultuurgeschiedenis van het Christendom*, Amsterdam et Bruxelles, 1950, p. 267-287); Karl H. DANNENFELDT, *Some Observations of Luther on Ancient Pre-Greek History* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XLII, 1951, p. 49-63); K. A. MEISSINGER, *Der katholische Luther* (Munich et Berne, 1952, x + 320 p.); W. MAURER, *Die Anfänge von Luthers Theologie. Eine Frage an die lutherische Kirche* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXVII, 1952, p. 1-12); M. VAN RIJN, *Luther en Dyonisios Areopagita* (*Nederlandsch archief voor kerkgeschiedenis*, XXXIX, 1952, p. 100-113).

1. Jakob Fuggers Zeitungen und Briefe an die Fürsten des Hauses Wettin in der Frühzeit Karls V. 1519-1525 (*Nachrichten der Göttinger Akad. der Wissenschaften. Phil. Hist. Klasse*, 1941); Függer und Medici (Leipzig, Koehler, 1942, 184 p.) (sous le même titre, article dans *Historische Zeitschrift*, Munich, CLXVI, 1942, p. 1-23); et le grand livre *Jakob Függer. Kaiser, Kirche und Kapital in d. oberdeutschen Renaissance* (Tubingue, Mohr, 1949 et 1951, 2 vol., XII + 662 et XI + 669 p.). Voir aussi : W. WINKER, *Fugger il ricco* (Turin, Einaudi, 1942, 283 p.), et la bibliographie donnée par la *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1934, p. 231-233.

2. Auteur de la bibliographie sur l'Allemagne au temps de la Réforme citée plus loin.

3. On lui doit un livre sur *Luther et l'opinion publique* (Paris, Aubier, 1942, in-8°, 311 p.) qui analyse 400 des 630 libelles sur le Réformateur parus de 1520 à 1530 en langue allemande.

4. Une traduction néerlandaise a été éditée des *Smalkaldische Artikel* (Amsterdam, 1941, 54 p.). En Angleterre, la Lutterworth press de Londres a commencé à publier les *Reformation Writings of Martin Luther*, traduits par Bertram Lee Woolf. Le tome 1<sup>er</sup>, *The Basis of the Protestant Reformation* (1952, 402 p.), contient les 95 thèses, la Courte Exposition, l'Appel à la noblesse chrétienne, le *De captivitate Babylonica*, la Lettre à Léon X et La liberté

Allemagne, — où des anthologies semblables sont procurées par Kurt ALLEN, professeur à l'Université de Halle-Wittenberg (*Die Hauptschriften*, Berlin, Christlicher Zeitschriftenverlag, 1951, 466 p.), et par la Librairie Reclam, de Stuttgart, — sont en cours de publication la collection *Luther Deutsch. Die Werke Luthers in neuer Auswahl für die Gegenwart* (t. IX : *Tischreden*, éd. par K. ALAND, Berlin Evangel. Verlagsanstalt, 1948, in-8°, 308 p.) et l'édition de travail, pour étudiants, des *Luthers Werke in Auswahl*, dirigée par Otto CLEMEN et Albert LEITZMANN, dont six volumes, sur huit prévus, ont déjà paru (Berlin, de Gruyter). Le *Petit Catéchisme*, qui sert à l'instruction religieuse de tous les jeunes luthériens, dans le monde entier, est particulièrement réédité<sup>1</sup>. Mais les textes liturgiques le sont aussi<sup>2</sup>, et les cours<sup>3</sup> et diverses autres œuvres de seconde notoriété<sup>4</sup>. La traduction de la Bible est, depuis plusieurs années, l'objet d'une révision patronnée par la Fédération des Églises évangéliques allemandes (E. K. D.) ; un *Biblisches Handwoerterbuch zur Lutherbibel*, qui aura une dizaine de fascicules, a commencé à paraître (Goettingue, Vandenhoeck, 1951) par les soins d'Edo OSTERLOH et de Hans ENGELLAND<sup>5</sup>.

du chrétien. Voir aussi la publication d'ensemble de P. JACOBS et autres, *Reformierte Bekenntnisschriften und Kirchenordnungen in deutscher Übersetzung* (Neukirchen, 1949, 304 p.).

1. Un texte officiel vient d'en être donné par l'Église luthérienne unie (V. E. L. K. D.), *Der Kleine Katechismus Doktor Martin Luthers* (Berlin, Luther. Verlagshaus, 1951, 28 p.). Si simple qu'il soit, ce catéchisme doit paraître difficile pour les enfants d'aujourd'hui, car l'on a publié en Allemagne un recueil d'anecdotes destinées à l'illustrer (E. O. CHRIST, *Lebender Katechismus*, Gütersloh, « Der Rufer », 1949, 200 p.), tandis qu'une Église luthérienne des E.-U., l'American Lutheran Church, en est, depuis 1939, à la septième édition des *Studies in the catechism* de BREKER et SIEGENS (Blair, Nebraska, Lutheran Publishing House, 2 cahiers, 74 et 37 p.).

2. Le pasteur O. DIETZ, de Nuremberg, a édité en 1940 et réédité en 1950 (Munich, Kaiser, 100 p.) les *Liturgische Schriften* (1. L'ordre du culte dans la communauté. 2. Comment célébrer la messe et aller à la table sainte. 3. La messe en allemand et l'ordre du culte. 4. Le fascicule du baptême. 5. La liturgie de la bénédiction nuptiale).

3. E. MÜLHAUPT, *Doktor M. Luthers Evangelien-Auslegung. I : Die Weihnachts- und Vorgeschichten bei Matthäus und Lukas ; II. Das Matthäusevangelium* (Goettingue, 1938 et 1940).

4. *Die Advents- und Weihnachtspredigten der Kirchenpostillen* (Munich, Lempp, 1940, 635 p. ; t. IV du Suppl. de la *Münchener Lutherausgabe*) ; *Vierzehn Tröstungen für Mühselig und Beladene* (*Tessaradecas consolatoria pro laborantibus et oneratis*), trad. Th. HACKEL (Helsinki, 1941, xxxiv + 81 p.).

5. Voir, comme études récentes sur cette traduction : H. DIBBELT, *Hatte Luthers Verdeutschung des N. T. den griechischen Text zur Grundlage?* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVIII, 1941, p. 300-330) ; H. SCHUSTER, *Luthers Bible einst und jetzt* (Leipzig, Klotz, 1941, 64 p.) ; H. BORNKAMM, *Die Vorlagen zu Luthers Übersetzung des Neuen Testaments* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXII, 1947, p. 23-28). Les traductions des Écritures en langues vulgaires des Réformateurs ne doivent pas faire oublier qu'ils se servaient de textes latins de la Bible : M. LENHART, *Protestant Latin Bibles of the Reformation from 1520-1570. A bibliographical account* (*Catholic Biblical Quarterly*, Washington, VIII, 1946, p. 416-432).

De l'œuvre biblique de Luther on peut rapprocher son œuvre hymnologique : sur le premier hymnaire du Réformateur, voir Ch. SCHNEIDER, *Luther poète et musicien et l'« Enskildridion » de 1524* (Genève, Henn, 1942) ; les *Luthers Lieder und Gedichte* ont été republiés par W. STAFFER (Stuttgart, Evangelisches Verlagswerk, 1950, 245 p.).

La base d'une étude détaillée de LA THÉOLOGIE DE LUTHER est toujours constituée par les grandes œuvres allemandes antérieures aux limites de notre bibliographie, et notamment celles de Paul WERNLE (*Der evangelische Glaube nach den Hauptschriften der Reformatoren. I. Luther*, Tubingue, Mohr, 1948), Theodosius HARNACK (*Luthers Theologie*, 2<sup>e</sup> éd., Munich, 1927, 2 vol.) et surtout Erich SEEBERG, le professeur de Berlin (*Luthers Theologie*, 1929-1937, 2 vol.). Ce dernier donna un résumé de son œuvre dans des *Grundzüge der Theologie Luthers* (Stuttgart, Kohlhammer, 1940, VIII + 240 p.)<sup>1</sup>. Il est normal que les théologiens luthériens d'Allemagne<sup>2</sup>, de Finlande<sup>3</sup> et de Scandinavie<sup>4</sup> rivalisent avec leurs prédécesseurs. Mais bien caractéristique du renouveau luthérien déjà signalé est le fait que les pays anglosaxons prennent une grosse part à ces études<sup>5</sup> et que l'un des derniers ouvrages sur la théologie de Luther est l'œuvre d'un professeur méthodiste de Birmingham, établie principalement sur les travaux scandinaves et jugée si satisfaisante par les luthériens stricts d'Allemagne qu'ils l'ont fait traduire pour leur pays, avec introduction d'un de leurs chefs, l'évêque MEISER<sup>6</sup>.

Venons-en à quelques publications de détail sur la pensée religieuse de Luther. H. BORNKAMM étudie son attitude devant l'Ancien Testament<sup>7</sup> et

1. Voir à son sujet : E. GROSSMANN, *Erich Seebergs Lutherdeutung* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, LX, 1941, p. 198-206).

2. W. EHERT, *Der christliche Glaube. Grundlinien der lutherischen Dogmatik* (Berlin, Furche, 1940, 680 p.; 2<sup>e</sup> éd., *ibid.*, 1941); J. VON WALTER, *Die Theologie Luthers* (Gutersloh, Bertelsmann, 1940, IX + 305 p.); H. BORNKAMM, *Luthers geistige Welt* (Lünebourg, Helland Verlag, 1947, 294 p.); W. MAURER, *Die Einheit der Theologie Luthers* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXV, 1950, p. 245-252).

3. L. PINOMAA, *Der existentielle Charakter der Theologie Luthers. Das Hervorbrechen der Theologie der Anfechtung und ihre Bedeutung für das Lutherverständnis* (Helsinki, 1940, in-8°, 198 p.); *Zur Theologie Luthers. Aus der Arbeit der Luther-Agricola Gesellschaft in Finnland*, t. I (Helsinki, 1943, 115 p.).

4. LERFELDT, *Forsoningen in Luthers Teologi* (*Dansk teologisk Tidsskrift*, VI, 1943, p. 65-90); R. PRENTER, *Spiritus Creator. Studier i Luthers teologi* (Copenhague, Samlerens Forlag, 1944, 334 p.); E. M. CARLSON, *The theology of Luther according to Swedish research* (*Journal of religion* de Chicago, XXV, 1945, p. 247-260).

5. « *Luthers speaks.* » *Essays for the fourth centenary of Martin Luther's death* (Londres, Lutterworth press, 1947, 192 p.); H. H. KRAMM, *The theology of Martin Luther* (Londres, Clarke, 1949, 152 p.). Les essais sur l'évolution de la théologie protestante indiquent volontiers, dans leur titre, la figure de Luther comme point de départ : J. PELIKAN, *From Luther to Kierkegaard. A study of the history of theology* (Saint-Louis, Miss., Concordia press, 1950, 178 p.); FRANZ HILDEBRANDT, *From Luther to Wesley* (Londres, Lutterworth press, 1951, 223 p.).

6. Philip S. WATSON, *Let God be God* (trad. allemande, *Um Gottes Güteheit*, Berlin, Lutherisches Verlagshaus, 1952, 268 p.). En français : Henri STROHL, *Le message de Luther (Foi et Vie)*, 1946, p. 365-376).

7. *Luther und das Alte Testament* (Tubingue, Mohr, VIII + 234 p.); *Studien zur Luthers Anschauung vom Alten Testament* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XL, 1943, p. 30-62; XLI, 1944, p. 32-58). Un exemple de l'opposition de Luther (et de la Réforme) à l'interprétation symbolique chère au Moyen Age est donné par Rudolf HERMANN, *Die Gestalt Simsons bei Luther* (Berlin, Töpelmann, 1950, 30 p.).

G. EBELING devant les Évangiles<sup>1</sup>. L'anthropologie de Luther<sup>2</sup> et sa théodicée<sup>3</sup> sont objet de recherches, comme sa sotériologie<sup>4</sup> et sa conception de la vie chrétienne<sup>5</sup>. Mais particulièrement étudiées sont sa doctrine des sacrements — comme originale dans l'enseignement de la Réforme, et comme remise en valeur dans la pratique de l'Église luthérienne<sup>6</sup> — et sa

1. *Evangelische Evangelienauslegung. Eine Untersuchung zu Luthers Hermeneutik* (Munich, Lempp, 1942, 539 p.). Voir aussi : Raymond F. SURBURG, *The significance of Luther's hermeneutic for the Protestant reformation* (Concordia, Saint-Louis, Miss., XXIV, 1953, p. 241-261).

2. H. BLUM, *Luther's view of man in his first published work* (*Harvard Theological Review*, XL, 1948, p. 103-122); P. ALTHAUS, *Paulus und Luther über den Menschen* (2<sup>e</sup> éd., Gütersloh, Bertelsmann, 1951, 130 p.).

3. O. GÜLHOFF, *Gebieten und Schaffen Gottes in Luthers Auslegung der ersten Gebote* (Goettingue, Eschenhagen, 1939, in-8°, 101 p.); K. STÜRMER, *Gottesgerechtigkeit und Gottweisheit bei Martin Luther* (Ludwigshafen, Thiesen, 1940, 106 p.); G. BUCHWALD, *Luther über die Welt als « Mitwirklerin Gottes »* (*Luther*, XXIII, 1941, p. 49-73); F. LAU, *Erstes Gebot und Ehre Gottes als Mitte von Luthers Theologie* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXIII, 1948, p. 719-729); E. SCHOTT, *Luthers Verständnis des ersten Gebots* (*Ibid.*, p. 199-204); W. F. ARNDT, *The Wrath of God and the Grace of God in Lutheran Theology* (*Concordia*, XXIII, 1952, p. 569-582).

4. R. STUPFERICH, *Der Ursprung des « Regensburger Buches » von 1541 und seine Rechtfertigungslehre* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVI, 1939, p. 88-161); H. J. IWAND, *Glaubensgerechtigkeit nach Luthers Lehre* (Munich, Lempp, 1941, 207 p.); H. BORNEKAMP, « *Justitia Dei* » in der Skolastik und bei Luther (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXIX, 1942, p. 1-46); A. GYLLENKROK, *Rechtfertigung und Heiligung in der frühen evangelischen Theologie Luthers* (*Upsala Universitets Årsskrift*, 1952, x + 128 p.); P. BLÄSER, *Rechtfertigungslehre bei Luther* (Münster, Verlag der Hiltruper Missionäre, 1953, VIII + 53 p.).

5. R. NÜRNBERGER, *Die « lex naturae » als Problem der « vita christiana » bei Luther* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVII, 1940, p. 1-12); H. DÖRRIES, *Gottesgehorsam und Menschengehorsam bei Luther* (*Ibid.*, XXXIX, 1942, p. 84-108); G. WINGREN, *Luthers lära om kallelsen* (La doctrine de Luther sur la vocation) (Lund, Gleerup, 1948, 272 p.; trad. allemande : *Luthers Lehre vom Beruf*, Munich, Kaiser, 1952, 318 p.); W. ELERT, *Das christliche Ethos. Grundlinien der lutherischen Ethik* (Tübingue, Furcht, 1949, 595 p.); W. MAHRER, *Von der Freiheit eines Christenmenschen. Zwei Untersuchungen zu Luthers Reformationschriften. 1520-1521* (Goettingue, Vandenhoeck, 1949, 168 p.); G. EBELING, *Zur Lehre vom « triplex » usus legis in der reformatorischen Theologie* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXV, 1950, p. 235-245); C. RIEMENS, *Het gelukzalige leven* (La vie heureuse). *Luther en het eudemonisme* (Amsterdam, Uitg. Mij Holland, 1950, 119 p.); W. JOEST, *Gesetz und Freiheit. Das Problem des « tertius usu legis » bei Luther und die neutestamentliche Paränese* (Goettingue, Vandenhoeck, 1951, 242 p.).

6. A. GRÜNER, *La doctrine des sacrements chez Luther et Calvin* (*Foi et Vie*, XLVI, 1948, p. 22-34); E. METZKE, *Sakrament und Metaphysik. Eine Lutherstudie über das Verhältniß des christlichen Denkens und Leiblich-Materiellen* (Stuttgart, Kreuz Verlag, 1948, 56 p.); ERICH ROTH, *Sakrament nach Luther* (Berlin, Töpelmann, 1952, 48 p.).

ERNST BIERER, *Studien zur Geschichte des Abendmahlsreites im XVI Jahrhundert* (Gütersloh, Bertelsmann, 1940, 360 p.); HANS GRASZ, *Die Abendmahlslehre bei Luther und Calvin* (*Ibid.*, 1940, XIV + 260 p.); H. SASSE, *Vom Sakrament des Altars. Luther* (Leipzig, Dürfling, 1941, 298 p.); JEAN BICHON, *La doctrine de la Sainte-Cène chez Luther, Zwingli et Calvin* (*Foi et Vie*, 1946, p. 404-409); F. HEILER, *Deutsche Messe oder Feier des Herrenmahls nach altkirchlicher Ordnung* (2<sup>e</sup> éd., Munich, Federmann, 1948, 56 p.); E. ISERLON, *Der Kampf um die Messe in den ersten Jahren des Aufeinandersetzungs mit Luther* (Münster, Aschendorff, 1951, 60 p.).

A. WAGNER, *Reformatum saeculi XVI de necessitate baptismi doctrina* (*Divus Thomas*,

notion de l'Église<sup>1</sup> et des rapports de l'Église et de l'État, des chrétiens et du siècle, où certains ont voulu trouver l'origine de telles idéologies nationales-socialistes ou, du moins, d'un désintéressement pieux envers les choses de ce monde qui les favorisait<sup>2</sup>. Il n'est, d'ailleurs, guère d'aspects de la vie et de la pensée qui ne soient confrontés avec l'enseignement de Luther, celui-ci jouant un peu, dans une grande partie du protestantisme, le rôle de la doctrine thomiste dans un certain catholicisme<sup>3</sup>.

Nous renvoyons au paragraphe relatif à la Réforme en Allemagne les épisodes de la vie publique de Luther qui s'y rapportent.

IV. CALVIN. — Les raisons générales qui nous semblent expliquer la « renaissance » de Luther rendent peut-être compte du moindre intérêt porté en ces dernières années à Calvin, malgré la publication de travaux de premier ordre. Il est vrai que la période précédente, marquée par la commémoration de la naissance du Réformateur (1509), de la composition et de la publication de l'*Institution* (1534-1536) et de son séjour à Strasbourg (1538), avait été particulièrement riche en études calviniennes, dont la liste

Plaisance, XLV, 1942, p. 5-34); R. JOSEFSON, *Luthers lära om dopet* (La doctrine de Luther sur le baptême) (Stockholm, 1944, 167 p.); P. ALTHAUS, *Martin Luthers Lehre über die Kindertaufe* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXIII, 1948, p. 705-713); P. BRUNNER, *Die evangelisch-lutheranische Lehre von der Taufe* (*Münchener theologische Zeitung*, II, 1951, p. 77-101).

1. W. O. MÜNTER, *Die Gestalt der Kirche nach « göttlichem Recht »* (Münich, Lempp, 1941, 88 p.); J. T. MC NEILL, *The Church in XVIth cent. reformed theology* (*Journal of religion*, Chicago, XXIV, 1944, p. 96-107); E. EMMEN, *De kerk in actie. Inleiding tot het Herwomd herhelijk denken* (Nijkerk, Callenbach, 1946, 196 p.); Lucien MARCHAND, *Le mystère du Christ et de l'Église* (chez Luther) (*Foi et Vie*, 1946, p. 376-403).

2. La question du temporel et du spirituel dans l'enseignement de Luther fut, aux débuts de la dernière guerre, un thème de journalisme : le théologien Karl Barth, ayant cru devoir le reprendre, s'attira la juste réplique d'un des professeurs luthériens de la Faculté de théologie protestante de Paris, A. JUNDT (*Journal Le Témoignage*, 1<sup>er</sup> et 15 mars, 1<sup>er</sup> avril 1940); voir aussi H. DIEHM, *Karl Barths Kritik am deutschen Luthertum* (Zollikon-Zürich, 1947, 52 p.). Le livre de Karsten KLAHN, *Martin Luther. Sa conception politique*, publié de manière assez peu honorable (Paris, Sorlot, 1941, 190 p.), traite surtout de l'opposition de Luther et de Muntzer et de la Guerre des Paysans. Étude plus systématique dans : Giuseppe SANTASTASIA, *Le dottrine politiche di Lutero a Suarez* (Milan, Mondadori, 1946); G. TÖRNVALD, *Geistliches und weltliches Regiment bei Luther* (Munich, Kaiser, 1947, 196 p.); H. J. GREEN, *Luther's conception of territorial and national loyalty* (*Church History*, XVII, 1948, p. 79-94); Anders NYGREN, *Luthers Lehre von den zwei Reichen* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXIV, 1949, p. 1-8); P. MESNARD, *L'essor de la philosophie politique au XVI<sup>e</sup> siècle* (Paris, Vrin, 1952, 734 p.).

3. Il n'est pas étonnant que Luther ait été invoqué au sujet de la « question juive » : en 1939, Th. PAUL publiait dans une collection « Aufbau im positiven Christentum » (Bonn, Scheur) les t. II et III d'un *Luther und die Juden* (II : *Der Kampf. 1524-1546*, 104 p.; III : *Aus Luthers Kampfschriften gegen die Juden*, 98 p.). La « question Est-Ouest » était, elle, plus ou moins expressément sous-jacente aux travaux de H. LAMPARTER, *Luthers Stellung zum Türkenkrieg* (Munich, Lempp, 1940, in-8°, 152 p.), de R. LIND, *Luthers Stellung zum Kreuz- und Türkenkrieg* (Giessen, 1940, in-8°, 71 p.), de C. U. WOLF, *Luther und Mohammedanism* (*Moslem World*, XXXI, 1941, p. 161-177), et à l'édition, récemment donnée par Karl KINDT, des textes y relatifs du Réformateur, sous le titre *Martin Luther. Aufruf an die bedrohte Christenheit* (Hambourg, Furcht, 47 p.).



se trouve dans *Thirty years of Calvin study*, de J. T. MAC NEILL (*Church History*, XVII, 1948, p. 207-240), et dans la *Bibliographie calvinienne abrégée* que nous avons donnée nous-même au recueil *Calvin et la Réforme en France*, numéro spécial de la *Revue de théologie* de la Faculté de théologie d'Aix (1944) (p. 137-157). Nous suivons ici l'ordre de notre *Bibliographie*, que les pages suivantes compléteront et mettront à jour.

Pour les grandes éditions des ŒUVRES DE CALVIN, Peter BARTH et D. SCHEUNER continuent les *Joannis Calvini opera selecta* (Munich, Kaiser), qui en sont actuellement aux traités théologiques de 1542 à 1564. Aux anthologies de Calvin, qui s'étaient multipliées entre 1909 et 1936, il faut, de même, joindre les *Textes choisis* édités par Charles GAGNEBIN, avec préface de Karl BARTH (Paris, Egloff, 1948, 323 p.).

L'*Institution chrétienne* ne sera mentionnée que pour la publication du tome IV et dernier de sa belle édition par J. PANNIER (Paris, Belles-Lettres, 1939, 378 p.) et pour les études de A. VEERMAN (*De stijl van Calvin in de Institutio Christianæ Religionis*, Utrecht, 1943, 144 p.) et de L. SMITS, *L'autorité de saint Augustin dans l'« Institution chrétienne » de Jean Calvin* (*Revue d'histoire ecclésiastique*, XLV, 1950, p. 670-687). En ce qui concerne les autres œuvres du Réformateur, nous n'avons à citer que les rééditions du *Sermon* sur « la modestie des femmes en leurs habillements » (Genève, Kundig, 1945, in-16, 57 p.) et du *Traité des reliques* (Vincennes, Nord-Sud, 1948), celles, par le pasteur Pierre-Ch. MARCEL, des *Sermons sur la prophétie d'Ésaïe LIII touchant la mort et passion du Christ* (numéro spécial de la *Revue réformée*, 1951, 120 p.) et de la *Confession de foi des Églises réformées en France* (dite de la Rochelle) (*Ibid.*, 1952, 85 p.), dont la plus grande partie est de Calvin, des traductions en langues étrangères<sup>1</sup> et des études ou commentaires<sup>2</sup>.

Parmi les BIOGRAPHIES DE CALVIN que nous devons signaler, plusieurs sont des rééditions ou des traductions de travaux antérieurs. Le livre de vulgarisation « vivante » d'Emmanuel STICKELBERGER (*Calvin*, 1930. Trad. fr., Paris, Berger-Levrault, 1936) en est à sa sixième édition (Stuttgart,

1. Tome IV (sermons sur le Décalogue) (Franeker, Wever, in-8°, 208 p.) de la traduction néerlandaise des prédications de Calvin, *Johannes Calvijn. Het gepredikte woord. Preeken*, procurée par J. DOUMA et W. H. VAN DE VEGT; les traductions par J. OWEN des Commentaires sur les petits prophètes (Grand Rapids, Eerdmans, 5 vol., 530, 513, 534, 410 et 712 p.), par le même du Commentaire sur l'Épître aux Romains (*Ibid.*, 1947, xxxvii + 592 p.), par W. PRINGLE des Commentaires sur les Épîtres à Timothée, Tite et Philémon (*Ibid.*, 1948, 298 p.), par E. KOCHS des *Predigten über das Buch Hiob* (Neukirchen, Kreis Moers, 1950, in-8°, 419 p.) et par J. WIT des Articles de la Faculté de théologie de Paris (Nijkerk, Callenbach, 1950, 110 p.), par Leroy NIXON des *Sermons sur Ésaïe LIII* (Grand Rapids, Eerdmans, 1953, 133 p.).

2. M. B. VAN'T VEER, *Catechese and catechetisch stof bij Calvijn* (Kampen, 1942, 351 p.); E. CALDESAIGUES, *Calvin prédicateur* (*Calvin et la Réforme en France*, p. 83-100); PIETRO GUELFUCCI, *L'œuvre catéchétique de Calvin* (*Revue de théologie* de la Faculté de théologie d'Aix, V, 1945, p. 10-31); T. H. L. PARKER, *The oracles of God. An introduction to the preaching of John Calvin* (Londres, 1947, 175 p.); Leroy NIXON, *John Calvin expository preacher* (Grand Rapids, Eerdmans, 1950, 136 p.).

Steinkopf, 1950, in-8°, 215 p.). Celui du professeur à la Faculté de théologie de Strasbourg Jean-Daniel BENOÎT, l'un de nos rares calvinisants français, *Jean Calvin. La vie, l'homme, la pensée* (Neuilly, « La Cause », 1933), a été réimprimé en 1948 (Carrières-sous-Poissy, « La Cause », in-16, 315 p.) : notre public, qui ne peut s'en référer toujours à l'immense *Calvin* d'Émile Doumergue, trouve là un manuel commode et sûr, auquel on peut toujours joindre, malgré sa date, celui de Williston WALKER, *Jean Calvin. L'homme et l'œuvre* (Paris, Fischbacher, 1909), traduction par Nath. WEISS de l'original anglais (New-York, 1906).

Les lecteurs italiens, pour qui parut en 1939 la traduction d'une biographie du même genre, de R. M. Carew HUNT (*Calvino*, Bari, Laterza), doivent à Benedetto CROCE la publication posthume du *Giovanni Calvino e la Riforma in Ginevra* de son ami le professeur d'histoire des religions de l'Université de Naples Adolfo OMODEO (Bari, Laterza, 1947, in-8°, 153 p.). Simple publication, sans notes, références ni bibliographie, d'un cours prononcé à cette Université — avec, en conclusion, un extrait d'un article sur *Giovanni Calvino progenitore di libertà*, paru dans la revue napolitaine *Acropoli* (février 1946) — ce petit livre est précieux par sa clarté, son intelligence et ses vues nouvelles. La première moitié en est un résumé de l'histoire de la Réforme avant Calvin. On y trouve, notamment, l'image (et l'idée) intéressante que Luther « faisait couler tout le tricot séculaire du dogme chrétien » en revenant à « son point de départ psychologique, la certitude paulinienne du salut religieux personnel ». Après quelques pages sur l'anabaptisme et le rationalisme, « forces désagrégatrices internes de la Réforme » (nous préférons, pour notre part, reconnaître trois Réformes, la dogmatique, la piétiste, l'humaniste), Zwingle est bien mis à sa place, originale, de réformateur humaniste et de politicien « impulsif » et malheureux. En ce qui concerne l'œuvre ecclésiastique de Calvin à Genève, Omodeo a bien discerné qu'elle fut un essai, alors réussi, de créer une Église de multitude inspirée d'un esprit d'Église de professants. Peu dogmaticien, il ne veut voir dans la théologie calvinienne que des mythes « aujourd'hui hors de mode ». Mais il recherche en eux « le don que la Providence fit à l'humanité à travers la rigide et parfois dure austérité du réformateur de Noyon réfugié à Genève ». Et c'est une étude, rapide, mais nourrie, de l'*Institution chrétienne*, ordinairement tenue pour un « catéchisme sans agréments », alors qu'elle est parcourue par un « souffle de piété » et que « théologie et piété y forment un complexe unique », où « l'une sert d'appui à l'autre, avec de fréquents changements de position » entre elles. Sans doute l'interprétation de la théorie calvinienne du sacrement est-elle contestable : celui-ci n'est pas un symbole, comme le dit l'auteur, mais un « signe » ; il y voit le sceau d'une charte portant une promesse divine, alors que c'est la charte elle-même. Par contre, six pages excellentes sur la prière chez Calvin, sujet ordinairement oublié dans les abrégés même plus importants : à la prière catholique, qui est à la fois pression sur les décisions de Dieu

et acquisition de mérites, s'oppose la prière calviniste, dont les éléments sont « la pénitence, l'audace de la requête appuyée sur la promesse divine et sur la justification par la foi, l'action de grâces couronnant les deux moments de la foi et de la grâce ». Au total, pour un homme d'aujourd'hui, libéral, idéaliste et peu théologien, Calvin est avant tout un *progeniteur de liberté*. Malgré Servet, malgré Berthelier, malgré la vétilleuse surveillance du Consistoire. Celle-ci, remarque M. Omodeo, « le pesant contrôle sur la vie privée des particuliers, rentre dans les habitudes de la cité antique et médiévale... L'assistance réciproque était grande, mais payée d'une vigilance réciproque indiscrète, pénible et, souvent, source de conflits exaspérés... Calvin ne transforma pas en cela les habitudes médiévales régnant à Genève, mais les renforça aux fins pédagogiques de la vie ecclésiastique ». L'Église, d'autre part, était, du fait même de sa puissante organisation, indépendante de l'État — fait presque inconnu dans l'Europe du XVI<sup>e</sup> siècle. Enfin, au spirituel, l'Église visible, ne prétendant pas aux prérogatives de l'Église invisible, restreint son excommunication à ce monde. Tout en proclamant la prédestination, elle n'indique pas qui sont les sauvés et qui sont les perdus. En son propre domaine, l'âme est libre. Aussi « le triste Réformateur de Genève, le dur procureur des droits de Dieu... nous paraîtra un grand éducateur des hommes, digne de se placer, comme créateur de civilisation, aux côtés de l'Apôtre des gentils et de l'évêque d'Hippone ».

Contentons-nous de citer les abrégés plus rapides et les essais, assez nombreux et point négligeables quand ils sont l'œuvre de spécialistes tels que Nauta, Hyma et Febvre<sup>1</sup>.

Le PORTRAIT PSYCHOLOGIQUE DE CALVIN — naturellement tracé ou esquissé dans toutes les biographies du Réformateur et auquel s'étaient particulièrement appliqués l'étude de VIGUET et TISSOT, *Calvin d'après Calvin*, l'article de Léopold MONOD sur *Le caractère de Calvin* et la brochure de même titre d'Émile DOUMERGUE — ressort de manière remarquable du livre de Jean-Daniel BENOIT, *Calvin directeur d'âmes. Contribution à l'histoire de la piété réformée* (Strasbourg, 1947, 282 p.). L'ouvrage se présente comme la suite de la thèse que son auteur, professeur de théologie pratique à la Faculté de théologie protestante de Strasbourg, avait publiée sous le titre *Direction spirituelle et protestantisme. Étude sur la légitimité de la direction protestante* (Paris, Alcan, 1940), et, jusqu'à un certain point, comme la

1. E. J. VIERNSEIS, *Johann Calvin* (*Theologische Literaturzeitung*, XXXVIII, 1940-1941, p. 195-206); Hermann WENDOLF, *Calvins Bedeutung für die protestantische Welt* (Leipzig, 1940, in-8°, 28 p.); D. Nauta, *Calvin* (Amsterdam, 1941, 32 p.); J. C. van der Dorp, *Johannes Calvijn, de groote hervormer* (Franeker, Wever, s. d., 127 p.); Albert Hyma, *The life of John Calvin* (Grand Rapids, 1943, 118 p.); U. GUTERSOHN, *Calvin als Mensch, Mann der Kirche und Politiker* (Saint-Gall, 1945, iv + 83 p.); A. DAVIES, *John Calvin and the influence of the Protestantism on national life and character* (Londres, Walter, 1946, iv + 46 p.); Günther GLOEDE, « Zucht und Weite ». *Calvins Weg und Wirke* (1951); L. FEBVRE, conférence tenue à S. Paulo (Brésil) en 1949, *Calvino* (*Revista de História*, S. Paulo, III, 1952, p. 254-267).

reprise du livre de Wilhelm KOLFHAUS, *Die Seelsorge Johannes Calvins* (Neukirchen, 1941, 208 p.). En fait, l'historien y verra s'évoquer avec précision et délicatesse la figure du Réformateur dans des chapitres sur « l'âme pastorale de Calvin », la vie chrétienne et « Calvin d'après ses lettres ». Quant aux chapitres répondant plus directement au titre du livre (sur les caractères de la cure d'âme calvinienne, l'ascèse, la lecture de la Bible, le rôle de l'Église et du culte), ils présentent, à travers l'homme et sa piété, les grands traits de sa théologie et de son ecclésiologie, comme les comprend (il faut peut-être le noter) un calvinisant éminent qui n'est pas, dogmatiquement, un calviniste strict. L'historien non spécialiste, qui craint de se perdre dans les gros livres d'érudition apologétique d'Émile Doumergue et désire une vision plus simple et plus « à jour » du Réformateur, est maintenant « paré » : le manuel de W. Walker pour les faits, le livre de J.-D. Benoit pour la figure et la piété de Calvin<sup>1</sup>, ceux de Wendel et de Bohatec pour ses idées, et quelque étude comme celle d'Omodeo pour marquer sa place (en dehors des préoccupations théologiques et ecclésiastiques) dans l'évolution spirituelle de l'Europe moderne.

Un compte-rendu récent (*Revue*, CCIX, 1953, p. 374) a dit que cet historien trouverait de commodités citations dans le *Calvins Urteil über sich selbst* de Fritz BÜSSER (Zurich, Zwingli Verlag, 1950). On ne peut, par contre, lui recommander le gros livre d'André FAVRE-DORSAZ, *Calvin et Loyola. Deux réformes* (Bruxelles, Éditions universitaires, 1951, 455 p., ill.). Le sujet était beau, quoique relevant d'une vision un peu spectaculaire de l'histoire : dresser face à face les deux contemporains, les deux anciens élèves du Collège Montaigu, le Réformateur et le maître de la Contre-Réforme. Il y fallait, naturellement, une sympathie attentive à comprendre les deux hommes. L'auteur s'y était engagé : « Plutôt que de juger, ce livre voudrait surtout comprendre. » Or, pour la partie qui nous intéresse ici, le livre juge et ne comprend pas. M. Favre-Dorsaz appartient à la Compagnie de Jésus (ce qu'il n'indique pas ici, alors que c'est comme Jésuite qu'il fut appelé à parler, à Strasbourg, de Calvin, dans une réunion « œcuménique » où il donna une version atténuée de son livre). On s'étonne qu'il ait cru nécessaire à la gloire de saint Ignace de rabaisser constamment Calvin. Son Ordre ne nous avait pas, d'autre part, accoutumés à la naïveté de son procédé. Commentaire sous le portrait de Calvin jeune : « Le profil fascinant, au regard dur et inquiétant » ; sous le portrait d'Ignace, le jour de sa mort : « Physionomie détendue suggérant une sérénité et une bienveillance chèrement acquises. Une endurance et une puissance d'acceptation à l'abri des épreuves : un Sage. » Sous des spécimens d'écriture de Loyola (très évidemment à main posée) : « Tout sent l'application, le souci de l'ordre et de la clarté..., l'équilibre, l'énergie, le don de soi, l'amour de la chose parfaite » ; sous des lettres de Calvin, écrites à toute vitesse (on sait ce qu'était sa corres-

1. On pourra voir aussi la conférence de Jean CADIER sur *La piété de Calvin* (*Revue réformée*, 1950, p. 283-289).

pondance!) : « Caractère tourmenté, hérissé de contrastes. Facilité bouillonnante, volonté impérieuse, sensibilité démesurée et égocentrique (etc.). »

Fort au courant du protestantisme moderne — au point de se plaire à utiliser les griefs de M. Schorer contre Calvin ou mes réserves à l'égard de l'antihistoricisme de certains néo-calvinistes — M. Favre-Dorsaz aura pu juger de l'effet de son livre sur l'un des spécialistes qu'il utilise constamment. Après la réunion de Strasbourg, M. J.-D. Benoit écrivait (*Évangile et Liberté*, 20 novembre 1952) ces paroles sans parti pris : « J'avoue ne pas comprendre ce mot d'un pasteur me demandant, à la sortie de la conférence : Que pensez-vous de cette imposture? Plutôt je constate un réel effort d'objectivité, un essai loyal de comprendre. » Après la lecture du livre (*Réforme*, 9 avril 1953) : « Ce n'est plus là Calvin, ce n'en est qu'une caricature. Au fond, le grand dessein inavoué de l'auteur, c'est de vider la personnalité de Calvin de toute substance religieuse, de le faire, du point de vue spirituel, s'affaïsser sur lui-même, comme un sac vide. » Cela grâce à des « coups de pouce » tels que la réunion, comme appartenant à un même texte, d'un bout de citation d'une lettre de 1551 et de deux lignes d'un sermon de 1555. Comme conclusion : « Au fait, je soupçonne le Père de n'avoir jamais lu Calvin. Il n'y a dans son livre aucune citation neuve, qui trahirait une connaissance de première main ; tout ce qu'il cite, il semble qu'il l'ait ramassé dans les biographies du Réformateur et les ouvrages de polémique... Mais a-t-il seulement lu l'*Institution*? Il est permis d'en douter. Elle est, en tout cas, demeurée pour lui un livre fermé... Le livre du Père Fabre-Dorsaz est, quoi qu'en dise son auteur, et malgré ses protestations d'objectivité, un livre de ressentiment. »

Revenons à l'histoire, et d'abord à L'ŒUVRE DE CALVIN A GENÈVE, avant de passer à sa pensée<sup>1</sup>. Un petit exposé d'ensemble lui est consacré par Ernst PRINSTERER (*Calvins Wirken in Genf*, Essen, Lichtweg, 1940, in-8°, 125 p.)<sup>2</sup>. Les conceptions ecclésiastiques de Calvin sont traitées dans l'étude de P. J. RICHEL, *Het Kerkbegrip van Calvijn* (Utrecht, 1942 ; Franeker, Wever, 1947, 254 p.). Elles sont rapprochées (avec leurs conséquences pour la vie des fidèles) de celles de Zwingli dans le livre de Walther KOEHLER, *Zürcher Ehegericht und Genfer Konsistorium* (t. II, Leipzig, 1942), et dans l'étude de G. RITTER, *Lebensordnungen des reformierten Kirchentums von Zwingli bis Calvin* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XL, 1943, p. 72-89). Dans notre langue : Pierre GUELFUCCI, *Calvin pasteur et homme d'Église* (dans *Calvin et la Réforme en France*, 1944, p. 60-82) ; J. COURVOISIER, *Le sens de la discipline ecclésiastique dans la Genève de Calvin* (recueil *Hommage et reconnaissance à Karl Barth*, Neuchâtel, 1946) ; mon étude *Le protestantisme*

1. Peu de nouveautés sur les débuts du Réformateur : L. RIGAUD, *La nation germanique de l'ancienne Université d'Orléans* (*Revue d'histoire de l'Église de France*, XXVII, 1941, p. 46-71) ; exposé rapide de V.-L. BOURRILLY, *Humanisme et Réforme. La formation de Calvin* (*Calvin et la Réforme en France*, 1944, p. 6-22).

2. On verra également la belle *Histoire de Genève des origines à 1798* écrite par les meilleurs spécialistes du pays (Genève, Jullien, 1951, 564 p.).



entre l'Église de multitude et l'Église de professants (*Revue réformée*, 1953)<sup>1</sup>.

La bibliographie récente de L'OPPOSITION « LIBERTINE » A GENÈVE et des dures réactions de Calvin devrait se trouver dans l'ouvrage d'Earl M. WILBUR, *A Bibliography of the pioneers of the Socinian-Unitarian Movement in modern Christianity in Italy, Switzerland, Germany, Holland* (Rome, Ed. di storia e letteratura, 1950, 80 p.), si, comme l'a indiqué notre compte rendu paru dans cette *Revue*, les listes n'en étaient justement arrêtées à la veille de la guerre. Ajoutons-y donc quelques études sur des adversaires de Calvin<sup>2</sup> et sur Servet<sup>3</sup>. Mais le nom de celui-ci et le nom de Castellion, son apologiste, sont de ceux autour de qui n'arrivent pas à se faire la paix de la recherche historique. En 1936 avait paru le *Castellio gegen Calvin, oder Ein Gewissen gegen die Gewalt* (Vienne, 335 p.), de Stéphan ZWEIF. Le livre avait eu aussitôt sa traduction anglaise, avec un titre flamboyant, *The right of heresy* (New-York, 1936) et, la même année, une version néerlandaise. Les milieux réformés de langue française s'en étaient peu émus, semble-t-il<sup>4</sup>, lorsque parut, après une traduction italienne (Naples, 1945), l'édition française (*Castellion contre Calvin*, Paris, Grasset, 1946, 239 p.). Elle fit scandale parmi eux, et plus encore la déclaration d'un pasteur « libéral » de Genève (et même de Saint-Pierre, la cathédrale calviniste), M. Jean Schorer, se portant responsable de l'œuvre de Zweig, pour en avoir suggéré le sujet à l'auteur. Aux protestations, il répondit par une nouvelle manifestation, un livre sur *Jean Calvin et sa dictature d'après des historiens anciens et modernes* (Genève, 1948). Le terrain était dangereux pour un profane de l'érudition, comme Henri DELARUE et Paul GEISENDORF n'eurent pas de peine à le montrer (*Calvin, Stéphan Zweig et M. Jean Schorer*, Genève, 1949, 54 p.).

1. Voir aussi : W. KOLFFHAUS, *Christusgemeinschaft bei Johannes Calvin* (Neukirchen, 1939, 150 p.); James L. AINSLIE, *The doctrine of ministerial Order in the Reformed Churches of the 16th and 17th centuries* (Édimbourg, 1940); W. F. DANKBAAN, *Het apostolaat bij Calvijn* (*Nederlands Theologisch Tijdschrift*, IV, 1950, p. 177-192), et l'étude citée de J. L. DE WITTE, *Het probleem individu-gemeenschap in Calvijns geloofsnorm*.

2. Alexis FRANÇOIS, *Le magnifique Meigret, valet de François I<sup>er</sup>, ami de Marot, sauveur de Genève* (Genève, Georg, 1947, 182 p.); Paul Ed. MARTIN, *Jean Calvin et le procès de Pierre Gurin. 1545* (*Zeitschrift für schweizerische Geschichte*, XXVIII, 1948, p. 103-210). L'atmosphère de la colonie française est donnée par F. FOURNIER-MARCIGNY, *Genève au XVI<sup>e</sup> siècle. La vie ardente du premier refuge français* (Genève, Éd. du Mont-Blanc, 1942). On localisera le Réformateur dans sa ville grâce à l'étude de Jacques PANNIER, *Les maisons de Calvin à Genève* (*Bull. Soc. hist. prot. franç.*, 1941). Voir aussi : Oskar PFISTER, *Calvins Eingreifen in die Hezer-und Hezenprozessen von Peney (1545) nach seiner Bedeutung für Geschichte und Gegenwart* (Zurich, Artemis, 1947, 209 p.); Id., *Calvin im Lichte der Hexenprozesse von Peney* (*Theologische Zeitschrift*, Bâle, 4<sup>e</sup> année).

3. W. ENDE, *Michael Servet als Renaissance philosoph und Restitutions-Theologe* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, LX, 1941, p. 96-131); A. HOLLARD, *Michel Servet et Jean Calvin* (*Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, VI, 1945, p. 171-209); G. C. LUCK, *Calvin and Servetus* (*Bibliotheca Sacra*, Dallas, CIV, 1947, p. 236-241); H. P. BAYON, *Calvin, Servet and Rabelais* (*Isis*, Cambridge, Mass., 1947); E. F. PODACK, *De la diffusion du « Christianisme Restitutio » de Michel Servet* (*Bull. Soc. hist. prot. franç.*, 1952, p. 251-264).

4. Hans Martin STÜCKELBERGER avait repris le problème dans *Calvin und Castellio* (*Zwingliana*, Zurich, t. VII).

Sur quoi les représentants les plus éminents du protestantisme libéral organisèrent, pour le mois d'août de la présente année, une cérémonie genevoise qui doit exalter Castellion en commémoration du 400<sup>e</sup> anniversaire de la publication de son manifeste *De haereticis an sint persequendi* (et, naturellement, rappeler le martyre de Servet, 27 octobre 1553)<sup>1</sup>.

LA PENSÉE CALVINIENNE a été l'objet du recueil, déjà cité, *Calvin et la Réforme en France, par un groupe de professeurs de la Faculté libre de théologie protestante d'Aix-en-Provence* (numéro spécial de sa *Revue*, 1944, 157 p.). Cinq ans après, M. André SCHLEMMER republiait, sous le titre d'*Études calvinistes* (Neuchâtel-Paris, Delachaux, 1949, 148 p.), une quinzaine d'articles d'Auguste Lecerf parus dans le *Bulletin de la Société calviniste* et dans le journal *Le Christianisme au XX<sup>e</sup> siècle*. Ce « geste de piété filiale » rassemble utilement des textes, sans pouvoir recréer l'impression profonde que faisait sur ses élèves le grand professeur de la Faculté de théologie de Paris. Il est, d'autre part, regrettable que l'éditeur, calvinisant renommé, n'ait pas redonné une actualité à des études parfois dépassées en les dotant d'une bibliographie à jour.

LES GRANDES LIGNES DE LA PENSÉE CALVINIENNE SONT exposées dans un certain nombre d'études de détail que nous nous contenterons d'énumérer<sup>2</sup>, et dans deux excellents livres, *Calvin. Sources et évolution de sa pensée reli-*

1. Nous rendons compte (*infra*, p. 373) du volume de *Castellioniana* publié par le Comité hollandais pour la commémoration de Servet et de Castellion (Leyde, Brill, 1951, vi + 111 p.). L'ancien professeur de la Faculté de théologie de Lausanne Louis GOMAS a montré, dans une étude sur *Calvinisme et liberté* (cahier spécial de *Conscience et Liberté*, Paris, 1950, 104 p.), comment l'expérience religieuse de Calvin, celle de la libération intérieure par la vie en Dieu, avait fait de lui un des pères de la liberté moderne, malgré sa doctrine et sa pratique ecclésiastiques. Voir aussi l'*Histoire de l'idée de tolérance* (*Revue de l'histoire de l'Église de France*, 1941-1942) de A. CHEREL et le livre de R. H. BAYTON, *The travail of religious liberty. Nine biographical studies* (Philadelphie, Westminster press, 1951, 272 p.). La vieille *Histoire de la liberté de conscience en France* de BONET-MAURY (1900) a été rappelée par la réimpression (Ch. RITTMAYER, *La liberté de conscience*, Lausanne, Concorde, 1943) d'un résumé paru en 1904 dans *La Liberté chrétienne* de Ph. BRIDEL. L'histoire de la liberté de conscience dans le pays calviniste par excellence, les Pays-Bas, a été écrite par ENNO VAN GELDER, *Vrijheid en onvrijheid in de Republiek. Geschiedenis der vrijheid van drukpers en godsdienst van 1572 tot 1798* (Haarlem, Tjeenk Willink, 1948, 269 p.). Sur les récentes commémorations de Castellion, voir *Le Protestant* de Genève, septembre 1953.

2. Frederick J. M. POTGIETER, *Die verhouding tussen die teologie en die filosofie bij Calvin* (Amsterdam, 1939, 275 p.); Henri BRUSTON, *La portée universelle de la pensée calviniste* (*Calvin et la Réforme en France*, p. 114-136); John F. LE COQ, *Was Calvin an Philosopher?* (*The Personalist*, Los Angeles, XXIX, 1948); B. KRUITHOF, *The high points of Calvinism* (Grand Rapids, 1949, 92 p.); D. NAUTA, *Standpunt van Luther en Calvin tegenover het humanisme*, cité; J. T. Mc NEILL, *The democratic element in Calvin's thought* (*Church History*, XVIII, 1949, p. 153-171); J. L. WITTE, *Het probleem Individu-Gemeenschap in Calvijn's geloofsnorm* (Franeker, 1949, 2 vol., 384 et 412 p.); J. KOOPMANS, *Onder het Woord* (Amsterdam, 1949, 383 p.) (notamment sur l'*Institution* et sur la prédestination); A. M. HURTER, *The teaching of Calvin. A modern interpretation* (Londres, s. d., 312 p.). Ajoutons-y le *Calvinism* de A. DAKIN (Philadelphie, Westminster press, 1946, in-8°, iv + 228 p.; Londres, 1949, 252 p.) et *Il Calvinismo* de Piero CRIMINELLI (Milan, Itatit edit. Galileo, in-16, VIII + 214 p.).

gieuse, de François WENDEL (Paris, Presses universitaires, 1950, in-8°, 292 p.), et *Budé und Calvin. Studien zur Gedankenwelt des französischen Frühhumanismus*, de BOHATEC (Graz, Böhlau, 1950, in-8°, VIII + 491 p.). Nous avons déjà rendu compte de ces ouvrages de premier ordre. Rappelons que le premier est l'œuvre d'un juriste théologien, d'où le caractère abstrait du livre, qui relève plutôt de l'histoire des idées que de l'histoire : le centre en est constitué par les chapitres sur « Dieu rédempteur en Jésus-Christ » et « L'opération secrète du Saint-Esprit », mais l'on y trouvera une vue nouvelle de la théologie calviniste, plus christocentrique que, suivant la vision ordinaire, théocentrique ; d'une conception différente de celle de Luther sur les rapports des deux natures du Christ nait, d'une manière également originale, la dissemblance des doctrines des deux réformateurs sur la Sainte-Cène. L'ouvrage du vieux professeur de Vienne est, lui, d'un historien juriste : reprenant et coordonnant des travaux antérieurs, qui lui ont valu la notoriété la plus étendue, il examine les positions théologiques, morales et juridiques de Calvin dans leurs rapports avec un humanisme dont Budé est ici le représentant le plus étudié.

LES TRAVAUX DE DÉTAIL récents abondent sur l'enseignement et la pratique religieuse de Calvin, concernant notamment la Bible, l'homme et Dieu<sup>1</sup>, le Christ et le salut<sup>2</sup>, les fins dernières<sup>3</sup>, la vie du chrétien et les activités séculières<sup>4</sup>, les rapports avec l'État<sup>5</sup>. Insistons particulièrement

1. J.-M. NICOLE, *Calvin homme de la Bible* (Calvin et la Réforme en France, p. 42-59) ; T. F. TORRANCE, *Calvin's doctrine of man* (Londres, Lutterworth press, 1949, 183 p.) ; E. A. DOWEY, *The knowledge of God in Calvin's theology* (New-York, Columbia Univ. press, 1952, XIV + 261 p.) ; H. STROHL, *La pensée de Calvin sur la Providence divine au temps où il s'était réfugié à Strasbourg* (Rev. d'hist. et de philos. religieuses, 1942).

A. LECERF, *La prédestination d'après Calvin* (Études calvinistes, p. 25-32) ; HAUCK, *Vorstellung und Freiheit nach Calvin* (Aalten, 146 p.) ; L. BOETTNER, *The reformed doctrine of predestination* (Grand Rapids, 1941, 432 p.) ; Th. C. VAN STOCK, *Het probleem van de wilsvrijheid in de belijdenisgeschriften van de Evangelisch-Lutherse en van de Nederduitsch Hervormde Kerk* (Nederlandsch archief voor Kerkgeschiedenis, La Haye, XXXV, 1946, p. 51-60) ; W. A. STAUCK, *Vorschung und Freiheit nach Calvin* (Gütersloh, Bertelsmann, 1947, 90 p.) ; C. CALVETTI, *I presupposti filosofici della dottrina calvinista del « servo arbitrio »* (Rivista di filosofia neoscolastica, Milan, XLIV, 1952, p. 301-333).

2. W. A. HAUCK, *Christusglaube und Gottesoffenbarung nach Calvin. Eine reformierte Antwort auf die Frage : Gottesglaube mit oder ohne Christus* (Gütersloh, Bertelsmann, 1939, 145 p.) ; H. SCHROTEN, *Christus de Middelaar bij Calvijn. Bijdrage tot de leer van de zekerheid des geloofs* (de la certitude de la foi) (Utrecht, P. den Boer, 1948, 502 p.) ; A. D. R. POLMAN, *Het verband der genade bij Calvijn* (Gereformeerd Theologisch Tijdschrift, Aalten, XLI, 1940, p. 1-14, 49-64, 97-105) ; W. H. VAN DE VEGT, même titre (Aalten, 166 p.).

3. H. QUISTORP, *Die letzten Dinge in Zeugnis Calvins. Calvins Eschatologie* (Gütersloh, Bertelsmann, 1941, VIII + 208 p.) ; R. H. BREMMER, *Enkele karakteristieke trekken van Calvins eschatologie* (Gereformeerd Theologisch Tijdschrift, XLIV, 1943, p. 65-96).

4. W. AALDERS, *Roeping en beroep* (Vocation et profession) *bij Calvijn* (Amsterdam, 1943, 45 p.) ; J. POLLMANN, *Calvins Aesthetica* (Bois-le-Duc, 64 p.) (on rappellera la thèse de Léon WENDEL, *L'esthétique de Calvin*, Paris, Belles-Lettres, 1937).

5. Jean VERCIER, *Les principes politiques de Calvin* (Calvin et la Réforme en France, p. 101-113) ; Erik WOLF, *Theologie und Sozialordnung bei Calvin* (Archiv für Reformationsgeschichte, XLII, 1951, p. 11-31). Voir aussi Richard NURNBERGER, *Die Politisierung des*

sur le livre de Wilhelm KOLFFHAUS, *Vom Christischen Leben nach Johannes Calvin* (Neukirchen, Erziehungsverein, 1949, 565 p.), et sur celui de Jean CADIER, *La doctrine calviniste de la Sainte-Cène* (numéro spécial des *Études théologiques et religieuses* de la Faculté de théologie protestante de Montpellier, 1951, 158 p.).

On a déjà cité plusieurs fois des travaux de W. Kolffhaus. Ce disciple du célèbre professeur de théologie réformée d'Erlangen E. F. Karl Müller, longtemps rédacteur de la *Reformierte Kirchzeitung* (jusqu'à la suspension de cette feuille par le régime hitlérien, qu'il combattit énergiquement), a couronné ses études calviniennes par l'ouvrage sur L'ÉTHIQUE DU RÉFORMATEUR que nous signalons ici. Quiconque travaillera sur la morale de Calvin le prendra comme point de départ. Le livre étudie successivement l'homme appelé à la vie chrétienne, la vraie foi, la loi divine, la vie du chrétien dans la repentance, comment la vie chrétienne devient une réalité, les rapports de la vie chrétienne et de la Parole de Dieu, la vie du chrétien dans la société, la possibilité actuelle de la vie chrétienne, ses motifs, la vie du chrétien en face de la mort et de la résurrection. Il s'agit donc d'une étude systématique, que confirme celle, déjà citée, de Fritz Büsser, dans les pages où ce dernier auteur étudie, d'après les propres déclarations du Réformateur, son attitude devant la Loi divine<sup>1</sup>. Une exploitation complète des œuvres de Calvin et une grande connaissance de la littérature calvinienne achèvent de donner un prix considérable à l'ouvrage.

LA DOCTRINE SACRAMENTAIRE DE CALVIN a toujours été étudiée avec attention, car c'est chez elle que se manifeste le plus l'originalité du Réformateur et les différences qui le séparent des autres promoteurs de la Réforme. D'où de nouvelles études générales, en dehors même des exposés complets de la théologie calvinienne<sup>2</sup>. En ce qui concerne le baptême, nous renverrons à la fin de ce Bulletin, où l'on indiquera les publications suscitées par des discussions récentes. Étudiée dans divers écrits étrangers<sup>3</sup>, la doctrine calvinienne de la Sainte-Cène l'a été, en notre langue, dans le long chapitre capital sur quoi se clôt le *Calvin* de François Wendel; elle vient de former le sujet de la thèse de doctorat en théologie de M. Jean Cadier, professeur à la Faculté de théologie de Montpellier. L'historien y apprendra à nouveau qu'elle tient essentiellement et à l'Ascension du Christ, dont le corps ne peut redescendre dans la spacialité créaturelle, et à l'action du Saint-Esprit<sup>4</sup>, qui permet au croyant de s'en nourrir réellement. La diffi-

*französischen Protestantismus*, cité plus loin, et H. ROBBERS, *De Calvinistische Wijbegeerte der wetidee in gesprek met het Thomisme* (La philosophie calviniste de l'idée de loi en comparaison avec le Thomisme) (*Studia Catholica*, Nimègue, XXIV, 1949, p. 161-171).

1. Des dates très voisines de parution expliquent sans doute que Büsser ne cite point le livre de Kolffhaus.

2. W. F. DANKBAAR, *De sacramentsleer van Calvin* (Amsterdam, 1941, 245 p.); article cité de A. GREINER, *La doctrine des sacrements chez Luther et Calvin*.

3. J. A. CRAMER, *De Avondsmaalsleer bij Calvin* (1939, 16 p.); HANS GRASE, *Die Abendmahlslehre bei Luther und Calvin*, déjà cité.

4. Voir S. VAN DER LINDE, *De leer van den Heiligen Geest bij Calvin* (Wageningen, Vroomman, 1943, 256 p.).

culté  
sion  
ther  
Saint  
entre  
que l  
utiles  
esqui  
tyr,  
calvin

V.  
Briço  
tel, n  
que p  
mator  
grand  
1930  
peu a  
laume  
l'Égli  
des re  
le pre  
1935  
Zw  
de ses  
collect  
puis t  
Fritz  
publie  
avait  
mator  
Reform  
et fai  
press,

1. Or  
tinés à  
thon, é  
fluence  
2. Su  
biurgie  
3. Sig  
8. Paul  
4. « I  
der Zwi  
267); B

culte de cette position explique que les réformés — du moment que l'aver-sion pour la messe leur faisait repousser le matérialisme ubiquitaire de Lu-ther<sup>1</sup> — soient tombés dans l'allégorisme de Zwingli et d'Ecolampade (la Sainte-Cène simple symbole de la mort du Christ et lien de communion entre les fidèles), position beaucoup plus éloignée de celle de leur maître que la doctrine du Réformateur allemand. Aussi l'une des parties les plus utiles de l'œuvre de M. Cadier est-elle sa conclusion, où est rapidement esquissée la théologie eucharistique de Théodore de Bèze, de Pierre Mar-tyr, de Duplessis-Mornay, de du Moulin, de Jurieu et d'autres hérauts du calvinisme<sup>2</sup>.

V. LES AUTRES PROMOTEURS DE LA RÉFORME. — FAREL, le familier de Briçonnet, le prédécesseur de Calvin à Genève, le réformateur de Neuchâ-tel, n'est représenté dans l'historiographie de ces quinze dernières années que par le livre de A. STÜCKI, *Guillaume Farel, Evangelist, Kämpfer, Refor-mator* (Saint-Gall, 1942, 132 p.). Il est vrai qu'il y avait peu à ajouter au grand (et gros) ouvrage collectif, *Guillaume Farel, 1489-1565*, publié en 1930 (Neuchâtel, in-4°, 780 p.), l'abbé Victor CARRIÈRE y ayant apporté peu après les retouches demandées par le point de vue catholique (*Guil-laume Farel propagandiste de la Réformation*, dans la *Revue de l'histoire de l'Église de France*, XX, 1934). Rappelons également que le plus important des rares écrits de Farel, la *Sommaire et briefve declaration* de 1525 (par là le premier exposé français de la doctrine réformée), avait été réédité en 1935 par Arthur PIAGET<sup>3</sup>.

ZWINGLI continue à être l'objet d'une dévotieuse attention de la part de ses compatriotes et de quelques spécialistes étrangers<sup>4</sup>. Une nouvelle collection de ses écrits, *Huldrych Zwingli. Hauptschriften*, est éditée, de-puis 1940, par le puissant Zwingli-Verlag de Zurich, grâce aux soins de Fritz BLANKE, Oscar FARNER et R. PFISTER. Chacun des zwinglianisants publie, ou republie, une biographie du Réformateur. Oscar FARNER, qui avait fait paraître dès 1917 un *Huldrych Zwingli, der schweizerische Refor-mator* (Emmishofen, Johannes Blanke), l'a réédité à plusieurs reprises (*Der Reformator Huldrych Zwingli. Sein Leben und Schaffen*, Zurich, 1949, 144 p.) et fait paraître en anglais (*Zwingli the Reformer*, Londres, Lutterworth press, 1952, 135 p.). Cet ouvrage de vulgarisation, sans notes, citations mu-

1. On ne remarque pas d'ordinaire que les fameux placards de 1534 contre la messe, des-tinés à rompre les essais d'accommodation de Guillaume du Bellay, Jean Sturm et Mélanch-thon, étaient presque aussi inadmissibles pour les luthériens que pour les catholiques. L'in-fluence suisse battait son plein, en attendant que Calvin vint la limiter.

2. Sur la célébration cultuelle de la Cène, voir A. F. N. LEKKERKERKER, *Gereformeerde liturgiek in de XVI<sup>e</sup> eeuw* (*Nederlands Theologisch Tijdschrift*, VI, 1951-1952, p. 72-89).

3. Signalons, dans la conférence, citée, de FÉVRE (Calvino, dans la *Revista de História de* 8. Paulo) un vivant et significatif portrait de Farel.

4. « Problematic » et bibliographie rétrospective dans : Leonard von MURALT, *Probleme der Zwingliforschung* (*Schweizer Beiträge zur allgemeine Geschichte*, Aarau, IV, 1946, p. 247-267); B. THOMPSON, *Zwingli study since 1918* (*Church History*, XIX, 1950, p. 116-128).



nies de références ni bibliographie, sera, malgré la grande autorité de son auteur, moins utile que l'*Huldreich Zwingli* de Walter KÖHLER (Leipzig, Köhler, 1943, 180 p.), surtout si on y ajoute les rectifications du professeur à l'Université de Fribourg Oscar VASELLA (*Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte*, XXXIX, 1945, p. 161-181)<sup>1</sup>. L'historiographie récente de langue française ne présentait qu'une assez faible biographie du pasteur Hug (1931). Elle s'est enrichie de l'excellent *Zwingli* de Jacques COURVOISIER, actuellement doyen de la Faculté de théologie de Genève (Genève, Labor et Fides, 1948, 200 p.), auquel le caractère de la collection, destinée au grand public protestant, où il a été publié n'enlève pas sa valeur de travail en bonne partie original. Mais il est frappant que la seule contribution française de quelque importance à la connaissance de Zwingli soit constituée par le long article « Zwinglianisme », dû au R. P. J.-V.-M. POLLET, dans le *Dictionnaire de théologie catholique* (t. XV, 1950, col. 3745-3927)<sup>2</sup> : je ne vois à citer, comme œuvre d'un spécialiste protestant de notre pays, qu'une note de Henri STROHL sur *Zwingli prédicateur* (*Rev. d'hist. et de philol. religieuses*, XXV, 1945, p. 41-51). Me bornant à mentionner quelques études sur la théologie du Réformateur<sup>3</sup> et son rôle politique<sup>4</sup>, je signalerai l'achèvement de la grande publication de Walther KÖHLER, *Zwingli und Luther. Ihr Streit über das Abendmahl und seinen politischen und religiösen Beziehungen* (*Quellen und Forschungen für Reformationsgeschichte*, t. VII, 1952). En ce qui concerne l'œuvre ecclésiastique de Zwingli, on appren-

1. Si réduite qu'elle soit, la brochure de Fritz BLANKE, *Ulrich Zwingli* (Zurich, Rentsch, 1940, IV + 48 p.), est importante comme étant l'œuvre de l'éditeur des *Hauptschriften*, auteur d'une étude sur les *Zwingli's Urteile über sich selbst* (*Die Furche*, Berlin, XXII<sup>e</sup> année, 1936). Sur des points particuliers de la vie de Zwingli : Jacques FIGI, *Die innere Reorganisation des Grossmünsterstiftes in Zürich von 1519 bis 1531* (Affoltern, 1951, 136 p.) (*Zwingli* en fit une école théologique) ; Jean-Gustave KELLER, *Hutten und Zwingli* (Aarau, Sauerländer, 1952, 84 p.) (*Zwingli* accueillit le chevalier allemand lorsqu'il se réfugia en Suisse, pour y mourir) ; O. VASELLA, *Osterreich und die Bündnispolitik der katholischen Orte. 1687-1629* (Fribourg, Universitätsbuchhandlung, 1951, 123 p.).

2. On lui doit aussi un article sur *Le luthéranisme allemand* (*Revue des sciences religieuses* de Strasbourg, XXV, 1951, p. 386-402).

3. A. RICH, *Die Anfänge der Theologie Huldrych Zwingli's* (Zurich, Zwingli Verlag, 1943, 180 p.) ; E. KÜNELI, *Quellenproblem und mystischer Schriftsinn in Zwingli's Genesis und Exodus Kommentar* (*Zwingliana*, 1950, p. 185-207 ; 1951, p. 253-307) ; G. W. LOCHER, *Christus unser Hauptmann. Ein Stück der Verkündigung Huldrych Zwingli's in seinem Kulturgeschichtlichen Zusammenhang* (*Ibid.*, 1950, p. 121-138) ; *Zwingli und die Marienverehrung* (*Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte*, Fribourg, XLV, 1951, p. 13-26) ; R. PNIETER, *Die Seligkeit erwählter Heiden bei Zwingli* (Zollikon-Zurich, 1952, 134 p.). G. W. LOCHER vient de publier le premier fascicule (*Die Gotteslehre*, Zurich, Zwingli Verlag, 1952, 178 p.) d'un grand travail, *Die Theologie Huldrych Zwingli's im Lichte seiner Christologie*.

4. W. KÖHLER, *Huldrych Zwingli und das Reich* (*Die Welt als Geschichte*, Stuttgart, VI, 1940, p. 1-14) ; H. MANNSDORFFER, *Huldreich Zwingli, der Staatsmann* (Zurich, 1941, 32 p.) ; W. KÖHLER, *Zwingli und Strassburg* (*Elsass-Lothringisches Jahrbuch*, XX, 1942, p. 145-180) ; J. COURVOISIER, *Zwingli, homme politique* (*Verbum Caro*, Neuchâtel, septembre 1947) ; Léonard von MURALT, *Zwingli und Pestalozzi als Staatsdenker* (*Archiv für Kulturgeschichte*, Münster et Cologne, XXXIV, 1952, p. 130-153).

dra beaucoup au livre de Roger LEY, *Kirchenzucht bei Zwingli* (Zurich, Zwingli-Verlag, 1948, 160 p.) : on y voit le Réformateur osciller, en fait de discipline, d'une excommunication n'ayant que des conséquences ecclésiastiques à l'appel au bras séculier, avec (en particulier contre les anabaptistes) ses plus terribles conséquences. Enfin, le tout récent ouvrage de Helmuth KRESSNER, *Schweizer Ursprünge des anglikanischen Staatskirchentums* (Gütersloh, Bertelsmann, 1953, 136 p.), essaie de vérifier l'assertion de Passerin d'ENTRÈVES (*Stato e Chiesa secondo Zwingli*, dans la *Revista Internazionale di Filosofia del diritto*, Rome, 1931), d'après lequel Zwingli, établissant une exacte dyarchie Église-État « entre l'impuissance politique de l'Église luthérienne et le menaçant cléricalisme des Églises calvinistes », y aurait donné l'exemple du système adopté par l'Angleterre d'Élisabeth et de Whitgift. Suivant l'auteur, il y a entre les deux systèmes la différence qui existe d'« un problème éthique à un problème juridique, se mouvant dans des questions de circonstances et de force », d'une vue de l'esprit à une réalisation. Aussi essaie-t-il de trouver entre Zwingli et Whitgift une chaîne d'intermédiaires, constituée par les zwingliens Wolfgang Musculus et Rodolphe Gualter. L'ouvrage est par là fort intéressant, et on passe facilement sur les lacunes bibliographiques, reconnues, provenant de ce que, commencé à imprimer en 1941, il ne put être donné au public que douze ans plus tard<sup>1</sup>.

A la triade classique des grands Réformateurs, Luther-Calvin-Zwingli, l'historiographie récente ajoute Bucer et Münzer. Non que ce soient à proprement parler des nouveaux venus de l'histoire ecclésiastique. Mais, des circonstances diverses attirant sur eux l'attention des chercheurs, ceux-ci ont reconnu à leur message et à leur action une importance qui n'avait pas été encore suffisamment mise en lumière.

Pour MARTIN BUCER, qui concourut si puissamment à la Réforme de l'Alsace, de la Basse-Allemagne et de l'Angleterre, les circonstances en question furent les quatrième anniversaire de sa rencontre avec Calvin réfugié à Strasbourg (1538), puis de sa mort (28 février 1551) et la légitime émulation que ces dates, et les cérémonies qu'elles comportaient, créèrent dans les pays qui pouvaient se réclamer de lui, France, Allemagne, Angleterre et Suisse. Chez nous, le doyen Henry Strohl avait toujours accordé une place considérable dans son enseignement à l'Alsacien Bucer, « évêque de Strasbourg », comme écrivait un jour Calvin. Aussi représenta-t-il la science française dans les commémorations strasbourgeoises (25-26 février 1951), où les professeurs Staehelin, de Bâle, Strasser, de Berne, Courvoisier, de Genève, Benz, de Marbourg, et Dewick, de Cambridge, rappelèrent ce que le protestantisme de leurs pays devait à Bucer. Au même moment, celui-ci

1. Notons aussi : L. TERNVAY, *Kirkebegrepet hos Zwingli omkring 1525* (Conceptions de l'Église chez Zwingli aux environs de 1525) (*Tidskrift for teologi og kirke*, XXI, 1950, p. 185-196) ; F. SCHMIDT-CLAUSING, *Zwingli als Liturgiker* (Berlin, Evang. Verlagsanstalt, 1952, 184 p.) ; L. VON MURALT, *Von Zwingli zu Pestalozzi* (*Zwingliana*, IX, 1951, p. 329-364) (sur l'œuvre pédagogique de Zwingli).

était fêté à la Faculté de théologie d'Heidelberg, où le professeur d'histoire ecclésiastique Heinrich BORNKAMM donnait une conférence dont il vient de publier le texte accru et annoté (*Martin Bucers Bedeutung für die europäische Reformationsgeschichte*, Gütersloh, Bertelsmann, 1952, 95 p.). La plus grosse partie de cette brochure (p. 37-95) est constituée par une *Bibliographia Bucerana*, due au professeur d'histoire ecclésiastique de Munster, Robert STUPPERICH, et au bibliographe Erwin STEINBORN<sup>1</sup>, aidés par le P. POLLET, de Strasbourg. Mettant à jour la *Bibliographische Zusammenstellung der gedruckten Schriften Butzer's* publiée par Ferdinand MENTZ (dans *Zur 400 jährigen Geburtsfeier Martin Butzers*, Strasbourg, Heitz, 1891), elle porte sur les œuvres imprimées du Réformateur (plus de 150 articles), sur la correspondance, lettres envoyées et reçues (p. 68-77), et sur les études le concernant de près ou de loin (près de 400 articles). Et ce n'est pas seulement pour l'histoire de Bucer qu'elle rendra service, car une partie notable de la bibliographie récente de la Réforme germanique et anglaise s'y trouve<sup>2</sup>. Mais il faudrait déjà la compléter : le premier livre publié par Bucer (en 1523), *Das ym selbs niemant, sondern anderen leben soll, und wir der mensch dahyn kummen mög*, que Henry STROHL avait redonné en français (*Traité de l'amour du prochain*, Paris, P. U. F., 1949), vient d'être traduit en anglais par Paul T. FUHRMANN (*Instruction in Christian Love*, Richmond, John Knox press, 1952, 68 p.). Nous avons cité les plus importantes publications bucériennes récentes dans le compte rendu donné à cette *Revue* de l'excellente édition, due à François WENDEL, du *Résumé sommaire de la doctrine chrétienne* (1951) et rappelé, à ce propos, quelques traités ecclésiastiques de l'œuvre ecclésiastique et religieuse de Bucer. Médiateur entre les divers partis de la Réforme<sup>3</sup> (ce pour quoi l'« œcuménisme » d'aujourd'hui appuie sa « redécouverte »), le Réformateur strasbourgeois alla continuer en Angleterre l'œuvre d'adaptation et de compromis qu'il ne pouvait continuer en Alsace. Le livre de Constantin HOFF, *Martin Bucer and the English Reformation* (Oxford, Blackwell, 1946, xiv + 290 p.; New-York, Macmillan, 1947), montre comment l'anglicanisme lui doit en grande partie son caractère ambigu (doctrine réformée, institutions et cérémonies catholiques) : c'est lui, notamment, qui conseilla à Cranmer de laisser subsister les vêtements ecclésiastiques anciens. Sa *Censura* du Prayer Book de 1549, son influence sur la révision de 1552, son *De*

1. Saisissons cette occasion de signaler la bibliographie de *Deutsche Theologische Literatur* qu'il donne à la *Theologische Literaturzeitung* de Leipzig-Berlin.

2. Il serait bien souhaitable que des listes de cette sorte, dressées suivant l'ordre chronologique des publications recensées, fussent complétées par un index alphabétique de noms d'auteurs. STUPPERICH avait publié auparavant *Schriftverständnis und Kirchenlehre und kirchenlehre bei Butzer und Gropper* (*Jahrbuch für westfäl. Kirchengeschichte*, 1950, p. 109-124) et *Stand und Aufgabe der Butzer-Forschung* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XLII, 1951, p. 244-259).

3. Ernst BIZEN, *Die Wittenberger Konkordie in Oberdeutschland und der Schweiz. Unbekannte Aktenstücke aus der Vermittlertätigkeit Martin Butzers* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, XXXVI, 1939, p. 214-252).

*ordinatione legitima*, ses commentaires et traduction des Psaumes contribuèrent à l'organisation et à la piété anglicanes. Puisque, fort heureusement, il est aujourd'hui « à la mode », ne nous donnera-t-on pas une nouvelle traduction française de son *De regno Christi Jesu Servatoris Nostri*, écrit peu avant sa mort, dédié à Édouard VI et publié en 1557? Nous en sommes toujours à la version française de 1558, et pourtant, comme le précisait le sous-titre, les deux livres de l'ouvrage sont « très utiles et nécessaires non seulement à tous Théologiens et Jurisconsultes, mais aussi à tous ceux qui sont commix au gouvernement des Républiques et Communautés ». Comme le remarquait, en effet, Émile DOUMERGUE, dans une excellente étude sur *Le diaconat réformé (Actes du II<sup>e</sup> Congrès des Diaconats, Nîmes, 1913)*, cet ouvrage, « petit, ignoré, digne d'être célèbre », est « le manuel de ce mouvement moderne qui a pour devise : Faire Christ roi. Il s'agit, en effet, de savoir comment Édouard VI établira en Angleterre le royaume de Christ. Et c'est en même temps le manuel de ce que l'on appelle le christianisme social, car le même traité contient, avec l'exposition d'une pensée religieuse, l'exposition, dans ses détails, d'une pensée sociale et d'une pensée économique ». Pensant lui consacrer une partie d'un prochain enseignement, nous essaierons peut-être de réaliser notre vœu, si ces lignes ne nous font pas connaître quelque travail en cours.

Nous parlerons un peu plus loin de la bibliographie récente sur les anabaptistes. Le plus grand de leurs prophètes, THOMAS MUNZER, mérite d'être mis à part, car il est l'expression la plus caractéristique de toute une conception, radicale, révolutionnaire et mystique, de la Réforme. De nombreuses études lui ont été consacrées depuis la biographie qu'en écrivit Seidemann (Leipzig, 1842), depuis même le *Thomas Münzer als Theologe der Revolution* d'Ernst BLOCH (Munich, 1921), le *Thomas Munzer et les luttes sociales de la Réforme* de L. G. WALTER (Paris, Picard, 1927, 367 p.) et le *Thomas Müntzer* de O. H. BRANDT (1933). En 1940, l'historien des anabaptistes Günther FRANZ publiait une *Bibliographie der Schriften Thomas Müntzers* (*Zeitschrift d. Ver. für Thüring. Geschichte*, nouv. série, 1940). Une étude de H. A. VAN BAKEL mettait face à face *Münzer en Luther* (*Nederlands Theologisch Tijdschrift*, 1941, XXX, p. 299-320) au moment même où Karsten KLAHN le faisait dans son livre déjà cité, *Martin Luther. Sa conception politique*. En 1948 parut, à Berlin, *Die Sendung Thomas Münzer. Taboritentum und Bauernkrieg in Deutschland*. Enfin, Carl HINRICHS a entrepris d'éclairer entièrement la figure du prophète en publiant son œuvre, et d'abord les *Politische Schriften* (Halle, Niemeyer, 1950, 101 p.) et en les commentant (*Luther und Müntzer. Ihre Auseinandersetzung über Obrigkeit und Widerstandsrecht*, Berlin, de Gruyter, 1952, viii + 187 p.)<sup>1</sup>.

De toutes ces publications récentes, la figure de Munzer sort plus complexe que celle du révolutionnaire pour qui Engels s'enthousiasmait. C'est,

1. Voir aussi : H. S. BENDER, *Die Zwickauer Propheten, Thomas Müntzer und die Täufer* (*Theologische Zeitschrift*, Bâle, VIII, 1952, p. 262-278).

essentiellement, celle d'un mystique et d'un apocalyptique. Un mystique qui ne peut admettre « que Dieu ne parle plus aux hommes, comme s'il était devenu muet » depuis que la Révélation a été écrite, et c'est chez lui l'ardente protestation que l'on trouve chez tous les illuministes, leur foi dans les visions, leur assurance d'avoir en eux, et même d'être jusqu'à un certain point, l'Esprit de Dieu. Un apocalyptique pour qui la prédication n'a de sens que la préparation des derniers temps. Cette préparation ne peut être faite que par la violence : « Qui ne veut pas du Christ amer mourra de s'être gavé de miel. » « Un homme privé de Dieu n'a pas droit de vivre s'il est un obstacle pour les âmes pieuses. » La séparation doit être faite entre les impies et les élus, et c'est aux princes que Munzer demande d'abord de s'en charger. Il le prêche aux princes saxons lorsque ceux-ci ont la curiosité de le faire parler devant eux (1524) : « L'épée est nécessaire pour anéantir les impies. Pour que cet anéantissement se fasse dans l'honnêteté et comme il se doit, ce sont nos chers pères, les seigneurs, qui doivent l'accomplir. » Il faut se souvenir de ces accents de la « Fürstenpredigt » pour apprécier équitablement les mêmes appels, adressés aux mêmes princes et seigneurs, lorsque c'est Luther qui les fait entendre contre les paysans. Ils s'étaient refusés à exaucer le prophète : c'est alors qu'il s'adressa au « pauvre homme » pour faire, contre eux, le grand nettoyage prémillénariste dont ils ne voulaient pas se charger. Et, logiquement, il se composa toute une théologie de la pauvreté. Cette primauté du religieux paraîtra certainement dans les écrits liturgiques, moins connus que les politiques, à la publication desquels travaille M. HINRICHS<sup>1</sup>. Puissent ces œuvres diverses trouver un traducteur qui nous en donne au moins une anthologie en français, car le style en est souvent bien curieux, celui d'un Père Duchêne ou d'un Léon Bloy : tenons-nous-en au titre de son dernier écrit (fin 1524) : « Réfutation bien fondée et réponse à l'être de chair sans esprit qui mène une douce vie à Wittenberg et qui a trompeusement, par le vol des Écritures, souillé misérablement la pitoyable chrétienté. » Il s'agit, naturellement, de ce Luther que le même pamphlet montre passant la porte de la « disputation » de Leipzig (1519) « avec une couronne d'œillets » et buvant ensuite « du bon vin chez Melchior Lothar » : une note de M. Hinrichs nous apprend que ce Lothar était à la fois l'éditeur (et l'hôte) du Réformateur et le propriétaire d'un débit de vin en renom ; elle nous fait savoir aussi que la couronne en question était la transformation déjà légendaire d'un bouquet d'œillets que le jeune moine « respirait confortablement pendant que son adversaire (*Jean Eck*) commençait à tonner ». Cet ironique « Luther au bouquet d'œillets » ne devrait pas être oublié.

Émile-G. LÉONARD,

Directeur d'études à l'École des Hautes-Études.

(Sera continué.)

1. Voir, pour l'instant : O. J. MEHL, *Thomas Müntzer als Liturgiker* (*Theologische Literaturzeitung*, LXXVI, 1951, p. 75-78).



## COMPTES RENDUS CRITIQUES

I. — Jack FINEGAN. *The Archeology of World Religions*. Princeton University Press, 1952; XL-599 pages.

II. — *Ancient Near Eastern Texts relating to the Old Testament*. Edited by James B. PRITCHARD. Ibid., 1950; XXI-526 pages.

Ces deux volumes, d'une très belle présentation, sortis l'un et l'autre des presses de l'Université de Princeton, font grand honneur à l'illustre maison et témoignent de la faveur dont jouissent aux États-Unis les recherches d'histoire des religions.

I. — M. Finegan nous avait donné, il y a quelques années, un excellent ouvrage, destiné à éclairer, par leur contexte archéologique, la religion d'Israël, le judaïsme et le christianisme antique (cf. *Revue historique*, juillet-septembre 1948, p. 70). C'est la même formule qu'il applique aujourd'hui aux autres grandes religions, savoir : religions dites primitives — par quoi l'auteur entend à la fois celles de la préhistoire et celles des « primitifs » actuels —, zoroastrisme, hindouisme, jainisme, bouddhisme, confucianisme, taoïsme, shinto, Islam et sikhisme. Bien que l'enquête, ici encore, comme l'indique le titre, s'applique surtout aux monuments, ou plus exactement à l'ensemble des documents non écrits, il ne s'agit pas, il s'en faut, d'un simple catalogue commenté. « Archéologie » est à entendre au sens le plus large : c'est tout le cadre historique des religions étudiées qui est ainsi décrit avec une pénétrante précision. Pour chacune, M. Finegan donne un aperçu des sources littéraires et des écrits théologiques : il en analyse brièvement les doctrines et en retrace le développement, depuis les origines jusqu'au moment où les traits essentiels de la religion sont fixés.

Il s'agit donc d'un véritable manuel de l'histoire des religions, qu'il raccorde et intègre à l'histoire générale des civilisations.

Il peut paraître présomptueux, en un temps où la spécialisation la plus poussée est la condition de tout travail scientifique utile, qu'un seul et même chercheur se risque ainsi à écrire l'histoire religieuse de l'humanité tout entière. Il serait sans doute excessif d'affirmer que M. Finegan possède une égale compétence dans toutes les parties de cet immense domaine. Mais, faute de la posséder soi-même, on aurait mauvaise grâce à lui chercher chicane. Aussi bien, son propos n'était point de faire œuvre de spécialiste et d'apporter du nouveau sur chacun des chapitres traités. L'originalité du volume tient bien plutôt à son éclairage. Ce qu'il nous offre, c'est une synthèse, où sont largement et judicieusement utilisés les travaux des spécialistes. Il est bon qu'il se trouve des savants pour réagir contre le morcellement des disciplines, exigé, certes, par la recherche, mais préjudiciable à la culture de « l'honnête homme ». A cet égard, le nouveau livre de M. Finegan sera le bienvenu, même parmi les spécialistes. Au public désireux de s'instruire il fournira un guide précieux et sûr, qu'une très riche illustration, fort bien choisie, rend particulièrement agréable à manier.

II. — La conception du second ouvrage est sensiblement différente. Collection de textes, certains bien connus déjà — code d'Hammourabi, épopée de Gilgamesh, hymnes solaires égyptiens — d'autres difficilement accessibles jusqu'à présent, dans des revues à faible diffusion, d'autres, enfin, totalement inédits, présentés ici et traduits, selon les principes les plus rigoureux de la critique scientifique, par une équipe de onze spécialistes, qui comptent parmi les plus éminents en matière de Proche-Orient antique, c'est un produit typique, et excellent, de l'érudition moderne.

Ce n'est pas, l'éditeur le rappelle dans son introduction, la première entreprise collective de ce genre, dans ce domaine. Elle se distingue de celles qui l'ont précédée par le nombre des collaborateurs, mais aussi par l'abondance des matériaux, le principe de leur choix et de leur groupement. Comme dans les *Altorientalische Texte und Bilder* de Gressmann, c'est essentiellement en fonction de la Bible qu'ils ont été retenus parmi tous ceux qui s'offraient, mais, en même temps, l'on s'est préoccupé de donner, pour chacune des civilisations orientales — Égypte, Mésopotamie à ses divers stades, Palestine, Hittites, Araméens, Ras-Shamra — un échantillonnage suffisamment large, caractéristique de l'ensemble des documents aujourd'hui connus, même lorsque leurs rapports avec l'Ancien Testament apparaissent assez lâches.

Le classement est logique et non point géographique : les textes sont groupés non par pays et civilisations, mais par genres littéraires : mythes, épopées et légendes ; textes législatifs ; textes historiques ; rituels ; hymnes et prières ; littérature didactique et sapientiale, etc. Sous chacune de ces rubriques voisinent des documents venus des divers pays en question : c'est donc bien autour de la Bible, en rapport avec les genres littéraires qu'elle renferme, que s'agence toute la publication. Mais une utile table des matières, où les textes sont regroupés par langues, en facilite l'utilisation pour ceux qui ne sont pas, au premier chef, spécialistes de l'Ancien Testament.

Chaque texte est précédé d'une brève introduction qui en précise la nature, l'importance, la provenance et la date et donne toutes les références bibliographiques requises ; il est accompagné de notes, philologiques et historiques. Un index des références bibliques et un index des noms propres complètent le volume, admirable et indispensable instrument de travail pour quiconque s'occupe de la Bible et de l'ancien Orient.

Marcel SIMON.

Moses I. FINLEY. *Studies in Land and Credit in Ancient Athens, 500-200 B.*

C. The Horos-Inscriptions. New Brunswick-New Jersey, Rutgers University Press, 1951 ; in-8°, XII-322 pages. Prix : \$ 3,50.

L'auteur de ce très consciencieux ouvrage rappelle d'abord que le mot *horoi*, primitivement appliqué aux limites d'un domaine, a fini par désigner les bornes de pierre qui marquaient ces limites ; sur un certain nombre d'*horoi*, on mentionnait l'hypothèque dont le domaine (ou telle de ses parties) était grevé. La plupart des bornes hypothécaires ont été trouvées en Attique, les autres dans des îles égéennes placées — à une exception près — sous la domination d'Athènes. Comme le montre fort bien M. Finley, cette cité et ces îles ne signalaient pas les hypothèques dans des documents officiels ; aussi, les bornes hypothécaires ne possé-

daient  
préleu  
créanci  
vrai, su  
finaleme  
suffisan  
l'usage  
sûres p  
justem  
eût été  
Étuc  
d'abor  
sous fo  
la sain  
un inté  
d'une  
sans la  
estime  
bourse  
classes  
mieux  
voyait  
de la c  
riches.  
toute l  
entrep  
décida  
pas un  
une hy  
propri  
histori  
le IV<sup>e</sup>  
Des  
sources  
savant

Eugen  
127

M. l  
cète, l  
libérat  
cette d  
ce prin  
sion vi  
gran  
mesur

daient-elles nulle valeur probante ; en revanche, elles avertissaient l'acheteur ou le prêteur éventuel qu'une servitude pesait sur le domaine et elles protégeaient le créancier contre tout litige ultérieur avec des tiers. Elles étaient muettes, il est vrai, sur le montant de la créance et la date de l'échéance ; mais elles deviendront finalement plus ou moins obligatoires, parce qu'il était prudent d'y recourir. L'insuffisance des renseignements qu'elles apportent contraste avec les progrès de l'usage des accords écrits dans les opérations commerciales, trop instables et peu sûres pour que l'on s'y bornât à des conventions verbales. L'auteur rappelle fort justement que, si Démosthène avait pu s'appuyer sur des contrats écrits, il lui eût été beaucoup plus aisé de faire rendre gorge à ses tuteurs.

Étudiant les diverses catégories d'hypothèques, M. Finley s'attache à montrer, d'abord, que la *praxis epi lysei* doit être regardée comme une sorte de garantie sous forme de vente conditionnelle. L'*apotiméma* avait pour but d'assurer tantôt la saine gestion de la fortune d'un orphelin — auquel ses tuteurs devaient verser un intérêt annuel et rendre ses biens dès qu'il était majeur —, tantôt la restitution d'une dot, opération qui avait lieu si le ménage divorçait ou si la femme décédait sans laisser d'enfant. Puis, traitant des différentes espèces de propriété, l'auteur estime que la fortune terrienne était de beaucoup la plus apte à garantir le remboursement d'une dette. En Attique, cette forme de propriété dominait ; sur les classes de citoyens qu'intéressaient avant tout les hypothèques, nous sommes le mieux renseignés par les bornes faisant mention d'*apotimémata* « dotaux » : on voyait dans une somme de 3.000 à 6.000 drachmes au maximum le type « normal » de la dot ; sauf exception, ces *horoi* concernent les citoyens riches ou même très riches. Les opérations hypothécaires, du reste, sont loin de nous informer sur toute la question des emprunts, habituellement destinés moins à de fructueuses entreprises qu'à l'acquittement de liturgies ou d'impôts ; en général, on ne s'y décidait que sous la contrainte d'impérieuses obligations, et l'on n'hypothéquait pas un domaine sans ressentir la plus vive amertume. La garantie procurée par une hypothèque n'offrait, d'ailleurs, aucune utilité pour la foule des modestes propriétaires, des artisans et des marchands ; en dépit de l'opinion de certains historiens, il est inexact que les petits fermiers n'aient cessé de s'endetter pendant le IV<sup>e</sup> siècle et se soient vus obligés d'abandonner leur exploitation.

Des notes fort nombreuses, une riche bibliographie, un excellent index des sources, un index des mots grecs et un index général faciliteront l'emploi de cette savante étude, dont les historiens et les juristes pourront tirer le plus grand profit.

Paul CLOCHÉ.

Eugenio MANNI. *Demetrio Poliorcete*. Rome, Angelo Signorelli, 1951 ; in-16, 127 pages.

M. Manni étudie successivement les premières années de la carrière du Poliorcète, les diverses périodes respectivement comprises entre la paix de 311 et la libération d'Athènes (307), entre cet événement et la bataille d'Ipsos (301), entre cette dernière et la conquête de la Macédoine par Démétrios (293) et le règne de ce prince jusqu'à sa chute, antérieure de deux années à sa mort (282). La conclusion vise à définir l'importance historique du personnage. Ce fut, dit l'auteur, un « grand général », mais dont le principal défaut était de ne pas savoir toujours mesurer ses possibilités ; on ne peut, d'ailleurs, le juger avec équité que si l'on tient

compte du caractère de son époque : suivant l'exemple de son père, il essaya de rendre corps à la haute conception qu'avait réalisée Alexandre en fondant l'empire hellénistique. Il s'y efforça obstinément, mais non sans souplesse, faisant alterner le libéralisme et l'absolutisme, tantôt fidèle aux traditions, tantôt favorable à l'orientalisme ; devant son essai de centralisation se dressaient de sérieux obstacles, comme le goût passionné des cités grecques pour leur autonomie et les ambitions dynastiques des nouveaux diadoques. Sa grandiose entreprise échouera : le monde hellénistique restera divisé en trois principaux États, et c'est sous l'hégémonie d'un peuple étranger que naîtra cette unité « gréco-macédonienne-orientale » dont Alexandre, Antigone le Borgne et son fils avaient ardemment souhaité la formation.

D'importants appendices sont consacrés à la chronologie de certaines parties du sujet, à la sentence portée contre Cassandre en 315 par Antigone, à l'adoption du titre royal par ce dernier, à plusieurs sources et à des questions géographiques (comme l'extension de la souveraineté de Démétrios, etc.). Il est, d'ailleurs, permis de regretter que cet exposé judicieux, très clair et abondamment documenté manque parfois de l'ampleur et de la précision désirables : c'est ainsi que l'activité de Cassandre et de Polémaios en 313-312 et en 310, les relations du Poliorcète avec les Béotiens et l'Eubée en 304, ses opérations de l'année 294 contre Lacédémone, le siège de Thèbes et ses conséquences en 291-290 méritaient, à notre avis, un examen plus détaillé (cf. P. Cloché, *Thèbes de Béotie*, p. 204-206, 209 ; *Revue des Études anciennes*, 1945, p. 223, 225) ; si M. Manni rappelle à bon droit les déclarations d'Antigone en faveur des libertés helléniques (p. 8, 12, etc.), il n'eût pas été sans profit d'ajouter que le père de Démétrios tarda bien longtemps à manifester un tel libéralisme (sur l'aide importante qu'il prêta à Cassandre contre les Athéniens en 318 et sur son hostilité à l'égard des mesures prises par ce diadoque en faveur de Thèbes et d'Olynthe, voir les remarques que nous avons présentées dans *L'Antiquité classique*, t. XVII, p. 107-109). Enfin, cette intéressante monographie serait plus utile encore si l'auteur l'avait pourvue d'une bibliographie d'ensemble et d'un index.

Paul Cloché.

Gerold WALSER. *Rom, das Reich und die fremden Völker in der Geschichtsschreibung der früheren Kaiserzeit*. Baden-Baden, Verlag für Kunst und Wissenschaft, 1951 ; in-8°, 183 pages.

L'ouvrage intéressera particulièrement les philologues. Car il est consacré surtout à une critique impitoyable de la méthode de Tacite. L'auteur montre qu'il utilise ses sources sans fidélité, qu'il les contamine sans essayer de les concilier, qu'il est sans précision.

C'est ce souci surtout philologique qui explique le plan suivi par l'auteur. Il groupe une série de passages de Tacite sous certaines têtes de chapitres : topographie de Rome, géographie, récits de campagnes, ethnographie, révoltes de barbares. Il peut mieux ainsi montrer que Tacite utilise les thèmes courants des écoles de rhétorique.

Il n'est pas question de réhabiliter Tacite, qui n'accordait guère son intérêt aux réalités qui forment la trame de l'histoire ; son mépris pour le droit constitutionnel apparaît avec évidence maintenant que nous possédons le texte du sénatus-

consu  
a fait.

Il faut  
des évé  
d'Agric  
traite d

M. W  
sieurs r  
à celui-  
déform  
mais un  
qui a fa  
pasien a  
victoire  
plusieur  
histoin

La fa  
que, po  
de Tacit  
dater, n  
dangere  
ou tend

Voici  
que Tac  
de cons  
contre  
apporté  
sont m

Léon F  
la pr  
Paris  
hors

Cet o  
cadre gé  
ensuite  
tratif ;  
consacr

Il est  
deux fo  
occupen  
deux rep  
plus d'u  
F. Lot  
rait pei

consulte sur les honneurs rendus à Germanicus et que nous voyons ce qu'il en a fait.

Il faudra donc consulter le présent livre quand on voudra reconstituer l'histoire des événements que M. Walser a examinés, tels que la chronologie des campagnes d'Agricola ou les relations entre Rome et Artaban. La partie la plus intéressante traite de la révolte des Bataves.

M. Walser s'est appliqué chaque fois à retrouver les sources de Tacite. A plusieurs reprises, il a nommé les ouvrages historiques de Pline l'Ancien. Il attribue à celui-ci un souci de propagande en faveur des Flaviens tel qu'il n'hésite pas à déformer les faits. Selon M. Walser, il n'y a pas eu de révolte du peuple des Bataves, mais une mutinerie des soldats bataves en 69 ; et c'est Pline — non pas Tacite — qui a faussé le récit des événements pour dissimuler les intrigues du parti de Vespasien auprès des soldats et aussi pour donner à Vespasien lui-même la gloire d'une victoire sur les Germains. Des accusations analogues contre Pline se retrouvent à plusieurs reprises, par exemple à l'occasion du soulèvement de Boudicca. Nous hésitons, pour notre part, à condamner Pline, alors que nous ne pouvons le juger que sur des fragments qu'on lui attribue par conjecture.

La faiblesse de l'argumentation de M. Walser, à plusieurs reprises, vient de ce que, pour reconstituer le cours exact des événements, il est contraint à se servir de Tacite lui-même. Par exception, il peut recourir à l'archéologie, qui l'aide à dater, par exemple, les troubles du temps des Bataves. Il manie cette méthode dangereuse avec virtuosité, décidant de ce qui est invraisemblable ou incohérent ou tendancieux.

Voici qui doit nous rendre prudents. M. Walser est sévère pour l'interprétation que Tacite donne de la politique d'Artaban. Or, l'ouvrage que M. Kahrstedt vient de consacrer à ce prince affirme à plusieurs reprises la véracité de Tacite à l'encontre des autres sources. A son réquisitoire contre Tacite M. Walser a peut-être apporté une rigueur trop impitoyable, et certains des reproches qu'il lui adresse sont mérités par presque tous les historiens de l'antiquité.

André PIGANIOU.

Léon HOMO. *Rome impériale et l'urbanisme dans l'Antiquité*, n° 18 bis de la première section de *L'Évolution de l'Humanité*, dirigée par Henri BERR. Paris, Albin Michel, 1951 ; in-8°, 700 pages, 28 plans dans le texte, 1 plan hors texte.

Cet ouvrage est conçu selon un plan d'une remarquable ampleur : d'abord, le cadre géographique, puis une esquisse des progrès de la ville sous l'empire ; viennent ensuite les services publics, c'est-à-dire surtout une étude du personnel administratif ; puis l'auteur passe à l'étude des monuments ; les parties VI et VII sont consacrées respectivement à la voirie et à l'habitat.

Il est trop facile de critiquer ce plan. Ainsi les services publics apparaissent deux fois, d'abord dans le cadre administratif, puis à propos des édifices qu'ils occupent. Le problème aigu du chiffre de la population de Rome est indiqué à deux reprises en passant ; il est simplement affirmé que Rome impériale comptait plus d'un million d'hommes. Les opinions bien différentes de Paul Bigot et de F. Lot ne sont pas mentionnées. On sait que l'architecte Bigot déclarait qu'il aurait peine à loger dans la Rome impériale plus d'un demi-million d'hommes. On



est un peu surpris aussi de voir les maisons apparaître dans la toute dernière partie.

Mais sans doute l'auteur a-t-il eu ses raisons pour disposer ainsi sa matière. L'important est qu'il a partout donné un exposé d'une précision extrême, à laquelle on ne serait tenté de reprocher qu'un peu d'excès. Il donne le tableau complet du calibre des tuyaux utilisés par le service des eaux (p. 209), une liste complète des officines d'où sortent les briques employées aux thermes de Constantin, un catalogue des noms de rues classés en séries, une liste des rues qui méritent le nom de *clivi*, une liste de latrines, etc. Mais, avec la même minutie, il étudie l'histoire de l'organisation de chaque service public, avec la date exacte à laquelle on changea les noms des directeurs. L'étude se poursuit jusqu'à la fin du Bas-Empire. C'est dire que ce livre renferme une quantité de données positives, qu'on trouvera ici classées et critiquées.

Dans le détail, on pourra discuter certaines thèses que l'auteur présente sans justification : les Étrusques seraient arrivés en Italie au *x<sup>e</sup>* siècle (p. 17); les cohortes prétoriennes et urbaines auraient toujours compté 1.000 hommes (sans mentionner l'opinion contraire de M. Durry); les *equites singulares* auraient été remplacés au *iii<sup>e</sup>* siècle par les *protectores*, qui seraient devenus sous Aurélien les *domestici* (sans mentionner l'importante étude de Babut, qui donne des *protectores* une image toute différente).

Les *saepta Julia* sont placés « en bordure de la Via Lata » (p. 449). En réalité, de beaux travaux italiens ont changé cela : les *saepta* sont maintenant entre la Minerva et le Panthéon.

M. Homo veut donner une statistique des pompes trouvées dans tout le monde romain (p. 186); il commet la faute vénielle d'oublier celle du Musée de Strasbourg. — Une indication bibliographique donne à penser que rien ne serait paru de C. I. L., VI, depuis 1926. — Négligences inévitables dans une entreprise si vaste.

Nous avons été particulièrement intéressés par certaines discussions, par exemple à propos des *insulae*. Il est peu de problèmes plus importants et plus obscurs. L'*insula* est-elle un immeuble ou un logement? Ni l'un ni l'autre, estime M. Homo, selon qu'il l'*insula* correspondrait aux portes des locaux du rez-de-chaussée et aussi aux portes donnant accès aux étages. Dans les vieux quartiers de Rome et de Naples, ces portes présenteraient encore aujourd'hui une numérotation continue. La thèse est intéressante et solidement défendue.

A cause de tant de listes exhaustives, de tant de textes longuement cités, la lecture du livre est parfois un peu sévère; mais, au bout du compte, c'est toute la vie quotidienne de Rome antique qui surgit à nos yeux. L'auteur pose le problème de l'urbanisme en termes très modernes et, grâce à cette méthode, l'histoire de la politique urbaine des empereurs n'apparaît pas comme celle d'un passé tout à fait mort.

André FIGANIOL.

Paul GOUBERT. *Byzance avant l'Islam. T. I : Byzance et l'Orient sous les successeurs de Justinien. L'empereur Maurice.* Paris, A. et J. Picard, 1951; in-8°, 332 pages. Sans indication de prix.

Chapitre I : *Origine et carrière de l'empereur Maurice.* Sur son lit de mort, Tibère II, au début d'août 582, fiance sa fille, Constantina, au chef de l'armée d'Orient,

Maurice, qu'il proclame César. Le nouvel empereur, originaire de Cappadoce, avait commencé sa carrière comme notaire ; il fut comte des excubiteurs, exerça l'office de comte des fédérés depuis 577-578, sans jamais porter, sans doute, le titre de « comes foederatum ». — Chap. II : *Les « Epigones » de Justinien*. Pour mettre en lumière le redressement opéré par Maurice, l'auteur fait un rapide exposé de l'évolution de la situation intérieure et extérieure de l'Empire entre 565 et 582 : effondrement de l'empire de Justinien, folie de Justin II, tentatives de redressement faites par le prodigue et populaire Tibère II, qui ne peut arrêter l'avance slave. — Chap. III : *La guerre avec la Perse sous Justin II et Tibère II (572-582)*. L'auteur est encore contraint de reprendre plus haut le cours des événements, pour expliquer la politique perse de Maurice. Après de laborieuses négociations, en 562, la paix est conclue pour cinquante ans. Dès 572, et malgré l'invasion lombarde, qui déferle sur l'Italie, et la menace avaro-slave, Justin II, apprenant qu'il peut compter sur l'appui des Turcs, refuse de payer le tribut annuel qu'il s'est engagé à verser à Khosrô. L'armée byzantine, longtemps immobilisée par l'anarchie qui sévit dans ses rangs, puis réorganisée, à la suite de la nomination de Tibère comme César et placée sous le commandement de Justinien, met en fuite l'armée perse de Khosrô à Mélitène en 575. Un armistice est conclu pour trois ans. En 577, Maurice, nommé commandant en chef des armées d'Orient, recrute des troupes en Cappadoce et, en une année, organise une armée ; répondant à la rupture de l'armistice par Khosrô, il dévaste l'Arzanène, pénètre en Mésopotamie perse, puis ramène ses troupes en territoire byzantin. Les pourparlers de paix ouverts à la suite de la mort de Justin II sont rompus par l'orgueilleux successeur de Khosrô I, Hormizd IV. Maurice ravage l'Adiabène en 578, mais, trahi sans doute par son allié arabe Al-Moundhir, il ne peut envahir la Perse. La fourberie du roi de Perse causant une nouvelle fois la rupture des pourparlers de paix ouverts en 580-581, Maurice culbute l'armée perse en juin 581. — Chap. IV : *La guerre avec la Perse sous Maurice jusqu'à la révolte de Bahram (582-589)*. En 582, Tamkhosrô met en fuite sur le Nymphios les troupes romaines commandées par Jean Mystacon. Maurice remplace le général vaincu par son beau-frère, Philippicus, qui fait en Perse un raid audacieux ; en 585, il opère en Arzanène ; l'année suivante, il écrase l'armée perse près du *castellum* de Solachon, mais doit battre en retraite devant le rusé Zabergas ; en 587, grâce à Héraclius, les troupes romaines obtiennent quelques succès, mais, mécontentes du départ de Philippicus, que l'empereur a remplacé par Priscus, elles se révoltent le 20 avril 588. Les Perses, pensant mettre à profit l'anarchie qui règne dans l'armée ennemie, envahissent le territoire romain ; Germanus, le chef de l'armée révoltée, réussit à écarter le danger par la victoire de Martyropolis, mais la ville est livrée aux Perses et Philippicus, revenu à son poste ne peut la reprendre. Maurice le remplace par Commentiolus, qui, grâce à Héraclius, met les Perses en fuite (589-590). — Chap. V : *Le soulèvement de Bahram (589-591)*. Hormizd envoie contre les Byzantins Bahram Tchoubin, le récent vainqueur des Turcs. Celui-ci pille la Siounie, mais ne peut résister aux habiles manœuvres de Romanus. Hormizd, par ses maladresses, s'aliène son plus valeureux général, qui soulève ses troupes contre le roi et marche sur Ctésiphon. Hormizd est assassiné ; Khosrô II fuit devant Bahram, qui s'est fait couronner Roi des Rois et demande des secours à l'empereur byzantin. Maurice, sans tenir compte de l'avis des sénateurs, promet son appui à Khosrô II. Bindoès lève des troupes pour le roi légitime, auquel les villes se rallient une à une. Khosrô rend Martyro-

polis à son allié romain, obtient de lui un prêt important et le renvoi de Commeniolus, remplacé par Narsès. Les troupes de Bahram sont écrasées; Séleucie, Clésiphon se rendent. Malgré Bahram, les troupes romano-perses de Narsès rejoignent les troupes d'Arménie de Jean Mystacon et écrasent l'armée de l'usurpateur (automne 591). — Chap. vi : *Les relations perso-byzantines après la défaite de Bahram (automne 591-automne 602)*. Par le traité de 591, l'empereur byzantin reçoit Martyropolis, Dara et la plus grande partie de l'Arménie perse. La paix n'est pas troublée par l'incident de frontière provoqué par des Arabes Ghassânides alliés des Byzantins. L'auteur s'attarde ici sur la pseudo-conversion de Khosrô II et l'influence exercée par la chrétienne Sirin sur son époux Khosrô II, puis sur la légende de Marie, fille de Maurice, épouse de Khosrô. — Chap. vii : *Byzance et l'Arménie (582-602)*. La complexité de l'attitude de Maurice vis-à-vis de l'Arménie résulte de la politique de balance pratiquée par les princes arméniens entre leurs deux voisins : l'empire romain, la Perse. L'auteur réunit ici les éléments contradictoires que fournissent les sources touchant l'activité de deux nobles arméniens particulièrement influents : Mouscheg Mamikonian et Smbat Bagratouni. L'empereur byzantin comme le roi de Perse s'efforcent d'enrôler des troupes arméniennes, qui constituent une élite, tout en se défiant de leur inconstance. Maurice, pour des raisons religieuses et militaires, en 602, promulgue un édit en vertu duquel 30.000 familles arméniennes devaient être déportées en Thrace : la révolution le rendit inapplicable. A la faveur du traité de 591, Maurice s'était efforcé de rapprocher l'Eglise arménienne monophysite de l'Eglise catholique, puis avait établi à Avan un *catholicos* orthodoxe, sans arracher le peuple à son *Credo*. La neutralité observée par l'Arménie sous Phocas ne lui fut guère profitable. — Chap. viii : *Byzance et les peuples du Caucase (582-602)*. L'Aghouanie, après avoir vécu dans l'orbite de l'Arménie, proclame son autonomie, au moment de la nomination par Maurice du *catholicos* arménien orthodoxe Jean III, qui s'écarte du monophysisme pour se rapprocher de Byzance. La même tentative se produisit en Siounie. Grâce à l'appui de Byzance, la Géorgie neutre vécut sous Gouaram I, vassal de l'empereur, des années de paix. La révolution de 602 rapproche Stéphanos I de Khosrô; l'empereur se venge en prenant Tiflis. C'est de 591 encore que date la rupture religieuse entre la Géorgie et l'Arménie, rupture provoquée par le *catholicos* et due, pour une part, à la personnalité du pape Grégoire. A partir du viii<sup>e</sup> siècle, l'influence grecque devient prépondérante dans l'Eglise géorgienne. — Chap. ix : *Byzance et les Arabes (582-602)*. Maurice avait amené Tibère à se défier des Ghassânides et fait arrêter Al-Moundhir, soupçonné de trahison; les troupes arabes, en représailles, dévastèrent plusieurs provinces romaines. Al-Moundhir fut exilé en Sicile; son fils le suivit quelque temps après. Le royaume des Tayaye est divisé, tandis que les anciens alliés de la Perse, les Arabes Lakhmides, reçoivent le baptême et se rapprochent de Byzance. La révolution de 602 bouleversera l'ordre rétabli et ouvrira l'ère des luttes qui vont ruiner la Syrie et l'Arabie byzantines : « 602 explique 622 ». C'est à Phocas et Héraclius qu'incombe la responsabilité des événements.

Suivent onze appendices d'importance inégale, dont le plus conséquent traite des *Agrandissements byzantins en Arménie* et de la *Géographie de l'Arménie byzantine* (p. 290-302). Une liste des sources et ouvrages consultés termine le volume.

Il faut avouer que ce livre est décevant; la lecture en est rendue très malaisée par l'absence totale de composition : à travers la multiplicité des paragraphes rem-

plus de d  
on a pei  
Le style  
grave, la  
quelle lé  
refuse à  
tion ou  
ment att  
poser les  
textes in  
perfection  
clius<sup>2</sup>; m  
annoncé

Roger L  
ment  
1952;

Voilà  
doivent  
toriques  
de notre  
temps d  
de la ch  
laient les  
devait re  
Or, cette  
la seule o  
suivi la  
concret,  
lité des l

En reg  
tout par  
monde m  
tion, qui  
acquis un  
pas à étr  
texte par  
faire de l  
tion d'ap  
rait dû.

1. L'aut  
devait d'e  
1: Die byz  
l'on trouva  
2. Mais  
telle.

plus de digressions et de trop nombreuses citations qui avaient leur place en note, on a peine à découvrir les idées directrices. Les retours en arrière sont continuels. Le style, haché, est trop souvent incorrect, les références trop rares. Fait plus grave, la critique des sources est très insuffisante ; qu'il suffise de constater avec quelle légèreté l'auteur utilise les *Miracula Demetrii*, avec quelle constance il se refuse à prendre position lorsque des avis contraires ont été émis sur l'interprétation ou la valeur de tel texte : nous ignorons encore si le *Stratégikon* est sûrement attribué à Maurice<sup>1</sup>. Il faut regretter que l'auteur se soit contenté de superposer les sources, car ses connaissances linguistiques lui ont permis de lire des textes inaccessibles à beaucoup d'historiens. Ce premier volume, malgré ses imperfections, restera utile : il peut modifier l'opinion que l'on a du règne d'Héraclius<sup>2</sup> ; mais il ne pourra être utilisé avec profit que lorsque le troisième volume annoncé nous donnera un index général.

André GUILLOU.

Roger LE TOURNEAU. *Damas de 1075 à 1154*. Traduction annotée d'un fragment de l'*Histoire de Damas* d'Ibn al-Qalânî. Institut français de Damas, 1952 ; in-8°, xxi-376 pages et 2 cartes.

Voilà une traduction qui répond à un besoin. Le public cultivé et les étudiants doivent pouvoir lire, quelle qu'en soit la langue originelle, les grandes œuvres historiques des sociétés étrangères, et à fortiori lorsqu'elles interfèrent avec le passé de notre propre société, comme dans le cas des écrits des chroniqueurs syriens au temps des Croisades. Or, il était impossible de prendre connaissance en français de la chronique damasquine d'Ibn al-Qalânî, encore inconnue lorsque travaillaient les collaborateurs du *Recueil des historiens des Croisades*, et le non-arabisant devait recourir à la traduction excellente, mais incomplète, de Gibb en anglais. Or, cette chronique est de toute première importance, d'une part en ce qu'elle est la seule détaillée à survivre d'un témoin des deux premiers tiers de siècle qui ont suivi la première Croisade, d'autre part parce que ce témoin est un observateur concret, un écrivain précis et vivant, un homme qui nous introduit dans la réalité des hommes de son pays et de son temps.

En regard du service que nous rend ainsi R. Le Tourneau, jusqu'ici connu surtout par une considérable étude sur Fès et par une mise au point utile sur le monde musulman moderne, on ne lui reprochera pas d'avoir publié cette traduction, qui le conduit dans un domaine nouveau, avant d'y avoir peut-être en tout acquis une égale maîtrise. Il est bien évident qu'un ouvrage de cette nature n'a pas à être surchargé de plus de notes qu'il n'est indispensable à l'intelligence du texte par des non-spécialistes. Il est difficile, cependant, au spécialiste de se défaire de l'impression d'un peu d'imprécision subsistante, qui empêche la traduction d'apporter à ceux auxquels elle est destinée absolument tout ce qu'elle aurait dû.

1. L'auteur semble ignorer qu'il y a là un problème de sources très important qu'il se devait d'examiner. Je me permets de renvoyer au livre de G. Moravcsik, *Byzantinoturcica*. I: *Die byzantinischen Quellen der Geschichte der Türkvolker*, Budapest, 1942, p. 250-253, où l'on trouvera la bibliographie du sujet.

2. Mais nous manquons encore d'une monographie sûre pour ces trente années essentielles.

D'abord, si éliminer de la traduction la partie de la chronique antérieure à 1075 se légitimait par le caractère beaucoup plus lacunaire qu'elle présente, l'interrompre en 1154, si importante que soit la conquête de Damas par Noûr ad-dîn en cette date, se justifie beaucoup moins, puisque la chronique reste intéressante jusqu'à sa fin, en 1160, qu'on eût pu atteindre sans guère allonger l'ouvrage.

Deuxièmement, R. Le Tourneau n'institue entre Ibn al-Qalânîsî et nos autres sources aucune comparaison. C'est condamner le lecteur à ne pas prendre une vue exacte de l'œuvre même qu'on lui présente. Il eût été indispensable, par exemple, de montrer la manière dont, en 1114-1115, y est escamoté tout ce qu'ont de compromettant pour Tughtegîn, maître de Damas, ses relations avec les Francs qui aboutiront à une grande victoire de ceux-ci.

Troisièmement, R. Le Tourneau ne donne à peu près aucun renvoi aux exposés des ouvrages essentiels sur la Syrie du temps des Croisades (sauf en matière d'identifications topographiques, pour lesquelles, entre autres, il me cite beaucoup). C'est-à-dire que le lecteur est condamné à mal comprendre ceux des récits d'Ibn al-Qalânîsî qui gardent un caractère sommaire ou partiel.

Quatrièmement, l'introduction, qui devrait donner au lecteur les indications générales nécessaires à la compréhension de son texte, est vraiment à la fois maigre, imprécise, voire à peine exacte. Surtout si on la compare à la magistrale introduction qu'avait donnée Gibb à sa traduction anglaise. Je m'excuse de signaler à R. Le Tourneau qu'il paraît ignorer l'article de *Byzantion* (1948) sur *La première pénétration turque, etc.*, où j'ai essayé de donner un exposé circonstancié de l'histoire du Proche-Orient méditerranéen dans les décades qui précèdent la Croisade; il n'aurait pas écrit que les Seljukides n'ont pu occuper la Palestine, qu'ils ont inféodée au célèbre Artuq. R. Le Tourneau remarque, à juste titre, que l'influence réelle des grands personnages tient plus à leur situation personnelle qu'aux fonctions dont ils sont investis; mais il est impossible de le suivre quand il dit que ces fonctions paraissent, en conséquence, n'avoir pas de contenu précis: tout au plus peut-on dire que la chronique d'Ibn al-Qalânîsî réduite à elle seule pourrait conduire à cette conclusion. Il n'est, d'autre part, pas possible de considérer avec R. Le Tourneau le *chihna* comme un personnage plutôt civil: qu'on l'appelle gouverneur militaire comme je l'ai fait ou commissaire du gouvernement comme Sauvaget, il n'est pas contestable qu'il est le commandant d'une garnison chargé de l'ordre public et des prérogatives politiques du gouvernement, à l'exclusion des tâches proprement administratives, en particulier financières, qui relèvent des services du vizir; celui-ci a sous ses ordres un directeur des comptes (*mustaufî*) et un contrôleur (*muchrif*), et c'est la fonction de ce dernier (*ichrdf*) et non une « direction des bureaux » dont il est question à la p. 340; le titre de *'amlâ* qui précède le nom du titulaire étant celui que porte, dans tous les États seljukides et postelseljukides, la catégorie de fonctionnaires où se recrute exclusivement le personnel des emplois administratifs supérieurs.

Le Tourneau signale, à juste titre, l'importance des *ahddh*. Il eût peut-être mieux valu ne pas traduire le mot, cf. Sauvaget, *Alep*, p. 96. La même remarque est valable pour plusieurs autres, qui risquent d'induire en erreur ou en confusion le lecteur non averti. Par exemple, *iqd'*, qu'on a traduit presque toujours à complet contresens par « sief » et que R. Le Tourneau rend par « apanage », qui ne s'applique qu'à un cas très particulier d'*iqd'*. Pour en revenir aux *susdits ahddh*, je comprends mal ce que dit R. Le Tourneau de l'abstentionnisme politique de la bourgeoisie damas-



quine, puisque c'est elle qui les encadre. De même de l'abstentionnisme de l'armée, puisque l'aristocratie qui est, selon lui, agissante est celle de ses chefs.

On trouve dans d'autres domaines d'analogues imprécisions. Par exemple, p. 112, le mot *tawāriq* du texte (pluriel de *tāriqa*) est à rendre par le mot « targe », qui est exactement le même, et non « cuirasses » (cf. mon *Traité d'armurerie, etc.*, dans *Bull. Ét. Or. Damas*, XII, p. 155, où ce texte est cité) ; p. 142, traduire *muqṣamāt* par « impôts levés en nature » n'est pas tout à fait juste, car, s'il est vrai qu'il s'agit bien d'impôts ainsi levés, l'idée fondamentale en est qu'ils sont calculés par partage proportionnel des récoltes, alors que d'autres ont un montant fixe calculé en valeur monétaire (ce sont ceux auxquels est, en principe, réservé le nom de *khārdj* — en matière d'impôt foncier). Dans un autre ordre d'idées, *Kiyāliyan* de la p. 236 signifie non pas Commène, mais Kalojean, surnom bien connu de Jean Commène et d'autres empereurs de même prénom.

On pourrait relever pas mal d'autres petites bévues de ce genre. Mais on donnerait, ce faisant, l'impression d'un passif supérieur à l'actif. Or, le bilan est formellement positif. Et, après tout, si Ibn al-Qalānisi a été traduit par Le Tourneau, c'est que les spécialistes de l'histoire syrienne ne l'avaient pas fait. *Mea culpa*.

Claude CAHEN.

Henri LAOUST. *Les gouverneurs de Damas sous les Mamlouks et les premiers Ottomans (658-1156/1260-1744)*. Traduction des *Annales* d'Ibn Tūlūn et d'Ibn Ġum'a. Institut français de Damas, 1952 ; in-8°, xxiii-288 pages.

L'Institut français de Damas publie depuis quelques années, à côté de textes, des traductions, auxquelles son directeur, H. Laoust, participe lui-même en première ligne. Je me demande si celle-ci aura beaucoup de lecteurs, car l'histoire de Damas à ce point détaillée n'intéressera guère que les spécialistes, qui, si bonne que soit une traduction, lui préféreront toujours le texte et ne la consulteront que pour les éclaircissements de passages obscurs et les annotations ajoutées ; or, on ne trouve dans le présent volume, à côté de la traduction — apparemment excellente — aucune promesse d'édition du texte et aucune annotation. On en est, l'avouerai-je, un peu déconcerté.

Cela dit, nous faire connaître l'*Histoire des gouverneurs de Damas* rédigée au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle par Ibn Tūlūn n'en reste pas moins un capital service. Pratiquement ignorée jusqu'ici, elle représente pourtant pour Damas l'équivalent de ce qu'est pour l'Égypte l'illustre chronique d'Ibn Iyās, c'est-à-dire un récit détaillé, quotidien, vivant, du moins sous une certaine optique, de l'histoire de cette ville et de la Syrie surtout centrale dans la dernière période du régime des Mamlouks et les premières années de celui des Ottomans ; la chronique d'Ibn Ġum'a, qui lui est annexée, en représente, sous une forme plus sommaire, une continuation jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle. L'œuvre d'Ibn Tūlūn nous permet ainsi de prolonger cette histoire de Damas pour laquelle nous avons, dans les siècles précédents, une documentation inégale, encore qu'elle commence à peine d'être explorée ; l'ensemble en devrait permettre la réalisation progressive, sur la Damas médiévale, d'un ouvrage plus important encore que celui dont Sauvaget a doté Alap, à coup sûr d'un ouvrage qui pourrait faire de Damas une des villes les mieux connues du Moyen Âge oriental et du Moyen Âge en général. Le premier devoir est, évidemment, de faire connaître les textes, et il est bien que l'Institut français de Damas,

en particulier, s'y adonne, en même temps que l'active Académie arabe de cette même ville. De ces textes, l'œuvre présente d'Ibn Tûlûn est sûrement l'un des plus passionnants ; je ne crois pas faire un rapprochement indigne de l'un ni de l'autre si, pour rendre sensible à l'Occidental le genre d'intérêt qu'il présente, je compare Ibn Tûlûn à l'un des grands « journalistes » vénitiens ses contemporains, Sanudo, Malipiero ou Priuli.

Une excellente introduction et un utile index complètent la publication, qui, malgré le regret exprimé au premier paragraphe, mérite notre entière gratitude.

Claude CAHEN.

ILLUMINATO PERI. *Studi sul Comune di Genova*. Palermo, Accademia, 1951 ; in-8°, 198 pages.

Cette nouvelle étude sur les origines de la Commune dans les grandes villes italiennes insiste, comme toutes celles qui se publient actuellement, sur la complexité du phénomène. « Quelques passages des *Brevi*, écrit l'auteur (p. 34)... peuvent faire penser que la *Compagna* tira sa naissance et son développement des exigences du commerce et pour elles. Mais elle ne naquit pas d'elles ni pour elles, même si elle dut se conformer à elles. » Les exigences commerciales étant le fond même de la vie d'une ville comme Gênes, « qui vivait de et pour son commerce », ne pouvaient être à elles seules la cause d'un changement constitutionnel comme celui qui donna naissance à la Commune<sup>1</sup>.

Comme toute l'école moderne italienne, M. Peri donne la première place dans cette naissance au renouveau de l'esprit d'association, qu'il appelle l'« exigence associative ». Sur un fond primitif qui est celui de la désuétude des lois et de l'établissement des coutumes, « manifestations de la déficience et de l'érosion du système féodal », l'auteur montre les divers groupes sociaux originels, beaucoup plus nombreux que ne le voulait l'opposition traditionnelle évêque (ou féodaux)-commerce : à savoir ici l'évêque, les familles vicomtales (et ici reparait l'explication seigneuriale de la Commune, chère aux Piémontais), les *Compagnies*, groupements de fait rassemblant les habitants d'un quartier (et nous voici à l'explication par les *vicinie*), et ces notables, les *boni homines*, parmi lesquels on comprenait beaucoup moins les membres d'une caste que tous les *utiles*, les *idonei*, les gens de valeur représentant quelque chose, ne serait-ce que leur savoir-faire.

Dans un tel milieu, habitué à la vie associative, aux *Compagnies* de ceci ou de cela, plus ou moins durables, des exigences diverses poussaient à la naissance d'un nouvel ordre politique : exigences militaires, exigences commerciales, exigences de la protection du trafic et autres. L'occasion est donnée par la première croisade, et c'est l'apparition, en 1099, d'une nouvelle *Compagna*, prévue pour trois ans et assumant le gouvernement et la juridiction civile et criminelle de la cité.

Laissons de côté l'étude, très suggestive, de la Commune ainsi créée. Mais notons que M. Pieri y voit, dès le début, un parti : « une association, en somme, que l'on pourrait, avec les précautions et les réserves naturelles, rapprocher de nos actuels partis totalitaires ». On avait un peu trop oublié, hors d'Italie, que le

1. « Dire que ce sont les nouvelles conditions économiques et sociales qui expliquent le phénomène de l'institution communale, c'est ne saisir qu'un seul aspect de ces faits et, donc, ne donner qu'une solution unilatérale » (p. 59).

Méditerranéen est autant *homo politicus* que *homo oeconomicus*. Il n'est pas mauvais que ce soit l'histoire d'une grande cité de commerce qui nous le rappelle.

É. G. LÉONARD.

Jole MAZZOLENI. *Regesto delle Pergamene di Castelcapuano (a. 1268-1789)*. Naples, Deputazione Napoletana di Storia Patria, 1942; gr. in-8°, xv-432 pages.

— I *Registri della Cancelleria Angioina ricostruiti da Riccardo Filangieri con la collaborazione degli Archivisti napoletani. I : 1265-1269*. Naples, Académie pontanienne, 1950; gr. in-8°, xiv + 350 pages.

Les malheurs arrivés aux archives napolitaines rendent particulièrement précieux les inventaires auxquels travaillèrent encore pendant la guerre les archivistes groupés sous la direction du comte Filangieri, surintendant des Archives d'État. Le petit fonds des parchemins du Castelcapuano contenait des actes et pièces, du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, provenant en grande partie des familles Cardona, Gonzaga et Carafa, et notamment (952 numéros) des privilèges et lettres de Louis II d'Anjou, Marguerite de Duras, Ladislas, Alphonse I<sup>er</sup> et Ferdinand I<sup>er</sup> d'Aragon, Charles VIII, Louis XII et François I<sup>er</sup> de France, sans compter vingt actes impériaux, trois de doges, etc. Toutes les pièces en valant la peine se trouvent ici publiées et les autres analysées avec la précision et le soin habituels aux archivistes italiens.

Nous annonçons, dans notre note *Archives, bibliothèques et œuvres d'art en Italie durant la guerre* (*Revue historique*, juillet-septembre 1949), la tâche de compilation de « régestes » des registres angevins disparus à laquelle se livrent les Archives d'État de Naples, avec l'aide des répertoires manuscrits conservés, des publications et des notes, copies et photographies des travailleurs, étrangers pour une bonne part. Le premier volume de cette « reconstruction » est paru récemment. Il rassemble les traces plus ou moins complètes qui ont pu être retrouvées du contenu des sept premiers registres de Charles I<sup>er</sup> : au total, 1.160 actes publiés en tout ou partie ou analysés. Le travail est fait avec la conscience que nous signalions dans notre note en ce qui concernait la reconstitution, fragment par fragment, des œuvres d'art italiennes victimes de la guerre.

É. G. LÉONARD.

Carlo CALCATERRA. *Alma Mater Studiorum. L'Università di Bologna nella storia della cultura e della civiltà*. Bologne, Zanichelli, 1948; in-8°, vii + 464 pages, pl.

Une *Storia dell'Università di Bologna* avait été déjà publiée et le nom de ses auteurs, Albano Sorbelli (t. I : *Il Medio Evo*) et Luigi Simeoni (t. II : *L'età moderna, 1500-1888*), indique assez qu'il n'y avait rien à ajouter, sauf en ce qui concerne ces soixante dernières années, pour ce qui est de l'institution elle-même, de son organisation, de ses vicissitudes, de ses maîtres et de ses élèves. Le dessein de M. Calcaterra a été, comme l'indique le titre, de la replacer dans l'histoire de la culture et de la civilisation. D'où l'absence des précisions, notamment biographiques et chronologiques, que l'on trouvait dans la première œuvre (quelques

dates de plus auraient, malgré tout, été utiles). Mais l'ensemble en est comme aéré. A chaque époque l'auteur essaie d'attribuer son problème particulier. Celle, originelle, des premiers juristes est marquée par la « nouvelle conscience juridique et la nouvelle civilisation ». Puis c'est, chez les « artistes », « le drame entre la science et la foi » ; au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, « l'effort constitutif sous la splendeur des débuts du siècle, l'empirisme didactique s'opposant à l'esprit novateur » ; l'humanisme, et notamment où on ne pense pas tout de suite à le chercher, chez les médecins ; au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, le repli sur les valeurs traditionnelles ; au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, le renouveau ; dans la première moitié du <sup>xix</sup><sup>e</sup>, le néo-classicisme et le romantisme. Et l'on en arrive ainsi au « contraste entre les conceptions matérialistes et idéalistes après 1860 », à « la médecine comme science de l'individuel contre le général », à « l'activisme critique des sciences après la première guerre mondiale » et, pour nos jours, à une « reconnaissance dans la cité à réédifier », qui a comme mot d'ordre la formule de Mazzini : « Toute génération veille sur un secret de vie naissante », et à d'utiles réflexions sur le rôle des universités dans la vie présente.

Reste à se demander s'il y a bien, comme le veut l'auteur, un « style caractéristique de l'Université de Bologne, permanent à travers les siècles », ou si tous les grands établissements d'enseignement supérieur ne présenteraient pas une évolution et des problèmes semblables. Se poser la question, c'est montrer l'intérêt du livre.

É. G. LÉONARD.

Ernesto PONTIERI. *Tra i Normanni nell'Italia Meridionale*. Naples, A. Morano, 1948 ; in-8°, 442 pages.

— *Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII*. 2<sup>e</sup> édition. Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1950 ; in-8°, 322 pages.

— *Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragona re di Napoli*. Naples, A. Morano, 1947.

Succédant au regretté Michelangelo Schipa dans la chaire d'histoire de la Faculté des Lettres de Naples (avant de devenir doyen de cet établissement), M. Pontieri avait aussitôt réuni un certain nombre de ses études antérieures dans un volume de *Ricerche sulla crisi della Monarchia siciliana nel sec. XIII* (1942), dont la diffusion, nous dit-on, fut arrêtée par la guerre. Vinrent ensuite des livres sur *Il tramonto del baronaggio siciliano* (Florence, Sansoni, 1943) et *Il riformismo borbonico nella Sicilia del Settecento e dell'Ottocento* (Rome, Perrella, 1945). L'après-guerre a permis à l'auteur de réimprimer ses *Ricerche* et de réunir deux nouveaux recueils de ses écrits épars dans diverses revues, mais revus et augmentés (sans compter quelques études nouvelles). Nous sommes donc ici devant une nouvelle manifestation de cette facilité qu'ont les historiens italiens à regrouper leurs articles et études de détail en publications qui en font apparaître l'unité et leur donnent (outre les commodités de consultation) une valeur nouvelle. *Beati loro* !

Ne s'agissant encore que de matériaux réunis à pied d'œuvre pour une future grande histoire de l'Italie méridionale, le mieux est d'indiquer ici les sujets traités.

Dans *Tra i Normanni* : « Le patrimoine de l'Église romaine en Calabre », « Les débuts de la féodalité calabraise », « Le Royaume et sa fondation », « Geoffroy Malaterra historien du grand comte Roger », « L'abbaye bénédictine de Sainte-

Euphémie en Calabre et l'abbé Robert de Grantmesnil », « Sur la prétendue Commune de Bénévent au XI<sup>e</sup> siècle », « La crise de l'Amalfi médiévale ».

Dans les *Ricerche* : « Un précurseur du sécessionisme sicilien avant les Vêpres, Pietro Ruffo de Calabre, et sa prétendue félonie », « Un capitaine de la guerre des Vêpres, Pierre II Ruffo de Calabre », « Une enquête à Messine en 1273 », et, en appendice, « La période souabe dans l'histoire de l'Italie méridionale », « Sur la législation de Frédéric II et ses rapports avec la piété de ce prince », « Sur les autonomies citadines dans l'Italie méridionale aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles ».

Dans *Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragona* : « Un biographe peu connu de Ferrand d'Aragon, Giovanni Filippo de Lignamine », « Sur le mariage manqué de Frédéric d'Aragon et de Marie de Bourgogne, 1474-1476 », « La dynastie aragonaise de Naples et la maison des Médicis de Florence (grandes lignes de la politique extérieure de Ferrand d'Aragon jusqu'à 1481) », « Saint François de Paule et ses rapports avec Ferrand d'Aragon », « Alexandre VI, Ferrand I<sup>er</sup> d'Aragon et Virginio Orsini (à propos de la question d'Anguillara et de Cerveteri) », « Napolitains à la cour de Charles VIII. Giovanni de Candida et ses deux résumés d'histoire du royaume de Naples ».

Normands, Souabes, Siciliens séparatistes, Aragonais : seuls manquent les Angevins pour que le tableau soit à peu près complet. On sent que ces recherches datent d'un temps où, des Français et G. M. Morti s'occupant de Charles I<sup>er</sup> et de ses successeurs, M. Pontieri avait dû chercher des champs de travail moins occupés. Il y a fait de bonne besogne, en des monographies du genre érudit, précises et convenablement appuyées de notes bibliographiques abondantes, sans recherche de l'effet, mais vivantes, et qui rappellent autant le vieux (et excellent) De Blasis que Schipa. Les grands problèmes (et les faux problèmes) sur l'essence et les causes de la crise méridionale à telle ou telle époque (à toutes les époques) sont heureusement laissés à d'autres. Dans les chapitres, particulièrement, sur Ferrand d'Aragon, on voit s'ébaucher, autour de figures centrales finement et fortement dessinées, l'histoire d'ensemble de l'Italie méridionale au Moyen Âge dont nous parlions.

É. G. LÉONARD.

Georges LESAGE. *Marseille angevine. Recherches sur son évolution administrative, économique et urbaine, de la victoire de Charles d'Anjou à l'arrivée de Jeanne I<sup>re</sup>. 1264-1348.* Paris, de Boccard, 1950 ; in-8°, 196 pages, cartes. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. CLXVIII.)

La *Revue historique* a publié (janvier-mars 1947, p. 79-117) un bulletin historique sur *La production historique en Italie de 1940 à 1945*, dont les notices, classées méthodiquement et sobrement commentées, ont rendu et rendront les plus grands services. Un même souci d'information précise et d'utilité avait déjà poussé M. Lesage à écrire pour les *Mélanges* de l'École de Rome (1946) une notice : *Que reste-t-il des fonds du Moyen Âge et de la Renaissance aux Archives d'État de Naples?* Et voici la première œuvre élaborée du jeune historien, sa seule œuvre, une mort prématurée l'ayant enlevé à sa tâche comme aux siens et à ses amis.

Ce livre prend la suite des études de V.-L. Bourrilly (*Essai sur l'histoire politique de la commune de Marseille, des origines à la victoire de Charles d'Anjou*, Aix,



1925) et de Régine Pernoud (*Essai sur l'histoire du port de Marseille des origines à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, Marseille, 1935) et en est, de tous points, digne<sup>1</sup>. Le tableau qu'il présente de la cité marseillaise sous les premiers Angevins, de sa société, de son organisation, de sa vie commerciale, est complet, précis et clair, d'une sobriété qui le « désincarne » un peu, mais promettait que l'auteur ne se laisserait pas aller à ce que l'histoire sociale, appuyée sur des documents pittoresques, a parfois de trop facile. Le dessein de M. Lesage était, d'ailleurs, avant tout de montrer une évolution, conditionnée par les rapports de Marseille avec les princes de la maison d'Anjou et, en dernière analyse, par la politique de ceux-ci. Il se pourrait que, en ce qui concerne ces princes, une information moins approfondie que celle qui sert de base à la partie proprement marseillaise de l'œuvre ait inspiré une vue un peu rapide et des portraits conventionnels, particulièrement de Robert et de Jeanne. La crise économique générale, à laquelle M. Lesage fait d'ailleurs allusion, a un rôle important dans une décadence marseillaise trop uniquement rattachée ici à des causes politiques. Aussi bien les Marseillais de ce temps, qui pouvaient juger, mieux que nous, de la valeur (au moins en ce qui les concernait) de Robert et de sa petite-fille, leur ont-ils manifesté une fidélité sans réserves ni fluctuations. Poussée un peu plus loin dans le règne de Jeanne, l'étude de M. Lesage l'aurait peut-être amené, devant les preuves constantes de ce loyalisme, à nuancer son opinion. Mais, tel qu'il est, ce livre, qui apporte une excellente contribution à l'histoire de Marseille, témoigne de la grande perte que la science a faite en la personne de Georges Lesage.

É. G. LÉONARD.

**Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón**, t. IV. Zaragoza, Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Escuela de Estudios Medievales, 1951 ; 1 vol. in-8°, 738 pages.

Comme les précédents volumes publiés par l'*Escuela de Estudios medievales* de Saragosse, le quatrième tome rassemble une série d'articles originaux dont certains présentent un vif intérêt. L'histoire ecclésiastique de l'Aragon au XI<sup>e</sup> siècle fait l'objet de deux études de P. Duran Gudiol (*La Iglesia de Aragón durante el Siglo XI*) et F. Balaguer (*Los límites del obispado de Aragón y el Concilio de Jaca de 1063*). M. Duran Gudiol s'oppose aux conclusions généralement adoptées par les historiens (principalement par P. Kehr dans l'article publié au tome II des *Estudios* sur *La Papauté et les royaumes de Navarre et d'Aragon*), en ce qui concerne la chronologie et les conditions d'introduction en Aragon de la réforme grégorienne et de la liturgie romaine, mais il paraît ignorer les arguments présentés sur ce dernier point par P. David, dans ses *Études galicienne et portugaise* (chap. *La Papauté et la Reconquête*). F. Balaguer montre comment, après une période « ambulatoire », le siège épiscopal de Huesca (ville occupée par les Musulmans) fut définitivement

1. M. Lesage n'a pu utiliser l'excellente *Histoire du commerce de Marseille depuis le Haut Moyen Âge jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle* donnée par M<sup>lle</sup> Pernoud au tome I<sup>er</sup> de l'*Histoire du commerce de Marseille* (Paris, Plon, 1949). Il ne cite pas l'*Histoire de Marseille* de Raoul Busquet (Paris, 1945), et le fait est d'autant plus remarquable que ce dernier ouvrage, qui omet de parti pris de faire connaître les sources et les œuvres mises à profit, reconnaît par exception qu'il a utilisé le mémoire de M. Lesage, communiqué en dactylographie.

fixé à Jaca, la limite de sa juridiction ecclésiastique ayant été confirmée par Grégoire VII vers 1085.

Jaca, qui, depuis 1035 environ, était la capitale de la monarchie aragonaise, se vit dépossédée de cette dignité, après la reconquête de Huesca, en 1096. J. M. Lacarra étudie l'évolution topographique de la ville (*Desarrollo urbano de Jaca en la Edad Media*) et montre que, du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, le périmètre urbain est resté pratiquement inchangé. Ce n'est qu'à l'extrême fin du Moyen Age que Huesca obtint du roi Pierre IV d'Aragon un « estudio general » appelé également Université. M. Ricardo del Arco publie les principaux documents relatifs à cette création (*Los estatutos primitivos de la Universidad de Huesca, 1468-1487*).

Le royaume de Valence garda, dans le cadre de la monarchie aragonaise, un statut spécial, fondé sur ses « fueros » particuliers. L'article de Francesco Roca Trayer, *La gobernación foral del reino de Valencia. Una cuestión de competencia*, montre, à propos de la venue de l'infant Don Martin à Valence, en 1378, les difficultés que pouvaient faire naître la non-observation du statut foral.

Le plus étendu des articles composant la première partie des *Estudios*, *Los ingleses en España, Siglo XIV*, touche à l'histoire générale de l'Occident et du grand conflit franco-anglais. M. Antonio Gutierrez de Velasco étudie le « renversement des alliances » qui se produisit au lendemain de la bataille de Najera, remportée par le Prince Noir, allié du roi de Castille, Pierre le Cruel, sur les troupes franco-aragonaises de Pierre IV d'Aragon « le Cérémonieux » et de Du Guesclin. Le ressentiment du Prince Noir à l'égard du roi castillan, qui n'a pas tenu les engagements qu'il avait pris en matière financière (solde des troupes, etc.), et l'habileté du « Cérémonieux », qui s'efforce d'amener une liquidation rapide des rançons dues au prince par les prisonniers de Najera, amènent un rapprochement entre les adversaires de la veille et aboutissent à placer sur le trône de Castille Henri de Transjamar, l'ancien allié de Pierre IV et de Du Guesclin.

Deux importantes séries de documents sont publiées dans la deuxième partie des *Estudios* : le *Libro Becerro* (cartulaire) du monastère de Valbanera, comportant 211 documents s'échelonnant entre 1035 et 1264, a été transcrit par M. Lucas Alvarez, qui en fait précéder le texte d'une brève étude paléographique. M. Antonio Ubieto Arteta publie une quarantaine de « mandatos » (ordres) adressés par Philippe le Hardi au gouverneur du royaume de Navarre ; ces documents, dont l'original figure aux Archives navarraises de Pampelune, montrent chez le roi de France le souci de respecter les traditions locales et de réparer certaines des injustices dérivant de la répression de la guerre civile de la *Navarrería*, qui avait opposé les « Francs » établis en Navarre aux Navarrais d'origine.

La section d'Information par laquelle se terminent les *Estudes* comporte une rapide recension des principaux ouvrages ou articles récents parus en Espagne et en France et qui touchent, de près ou de loin, à l'histoire du royaume d'Aragon.

Marcelin DEFORNEAUX.

**Estudios de Historia social de España.** Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Instituto « Balmes » de Sociología, tomo I, 1949, 722 pages ; tomo II, 1952, 741 pages.

Le vaste domaine de l'histoire sociale espagnole est à peine défriché et, de façon paradoxale, ce sont les époques les plus anciennes qui sont relativement les

mieux connues : les études consacrées à la « repoblación » des terres reconquises, à la condition des minorités religieuses et ethniques (juifs, mores et morisques) dans les monarchies chrétiennes, aux mouvements sociaux du bas Moyen Âge ont jeté quelque clarté sur la structure sociale de l'Espagne médiévale, tandis qu'il n'existe que de rares travaux sérieux pour l'époque moderne et contemporaine. On se félicitera donc de voir le *Patronato de Historia social de España* entreprendre de combler cette lacune par un travail méthodique qui doit comporter : 1) l'exploration des dépôts d'archives et la publication de catalogues et inventaires ; 2) la publication d'une « Collection de documents d'histoire sociale » ; 3) la publication, à raison d'un volume par an, d'études monographiques groupées sous le titre de *Estudios de Historia social de España*.

La parution, en 1949 et 1952, des deux volumes qui font l'objet de ce compte rendu montre que, sur ce point du moins, les intentions ont été suivies d'effet. Les monographies qui les composent y sont réparties en deux séries : histoire sociale proprement dite, histoire de la pensée sociale. Disons tout de suite que les études du premier groupe nous semblent présenter un majeur intérêt, la pensée sociale des théoriciens espagnols du Siècle d'Or (Luis Vives, Suarez, Juan de Huarte, etc...) apparaissant plus souvent comme l'expression d'un idéal théologique, philosophique ou moral, que comme le reflet de la réalité sociale contemporaine. En revanche, l'œuvre de Cervantes constitue un témoignage dont la portée sociale est bien mise en lumière par D. Ricardo del Arco, *La infima levadura social en las obras de Cervantes* (t. I, p. 209-290), *La critica social en Cervantes* (t. I, p. 291-326), et par Ernesto Francisco Jareño, « *El Coloquio de los Perros* » *documento social de la vida española en la Edad de Oro* (t. I, p. 327-364).

Les études d'histoire sociale proprement dites sont de deux types : les unes apparaissent comme des « essais » ou des « mises au point » de vastes problèmes, tel l'article de D. Manuel Ballesteros sur « l'influence des facteurs économiques et sociaux dans la transformation du monde médiéval » (t. I, p. 425-440) ou les « digressions et méditations » de Luis Redonnet sur les « latifundios » et leur formation dans l'Espagne médiévale (t. I, p. 139-204). C'est également une vaste synthèse que tente Jorge Manuel Aragones en retraçant, en 150 pages, *Los movimientos y luchas sociales en la Baja Edad Media* (t. I, p. 275-341), en essayant d'en discerner les causes générales dans des pays aussi différents que l'Empire byzantin, l'Italie, la France et l'Espagne. Mais l'ampleur même de ce propos ne permet que de donner une vue assez superficielle du phénomène étudié, et les conclusions de l'auteur paraissent fréquemment discutables.

Nous nous étendrons davantage sur quelques articles de caractère monographique fondés sur l'étude directe des documents. M. J. M. Lacarra continue ses recherches sur la « repoblación » de Saragosse au lendemain de sa reconquête par Alphonse le Batailleur ; il donne des précisions sur le sort de la population musulmane passée sous l'autorité chrétienne et sur la provenance des éléments nouveaux de population qui, à l'appel du roi, vinrent « peupler » la ville (t. I, p. 205-224). Dans le royaume de Valence, reconquis un siècle plus tard, la population more représentait un élément numérique très important. M. Leopoldo Piles étudie la condition des mores de « realengo », c'est-à-dire appartenant au domaine royal. L'auteur distingue entre les Mores « libres » (bien qu'astreints à certaines servitudes — interdiction, en particulier, de sortir des limites du royaume) et les « cautivos » réduits à l'esclavage soit par droit de capture, soit en raison de leurs

débit  
sent  
pén  
la «  
men  
(151  
la lu  
qués  
cette  
La  
ralem  
Ortiz  
lousie  
par le  
marci  
nomb  
de la  
l'escla  
déclin  
crois  
xviii  
Adri  
diens  
Indies  
(180),  
à cett  
des « r  
« inuti  
d'idées  
des co  
en par  
furent  
gorie i  
artisan  
nazas  
la épo  
Nous  
de Sop  
612). U  
montre  
3.600 h  
disting  
tocrat  
jouant  
à une q  
esclaves  
la ville  
appara

délits ou de leur insolvabilité. Il étudie leurs rapports avec l'autorité royale, représentée par un officier spécial, le Bayle général, qui leur applique un droit civil et pénal particulier. Au même auteur est due une étude sur les aspects sociaux de la « Germania » de Valence (t. II, p. 429-469). Après un bref exposé du déroulement de la révolte (antérieure à celle des *Comuneros*) qui pendant deux années (1519-1520) troubla gravement l'ancien royaume de Valence, M. Piles examine, à la lumière des documents originaux (en particulier des inventaires de biens confisqués), le rôle joué par les différentes classes sociales et par les « métiers » dans cette tentative de révolution populaire et bourgeoise.

La survivance de l'esclavage au delà des limites du Moyen Âge est un fait généralement connu, mais qui n'a suscité que de rares études. M. Antonio Dominguez Ortiz en étudie l'évolution dans l'ancien royaume de Castille (y compris l'Andalousie) à l'époque moderne. Alimenté à la fois par la guerre contre les Maures, par la servitude imposée aux morisques révoltés et par la traite qui apporte aux marchés espagnols des nègres africains, la classe des esclaves reste relativement nombreuse au xvi<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, la proportion de la population servile allant en décroissant du sud au nord de l'Espagne, où l'esclavage est à peu près inconnu. À partir du milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, l'esclavage décline, à la fois par la diminution de l'« offre » sur les marchés et par l'hostilité croissante de l'opinion au maintien de la servitude, en sorte qu'au début du xviii<sup>e</sup> siècle il ne subsiste plus qu'un nombre infime d'esclaves.

Admis en Espagne, le principe de l'esclavage pouvait-il s'appliquer aux « Indiens » de l'empire espagnol? L'article de Richard Konetzke, *La esclavitud de los Indios como elemento en la estructuración social de Hispano América* (t. I, p. 441-480), montre les hésitations de la royauté espagnole à donner une réponse ferme à cette question. La réduction en servitude, considérée comme légitime à l'égard des « rebelles » (à l'autorité royale et à la foi chrétienne), fut étendue, en 1526, aux « inutiles », c'est-à-dire à ceux qui se refusaient à travailler. Bien que le courant d'idées hostile à la servitude ait conduit à la libération progressive des esclaves, des considérations d'ordre local maintinrent l'esclavage dans certaines régions — en particulier au Chili — jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Même libres, les Indiens furent toujours considérés par les conquérants comme appartenant à une catégorie inférieure : le Dr Konetzke montre la répercussion de ce préjugé sur la vie artisanale, en étudiant les statuts des métiers durant l'époque coloniale (*Las ordenanzas de gremios como documentos para la historia social de hispanoamérica durante la época colonial*, t. I, p. 481-524).

Nous revenons en Espagne avec la très intéressante étude de Hipólito Sancho de Sopranis, *Estructura y perfil demográfico de Cadix en el siglo XVI* (t. II, p. 533-612). Une étude minutieuse des recensements et des témoignages contemporains montre l'étonnante faiblesse numérique de la population du grand port (quelque 3.600 habitants vers 1588, époque de grande prospérité économique) et permet de distinguer les différents éléments sociaux qui entrent dans sa composition : aristocratie d'origine espagnole ou étrangère (Portugais, Flamands, Génois, ceux-ci jouant un rôle économique particulièrement important), classe moyenne, réduite à une quarantaine de familles (y compris les bureaucrates), classes populaires et esclaves (ces derniers constituant un élément caractéristique de la population de la ville). « En résumé, conclut l'auteur, Cadix, durant tout le xvi<sup>e</sup> siècle, nous apparaît comme une ville cosmopolite, de population peu nombreuse et dont les

éléments mal amalgamés accusent une prédominance étrangère, davantage dans la direction de la société que dans sa composition. »

Citons encore, pour clore cette analyse nécessairement très rapide, l'étude du « passé économique-social » de Belvis de la Jara (région de Talavera), par Fernando Jimenez de Gregorio (t. II, p. 613-739), où, dans le cadre d'une petite bourgade, se reflètent les vicissitudes de la vie économique et aussi politique de l'Espagne, et l'article de Jaime Carrera Pujal, *Aspectos de la vida gremial barcelonesa en los siglos XVIII y XIX* (t. I, p. 525-552).

Marcelin DEFORNEAUX.

Theodor E. MOMMSEN. *Italianische Analekten zur Reichsgeschichte des 14. Jahrhunderts (1310-1378)*. Stuttgart, Hiersemann Verlag, 1952; in-8°, 220 pages. (Schriften der Monumenta Germaniae historica, 11.)

Le présent volume, dont l'initiative appartient à l'ancien directeur des *Monumenta Germaniae*, P. F. Kehr, prend place dans la série des travaux préparatoires à la publication des *Constitutiones et Acta* des souverains du XIV<sup>e</sup> siècle et à la rédaction des *Regesta Imperii* de Boehmer pour les règnes de Henri VII, de Louis de Bavière et de Charles IV. L'auteur, qui avait, avant guerre, exploré plusieurs archives et bibliothèques de Toscane, d'Émilie, de Naples et de Sicile, présente actuellement le résultat de ses recherches sous forme de regestes avec l'apparat diplomatique classique et la référence, quand il y a lieu, à la publication antérieure des documents ou aux travaux historiques qui en auraient déjà fait état.

Bien qu'il soit difficile de rendre compte d'une pareille publication, il semble possible, cependant, d'attirer l'attention sur l'intérêt que peuvent présenter les sources dont M. Mommesen nous livre une analyse sommaire.

1. Des documents relatifs à l'expédition de Henri VII en Italie (136 numéros), les trois quarts proviennent de Bologne et rapportent des extraits de délibérations du conseil de la commune. Ils mettent en pleine lumière le rôle de la cité dans la résistance des Guelfes à Henri VII : Bologne est alliée active de Florence ; elle surveille attentivement le déroulement des faits en Lombardie (nos 50, 53, 79) ; elle envoie des troupes au roi Robert de Naples. Sur l'état intérieur de la ville, relevons une pétition des recteurs de l'Université, qui se plaignent des menaces dont ils étaient l'objet et prient le Conseil de rappeler un des professeurs qui avait quitté Bologne et annoncé son intention d'enseigner ailleurs (n° 32). Si, de Bologne, on passe dans le royaume de Naples, on tombe en arrêt devant un document qui rapporte un duel entre deux seigneurs, dont l'un était favorable au *Rex Alamaniae* (n° 80) ; ce texte, datant de septembre 1312, n'est pas seulement instructif en raison du titre donné par le roi Robert à Henri VII plus de deux mois après son couronnement, mais permet de supposer, surtout si on le rapproche d'un autre, postérieur de quelques années (n° 148 de 1327) et qui évoque le cri séditieux *Vivat, vivat imperator*, que l'Empire avait conservé des partisans dans la partie septentrionale du royaume angevin. De l'empereur Henri VII, enfin, sont présentés quatre actes : trois diplômes (nos 23, 34, 41) et une citation devant le tribunal impérial de 500 citoyens responsables d'avoir provoqué la défection de plusieurs villes d'Italie du Nord et pactisé avec Florence et le roi de Naples (n° 119).

2. L'époque de Louis de Bavière comporte 131 numéros reflétant essentiellement la continuité de la politique anti-impériale de Robert et de ses alliés guelfes.



Un premier groupe (nos 145-188) a trait à l'expédition de Louis en Italie ; la plupart des actes concernent des mesures politiques et diplomatiques ; quelques registres ouvrent cependant des perspectives intéressantes sur la mentalité, comme le n° 148, cité plus haut, ou la propagation d'une fausse bulle pontificale contre Robert par un clerc catalan (n° 196). On notera pareillement, sur le plan économique, l'interdiction de commercer dans le royaume de Naples faite aux marchands romains et la levée de cette prohibition en août 1328 (n° 176), ainsi que des mesures analogues prises à l'encontre des cités gibelines de Pise et de Lucques par Florence et Volterra (nos 185 et 188). De Louis de Bavière lui-même, nous possédons le résumé de quelques actes pris en faveur de ses partisans, ainsi l'exemption de dix-sept communes des environs de Parme de tous services (nos 191 et 192) et l'attribution de la dignité de comte palatin aux frères Rossi de Parme (n° 197). Voici enfin le roi Jean de Bohême en Italie (n° 201 montrant combien il devient *dominus generalis* à Modène) ; sa présence éveille la suspicion de Robert de Naples, qui n'ose, cependant, pas le traiter officiellement en ennemi (n° 212), mais n'organise pas moins une ligue contre lui (nos 234 et 59). Les derniers documents traduisent les craintes des Guelfes devant le bruit d'une réconciliation du *damnatus Bovarus* avec la cour d'Avignon en 1341-1342 (n° 261).

3. Pour la période de Charles IV, l'auteur a cru bon de répartir la matière (presque 200 numéros) en deux groupes. En premier lieu, des documents échelonnés sur toute la durée du règne : tous confirment l'image classique de la politique de Charles IV en Italie ; l'empereur répand des privilèges en grand nombre et se fait très largement indemniser.

La seconde partie de ces registres (nos 358-466), extraits surtout des archives de la seigneurie de Florence, se rapporte aux négociations de la ville avec le successeur de Louis de Bavière, avant son couronnement impérial. On pénètre ainsi dans les délibérations des conseils florentins et l'on voit avec quel soin jaloux et quelle habileté la cité sut préserver sa liberté totale à l'égard du futur empereur. Elle commence par s'assurer si l'*adventus regis* se fait, ou non, avec l'assentiment du pape (n° 386). Puis, tandis que Charles IV séjourne à Pise, les conseils mettent Florence en état de défense et envoient au roi des conditions précises : ne pas entrer dans le territoire urbain, assurer à la ville sa pleine indépendance, confirmer les ordonnances de la commune, ne pas aliéner de territoires sous contrôle florentin (nos 412, 417). Pour obtenir satisfaction, Florence persuade les autres villes de Toscane de ne pas négocier séparément avec Charles, mais de conclure une ligue qui serait assez forte pour imposer au roi des *desiderata* communs (nos 396, 421). Mais il faut aussi gagner les conseillers du roi : les envoyés florentins sont autorisés à se montrer *erga familiares d. regis liberales* (n° 412) ; d'autres registres donnent le décompte de ces libéralités (nos 416, 430, 438). Il importe enfin de déjouer les intrigues des Pisans (nos 443, 456). En échange de ses privilèges, l'empereur recevra une contribution annuelle de 20.000 florins : le premier versement en comporta 13.000, livrés directement, les 7.000 autres devant être fournis par Pise (n° 462).

Au total, l'ouvrage de M. Mommsen est un très bon instrument de connaissance de la politique italienne du XIV<sup>e</sup> siècle. Il est précédé d'une utile présentation des archives consultées par l'auteur et accompagné d'un index des noms de lieux et de personnes qui rendra de grands services.

R. FOLL.

**Algemene Geschiedenis der Nederlanden.** Deel III et IV. Utrecht, De Haan; Anvers, Bruxelles, Gand et Louvain, Standaard, 1951 et 1952; in-8°, xvi-464 et 420 pages, nombreuses illustrations, planches et cartes hors texte.

La publication de l'*Algemene Geschiedenis der Nederlanden* se poursuit au rythme vraiment très rapide d'un volume par an; le troisième, relatif au Bas Moyen Âge (1305-1477), ne le cède en rien aux précédents par la qualité de la présentation. Préfacé, comme eux, par M. H. Van Werveke, il s'inspire d'une conception plus synthétique de l'histoire. Dans les deux premiers tomes, les chapitres d'histoire politique et ceux d'histoire économique et sociale étaient traités séparément; dans celui-ci, les auteurs se sont le plus souvent efforcés de montrer l'interpénétration des divers domaines.

La fondation de l'État bourguignon divise tout naturellement la période envisagée en deux parties.

Au cours de la première, les divers États des Pays-Bas conservent encore leur histoire particulière. Aussi l'idée générale est-elle plus difficile à dégager. Les auteurs se sont efforcés de montrer comment les différences dans le développement économique ont influé sur la structure interne des États et comment le rôle joué par certaines classes sociales a pu agir sur le comportement politique des dits États. M. H. Van Werveke a étudié la Flandre et le Brabant, M. J. F. Niermeyer l'ensemble des pays soumis aux maisons d'Avesnes, puis de Bavière.

Le rôle de la classe populaire dans la résistance opposée par la Flandre aux rois de France est connu depuis longtemps; l'auteur du présent volume, qui a déjà consacré une étude aux clauses financières du traité d'Athis (*Revue du Nord*, t. XXXII), était particulièrement qualifié pour dégager l'aspect économique des conflits et leur importance internationale pendant la première phase de la guerre de Cent ans.

Les nécessités de l'exposition ont obligé l'auteur à morceler l'histoire du Brabant. Ce pays a d'abord participé aux luttes contre la France, puis s'est rapproché d'elle, peu avant la « Joyeuse Entrée » de 1356, qui stabilise sa situation politique. Dans un chapitre liminaire, M. H. Van Werveke avait souligné les différences de structure sociale qui l'opposent à la Flandre.

M. J. F. Niermeyer traitait des sujets qui sont, dans l'ensemble, moins connus des Français. Ayant étudié le développement économique des villes du nord des Pays-Bas, particulièrement celui de Dordrecht, il démontre que la lutte fameuse des « Hoeken » et des « Kabeljauwen », longtemps considérée comme une simple rivalité de factions, opposait, en réalité, deux conceptions de l'État. Les seconds défendaient le principe du régime représentatif, particulièrement cher aux habitants des villes.

Les divers pays que nous venons de voir étant les plus développés et les mieux organisés, leurs conflits mettent en cause des conceptions politiques et se rattachent à l'histoire générale.

Dans l'évêché d'Utrecht, la Gueldre et surtout la Frise, les luttes, également exposées par M. J. F. Niermeyer, ont un caractère plus confus, parce que plus personnelles. Toutefois, au XIV<sup>e</sup> siècle, le conflit des Hekerens et des Bronkhorsten et les querelles pour la possession du siège épiscopal d'Utrecht se rattachent, dans

une certaine mesure, à l'histoire générale des Pays-Bas. Il n'est pas non plus sans intérêt de voir, au milieu de l'anarchie qui sévit alors dans la partie nord du pays, certaines villes s'affilier à la Hanse germanique.

L'histoire de Liège est très mouvementée, mais elle se déroule un peu en marge de celle des pays voisins. M. J. Lejeune, auteur d'un livre : *Liège et son pays. Naissance d'une Patrie (XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles)* (Bibl. de la Fac. de Philosophie et Lettres de l'Univ. de Liège, n° 112), expose les raisons de ce particularisme.

La seconde partie du livre est consacrée à l'État bourguignon. M. H. Van Werreke a achevé l'histoire de la Flandre au XIV<sup>e</sup> siècle en traitant du règne de Louis de Male et de l'avènement de Philippe le Hardi. S'inspirant de travaux récents et partiellement inédits, il apporte quelques précisions sur la politique « flamande » du premier et les causes politiques de la révolte de Gand, qui jusqu'ici n'avaient pas été mises en lumière.

Après l'exposé par M. A. G. Jonkees des événements compliqués qui permirent à la maison de Bourgogne d'étendre ses domaines des Pays-Bas au début du XV<sup>e</sup> siècle, le lecteur arrive aux chapitres consacrés à Philippe le Bon et à Charles le Téméraire. L'auteur, M. J. Bartier, reprenant les thèses affirmées par M. J. Bonenfant, voit en Philippe le Bon non pas tant le « Conditor Belgii » qu'un « prince des fleurs de lys », amené par les circonstances à étendre ses domaines des Pays-Bas et à développer leurs institutions. Charles le Téméraire, à qui l'auteur a déjà consacré un livre (en français), devient alors le premier duc de Bourgogne qui ait été avant tout un souverain des Pays-Bas. Une étude d'ensemble est consacrée à sa personnalité, à sa politique générale et aux difficultés qu'il rencontra. Un chapitre particulier (dû également à M. Bartier) raconte ses luttes pour s'emparer de Liège. Comme cette époque voit aussi l'essor économique de la Hollande et de la Zélande, qui, par suite de leur expansion maritime, ont déjà des intérêts propres, M. T. S. Jansma montre les caractères originaux de ces provinces destinées à devenir le noyau des futures Provinces Unies. Enfin, M. Jappe Alberts raconte les événements survenus dans les pays d'Utrecht, de Gueldre et de Frise, où l'influence bourguignonne ne fut qu'indirecte et momentanée.

Après les grands travaux d'ensemble de Huizinga et Cartellieri, la tâche de M. H. Schulte Nordholt, chargé de décrire en un seul chapitre la civilisation de l'époque bourguignonne, était délicate. L'auteur a préféré n'évoquer que brièvement les grandes figures et dégager quelques traits essentiels : l'influence personnelle des ducs, la synthèse réalisée autour d'eux de divers aspects de la culture européenne : aristocratique et bourgeoise, française et néerlandaise.

Dans le dernier chapitre, consacré à l'histoire religieuse, M. P. C. Boeren, après avoir rappelé l'organisation ecclésiastique d'alors, insiste surtout sur la « Devotio Moderna » et sa place dans l'histoire du sentiment chrétien.

Ainsi, au cours de ce troisième volume, le lecteur a pu voir se former un État qui va englober presque tous les Pays-Bas et qui porte en lui quelques-unes des tendances intellectuelles qui vont bouleverser l'Europe au siècle suivant.

Le quatrième volume de l'*Algemene Geschiedenis der Nederlanden* traite de la période 1477-1567, c'est-à-dire de celle où les Pays-Bas réalisèrent momentanément leur unité sous la direction des Habsbourg. Aussi l'exposé des faits présente-t-il plus d'unité que dans les autres volumes, mais l'étude de la société et de la civilisation n'en est pas moins des plus complexes.

MM. F. W. N. Hugenholtz et J. Craeybeckx relatent jusqu'à l'abdication de

Charles-Quint l'histoire des pays qui constituaient l'héritage bourguignon. Tout en signalant les points encore controversés (par exemple, l'importance exacte qu'il convient de donner au Grand Privilège de 1477), ils se sont efforcés d'en dégager le trait dominant : la formation d'un sentiment national, qui parfois se heurte aux ambitions d'une dynastie dont les intérêts s'étendaient à toute l'Europe.

M. W. J. Formsma a eu le mérite de rassembler en un seul chapitre l'histoire de l'achèvement de l'unité territoriale, en racontant les annexions successives qui firent passer la Frise, le domaine de l'évêché d'Utrecht et, enfin, la Gueldre sous l'autorité de Charles-Quint.

L'étude des institutions de plus en plus centralisées, confiée à M. E. I. Strubbe, constituait également un chapitre bien délimité et éclairé par les travaux de nombreux devanciers allemands et belges. M. J. Craeybeckx y a ajouté quelques pages relatives à l'armée et à la marine.

M. J. A. Van Houtte, déjà chargé de l'introduction, s'est réservé les chapitres consacrés à la vie économique et sociale. Après avoir rappelé rapidement les circonstances qui firent alors passer le centre de l'activité commerciale de Bruges à Anvers, il définit les deux facteurs fondamentaux de la prospérité de cette dernière ville : l'exportation des draps anglais sur le continent, l'ouverture aux grandes entreprises minières (et financières) de l'Allemagne méridionale des territoires nouvellement découverts (notamment par les Portugais). Il étudie alors le fonctionnement de ce grand marché et se pose, après beaucoup d'autres, la question de sa « modernité ». Autour de cette métropole économique s'organise l'activité des autres villes, tandis que l'industrie se transforme et que l'agriculture elle-même change de caractère. Utilisant les conclusions des grandes monographies (notamment celles de M. Coornaert sur la draperie-sayetterie et celle de M. Sabbe sur la toile), y ajoutant l'étude d'industries moins connues comme la métallurgie ou l'exploitation du sous-sol, l'auteur passe en revue toute l'économie des Pays-Bas au xvi<sup>e</sup> siècle. Le problème social est étudié à l'aide de nombreux documents statistiques. Les courbes établies par l'auteur montrent la hausse redoutable des prix à partir de 1540 et la situation dramatique des classes populaires.

D'importants chapitres sont consacrés à la vie religieuse, mais ces questions ont été partagées entre plusieurs auteurs. Aussi ne retrouvons-nous pas ici la belle unité des passages ayant trait à la vie économique et sociale. La distinction opérée entre le Nord et le Sud ne nous paraissait pas s'imposer à cette date ; de plus, MM. Halkin et Verheyden, chargés, en principe, du « Sud », ont surtout vu la lutte entreprise par l'État contre tous les hérétiques sans distinction, tandis que M. A. J. Roelink, à qui a été confié le « Nord », s'est surtout efforcé de montrer l'évolution des doctrines et la pénétration des idées nouvelles. Son étude très nuancée met en garde le lecteur contre la tendance, trop naturelle, à donner aux grands courants idéologiques de la première partie du xvi<sup>e</sup> siècle les cadres rigides qu'ils prendront seulement plus tard. Le calvinisme lui-même, très timide jusqu'en 1564, ne s'affirmera vraiment qu'après cette date.

Ces chapitres relatifs à la vie économique et à la vie religieuse expliquent pourquoi les directeurs de la collection ont poursuivi ce volume jusqu'en 1567. Si la première place avait été donnée aux événements politiques, une coupure après l'abdication de Charles-Quint se serait imposée et les difficultés du début du règne de Philippe II n'auraient pas été partagées entre la fin du tome IV et le début du

tem  
ce mo  
aspect  
classe  
d'obsc  
Bas. U  
teur,  
résum  
dation  
recher  
Dan  
de la  
quant  
nier ch  
artisti  
mine s  
référer  
au XV  
les pre

I. —  
dust  
653

II. —  
nique  
(Pul  
Gans

I. —  
en Fla  
rieurs  
Sagher  
allant  
Sa n  
Sagher  
et dédi  
La C  
semble  
La p  
ment d  
d'artic  
en de  
textes  
du com  
au poin  
férence

tome V. Les premiers embarras rencontrés aux Pays-Bas par les représentants de ce monarque sont racontés ici par le R. P. Dieryckx, S. J., qui, sans négliger leurs aspects diplomatiques et fiscaux, montre surtout la genèse de la crise « iconoclaste ». Sans cacher ce que les divers aspects de celle-ci peuvent encore présenter d'obscur, il montre en elle le drame qui va modifier le cours de l'histoire des Pays-Bas. Un chapitre spécial est consacré aux débuts de la Réforme catholique. L'auteur, qui a déjà consacré plusieurs travaux à certains aspects de la question, résume sur ces points ses conclusions antérieures. Sur d'autres, comme la fondation de l'Université de Douai, il apporte des précisions nouvelles, tirées de ses recherches à Simancas.

Dans l'introduction, M. Van Houtte avait rappelé que cette période était celle de la Renaissance. Aussi sera-t-on peut-être un peu surpris de la part (assez faible quantitativement) faite à la vie culturelle. M. Ph. de Vries a dû, dans un dernier chapitre, rassembler les traits essentiels de la vie scientifique, littéraire et artistique des Pays-Bas vers 1560. Devant se limiter aux idées générales, il examine surtout le problème des rapports de la Renaissance et de la Réforme et, se référant aux critères exposés par Lucien Febvre dans le *Problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*, il croit voir, autour de cette date, paraître les premiers symptômes d'un esprit vraiment nouveau.

J. GODARD.

I. — Henri E. DE SAGHER. *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre*. 2<sup>e</sup> partie, t. I. Bruxelles, 1951 ; in-4<sup>o</sup>, xxvii-653 pages. (Publication de la Commission royale d'Histoire.)

II. — G. DE POERCK. *La draperie médiévale en Flandre et en Artois. Technique et terminologie*. Bruges, de Tempel, 1951 ; 3 vol. in-8<sup>o</sup>, 789 pages. (Publications de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Gand, nos 110, 111 et 112.)

I. — Le célèbre *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre* dû à Georges Espinas et Henri Pirenne ne contient que des textes antérieurs à 1400, date qui marque le déclin de la grande draperie urbaine ; Henri de Sagher avait entrepris de publier une suite relative à la période postérieure et allant jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle.

Sa mort, en août 1940, l'a empêché d'achever son œuvre. Son fils, M. J. de Sagher, assisté de MM. H. Van Werveke et C. Wyffels, a pu terminer le travail et dédier à la mémoire de son père une œuvre qui s'annonce magistrale.

La Commission royale d'Histoire vient d'en faire paraître le premier tome (l'ensemble doit comprendre trois volumes de texte et un volume de tables).

La période envisagée est celle où l'industrie drapière se développe principalement dans les villes secondaires et les campagnes et s'attache à la production d'articles courants. Aussi la documentation, très abondante, est-elle très dispersée en de nombreux centres. Dans ces conditions, l'on ne pouvait songer à réunir les textes relatifs à toutes les parties de la Flandre. L'auteur s'est limité au sud-ouest du comté, qui lui a semblé particulièrement caractéristique, parce que présentant, au point de vue qui l'occupait, des activités très variées. Signalons une autre différence avec l'œuvre d'Espinas et Pirenne. La présente publication renferme un



certain nombre de documents commerciaux, considérés par M. Van Werveke comme indispensables à l'étude de l'industrie.

La région envisagée est celle qui s'étend autour d'Ypres. Aucun texte relatif à la ville même ne sera publié ici, mais M. de Sagher avait copié dans les Archives municipales (détruites en 1914) un certain nombre de pièces relatives aux démêlés qui, après 1400, continuèrent d'opposer les Yprois aux gens du plat pays. Reproduites ici comme « documents généraux », elles apportent les renseignements les plus précis sur l'importance des centres drapiers secondaires au cours du xv<sup>e</sup> siècle.

Les localités auxquelles une rubrique a été consacrée dans ce premier volume (d'Armentières à Caëstre, dans l'ordre alphabétique) sont toutes comprises dans les limites de notre actuel département du Nord.

Pour les petits villages, il s'agit souvent d'une simple mention vague ; toutefois, nous trouvons des renseignements précis sur la situation de l'industrie textile à Bondues en 1593 et quelques détails sur la contrefaçon à Bousbecques des draps de Wervicq.

La grande majorité des documents publiés ici concerne Armentières. Les Archives municipales de cette ville ont fourni une masse considérable de pièces inédites, pour la plupart du xvi<sup>e</sup> siècle (toutes en français), qui nous permettent de suivre le fonctionnement de ce centre industriel important. Le lecteur y trouvera des règlements, souvent modifiés et contestés, des traces de démêlés avec les villes voisines, toute une correspondance relative à la halle que les Armentierois possédaient à Anvers. L'on attachera un intérêt tout particulier à des documents statistiques précieux (déjà partiellement utilisés par l'auteur dans son article des *Études d'histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne*, Bruxelles, 1937) et surtout aux extraits du « Registre criminel et d'office de la ville d'Armentières » concernant des artisans de la draperie. Cette dernière série de textes apporte de multiples détails concrets sur la question sociale au xvi<sup>e</sup> siècle et ses rapports avec les troubles religieux (Armentières fut un foyer d'anabaptisme) et politiques.

Quand notre compatriote M. E. Coornaert publia, en 1930, son livre : *Une industrie urbaine du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle : l'industrie de la laine à Bergues-Saint-Winoc*, il ne voulut pas y joindre de pièces justificatives, car il savait qu'elles avaient leur place désignée dans le présent recueil. Aussi les documents (pour la plupart flamands) que nous rencontrons sous la rubrique Bergues-Saint-Winoc ont-ils déjà été utilisés, et remarquablement utilisés. Là encore, à côté de règlements et de pièces relatives aux démêlés avec les localités voisines, nous trouvons des statistiques précieuses.

Bailleul, dont il est aussi question, constitue un cas particulier. Cette ville a possédé, au xiii<sup>e</sup> siècle, une industrie d'exportation qui déclina très vite. Après deux siècles d'éclipse totale, elle retrouva au xvi<sup>e</sup> une petite activité, attestée par quelques documents.

Ainsi, la Commission royale d'Histoire de Belgique, en publiant le premier volume de l'œuvre posthume d'Henri de Sagher, a apporté une contribution précieuse à l'histoire industrielle d'un de nos plus actifs départements.

II. — Bien que l'ouvrage de M. de Poerck soit essentiellement philologique, la *Revue historique* ne peut manquer de signaler une publication qui rendra les plus grands services aux spécialistes de l'histoire économique médiévale. M. H. Van

Werveke a bien voulu écrire quelques pages liminaires pour rappeler ce que fut la draperie flamande du Moyen Age et souligner l'importance de la présente publication.

Tous les historiens des Pays-Bas connaissent l'important *Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre*, dû à Georges Espinas et Henri Pirenne (Commission royale d'Histoire, 1906-1924). M. de Poerck s'était d'abord proposé d'établir un glossaire français et flamand des termes techniques figurant dans ce recueil. Rappelons que celui-ci intéresse non seulement la Flandre proprement dite, mais aussi l'Artois. En revanche, il ne contient pas de document postérieur à l'année 1400.

Mais bientôt l'auteur du présent ouvrage a jugé bon de sortir du cadre chronologique et géographique du recueil. Il a dépouillé également les règlements de draperie des villes de Bruges et Gand, datant des <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles, les divers documents malinois sur le même sujet, enfin le recueil spécial consacré à Valenciennes par Espinas.

Grâce à la collaboration d'un de nos compatriotes, M. Michel Dubois, il a pu ajouter au glossaire français des compléments tirés de documents pour la plupart inédits (toutes ses autres sources sont, en effet, imprimées). Les termes ainsi ajoutés à son travail initial sont ou postérieurs à 1400, ou, le plus souvent, empruntés à des textes provenant du Hainaut ou du Tournaisis, pays restés en dehors du cadre tracé par Espinas et Pirenne.

Dans chacun des deux glossaires, les mots sont rangés par ordre alphabétique et traduits, autant que possible, en français moderne. Pour chacun d'eux, le passage du texte où il figure est reproduit avec la référence. Dans certains cas, l'auteur ajoute un renvoi aux grands dictionnaires de Godefroy, de Verwijs-Verdam ou à la thèse déjà spécialisée de M. Zangger : *Contribution à la terminologie des tissus en ancien français* (Bienne, 1945).

Ainsi conçus, les deux glossaires, qui constituent les deuxième et troisième fascicules, constituent un instrument de travail précieux.

Le premier fascicule, consacré à la technologie ancienne de la draperie, présente un intérêt historique plus direct. M. de Poerck, utilisant les grands ouvrages du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, complétés par les travaux d'un certain nombre de nos contemporains, décrit la manière dont s'effectuaient, au Moyen Age, les diverses opérations du travail de la laine et de la fabrication des draps, y compris l'apprêt et la teinture.

Une telle étude l'amène à enregistrer suivant l'apparition des termes, à telle date ou en tel lieu, les progrès de la technique. Un chapitre spécial est consacré à la définition de quelques tissus particulièrement répandus au Moyen Age, un autre à caractériser la production de huit grands centres : Aire, Arras, Béthune, Bruges, Douai, Saint-Omer, Valenciennes et Ypres. L'historien de la civilisation trouvera dans ce volume de multiples renseignements concernant la complexité du travail, l'ampleur des échanges, le développement du luxe.

Deux appendices, consacrés l'un aux métiers de la draperie dans l'art du Moyen Age, l'autre aux mêmes métiers vus par deux auteurs des <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiiii</sup><sup>e</sup> siècles, Alexandre Neckam et Jean de Garlande, une bibliographie et un index complètent le livre.

J. GODARD.

P. PIERI. *Il Rinascimento e la crisi militare italiana (1494-1530)*. Turin, Einaudi, 1952 ; in-8°, 661 pages. Prix : 4.200 l.

Disons tout de suite qu'il s'agit d'un livre vraiment intéressant, dont le lecteur apprécie rapidement la vigueur de pensée, la clarté de style et la netteté d'un plan qui, même dans les détails, ne laisse aucune place aux digressions.

M. P. Pieri, professeur d'histoire à l'Université de Turin, connaît bien le sujet dont il traite ici, et plusieurs études antérieures, notamment sur *l'arte della seta* à Florence et *l'arte della guerra* de Machiavel, témoignent de l'intérêt qu'il a déjà porté aux questions économiques et militaires italiennes du Moyen Age et de la Renaissance.

Machiavel, et surtout Michelet, ont attribué la ruine de l'Italie au début du xvi<sup>e</sup> siècle à sa faiblesse militaire. L'auteur consacre 600 pages à reviser ce procès, c'est-à-dire à repenser toute la crise qui mit fin, entre 1494 et 1530, à la *Libertà d'Italia*. Il est donc amené à dépasser le problème militaire, et c'est pour cela qu'il consacre le tiers de son ouvrage à rappeler les conditions économiques, financières et sociales dans lesquelles se trouvait l'Italie à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Cet exposé ne vise pas à découvrir des aspects nouveaux ou peu connus, mais se présente comme une synthèse claire et bien documentée dont la conclusion est celle-ci : en dépit de certains déboires économiques et de dettes publiques assez lourdes, les États italiens, en 1494 — exception faite, toutefois, du duché de Savoie et du royaume de Naples — ne sont pas encore en mauvaise posture. L'auteur aura même l'occasion de rappeler plus loin que l'Italie a largement subventionné les armées étrangères qui l'ont finalement asservie. Bien mieux, se fiant à leurs ressources financières, les Italiens ont trop utilisé la guerre d'usure, la préférant souvent à des opérations militaires plus vivement menées. En revanche, la solidité interne des différents États de la péninsule laisse fort à désirer. Seule Venise peut compter sur la sympathie des gens de la « terre ferme », mais ni Ludovic le More dans son duché, ni Florence dans son *contado*, ni le pape dans son État plus théorique que réel, ni les Aragonais de Naples dans leur vaste royaume ne peuvent s'appuyer sur l'affection ou la discipline des populations périphériques (nobles ou paysans). De plus, la descente de Charles VIII en Italie s'est produite au moment où la plupart des États de l'Italie étaient en train de quitter leur aspect médiéval pour devenir des organismes centralisés. Le duché de Milan, était, de tous, le plus avancé dans ce processus. Pourtant, ce travail de centralisation était encore trop incomplet pour que les uns et les autres fussent capables de résister séparément à la pression de puissantes forces étrangères. Or, les Italiens du Moyen Age et de la Renaissance ne surent jamais s'unir efficacement. A la fin de cette première partie, la conclusion générale du livre est donc en grande partie esquissée : la faiblesse de l'Italie entre 1494 et 1530 a été surtout politique et morale.

La seconde partie du livre, strictement consacrée aux questions militaires, est la confirmation de cette thèse. L'auteur retrace d'abord l'évolution de l'art de la guerre en Italie et en Europe depuis la période communale jusqu'à la veille de l'expédition de Charles VIII. Ce rappel est bien venu et nous vaut d'excellents développements sur les archers anglais et les fameux carrés de piquiers suisses dans les guerres de Bourgogne. Or, contrairement à une croyance trop répandue, les Italiens de 1494 connaissaient la nouvelle tactique helvétique : par deux fois

déjà,  
à Po  
cont  
L'  
anné  
tons,  
Louis  
Naph  
Venis  
Venis  
sous  
Venis  
elles  
Ligue  
en pa  
— il  
ment  
tique  
Con  
duran  
tailles  
elles f  
une te  
de Co  
piquie  
est la  
oblige  
l'action  
de fac  
fortific  
Pour  
Tout d  
laquell  
lerie v  
Quant  
Enfin,  
lourde  
quenets  
des Éta  
une nol  
l'autre,  
militair  
ment d  
fondrem  
tombe s  
Toute  
ceux qu

déjà, en 1487, des troupes italiennes s'étaient mesurées avec des piquiers suisses, à *Ponte di Crevola* et à *Calliano*; elles avaient été vainqueurs à la première rencontre, vaincues à la seconde.

L'expédition de Charles VIII ouvre pour l'Italie une période de trente-sept années de guerre que M. Pieri répartit en trois phases : de 1494 à 1501, nous assistons, avec la descente de Charles VIII et la première campagne italienne de Louis XII, à l'occupation par les Français du duché de Milan et du royaume de Naples. Au bout de la deuxième période (1502-1520), les efforts momentanés de Venise et du pape pour chasser les barbares d'Italie échouent misérablement; Venise s'allie aux Français, le pape aux Espagnols; le nord de l'Italie demeure sous protectorat français, le sud sous celui des Espagnols. Entre 1521 et 1530, Venise, Florence et Rome, inquiètes des succès de Charles-Quint, s'unissent entre elles et s'allient à la France pour tenter de s'opposer à lui. La deuxième « Sainte-Ligue » se termine plus lamentablement encore que la première, et c'est Rome qui en paie les frais (sac de 1527). La description détaillée des opérations ne va pas — il faut bien le dire — sans quelque monotonie, mais le sujet comportait forcément de telles analyses, toujours relevées, cependant, d'une conclusion synthétique fort pertinente sur les caractéristiques de chaque bataille.

Contrairement à certaines légendes, les guerres dont l'Italie a été le théâtre durant ces trente-sept ans ne furent pas de « simples tournois, des feintes batailles, des redditions en masse, mais bien des guerres sérieuses et sanglantes »; elles furent menées non pas suivant une immuable tactique médiévale, mais avec une technique qui évoluait d'une bataille à l'autre. A *Cerignola* (1503), Consalvo de Cordoue réinvente, en quelque sorte, le camp fortifié qui brise l'effort des piquiers suisses et sert de point de départ à la contre-attaque. *Agnadello* (1509) est la revanche de *Cerignola* : les piquiers trouvent dans l'artillerie l'alliée qui oblige l'ennemi à combattre en rase campagne. A la bataille de la « *Biccoca* » (1522), l'action des tireurs et des armes à feu portatives se manifeste pour la première fois de façon efficace. Enfin, lansquenets, infanterie espagnole, artillerie française, fortifications de type rasant sont encore des révélations de cette période.

Pourtant, les Italiens se sont adaptés aux conditions nouvelles de la guerre. Tout d'abord, il n'est pas de grande victoire étrangère en Italie, à cette époque, à laquelle ne soit attaché le nom de quelque *condottiere* italien. D'autre part, l'artillerie vénitienne, d'abord inférieure à celle des Français, fut bientôt son égale. Quant aux armes portatives à feu, elles ont été très vite connues des Italiens. Enfin, ceux-ci ont eu leurs piquiers, surtout Romagnols. Il reste que l'infanterie lourde des Italiens est demeurée inférieure à celle des étrangers : Suisses, lansquenets ou Espagnols. Mais cette faiblesse n'est que le reflet de la fragilité interne des États. Une infanterie lourde suffisamment nombreuse suppose un peuple et une noblesse fidèles; les États de l'Italie manquaient toujours de l'un ou de l'autre, parfois des deux. Nous retrouvons ainsi les causes profondes de la crise militaire italienne à l'époque de la Renaissance. Et les batailles ne sont finalement décisives que parce que les États n'ont pas de cohésion interne : d'où l'effondrement, par exemple, du duché de Milan. Quant au royaume de Naples, il tombe sans combats entre les mains de Charles VIII.

Toutes ces analyses profondes et justes rendent ce livre extrêmement utile à ceux qui se penchent sur l'histoire de la Renaissance.

Jean DELUMEAU.

Werner NÄF. *Vadian und seine Stadt St. Gallen*. 1<sup>er</sup> Bd. : *Humanist in Wien bis 1518*. St. Gallen, Fehr'sche Buchhandlung, 1944 ; in-8°, 382 pages. Prix : 24 francs suisses.

Plusieurs études ont été consacrées ces dernières années à des humanistes de la Renaissance que l'on avait tendance à oublier au bénéfice des personnages de premier plan. Nous avons déjà signalé ici même les travaux de M. V. Hall sur Scaliger et de M. Hay sur Polydor Virgile. Notre attention se porte aujourd'hui sur Vadian, humaniste et réformateur, dont le nom est, certes, familier aux Suisses et aux habitants de Saint-Gall, ville à laquelle il légua la bibliothèque qui porte encore son nom, la « Vadiana », mais demeure insuffisamment connu ailleurs.

Le livre de M. W. Näf n'est pas absolument nouveau, puisqu'il date de 1944, mais, par suite des difficultés de la guerre et de l'après-guerre, les éditeurs n'ont pu l'adresser que dès maintenant aux grandes revues étrangères. Précisons aussi que le volume dont nous nous occupons sera suivi d'un autre tome consacré à la seconde moitié de la vie de Vadian.

L'existence de celui-ci se partage, en effet, assez bien en deux parties autour de la date de 1518. Jusque-là, Vadian est un étudiant, puis un humaniste, dont la carrière se déroule surtout à Vienne. Après 1518, il revient dans sa ville natale de Saint-Gall, où il introduira la Réforme.

En raison de la place de cette ville dans l'existence de Vadian, l'auteur a jugé nécessaire de lui accorder dans le tome premier un large exposé d'une centaine de pages. Il nous est ainsi donné de revivre la naissance et le développement de la cité à l'ombre du célèbre couvent, puis les difficultés croissantes qui surgirent entre la bourgeoisie de la ville et l'administration abbatiale. A la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, Saint-Gall jouit de l'autonomie interne, mais sous la tutelle de l'abbé et de la confédération des quatre cantons. Vadian, qui portera par la suite fièrement le titre de « poète suisse », a d'abord dû partager l'hostilité de ses concitoyens contre les confédérés. La ville n'était donc pas importante politiquement ; en revanche, elle l'était économiquement, grâce à l'exportation de ses toiles. Aussi bien l'administration citadine avait-elle l'aspect d'un gouvernement corporatif et bourgeois.

Joachim von Watt, né en 1484, appartenait, précisément, à une famille marchande dont le premier personnage important fut, au milieu du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, Hug von Watt, fondateur de la *Diesbach-Watt Gesellschaft*. Cette société commerciale possédait de nombreux comptoirs dans l'est de l'Europe. J. von Watt commença ses études à Saint-Gall, à l'ombre du couvent. L'enseignement y était imprégné de l'esprit scholastique ; pourtant, un de ses maîtres, Hans Schürpf, à la fois latiniste et médecin, semble avoir exercé sur lui une réelle influence. A dix-sept ans, le jeune étudiant — appelons-le désormais *Vadianus* = Vadian — prit le chemin de Vienne ; il y fit une carrière universitaire particulièrement brillante et rapide : en 1508, il est reçu *maître ès arts* et devient, en 1512, professeur attiré de l'Université ; en 1516-1517, il en est élu recteur pour un an ; en 1517, il obtient le titre de docteur en médecine. Par ailleurs, en 1514, il est couronné poète-lauréat par l'empereur Maximilien, qui le nomme membre du collège ducal. L'Université de Vienne s'efforçait de conserver encore les traditions scholastiques, mais l'action énergique de Maximilien y fit pénétrer l'humanisme, presque de force. L'intellec-

tel  
dis  
de V  
tius -  
L'aut  
ciens,  
Avec  
de la  
les pri  
Tou  
aux a  
appor  
prête  
temps  
et mé  
Que V  
de poe  
taires  
lira, ce  
sacrées  
des rap  
à l'app  
d'assim  
qu'il n'  
P. Mel  
de la d  
Le to  
Gall : o  
un ense

Brian I  
mond  
25 s.  
M. Fi  
d'Irland  
dynastie  
le pays  
anglais.  
à Sir W  
grand in  
tiquemen  
Patrick,  
seur Pon  
est une f  
voisins e  
xvi<sup>e</sup> siècle



tnel de choc sur qui s'appuya Maximilien fut Konrad Celtis, dont Vadian fut le disciple et qui paraît lui avoir donné le goût de la géographie. Parmi les maîtres de Vadian à Vienne, une place d'honneur revient à Georg Tannstetter — *collimatorius* — érudit très versé dans les questions mathématiques et astronomiques. L'auteur consacre ici un très long chapitre aux maîtres, collègues, élèves, musiciens, imprimeurs, etc..., que Vadian a connus au cours de ses années viennoises. Avec une patiente érudition, M. Naf s'efforce de ressusciter le milieu humaniste de la ville au début du xvi<sup>e</sup> siècle. Élargissant son enquête, l'auteur retrouve aussi les principaux érudits européens avec lesquels Vadian fut en relations.

Toutefois, la meilleure partie du livre semble bien être le chapitre v, consacré aux œuvres de l'écrivain suisse. C'est ici que M. Naf donne sa pleine mesure et apporte le plus de lui-même ; le ton devient plus personnel. Certes, le sujet s'y prête : Vadian, comme Scaliger et comme la plupart des grands humanistes de ce temps-là, a été un esprit polyvalent, à la fois poète, orateur, professeur, géographe et médecin. Ses œuvres témoignent de son large savoir et de sa puissante curiosité. Que Vadian se révèle parfois trop emporté et tranchant dans son art poétique (le *de poetica* de 1518), qu'il commette des erreurs géographiques dans ses commentaires sur l'œuvre de Pomponius Mela (de 1518 également), quoi d'étonnant ? On lira, cependant, avec intérêt les pages nerveuses et bienvenues que M. Naf a consacrées à ces deux importants travaux. En effet, le *de poetica* traite, avec bonheur, des rapports du métier et des dons dans l'invention poétique ; et Vadian donne à l'apprenti versificateur des conseils qui méritent au moins réflexion : par exemple, d'assimiler profondément l'œuvre d'un grand poète, en sachant bien, pourtant, qu'il n'est point de parfait modèle. Dans un autre domaine, les commentaires sur P. Mela, très à jour pour l'époque, montrent que Vadian avait senti l'importance de la découverte de l'Amérique.

Le tome II du livre de M. Naf exposera l'activité religieuse de Vadian à Saint-Gall : ces deux volumes promettent de constituer sur le personnage et son œuvre un ensemble exhaustif.

J. DELUMEAU.

Brian FITZGERALD. *The Anglo-Irish, three representative types, Cork, Ormonde, Swift, 1602-1745*. London, Staple Press, 1952 ; 368 pages. Prix : 25 s.

M. FitzGerald est, d'après la liste de ses ouvrages, un spécialiste de l'histoire d'Irlande, où il touche des sujets aussi distants que la fin du xviii<sup>e</sup> siècle et la dynastie des FitzGerald du xiii<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup>. Il étudie ici l'influence qu'eurent sur le pays les Anglo-Irlandais, Anglais établis en Irlande ou Irlandais de sympathie anglaise. Richard Boyle est un *adventurer*, ou spéculateur, qui débute en achetant à Sir Walter Raleigh les 42.000 acres que l'autre possède dans le Sud et qui finit grand industriel, comte de Cork, riche, dit-on, à 50 livres de rente par jour, et pratiquement maître du Munster. De Swift, auteur de *Gulliver* et doyen de Saint-Patrick, je ne dis rien : universellement connu, il est la chasse réservée du professeur Pons. Ormonde (James Butler, comte, puis marquis, enfin duc d'Ormonde) est une figure plus obscure. Cette race des Butler, par opposition aux FitzGerald, voisins et, naturellement, ennemis, a toujours été « loyale » au roi lointain. Au xvi<sup>e</sup> siècle, elle a, comme bien on pense, adopté la Réforme anglicane. Voilà donc

quel est ce type original : Irlandais d'entre les Irlandais, voyant l'Ile comme un des trois royaumes du roi de Londres, féal, par honneur féodal, tant à son roi qu'à son église. Actif, intelligent, travailleur, plein de bon vouloir, à ses yeux le bien du pays veut d'être gouverné par une oligarchie sûre, qui le guide dans les voies nouvelles, protestantisme, symbiose anglaise, développement économique, trois termes selon lui convergents.

Pour son malheur, il va traverser des temps troublés, où son idéal composite sera durement secoué. Tant qu'est là le roi Charles, toutes ses fidélités se concilient encore ; mais, quand les nouvelles couches, bourgeoises, capitalistes, le chassent et s'en défont ? quand l'Irlande se soulève pour reconquérir ses terres, sa religion et, en dernière instance, sa liberté ? Ormonde n'y voit plus clair. Bon Anglais, il préfère encore livrer Dublin aux troupes parlementaires qu'aux « rebelles ». Bon royaliste, il suit Charles II en exil, attente à la vie de Cromwell. A la restauration, il sera par deux fois vice-roi d'Irlande et, rentré dans sa fabuleuse fortune, tâchera de ramener les gens à ce qu'il appelle le bon sens. Un tiers des confiscations sera retourné aux précédents possesseurs catholiques. Une certaine tolérance — officieuse — adoucira le sort des papistes. Cela, dans le cadre, maintenu inflexiblement, de l'*ascendancy*, ou domination protestante. Peut-être dans ses rêves Ormonde entrevoit-il une Irlande conciliée — prospère, fidèle et convertie...

Mais son personnage même, hybride, mêlé d'hier et de demain, est contradictoire en soi. Grand seigneur féodal que lie à jamais son serment d'hommage, il ne conçoit pas que, même aujourd'hui, l'essentiel de la Révolution subsiste, que cette nouvelle génération des capitalistes, maîtres de l'État, ne tolèrent le roi qu'autant qu'il leur convient. Anglophile, il ne conçoit pas que ces manieurs d'argent vont sacrifier l'Irlande sans un cillement d'yeux, dès qu'elle fera, ou leur semblera faire, ombrage à leurs intérêts. Protestant légitimiste, il n'a pas prévu un roi catholique, qui va tendre à l'extrême ses deux fidélités. Irlandais, il n'a pas prévu les lois par où le Parlement va tuer la marine marchande, l'exportation, l'industrie irlandaises : loi sur le Bétail (1666), sur la Navigation (1670), plus tard sur la Laine (1699). L'égoïsme mercantile étouffera du coup toute entente possible entre les deux nations. Le système d'Ormonde échoue donc. Et dût-il réussir, resterait qu'il repose sur la conquête, le dépouillement des vaincus, la contrainte, l'empire d'une minorité toute puissante sur une majorité réduite à la servitude : mauvaises conditions pour durer.

M. FitzGerald semble penser que ce dur intervalle était nécessaire à l'Irlande pour passer de l'état féodal, ou clanique, au capitalisme moderne. Qu'en sait-on ? Comment raisonner valablement sur des *might-have-been* ? Quand Hugh O'Neill tomba, en 1602, il semble bien qu'il acheminât le pays vers la monarchie unitaire, première étape... L'ouvrage est agréable à lire. Je crains un peu que l'auteur n'abuse du rapprochement — fallacieux, mal convaincant — avec la conjoncture moderne, du style journalistique, et même du cliché. Que la cour de Charles II copiât « la morale française » ne peut que faire naître un sourire.

Roger CHAUVIRÉ.

I. — Earl Morse WILBUR. A Bibliography of the Pioneers of the Socinian-Unitarian Movement in Modern Christianity in Italy, Switzerland, Ger-

many, Holland. Préface de Delio CANTIMORI. Rome, Ed. di Storia e Letteratura, 1950 ; in-8°, 78 pages.

II. — Castellioniana. Quatre études sur Sébastien Castellion et l'idée de la tolérance, par Roland H. BAINTON, BRUNO BECKER, Marius VALKHOFF et Sape VAN DER WOUDE. Leyde, Brill, 1951 ; in-12, vi-111 pages.

I. — Ces deux publications, fort intéressantes par elles-mêmes, le sont aussi comme représentant les différents aspects du protestantisme libéral, plus ou moins antitrinitaire. La première est une manifestation du vieil unitarisme nord-américain (il grouperait actuellement, d'après le *Handbook of Denominations* de Frank S. Mead, 78.100 fidèles adultes et 370 communautés). Elle est due au vétéran de l'histoire unitarienne, M. Wilbur, professeur à la Starr King School de Berkeley (Californie). Déjà sexagénaire lorsqu'il publiait (en 1925) *Our Unitarian Heritage. An Introduction to the History of the Unitarian movement*, il a donné depuis, entre autres travaux d'une activité admirablement prolongée, un *Faustus Socinus* (1935) et une *History of Unitarism* (1946). La présente bibliographie contient quelque 900 articles sur les antitrinitariens et les anabaptistes (35 pages sur le seul Servet). Il est regrettable que l'éditeur ne l'ait pas complétée en y ajoutant les travaux publiés depuis 1939 et ne l'ait pas dotée d'un index des auteurs cités.

II. — En Europe, le protestantisme libéral est ordinairement inorganisé. Ce sont les luttes théologiques qui le remettent périodiquement en lumière. Ce fut assez récemment le rôle de la néo-orthodoxie néo-calviniste barthienne, dont l'intransigeance provoqua des réactions libérales. On peut considérer comme l'une d'elles la suggestion faite par un pasteur genevois de cette tendance, M. Schorer, à Stephan Zweig de prendre Castellion comme sujet d'une de ses biographies romancées (voir le journal *Évangile et Liberté*, 16 juillet 1947). Ce fut le fameux *Castellion gegen Calvin*, qui n'ajoutait rien à la grande thèse de Ferdinand Buisson, *Sébastien Castellion, sa vie et son œuvre* (1892, 2 vol.), ni même au *Sébastien Castellion et la Réforme calviniste* d'Étienne Giran (1914), mais provoqua par sa tardive traduction française (1946) une véritable querelle historico-théologique dans le protestantisme suisse.

La question fut transportée sur un terrain plus scientifique au Congrès de l'Association pour le Christianisme libéral tenu en 1950 à Amsterdam. Décidant de commémorer le 400<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Servet (1553), il en centra les solennités sur la personne de Castellion. Des différents comités nationaux qui se constituaient par la suite, le hollandais vient de donner sa contribution à cette commémoration par ce petit volume de *Castellioniana*, destiné au public cultivé. La liaison avec l'unitarisme américain y est faite par la participation de M. Bainton, de l'Université de Yale. Dès 1931, il publiait un *Persecution and Liberty*, dont quelques pages parurent alors sous le titre *Sebastian Castellio and the Toleration Controversy of the XVI Century*. Il traduisit par la suite le *De haereticis* de Castellion (1935) et se consacra à divers hétérodoxes, Servet (*The present status of Servetus studies*, dans le *Journal of Modern History* de Chicago, 1932 ; *Servet et les libertins de Genève*, dans *Bull. Soc. Hist. Prot. français*, 1938), l'anabaptiste Joris (*David Joris Wiedertäufer und Kämpfer für Toleranz im 16. Jahrhundert*, dans l'*Archiv für Reformationsgeschichte*, 1937) et Ochino (*Bernardino Ochino esule e riformatore senese del Cinquecento*, trad. Gianturco, 1940), pour passer ensuite à un exposé d'ensemble de *The Church of our fathers* (1941) et à une importante bio-

graphie de Luther, *Here I stand. A Life of Martin Luther* (trad. allemande, 1952).

Le « Sebastian Castellio champion of the religious liberty » qu'il a donné aux présents *Castellioniana* est une remarquable mise au point, avec bibliographie. La contribution du pasteur de l'église luthérienne d'Amsterdam, M. Sape van der Woude, « Gestaltung der Toleranz », se ressent un peu, notamment par ses pointes à l'égard de Brünner et de Barth, d'avoir été d'abord une conférence prononcée au Congrès de 1950 de l'Association Internationale du Christianisme libéral : peut-être aussi d'une heureuse jeunesse, car je vois que sa thèse de l'Université d'Amsterdam (sur *Johannes Busch, Windesheimer Klosterreformer in Krainischrijver*) n'est que de 1948. M. Marius Valkhoff, de l'Université de Witwatersrand (Johannesbourg), publie ici une conférence donnée par lui à l'Institut des Hautes-Études de Bruxelles sur « Sébastien Castellion et l'idée de la tolérance au xvi<sup>e</sup> siècle », où il s'oppose, notamment, à une étude de A. van Schelven (*De opkomst van de idee der politieke tolerantie in de 16<sup>e</sup>-eeuwsche Nederlanden*, réédité en 1944 dans le recueil *Uit den strijd der geesten*), défend Castellion du reproche d'indifférentisme et confronte sa conception à celles de Montaigne et de L'Hôpital. Enfin, M. Bruno Becker, de l'Université d'Amsterdam, étudie le manuscrit original du *De Haereticis a civili magistratu non puniendis* qu'il a identifié comme de la main même de Castellion (communication à la Section d'histoire religieuse du Congrès des Sciences historiques de Paris, 1950).

La commémoration prévue est ainsi commencée ; elle sera marquée, notamment, par la restauration du monument de Castellion à Saint-Martin-du-Fresne (Ain), par des publications de textes et des traductions (sans parler de thèses préparées par des élèves de M. Valkhoff). Et, pendant ce temps, les débats institués en Suisse, et spécialement à Berne, entre partisans et adversaires de Karl Barth rendent quelque actualité aux querelles protestantes du xvi<sup>e</sup> siècle sur la tolérance (voir le rapport du conseiller d'État Markus Feldmann, *Kirche und Staat im Kanon Bern*, 1951, la riposte du pasteur D. A. Schaedelin, sous le même titre, et celle du pasteur Arthur Frey, *Kirchenkampf?*).

É. G. LÉONARD.

**Melanchthons Werke. I : *Reformatorsche Schriften*.** Éd. par Robert STUPPERICH. Gütersloh, Bertelsmann, 1951 ; in-8°, VIII + 448 pages.

Décidée aux fêtes du 450<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Melanchthon (1947), cette édition des œuvres du Réformateur était rendue nécessaire par les insuffisances de celle de Bretschneider et Bindseil, qui forme la première division du *Corpus Reformatorum* (Halle, 1834-1860, 28 vol.). Elle aura cinq volumes : après celui dont nous rendons compte, le tome II, confié à Hans Engelland, contiendra les *Loci* de 1521 et de 1559 ; le tome III, procuré par Gerhard Ebeling, les Écrits exégétiques ; le tome IV, les Écrits humanistes, que rassemblera Richard Nürnberger ; l'édition des Lettres sera donnée, au tome V, par Hans Volz.

La réunion d'une telle matière en cinq tomes (et six volumes, le tome II étant divisé en deux) nécessitait la plus grande sobriété dans la présentation. Chacun des écrits n'est précédé que d'une courte introduction historique et bibliographique, et les notes sont rares. Mais les textes sont pris à la meilleure source, et le nom des éditeurs nous garantit la qualité de leur établissement. M. Stupperich, auquel on doit ce premier volume, est bien connu, notamment par son livre *De*

*Humanismus und die Wiedervereinigung der Konfessionen* (Leipzig, 1936) et par ses études sur Bucer et sur la place des Strasbourgeois dans les premières luttes sur la doctrine des sacrements. Les écrits qu'il a réunis vont de la lettre écrite par Mélanchthon à Écolampade (21 juillet 1519), après la controverse de Leipzig, au traité *Ursach, Warumb die Stende...*, qui est de 1546. Mais la plupart d'entre eux, seize sur vingt, sont des dix premières années de l'activité théologique de Mélanchthon. Ils permettent par là de le suivre durant sa période de formation, alors qu'il professait pour Luther une admiration sans mélange, qui contraste avec telles de ses déclarations après la mort de son maître. La première expression s'en trouve dans la lettre sur la dispute de Leipzig : « In Martino longo jam usu mihi familiariter cognito vivax ingenium, eruditionem et facundiam admiror; sincerum et pure christianum animum non possum non deamare. » Avec quel élan l'étudiant se jette à la défense de son jeune professeur dans sa *Defensio contra Johannem Eckium* (1519) ! Et comme, dès sa soutenance de thèse de bachelier (9 septembre 1519), il s'applique à systématiser la nouvelle orthodoxie (« X. Omnis justitia nostra est gratuita Dei imputatio. XI. Ergo et bona opera peccata esse non est absimile vero ») : les *Locī* ne sont pas loin. Un Français lit avec un amusement particulier le traité par lequel Mélanchthon répondit à la consultation de la Sorbonne contre Luther (15 avril 1521), son *Adversus furiosum Parrisiensem Theologastorum decretum Philippi Melancthonis pro Luthero Apologia*. Cela débute par un coup de chapeau à Gerson et aux autres maîtres de la vraie Sorbonne, celle d'autrefois. Par la suite, à mesure que Mélanchthon lave son maître de l'accusation de s'être opposé aux Pères de l'Église et aux conciles, le ton monte, et les pauvres théologastres sont de plus en plus maltraités. « Quel monstre serait l'Église, si elle variait suivant le commentaire du premier rêveur sorbonnique venu ? Quel caméléon, quel Polype, quel Protée serait plus changeant ? » « Sortez de la caverne sorbonnique, Nos Maltres, à la lumière, afin que nous puissions voir quels yeux, quelle tête peuvent avoir des hommes si ineptes ! » Et les voilà qui, de fait, sortent pour déclarer « nostromagistralement », comme dit Rabelais : « Nous sommes Nos Maltres, Nous sommes Parisiens, Nous sommes Sorbonniques, Nous sommes les Maltres des Discussions. » Égoutiers plutôt ! répond Mélanchthon : « O infelicem Galliam, cui tales contigere censores sacrarumque rerum arbitri, digniores qui cloacas agant quam qui sacras literas tractent ! »

Les autres traités sont de ton plus calme et proprement didactique. On trouvera, notamment, ici l'*Epitome renovatae ecclesiasticae doctrinae ad Ill. principem Hassorum* (1524), deux écrits sur les Articles des Paysans (1525) et contre les anabaptistes (1528), les Instructions aux visiteurs des paroisses saxonnes (1528), le *De Ecclesia et de auctoritate Verbi Dei* (1539), le *De officio principum, quod mandatum Dei praecipiat eis tollere abusum ecclesiasticos* (1539) et, en dernier lieu, le traité exposant l'attitude des évangéliques devant le concile de Trente (1546). Bonne occasion de revoir, dans ces pages, toute l'histoire de la Réforme luthérienne.

É. G. LÉONARD.

SONODA Kazukame. *Mindai Kenshū Joshiku shi kenkyū* (Recherches sur l'histoire des Jūrchen du Kien-tcheou sous les Ming). Tokyo, Kokuritsu shoin, 23<sup>e</sup> an. *shōwa* (1948) ; in-8<sup>o</sup>, 3-4-280 pages. Prix : 200 yen.

Les frontières chinoises du nord, qui ont suscité en Amérique les essais d'histoire



abstraite d'O. Lattimore et de Fr. Michael, reçoivent du Japon cet essai d'histoire concrète, où les documents reprennent leur place. M. Sonoda fonde son travail avant tout sur les *che-lou* des Ming et sur ceux des Li de Corée. On sait que les *che-lou*, chroniques de règne, sont à la base des annales dynastiques et que le dédain affecté ces derniers temps par quelques-uns à l'endroit de ces annales est infiniment plus commode que leur mise en œuvre. M. Sonoda y a tâché. Il a réuni les passages relatifs à son sujet, que M. Michael avait touché au chapitre III de son *Origin of the Manchu Rule in China* (Baltimore, 1942), en insistant sur l'importance, pour la pénétration des Mandchous en Chine au XVII<sup>e</sup> siècle, de l'expansion préalable des Chinois en Mandchourie. L'osmose, ou la symbiose résultant de ce croisement géopolitique, parti de la Chine ou tourné contre elle, aurait fourni aux Ts'ing l'organisation intermédiaire dont avaient manqué leurs prédécesseurs Leao, Kin et Yuan, et préparé, mieux que leur armée, leur domination de l'empire. C'est une histoire des *wei*, *gardes*, « bureaux militaires », précurseurs des bannières mandchoues, qu'a tentée M. Sonoda. Il l'a bornée à ceux du Kien tcheou, établi entre Leao et Yalou, c'est-à-dire entre la Corée et le bassin agricole chinois qui s'étend du Leao-tong, face au Chan-tong, et de Chan-hai kouan, porte du Ho-peï, vers l'amont des fleuves Leao et Houen. Les Ming à leur apogée créent ce territoire en 1403, et Nurhaci, fondateur des Ts'ing, le détruit en 1588. Ancêtres des Ts'ing, les Jurten sont ici suivis à travers leurs rapports sino-coréens. On les voit soumis au double tribut et refoulés au besoin des deux parts, divisés et fixés autant que possible au moyen de fiefs et de titres, menacés de rivalités intestines et d'incursions extérieures, et faisant sur leur sol ingrat, dans leur climat rude, un long repli d'où plus tard jaillit la conquête. L'auteur montre les Ming, pourchassant les Mongols, attentifs d'abord dans leur politique, puis contents d'administrer la région du Leao ho et laissant ailleurs aux chefs Jurten l'autorité effective. Ceux du Kien-tcheou, les plus actifs, mi-agricoles mi-chasseurs, à la limite de la civilisation et de la barbarie, étaient les plus sensibles à l'influence des Ming et les mieux renseignés sur leur puissance. Vingt-cinq années de Mandchourie et une exploration postérieure ont enrichi le commentaire philologique et géographique de l'auteur. Il a localisé ce *wei* du Kien tcheou et ses deux annexes depuis Pei-koutch'eng-tseu ts'ouen, loin à l'est de Moukden, et dans ses déplacements plus au sud. Ces localisations ont été contestées par M. Mitamura T. dans le *Tōyō shi kenkyū*, XI, 1. M. Sonoda y a déjà répliqué dans le *Shigaku zasshi*, LX, 4, avril 1951. L'origine des Ts'ing éclaircie, il se propose à présent d'étudier leur essor.

E. GASPARDONE.

François CHEVALIER. *La formation des grands domaines au Mexique. Terres et société aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles.* Paris, 1952; in-4<sup>o</sup>, xxvii-480 pages, 6 fig., 15 pl., 3 cartes. (Université de Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie, t. LVI.) Prix : 2.500 francs.

Un grand livre<sup>1</sup> vient de paraître, attendu avec impatience, en France, par tous

1. François Chevalier avait présenté ce travail à la Sorbonne, le 2 avril 1949, comme thèse principale pour l'obtention du doctorat ès lettres. Sa thèse secondaire était constituée par la publication d'un document inédit de l'*Archivo general de la Nación*, document qui éclaire singulièrement l'action économique de la Compagnie de Jésus au XVIII<sup>e</sup> siècle en

ceux qui, connaissant les travaux antérieurs de François Chevalier<sup>1</sup>, avaient eu le plaisir d'assister à la soutenance de sa thèse, le 2 avril 1949; son existence avait été signalée à l'attention des américanistes étrangers par les articles de Robert Ricard et de Marcel Bataillon<sup>2</sup>. On peut affirmer, sans hésitation, qu'il est, depuis la *Conquête spirituelle du Mexique* de Robert Ricard<sup>3</sup>, la meilleure contribution française à l'histoire du passé colonial ibéro-américain.

Le travail de François Chevalier repose sur des recherches extrêmement étendues menées avec bonheur dans les fonds d'archives espagnols et plus encore mexicains, et par delà les grands dépôts de l'*Archivo General de la Nación*, les archives provinciales et privées; une connaissance étendue de la littérature ancienne et moderne dans un domaine complexe qui suscite de par le monde de plus en plus d'intérêt, au rythme du développement prodigieux de « ces pays d'Amérique latine... », appelés à un grand avenir et qui, de toute évidence, représentent aujourd'hui une des réserves du monde; sur une connaissance intime, enfin, sur une communion de sympathie avec cette terre mexicaine que François Chevalier connaît bien et qu'il a, tant de fois, parcourue, souvent à cheval, comme faisaient les anciens maîtres des grands domaines dont il s'est fait l'historien.

Trois parties : dans « Le milieu favorable aux grands domaines » (p. 3-145), François Chevalier présente du milieu une étude magistrale. Description géographique du Mexique, d'abord, où textes des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles et connaissance intime de l'auteur se mêlent pour donner du Mexique colonial une image vivante. Dans une seconde partie : « Les premiers maîtres du sol » (p. 149-298), on assiste à la mise en place du système du grand domaine, partie dynamique, où l'on suit passionnément le drame d'un prodigieux transfert de propriété. Enfin, dans une troisième et dernière partie : « Les tendances à la stabilisation » (p. 301-402), François Chevalier donne du système, à son apogée, une description pleine de vie.

Il ne saurait être, en aucun cas, question de résumer le livre de François Chevalier, condensé de dix ans d'études et d'une connaissance personnelle intime du monde hispanique. Un livre de cette qualité ne se résume pas, il se lit. Tout au plus peut-on prendre sur lui, et au hasard, quelques points de vue, mieux quelques leçons.

Tout d'abord, le premier et le grand mérite de François Chevalier, c'est d'avoir montré, mieux que personne avant lui, qu'il n'y avait pas un Mexique, mais deux Mexique extrêmement différents, pour ne pas dire antithétiques : un Mexique humide, au sud; un Mexique sec, au nord. Le premier se rattache à la civilisation des plateaux, à la civilisation des peuples mangeurs de maïs. Comme les hauts plateaux du Pérou auxquels il s'apparente, il portait, à l'arrivée des Espagnols, une population dense qui devait faire barrage à l'implantation des Européens.

Nouvelle-Espagne. La publication de ce dernier travail vient de voir le jour au Mexique.

1. Cf. notre Bulletin, *Rev. hist.*, juillet-septembre 1950, p. 77-105.

2. *Revista de Historia de America*, n° 28, décembre 1949 : Robert Ricard, p. 446-450; n° 29, juin 1950 : Marcel Bataillon, p. 159-160. Regrettons, toutefois, qu'un ouvrage de cette valeur, susceptible de servir le prestige de la France dans toute l'Amérique latine et au delà, ait dû attendre trois ans pour voir le jour. Il est, sur le plan des publications, des économies ruineuses. La présentation matérielle de l'ouvrage, il est vrai, est digne des meilleures traditions de l'édition française et des *Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie*.

3. *Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie*, Paris, 1933, in-4°, xx-400 p., 4 fig., 22 pl.

C'est, encore aujourd'hui, le Mexique indigène, ou du moins le Mexique fortement coloré; c'est là que la propriété collective indienne a le mieux ou, du moins, le moins mal résisté à l'invasion des grands domaines.

Au nord, au delà de la ligne des 300 millimètres ou des 500 millimètres de pluie, s'ouvrent les immenses étendues du Mexique semi-aride, le domaine administratif à l'époque coloniale des Nouveaux Royaumes, Nouveau-Léon, Nouvelle-Biscaye, Nouvelle-Galice, aux confins mal définis vers le nord, mordant très largement sur le sud actuel des États-Unis. Ici, c'est le domaine de l'élevage extensif, implanté par les Européens, c'est aussi le domaine des mines. Économie d'élevage, économie des mines, deux économies strictement européennes. Les populations indiennes clairsemées, au genre de vie primitif, plus proches des Indiens des domaines anglo-saxons que des Indiens de l'Anahuac ou du Haut-Pérou, devaient offrir à l'implantation européenne une assez faible résistance, dans la mesure, précisément, où cette résistance n'a pas été passive, donc efficace, comme elle le fut au sud, mais une résistance armée, donc sans espoir. C'est dans ce domaine, peut-être, que les rapports entre Espagnols et Indiens rappellent le plus les rapports entre Anglo-Saxons et Indiens. A peu de chose près, le bon Indien, ici, risque aussi d'être l'Indien mort. C'est le Mexique du grand domaine, de ce grand domaine quasi seigneurial, avec sa classe dirigeante blanche, ses « peones » légèrement colorés, le domaine par excellence de François Chevalier.

La deuxième leçon que nous retiendrions volontiers : la genèse du grand domaine. Il n'y a pas, et c'est là, peut-être, un des plus grands faits d'histoire établis par François Chevalier<sup>1</sup>, de filiation entre l'*encomienda* (contrairement à ce que Silvio Zavala pensait en 1935 encore dans son *Encomienda indiana*<sup>2</sup>) et les grands domaines.

L'*encomienda*, les *repartimientos*, c'est le partage sommaire fait dans les premières années de la conquête entre les conquérants. Chaque *conquistador* reçoit pour vivre un certain nombre d'Indiens; ces Indiens lui doivent le tribut; ils prélèvent sur leur économie inchangée un certain nombre de produits qui permettent aux *conquistadores* de vivre. Les Indiens ainsi répartis sont parfois contraints à travailler à l'orpaillage pour leurs maîtres; le plus souvent, il s'agit d'un simple parasitisme qui affecte négativement l'économie indienne, mais qui n'en modifie aucunement les structures. Or, entre 1550 et 1570, l'État espagnol, dont il ne faut pas minimiser, dans cette partie du XVI<sup>e</sup> siècle du moins, l'efficacité dans le domaine lointain même des Indes, brise cette forme d'exploitation. L'*encomienda*, c'est exact, ne survit pas beaucoup aux « Nouvelles Lois », splendide héritage à mettre à l'actif du grand courant intellectuel suscité par Bartolomé de Las Casas et tous ces humanistes plus ou moins teintés d'érasmisme sur lesquels François Chevalier, après Silvio Zavala<sup>3</sup>, a bien raison d'attirer l'attention dans sa conclusion.

Mais, c'est là que réside, entre autres, toute l'originalité du travail de François

1. François Chevalier en a fourni la démonstration définitive : l'idée est apparue la première fois dans les ouvrages de Silvio ZAVALA, *New view points on the Spanish Colonization of America*, 1943, in-8°, VIII-118 p.; *Ensayos sobre la colonización española en America*, Buenos-Aires, 1944, in-8°, 196 p.

2. Madrid, 1935, in-4°, 356 p.

3. Cf. notamment l'article de Silvio ZAVALA paru dans les *Annales E. S. O.*, janvier-mars 1948, *Thomas More au Mexique*, p. 18.

Chevalier, on assiste bien, avant la disparition de l'*encomienda*, parallèlement à l'*encomienda*, mais bien au delà du cycle bref de l'*encomienda*, à l'enracinement du grand domaine. Sous quelle pression, à la suite de quelles arguties, grâce à quelles complicités cette classe dirigeante a-t-elle réussi à déposséder légalement les anciens propriétaires du sol? Il suffit de se reporter à la thèse de François Chevalier pour en connaître toutes les modalités et toutes les péripéties.

Il y a donc eu dans le Mexique, dans tout le Mexique sec surtout, la mise en place d'un prodigieux système de grande propriété, né avec le xvi<sup>e</sup> siècle, mais qui continue à se développer dans tout le xvii<sup>e</sup> siècle et au delà même du xviii<sup>e</sup> siècle. Système de grande propriété que François Chevalier replace parfaitement dans les histoires agraires. Sa connaissance du régime seigneurial, qu'il a puisée dans l'œuvre de son maître Marc Bloch, lui permet d'utiles investigations dans cette histoire comparative que Marc Bloch préconisait. Le grand domaine mexicain est incontestablement la composante majeure de l'histoire mexicaine, positivement, d'abord, puisqu'il paralyse, jusqu'à la révolution de 1912, le développement du pays, négativement ensuite, puisque, seul de toute l'Amérique latine, dans la mesure, précisément, où la grande propriété y avait atteint une plus grande puissance qu'ailleurs, le Mexique a réussi à secouer ce lourd carcan<sup>1</sup>, au prix, bien sûr, d'une révolution longue, traversée de repentirs et d'échecs, mais dont le succès final a été certainement une des conditions de l'accession récente du Mexique à la prospérité que nous lui connaissons maintenant. En faisant parfaitement connaître aux Français, et peut-être, dans une large mesure, aux Mexicains eux-mêmes, la genèse de ce grand domaine qu'ils ont réussi à briser, François Chevalier aura incontestablement contribué à une connaissance efficace des structures profondes de la société et de la civilisation mexicaines.

Mais François Chevalier ne s'est pas borné à cette étude des structures dont nous avons effleuré à peine un aspect important; il s'est efforcé également de replacer l'histoire du grand domaine mexicain dans ce qu'il conviendra d'appeler, d'un bien grand mot peut-être, la conjoncture mondiale. François Chevalier pense, en effet, qu'il convient de replacer le prodigieux essor du grand domaine, prodigieux essor qui se place au xvii<sup>e</sup> siècle et non pas au xvi<sup>e</sup>, dans ce que les historiens de l'économie, Earl J. Hamilton notamment, nous font entrevoir de l'allure générale des économies des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles. En gros, et c'est un fait maintenant établi, à la phase d'expansion du xvi<sup>e</sup> siècle correspond la phase de contraction du xvii<sup>e</sup> siècle. François Chevalier pense qu'il faut replacer l'essor maximum du grand domaine dans cette phase de contraction, qui aboutit au morcellement d'une économie de large échange en une foule de petites économies fortement cloisonnées. Il pense pouvoir placer le phénomène en relation avec un fort déclin de la production des mines d'argent, qu'il place, semble-t-il, très tôt, dans les toutes premières décades du xvii<sup>e</sup> siècle.

Qu'il existe entre l'histoire du grand domaine et ce qu'il est commode d'appeler la conjoncture un lien étroit, on ne saurait sérieusement en douter. Que cette corrélation soit aussi simple que le pense François Chevalier, il nous paraît difficile de l'affirmer. Nos travaux personnels nous amènent à déplacer d'environ vingt ans, dans l'espace économique de l'empire espagnol, le renversement de la

1. Cf. l'article des *Cahiers d'outre-mer*, n° 18, avril-juin 1952, p. 108-134 : *La révolution espagnole au Mexique*, de Robert ESCARPIT.

tendance majeure. Nous proposons, en effet, une courbe dont la cassure se situe aux environs de 1620, et non plus en 1595, et qui rend mieux compte, du moins nous le pensons, de la courbe générale des prix dans le monde espagnol, telle qu'elle fut établie jadis par Earl J. Hamilton. Quant à l'effondrement de la production de l'argent déduit, dans une certaine mesure, de la courbe des arrivées des métaux précieux à Séville<sup>1</sup>, il y aurait, sans doute, sur lui quelques nuances à apporter.

Ces quelques réserves faites, il n'en reste pas moins que le très grand livre de François Chevalier marque une date capitale dans l'historiographie hispano-américaine.

Pierre CHAUNU.

**MAX BRAUBACH.** *Versailles und Wien von Ludwig XIV bis Kaunitz. Die Vorstadien der diplomatischen Revolution im 18. Jahrhundert.* Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag, 1952; in-8°, 480 pages. (Bonner Historische Studien, Bd. II.)

Longtemps, on a admis que le fameux renversement des alliances de 1756 avait été la conséquence directe du traité de Westminster : l'Autriche, pour faire face à la puissance grandissante de la Prusse en Allemagne, aurait entraîné la France, en utilisant des intrigues de cour, dans une alliance dont elle eût été le seul bénéficiaire. Cette vue sommaire a été heureusement rectifiée. L'on sait par les ouvrages de E. Bourgeois, en particulier par le *Secret du Régent*, que l'idée d'un rapprochement entre les cours de Vienne et de Versailles remonte à la fin du règne de Louis XIV et aux fameuses instructions remises à l'ambassadeur du Luc (1714). L'importance de cette évolution dans la politique française, sur laquelle A. Sorel avait émis des doutes, a été soulignée à nouveau par P. Muret, dans son admirable *Prépondérance anglaise*, qui poursuit, d'ailleurs, l'idée du rapprochement dans la diplomatie du cardinal Fleury. Il a appartenu, cependant, à M. Braubach, en s'appuyant sur les archives diplomatiques de Vienne et de Paris, d'écrire la préhistoire de l'alliance de 1756.

Selon M. Braubach, il importe de ne pas surestimer la prise de contact des années 1714-1715. A vrai dire, pendant la guerre de Succession d'Espagne, il y avait eu en Allemagne plusieurs personnalités pour préconiser un rapprochement entre Habsbourg et Bourbon. L'archevêque de Cologne, Joseph Clément, fit valoir l'intérêt de la religion catholique; et le comte Engelbert de la Mark, diplomate d'outre-Rhin passé au service de la France, organisa des rencontres secrètes à Aix-la-Chapelle en 1711-1712. Ce ne fut, toutefois, qu'après le retour des Whigs au pouvoir en Angleterre que l'idée conquit à Versailles du terrain; et son caractère confessionnel put séduire M<sup>me</sup> de Maintenon. Est-ce suffisant pour affirmer que, de part et d'autre, on ait envisagé sérieusement un rapprochement de longue durée? Du côté viennois, le prince Eugène n'a vu, semble-t-il, dans l'alliance que le moyen d'avoir les mains libres contre les Turcs; du côté français, Louis XIV n'a cherché qu'à empêcher dans l'immédiat la reconstruction de l'alliance de La Haye.

1. Earl Jefferson HAMILTON, *American Treasure and Price Revolution in Spain*, Cambridge (Mass.), 1934, in-8°, p. 35.



L'événement qui a amené les deux cours à envisager de mettre fin à leur traditionnel antagonisme, ce fut, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'énorme accroissement de la puissance britannique. L'on se rendit compte que l'équilibre européen ne devait plus être défendu contre l'ambition de telle ou telle puissance continentale, mais contre la politique d'expansion de l'Angleterre. Il apparaît, notamment, pour ce qui est de l'Autriche, que les négociations de 1725 avec l'Espagne ont été provoquées par l'opposition de l'Angleterre au projet autrichien de la Compagnie d'Os-  
tende et qu'elles avaient pour but la constitution, avec l'Espagne et la France, d'une alliance continentale dirigée contre l'Angleterre. En France, malgré les traditions et les résistances, l'opinion des milieux diplomatiques, puis l'opinion publique tout entière admit que la désunion du continent, attisée par l'Angleterre, avait assez duré. L'on retrouve sous la plume, non seulement de Fleury, mais de nombreux diplomates qui, pourtant, avaient été élevés dans l'« ancien système », comme Blondel, représentant de la France à Vienne en 1748, l'assertion que le souci principal de la France doit être de défendre ses possessions d'outre-mer, que l'Angleterre est le seul ennemi véritable de notre puissance, que l'Autriche constitue le garant de notre sécurité continentale, que l'alliance des Habsbourgs peut aussi entraîner celle de la Russie, nécessaire à la sécurité de l'Europe orientale.

Éclairé par les événements de la première moitié du siècle, l'acte diplomatique de 1756 apparaît sous un angle nouveau. Du côté de Vienne, la décision, dans les années 50, de renverser la vapeur ne s'explique pas seulement par l'accroissement de la puissance de Frédéric II et le désir de reconquérir la Silésie, mais par le sentiment très profond que la division du continent n'a profité jusqu'alors qu'à l'Angleterre. En France, la même décision ne peut être envisagée comme une intrigue de cour — l'influence de M<sup>me</sup> de Pompadour ne doit pas être exagérée et l'abbé de Bernis ne fut pas son instrument —, mais comme la suite inéluctable d'une longue évolution politique.

Ainsi, les conclusions de M. Braubach viennent, sur ce point, confirmer la thèse de P. Muret, pour qui les intérêts maritimes ont joué un rôle prépondérant dans les relations des grands États du XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui estime qu'un fait aussi grave que l'accroissement de la puissance prussienne sous Frédéric II ne se conçoit qu'en fonction des alliances et des vicissitudes que les conflits ont fait surgir sur mer et dans les colonies. Mais l'intérêt de l'ouvrage de M. Braubach ne réside pas dans cette seule constatation : nul mieux que lui, grâce à l'admirable connaissance qu'il a de cette époque, ne réussit à faire vivre les personnalités qui ont détenu les fils de la politique européenne. D'excellentes pages sont consacrées, notamment, à Fleury, dont le caractère n'est pas placé aussi haut que l'intelligence, à Marie-Thérèse et à son rôle personnel dans l'élaboration de l'alliance, à la lucidité politique de Louis XV. Une foule de personnalités de second plan sont mises en excellente lumière. Pour M. Braubach, l'histoire diplomatique n'est pas seulement le jeu des forces politiques en présence ; il excelle à y introduire les passions, les préjugés, les grandes pensées : elle apparaît comme le lieu où se tendent les conflits et où l'on peut mesurer l'habileté ou le courage des hommes à les résoudre ou à les surmonter.

J. Droz.

Stephan SKALWEIT. *Frankreich und Friedrich der Grosse. Der Aufstieg Preussens in der öffentlichen Meinung des « Ancien Régime »*. Bonn, Lud-

wig Röhrscheid Verlag, 1952 ; in-8°, 201 pages. (Bonner Historische Forschungen, Bd. I.)

A. Sorel a laissé entendre que la France tout entière a éprouvé, pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, une admiration éperdue pour le vainqueur de Rossbach. L'hostilité à l'alliance autrichienne, les sympathies des milieux philosophiques, la propagande, enfin, expliquent l'envoûtement de l'opinion française à son égard. Le mérite du travail de S. Skalweit est de ramener les choses au point : les jugements sont beaucoup plus divers que l'on ne le pense d'ordinaire.

Au cours de la guerre de Succession d'Autriche, la position du marquis d'Argenson demeure assez isolée. Lui qui, dans son *Traité politique* de 1737, avait montré la nécessité de constituer contre la Maison d'Autriche la fédération des États allemands et celle des États italiens, avait estimé que les ambitions du roi de Prusse pouvaient être utilisées pour ce « grand dessein ». Il refuse même de condamner l'attitude de celui-ci lorsque, signant la paix de Breslau (1742), il se retira de la coalition : un prince, déclare-t-il, n'est responsable que devant ses peuples, et il est libre de rompre ses alliances quand il l'entend ; l'Angleterre ne l'a-t-elle pas fait en 1711, la France en 1735 ? Mais, si d'Argenson n'a pas cessé, dans son *Journal*, de justifier le machiavélisme frédéricien, il semble que son attitude ait été alors isolée : l'« allié naturel », qu'avaient en 1740 célébré l'avocat Barbier dans sa *Chronique* et le duc de Luynes dans ses *Mémoires sur la cour de Louis XV*, est devenu, après la trahison de 1742, l'« indigne allié ». De sa palinodie, la réputation de Frédéric II ne s'est jamais entièrement relevée.

Il ne faut pas penser non plus que le renversement des alliances de 1756 se soit fait contre les vœux de l'opinion publique. Les *Mémoires* du cardinal de Bernis, ceux de Duclos — qui a beaucoup moins admiré Frédéric II que ne le prétend Sorel — ceux de Choiseul, enfin, attestent le contraire. L'alliance défensive de 1756 fut généralement appréciée comme un chef-d'œuvre de sagesse et de politique ; l'attaque brusquée contre la Saxe vint confirmer ce jugement et provoqua dans le pays un sursaut d'indignation. L'évolution de l'opinion en faveur de Frédéric II ne commença, semble-t-il, qu'au cours de la guerre de Sept ans, favorisée par deux faits essentiels : l'impopularité grandissante de l'alliance autrichienne ; l'admiration éprouvée pour la résistance de la Prusse, qui vint confirmer le jugement porté dès 1741 sur le génie militaire de son roi. De là cette « prussomanie », qui devait être, d'ailleurs, une forme d'opposition à la monarchie française et qui devait être transmise par l'Ancien Régime aux hommes de la Révolution. On sait avec quelle vigueur le « nouveau système d'alliance » a été critiqué, sous Louis XV et Louis XVI, par les théoriciens de la politique étrangère, qui préconisent l'entente avec la Prusse comme seule capable de s'opposer aux désirs d'hégémonie de l'Autriche et de l'Angleterre : thèse développée, entre autres ouvrages, dans les *Conjectures raisonnées* de L. Favier, dans l'*Histoire des Deux-Indes* de l'abbé Raynal, dans de nombreux écrits de Mably, encore que ce dernier estimât que toute l'œuvre du roi était « bâtie sur du sable » et devait s'écrouler après sa mort.

L'admiration pour Frédéric II n'a pas, toutefois, été partagée, loin de là, par l'unanimité du monde des philosophes et des encyclopédistes. Certes, Voltaire, malgré ses déboires et ses rancunes, a-t-il gardé une vive admiration pour celui dont il avait dit, en 1740 : « C'est un philosophe sur le trône ; c'est quelque chose de plus : c'est un homme aimable. » Il essaya à diverses reprises, pendant la

Julian  
cia  
177  
679  
L'in  
trepre  
qui s'

guerre de Sept ans, d'intervenir en faveur d'un rapprochement franco-prussien et, dans son *Précis du règne de Louis XV* (1768), il fera de l'« électeur de Brandebourg » le plus magnifique éloge : « Le hasard peut faire gagner une bataille ; mais, quand le faible résiste aux forts sept années dans un pays tout ouvert et répare les plus grands malheurs, ce ne peut être l'ouvrage de la fortune. » Mais, si Voltaire est resté attaché au despotisme éclairé, cet idéal n'est plus celui de la seconde génération philosophique, chez qui prévalent les aspirations libérales : ni Diderot, ni d'Alembert, ni surtout Rousseau n'ont eu de sympathie pour la personnalité ni les méthodes politiques de Frédéric II.

A partir de la paix d'Hubertsbourg, l'opinion française, qui avait été d'abord éblouie par l'immensité des dons du roi de Prusse — homme de guerre, philosophe, poète — s'inquiète davantage de son œuvre, c'est-à-dire du fonctionnement administratif, militaire et économique de l'État prussien. Sur le plan des armées, il est remarquable que le siècle des lumières n'ait pas été plus frappé par ce qu'il y avait d'inhumain dans le système de recrutement et de dressage du soldat prussien. Par contre, la politique économique de Frédéric II, attachée aux principes du mercantilisme, fut très durement et parfois injustement jugée. Spécialiste des questions militaires, auteur d'un *Traité de tactique* dans lequel il a préconisé l'introduction des méthodes prussiennes dans l'armée française, le colonel Guibert, qui a résumé ses impressions sur Berlin dans le *Journal d'un voyage en Allemagne fait en 1773* (publié en 1805), est sévère sur la politique d'industrialisation pratiquée en Prusse, qui est compromise par la manie du roi de tout réglementer. Quant à Mirabeau, qui, dans sa *Monarchie prussienne* (1788), n'a pas voulu faire l'histoire de Frédéric II, mais tracer « le tableau de la situation où il a laissé son pays, sa nation, son royaume », si indulgent soit-il pour la politique extérieure du souverain, il ne peut dissimuler les craintes que lui inspire l'avenir de la Prusse ; il en est d'autant plus affecté qu'il persiste à voir dans celle-ci la garante des « libertés germaniques » : preuve de la persistance, chez les esprits les plus affranchis, des conceptions traditionnelles de politique étrangère.

Le livre de S. Skalweit permet donc de se faire de l'opinion française à l'égard de l'Unique une vue nuancée et, dans l'ensemble, exacte. Est-ce à dire que l'enquête soit complète ? Nous ne le pensons pas. Elle se limite trop souvent aux jugements des personnalités de premier plan ; elle n'atteint pas la presse et les écrits de circonstance ; elle ne se préoccupe pas assez de l'opinion des Loges, qui étaient pourtant en contact étroit avec les milieux prussiens de l'*Aufklärung*. Peut-être, à l'examen de ces sources, comprendrait-on mieux la communauté idéologique entre la Prusse Frédéricienne et la France révolutionnaire, qui a été si fort ressentie de part et d'autre dans la dernière décade du XVIII<sup>e</sup> siècle.

J. Droz.

Julian P. BOYD, editor, Lyman H. BUTTERFIELD and Mina R. BRYAN, associate editors. *The Papers of Thomas Jefferson*. Vol. I : 1760-1776 ; vol. II : 1777-1779 ; vol. III : 1779-1780. Princeton University Press, 1950-1951 ; 679, 665 et 672 pages.

L'importante publication des papiers de Thomas Jefferson que viennent d'entreprendre les Presses universitaires de Princeton fournira à tous les historiens qui s'intéressent aux États-Unis un instrument de travail incomparable. Il est

inutile de s'étendre ici sur les qualités matérielles de la publication : l'Université de Princeton nous a depuis longtemps habitués à ces éditions luxueusement présentées. Le nom du directeur de la collection, Julian P. Boyd, dont les études critiques de textes constitutionnels ont fait la réputation, garantit la sûreté de la documentation. La méthode qu'il a suivie, consistant à faire figurer dans ces recueils la correspondance de Jefferson aussi bien que celle qui lui est adressée, élargit singulièrement la portée de son œuvre : toutes les personnalités de cette grande époque de l'histoire américaine nous sont ainsi présentées, de George Washington à John Page, George Wythe, George Rogers Clark, Patrick Henry, Richard Henry Lee, John Adams... et, dans leur correspondance, s'accumule une richesse de données qui, tant sur le plan des hommes que des événements, apporte à ces volumes la valeur d'une véritable encyclopédie. D'autant plus que cette vaste documentation est accompagnée d'un appareil critique impressionnant qui permet d'identifier, de comparer et de corriger les textes.

L'intérêt des volumes varie, naturellement, suivant la période qu'ils traitent respectivement. Tous, cependant, ont été faits avec le même soin et sont d'une classe également élevée. Il va de soi que c'est dans le premier et le deuxième volume que se trouveront condensés, du fait même des événements qui se sont alors succédé, les textes les plus riches d'enseignements, les classiques, en un sens, de l'histoire américaine (1760-1779). Les documents constitutionnels et politiques n'y éliminent certes pas les papiers personnels. Ceux-ci sont abondamment représentés par une multitude de lettres qui nous révèlent la personnalité de Jefferson, sa curiosité d'esprit, la diversité de ses lectures — philosophie, beaux-arts, histoire, droit —, et ses goûts fortement aristocratiques. Mais, à partir de 1774, les textes politiques forment la principale substance du tome premier. Les difficultés avec l'Angleterre donnent lieu, cette année-là, à la « Summary View of the Rights of British America », où Jefferson trace aux députés de Virginie au Congrès continental les instructions dont ils devront s'inspirer. La philosophie politique qu'il y expose se précise et s'amplifie dans sa « Declaration of the causes and necessity for taking up arms » (1775) et dans la « Declaration of Independence » (1776). Dans les deux cas, l'éditeur nous présente les textes d'abord proposés par Jefferson et la version définitivement adoptée par le Congrès. Sur un plan plus exclusivement juridique, les annotations ajoutées par Jefferson aux « Proposed Articles of Confederation » de Franklin (1775), les projets de constitution qu'il a rédigés pour la Virginie, nous permettent de saisir l'élaboration et l'évolution des textes qui préparent la Constitution fédérale. Grâce à l'étude approfondie qu'il a faite de cette période, le Dr Boyd est en mesure d'accompagner ces documents d'une profusion de notes et de commentaires critiques qui montrent leur étroite corrélation et qui l'amènent à préciser un certain nombre de points longtemps controversés. C'est ainsi qu'il voit dans la « Declaration of the causes... for taking up arms » l'œuvre simultanée de Thomas Jefferson et de John Dickinson, qui prétendaient s'en attribuer respectivement le mérite exclusif ; et il conclut que l'« original Rough Draught » de la Déclaration d'Indépendance est, en fait, précédé d'autres esquisses de la main de Jefferson, antérieures aux textes connus jusqu'ici. Particulièrement intéressantes, les « résolutions » sur la nécessité de mettre un terme à la religion officielle, d'abroger la législation qui entrave la liberté de culte indiquent l'influence profonde des idées de Locke et de Shaftesbury.

L'immense travail de révision des lois américaines, commencé par Jefferson et

1776, avec l'assistance de plusieurs personnalités, entre autres George Wythe et Edmund Pendleton, constitue la matière essentielle du tome II. L'œuvre aboutit à l'établissement de 126 projets de loi, dont l'éditeur explique, dans une de ces introductions si nourries qui font l'originalité de la publication, les conditions dans lesquelles ils furent composés. Le but de Jefferson et de ses collaborateurs n'était point de codifier toutes les lois existantes, mais de réformer la structure de la législation en vigueur en la dégageant de ses origines monarchiques pour l'adapter à la forme républicaine du nouvel État. Ils se proposaient de faire œuvre de juristes, et non de compilateurs, de poser les bases d'un « gouvernement vraiment républicain », de définir les aspirations de la Révolution américaine. C'est pour ne consacrer entièrement à ce travail fondamental, accompli en Virginie, que Jefferson renonça, en 1776, à la mission qui lui était offerte en France et au siège qu'il occupait au Congrès. La scène virginienne devient ainsi, beaucoup plus que la scène continentale, le cadre du deuxième volume. Pourtant, l'œuvre réalisée par Jefferson ne s'imposa point à l'attention publique pour un ensemble de raisons que M. Boyd étudie longuement, et dont la principale est que les lois révisées ne formèrent jamais un ensemble homogène et que, votées fragmentairement par l'Assemblée générale, elles furent appliquées comme autant de lois indépendantes les unes des autres, alors que toutes obéissaient à une pensée directrice. Le rapport du Comité de révision, achevé en 1779, ne fut adopté définitivement qu'en 1786, après avoir été amendé par une commission dont les aspirations n'étaient plus celles des hommes qui l'avaient précédée. Or, le texte de 1779, celui qui répond au travail opéré par Jefferson ou sous sa direction, n'a pas survécu intégralement. De là la difficulté de la tâche que s'impose M. Boyd et qui consiste à reconstituer les projets présentés à cette date, afin de préciser la part exacte prise par Jefferson à la réforme de la législation américaine. Ce travail minutieux d'analyse et de comparaison, l'éditeur l'a renouvelé pour les 126 « bills » proposés en 1779, et les notices explicatives dont chacun d'eux est accompagné donnent la mesure de son érudition et de ses qualités de discernement. En réalité, chacune de ces notices constitue une source de documentation inépuisable. Mais certaines se recommanderont par leur étendue et par leur valeur critique, entre autres celle qu'il a consacrée au « Bill for establishing religious freedom », où le Dr Boyd voit l'aboutissement logique de la Déclaration d'Indépendance, et dont le préambule, dans son texte primitif, apporte au lecteur la connaissance de la position philosophique de Jefferson, de sa croyance à la « suprématie » et au champ « illimité » de la raison : position qui était par trop radicale pour ne pas susciter l'opposition de la « General Assembly » et ne pas donner lieu à la suppression, dans la version définitive, des passages les plus avancés.

S'il n'a pas une portée historique aussi essentielle que les deux premiers volumes, s'il fait nécessairement une place considérable aux événements militaires des années 1779-1780, le troisième tome renferme néanmoins une foule de renseignements qui en rendront la consultation également indispensable. Sur le plan de la politique étrangère, la question de l'alliance française est l'objet d'une documentation importante qui intéresse à la fois la France et l'Amérique, qui permet de suivre les réactions de l'opinion du Nouveau Monde, la confiance qu'elle inspire à beaucoup, l'hostilité systématique qu'elle provoque chez d'autres. Sur un plan plus proprement américain, on y trouvera des données sur l'état d'esprit de la population, sur la lassitude que suscitent, en 1780, les difficultés, en apparence



insurmontables, du pays, la crainte d'une dislocation des forces militaires. Sur le plan économique, on assistera à la naissance d'une industrie de guerre, à l'élaboration des premiers projets d'aménagement de la rivière James. Dans le domaine financier, le problème des achats d'armes et de munitions en Europe, des emprunts destinés à en permettre la réalisation ; sur le plan militaire, enfin, la question de la défense des « Illinois », la conception qu'en expose George Rogers Clark, les mouvements de ses troupes dans la zone de la frontière compléteront la valeur documentaire du livre.

Les trois volumes forment un ensemble remarquable, dont toute recherche sérieuse sur la période de la Révolution exigera le dépouillement. Encore ne peut-on rendre compte que très schématiquement des ressources qu'ils offriront aux historiens. On ne saurait trop insister surtout sur la valeur des commentaires de l'éditeur, sur la diversité des renseignements qu'il y a condensés, sur l'esprit critique qu'il a apporté à leur préparation.

M. GIRAUD.

**Pierre RECHT. Les biens communaux du Namurois et leur partage à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude de l'histoire agraire et du droit rural de la Belgique, accompagnée d'une description des classes rurales à la fin de l'Ancien Régime. Bruxelles, Établissements Émile Bruyant, 1950 ; in-8<sup>o</sup>, 287 pages, carte.**

M. Recht s'est attaqué à un sujet qui n'a guère séduit les érudits jusqu'à présent, et, pour une part, la raison en est que, la plupart du temps, les documents ne peuvent être atteints facilement et demeurent fragmentaires : en France, du moins, il faut les rechercher dans les archives communales, en vain le plus souvent. Pour la période à laquelle sa recherche se limite, M. Recht avait l'avantage de disposer, aux archives de la province de Namur, de dossiers établis par l'autorité centrale du comté.

La première partie de l'ouvrage comporte, en premier lieu, une étude juridique. Retenons-en ici ce qui sépare les Pays-Bas de la France. En France, dans l'étendue d'une seigneurie, la propriété éminente sur les biens communaux appartenait, en principe, au seigneur ; les habitants y exerçaient un droit de jouissance que les juristes regardaient comme une propriété aussi, une propriété utile, distincte de la directe, mais que le seigneur considérait comme une concession révocable, subordonnée au paiement d'une redevance, au prélèvement d'un tiers sur le revenu éventuel ; rien ne l'empêchait d'envoyer, lui aussi, son bétail sur les communaux et, en Lorraine, d'en former « un troupeau à part » ; il lui arrivait même d'exiger un cantonnement ; l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 lui permettait de s'attribuer la propriété utile dans le tiers des communaux et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des ordonnances royales rendirent ce « triage » obligatoire dans plusieurs provinces. Marie-Thérèse se garda, au contraire, de soulever le problème de la propriété ; elle ne la revendiqua point et, en appliquant sa législation sur le partage, ses représentants eurent soin de s'accorder avec les paysans ; bien plus, elle rejeta implicitement la thèse seigneuriale : elle ne parla point de triage avant partage ; le seigneur ne reçut qu'une portion comme les autres, encore à condition qu'il habitât. M. Recht observe aussi que la propriété utile appartenait aux habitants, non à la communauté villageoise en tant qu'organe administratif, donc aux habitants vi-

vants et à ceux qu'ils admettaient à partager leurs prérogatives en prenant domicile; la Révolution française les dépouilla en transférant la pleine propriété à la commune, maîtresse, désormais, d'en réglementer l'usage et de les aliéner<sup>1</sup>. M. Recht examine, enfin, l'administration des communaux; la question capitale, à cet égard, se ramène au droit d'usage : lors de la coupe du bois, le seigneur, le curé, les gros exploitants prenaient une part double ou triple; pour le pâturage, on citait bien un règlement de 1589 qui prescrivait de n'admettre les bestiaux qu'en proportion de l'étendue de l'exploitation, mais on convenait qu'il n'avait jamais été observé; néanmoins, si tout le monde pouvait ainsi tirer parti des communaux, ils profitaient surtout aux riches, qui nourrissaient beaucoup plus d'animaux que les autres.

L'aliénation paraît avoir été envisagée d'abord par le gouvernement pour motif fiscal : l'occupation militaire, pendant la guerre de Succession d'Autriche, ayant lourdement endetté les communautés, il les autorisa, en 1749, à se libérer en arrentant les communaux qui ne seraient pas indispensables aux habitants. Comme ailleurs, le désir d'augmenter la production se manifesta : en 1757, dans le Hainaut, il fut ordonné de vendre les communaux; à partir de 1772, on vendit également dans le Brabant. Pour ce qui est du comté de Namur, un édit, préparé par Strassart, président du Conseil des finances, prescrivit la location en 1765, mais suscita l'opposition du procureur général Dupaix et les protestations de la bourgeoisie citadine, qui craignaient de voir augmenter le prix de la viande, en sorte qu'on suspendit l'application. La solution résulta de l'édit de 1773, œuvre de Pierre-Benoît Desandrouin, petit-fils d'un gentilhomme verrier du bailliage de Clermont-en-Argonne qui était venu s'installer dans la région de Charleroi, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, où il créa des forges, des verreries et exploita des mines de charbon; le père et le frère aîné de Pierre-Benoît sont bien connus à raison du rôle qu'ils jouèrent dans la création et l'histoire de la compagnie d'Anzin; lui-même épousa la fille du comte de Nény, président du Conseil privé, devint grand mayeur de Namur et, plus tard, conseiller d'État, chambellan et trésorier général du Comité des finances : ce que dit M. Recht de l'ascension des Désandrouin est de grand intérêt pour l'histoire sociale. Pour s'être élevé si haut dans la hiérarchie, Pierre-Benoît n'avait pas perdu les qualités du bourgeois; il administra en homme entreprenant et en politique; au souci de la production, il allia celui de concilier à l'autorité traditionnelle la classe moyenne des campagnes; tout français de culture, il était visiblement gagné au despotisme éclairé.

L'édit de 1773 ordonna le partage des communaux défrichables entre les chefs de famille, sans que la part pût excéder un bonnier, soit 87 ares, le surplus étant conservé à la pâture, en attendant que de nouveaux chefs demandent leurs portions. On ne la concédait point en toute propriété : il fallait la mettre en culture dans les deux ans et l'y maintenir à peine de retrait. En même temps, l'édit abolit le droit de parcours et aussi, mais contre indemnité, le droit de plantis du seigneur. De la vaine pâture, on ne voit pas si elle subsista sur les défrichements. En 1765,

1. On s'intéressera aussi à la dissertation de M. Recht sur la nature et la condition juridique des waréchaix qu'il distingue des trieux et des flégards et dont la propriété, à son avis, appartenait au prince. Le sud de notre département du Nord connaissait aussi les waréchaix; toutefois, la Constituante les mentionna dans le loi du 13 avril 1791 et les attribua à l'État, sauf titre ou possession.

le gouvernement y avait soustrait 5 bonniers par charrue de 30 ; en 1767, il autorisa tous les cultivateurs à refuser de s'y soumettre et cette faveur se vit confirmer en 1783. La vaine pâture disparut-elle pour autant ? C'est bien douteux.

Que l'édit ait irrité les seigneurs, pour les raisons qu'on a dites, qu'on doive en tenir compte dans les origines de la révolte aristocratique contre Joseph II, la décision adoptée par les États du comté en 1790, pendant la révolution brabançonne, le prouve sans conteste : à la demande du clergé et de la noblesse, ils rapportèrent l'édit, sans effet rétroactif, toutefois.

Aux paysans, Désandrouin n'imposa pas le partage et, bien que l'opposition n'ait guère laissé de traces, le résultat donne à croire qu'elle fut sérieuse. M. Recht ne fournit de renseignements statistiques que pour vingt-trois paroisses du Condroz et des abords de la Famenne, régions où l'élevage tenait grande place et où la disparition des trieux soulevait des objections, bien que les bois fussent réservés. On n'y a partagé que 770 bonniers, soit un millier d'hectares : ils ne représentent que 47 % des trieux et 22 % de la totalité des communaux.

Afin de mettre en lumière le dessein social et politique de Désandrouin et du gouvernement qui le soutint, M. Recht décrit la composition de la population rurale dont il caractérise les éléments d'après l'assiette de l'impôt et la coutume électorale. L'impôt foncier ne pesait que sur les exploitants de 30 bonniers au moins (26 hectares), les *censiers* ; les cultivateurs moins importants ne payaient que l'impôt personnel ou *manandise* ; une troisième catégorie échappait à l'impôt, mais il n'est pas dit à partir de quelle superficie on était exempt. Le droit de participer aux élections communales appartenait aux censiers et ils détenaient autant de suffrages qu'ils exploitaient de charrues ; les *gros manants* qui cultivaient de 15 à 30 bonniers avaient chacun une voix ; les *petits manants* contribuables se réunissaient à cinq pour en exprimer une ; les autres ne comptaient pas. M. Recht pense qu'établi sur ces bases le classement permet d'entrevoir l'attitude des divers groupes à l'égard de la destinée des communaux. Les censiers et les gros manants, principaux bénéficiaires, ne pouvaient désirer que le statu quo ; les petits manants devaient préférer le partage partiel soit pour arrondir leur propriété, soit pour s'en procurer une.

M. Recht estime, en outre, que, de manière générale, la répartition de la propriété ne présente pas d'intérêt pour l'étude de la population rurale. On ne saurait l'approuver. D'abord, les bases de son analyse sont propres à la région et les résultats n'en seront donc pas comparables avec ceux que suggéreront d'autres contrées, tandis que la répartition de la propriété est de valeur générale. Même dans le comté de Namur, un classement d'après l'étendue de la propriété et de l'exploitation permettrait un dénombrement. Mais, surtout, il est indispensable si l'on veut se faire une idée des rapports de la population rurale avec l'aristocratie ecclésiastique et nobiliaire, d'autant que l'exploitation seigneuriale aurait été moins prononcée que, par exemple, dans notre département du Nord. Le tableau III (p. 242) ne dit rien de la propriété qui échappait aux paysans, mais il témoigne de l'intérêt que présenterait cette sorte de recherches pour la composition de la population rurale elle-même : pour 8 villages de la Hesbaye, ce tableau indique que, sur 412 chefs de famille, 28 sont propriétaires et fermiers, 21 propriétaires, 171 locataires et manouvriers ; pour 2 villages du Condroz, sur 449 chefs, 11 propriétaires et fermiers, 440 propriétaires, 99 locataires et manouvriers ; pour 4 villages du bailliage de Viesville, au nord-ouest de Charleroi, sur 769 chefs, le tableau

dénombrer 6 propriétaires et fermiers, 577 propriétaires et 169 locataires et manouvriers. Les chiffres ne concordant pas, un complément serait nécessaire, mais il est apparent que la différence entre la Hesbaye et le Condroz se trouve déjà précisée.

G. LEFEBVRE.

- I. — Thomas E. DRAKE. *Quakers and Slavery in America*. Yale University Press, 1950.
- II. — Bernhard KNOLLENBERG. *Pioneer Sketches of the upper Whitewater Valley, Quaker stronghold of the West*. Indianapolis, Indiana Historical Society, 1945.
- III. — John A. POLLARD. *John Greenleaf Whittier, Friend of man*. Boston, Houghton Mifflin Company, 1949.
- IV. — *A friendly mission. John Candler's letters from America, 1853-1854*. Indianapolis, Indiana Historical Society, 1951.
- V. — Frederick B. TOLLES, editor. *Slavery and « the Woman question ». Laetitia Mott's diary, 1840*. Harverford (Penn.), Friends' Historical Association, 1952.

I. — L'attitude des Quakers devant le problème de l'esclavage est un sujet qui a depuis longtemps donné lieu à de nombreux commentaires et à des aperçus schématiques. Si les études sommaires qui lui ont été consacrées ont généralement tendance à simplifier la question en ramenant les réactions de la secte à celles des quelques personnalités qui se sont prononcées sans réticence contre l'esclavage, les Benezet, les Woolman, Lay, Sandiford, si elles voient souvent dans la profession de foi des Quakers de Germantown (1688) le point de départ d'une tradition qui ne se dément plus par la suite, certains, comme T. Matlack dans sa lettre à l'Hon. Wm. Findley (1817), ont discerné de bonne heure la complexité de ces réactions et ont montré qu'il n'y avait pas lieu de les réduire à une tendance uniforme, puisque les partisans de l'esclavage étaient, parmi les Quakers, aussi agissants que ses adversaires.

Aucune tentative, cependant, n'avait été faite jusqu'ici pour étudier le sujet systématiquement, à l'aide de la très importante documentation qu'il comporte : l'initiative de M. Drake permettra de disposer désormais d'un ouvrage de premier ordre sur cet aspect essentiel du problème de l'esclavage. Il ressort de son étude que les Quakers, d'abord partagés entre les scrupules de leur conscience et le souci de leurs intérêts matériels, n'ont pu adopter avant 1718 d'attitude bien définie, en dépit de la voie qu'auraient dû leur tracer les enseignements de George Fox. Mais il en ressort aussi que, dès le début, des éléments avancés se sont élevés contre une institution aussi foncièrement opposée aux principes du christianisme. De là un conflit de tendances qui atteint, dans la grande période de 1714 à 1731, une acuité extrême : l'hostilité que suscite l'esclavage donne lieu aux dénonciations d'un groupe radical de plus en plus agressif, surtout représenté par Elihu Coleman, Ralph Sandiford, Benjamin Lay, contre lequel se dresse un groupe conservateur qui n'hésite pas à réprimer l'agitation en excluant ses auteurs de la Société des Amis.

Ce que ces radicaux ne purent obtenir par la violence de leurs dénonciations,

John Woolman le réalisa au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Gagnés par son talent de persuasion, que secondait la personnalité de Benezet, les Quakers de Philadelphie décidèrent, en 1758, d'interdire l'importation et le commerce des esclaves et d'inviter les adhérents de la secte à libérer ceux qui étaient en leur possession. Le mouvement, bientôt suivi par les Quakers de Nouvelle-Angleterre, Virginie, Caroline du Nord, s'amplifia dans les années suivantes. En 1776, l'abolition de l'esclavage fut décidée à Philadelphie, et les Quakers du Sud, au prix de grosses pertes et, en bien des cas, de l'abandon de leurs plantations, se soumièrent à la consigne. Dès lors, les Quakers comptèrent parmi les artisans les plus actifs du mouvement anti-esclavagiste. Graduellement, ils rallièrent à leur politique leurs frères des États nord-atlantiques qui avaient accueilli avec réserve la condamnation de l'esclavage, et ils entreprirent d'agir sur le Congrès, sur les législatures locales, pour en obtenir l'abolition légale. La période révolutionnaire, les premières années de la République marquèrent le point culminant de leurs efforts : et la prohibition du commerce des esclaves, acquise simultanément en Angleterre et en Amérique en 1807, en forma le couronnement.

Mais le début du XIX<sup>e</sup> siècle mit un terme à cette activité collective. Les Quakers étant alors préoccupés de conflits doctrinaux, la question de l'esclavage devint de plus en plus du ressort de l'initiative individuelle. Tandis que, dans leur ensemble, ils considéraient l'abolition de l'esclavage comme devant se faire graduellement, certains préconisaient, pour hâter l'échéance, une politique de boycottage des produits agricoles issus du travail servile, d'autres s'efforçaient de venir en aide aux esclaves par des mesures de philanthropie. Beaucoup défendaient l'idée de la « colonisation », conforme à l'attitude généralement modérée de la secte, à son aversion pour la violence. Avec l'entrée en scène de W. Lloyd Garrison, l'idée de l'abolition immédiate supplanta celle de l'abolition graduelle, ne laissant aux Quakers d'autre alternative que de renverser entièrement leur politique ou de se retirer du débat. De nouveau, la secte se scinda entre conservateurs et radicaux, entre partisans de la modération et de l'attente et avocats de la suppression immédiate de l'esclavage, dont le poète Whittier était un des plus brillants représentants. Jamais les Quakers n'adoptèrent en corps la nouvelle idéologie. Jamais non plus, ils ne renièrent la position qu'ils avaient prise contre l'esclavage avant toute autre confession religieuse, et beaucoup préférèrent sacrifier l'esprit de leur religion et s'inféoder à un mouvement contraire aux principes de leur secte plutôt que d'abandonner entièrement le rôle directeur de leurs lointains devanciers.

Cet ensemble de considérations, dont l'auteur a tiré un excellent parti, permet d'assigner aux Quakers, dans l'histoire du mouvement anti-esclavagiste, une place distincte, qui les sépare, quoi qu'on ait pu dire récemment, des autres confessions, car, s'ils n'étaient pas d'accord sur les méthodes à suivre, si l'idée de la suppression de l'esclavage à l'intérieur de la secte se heurta longtemps à l'opposition d'une fraction conservatrice, ils n'en ont pas moins l'honneur d'avoir, les premiers, dénoncé et abrogé le travail servile, d'avoir apporté aux esclaves le bénéfice de nombreuses institutions philanthropiques et d'avoir accepté les sacrifices matériels qu'impliquait le principe de l'émancipation. L'auteur aurait pu, cependant, élargir la conception de son travail en insistant davantage sur les causes susceptibles d'expliquer la position des Quakers, si différente de celle des Puritains de la Nouvelle-Angleterre : on pourrait, logiquement, voir dans leur attitude le reflet même de l'esprit de leur religion, de ce côté mystique, favorable à l'épanouissement



de la conscience individuelle, qui y tient une place souvent plus importante que le respect des textes sacrés.

II. — On puisera quelques renseignements complémentaires dans la courte étude de B. Knollenberg sur les colonies quakers de la Whitewater Valley. L'occupation de ce secteur, aux confins de l'Ohio et de l'Indiana, se rattache, en effet, à l'émigration des Quakers du Sud, de ceux surtout de la Caroline du Nord, dans les quarante premières années du XIX<sup>e</sup> siècle : le mouvement répondait en grande partie à l'attrait d'avantages économiques, mais il obéissait aussi à la nécessité d'abandonner des États où, du fait de l'abolition de l'esclavage, les Quakers ne pouvaient plus conserver leurs plantations.

Indépendamment des modalités de l'exode, des circonstances qui ont entouré la naissance des premières agglomérations de la région, le livre apporte quelques données, puisées dans les récits de témoins directs, sur l'aide fournie par les Quakers aux esclaves fugitifs, qui s'acheminaient, sous la protection d'une organisation clandestine, vers les États libres ou le Canada, sur le voyage d'Henry Clay parmi les colonies de la Whitewater, sur les divisions que la question de l'esclavage provoque entre radicaux et conservateurs, sur la campagne en faveur du boycottage des productions des colonies à esclaves, le « free produce movement » : autant de détails qui permettent de mesurer la vivacité des réactions que la question de l'esclavage suscitait dans les moindres agglomérations de Quakers.

III. — Conçu dans un esprit différent de celui de M. Drake, l'ouvrage de John A. Pollard, consacré à la biographie de Whittier, fait, inévitablement, une très large place à la question du mouvement anti-esclavagiste, où le poète quaker a dépensé sans compter son énergie et ses convictions. Le livre n'a pas la même portée scientifique. L'auteur y étudie longuement la formation et l'essor du talent de Whittier ; ses préoccupations littéraires sont évidentes, et il situe son personnage dans un cadre qui intéressera la littérature autant, sinon plus, que l'histoire. Trop souvent, l'ouvrage se présente comme un répertoire des œuvres de Whittier, énumérées dans leur ordre chronologique et illustrées d'innombrables citations. La conception nuit au relief des idées générales. Elle empêche le lecteur de dégager nettement l'ascension de l'écrivain vers une carrière dominée par la défense des grands principes humanitaires.

L'historien, cependant, trouvera beaucoup à glaner dans la partie de l'exposé qui traite du rôle de Whittier dans le mouvement abolitionniste, à partir du jour où il adopte l'idéologie de Garrison et préconise, contre les Quakers plus modérés, l'émancipation immédiate des esclaves. En 1833, il signe la *Declaration of Sentiments*, qui constitue l'acte de fondation de l'*American Anti Slavery Society*. Il figure, dès lors, au premier rang des Quakers les plus avancés, il blâme sans hésiter ceux de ses coreligionnaires qui sacrifient leurs convictions à leurs intérêts et met son talent d'écrivain au service de la campagne contre l'esclavage par les articles ou les poèmes (« Plead for the Slave », « Stanzas », « The Yankee Girl »...) qu'il publie dans le *Liberator*, la *Gazette de Haverhill*, l'*Emancipator*, l'*Anti Slavery Record*...

Simultanément, il entreprend de porter l'action sur le terrain politique, et il assume en grande partie la responsabilité de cette campagne de pétitions qui se propose de démontrer au Congrès la nécessité de l'abolition de l'esclavage dans le District of Columbia ; il défend le droit de libre discussion qui permettra de

répandre dans le public l'idée abolitionniste et convaincra les électeurs de réserver leurs voix aux partisans de l'abolition.

Il se sépare pourtant de Garrison par le fait que sa fidélité aux principes des Quakers lui inspire une attitude conciliante envers le Sud, la volonté de démontrer aux propriétaires d'esclaves — « in a spirit of Christian love and tenderness » — l'étendue de l'erreur qu'ils commettent. Il refuse surtout d'admettre les vues extrêmes de Garrison, pour qui le succès de l'abolition suppose le renversement de l'Église et de la constitution. Whittier, au contraire, préconise, dans le cadre de la constitution existante, la formation d'une « nouvelle organisation », qui prend naissance en 1837 autour d'un certain nombre de personnalités anti-esclavagistes et prépare l'avènement du Liberty Party, dont la seule fin est d'obtenir la suppression de l'esclavage par une action politique régulière, en dehors de toute question de groupes ou de personnes.

Jusqu'à la guerre civile, Whittier, en dépit de son état de santé et de ses préoccupations matérielles, ne cessa de se dévouer au triomphe de la même cause. Mais il l'élargissait dans un idéal humanitaire de réformes sociales, qui explique l'intérêt qu'il portait au sort de la classe ouvrière au cours de ces années d'industrialisation, la sympathie avec laquelle il examinait ses revendications et les défendait dans ses éditoriaux. Whittier n'est pas seulement la personification de cet élément quaker radical qui prétend appliquer, sur le terrain de l'esclavage, les principes profondément chrétiens des fondateurs de la secte. L'étendue de ses préoccupations humanitaires achève de rattacher la campagne anti-esclavagiste à la vague d'aspirations réformatrices qui traversait les États-Unis dans cet « âge des grands mouvements » défini par William Ellery Channing.

Il va de soi qu'on ne saurait trouver dans le livre de M. Pollard un exposé complet du mouvement abolitionniste. Mais la richesse du texte, l'abondance des renseignements qu'il fournit sur Whittier, sur la société et les personnalités de son époque, sur le malaise provoqué dans les agglomérations rurales de la Nouvelle-Angleterre par l'essor des manufactures, le recommanderont à l'attention de l'historien.

IV. — Sur un plan purement documentaire, la correspondance de John Candler nous révèle les réactions d'un ministre quaker au cours du voyage qu'il accomplit en Amérique avec la délégation de W. Forster, quelques années avant la guerre civile, dans l'intention de remettre aux gouverneurs des différents États le message de protestation des Quakers de Londres contre l'esclavage (1849).

Ses lettres apportent sur l'Amérique de cette époque une multitude de renseignements qui seront utiles pour la connaissance des conditions de vie de la population, bien que l'esclavage soit le point qui donne lieu aux commentaires les plus nombreux et les plus intéressants.

John Candler, comme la plupart des Quakers, était franchement hostile à l'esclavage, et la tournée qu'il effectua dans les États du Sud fortifia ses préjugés. Ses conversations avec les gouverneurs, le spectacle des modalités d'existence des nègres lui apportèrent la certitude que l'esclavage était incompatible avec le christianisme. Auprès des gouverneurs, qui étaient généralement des propriétaires d'esclaves, il recueillit des opinions variables. Certains lui déclarèrent qu'ils souhaitaient la disparition de cette « institution », d'autres, au contraire, qu'elle était indispensable au pays, à sa prospérité, à sa civilisation, et qu'elle trouvait sa justification dans l'Écriture. Mais, à l'exception des gouverneurs de l'Illinois et du

Wisconsin, il ne releva chez ceux qui condamnaient l'esclavage aucun désir d'engager une action en vue de son abolition. Partout, il observa chez les Blancs des préventions systématiques contre la population de couleur, et les scènes dont il fut témoin, les ventes d'esclaves, les lamentables défilés de nègres que des traitants acheminaient vers des États du Grand Sud pour les céder à de nouveaux maîtres le convainquirent que les dénonciations des abolitionnistes du Nord ne déformaient pas toujours la réalité. Il note, en revanche, les fâcheux effets que l'œuvre de Harriett Beecher Stowe exerce sur la population du Sud en la rivant plus solidement à l'esclavage. Il évite, d'ailleurs, de condamner uniformément les propriétaires d'esclaves, et il constate que, matériellement, — comme la chose ressort de plus en plus du dépouillement de la documentation contemporaine —, beaucoup assurent à leurs serviteurs une condition satisfaisante. Mais rien, à ses yeux, ne saurait excuser le principe de l'esclavage.

Le témoignage de John Candler, fruit d'une visite rapide dans la zone de l'esclavage, est nécessairement sommaire : il illustre bien, cependant, la position des Quakers devant une institution qu'ils dénonçaient pour des raisons morales et humaines.

V. — Moins important, le journal de Lucretia Coffin Mott, édité par F. B. Tolles, condense les impressions d'une des *Hicksites* les plus foncièrement hostiles à l'esclavage pendant le séjour qu'elle fit en Angleterre à l'occasion de la convention anti-esclavagiste de 1840. On y trouvera un ensemble d'observations sur les grandes tendances réformatrices qui se manifestent alors dans le monde anglo-saxon, sur les personnalités qui participent à la convention, sur la valeur des méthodes préconisées pour parvenir à l'abolition de l'esclavage, sur les réticences que suscite le mouvement du « free produce ». Il s'agit, en fait, d'une série d'impressions consignées par Lucretia Mott au hasard de ses rencontres, dont le principal intérêt est d'exprimer la profondeur et la sincérité de ses convictions.

Marcel GIRAUD.

Clement EATON. *A History of the Old South*. New-York, The Macmillan Company, 1949 ; 636 pages.

Le livre de M. Eaton figurera avec honneur à côté de la grande histoire du Sud que publient les Presses universitaires de Louisiane. D'un dépouillement plus facile, l'ouvrage doit au fait qu'un même auteur en a entrepris la réalisation une certaine unité de vues qui permettra de saisir avec une netteté relative l'évolution de la « terre de Dixie » dans les années antérieures à la Sécession. Il ne passe pas seulement en revue les principales étapes de cette histoire. Il étudie aussi la personnalité du Sud, les éléments qui la composent : la société, sa diversité ethnique, son niveau de culture, ses particularités linguistiques, le régime de la propriété, le système économique, les modalités de la vie agraire sont l'objet de développements également documentés et également utiles. La lecture de l'ouvrage sera d'autant plus profitable que les différents chapitres sont accompagnés d'amples bibliographies et que le texte repose lui-même sur un important dépouillement de sources contemporaines, dont l'utilisation intelligente communique à la plupart d'entre eux une apparence de nouveauté : car l'histoire du Sud, longtemps négligée, a donné lieu aujourd'hui à une littérature si abondante que le recours aux textes devient de plus en plus indispensable pour les auteurs désireux de rendre

leur objectivité aux innombrables controverses dont certains de ses aspects ont été l'occasion.

Ce souci de documentation a permis à l'auteur de discerner les points faibles de théories qui ont prétendu, au risque de nier l'évidence, renverser toutes les notions traditionnelles. Aux idées trop aventureuses de Wertenbaker, il oppose les données solides de P. A. Bruce et, sans rejeter la théorie de l'origine bourgeoise de l'aristocratie virginienne, il se garde de négliger la part que la noblesse anglaise a eue dans sa formation. Son étude des conditions sociales dans la zone de la Tidewater et dans l'intérieur de la Virginie, des causes géographiques qui sont à la base de leurs oppositions, des conflits que ces différences ont déterminés, est rendue plus originale par les abondantes considérations qui l'accompagnent sur l'état culturel de la population, sur ses préoccupations littéraires et religieuses, souvent rehaussées de citations empruntées aux sources de l'époque. L'esclavage fournit matière à un très riche exposé, où l'auteur, sans chercher à dissimuler le côté inhumain de l'institution, s'efforce de dégager, autant que la chose est possible, la véritable attitude des maîtres à l'égard de leurs nègres et de fixer, à l'aide des statistiques des plantations et de comparaisons avec le sort des petits fermiers, les conditions de vie auxquelles les esclaves étaient réellement soumis : à quoi il ajoute des aperçus intéressants sur les intendants des plantations, ce rouage essentiel de l'économie du Sud, sur le statut des nègres libres, souvent plus misérable que celui des esclaves dans un monde où ils n'étaient généralement qu'une « anomalie », en dépit de la réussite d'un certain nombre d'entre eux dans le commerce et du remarquable degré d'instruction que plusieurs purent atteindre.

Il y aurait beaucoup à dire, en fait, sur la plupart des chapitres, sur leur souci d'objectivité, sur l'habileté avec laquelle l'auteur a su les grouper autour de quelques idées dominantes, qu'il s'agisse de l'étude des partis politiques avant la guerre de Sécession, de celle de leurs personnalités maîtresses, Calhoun et Jackson, ou de la naissance d'un impérialisme sudiste.

Il est seulement regrettable qu'il n'ait pas consacré un développement plus nourri à l'aspect français de son sujet. Il est évident que sa documentation est ici insuffisante, et la partie qui traite de la Louisiane française se réduit trop souvent à des vues sommaires, contestables parfois, avec des inexactitudes de détail. La bibliographie n'a pas la précision de celle des autres chapitres. Elle ignore le seul livre d'ensemble sérieux qui ait été écrit sur la question de la Compagnie des Indes, celui de Pierre Heinrich (*La Louisiane sous la Compagnie des Indes*, Paris, Guilmoto, s. d.). On est surpris, en revanche, qu'elle mentionne la compilation de Charles Gayarré, et plus surpris encore que l'auteur la tienne pour un ouvrage « admirable ». La période de la domination espagnole n'a pas non plus la place qu'elle mérite : elle correspond pourtant à un mode particulier d'occupation du sol qui aurait dû être mis en relief. Ces deux influences ont contribué à modeler la personnalité du « vieux Sud » : M. Eaton a bien réservé quelques pages, de qualité, à la culture des Créoles, mais une étude plus approfondie de leur passé aurait complété son travail, si bien construit dans son ensemble.

Marcel GIRAUD.

**Charles S. SYDNOR. The Development of Southern Sectionalism, 1819-1848.**  
Bâton-Rouge, Louisiana State University Press, 1948, 400 pages.

Le volume de M. Sydnor — le cinquième de l'histoire du Sud, qui est en cours

de publication sous la direction de MM. Stephenson et Coulter — est un des plus intéressants qui aient encore paru dans cette collection. L'auteur, il est vrai, était servi par son sujet, car il aborde, avec l'année 1819, l'année de la « panique » économique, une période particulièrement riche de l'histoire du Sud. Mais il en a tiré un excellent parti. Dans une série de développements suggestifs, il démêle la complexité des causes et des circonstances qui, en renversant la stabilité politique de la Fédération, ont créé sur la scène nationale une situation dont l'effet a été de préciser les antagonismes régionaux et de créer un « sectionalisme » sudiste bien défini.

Économiquement, socialement, le Sud devait à son caractère essentiellement agraire, à sa population d'esclaves, une personnalité propre. Rien, pourtant, au début de cette période, ne paraissait de nature à lui inspirer un patriotisme régional assez prononcé pour lui faire concevoir la possibilité d'une scission.

Dans le monde en voie de transformation qu'étaient alors les États-Unis, le Sud apparaît comme une sorte d'anachronisme. La concentration du pouvoir politique dans la zone de l'Est, dans les comtés littoraux surtout, n'était plus qu'une formule périmée, qui ne tenait pas compte de l'accroissement démographique des États du Sud-Ouest. Économiquement, son adhésion aux doctrines libérales des *xviii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, bien faite pour satisfaire les intérêts d'un régime agricole, ne pouvait répondre aux besoins du mouvement d'industrialisation qui gagnait une partie de l'Union. Socialement, l'esclavage symbolisait un passé dont les tendances réformatrices qui étaient sur le point de s'épanouir en Angleterre et aux États-Unis allaient bientôt prononcer la condamnation.

Faute de pouvoir s'adapter, en grande partie du fait de leurs conditions économiques, aux transformations qui se produisent dans les États du Nord et de l'Ouest, les États à esclaves conservent, au cours de la période 1819-1848, ce caractère anachronique qui les marque si fortement dans l'Union américaine. Mais ils subissent alors une évolution qui les achemine rapidement vers la conception d'un régionalisme, puis d'un véritable nationalisme sudiste. A l'issue de cette période, le Sud restera le pays agricole qu'il était en 1819, à peine effleuré par l'industrialisation, éloigné de l'essor urbain et démographique des États du Nord, sa prospérité restera subordonnée à l'importance de ses exportations, à ses liens, par suite, avec les marchés étrangers. Mais le Sud de 1850 ne sera plus, moralement, le Sud de Jefferson ou de Madison. Conscient de sa personnalité, de la valeur de ses institutions, convaincu qu'il possède désormais une culture propre, une vie religieuse, un programme politique, et que ses intérêts sont radicalement différents de ceux du Nord, il perd confiance dans l'avenir de la démocratie, telle qu'elle a été définie par les auteurs de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution fédérale, il exalte les qualités de son régime économique et social et s'isole de plus en plus du reste de la nation.

Ce changement s'explique par les événements dont l'Union américaine est le théâtre de 1819 à 1848 et par la rancune qui s'accumule alors dans les États du Sud contre le Nord. La crise de surproduction et de mévente de 1819-1820, la controverse que suscite l'admission du Missouri dans l'Union, suivie, quelques années plus tard, d'une âpre campagne abolitionniste, qui se réclame d'un idéal humanitaire et moral, jettent les bases de cette animosité, en accréditant le sentiment que le Sud est victime d'une exploitation commerciale dont bénéficient les villes du Nord et d'accusations dont les fins intéressées se dissimulent sous une façade de



philanthropie. Simultanément, les tendances centralisatrices qui se manifestent dans le gouvernement, le rôle croissant du Congrès dans la vie du pays, sa politique, défendue par les Jeunes Républicains, de protection douanière, de banque nationale, de travaux publics financés par le Trésor fédéral, unissent plus fortement le Sud contre le Nord, d'autant plus que cette évolution s'accompagne d'un projet d'intervention du Congrès dans la question de l'esclavage. Les réactions de défense que le Sud oppose à une politique qui, de nouveau, méconnaît ses intérêts aboutissent à l'élaboration de la philosophie des droits souverains des États dans le cadre de la fédération : basée sur le respect de la lettre de la Constitution fédérale, contre l'interprétation large qu'en donnent les partisans des pouvoirs du Congrès, elle trouve son plus brillant représentant dans la personne de John C. Calhoun. Comme, d'autre part, la désagrégation lente du parti républicain, à partir de 1820, se solde par un amoindrissement de l'influence du Sud dans la politique nationale, celui-ci puise dans l'événement une nouvelle cause d'amertume qui le prédispose à un régionalisme de plus en plus agressif.

Déjà, le Sud, pour faire respecter les droits des États, n'hésite pas à recourir à la force, ou, du moins, à menacer le Congrès d'actes de résistance ouverte : la Caroline du Sud, la Géorgie, l'Alabama purent ainsi obtenir l'abaissement des tarifs douaniers et le règlement de la question des terres indiennes dans un sens conforme à leurs intérêts. Au cours de la crise de la « nullification » (1832), le Sud envisage même l'éventualité d'une séparation. A cette agressivité croissante, la campagne antiesclavagiste superpose un élément émotionnel : l'opinion publique s'égare désormais dans des réactions de plus en plus violentes, qui aggravent les risques de scission, rivent le Sud de plus en plus fortement à l'esclavage et l'amènent à le considérer comme une institution bienfaisante, indispensable au fonctionnement d'un régime républicain.

Il va de soi que cet aperçu schématique ne peut donner qu'une idée très imparfaite de la richesse du livre de M. Sydnor. Son tableau préliminaire de la vie économique du Sud aurait pourtant gagné à être complété sur quelques points de détail. On s'étonne, par exemple, qu'il ne fournisse pas de précision sur l'étendue de la propriété agraire, sur l'importance numérique des grands domaines, sur l'effectif comparé de la main-d'œuvre servile des grandes et des moyennes exploitations. On s'étonne également que le fonctionnement de l'économie agricole des États atlantiques n'ait pas donné lieu à un développement plus nourri, que le rôle du « facteur » dans cette économie ne ressorte pas avec la netteté qu'on souhaiterait. La conception générale de l'ouvrage, enfin, est un peu décevante. Il y a dans le texte un flottement qui nuit en bien des cas au relief des idées générales. L'auteur a fait de ses chapitres autant de compartiments séparés, qui n'obéissent pas à une idée directrice et qu'il est souvent difficile de coordonner. Et, lorsqu'il étudie les luttes politiques de l'époque de Jackson, pour ne citer qu'un exemple, il attribue aux événements d'ordre fédéral une importance qui, pour justifiée qu'elle soit dans une histoire où il n'est guère possible de dissocier la scène nationale de la scène régionale, sacrifie trop la deuxième et lui fait perdre de vue l'objet principal de son ouvrage.

Le livre n'en reste pas moins une œuvre de premier ordre, qui sera fondamentale pour la connaissance des États du Sud au cours de ces années essentielles de leur histoire.

Marcel GIRAUD.

- I. — Charles E. CAUTHEN. *South Carolina goes to war, 1860-1865*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1950 ; 256 pages. (The James Sprunt Studies in History and Political Science, vol. XXXII.)
- II. — Harold S. SCHULTZ. *Nationalism and Sectionalism in South Carolina, 1852-1860*. Durham (North Carolina), Duke University Press, 1950 ; 258 pages. Prix : \$ 4,50.

On lira avec intérêt ces deux monographies, qui examinent, chacune dans un cadre différent, l'histoire intérieure de la Caroline du Sud à la veille de la Sécession et pendant la durée des hostilités.

I. — D'une portée plus générale, le travail de M. Cauthen fournit un exposé précis de la lutte qui oppose, dans la décade antérieure à la guerre, les extrémistes, partisans des droits des États et de la séparation, et les éléments plus modérés qui, sous la direction de James L. Orr, préconisent une politique de coopération avec le parti démocrate national. Ces dissensions ne cessent qu'à la fin de l'année 1860, lorsque l'élection d'un président républicain devient une certitude. Alors seulement se réalise cette unanimité en faveur de la Sécession qui distingue la Caroline du Sud des autres États, fruit des enseignements de Calhoun et surtout de l'habile propagande qui, depuis de longues années, prêchait à la population la doctrine des droits des États, la nécessité de sauvegarder, au besoin par la guerre, les institutions fondamentales du Sud. Toutefois, la Caroline n'aurait pas pris l'initiative de la rupture si elle n'avait été assurée de l'appui des principaux États du Sud. A la base de la séparation, M. Cauthen situe, plus que l'attachement au nationalisme sudiste, la question fondamentale de l'esclavage, l'opposition de « deux systèmes de travail » générateurs de deux « formes de civilisation » différentes. Autant de déductions dont l'apparente facilité dissimule, en réalité, un long travail de recherches, d'interprétation des textes parlementaires et des journaux contemporains.

Cette unité, qui s'exprime dans les événements du Fort Sumter, est soutenue par la conviction que la cause du Sud est juste, que son système social permettra seul le succès du gouvernement constitutionnel et par le sentiment que la sécession s'effectuera pacifiquement, ou, du moins, que la guerre sera courte. De là l'enthousiasme populaire du début, mais aussi l'effondrement de la confiance dès que les événements détruisent ces illusions et que le Conseil exécutif, reniant la tradition d'individualisme de la Caroline du Sud, prétend mobiliser toutes les ressources de l'État pour des fins collectives. L'ouvrage constitue un excellent travail de mise au point, dans le cadre des aspects classiques de la guerre de Sécession.

II. — Plus limité, le livre de Harold S. Schultz apporte une étude serrée et pénétrante des luttes politiques qui précèdent les hostilités. Au canevas établi par M. Cauthen il ajoute un exposé des modalités de ces luttes, un examen de leurs personnalités dirigeantes, des mobiles de leur conduite, de l'argumentation à laquelle ils ont recours pour justifier leurs programmes respectifs. Une série de cartes et graphiques illustrent les réactions de l'opinion publique, lors des consultations électorales, au cours de ces années décisives où la Caroline du Sud a perdu la direction vigoureuse que lui avait assurée John C. Calhoun. Elle ne dispose plus,

dès lors, que de personnalités relativement effacées, incapables de s'imposer à l'ensemble de la population et de rallier à un même programme la majorité des hommes politiques. Tout au plus James L. Orr exerce-t-il une influence un peu plus forte, mais il n'a pas les qualités nécessaires pour réaliser autour de lui cette quasi-unanimité qui s'était faite sur le programme de Calhoun.

La Caroline, par suite, se trouve alors partagée entre des tendances opposées, au moment même où les circonstances exigeraient l'unité intérieure. Les partis politiques sont également mécontents de la part qui est faite à leur État dans l'Union américaine, de la législation par laquelle le Congrès, en 1850, a prétendu résoudre le problème de l'esclavage. Mais, entre les « irréconciliables », partisans de la sécession, ou de l'isolement, ou de la formation d'une confédération des États du Sud, et les modérés, partisans de la coopération avec le Nord et le parti démocrate national, l'accord est irréalisable. Pour les premiers, la campagne anti-esclavagiste, qui domine la vie politique du Nord, conduira inévitablement les abolitionnistes au pouvoir, sans que les Démocrates puissent s'y opposer. Pour les modérés, la Caroline du Sud aurait, au contraire, tout à gagner à une entente avec le seul parti susceptible de faire preuve de sympathie ou de compréhension à l'égard des États du Sud.

Si les forces des uns et des autres, en apparence, sont à peu près égales, si les modérés bénéficient de la position traditionnellement conservatrice de leur État et parviennent à obtenir une faible majorité dans la législature, les événements intérieurs, la puissance grandissante des Républicains, qui se révèle brusquement lors de l'élection présidentielle de 1856, la scission des Démocrates, l'affaiblissement consécutif de leur parti donnent raison aux pronostics des irréconciliables. Graduellement, la situation évolue dans le sens prédit et voulu par ces derniers, les modérés perdent confiance dans le succès de leur programme, ils acquièrent la conviction que le parti antiesclavagiste finira par se rendre maître du gouvernement fédéral, et l'opinion publique, longtemps hésitante entre les deux groupes adverses, se rallie à son tour à l'idée de la rupture avec le Nord.

Ce revirement des partisans de la conciliation constitue le fait dominant de l'histoire politique de la Caroline du Sud de 1852 à 1860 : l'étude de ce mouvement d'opinion est le point central du très remarquable ouvrage de M. Harold Schultz.

Marcel GIRAUD.

**San Martín. Homenaje de la Academia Nacional de la Historia en el centenario de su muerte (1850-1950).** Buenos-Aires, 1951 ; 2 vol. in-4°, 598 et 314 pages, planches hors texte.

La célébration du centenaire de la mort de San Martín a donné lieu à toute une série de publications<sup>1</sup> de valeur, bien sûr, très inégale, mais qui témoignent de la

1. Rappelons ici quelques ouvrages dont compte a été rendu dans la *Revue historique* : La autenticidad de la carta de San Martín a Bolívar, 29 de agosto de 1822, préface de Ricardo Levene, publication de la *Academia Nacional de la Historia*, Buenos-Aires, 1950, in-4°, 170 p., planches ; J. C. J. METFORD, *San Martín, the liberator*, Oxford, 1950, in-8°, viii-454 p., cartes. Sans compter toute une série d'articles, souvent polémiques, dont le plus marquant semble avoir été celui de Gerhard Masera, *The Conference of Guayaquil*, *Hispanic American Historical Review*, vol. XXXI, n° 2, May 1951, p. 189-229. — Il convient

vivacité du culte des héros en Amérique latine et de l'actualité toujours aussi grande des événements de l'Indépendance.

La plus copieuse de ces publications est incontestablement le gros travail collectif publié par l'Académie nationale de l'Histoire argentine. On y trouve d'abord la liste de toutes les manifestations officielles auxquelles la célébration de l'année du Libérateur a donné lieu, tant en Argentine qu'à l'étranger. En ce sens, ce livre sera utile aux historiens futurs de l'Argentine péroniste. Puis vient le corps du travail. Pour sa rédaction, il fut fait appel à une nombreuse et brillante collaboration, panaméricaine et européenne. D'Espagne, de France, de Suède, du Chili, du Pérou, de l'Uruguay, des États-Unis, du Brésil, du Paraguay, de la Bolivie, du Mexique, de Cuba, de l'Équateur, du Honduras et de divers points du territoire argentin, des papiers ont été reçus et centralisés.

On y trouve de beaux spécimens de littérature de monuments aux morts ; les vertus, au demeurant réelles, du Grand Homme y sont chantées sur tous les tons de la gamme héroïque. Des contributions de cet ordre sont plus utiles au sociologue qu'à l'historien. Mais on y trouve aussi de bonnes études (elles sont dues généralement à des plumes argentines) qui éclairent avec beaucoup de patience et d'érudition tel ou tel passage resté obscur de la vie et de l'œuvre du libérateur de l'Argentine, du Chili et du Pérou.

Dans la masse de ce que l'on peut retenir, nous relevons au passage l'étude de Manuel Ballesteros Gaibrois (p. 51-57). Il s'efforce d'expliquer, en maintenant sauf l'honneur du Héros argentin, son brusque changement de fidélité<sup>1</sup>, en 1811-1812. San Martin résilie alors ses fonctions d'officier dans l'armée espagnole pour aller se mettre au service du foyer d'agitation libérale dans son pays d'origine, qu'il avait quitté, pourtant, depuis son adolescence. L'historiographie officielle espagnole ne lui pardonne pas, de coutume, aisément ce qu'elle considère comme une trahison. Sous la plume de Manuel Ballesteros Gaibrois, porte-parole habituel de l'historiographie espagnole officielle, le point de vue est plein d'intérêt. Il montre comment, parfois, pour des raisons tactiques, il peut être utile de faire céder une version officielle devant une autre version officielle, dans l'intérêt supérieur de la volonté systématique de bons rapports que témoigne à l'égard de l'Argentine de Peron l'Espagne de Franco.

D'autres collaborations espagnoles témoignent, par contre (celle de Jaime Delgado, p. 58 et suiv., par exemple), de la persistance d'autres positions officielles de l'historiographie espagnole, les positions antifrançaises, par exemple, moins susceptibles de blesser l'amour-propre argentin. Il est entendu, une fois pour toutes, que les Français et les idées françaises n'ont pas eu le moindre petit morceau d'influence dans les événements hispano-américains du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Et ça n'a jamais, d'ailleurs, convaincu personne.

Une collaboration française, celle d'André Fugier, apporte un point de vue et des données intéressantes sur l'influence napoléonienne dans la pensée et la stratégie de San Martin. Beaucoup d'études traitant modestement de points infimes, en apparence, mais jusque-là peu connus ou inconnus, dus à la plume de R. A. Hum-

d'ajouter à cette liste diverses études publiées dans le dernier numéro reçu du *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, vol. XXIV-XXV, Buenos-Aires, 1950-1951, in-4°, 834 p., planches et index.

1. Cf., à ce propos, notre compte-rendu du livre de J. C. J. Metford.

phreys, Sverker Arnoldsson, Eugenio Orrego Vicuña, Paul Porras Bareneches, Ariosto D. González..., de William Spence Robertson, par exemple, sur l'entrevue de San Martin et d'Iturbide, en 1824, appartiennent à un genre mineur de l'histoire, mais à l'histoire quand même, et pas uniquement à la littérature politique.

C'est également à cette catégorie de solide érudition qu'il faut rattacher les études dues à la plume des historiens argentins (p. 350 et suiv.). Les historiens futurs de San Martin et de l'Indépendance de l'Amérique du Sud devront en tenir compte, car elles apportent sur plus d'un fait demeuré obscur des renseignements précis.

Le tome II, enfin, de cette luxueuse publication, mis en œuvre par Humberto F. Burzio et Belisario J. Otamendi, est consacré à un catalogue richement illustré de l'iconographie et de la numismatique sanmartinienne. Recueil de souvenirs pieusement collectionnés sur le « Héros fondateur » de la grande république sud-américaine.

Témoignage touchant d'un culte dont l'Argentine ne s'est jamais départie depuis un siècle. Les enfants rachètent parfois, généreusement, mais un peu tard, l'ingratitude des pères.

Pierre CHAUNU.

**Benoît-P. HEPNER. Bakounine et le panslavisme révolutionnaire.** Paris, librairie M. Rivière, 1950 ; 320 pages. (Bibliothèque des Sciences politiques et sociales.)

Les cinq essais sur l'histoire des idées en Russie et en Europe que Benoît-P. Hépner a réunis sous ce titre constituent une riche contribution à la connaissance de la personnalité de Bakounine et, peut-être plus encore, à celle des idéologies révolutionnaires et nationalistes en Europe centrale et orientale entre 1815 et 1849.

Le propos de l'auteur n'est, d'ailleurs, pas de faire une biographie de Bakounine, mais d'étudier sa formation et son évolution spirituelles au centre des grands mouvements d'idées qui parcourent alors l'Europe, avant ce long emprisonnement suivi de déportation (1850-1861) qui ont entraîné ce qu'il a appelé lui-même son « naufrage » définitif. L'élaboration de la doctrine anarchiste est postérieure.

L'ouvrage débute par un large tableau des influences françaises en Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, influence qu'élimine peu à peu l'engouement pour les systèmes de Schelling et de Hegel. Le mouvement de 1825 se situe encore, cependant — et par la jeune génération — « dans l'orbe de l'humanisme français » (p. 40)<sup>1</sup>. L'échec des Décembristes les a rejetés vers une philosophie plus vague et prétentieuse ; c'est alors que les premiers slavophiles inclinent vers l'idée d'une Sainte Russie, ayant une mission historique proprement russe à remplir. La gloire toute jeune d'un pays qui a paru, après l'effondrement napoléonien, l'arbitre de l'Europe, et dont la puissance, mesurée imprudemment à ses dimensions, libérait des rêves

1. Il y avait eu, sans doute, Napoléon et la réaction antifrançaise. Mais les nobles libéraux sont restés attachés à un idéal venu d'Occident et, au temps de la France napoléonienne, par le relais des États-Unis, vers lesquels ils reportent leur sympathie. Voir, sur ce sujet, un intéressant article de Evfrosina Dvoichenko-Markov dans *American Slavonic Review*, IX, octobre 1950, p. 162-168. L'ouvrage de Max M. Laserson, *The american impact on Russia 1784-1917*, New-York, 1950, consacre un important chapitre à l'influence des institutions américaines sur la pensée des Décembristes, de Pestel en particulier (p. 115-138).



de grandeur, n'était pas étrangère — ajouterons-nous — à ce messianisme romantique.

Cependant, Michel Bakounine, touché de la grâce philosophique par la lecture d'un opuscule de Venevitinov où apparaissait le reflet de la philosophie transcendante de Kant, Fichte et Schelling, puis introduit dans le cénacle moscovite de Stankévitch, n'est guère préoccupé que de « se former un être intérieur » et discute des conditions du bonheur suprême, exprimant dans ses dissertations un début de révolte très juvénile contre la respectabilité et l'autorité paternelles : passion d'intellectuel peu pressé par les nécessités matérielles ! Bakounine a connu « une vie douce et ouatée » (p. 55) ; il manifeste un conformisme politique commode, et même, « puisant une vie nouvelle » dans Hegel à partir de 1837, il continue, dans sa première étude originale (« Introduction » aux « Discours académiques » de Hegel, 1838), à montrer un total conservatisme, joint à une apologie du « monde allemand » et à une condamnation sans appel des « illusionnistes » français du XVIII<sup>e</sup> siècle. A Berlin encore (1840-1841), il garde les mêmes positions.

Comment expliquer, en 1842, ce passage subit de la droite à la gauche hégélienne, cette manifestation d'un tempérament révolutionnaire qui désormais se déchaîne ? Cette « vocation de la révolte », ce « nihilisme de combat » qui marque la deuxième phase de la vie de Bakounine entre 1842 et 1849 ? La « primarité » de Bakounine, très influençable, réagissant à l'atmosphère allemande des années 40, explique en partie ce retournement. Mais il y a une cause plus profonde, finement analysée par Benoît Hepner : Bakounine n'a subi ni une crise de conscience ni une crise intellectuelle ; il s'agit ici d'une crise de vocation ! La carrière « mystique » de Bakounine ne pouvait satisfaire longtemps, chez cet homme en pleine force (il a vingt-huit ans en 1842), un tempérament qui avait trouvé jusque-là un exutoire dans des discussions théoriques passionnées. Les événements tumultueux d'Allemagne l'emportent dans leur tourbillon, lui permettent de se remuer et d'agir ! Mais il est incapable, par son caractère même, d'élaborer des plans à longue échéance ; il ne peut aller loin vers la transformation de la société ; il assume, dans un monde en devenir dialectique, la mission d'agent de l'antithèse, de la négation, de la destruction (p. 180). Force de la nature qui cherche un point d'application, Bakounine est lancé, désormais, au cœur des événements révolutionnaires ; il saisit comme une balle à la volée les idées-maîtresses de son temps, mais sa vitalité débordante, son amour de l'indépendance, son caractère influençable excluent de son activité comme de sa pensée et la logique et la constance. Ses pérégrinations à travers l'Europe entre 1842 et 1849 accentuent cette instabilité.

La grande idée d'une fédération démocratique des peuples slaves sous l'égide de la Russie se retrouve bien à l'arrière-plan de ses préoccupations ; mais c'est là, étant données la solidité et l'immobilité apparentes du régime tsariste, éventualité d'avenir. Pour l'immédiat, l'espoir des libres démocraties, en Europe orientale, était lié à la révolte des peuples slaves opprimés par l'étranger. Successivement, Bakounine est attiré par le messianisme polonais des années 40, auquel B. Hepner consacre un excellent chapitre (p. 215 et suiv.), puis songe, au Congrès de Prague de 1848, à charger les Tchèques du rôle de promoteurs de la révolution (p. 242). En fait, le Congrès de Prague avait à peine, par la présence de quelques Russes et Polonais, le caractère d'une manifestation panslave, et le nationalisme tchèque, essentiellement antiallemand, ne comportait ni séparatisme, ni panslavisme, ni russisme (p. 251). Il est seulement intéressant de remarquer que le projet de con-

fédération slave élaboré par Bakounine établissait un super-État dictatorial au-dessus d'États égaux en droits. Dans sa doctrine panslave, centrée sur la nationalité, l'État était implicitement admis (p. 300).

La répression oblige Bakounine à fuir et à mener une vie de conspirateur en Allemagne, où il joue un rôle actif dans les événements de Dresde en 1849. Alors s'ébauche en lui la théorie de la révolution absolue, radicale, s'appuyant sur une sévère épuration, et peu à peu se précise la distinction entre l'État et ses cadres oppressifs, d'une part, le peuple opprimé, de l'autre. Le point de vue social l'emporte désormais. Après douze ans d'emprisonnement et d'exil, Bakounine dira que « la question nationale est épuisée par l'histoire » et repoussera définitivement l'idée de l'État.

R. PORTAL.

TABOHASHI KIYOSHI. *Nisshin seneki gaikō shi no kenkyū* (*A diplomatic history of the Sino-Japanese war, 1894-1895*). Tokyo, Tōkō shoin, 1951; in-8°, 4-6-2-569-5 pages. (Publications du Tōyō bunko, A, 32.) Prix : 800 yen.

La première partie est consacrée aux préliminaires et à l'ouverture des hostilités. Ses sept chapitres étudient successivement l'affaire Kim Ok-kjun, la révolte des Tong-hak, l'envoi de troupes chinoises et japonaises en Corée, l'essai de réformes et l'abolition de la suzeraineté chinoise, l'intervention des puissances (Russie, Angleterre, États-Unis), le gouvernement de Pékin et Li Hong-tchang, les premiers combats et la déclaration de guerre, l'accord nippon-coréen du 26 août 1894. La deuxième partie est consacrée aux pourparlers de paix. Ses six chapitres retracent la défaite chinoise, les négociations laborieuses de Hiroshima et de Shimomoseki, avec le meurtre de Li Hong-tchang, les conditions et la ratification à Tche-fou du traité de paix. L'étude est complète, mais l'absence de bibliographie et d'index, le manque d'introduction et de conclusion rappellent son appartenance à un tout laissé inachevé. Ce tout n'était rien moins qu'une *Histoire des relations extérieures du Japon moderne* (*Kindai Nihon gaikoku kankei shi*), entreprise par l'auteur, historiographe de la Restauration (*Ishin*) à l'Université impériale de Tokyo, à la suite de sa mission en Europe (Londres, Paris, etc.) en 1925-1926 et de la riche collection de matériaux qu'il en avait rapportés. De cette *Histoire* a paru la première partie (Séoul, 1930; éd. rev. 1943; du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle au traité russo-japonais de 1855); la deuxième est restée projet; notre ouvrage est de la troisième. Un précis de cette dernière, *Histoire diplomatique de meiji* (*Meiji gaikō shi*, de 1868 à 1910, Tokyo, Iwanami kōza, 1934), avec dix pages (61-70) sur la même guerre, indique sa place dans l'ensemble et la part réservée à la Corée. Cette part est allée grandissant, l'auteur nommé, dans l'intervalle, professeur d'histoire japonaise à l'Université, nouvellement créée, de Séoul. L'attrait des archives Li inexplorées, sa collaboration à la grande *Histoire de Corée* (*Chōsen shi*, Séoul, 35<sup>e</sup> vol., 1938), son édition critique du *T'ong mun hui k'o*, recueil des documents diplomatiques coréens de 1643 à 1881, achevée en manuscrit, mais dont les tomes II et III (Séoul, 1936 et 1937) ont seuls paru, son œuvre maîtresse, l'*Histoire des relations nippon-coréennes modernes* (*Kindai Nissen kankei no kenkyū*, 2 vol., Séoul, 1940), avaient fait de Tabohashi, mort en 1945, à quarante-huit ans, le pionnier et le maître de ces études. Il était donc admirablement préparé à écrire

le pre  
utilisé  
ici po  
aux a  
Wen-  
les ac  
dans s  
en tro  
est d'a  
L'aut  
appuy  
pensal  
de 189  
slaves,  
source  
jourd'  
biograp  
ainsi q

CH'EN  
of C  
G. C

Ce liv  
hilar d  
courte  
politiqu  
une dou  
général.  
tions an  
servent  
est prés  
théorie  
deux ch  
et sur le  
semmain  
tit sur le  
les intri  
seconde  
chef Tsia  
pitres au  
sation, d  
tution de  
2. gouver  
le Consei  
fonctions  
introduit

le présent livre. Revenant sur ses premiers ouvrages et les approfondissant, il y utilise, inédits et imprimés, les textes chinois, japonais et coréens, qu'il assemble ici pour la première fois et cite abondamment. Sa documentation ne se borne pas aux actes officiels de tout genre ; elle s'étend aux journaux privés, tel le *Wong Wen-kong je-ki* de Wong Tong-ho, qui en raniment l'atmosphère et en évoquent les acteurs. Pour 1894, l'anglais de la quadruple intervention du 25 juin est replacé dans son cadre extrême-oriental (p. 248) ; le japonais de l'accord du 26 août tient en trois articles laconiques : le but est de chasser les troupes chinoises, le moyen est d'aider et ravitailler les japonaises, et le caractère est d'être provisoire (p. 338). L'auteur réussit, au prix de beaucoup de soins, à établir la suite des faits en les appuyant chaque fois des preuves écrites qui en restent. C'est là une œuvre indispensable. Elle ne fait pas que renverser la perspective occidentale de cette guerre de 1894, dont les derniers événements ont réveillé l'intérêt (cf., p. ex., *Rev. Ét. slaves*, XXVIII, 1951, p. 209) : les destructions récentes en Corée en font aussi une source. La deuxième guerre mondiale a retardé sa publication. Elle paraît aujourd'hui avec le concours du ministère japonais de l'Éducation nationale. Une biographie de l'auteur, due à M. Suematsu Yasukazu, se trouve en appendice, ainsi qu'une liste de ses publications.

E. GASPARDONE.

CA' IEN TUAN-sheng (Ts' IEN Touan-cheng). *The Government and Politics of China*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, et Londres, G. Cumberlege, 1950 ; in-8°, xviii-526 pages. Prix : \$ 7,50.

Ce livre, publié sous les auspices de l'Institute of Pacific Relations, dresse un bilan du régime de Tsiang Kai-shek. Il comprend vingt-cinq chapitres, plus une courte *Préface* de l'auteur, une élogieuse *Introduction* d'un professeur de science politique à Harvard, vingt-neuf pages de notes, sept appendices de documents, une double bibliographie, étrangère et chinoise, une liste en caractères et un index général. Les trois premiers chapitres (la Chine, sa pensée politique et ses institutions anciennes) satisfont à la mode américaine des généralités préliminaires et servent à l'auteur à préparer son *background*. Tong Tchong-chou (11<sup>e</sup> s. a. C.) y est présenté comme « le grand apôtre de l'Évangile confucéen » dont les autres théoriciens politiques n'ont plus été que les prêcheurs plus ou moins fidèles. Les deux chapitres suivants, sur l'effet de la rencontre et de l'imitation occidentales et sur les tentatives des républicains avant le Kouo-min tang, sont déjà moins sommaires, tout en restant aussi dirigés. L'auteur y porte un jugement rétrospectif sur les premiers révolutionnaires, la « grande Trahison » de Yuan Che-k'ai et les intrigues de Pékin. Les chapitres vi et vii abordent le sujet par une sorte de seconde introduction plus précise où l'on voit s'élever le Kouo-min tang et son chef Tsiang Kai-shek : elle est à la fois narrative et interprétative. Les onze chapitres suivants (viii-xviii) décrivent le système nationaliste : 1. doctrine, organisation, direction ; 2. la « tutelle », *alias* dictature, en principe provisoire (Constitution de 1931, Conseil politique, planification, interférence du Parti et de l'État) ; 3. gouvernement (loi organique, les cinq *guan* ou départements, le président et le Conseil) ; 4. le *guan* exécutif ; 5. l'armée ; 6. la législation (place, composition, fonctions du *guan* exécutif) ; 7. les finances et le budget (avec les changements introduits par la loi de 1937 et par la guerre) ; 8. l'administration ; 9. le *guan* des

Examens et le recrutement civil ; 10. le *guan* judiciaire, la loi et la justice ; 11. le *guan* de Contrôle et son fonctionnement. Nous avons là, pour la clarté, le nombre et le détail, un pendant critique des *Year books* et du *China handbook* nationalistes. Les six derniers chapitres (xix-xxiv) résument les derniers développements : le Conseil Politique du Peuple, quatre fois convoqué de 1938 à 1948 ; la Constitution de 1946 ; le nouveau gouvernement de 1948 et la reconnaissance des partis après 1937. Autant d'espérances trompées, selon l'auteur : le Conseil du Peuple, arraché au Kouo-min tang par la guerre japonaise, reste consultatif ; la Constitution de 1946, malgré ses dispositions libérales (art. III et XII sur l'Assemblée et les élections, le vote des femmes et le cens des minorités allogènes), aboutit pratiquement au gouvernement présidentiel ; les partis augmentent la confusion, qui se réduit par la lutte à mort du Kouo-min tang et des communistes. La conclusion (xxv : *The outlook*) est singulièrement évasive. « ... The Kuomintang Government is still in control of the greater portion of China. I cannot treat in any detail the way in which other parts of China are governed nor can I elaborate on what is in store for the future. This can be done only at a more opportune moment », écrit l'auteur (p. v-vi, 1<sup>er</sup> septembre 1948), toujours professeur à Pékin. Il ne semble pas que la conjoncture l'ait desservi. Son objectivité apparente et réelle et ses qualités éminemment chinoises de la concision lucide et des sous-entendus convenaient à son audience et ajoutaient au poids de sa condamnation : le Kouo-min tang est une faillite. Des trois principes de Sun Yat-sen (1905) : nationalisme, démocratie, socialisme, et des trois étapes de leur réalisation : unification militaire, tutelle politique, représentation populaire, le Kouo-min tang n'a réalisé que les deux avant-dernières. La quête d'une constitution, à laquelle il travaille depuis tant d'années, a pu paraître tragi-comique. Elle éclaire au fond le drame chinois de ce demi-siècle. L'auteur a raison de rejeter comme négative l'œuvre du renversement des Mandchous. Il a tort peut-être de reprocher des tâtonnements qui, dans un monde incertain, n'ont pas excédé en durée les troubles consécutifs à la fin des grandes dynasties. Sans doute, le Kouo-min tang s'est attardé à enterrer le passé et s'est trop hâté d'être xénophobe. Quand, assagi par quarante ans de règne et pressé d'épreuves, il semble avoir voulu se réconcilier, tout lui a manqué : la formation ancienne et l'aide étrangère. Très corrompu, certainement, il est au moins resté chinois. L'auteur le taxe de stérilité idéologique (p. 115). Une forte lacune de son livre est dans le sort qu'il fait, sans y paraître, à l'orientation nouvelle contenue dans *China's Destiny* (cf. *Rev. hist.*, CCIII, avril-juin 1950, p. 252). M. Ch'ien le cite en note, p. 413, hors de propos (cf. p. 123), « for an insight into the character of the man [Tsiang Kai-shek] and the policies he professed ». C'est là un escamotage. Tsiang, d'après Ch'ien, est d'une forte volonté, d'une ténacité et d'une astuce inusuelles, conservateur d'instinct, fermé à l'esprit du temps, sans « intimate contact with people of enlightenment, not to say common people », de plus gâté par le pouvoir absolu (*Ibid.*), et c'est le seul grand homme du parti nationaliste depuis l'élimination de ses rivaux (Hou Han-min et Wang Tsing-wei) et la mort de Sun Yat-sen. Le père de la République n'est pas toujours mieux traité. « Like his adulation of the old system of examination, Sun Yat-sen's concept of the institution of censors also led him to overemphasize it and to see in it the foundations of an additional power... » (p. 262 ; comp. ci-dessus, 9 et 11). Sun Yat-sen n'était pas marxiste : il n'admettait ni matérialisme historique, ni lutte des classes, ni théorie de la valeur du surplus (p. 115). Les « faulty wordings and phrases » de ses instructions ont

pes  
aux  
de l'  
rétro  
« Lik  
pyra  
lui es  
1927  
l'en a  
social  
l'aut  
frayer  
place  
mésal  
divisé  
confor  
naliste  
tial. C  
et qu'  
Sa fos  
rendre

John  
Prin

En é  
s'est p  
jusqu'i  
quelque  
rapport  
Il s'a  
baikal,  
sances  
peu con  
pays ch  
naise, c  
Mais  
des riva  
l'interve  
la varié  
ment la  
cultivate  
catégorie  
dance, q  
rural, l'a  
un malai  
L'inter

posé sur la Constitution de 1946 (p. 324). Il a commis l'erreur capitale de s'allier aux militaires (p. 87. Qu'eût-il pu sans eux?). L'armée est ainsi devenue la base de l'État, contre la tradition chinoise (ici autorité) (p. 177). D'ailleurs, pour être rétrograde, le Kouo-min tang n'a pas laissé de s'édifier en copiant le modèle russe. « Like the Russian Communist Party, the structure of the Kuomintang forms a pyramid... » (p. 119; comp. p. 123, 124), et l'organisation communiste chinoise lui est similaire (p. 365). Le régime du Kouo-min tang a été le parti unique de 1927 à 1937 et la tutelle politique indéfiniment prolongée. Les trois quarts du livre l'en accusent. Au dernier quart, ces deux choses ne sont plus des maux si elles sont sociales et gagnent le support des masses (comp. p. 385 et suiv.). Le réalisme de l'auteur rejoint ici la réalité : le Kouo-min tang s'est effectivement discrédité à frayer la voie à son ennemi. Le parti communiste (p. 363) n'a pas dans ce livre sa place dominante. Le parti nationaliste, lancé dès le début sur une fausse voie, mésallié trois ans à son adversaire (1924-1926), maître de la Chine après 1927, reste divisé et est souvent trahi (il a porté le poids de ces trahisons). Son histoire se confond avec celle des vicissitudes chinoises. C'est donc à travers la Chine nationaliste que l'auteur nous guide. Il est pertinent, incisif, impersonnel, sinon impartial. Ce n'est pas en vain qu'il invoque les traités classiques de Lowell et d'Esmein et qu'il prévient de ce qui l'en sépare (p. v). La clarté du sien est remarquable. Sa formation américaine, ses sympathies russes, sa participation chinoise en rendent la lecture critique extrêmement instructive.

E. GASPARDONE.

John Albert WHITE. *The Siberian Intervention*. Princeton (New-Jersey), Princeton University Press, 1950; 14 × 22 cm., 472 pages, carte.

En étudiant l'intervention alliée en Sibérie entre 1918 et 1920, J. A. White ne s'est pas seulement proposé d'exposer avec objectivité une série d'événements qui jusqu'ici n'ont fait l'objet que de comptes rendus passionnés. Il a voulu écrire, en quelque sorte, un chapitre introductif à l'histoire de la Sibérie soviétique et des rapports internationaux en Extrême-Orient depuis la Révolution d'octobre.

Il s'agit, en effet, non de la Sibérie dans son ensemble, mais des régions (Transbaïkal, Amour, Province maritime) où se sont effectivement affrontés les puissances alliées et l'État soviétique. La Sibérie elle-même aurait, d'ailleurs, bien peu compté aux yeux des alliés, si elle n'avait été la marche septentrionale des pays chinois à propos de quoi s'opposaient, dans l'intervention, la politique japonaise, celles de l'Angleterre et des États-Unis.

Mais l'intérêt de l'ouvrage de J. White ne réside pas uniquement dans l'exposé des rivalités internationales en Sibérie. Un excellent chapitre décrit, à la veille de l'intervention, les trois provinces de l'Extrême-Orient sibérien et met en relief la variété des catégories sociales qui y sont représentées. On imagine trop facilement la société sibérienne comme composée essentiellement de petits et moyens cultivateurs de niveau social à peu près identique. Or, il existait en Sibérie des catégories très nettement privilégiées, pourvues des meilleures terres, et en abondance, qui sont les Cosaques et les anciens colons. L'existence d'un prolétariat rural, l'afflux, à la veille de la guerre, de nouveaux colons désavantagés ont créé un malaise où le bolchévisme puisera sa force.

L'intervention alliée en Sibérie, soldée par un échec, marque un tournant dans



l'histoire soviétique. Les alliés d'hier deviennent les ennemis, mais les ennemis du peuple en même temps que les ennemis du régime. L'intervention, en implantant artificiellement des gouvernements antibolchéviques craints ou méprisés, a pris, en effet, un caractère réactionnaire sur le plan social et a entraîné l'anarchie sur le plan administratif. En face d'alliés divisés dont l'action était synonyme de décomposition, le parti bolchévique apparaissait comme une force organisée, unifiée, populaire. Une force, d'ailleurs, prête, avant même l'intervention, à combattre le capitalisme international sur le sol russe et, conformément aux décisions du Congrès de Bakou, au delà des frontières, dans ses sources asiatiques de puissance. De ce point de vue, l'intervention sibérienne n'est pas simplement un aspect local de la lutte générale entre le gouvernement soviétique et les États capitalistes; elle n'aboutit pas, comme à l'ouest, à une stabilisation; elle est une préface à de futurs développements, en Asie, de la puissance soviétique, servie par les conditions d'existence des peuples jaunes et la faiblesse, désormais révélée, des positions alliées en Extrême-Orient. En laissant face à face Russes et Japonais en 1920, après la chute du gouvernement de Koltchak et le débarquement des troupes tchèques, anglaises et américaines, les États-Unis n'ont fait qu'ajourner ces développements.

R. PORTAL.

**John S. RESHETAR, Jr. The Ukrainian Revolution 1917-1920. A study in Nationalism.** Princeton (New-Jersey), Princeton University Press, 1952; in-8°, x-368 pages.

On n'avait point jusqu'ici, en Occident, d'histoire de la révolution ukrainienne et les curieux devaient se contenter d'études dispersées ou même d'ouvrages de propagande dénués de valeur scientifique. Cette lacune vient d'être comblée par le livre de John S. Reshetar, « lecturer in politics » de l'Université de Princeton. Cet ouvrage, ainsi que l'a si bien dit, dans « la prière d'insérer », Philip Mosely, directeur de l'Institut russe de la « Columbia University », est « a truly pioneer work » qu'il faut avoir lu pour comprendre la complexité des phénomènes révolutionnaires russes. En effet, parmi tous les problèmes de la révolution qui a éclaté en 1917 dans l'ancien empire des tsars, le problème ukrainien est, sans aucun doute, un des plus délicats et où la vérité historique est des plus malaisées à dégager. Et, cependant, il s'agit là d'une des questions cruciales de l'Est européen, car elle touche, d'une part, à l'unité de la Russie et, d'autre part, elle est liée aux problèmes polonais, roumain, tchécoslovaque.

Aussi comprend-on avec quelle curiosité nous avons ouvert le livre de John S. Reshetar, ce premier essai en Occident de l'histoire contemporaine de l'Ukraine, c'est-à-dire d'une histoire particulièrement délicate.

Hâtons-nous de dire que, dans l'ensemble, la lecture de l'ouvrage du savant américain ne nous a pas déçus. C'est un livre d'une tenue scientifique honorable, dont l'auteur — le cas n'est pas fréquent — connaît l'ukrainien et a utilisé une documentation très étendue, puisée principalement aux sources ukrainiennes.

Ces sources sont surtout des mémoires. Or, le danger des mémoires, c'est d'être des plaidoyers qu'il est indispensable de passer soigneusement au crible de la critique, de même que la « documentation vivante », c'est-à-dire les entretiens de l'auteur américain avec les artisans de la révolution de 1917 et, notamment, avec le

regre  
gouv  
mani  
Le  
naiss  
teur,  
et il  
une r  
bien  
nienn  
Les  
tieuse  
subst  
légend  
elles :  
de 19  
histor  
on ne  
surtou  
cette p  
cou (1  
ambas  
nistre  
missai  
Pétrog  
qui ell  
en Ukr  
sultés  
savant  
La p  
John S  
quence  
et la su  
De j  
pas été  
les fait  
John  
le négoc  
qui tra  
des Ha  
Tcherv  
épisode  
cédé à  
ukraini  
tant po  
version  
La fi  
conférer

regretté Dmytro Dorochenko, ancien ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de l'hetman Skoropadskyj et un des leaders du mouvement hetmanien à l'étranger.

Le premier chapitre, préambule au livre de John S. Reshetar et intitulé « La naissance de la nation » [ukrainienne], est, à notre avis, le moins bien venu. L'auteur, manifestement, n'est pas assez bien familiarisé avec le passé de l'Ukraine et il englobe dans ce préambule des personnes et des événements qui n'ont pas une relation directe avec l'Ukraine. Que vient faire ici (p. 37) le sociologue russe bien connu, Maxime Kovalevskij? Certes, M. Kovalevskij était d'origine ukrainienne, mais russe de formation et d'orientation.

Les chapitres II-VI (p. 45-317), le gros du livre, donnent une description minutieuse de la révolution ukrainienne de 1917-1920; il est, au total, pertinent et substantiel. Cependant, cet exposé n'est pas exempt d'inévitables erreurs et légendes basées, d'ailleurs, sur des sources ukrainiennes. Relevons certaines d'entre elles: le tableau que l'auteur trace de la politique française en Ukraine, à la fin de 1917 et au début de 1918 (p. 98-102), ne correspond pas tout à fait à la vérité historique. Si l'auteur n'a pas pu consulter les inédits du Quai d'Orsay — ce dont on ne peut lui tenir rigueur — il aurait pu et dû consulter les imprimés français, surtout la presse périodique de l'époque. Mais John S. Reshetar a préféré baser cette partie de son ouvrage sur les livres de A. Choulguine, *L'Ukraine contre Moscou* (1935), les souvenirs du général Tabouis (1932) et le livre de J. Noulens, *Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919* (1933). Or, M. Choulguine était ministre des Affaires étrangères de la *Rada Centrale*, le général Tabouis haut-commissaire français à Kiev en 1917-1918 et J. Noulens ambassadeur de France à Pétrograd et à Moscou. L'auteur a donc eu recours aux ouvrages de personnes qui elles-mêmes avaient joué un rôle de premier plan dans la politique française en Ukraine. Aussi leurs livres, écrits pour justifier leur politique, doivent être consultés avec les précautions d'usage, ce que nous ne trouvons pas toujours chez le savant américain.

La proclamation de l'indépendance ukrainienne n'a pas été, ainsi que l'affirme John S. Reshetar (p. 111), une réponse à l'invasion bolchevique, mais la conséquence inévitable d'un coup d'État bolchévik à Pétrograd, le 7 novembre 1917, et la suite des négociations à Brest-Litovsk.

*De jure* l'auteur a peut-être raison en disant (p. 152) que la *Rada Centrale* n'avait pas été dissoute par les Allemands, mais en fait — et l'historien doit compter avec les faits — elle a été empêchée de siéger par les troupes allemandes.

John S. Reshetar, en suivant D. Dorochenko, écrit (p. 181-182) que O. Sevriuk, le négociateur principal du traité de Brest-Litovsk, a violé le secret de ce traité qui transformait la Galicie orientale en pays ukrainien autonome dans l'empire des Habsbourg. Mais l'auteur ignore l'article de O. Sevriuk paru dans l'almanach *Tchervona Kalyna* (Lviv, 1933, p. 61-70), qui donne une version différente de cet épisode et accuse M. Liubynskyj, autre délégué ukrainien à Brest-Litovsk, d'avoir cédé à la pression du délégué autrichien von Wisner et de lui avoir remis le texte ukrainien de ce traité. Tant que les documents autrichiens sur cet épisode, important pour l'époque, n'auront pas été publiés, il faudra prendre en considération la version de O. Sevriuk.

La fin du régime de l'hetman Skoropadskyj, ses relations avec l'Entente, la conférence de Jassy (p. 236), toute cette partie est à refaire et nous ne pouvons que

renvoyer le savant américain à notre étude ukrainienne sur l'intervention française à Odessa, parue à Lviv, en 1936, dans la *Litopys Tchervonoï Kalyny*. L'orthographe du nom du consul de France, « Hennot » (p. 235), a dérouté John S. Reshetar, qui l'a trouvé sous la forme de « Henno » dans les écrits inspirés par la propagande ukrainienne ; orthographié « Hainnot » dans l'histoire anglaise de l'Ukraine de W. E. D. Allen (1946, p. 223-224) et, finalement, « Hennot » dans notre étude *L'Ukraine à la Conférence de la Paix* (Paris, 1938). C'est la dernière graphie qui est la bonne, car elle figure dans le *Journal officiel*.

Les forces françaises concentrées à Odessa au début de 1919 étaient-elles vraiment « formidables », ainsi que le dit l'auteur de la *Révolution ukrainienne* (p. 245)? Nous en doutons.

Lypynskyj n'était pas, comme l'auteur le croit (p. 325), un Ukrainien polonisé, mais un vrai Polonais dont la famille était installée en Ukraine depuis des siècles.

On pourrait multiplier ces inexactitudes.

Par contre, on lira avec une attention toute particulière les pages 136-137, où l'auteur analyse les causes de l'échec de la *Rada Centrale*, et on souscrira sans peine à son affirmation qu'en 1917 la nation ukrainienne n'était pas encore « un accomplished fact » (p. 142).

On saura gré à l'auteur d'avoir utilisé avec intelligence pour l'histoire du problème ukrainien à la Conférence de la Paix à Paris, en 1919-1920, les treize volumes de documents publiés par le State Department (U. S. Paris. Peace Conference. Washington, 1947).

Tout en insistant avec raison sur la différence psychologique entre les Ukrainiens de Galicie orientale et ceux de l'ancienne Russie ou, comme on l'appelle maintenant, de la Grande Ukraine, l'auteur, qui, répétons-le, se veut impartial et qui l'est dans l'ensemble, exagère manifestement en qualifiant le traité de Varsovie de 1920, entre Petlioura et Pilsudski, de « one of the most sordid pages in all ukrainian history » (p. 299).

Dans le dernier chapitre de son ouvrage (p. 319-331), John S. Reshetar essaye de dégager quelques vues d'ensemble pour expliquer les raisons de l'échec de la révolution nationale ukrainienne : développement insuffisant du mouvement national ukrainien, absence d'une classe moyenne consciente de sa nationalité ukrainienne, une paysannerie indifférente au point de vue national, une russophilie qui sévissait dans toutes les classes de la nation...

Bien que ces conclusions soient pertinentes et équitables dans l'ensemble, elles gagneraient à être plus nuancées et moins catégoriques.

Sans parler des notes abondantes au bas des pages, notes qui comprennent des indications bibliographiques et critiques, la bibliographie raisonnée placée à la fin du livre (p. 335-347) est très à jour, sauf pour les ouvrages soviétiques, où l'on constate des lacunes. Ainsi, l'auteur aurait trouvé des renseignements importants pour son sujet dans les livres ukrainiens : *Istoriia K. P. (B.) U. o materialakh i dokumentakh*, Istpart, 1933, 2 vol. (Histoire du Parti communiste bolchevik en Ukraine. Matériaux et documents) et dans *Ohliad revoliucii na Ukraïni* (Aperçu de la révolution en Ukraine, 1 volume, le seul paru) de Ivan Koulyk (Kharkiv, 1921). Parfois même, comme pour l'ouvrage de Kostomarov sur *Les deux nationalités russes* (p. 338), l'auteur cite la traduction française défectueuse au lieu de l'original russe. Il serait également exagéré de traiter l'ouvrage russe de P. Mi-

lioukov sur la seconde révolution russe (Sofia, 1921) de « an anti-ukrainian study » (p. 339).

L'index des noms et des lieux, établi avec soin (p. 351-353), termine cet ouvrage, où une excellente carte permet au lecteur de situer les hommes et les événements sur le sol.

En dépit de toutes ces réserves, il faut conclure que la hauteur de vue avec laquelle les questions sont traitées, l'importance des documents produits, la minutie de l'exposé donnent au livre de John S. Reshetar un grand intérêt non seulement pour l'historien, mais pour tout lecteur qui a vécu cette époque chargée d'angoisse.

Qu'il nous soit permis de terminer ce compte rendu par une remarque qui, sous la plume d'un écrivain de langue française, peut paraître prétentieuse : le style diffus du livre tourne parfois à l'obscurité et il n'a pas la vigueur et le dynamisme nécessaires à la peinture d'une période éminemment révolutionnaire.

Élie BORSCHAK.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Histoire générale.** — J. M. ROMEIN. *Apparaat voor de studie der geschiedenis* (Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1952, in-8°, 103 p. ; prix : 3 fl. 90). — La *Revue historique* a déjà signalé (t. CCVI, p. 338) le très utile petit répertoire établi par le professeur Romein, à l'usage des étudiants se destinant à l'histoire. Les lecteurs y trouvent l'indication (avec une explication sommaire) des principaux recueils, manuels et autres instruments de travail qu'ils pourront utiliser. La nouvelle édition représente une mise à jour soignée, avec une présentation encore améliorée.

— R. FENSTRA. *Verkenningen op het gebied der receptie van het Romeinse recht* (Zwoll', W. E. J. Tjeenk Willink, 1950, in-8°, 46 p. — Leçon inaugurale professée à l'Université d'Utrecht le 9 octobre 1950). — Au cours de cette leçon inaugurale, le professeur, après avoir rappelé les conceptions qui, suivant les pays, ont déterminé le retour au droit romain, compare à ce point de vue la France et l'Allemagne. En France, la législation, tant dans les pays dits de droit écrit que dans ceux de droit dit coutumier, s'est progressivement imprégnée de conceptions romaines; en Allemagne, leur introduction, à la fois plus tardive et plus brutale, provoqua un certain trouble.

M. Fenstra se propose d'étudier dans quelle mesure les Pays-Bas se rattachent, sous ce rapport, à l'un ou à l'autre de leurs grands voisins. Il y aura lieu de distinguer les périodes, notamment celle qui précède et celle qui suit la création par les ducs de Bourgogne d'institutions centralisatrices. J. GODARD.

— *Miscellanea Archivistica Angelo Mercati* (Città del Vaticano, 1952, in-8°, xxvii-462 p.). (*Studi e Testi*, 165.) — Les mélanges offerts au préfet actuel des Archives Vaticanes ne contiennent que des articles traitant de questions techniques d'archives : P. 1-19. Ch. Samaran (*Problèmes archivistiques d'aujourd'hui et de demain*) a énuméré les problèmes d'ordre pratique que posent la constitution et la parfaite conservation des archives. Il met en garde contre l'humidité excessive des locaux où elles sont déposées et contre l'effet nocif des rayons solaires. A son avis, les déplacements opérés durant la dernière guerre ont été plutôt malheureux. — P. 21-41. M. Yves Renouard (*Intérêt et importance des Archives Vaticanes pour l'histoire économique du Moyen Age, spécialement au XIV<sup>e</sup> siècle*) signale la richesse des renseignements que fournissent les livres de comptes de la Chambre apostolique sur l'étendue des domaines épiscopaux, leur mode d'exploitation, la main-d'œuvre agricole, la culture de la vigne, le cheptel, etc. — P. 43-49. M. W. Holtzmann (*Paolo Kehr e le ricerche archivistiche per l'Italia Pontificia*) annonce l'achèvement de l'*Italia Pontificia* et donne des indications sur l'état actuel de la publication relative aux autres pays occidentaux. — P. 51-74. M. R. Ritzler (*Die archivalischen Quellen der Hierarchia Catholica*) indique les sources d'après lesquelles



l'ouvrage bien connu d'Eubel a été rédigé. — P. 75-107. M. F. Back (*Annotationes zu den Registern Urbans IV*) s'est imposé la tâche de relever toutes les mentions marginales et autres figurant dans les registres d'Urbain IV. Son étude est dépourvue de conclusion et servira de prélude au *Corpus* des lettres secrètes, d'Urbain IV à Honorius IV. — P. 109-129. M. G. Barraclough (*Minutes of papal letters, 1316-1317*) a trouvé, à la bibliothèque de Gonville et Caius College, à Cambridge, des fragments de suppliques qui portent la mention de scribes et surtout du vice-chancelier. — P. 129-133. M. K. A. Fink (*Poggio-autographen Kurialer Herkunft*) a reproduit des autographes du Pogge, qui n'ont rien de caractéristique ni de personnel. — P. 135-157. M. L. M. Baath (*L'inventaire de la Chambre apostolique de 1440*) publie intégralement cet inventaire qui s'étend sur les années 1378-1440 et classe 282 volumes. — P. 159-168. M. C. Tihon (*Suppliques originales adressées au cardinal-légat Carlo Carafa (1557-1558)*) étudie, au point de vue de la diplomatie, soixante-douze suppliques insérées dans le ms. 3202 des *Manuscrits divers* des archives du royaume, à Bruxelles. — P. 169-199. Le P. de Leturia (*El archivo de la S. Congregacion de negocios ecclesiasticos extraordinarios y la enciclica de Leon XII sobre la revolucion hispano-americana*) fait la lumière sur l'authenticité d'une encyclique importante et en publie le texte. — P. 201-225. M. R. Henggeler (*Die mittelalterlichen Papsturkunden im Stiftsarchiv Einsiedeln*) donne l'inventaire des bulles existant à Einsiedeln, de Victor IV, antipape, à Léon X. — P. 227-261. Le P. Leccisotti (*La tradizione archivistica di Montecassino*) raconte les vicissitudes que subirent, au cours des âges, les collections précieuses du mont Cassin. — P. 263-267. L. Tondelli (*Cenni sull'archivio capitolare di Reggio Emilia*) fournit quelques renseignements sur un inventaire du xviii<sup>e</sup> siècle. — P. 269-279. R. Fiangieri di Candida (*Perdita e ricupero del diplomatico Farnesiano*) reproduit l'index de documents échelonnés entre 1505 et 1542, tels qu'ils sont transcrits dans des registres de caractère administratif; ce qui compensera la perte d'un riche dépôt incendié en 1943. — P. 281-296. J. de Font-Réaulx (*Listes bénéficiales en France et enregistrement des titres de bénéfices*) entend par listes bénéficiales les documents fournissant pour un diocèse la nomenclature des bénéfices, leur valeur et leurs possesseurs. Il met en relief l'importance des taxes fixées pour la dîme aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles, pour celle de 1516 et pour les déclarations faites au xviii<sup>e</sup> siècle. — P. 297-311. M. J. M. Pou Y Marti (*Los Archivos de la embajada de España cerca de la Santa Sede*) décrit rapidement les fonds qui subsistent après les incendies qui détruisirent de nombreux codex. — P. 313-336. M. L. Santifaller (*Das österreichische Staat*) fait connaître la nouvelle répartition des archives consécutive au décret du 28 juillet 1945 et donne une liste des bulles qui y existent, depuis Léon IX à Innocent IV (soit en tout quatre-vingt-dix). — P. 337-361. M. H. Jenkinson (*Archive Developments in England, 1925-1950*) accumule des renseignements sur les archives anglaises dont la répartition a subi des modifications utiles à connaître. — P. 363-374. M. E. Posner (*The college and university archives in the United States*) rend les mêmes services au point de vue des archives des collèges et des universités des États-Unis. — P. 375-382. A. Panella (*Per una guida storica degli Archivi ecclesiastici*) déplore l'absence d'un guide, car les archives ecclésiastiques ont été dispersées de telle façon que les érudits ne savent où les consulter. Il termine par un tableau des archives de la Toscane, de l'Ombrie, de Rome et de la province d'Aquilée. — P. 383-459. Mgr M. Giusti (*I Registri Vaticani e le loro provenienze originarie*) a indiqué l'origine de chacun des 2.200 re-

gistes dits du Vatican qui provenaient de la chancellerie apostolique, de la Chambre apostolique, des secrétaires pontificaux. Son travail méritoire a l'avantage de simplifier la tâche des chercheurs : ainsi, qui veut avoir le texte d'une bulle expédiée par un secrétaire apostolique n'aura qu'à consulter les registres rédigés par l'organisme dont il faisait partie. Il reste à formuler le vœu que la direction des Archives Vaticanes opère, à l'aide du mémoire de Mgr Giusti, la refonte complète de l'utile guide connu sous le nom de *Sussidi per la consultazione dell'Archivio Vaticano*, paru en 1926.

Chanoine G. MOLLAT.

— The American Numismatic Society : *Museum Notes*, IV (New-York, 1950). — Si l'on excepte quelques inventaires de collections, presque tous les articles contenus dans cette excellente publication concernent le monnayage grec ou le monnayage asiatique. D. M. Robinson consacre une étude suggestive à un lot de monnaies provenant de Mégalopolis et caché sans doute au moment où Cléomènes s'empara de la ville. La découverte est importante par la rareté de certaines pièces (tétradrachme de Ptolémée et octadrachme d'Arsinoë Philadelphie) et par la brièveté de plusieurs des émissions qui y sont représentées. L'auteur est frappé par la faible proportion des monnaies de Lysimaque dans ce trésor et en déduit qu'on leur préférerait les pièces lagides, pièces dont la diffusion à Mégalopolis s'expliquerait peut-être par l'aide égyptienne prêtée à cette ville et au Péloponèse contre Cléomènes avant la bataille de Sellasie. A. B. Brett étudie le type monétaire d'Athéna Alkidemos et combat l'opinion soutenue par Svoronos qui reconnaissait à cette effigie une signification politique. A. B. Boyce, à propos d'une monnaie de Gallien frappée à Périnthe, étudie la représentation, si rare en numismatique, du nettoyage des écuries d'Augias. R. I. Nesmith, pour classer les monnaies espagnoles coloniales, suggère de se référer, en attendant les travaux qui permettront d'attribuer, avec une certitude suffisante, les pièces à telle ou telle émission, aux types adoptés pour représenter sur ces monnaies le château de Castille et le lion de Léon ; un exemple de classification accompagne le travail. Un denier omeyyade inédit de 702 frappé à Abarqubâdh, à l'est du Tigre, fait l'objet d'une étude de G. C. Miles ; on ne connaissait jusqu'ici qu'une seule émission provenant de cet atelier monétaire. Les émissions en argent de la Monnaie de Constantinople sous Mahomet II sont classées par W. L. Clark. Enfin, dans un article de méthode, C. H. V. Sutherland met en garde les numismates contre les datations uniquement fondées sur le « style » ; on ne saurait trop l'approuver.

M. FASCIATO-FRÉZOULS.

— J. EBERSOLT. *Constantinople, recueil d'études d'archéologie et d'histoire* (Paris, 1951, in-8°). — Il suffira ici de signaler cet ouvrage, qui se borne lui-même à reproduire par le procédé photographique, sans changements, additions ni corrections, deux importants mémoires et un court article de J. Ebersolt. Mais, comme les références, par une lacune regrettable, n'en sont pas données, il ne sera pas inutile de préciser qu'il s'agit des trois études suivantes : 1) *Sanctuaires de Byzance, Recherches sur les anciens trésors des églises de Constantinople*, publié d'abord en un volume de 163 p. et 24 fig., à Paris (E. Leroux), en 1921. 2) *Mélanges d'histoire et d'archéologie byzantines*, publié d'abord dans la *Revue de l'Histoire des Religions*, 76, 1917, p. 1-128. 3) *Sculptures chrétiennes inédites du Musée de Constantinople*, publié d'abord dans la *Revue archéologique*, 1913, t. I, p. 1-17. Il est évident,

d'autre part, que, dans les réimpressions de ce genre, en plus de la pagination originale de chaque étude ou article, il faut donner une pagination continue, permettant de citer le nouveau volume. Un index commun aux trois études eût pu être placé à la fin du livre.

— Paul PEETERS. *Recherches d'histoire et de philologie orientales* (Bruxelles (Société des Bollandistes : Subsidia hagiographica 27), 1951, 2 vol. in-8°, 336 p. et 310 p.). — Au R. P. Paul Peeters, « senior » des Bollandistes, éminent orientaliste, mort le 18 août 1950, ses confrères, ses amis et ses disciples avaient offert en 1949-1950 deux volumes de *Mélanges*, qui forment les tomes LXVII et LXVIII des *Analecta Bollandiana*. Il avait, d'autre part, accepté de laisser réunir et réimprimer les principaux articles qui ont été, pendant un demi-siècle, comme les jalons de sa longue et brillante carrière scientifique. C'est ce projet que les Bollandistes viennent de réaliser, en publiant avec un soin exemplaire les deux volumes de ces *Recherches d'histoire et de philologie orientales*. La première difficulté qui se présentait était celle du choix : on a très sagement fait d'écarter les articles publiés dans les *Analecta Bollandiana*, pour ne retenir, puisqu'il fallait choisir, que ceux qui étaient dispersés dans d'autres revues ou dans divers recueils, souvent peu accessibles. On saura donc désormais qu'un article du P. Peeters se trouve soit dans les *Analecta Bollandiana*, soit dans les *Recherches orientales*. Une autre difficulté était de déterminer le classement à adopter. L'extrême diversité des sujets traités, le fait aussi que mainte étude intéresse plus d'un domaine de l'orientalisme ou du byzantinisme, rendaient vain tout classement logique. On a donc adopté l'ordre de parution : les trente mémoires ici réunis vont de l'article sur « Saint Barlaam du mont Casius », publié en 1909 dans les *Mélanges de la Faculté orientale de Beyrouth*, à la grande étude sur « Hypatius et Vitalien : Autour de la succession de l'empereur Anastase », publiée en 1950 au t. II des *Mélanges H. Grégoire*. On suit ainsi, de façon vivante, les progrès de la pensée et des recherches du P. Peeters, et le rapide élargissement de son horizon. Et on a pallié l'inconvénient que ce procédé pouvait avoir en dressant deux Index très complets, pour les noms de personnes et pour les noms géographiques. Restait enfin, puisque l'auteur n'était plus là pour diriger lui-même la réimpression, le problème de savoir si l'on respecterait à la lettre la rédaction originale, en s'interdisant tout changement, toute addition. On a bien fait d'écarter cette solution facile. Mais on a bien fait aussi de ne « rafraîchir » qu'avec discrétion le texte primitif, en se limitant à des compléments bibliographiques, signalés en note par des crochets, ou bien à des indications mises par le P. Peeters lui-même dans les marges de ses exemplaires personnels, ou enfin à des références à d'autres études du P. Peeters, notamment à son dernier ouvrage, *Le tréfonds oriental de l'hagiographie byzantine*, paru en 1950. Bref, ces deux volumes, par lesquels le grand Bollandiste semble continuer d'enseigner pour leur plus grand profit ses successeurs, sont un modèle d'hommage rendu à la mémoire d'un savant disparu.

Paul LEMERLE.

— Charles PETRIE. *Earlier diplomatic History, 1492-1713* (London, Hollis and Carter, 1949, in-12, XII-251 p., 9 cartes). — Partant de l'Europe de la fin du xv<sup>e</sup> siècle qui vit, selon lui, débiter la grande diplomatie, l'auteur passe en revue, en vingt-deux chapitres, les principales questions autour desquelles se nouèrent les actions internationales et guerrières : les guerres d'Italie, la querelle de Charles-Quint et de François I<sup>er</sup>, la Réforme, la poussée ottomane, et ainsi de suite jus-

qu'au conflit né de la Succession d'Espagne et au traité d'Utrecht : nous appelons plutôt politique étrangère ce qu'il appelle diplomatie. Le travail est méthodique : aucun événement — alliance, ligue, entrevue — n'est omis. Les données politiques de chaque grand problème sont exposées sur information valable (parfois un peu attardée). Les interférences entre les questions ne sont pas négligées. En somme, bon manuel, limité, bien entendu, à l'Europe, mais fort complet dans ce cadre.

H. DROUOT.

— La deuxième édition des *Essays on Government* de M. Ernest BARKER<sup>1</sup> diffère de la première par l'omission d'une étude sur la Troisième République française, jugée périmée, et par l'adjonction de deux autres ; en outre, celles qui concernent l'histoire du pouvoir royal et du régime parlementaire en Angleterre ont été retouchées. Ces deux dernières constituent, avec un chapitre consacré aux grands hommes d'État britanniques, la première partie ; M. Barker partage le sentiment ordinaire de ses compatriotes quant à l'excellence des institutions politiques de son pays, mais il ne laisse pas de convenir, sans d'ailleurs insister, que les circonstances géographiques et historiques expliquent des évolutions différentes dans d'autres régions, et notamment en France. La seconde partie rassemble des exposés sur la théorie du gouvernement chez Locke, Rousseau et Hume (il s'agit ici du Contrat social), chez Blackstone et chez Burke. Le lecteur français s'attachera sans doute particulièrement à Blackstone et, dans quelque mesure aussi, aux relations de Burke avec ses électeurs de Bristol. La troisième partie éveillera en lui des préoccupations différentes : M. Barker y décrit, en érudit, la théorie de la société dans l'œuvre de saint Augustin et termine par une analyse des notions de Société et d'Église, ainsi que des rapports entre elles.

Georges LEFEBVRE.

— On lira, dans le fascicule LXXI : *Cîteaux-Clément VII*, du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié par A. DE MEYER et ÉT. VAN CAUWENBERGH, qui vient de paraître (Paris, lib. Letouzey et Ané, 1952, col. 961-1216), la fin du très important article consacré à l'Ordre de Cîteaux (40 colonnes pour la période de 1303 à nos jours), au diocèse de Ciudad Rodrigo (16 colonnes), à *Sainte Claire d'Assise*, au monastère de Clairvaux fondé par saint Bernard en 1115, au bienheureux Claude de la Colombière, père jésuite qui fut le prédicateur du duc d'York en 1676 et fut arrêté en 1678 au moment où Titus Oates dénonça le « complot papiste », à treize personnages du nom de Clément dont le pape Clément de Rome, par G. Bardy, Clément II et Clément III, par M<sup>lle</sup> Foreville, Clément IV, Clément V et Clément VI, les deux Clément VII, Robert de Genève, le pape d'Avignon et celui qui fut le successeur d'Adrien VI, par G. Mollat.

M. C.

— H. R. WILKINSON. *Maps and Politic. A review of the ethnographic cartography of Macedonia* (Liverpool, Univ. Press, 1951, in-8°, 366 p., 91 cartes ; prix : 1 £ 10 s.).

— L'auteur a recueilli, reproduit (non en fac-similé, mais en simplifiant, en ramenant à des échelles identiques et en uniformisant les signes conventionnels) et commenté toutes les cartes publiées de 1730 à 1947 et se rapportant à la division ethnographique de la Macédoine. On se doute bien, dès le début, que peu de ces cartes se ressemblent. Cependant, un trait général domine : l'extension du peuple bulgare est, jusqu'en 1909, nettement prédominante et exclut à peu près les Serbes. C'est Cvijic qui, à cette date, fait remarquer que l'on a toujours incorporé

1. *Essays on Government*. Oxford, Clarendon Press, 1951, in-8°, VII-304 p. ; prix : 25 s.

les Macédo-Slaves aux Bulgares, à cause d'indéniables ressemblances de langage, alors que tous les faits historiques, folkloriques, culturels, les rapprocheraient plutôt des Serbes ; ils doivent donc, ou être affectés d'un signe particulier, ou être réunis aux Serbes. On sait que cette dernière thèse influa sur les frontières fixées lors des traités de 1913 et 1919 : exemple du rôle que jouèrent les cartographes dans le dessin des nouvelles limites de l'Europe et même dans les tendances de la diplomatie. Inversement, au cours des *xix<sup>e</sup>* et *xx<sup>e</sup>* siècles, les cartographes se firent souvent les instruments (inconscients?) des ambitions politiques des souverains. Ainsi, cartographie et politique extérieure sont à tel point mêlées, dans un pays où les données scientifiques sont si fuyantes, que ce recueil de cartes ne nous éclairera en rien sur les modifications qu'a pu subir au cours du siècle la répartition des peuples, mais est, au contraire, du plus puissant intérêt pour illustrer la représentation que se faisaient des Balkans les hommes politiques aux traités d'Andrinople, de San Stephano ou de Neuilly. L'intellectuel ne le lira pas sans une certaine mélancolie : lorsqu'on voit un incontestable savant comme Cvijic fermer les yeux sur les divisions intérieures des Serbes, mais isoler en Albanie des « Serbes orthodoxes de langue albanaise » et des « Serbes albanisés », introduisant ainsi un concept d'origine historique (alors que le reste de sa carte est fondé sur des divisions linguistiques) afin d'augmenter l'importance apparente des Serbes, on se demande vraiment si, dans ces Balkans, les géographes n'auraient pas eu mieux à faire qu'à remplir les fonctions, cyniquement réservées par Frédéric II aux diplomates, de trouver des justifications aux annexions ou aux projets d'annexion.

— *L'aménagement de l'espace : planification régionale et géographie* (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, n° 32). Recueil d'études par J. GOTTMANN, A. SESTINI, O. TULIPPE, E. C. WILLATTS et M. A. VILA (Paris, Colin, 1952, in-8°, 140 p.). — Absolument indépendante de tout principe dirigiste, la planification régionale (les Italiens préféreraient « territoriale ») est un antidote de la trop grande centralisation et paraît nécessaire soit dans les régions en déclin appauvries ou sinistrées, soit dans des pays « congestionnés » par une trop forte prospérité. Elle nécessite la collaboration de nombreux spécialistes dont les travaux aboutissent à la synthèse de l'*urbanisme* défini ainsi : « l'Ordonnance de la meilleure utilisation de l'homme sur la Terre ». Le géographe est particulièrement qualifié à la fois pour faire les enquêtes préliminaires dans un cadre aussi restreint que possible (la commune) et pour opérer la synthèse entre les travaux des spécialistes. A condition, ajouterons-nous, qu'il soit nanti d'une solide culture historique qui lui permette de comprendre le *pourquoi* de l'état actuel des choses. Des exemples régionaux étudient le problème en Italie, en Angleterre, au Venezuela, et surtout en Belgique, où le travail est effectué par de nombreux « licenciés en géographie » et coordonné par un de leurs maîtres. Cet ouvrage intéressera les historiens qui saisiront sur le vif un des courants actuels de la pensée « de l'espace », apprécieront les évocations des tentatives et projets anciens (Vauban et même Philippe II), mais seront moins affirmatifs et plus nuancés que l'un des auteurs, qui fait de la construction des bastides « languedociennes » un exemple de planification d'inspiration royale et stratégique.

André MEYNIER.

— LÉON SCHICK. *Une nationalisation au XVI<sup>e</sup> siècle : les Fugger en Hongrie*, dans *La Banque* (Paris, 1951, 8 p.). — M. Schick n'est pas historien de profession ; mais il n'est pas non plus un amateur, à preuve cet excellent article qui sera utile à tous



ceux que passionnent le xvi<sup>e</sup> siècle et l'histoire économique. M. Schick s'y révèle bon connaisseur des choses du xvi<sup>e</sup> siècle, qui représente pour lui le « grand siècle » européen.

Cette mise au point sur les Fugger n'est pas le résultat d'un travail d'archives... mais elle est très précieuse parce que nous manquons en France de travaux sur les Fugger ou de traductions des ouvrages allemands qui en traitent. Or, M. Schick a lu toutes les publications allemandes relatives au sujet et notamment les plus récentes.

L'accent porte sur les mines de cuivre et de plomb argentifère situées dans le nord de la Hongrie du xvi<sup>e</sup> siècle (c'est-à-dire la Slovaquie actuelle) que les Fugger ont exploitées de 1494 à 1525, puis de 1527 à 1546. Ces mines auraient produit 13.220 tonnes de cuivre de 1494 à 1525 et 13.750 tonnes de 1526 à 1539, sans compter un certain nombre de tonnes d'argent. Après un premier traitement effectué sur place, un raffinage beaucoup plus poussé était opéré dans une usine fortifiée, la *Fuggerau*, située à Villach en Carinthie. De là le matériel de guerre pouvait descendre vers l'Italie par le col de Tarvis. En 1525, la noblesse hongroise contraignait le roi à nationaliser les mines et à interdire aux étrangers toutes les fonctions publiques. La revendication de la noblesse avait coïncidé avec une grève des mineurs demandant une augmentation de salaires. Jacob Fugger, qui avait l'entière confiance des Habsbourgs, put mobiliser en sa faveur l'électeur de Saxe, Clément VII, et Charles-Quint lui-même, qui interdit dans ses États l'achat des métaux hongrois. De plus, en 1526, le roi de Hongrie fut tué en luttant contre les Turcs et Ferdinand de Habsbourg lui succéda. Les Fugger retrouvèrent leurs mines jusqu'en 1546, date à laquelle les Turcs occupèrent la Hongrie tout entière.

L'étude de M. Schick a non seulement l'intérêt de nous rappeler ces événements, mais aussi de nous inviter à réfléchir sur l'importance du cuivre à l'époque, puisque le matériel de guerre était en bronze... et aussi beaucoup d'œuvres d'art.

J. DELUMEAU.

— Une initiative heureuse des Archives nationales. On sait qu'on y a créé en 1949 une sous-section des Archives économiques, ayant pour objet de sauver de la destruction les archives d'entreprises. Voici que l'un des fonctionnaires les plus actifs de ce service, M. Bertrand Gille, a mis sur pied un *Bulletin* ronéotypé dont le n° 1 porte la date du 1<sup>er</sup> janvier 1953, et l'on y trouve, en dehors d'un article de M. E. LÜCKY sur *La République de Calvin et l'essor de la banque protestante en France de la Révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*, des documents précieux : l'état numérique de la série AQ des Archives nationales ; la série AD XXI des Archives nationales (rapports aux assemblées générales des sociétés commerciales) ; puis des recherches sur l'organisation bancaire en France au xix<sup>e</sup> siècle. Nous souhaitons vivement que continue et se consolide (par la forme imprimée) le dit *Bulletin*.

A propos de la série AD XXI, il serait utile de rechercher ce que sont devenus les papiers (imprimés et autres) de l'Institut scientifique de recherches économiques créé par M. Charles Rist, rue Michelet. C'est notre confrère Henri Lemaître qui avait eu l'idée de ce groupement. L'Institut n'existe plus. Où sont les papiers ?

Georges BOURGIN.

— *The works and correspondence of David Ricardo*, edited by Piero SRAFFA, with the collaboration of M. H. DOBB. Vol. V : *Speeches and evidence*. Vol. VI : *Letters*,

1810.  
Lettres  
XLV-35  
La m  
déjà si  
se lui  
notices  
— la p  
et aux  
senta  
ciers e  
difficil  
précéd  
suivant  
miste,  
œuvre,  
cussion  
Mill, M  
ces qua  
toutes  
princip  
lement  
mique.  
fection

— J.  
Rijn (R  
a valu à  
terdam,  
l'établis  
Sous l  
pour pr  
européen  
rappelé  
pliquée  
l'Ancien  
Vienne.  
Après 18  
leurs hor  
commerc

— All  
des gran  
aris et n  
S. N. C. I  
la route

1. Cf. R

1810-1815. Vol. VII : *Letters, 1816-1818*. Vol. VIII : *Letters, 1819-1821*. Vol. IX : *Letters, 1821-1823* (Cambridge, University Press, 1952, in-8°, 5 vol., xxxix-524 p., xii-353 p., ix-387 p., ix-400 p., ix-401 p., 6 pl. ; prix : 24 s. chaque volume). — La monumentale édition des œuvres complètes de D. Ricardo, dont la *Revue* a déjà signalé les premiers volumes<sup>1</sup>, a été achevée avec une admirable rapidité et il ne lui manque plus qu'un volume complémentaire qui contiendra les tables et des notices biographiques. Le cinquième volume est consacré aux discours de Ricardo — la plupart prononcés à la Chambre des Communes où il siégea de 1819 à sa mort, et aux travaux de laquelle il participa activement — et aux dépositions qu'il présenta devant des Commissions parlementaires d'enquête sur les problèmes financiers et monétaires. Ces textes n'avaient jamais été réimprimés et étaient assez difficilement accessibles. Ils sont édités avec le soin parfait qui caractérisait les précédents volumes et sont accompagnés de nombreuses notes. Les quatre volumes suivants nous donnent dans l'ordre chronologique la correspondance de l'économiste, de 1810 à sa mort, ensemble d'un haut intérêt pour la compréhension de son œuvre, car la plus grande partie en est consacrée à des échanges d'idées et à des discussions avec d'autres économistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier James Mill, Malthus, J. R. McCulloch, H. Trower, Jean-Baptiste Say. Nous trouvons dans ces quatre volumes un total de 555 lettres, dont 317 étaient inédites (en particulier toutes les lettres de Ricardo à J. Mill). Les séries de lettres échangées avec les principaux correspondants de Ricardo ont pu être reconstituées presque intégralement. Il s'agit donc d'une contribution majeure à l'histoire de la pensée économique. Bien entendu, ces volumes, comme les premiers, se distinguent par la perfection scientifique de l'édition et le caractère impeccable de la présentation.

François CROUZET.

— J. RATTÉ. *De Nederlandse doorvoerpolitiek en de vrije vaart op de internationale Rijn* (Rotterdam, Donker, 1952, in-8°, xvi-212 p., 1 carte h. t.). — Ce livre, qui a valu à son auteur le titre de docteur de l'« Economische Hoogeschool » de Rotterdam, retrace l'histoire d'une importante conquête du libéralisme économique : l'établissement de la libre navigation sur le Rhin inférieur, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sous l'Ancien Régime, les Pays-Bas tiraient parti de leur situation géographique pour prélever des droits de transit sur les marchandises utilisant le grand fleuve européen, qui gagne la mer en traversant leur territoire. L'auteur, après avoir rappelé brièvement l'évolution antérieure, s'attache à étudier la législation compliquée établie après 1815 où se mêlent des traditions particularistes héritées de l'Ancien Régime et des principes de droit international, affirmés au Congrès de Vienne. Sous la pression de la Prusse, les Pays-Bas durent assouplir le régime établi. Après 1830, la concurrence d'Anvers et l'influence du libéralisme anglais amenèrent leurs hommes d'État à adopter une attitude de plus en plus favorable à la liberté commerciale.

J. G.

— Albert DULUC. *Le Mont-Cenis. Sa route, son tunnel. Contribution à l'histoire des grandes voies de communications* (Paris, Hermann et C<sup>ie</sup> ; Conservatoire des arts et métiers, t. XLIII, 1952, in-8°, 151 p.). — M. Duluc, sous-inspecteur à la S. N. C. F., est un technicien qui explique les conditions de pente et de climat pour la route du Mont-Cenis, le tracé et le forage du tunnel du Fréjus. Mais, auditeur

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCVIII, p. 352.

assidu de M. Georges Friedmann, il est aussi un historien. Non seulement son livre, doté d'un appareil bibliographique, de notes infrapaginales et d'un tableau chronologique, illustré d'une carte, se conforme aux meilleures méthodes de travail scientifique, mais encore il réussit à concilier des qualités contradictoires : précision, pittoresque et largeur de vues.

Précis, en effet, les détails sur les projets successifs, les conceptions des divers ingénieurs, en particulier de Sommeillier, les conditions de vie des ouvriers, les aspects politiques et financiers de l'entreprise. Pittoresques le récit de l'inauguration des travaux en 1857 et celui de la mise en service en 1871. Ironiques, les allusions aux préjugés de l'époque. Pathétiques, les émotions de l'animateur Sommeillier ou de ses humbles collaborateurs qui épient le moment de la rencontre des deux colonnes de « voyageurs au centre de la terre ». Mais l'auteur sait élever le débat : pour lui, cette entreprise n'est « qu'un épisode particulier de l'histoire des grandes voies de communication » (p. 142) et même n'est qu'un exemple de l'histoire des techniques : souvent « les savants et les humbles chercheurs... font mûrir le fruit, mais n'ont pas le bonheur de l'amener à maturité » (p. 60).

Robert SCHNERB.

— H. ISNARD. *La vigne en Algérie, étude géographique*. T. I (Gap, Ophrys, 1 vol. in-8°, 276 p., 2 cartes et 3 pl. phot. h. t.). — Le dessein de l'auteur est de discuter le « dogme admis » de la vertu colonisatrice de la vigne. Dès l'avant-propos, il nous avertit de ses conclusions : grand rôle au XIX<sup>e</sup> siècle, achevé aujourd'hui. Le premier volume ne nous permet pas encore de suivre la démonstration : il comprend d'abord trois chapitres substantiels, mais non exempts de longueurs, sur les conditions géographiques de cette plante (climat, sols, parasites) : le plus original est le dernier, mais, assez curieusement, l'auteur réserve pour la suite l'histoire de la lutte contre ces parasites. La partie historique est seulement amorcée, d'ailleurs de façon très pittoresque, par des descriptions de la vigne dans l'antiquité (Carthage et Rome), pendant laquelle elle fut, à deux reprises, le résultat d'une colonisation ; et à l'époque musulmane, où on la planta et on l'utilisa, même pour le vin, avec beaucoup plus d'intensité qu'on ne le dit couramment.

L'ensemble, malgré quelques accumulations de détails superflus, se lit avec agrément ; mais ce n'est, en somme, qu'une introduction au problème crucial qui sera traité dans le second volume.

André M.

— Jean HALPÉRIN. *La Notion de Sécurité dans l'Histoire économique et sociale* (extrait de la *Revue d'histoire économique et sociale*, 1952, n° 1, in-8°, 18 p.). — Les lecteurs de la *Revue historique* savent quel beau livre M. Halpérin, Privat-docent à l'Université de Zurich, a consacré au problème des assurances (*Les assurances en Suisse et dans le monde. Leur rôle dans l'évolution économique et sociale*; compte-rendu, *Rev. histor.*, t. CCVII, 1952, p. 135). Dans une communication faite au IX<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, le 29 août 1950, l'auteur marquait avec force l'importance du sujet qu'est cette Notion de Sécurité, laquelle engendre deux formes d'organisation : l'assurance et la solidarité. Ainsi à « l'économie du risque » qu'est le capitalisme répond le souci de la sécurité sociale. Tandis que le mercantilisme apparaît comme « une politique volontariste de puissance et de sécurité » tout à la fois, le capitalisme, lui, « aventure au départ », se mue en « sécurité à l'arrivée », sécurité pour lui-même d'abord, mais aussi pour ceux dont il accroît l'insécurité. M. Halpérin croit que l'histoire économique et

sociale, que l'histoire même des civilisations tirerait le plus grand profit d'un examen approfondi du dit problème, à la condition qu'il soit posé sur le plan le plus vaste.

R. S.

— Parmi les conséquences inhumaines des guerres — de toutes les guerres — et particulièrement des guerres mondiales du  $xx^e$  siècle figure un phénomène de carence juridique aux effets pratiques multiples et désolants, l'« apatridie ». La Déclaration universelle des droits de l'homme l'a condamnée, mais elle existe, et les législations nationales de plusieurs pays en tiennent compte. Le Secrétariat général des Nations-Unies a reçu mission du Conseil économique et social de préparer l'élimination de cette tare internationale, sur laquelle on consultera une *Étude sur l'apatridie* (Nations-Unies, vente chez A. Pedone, Paris, in-8°, XII-192 p.).

— Le dernier fascicule paru des « Grands éducateurs socialistes » que publie M. Maurice DOMMANGET est consacré à *Francisco Ferrer* (Paris, Éditions S. U. D. E. L., 1952, in-12, 48 p.). M. Dommanget y raconte, objectivement, la vie — et la mort de Ferrer — cette mort, en 1909, qui souleva, dans les milieux syndicalistes et anarchistes, un mouvement aussi violent que l'exécution de Vacco-Vanzetti. L'analyse et la critique des idées de Ferrer en matière éducative sont faites avec le soin qui caractérise tout ce qui sort de la plume de M. Dommanget.

G. BN.

**Antiquité.** — Carl Otfried MULLER. *Briefe aus einem Gelehrtenleben (1797-1840)*. Bd 1 : *Die Texte der Briefe*. Bd 2 : *Erläuterungen* (Berlin, Akademie-Verlag, 1950, 2 vol. in-8°, 1-389 p. + XII-223 p.). — La correspondance publiée dans le premier volume de cet ouvrage s'étend sur une période de vingt-quatre ans (1816-1840) ; elle renferme surtout des lettres adressées à des amis, à des maîtres et à des confrères de l'auteur ; c'est l'illustration précieuse et vivante d'une carrière vouée principalement à la science et à l'amitié. Le deuxième volume contient une liste des travaux le plus souvent signalés dans ces lettres et présente de nombreux et très utiles commentaires, suivis d'un index.

— *Apollodoro Biblioteca* (Buenos-Aires, Casa Editora « Coni », 1950, 196 p.). — L'Institut d'histoire ancienne et médiévale de la Faculté des lettres de Buenos-Aires publie sous ce titre une traduction de la Bibliothèque du Pseudo-Apollodore. Un avertissement du professeur A. Freixas, directeur de cet Institut, rappelle les travaux dont on s'est servi pour la rédaction du présent ouvrage : édition de R. Wagner, dans la collection Teubner ; édition et traduction de J. G. Frazer ; édition Didot des *Fragmenta Historicorum Graecorum*, etc. Un index établi avec le plus grand soin accompagne cette traduction.

— Bruno LAVAGNINI. *Studi sul romanzo greco* (Messine-Florence, Casa editrice G. d'Anna, 1950, 1 vol. in-8°, XXIV-227 p., 2 pl. h. t. ; prix : 1.200 lire). — M. Lavagnini consacre au roman grec une série d'études, dont la plus importante a pour sujet les origines de ce roman. L'auteur définit d'abord les traits essentiels de la conscience grecque aux temps hellénistiques : déclin de l'esprit civique et progrès de l'individualisme, dans lequel le sentiment de l'amour tient une place capitale ; à cet individualisme grandissant se rattache aussi la passion effrénée de l'érudition qui caractérise cette époque. Telles sont les conditions qui ont rendu possible l'ap-

parition du roman grec ; la matière en a été puisée surtout dans de vieux mythes, auxquels on infusa un esprit nouveau, et dans des légendes locales demeurées jusqu'alors étrangères à toute élaboration littéraire. Le riche patrimoine de ces mythes et de ces légendes, qui avaient inspiré l'épopée et la poésie lyrique avant d'être portées sur le théâtre, fut alors considéré sous une lumière nouvelle ; on en bannit tout sentiment d'héroïsme et de piété et on l'adapta à la « médiocre humanité » de l'âge hellénistique : Achille, par exemple, intéressa davantage par ses rapports avec Polyxène et la reine des Amazones que par sa force invincible ou le tragique destin de sa brillante jeunesse ; dans l'œuvre d'Apollonios de Rhodes, c'est la passion de Médée qui forma l'élément central de la geste des Argonautes. L'auteur étudie de façon très détaillée ces légendes locales dans les différentes régions du monde hellénistique ; puis, il montre comment se réalisa le passage de la légende au roman. Il conclut que le roman grec, comme l'expliquent fort bien ses origines, est toujours un « roman historique », dont les épisodes sont projetés dans un passé lointain et confus, et où la réalité contemporaine et humaine n'est pas directement étudiée. — A cet important et pénétrant article, M. Lavagnini en a ajouté plusieurs autres, beaucoup plus brefs, concernant le roman satirique et les *Métamorphoses* d'Apulée ; la patrie de Xénophon d'Éphèse, etc.

— G. F. HILL. *Sources for greek history between the persian and peloponnesian wars*, nouvelle édition par R. MEIGGS et A. ANDREWES (Oxford, Clarendon Press, 1 vol. in-8°, xx-426 p. ; prix : 30 s. net). — G. F. Hill avait fait paraître en 1897 la première édition de cet ouvrage, qui devait être réimprimé quatre ans plus tard. Une nouvelle édition a été rendue nécessaire par les progrès dont l'épigraphie bénéficia depuis 1907 : c'est de cette tâche que MM. Meiggs et Andrewes se sont acquittés avec une diligence fort méritoire. Les deux tiers environ du livre (p. 1-283) sont consacrés aux sources littéraires ; ensuite sont signalées les sources épigraphiques, d'abord celles qui proviennent de l'Attique, puis celles qui sont étrangères à ce pays (p. 284-327), et les sources numismatiques (p. 328-339). L'ouvrage renferme aussi d'importants et précieux *indices*, concernant l'histoire extérieure et l'histoire intérieure d'Athènes, son empire, les diverses autres parties de la Grèce, et mentionnant les noms de personnes, de villes et de peuples ; enfin, les auteurs ont dressé la liste des archontes athéniens de 481 à 402, celle des stratèges de 441 à 429-428 et celle des *phoroi*, rangés par district, de 453 à 431 ; cette dernière liste est elle-même complétée par un index.

— Jacques PIRENNE. *Civilisations antiques* (Paris, Albin Michel, 1951, 1 vol. in-8°, 462 p., 72 fig., dont 16 pl. h. t., 7 cartes ; prix : 1.200 fr.). — M. Pirenne étudie successivement la civilisation de Sumer, celle de Babylone, celle qu'il qualifie d'égéenne et dont il distingue — à la différence de Glotz — la civilisation « achéenne », enfin les « origines de la civilisation grecque » du XII<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle. Appuyé de nombreuses références, copieusement illustré et semé d'ingénieuses remarques, cet ouvrage rendra maints services. L'auteur met ainsi en relief la richesse, l'éclat littéraire et le caractère relativement « démocratique » de la civilisation sumérienne au temps de son apogée, les aspects changeants de la civilisation babylonienne, d'abord « seigneuriale », puis graduellement pénétrée d'individualisme, enfin marquée par une renaissance du régime seigneurial dans les domaines d'un sacerdoce qui détient, avec la « bourgeoisie », le monopole de la culture scientifique. M. Pirenne expose fort bien les traits essentiels de la civilisation crétoise,



la modestie de ses débuts, la splendeur de sa période « féodale », les progrès de la monarchie, de la centralisation et de la puissance économique et navale, dont l'apogée date du  $xv^e$  siècle ; il s'étend plus longuement encore sur la civilisation achéenne, sur les résultats des invasions venues du Nord et aboutissant au règne de l'aristocratie conquérante, qui brisera le pouvoir des souverains minoens, et il montre la civilisation de Mycènes continuant celle de la Crète, sans jamais l'égaliser, d'ailleurs, en charme et en grâce. Près de la moitié du livre, enfin, traite des origines de la civilisation grecque, dont l'auteur retrace avec soin le développement au cours des cinq cents ans compris entre l'invasion dorienne et le  $vi^e$  siècle ; il insiste à bon droit sur la défaite infligée à l'aristocratie, longtemps si forte, par les classes industrielles et commerçantes et la tyrannie ; le dernier chapitre examine les transformations religieuses, artistiques, littéraires et philosophiques dont le monde grec fut le théâtre jusqu'au milieu du  $vi^e$  siècle.

Dans son ensemble, cet ouvrage est fort clair, judicieux et d'une lecture agréable. On hésitera, il est vrai, à en admettre toutes les assertions. Est-il légitime, par exemple, de faire remonter au  $xiv^e$  siècle le synécisme athénien (p. 249, 297) ? L'auteur voit dans les Agides des princes d'origine achéenne et attribue aux Euryptides une « ascendance dorienne » (p. 272) ; or, cette question est insoluble dans l'état actuel de notre documentation (cf. P. Roussel, *Sparte*, p. 34-35 ; E. Cavaignac, *Sparte*, p. 10). — Il est assez risqué d'attribuer sans hésiter la *Théogonie* à Hésiode (p. 321), et il est abusif de qualifier de « démocratique » (p. 389-390) le régime de la tyrannie, qui se borna à ruiner la prépondérance de l'aristocratie sans livrer le pouvoir au Dèmos. — La date de la tentative de Cylon ne semble pas aussi rigoureusement établie que l'affirme l'auteur (p. 391) ; il en est de même de celle à laquelle eut lieu la première guerre de Messénie (p. 407 : voir les indications beaucoup moins catégoriques de Glotz et Cohen, *Hist. gr.*, I, p. 345, et le silence prudemment observé à cet égard par P. Roussel (*Sparte*, p. 41). — Les « dynasties » de Phères et de Pharsale ne furent pas seules à exercer en Thessalie une autorité fort étendue (p. 408) : il eût également convenu de mentionner ici les Aleuades de Larissa. — M. Pirenne se proposant de mener jusqu'au milieu du  $vi^e$  siècle son examen de l'activité littéraire en Grèce (p. 440-445), une certaine place devait être réservée à l'œuvre poétique de Solon. — On a le droit de s'étonner que la bibliographie relative à Thalès de Milet (p. 446, n. 1) ne cite point l'étude capitale d'Abel Rey, *La jeunesse de la science grecque*. — Il eût été strictement équitable de rappeler la collaboration de Robert Cohen à l'importante *Histoire grecque* de Glotz et de signaler d'autres histoires générales de la Grèce. — Il est permis de regretter, enfin, que l'auteur n'ait pas joint à son très utile ouvrage une bibliographie d'ensemble et un index.

Paul CLOCHÉ.

**Histoire coloniale.** — W. Ph. COOLHAAS. *Van koloniale geschiedenis en geschiedenis van Indonesië, van historici en taalamtbenaren* (La Haye, Nijhoff, 1951, in-8°, 25 p.) (Extrait des *Bijdragen tot de taal-, land- en volkenkunde*, Jubileum-nummer 1851-1951.) — Ces quelques pages ont pour but de dresser un tableau des ouvrages consacrés depuis un siècle à l'histoire de l'Indonésie. Selon l'auteur, les historiens néerlandais de la colonisation ont travaillé trop longtemps en se laissant diriger par des conceptions purement européennes, tandis que les fonctionnaires du corps des interprètes étudiaient dans les textes anciens la civilisation indonésienne sans la rattacher suffisamment à l'histoire générale. Depuis une trentaine d'années seu-

lement, un effort a été tenté pour réaliser la synthèse indispensable. Des progrès ont été faits, mais l'œuvre accomplie peut encore être poursuivie.

J. G.

— C'est un travail précieux que celui de M. Abelardo DE UNZUETA, *Historia geografica de la Isla de Fernando Poo* (Madrid, Instituto de Estudios Africanos, 1947, in-8°, 496 p., ill.). Selon qu'on se réfère à la couverture ou à la page de garde, il serait une histoire géographique ou une géographie historique de l'île de Fernando Po. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage réunit une énorme documentation, présentée sous forme de fiches faciles à consulter.

Le premier chapitre reprend toute l'histoire de la découverte de la côte occidentale de l'Afrique depuis l'antiquité. Cartes, chronologie critique, bibliographie, rien n'y manque. Suit l'histoire des relations hispano-portugaises jusqu'au traité d'El Pardo (1778), puis celle des interventions anglaises, liées surtout à la répression de la traite. Les chapitres IV à VIII étudient l'activité de l'Espagne : occupation, missions catholiques, relations avec l'extérieur, colonisation, histoire urbaine de la ville de Sainte-Isabelle. En appendice, une chronologie, les textes des traités, une bibliographie considérable.

— Le premier tome de l'*Historia economica e social da expansao portuguesa* de M. Vitorino Magalhaes GODINHO (Lisbonne, Terra, 1947, in-8°, 148 p., ill.) est consacré au Maroc. C'est une étude très originale et fort intelligente de géographie historique. L'effort de l'auteur pour décrire les paysages et les genres de vie du passé, en s'appuyant aussi bien sur les sources anciennes que sur les observations récentes des géographes aboutit à un tableau neuf et vivant, que de nombreuses cartes analysent.

— Que dire de la *Route Impériale* (Bruxelles, Office de Publicité, s. d., in-8°, 135 p.) de M. Albert FRANÇOIS? Ce récit d'un voyage d'Anvers au Congo, lesté d'une bibliographie où les livres de M. Henri Bordeaux voisinent avec ceux de M. Gaston-Martin, recherche surtout l'expression littéraire. S'il est fâcheux que l'auteur ait laissé passer des coquilles comme « Au temps où les atlas chenus de l'autre siècle désignaient notre empire africain par ces deux mots : *Terrae Incognita* », on peut espérer que les lecteurs apprécieront l'effort poétique, dont nous citons au hasard un des produits. Il s'agit de l'arrivée au Sénégal : « Haut dans le ciel, le soleil rassemble toutes les flammes de l'enfer. Déchaînés, ses rayons explosent, deviennent des buissons d'épines de feu qui éclatent à leur tour au-dessus d'une mer vénéneuse dont la surface bout sous une lourde épaisseur d'étincelles. »

— Colonel JUSTINARD. *Un grand chef berbère. Le caïd Goundafi* (Casablanca, Éditions Atlantides, 1951, in-16, 267 p., ill.). — Le colonel Justinard a participé à la pacification du Sous en 1917 avec le caïd Goundafi, qui fut l'un des grands caïds sur lesquels s'appuya Lyautey. Son livre est un hommage au chef berbère et un témoignage enthousiaste, où les souvenirs de l'époque héroïque se mêlent à des évocations poétiques et à des traductions de chansons et de proverbes. Un peu décousu, très peu méthodique, il n'épuise pas le sujet, mais se lit avec sympathie.

— René POTTIER. *Mission Foureau-Lamy* (Paris, Éditions de l'Union française, 1951, in-8°, 189 p., ill.). — M. René Pottier publie un petit ouvrage bien documenté sur la mission Foureau-Lamy. Il donne une bonne bibliographie. Une moitié de son

livre  
Le t  
ment  
—  
Pédo  
ment  
l'amb  
par F  
les la  
mates  
spécie  
—  
marg  
coloni  
marg  
combl  
réput  
après  
vue à  
rité de  
au for  
cennai  
— F  
tions a  
histor  
gemme  
qu'elle  
déplace  
— J.  
(Paris,  
moratic  
Mu\* M  
pour im  
la concu  
de vin  
ganem  
nomique  
de grap  
rient la  
La sec  
Three W  
général  
Capitain  
auprès d  
chef de  
mémoire

livre est occupée par la biographie des deux chefs, l'autre raconte l'expédition. Le texte serait un peu plus court et beaucoup plus agréable, s'il n'était constamment écrit au superlatif.

— Jacques CAILLÉ. *La représentation diplomatique de la France au Maroc* (Paris, Peçone, 1951, in-8°, 87 p.). (Institut des hautes études marocaines, Notes et documents, n° 8.) — M. J. Caillé recense les représentants de la France au Maroc depuis l'ambassade du colonel Pierre de Piton, envoyé au sultan Ahmed ben Mohammed par François I<sup>er</sup> en 1533, jusqu'à Regnault en 1906-1912. Son article, qui précise les lacunes et qui s'accompagne d'une bonne bibliographie, d'une liste des diplomates par ordre de succession, d'un index alphabétique, sera très apprécié par les spécialistes.

— Philippe DE ROUX. *Un planteur des Antilles, inspirateur de Mirabeau, le marquis de Casaux* (Paris, Larose, 1951, in-8°, 62 p.). (Société de l'histoire des colonies françaises.) — Souvent mentionné par les historiens de la Révolution, le marquis de Casaux n'avait pas encore été l'objet d'un travail critique. M. de Roux comble cette lacune. Son étude est précise et cherche à nous faire comprendre la réputation de ce philosophe français, devenu anglais sans douleur et avec profit après la conquête de Grenade par les Anglais. Il fut un des « étrangers » les plus en vue à Paris au début de la Révolution. Sa réputation paraît due autant à l'obscurité de sa pensée qu'aux remarques judicieuses éparses dans ses œuvres : il n'était, au fond, parfaitement clair que lorsqu'il parlait des questions pratiques, qu'il connaissait bien, comme les méthodes de culture de la canne à sucre.

— R. MAUNY. *Guide de Gorée* (Dakar, I. F. A. N., 1951, in-8°, 34 p., ill.). (Initiations africaines.) — L'excellent petit guide de Gorée de M. Mauny est aussi une histoire de l'île, richement illustrée. Elle permettra au passant de visiter intelligemment la ville, même au cours d'une rapide escale, et de comprendre le rôle qu'elle a joué dans le passé. Et, grâce à elle, l'historien privé de la faculté de se déplacer pourra se faire une idée précise de la configuration des lieux.

— Janine MONSONÉGO. *L'activité économique de Mostaganem de 1830 à nos jours* (Paris, Larose, 1950, in-8°, 77 p.). (Publications du Comité central pour la commémoration de la révolution de 1848 en Algérie, t. III.) — La bonne monographie de M<sup>lle</sup> Monsonégo nous montre l'effort persévérant des Français de Mostaganem pour imposer la construction de leur port et pour défendre son mouvement contre la concurrence d'Oran. Exportateur surtout de coton et de blé au temps des Turcs, de vin après la crise du phylloxéra, de moutons aussi, entre 1912 et 1940, Mostaganem est aujourd'hui de nouveau d'abord un port vinicole. L'étude, surtout économique, de M<sup>lle</sup> Monsonégo est claire, intelligente, bien présentée, avec le luxe de graphiques et de plans hors texte, l'abondance des statistiques, qui caractérisent la collection.

H. BRUNSCVIG.

**La seconde guerre mondiale.** — Brigadier The Viscount DILLON. *Memories of Three Wars* (Londres, Allan Wingate, 1951, xi-145 p., avec 4 photogr.). — Le général Eric Dillon avait pris part, comme jeune officier, à la guerre du Transvaal. Capitaine d'état-major, il fut, à partir de 1916, détaché comme officier de liaison auprès du Haut Commandement français. Devenu lord Dillon, il fut en 1939 le chef de la Mission militaire britannique en Afrique du Nord. Les fragments de mémoires qu'il avait rédigés avant sa mort, survenue en 1946, ont été, dans ce

volume, complétés par des extraits de sa correspondance avec sa femme et de son journal pendant la première guerre mondiale, ainsi que par une Note sur sa mission en Afrique du Nord. Celle-ci constitue un témoignage direct sur l'évolution des sentiments et sur les décisions du général Nogués en juin 1940. Mais la partie la plus intéressante de l'ouvrage est le journal des années 1916-1918. On y saisit sur le vif les difficultés de commandement dans une armée interalliée, les divergences d'intérêts, les préjugés nationaux, dont l'auteur n'a pas toujours su se défendre, les incompréhensions réciproques, ainsi que l'importance du rôle des officiers de liaison — dont les mémoires sont pour l'histoire militaire une des sources les plus précieuses.

— Général A. LAFFARGUE. *Justice pour ceux de 1940* (Charles-Lavauzelle, 1952, in-16, 237 p., avec 9 croquis). — Ces considérations très judicieuses sur les causes du désastre de 1940 sont d'un témoin particulièrement averti et renseigné. Elles réagissent avec raison contre les légendes qui attribuent ce désastre à une défaillance du commandement et de la troupe. Mais ce souci justifié de réhabilitation n'a-t-il pas été trop systématique? N'a-t-il pas amené l'auteur à souligner insuffisamment certaines erreurs? Et, dans sa conclusion, celui-ci n'exagère-t-il pas quand il va jusqu'à suggérer qu'il s'en fallait de peu pour que « l'armée de 1940 fût une armée victorieuse... »?

— Général Mark W. CLARK. *Les Alliés jouent et gagnent* (Paris, Berger-Levrault, 1952, 399 p., avec 9 croquis). — Traduction de l'ouvrage intitulé *Calculated Risk*. Le général américain Clark y a conté, avec une rare franchise, ses souvenirs sur le débarquement de novembre 1942, alors qu'il était l'adjoint d'Eisenhower, sur les opérations en Italie, où il joua l'un des principaux rôles, sur les débuts de l'occupation alliée en Autriche, où il fut le premier Haut Commissaire américain, et sur la Conférence de Moscou (mars 1947), à laquelle il assista comme adjoint du général Marshall.

Ces souvenirs présentent un intérêt capital pour l'histoire de la guerre, ainsi que pour l'étude de la stratégie et de la politique américaines.

Le texte en a été, dans cette traduction, non seulement allégé de certains détails purement personnels, mais, dans plusieurs chapitres, considérablement et parfois assez fâcheusement abrégé. Aussi serait-il imprudent, pour des historiens, de n'utiliser que cette traduction sans se reporter au texte original.

— Omar N. BRADLEY. *A Soldier's Story of the Allied Campaigns from Tunis to the Elbe* (Londres, Eyre and Spottiswoode, 1951, xix-618 p., avec 55 cartes et 8 illustr.). — Cette édition anglaise des Souvenirs de guerre du général Bradley se diffère de l'édition américaine que par le nombre des illustrations et par le titre, qui, dans celle-ci, est simplement *A Soldier's Story*. (Une traduction française, d'une exactitude discutable, a paru en 1952 chez Gallimard.)

Écrits avec une grande franchise et une liberté d'expression, qui parfois n'est pas sans quelque brutalité, ces souvenirs apportent à l'histoire des renseignements et des jugements précieux sur les conceptions et les décisions du Haut Commandement Allié de 1943 à 1945, sur les généraux et les états-majors américains, sur leurs rapports avec les Britanniques, et notamment sur les relations entre Bradley et Montgomery.

Toutefois, le livre ne veut être qu'un témoignage. Le général Bradley a lui-même reconnu qu'il a pu commettre des erreurs et des injustices, soit en raison d'une ma-

nière de voir et de sentir « incontestablement yankee », soit par défaut d'information, comme il lui arrive dans une page malheureuse relative à la marche de la division Leclerc sur Paris. L'ouvrage n'en est pas moins, pour la connaissance de la seconde guerre mondiale, l'un des plus importants qui aient été publiés.

— Jacques MORDAL. *La bataille de Casablanca* (Plon, 1952, 311 p., avec 16 cartes et 13 photographies). — Récit détaillé des événements qui se déroulèrent au Maroc du 7 au 11 novembre 1942 lors du débarquement américain. L'auteur ne tient pas seulement compte de tous les ouvrages déjà publiés : il a eu évidemment accès aux sources officielles, notamment en ce qui concerne la Marine et les autorités navales françaises. Il a pu ainsi compléter et rectifier certaines relations antérieures, telles que celle de l'ambassadeur Kammerer. Malgré son effort pour justifier les décisions des chefs français, les précisions qu'il donne sur ces combats et sur les pertes en hommes et en matériel ne font paraître que plus absurde cette lutte entre deux adversaires qu'il affirme avoir été d'accord sur le but et qui, dès le lendemain, étaient appelés à combattre côte à côte.

— A. VULLIEZ et Jacques MORDAL. *La tragique destinée du « Scharnhorst »* (Amiot-Dumont, 1952, 237 p., avec 12 cartes et 18 photogr.). — Clairement exposée, d'après les meilleures sources et d'après certains témoignages allemands, l'histoire de ce croiseur de bataille, dont la destinée fut aussi brève que fructueuse, a surtout pour intérêt de mettre en lumière les faiblesses de la stratégie navale allemande au cours de la deuxième guerre mondiale.

— H. W. SCHMIDT. *With Rommel in the desert* (London, George G. Harrap, 1951, in-12, 240 p., avec 11 illustr. et 5 cartes). — Récit anecdotique des campagnes de Libye et de Tunisie, par un jeune officier, qui fut l'aide de camp de Rommel de mai à novembre 1941, avant de prendre le commandement d'une unité d'infanterie. Les détails précis et vivants qu'il rapporte sont précieux pour la connaissance du chef allemand, de sa méthode de commandement, de son tempérament, ainsi que de la physionomie générale des combats livrés en Afrique par les troupes germano-italiennes de 1941 à 1943.

— René CHAMBE. *L'épopée française d'Italie, 1944* (Paris, Flammarion, 1952, 442 p., avec 4 cartes et 31 héliogr. ; prix : 980 fr.). — Le rôle capital joué en Italie par le général Juin, notamment en faisant adopter le plan d'où résulta la rupture de la Ligue Gustav, et par le Corps expéditionnaire d'Italie (C. E. I.) a été, pour des raisons diverses, laissé dans l'ombre tant en France que chez nos Alliés. Le but du général Chambe a été de le remettre en lumière.

Évadé de France en 1943, il avait, après quelques mois passés auprès du général Giraud, rejoint en mai 1944, à la veille de la bataille décisive du Garigliano, l'État-Major du C. E. I., avec lequel il prit part à toutes les opérations jusqu'à sa dissolution après la prise de Sienne.

Le récit qu'il a fait de cette campagne est à la fois d'un historien qui, témoin des événements, a eu, en outre, accès aux sources originales, et d'un militaire particulièrement compétent, mais aussi d'un poète, d'un artiste et d'un homme de cœur.

Qu'il s'agisse d'exalter l'héroïsme et les sacrifices de nos troupes françaises et indigènes, de peindre les cérémonies triomphales de Rome, de reprocher au gouvernement d'Alger ce qu'il appelle son « sectarisme », ou, d'accord en cela avec certains chefs alliés, tels que Clark et Alexander, de critiquer les décisions du Haut Commandement, arrêtant en juillet la marche victorieuse des armées d'Italie, il



n'essaye pas de dissimuler ses sentiments. De là, des pages où paraît manquer la sérénité de l'historien et qu'on peut juger teintées de trop de littérature.

Elles ne diminuent en rien la valeur du témoignage et la solidité de l'exposé des faits.

— Christopher BUCKLEY. *Norway, The Commandos, Dieppe* (Londres, His Majesty's Stationery Office, 1951, 276 p., avec 16 cartes et 17 illustr.). — Cet ouvrage fait partie d'une série de cinq volumes que le Gouvernement britannique, en attendant la publication d'une histoire officielle de la guerre, a eu l'heureuse idée de faire rédiger à l'usage du grand public. Leurs auteurs ont eu accès aux sources officielles, mais ils gardent l'entière responsabilité de leurs affirmations et de leurs jugements. Celui-ci est l'œuvre d'un journaliste (tué, depuis lors, en Corée comme correspondant de guerre). Sans tomber dans l'anecdote, il offre un exposé détaillé, aussi clair que vivant, des opérations de 1940 en Norvège, de l'organisation des commandos, de quelques-unes des actions de ces commandos (sur les côtes scandinaves en 1941, à Bruneval et à Saint-Nazaire en 1942) et de la tragique expérience de Dieppe. Quoiqu'il passe presque complètement sous silence le rôle des troupes françaises et du général Béthouart en Norvège, il témoigne d'une réelle impartialité et d'une grande liberté de jugement, qu'il s'agisse des réactions norvégiennes à l'invasion allemande, des succès allemands ou des erreurs et des fautes britanniques dans la préparation de la campagne de Norvège.

— John CRESWELL. *Generals and Admirals* (Londres, Longmans, Green and Co, 1952, viii-192 p., avec 5 cartes ; prix : 18 s.). — Le but de l'auteur a été d'étudier, à travers quatre siècles d'histoire navale britannique, le système de commandement des opérations amphibies : commandement unique, ou commandement combiné (*joint command*) par accord entre les chefs des différentes armes, chacun de ceux-ci gardant la pleine autorité et la pleine responsabilité en ce qui concerne son arme. C'est de ce point de vue que cet officier de marine esquisse brièvement, clairement et d'après les meilleures sources, l'histoire de l'attaque de Cadix par Howard et Essex au temps d'Élisabeth, des campagnes navales des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles et, notamment, de l'attaque de Québec en 1759, de l'expédition de Walcheren en 1809, de la campagne des Dardanelles en 1915, de l'expédition de Narvik, du commandement d'Eisenhower et de la guerre dans le Pacifique de 1942 à 1945.

— Adrien DANSETTE. *Leclerc* (Paris, Flammarion, 1952, 233 p., avec 28 illustr. et 6 cartes ; prix : 595 fr.). — Avec cette biographie, une des meilleures qui aient été publiées sur ce maréchal, nous commençons à sortir de l'hagiographie et du dithyrambe. L'auteur n'a pas craint d'aborder certains points délicats ou controversés (les rapports de la division Leclerc et de l'armée d'Afrique en 1943, ceux de Leclerc avec les généraux Giraud et de Gaulle et avec le maréchal de Lattre, la marche de la 2<sup>e</sup> D. B. sur Paris, les divergences d'opinion entre Leclerc et l'amiral d'Argenlieu sur la politique française en Indo-Chine). D'un historien de métier, on pouvait attendre, toutefois, qu'il les élucidât plus complètement encore avec toutes les références nécessaires. Mais sans doute est-il encore trop tôt...

— Norman HILLSON. *Alexander of Tunis* (Londres, W. H. Allen, 1952, 252 p., avec 19 illustr. ; prix : 16 s.). — Cet ouvrage est à classer parmi les biographies laudatives, qui sont écrites pour satisfaire la curiosité du public sur les hommes

occupant une haute situation et du vivant même de ceux-ci. Quelques consciencieuses qu'elles soient et quoique documentées de première main par les intéressés eux-mêmes, elles ne peuvent avoir pour les historiens qu'une valeur d'indication, laquelle n'est, d'ailleurs, nullement négligeable. C'est ainsi, par exemple, que cette biographie de l'actuel ministre de la Défense de Grande-Bretagne, le field-maréchal Alexander, dont le rôle fut si considérable et si heureux dans la deuxième guerre mondiale, apporte des détails, généralement peu connus en France, sur la retraite britannique de Birmanie en 1942, des précisions sur le fonctionnement du Haut Commandement interallié et d'intéressantes observations sur les effets de la capitulation italienne en 1943.

— Adolf HEUSINGER. *Hitler et l'O. K. H., 1923-1945* (Paris, Berger-Levrault, 1952, 280 p., avec 5 croquis ; prix : 500 fr.). — Le livre a paru en Allemagne sous le titre *Befehl in Widerstreit*. L'auteur a été, comme chef du Bureau des Opérations de l'Armée de Terre (O. K. H.), témoin des principales décisions de Hitler. Par une suite de quatre-vingts brefs dialogues (et lettres), les uns imaginaires, les autres résumant des conversations auxquelles il assista, il a voulu marquer l'évolution des idées et des sentiments de l'armée allemande et montrer comment Hitler fut, en définitive, par son obstination et par son hostilité aux généraux de l'ancienne armée et à l'État-Major général, l'artisan de la défaite allemande. Le procédé ne manque pas d'originalité. Il restitue l'atmosphère des grands états-majors et aide à comprendre les événements, en particulier ceux du front oriental. Mais il suppose, chez le lecteur, la connaissance préalable des hommes et des faits — comme il en serait des illustrations d'un livre dont on ne publierait pas le texte.

— Dean A. SMITH et Michael F. A. WOODRUFF. *Deficiency Diseases in Japanese Prison Camps* (Londres, His Majesty's Stationery Office, 1951, 309 p., avec 5 planches et de nombreux graphiques). — Ce rapport sur les maladies de carence constatées dans les camps de prisonniers japonais résume les observations de nombreux médecins, pour la plupart australiens, au cours de leur captivité dans le camp militaire de Changi et dans les camps d'internés civils de Hong-Kong et de Singapour.

Remarquablement documenté, il ne semble pas avoir son équivalent en ce qui concerne les camps de concentration allemands.

Si on compare ses conclusions aux souvenirs de nos déportés, on en peut conclure que les manifestations pathologiques des maladies de carence ont été sensiblement identiques de part et d'autre, quoique les conditions de vie et de régime alimentaire paraissent avoir été beaucoup plus mauvaises dans les camps allemands.

Général LESTIEN.

**Allemagne.** — A la demande du professeur Brüning, président à Hanovre de l'*Akademie für Raumforschung und Landesplanung*, le professeur Gunther FRANK a dressé une carte du Saint-Empire romain germanique en 1789 et des États avoisinants, notamment de la Prusse. Il a publié en même temps une brochure explicative que devront consulter les érudits qui entreprendront une description de l'Allemagne à cette époque (*Deutschland 1789* (Francfort, Berlin, Hambourg, Munich), Atlantik-Verlag Paul List, 1952, in-8°, 50 p.). On y voit, par exemple, une bibliographie des ouvrages et cartes utilisés, des aperçus avec croquis de la complexité des divisions territoriales engendrée par la multiplicité et la fragmen-

tation des seigneuries et des principautés, des exposés sur les *Reichstünde*, sur la *Ritterschaft*, sur les Cercles, une carte des villes libres, un tableau de la superficie et de la population des États allemands en 1792 (en tout 360.705 kmq. et 28.185.000 habitants, soit 45 au kmq.), un index des noms de lieux qui figurent sur la carte.

G. L.

— Maxime MOURIN. *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours* (Paris, Payot, 1951, in-8°, 359 p.). (« Bibliothèque historique. ») — C'est un ouvrage honorable que l'histoire de l'Allemagne de M. Maxime Mourin, peut-être le meilleur manuel récent en français. Ce n'est pas à dire qu'il soit parfaitement au courant; le dernier état des questions n'y apparaît souvent pas. Mais il ne contient pas de pétition de principes et donne suffisamment de précisions pour orienter un lecteur de bonne foi, non spécialisé. Le défaut d'index et de bibliographie se fait cruellement sentir dans un manuel de cet ordre, qui pourrait faire figure d'ouvrage de référence pour le grand public.

— Le quatrième tome de l'*Histoire d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle* de M. Fritz SCHNABEL<sup>1</sup> vient enfin de paraître. Il achève la description donnée dans les trois tomes précédents. Consacré à l'évolution religieuse de l'Allemagne entre 1815 et 1848, il se divise en deux gros livres sur le catholicisme et le protestantisme. L'édition de 1951 ne diffère en rien de celle de 1936, dont il a déjà été rendu compte. Nous ne reviendrons donc pas sur l'analyse d'une œuvre qui ne vieillit pas, et souhaiterons que le professeur Schnabel, malgré les lourdes responsabilités qu'il assume, par suite de son activité politique, puisse poursuivre la publication de sa magistrale *Histoire d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle*.

— M. Emil FRANZEL<sup>2</sup> a publié une *Histoire de notre temps (1870-1950)* dont la première édition a été rapidement épuisée. La deuxième vient de paraître, sans modification. Des corrections de détail auraient cependant été utiles, comme il arrive généralement pour ce genre de manuels.

On comprend le succès de cet ouvrage, qui donne le pas à l'évolution économique et culturelle sur la chronologie politique. Les grandes lignes sont bien dégagées : le monde est conduit par les grandes puissances européennes, animées d'un esprit positiviste, entre 1871 et 1898. Cette direction est ébranlée entre 1898 et 1917. À partir de l'intervention américaine dans la guerre en 1917, c'en est fait de la prééminence européenne. États-Unis et Russie développent leur puissance mondiale et leur influence économique, idéologique et politique. La dernière partie est de beaucoup la plus développée, ce qui répond évidemment aux vœux du public.

Dans le détail, l'énorme masse de connaissances brassées par l'auteur le conduit forcément à des omissions ou à des erreurs. Les chapitres se décomposent en fiches plus ou moins succinctes, qui parfois ne sont pas à jour. Les noms allemands ont tendance à dominer, sans cependant que l'auteur en soit conscient : pourquoi Berthelot n'est-il pas cité aussi bien que Liebig ou Woehler, pourquoi pas Claude Bernard aussi bien que Schwann, Mohl ou Virchow, pourquoi Taine, Sorel, Van-

1. Fritz SCHNABEL, *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert*; IV : *Die religiösen Kräfte*. Fribourg, Herder, 2<sup>e</sup> éd., 1951, in-8°, XII-617 p.

2. Emil FRANZEL, *Geschichte unserer Zeit, 1870-1950*. Munich, Oldenbourg, 1951, in-8°, 496 p.

dale (*sic*), Lavis et Duchesne parmi les historiens français, à l'exclusion de Fustel de Coulanges, Langlois, Aulard ; pourquoi un paragraphe insuffisant et arbitraire sur les explorateurs et un silence total sur les géographes français, etc.? On pourrait continuer longtemps ce petit jeu, auquel nous ne nous serions pas livrés s'il ne s'agissait pas d'une deuxième édition. L'auteur, en effet, est incontestablement de bonne foi et s'efforce à l'objectivité.

Son livre nous paraît fournir un excellent instrument de culture générale. A côté du public qui l'utilisera comme ouvrage de référence, les étudiants de première année y trouveront une conception juste de l'unité du monde, de l'interdépendance des peuples, de la permanence des civilisations et de l'importance relative des événements. C'est pourquoi il faudrait leur en conseiller la lecture, quitte à exercer ensuite leur esprit critique en discutant telle ou telle affirmation qu'un spécialiste jugerait hâtive ou insuffisamment fondée.

— M. André DRIJARD<sup>1</sup> publie un cours de propédeutique sur l'Allemagne. Il s'inspire des livres de M<sup>me</sup> Bianquis et de MM. Spenlé, Vermeil et Minder. Il reprend en particulier à M. Minder sa division géographique entre les deux Allemagnes, celle du Nord-Est et celle du Sud-Ouest, et sa thèse sur les périodes successives de dilatation et de rétraction de l'Allemagne. L'ouvrage, très bref, intéressera les étudiants et le grand public. Certains s'en détourneront parce qu'il n'a pas d'index alphabétique.

— M. Henri LAPORTE<sup>2</sup> a réuni en un volume les lettres d'Allemagne qu'il publia dans la *Vie militaire* et dans le *Journal d'Alsace et de Lorraine* entre 1949 et 1951. Petits papiers, écrits au jour le jour, sur un ton volontiers persifleur et plutôt hostile aux Allemands. Était-il bien utile de publier ces chroniques éphémères et de les encadrer curieusement entre une introduction où s'affirme l'inquiétude de voir l'économie française tuée par la concurrence allemande au sein d'une Europe unie et une conclusion où s'exprime la foi en la réconciliation franco-allemande et l'avenir de l'Europe?

— Jacques NICOLLE. *Naissance d'une Allemagne démocratique* (Paris, Éditions sociales, 1951, in-16, 144 p.). — Le reportage de M. Jacques Nicolle sur l'Allemagne orientale est un plaidoyer communiste. Le lecteur se sent un peu gêné par l'absence de toute critique, même légère. Est-il possible que les nombreux partenaires de M. Nicolle n'aient jamais souligné les imperfections dont les communistes allemands les plus convaincus ne font en général pas mystère, lorsqu'ils conversent avec des amis qu'ils savent ne pas être systématiquement hostiles ou de mauvaise foi?

— Dans la collection « Études de la division de l'éducation publique » du gouvernement français dans l'Allemagne occupée, M. I. SIGMANN a publié une intéressante brochure pour définir *Qu'est-ce qu'un nazi?* ([Fribourg-i.-B., 1948], in-8°, 99 p.). C'est le résultat d'une enquête objectivement, historiquement conduite par un fonctionnaire soucieux d'appliquer à un difficile problème une méthode sérieuse. Grâce à M. Sigmann, nous pénétrons dans le parti nazi, les organisations spéci-

1. André DRIJARD, *L'Allemagne*. Paris, S. E. D. E. S., 1952, in-16, 254 p.

2. Henri LAPORTE, *La nouvelle Allemagne. Ni désarmée ni réarmée : d'autant plus redoutable*. Paris, Lavauzelle, 1952, in-16, xiv-203 p.

fiques et non spécifiquement nazies, les marges confessionnelles où le nazisme rejoignait la religion, et, au moyen de toutes ces interférences, on arrive à définir correctement la psychologie ou, pour le moins, le comportement du nazi. Je souhaite que les recherches de M. Sigmann aient éclairé les hommes chargés de dénazifier l'Allemagne; je suis sûr que les historiens qui voudront comprendre l'Allemagne de Hitler, d'avant et d'après Hitler, se serviront de ce petit ouvrage et de la bibliographie qui le clôture.

G. BN.

**Amérique latine.** — *La Lucha por la Justicia en la conquista de América* n'est pas seulement une traduction du livre dont nous donnions le compte rendu ici même<sup>1</sup> (Lewis HANKE, *The struggle for Justice in the Spanish Conquest of America*. Philadelphia, 1949, in-8°, x-217 p.), mais c'est une autre rédaction plus ample, plus détaillée, et finalement, pour paradoxal que cela puisse paraître, c'est à l'édition espagnole qu'il faudra se référer de préférence, quand on voudra consulter l'œuvre capitale du grand américaniste nord-américain. (Traduction de Ramón Iglesia, *Editorial Sud-americana*. Buenos-Aires, 1949, in-8°, 576 p.) Nous avons dit tout le bien que nous pensons du *Struggle for Justice*. Nos conclusions valent, à plus forte raison, pour l'édition espagnole amplifiée.

— L'entrevue de Guayaquil (29 août 1822) continue à susciter d'ardentes polémiques entre partisans de San Martin et partisans de Bolivar. Après avoir contribué à la libération de l'Argentine, puis du Chili et du Pérou, San Martin, qui cumule honneurs et puissances, se retire brusquement de la scène politique. C'est à Bolivar, et plus particulièrement à son lieutenant Sucre, qu'échoit l'honneur de porter le coup final à la domination espagnole, à Ayacucho (9 décembre 1824), et de libérer le Pérou, retombé sous la domination du vice-roi La Serna, après la révolte suscitée par Luna Pizarro contre l'administration de Bernardo de Monteagudo, l'homme de confiance de San Martin.

Le retrait spectaculaire du libérateur argentin s'explique différemment suivant que l'on accepte ou non l'authenticité de la lettre de San Martin à Bolivar, publiée malheureusement pour la première fois par Gabriel LAFOND DE LURCY en 1844, vingt-deux ans seulement après l'événement, dans ses fameux *Voyages autour du monde et naufrages célèbres* (Paris, 1844, II, p. 138) et dont on n'a pas conservé l'original. Cette lettre fournit une explication plausible de l'attitude de l'Argentin. Le Pérou ne peut être délivré sans l'armée colombienne (la campagne victorieuse de La Serna contre les seuls Péruviens, après 1822, la défection des troupes argentines de Lima et du Callao (1823), la trahison du président Torre Tagle, Ayacucho enfin l'ont abondamment prouvé). Mais il ne saurait y avoir place pour deux hommes aux renommées égales et qui se portent mutuellement ombrage. San Martin, héroïque et désintéressé, se retire. Explication plausible, mais qui porte une ombre sur la personnalité de Bolivar.

C'est pourquoi les historiens des pays du nord de l'Amérique du Sud déniaient depuis toujours à la fameuse lettre toute authenticité. Depuis la donation de Constantin, aucun texte n'a été si violemment débattu. Mais les historiens vénézuéliens et colombiens, ardent à l'attaque, n'ont pas encore trouvé un Laurent Valla pour la mettre en poudre. La querelle semblait apaisée quand, en 1940, un diplomate argentin, Colombes Marmol, faisait rebondir le débat (*San Martin y Bolivar en la*

1. Cf. *Rev. histor.*, 1951, t. CCVI, p. 131-133.



*entrevista de Guayaquil, a la luz de nuevos documentos definitivos*. Buenos-Aires, 1940). Ce livre violent blessa des susceptibilités dans les pays qui se réclament de Bolivar. Le grand historien de Bolivar, Vicente Lecuna (auteur, entre autres, de l'édition monumentale des *Lettres de Bolivar*, 11 volumes. Caracas, 1929-1948, et d'une *Cronica razonada de las guerras de Bolivar*, en 3 volumes), répondait par articles et brochures (en 1948, enfin, la *Entrevista de Guayaquil*. Caracas, 280 p.). Colombes Marmol apportait treize textes inédits à l'appui de l'authenticité de la lettre de San Martin publiée par Lafond. Malheureusement, après enquêtes et examens, l'*Academia nacional de la Historia de Buenos-Aires* devait reconnaître qu'ils avaient été forgés, pour les besoins de la cause. Le livre de Colombes Marmol prouvait tout au plus la violence des passions nationales.

Dans sa première phase, la querelle avait été stérile ; mais elle devait nous valoir par la suite de bonnes explications : *La autenticidad de la carta de San Martin a Bolivar de 29 de agosto de 1822* de Ricardo Levene (Buenos-Aires, 1950, gr. in-4°, 170 p.), dont nous avons rendu compte ; une bonne mise au point de Gerbhard Masur (*Hisp. Am. Hist. Rev.*, vol. XXXI, n° 3, mai 1951, p. 189-229), qui conclut en faveur de l'authenticité de la lettre ; enfin, un article passionnant et passionné de Vicente Lecuna (*Hisp. Am. Hist. Rev.*, vol. XXXI, n° 3, août 1951, p. 369-393), qui nie toute valeur à la lettre publiée par Lafond. Ses arguments n'emportent pas la conviction, mais Gérard Masur et Lecuna contribuent, chacun de son côté, à éclaircir le drame du 29 août.

Les deux thèses peuvent à mon sens se concilier aisément : rien ne permet de nier à la lettre de Lafond l'authenticité que Lecuna lui refuse (les arguments fournis par Masur semblent irréfutables), mais rien ne nous oblige à prendre au pied de la lettre les raisons fournies par San Martin dans sa missive à Bolivar. L'homme qui se retire de la lutte en 1822 est un homme déjà vaincu, lassé, car la libération du Pérou est un trompe-l'œil ; la facile reconquête du Pérou par les troupes de La Serna ne le démontre que trop. D'autre part, le conflit San Martin-Bolivar est antérieur au 29 août. Il a son origine dans une querelle de frontières (l'Amérique latine en est fertile) pour la possession de l'Équateur, revendiqué simultanément par la Colombie et le Pérou. La Colombie l'emporte ; elle l'a déjà emporté en Équateur et les arguments de Bolivar (il nie à une province le droit de sécession et il invoque en faveur de sa thèse les frontières des Vice-Royaumes et les décisions du roi d'Espagne) ne sont, au vrai, que la raison du plus fort. Vaincu, ne voulant pas ternir sa gloire par un échec, San Martin se retire.

Et son attitude cadre bien avec ce que nous savons par ailleurs de ce héros romantique (cf. *Rev. histor.*, t. CCIX, p. 385, à propos du *San Martin* de J. C. J. Metford).

Les dernières initiatives, toutefois, du gouvernement Peron, confisquant les ouvrages de Vicente Lecuna, poursuivant ses éditeurs argentins, déclarant : « qu'il serait permis de discuter tout sujet historique à l'exception de ceux ayant trait au général San Martin, parce que sa mémoire considérée comme sacrée était de ce fait inaccessible à la critique », n'ont rien ajouté à la clarté du problème pour révélatrices qu'elles soient de l'extraordinaire actualité dans l'Amérique latine des problèmes de l'Indépendance.

Pierre CHAUNU.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

P. Lemerle. La collaboration de Louis Bréhier au *Journal des Savants*. [J. des S., octobre-décembre 1951.] — J. Zeiller. La collaboration d'Augustin Fliche au *Journal des Savants*. [Ibid.] — G. L. et X. V. Nécrologie : Paul Courteault, Gaston Ducaunès-Duval, Théodore Ricaud. [R. hist. de Bdx, 1952, n° 1.] — M. Canard. Ignace Ioulianovitch Kratchkowsky. (Notice nécrologique du « plus grand arabisant de l'époque actuelle ».) [R. afr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — G. Yver. Le général Azan. (Notice nécrologique.) [Ibid.] — Arnaldo Momigliano. G. C. Lewis, Niebuhr e la sua critica delle fonti. [Riv. st. it., 1952, fasc. 2.] — Ferdinand Schevill. Ranke. Rise, decline and persistence of a reputation. [J. of mod. hist., septembre 1952.] — P. Harsin. Keynes, Law et Montesquieu. [Ac. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.,

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres et sciences morales et politiques* (1951, n° 6 à 10; 1952, n° 1-2); *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (t. CXVI, fasc. 3-4); *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique* (t. XVII, fasc. 2). — *American historical review* (juillet 1952). — *Annales E. S. C.* (avril-juin 1952). — *Annales de Bourgogne* (avril-juin 1952). — *Annales de l'Est* (1952, n° 1 et 2). — *Annales du Midi* (1952, fasc. 2). — *Annales de Normandie* (août 1952). — *Annales Universitatis Saraviensis, Phil. et Lett.* (1952, 1 et 2). — *Archivio storico siciliano* (Serie 3, vol. IV, 1950-1951). — *Atti dell'Accademia nazionale dei Lincei, Memorie* (vol. VII, fasc. 3, 1951); *Notizie degli Scavi di Antichità* (1951, fasc. 11-12); *Rendiconti* (vol. VII, fasc. 1 à 4). — *Bibliothèque de l'École des chartes* (1952). — *Bulletin de Correspondance hellénique* (1952, fasc. 1). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (juillet 1952). — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-juin 1952). — *Byzantinische Zeitschrift* (1952, n° 45). — *Hesperis* (1951, fasc. 1-2). — *Historia* (1950, 1, 4). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 174, Heft 1, août 1952). — *Historisk Tidsskrift Oslo* (1951, 4). — *History* (juin 1952). — *Information historique* (mai-juin 1952). — *Journal des Savants* (octobre-décembre 1951). — *Journal of economic history* (printemps 1952). — *Journal of Modern history* (septembre 1952). — *Journal of the history of ideas* (juin 1952). — *Politique étrangère* (juin-juillet 1952). — *Population* (juillet-septembre 1952). — *Quaderni di cultura e storia sociale* (n° 1 à 7, janvier à juillet 1952). — *Rassegna storica del Risorgimento* (janvier-mars 1952). — *Revue africaine* (1949 à 1952, n° 1-2). — *Revue archéologique* (janvier-mars 1952). — *Revue de l'histoire des religions* (avril-juin 1952). — *Revue de Défense nationale* (juillet à septembre 1952). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1952, n° 2). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (septembre 1952). — *Revue historique de Bordeaux* (1952, n° 1 et 2). — *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle* (janvier-mars 1952). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1952, n° 1-2). — *Revue maritime* (août à octobre 1952). — *Review of politics* (juillet 1952). — *Rivista storica italiana* (1952, fasc. 1 et 2). — *Shigaku zasshi* [S. Z.] (avril à juillet 1952). — *Speculum* (1952). — *Tōyō bunka* [T. B.] (septembre à novembre 1951). — *Tōyō bunka Kenkyūjo Kiyō* [T. B. K.] (n° 51, 1952). — *Tōyō gakuō* [T. G.] (mars 1952). — *Transactions of the royal historical society* (5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952). — *Welt (Die) als Geschichte* (1952, Heft 2).

1952, n° 1-2.] — *Alfred Sauvy*. Actualité de Cantillon. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1952, n° 2.] — *Sten Sparre Nilson*. La théorie de population d'Adam Smith. [*Pop.*, juillet-septembre 1952.]

*A. Spiethoff*. The « Historical » Character of Economic Theories. [*J. of Econ. Hist.*, Printemps 1952.] — *A. Gerschenkron*. An Economic History of Russia. (Longue discussion critique du livre de Lyashchenko.) [*Ibid.*] — *V. Ehrenberg*. Origins of democracy. [*Hist.*, 1, 4, 1950.] — *B. Spuler*. Chwārizms (Choresmiens) Kultur. [*Ibid.*] — *Lucien Febvre*. La mort dans l'histoire. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *Françoise Lesur*. Du nouveau sur le symbolisme médiéval. [*Ibid.*] — *W. Mohr*. Studien zur geistesgeschichtlichen Grundlage der historischen Geographie. [*An. Univ. Saraviensis. Phil. et lett.*, 1952, n° 2.] — *L. Champion*. A propos de l'œuvre de Robert Gradmann. Méthodes de recherches en géographie agraire. [*Ibid.*] — *K. von Raumer*. Zur Problematik des werdenden Machtstaats. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 174, Heft 1, août 1952.] — *R. Wittram*. Der Nationalismus als Forschungsaufgabe. [*Ibid.*] — *V. Jankélévitch*. Machiavélisme et modernité. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1952.] — *Paul Leuilliot*. Houille et coton en Belgique. Pour une histoire industrielle comparée. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *Robert Schnerb*. Les partis politiques. [*Ibid.*] — *Robert Prigent*. Évolution des idées sur la famille. Présentation d'une étude entreprise par l'I. N. E. D. (Plan de travail.) [*Pop.*, juillet-septembre 1952.] — *Stanislas Korzybski*. Le peuplement des grandes agglomérations urbaines. Londres et Paris aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles. [*Ibid.*] — *Gerhardt Schmidt*. La civilisation des colonies. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1952, n° 2.]

*Ragnhild Hatton*. Some notes on swedish historiography. [*History*, juin 1952.] — *Hans Kohn*. Re-thinking recent german history. [*R. of politics*, juillet 1952.] — *Erwin Hölzle*. Ideen und Interessen in der amerikanisch. russischen Begegnung. [*Welt als. Gesch.*, 1952, Heft 2.] — *Gerhard Ritter*. Vereinbarung der deutschen und französischen Historiker. [*Ibid.*] — *Paul Leuilliot*. Moderne Richtungen in der Behandlung der neueren Geschichte in Frankreich. [*Ibid.*, août 1952.]

Bibliographie lorraine 1951. [*A. de l'Est*, 1952, n° 1.] — *L. Desgraves*. Chronique bibliographique (1943-1951). [*R. hist. de Bdx*, 1952, n° 1.] — *J. Riche-O. Lille*. Bibliographie marocaine, 1944-1947. [*Hesperis*, XXXVIII, 1951, 1-2.] — *R. Mauny*. Notes d'archéologie sur Tombouctou. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, juillet 1952.] — *Robert Mesuret*. La réorganisation des musées de Bordeaux. [*R. hist. de Bdx*, 1952, n° 1.]

## II. LA PRÉHISTOIRE, L'ANTIQUITÉ

*A. Jamme*. Les inscriptions rupestres de la région de Mukérās (Protectorat d'Aden). [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1951, n° 6.] — *L. van den Berghe*. Les ateliers de la céramique peinte chalcolithique en Iran S-W. [*R. A.*, XXXIX, janvier-mars 1952.] — *E. Belin de Ballu*. Une nouvelle cuve funéraire de Taman et les sarcophages de la Russie méridionale. [*Ibid.*] — Chronique des fouilles et découvertes archéologiques en Grèce en 1951. [*B. C. H.*, LXXXVI, 1952, 1.] — *S. Aleziou*. Tête archaïque en poros du Musée de Candie. [*Ibid.*] — *C. Dunant-J. Pouil*. Comptes delphiques à Ἀρκεσίου. [*Ibid.*] — *J. Marcade*. A propos des statuettes hellénistiques en aragonite du Musée de Délos. [*Ibid.*] — *Ch. Picard*. Du « tatchara » de Persépolis au « thesmophorion » de Délos. [*R. A.*, XXXIX, janvier-

mars 1952.] — *G. Roux*. La terrasse d'Attale I<sup>er</sup> à Delphes. [*B. C. H.*, LXXVI, 1952, 1.] — *J. Bousquet*. Dropion, roi des Péones. [*Ibid.*] — *M. Lang*. A new inscription from Thasos : specifications for a measure. [*Ibid.*] — *Ch. Picard*. Apollon et son clergé pouvaient-ils être polyglottes? [*R. A.*, XXXIX, janvier-mars 1952.] — *G. Spano*. Il « ninfeo » del proscenio del teatro di Antiochia su l'Oronte. [*Atti Acc. Lincei, Rendiconti*, VII, 3-4, mars-avril 1952.] — *G. Cavallaro*. Panormos Pre-Romana. (Longue étude de 182 pages avec planches, s'étendant de l'origine des siècles à la conquête de Panormos par les Romains. La partie essentielle de l'article a trait au nom punique de Palerme « Ziz » et à la localisation de la *Palépolis*.) [*Arch. stor. Sicil.*, *Seria Terza*, vol. IV, 1950-51.] — *E. Caracciolo*. Per uno schedario dell'Edilizia Siciliana-Erice-Ambienti edilizi nella città sul monte Erice. [*Ibid.*] — *D. Ryolo di Maria*. Il Longano e la sua battaglia; *Luigi Bernabo Brea*. Sulla città di Langane. (Ces deux articles se complètent l'un l'autre. M. Ryolo di Maria fixe dans cette étude qui paraît avec dix ans de retard la position du fleuve appelé *Longaros* par Polybe. — M. Bernabo Brea, aidé par le travail de M. Ryolo di Maria, retrouve l'acropole préhellénique de *Longane*.) [*Ibid.*] — *A. Severyns*. Aréthas et le *Venetos* d'Homère. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1951, n° 6.] — *A. Delatte*. Le baiser, l'agenouillement et le prosternement de l'adoration (προσκύνησις) chez les Grecs. [*Ibid.*, n° 8-9.] — *R. Andreotti*. Il problema di Alessandro Magno nella storiografia dell'ultimo decennio. [*Hist.*, 1950, I, 4.] — *Ch. Picard*. Sur quelques représentations nouvelles du phare d'Alexandrie. [*B. C. H.*, LXXVI, 1952, 1.] — *U. Kahrstedt*. Die Territorien von Patrai u. Nikopolis in der Kaiserzeit. [*Hist.*, 1950, I, 4.]

*Georges Dumézil*. La fabrication de l'histoire romaine. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *N. Alfieri*. A proposito del passo pliniano sul Piceno e in particolare del fiume Helvinum. [*Atti Acc. Lincei, Rendiconti*, VIII, janvier-février 1952.] — *G. B. Pellegrini*. Nuove iscrizioni paleovenete da Lagole di Calalzo (Cadore). [*Ibid.*] — *P. Orlandini*. Avanzi romani di Predore (Lago d'Iseo). (Villa du I<sup>er</sup> siècle.) [*Ibid.*] — *E. Volterra*. L'adozione testamentaria ed un'iscrizione latina e neopunica della Tripolitania. [*Ibid.*, VII, 3-4, mars avril 1952.] — *G. Rossi*. Di alcune glosse precursiane rinvenuta in un foglio di guardia del cod. XII A 5 della Bibl. Naz. di Napoli. [*Ibid.*] — *G. Pianel*. La céramique de Négrine (I<sup>er</sup> siècle). [*Hesperis*, XXXVIII, 1951, 1-2.] — *A. Di Vita*. Comiso : Esplorazione parziale di una necropoli sicula del IV periodo in contrada Castiglione. [*Not. Scavi*, s. VIII, vol. V, 1951, 7-12.] — *G. V. Gentili*. Syracuse : Scoperte nelle due nuove arterie stradali. (A l'ouest de la nécropole archaïque, près de l'amphithéâtre.) [*Ibid.*] — *A. Cederna*. Carsoli : Scoperta di un deposito votivo del sec. III av. Cr. [*Ibid.*] — *A. Maiuri*. Pompei : Saggi e ricerche intorno alla basilica. [*Ibid.*] — *J. Moreau*. Zur Religionspolitik Konstantins des Grossen. [*An. Univ. Saraviensis, Phil. et lett.*, 1952, n° 2.] — *Chr. Courtois*. Saint Augustin et le problème de la survivance du punique. [*R. Afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1950.]

*L. Leschi*. L'archéologie algérienne en 1948. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1949.] — *Id.* L'archéologie algérienne en 1950. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1951.] — *Id.* L'archéologie algérienne en 1951. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — *J. Baradez*. *Gemellae*. Un camp d'Hadrien et une ville des confins sahariens ensevelis sous les sables. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1949.] — *G.-Ch. Picard*. Un homme de confiance d'Hadrien : le consulaire Bruttius Praesens. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1950.] — *J. Guey*. Lepcitana Septimiana VI. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — *J. Marion*. Les agglomérations antiques

des environs de Paul-Robert (départ. d'Alger). [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1950.] — *P. Salama*. Les bornes milliaires de Djemila-Cuicul et leur intérêt pour l'histoire de la ville. [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1951.] — *E. Colozier*. Une statue inédite du Musée de Cherchel. [*R. A.*, XXXIX, janvier-mars 1952.] — *M. Rousseau*. Hannon au Maroc. [*R. Afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1949.]

*J.-J. Hatt*. Les monuments gallo-romains de Paris et les origines de la sculpture votive en Gaule romaine. [*R. A.*, XXXIX, janvier-mars 1952.] — *F. Benoit*. Le sanctuaire d'Auguste et les crypto-portiques d'Arles. [*Ibid.*] — *Ch. Picard*. Les nouvelles frises dionysiaques d'Orange. [*Ibid.*] — *J. Moreau*. Deux inscriptions latines de Losheim (Sarre). [*An. Univ. Saraviensis, Phil. et lett.*, 1952, n° 2.] — *R. Lantier*. La tombe, image de la société gallo-romaine. [*J. des S.*, octobre-décembre 1951.] — *F. de Visscher*. Les derniers résultats des fouilles d'Alba Fucens. [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1951, nos 8-9.]

### III. LE MOYEN AGE

*Ch. Samaran*. L'agriculture française au Moyen Age. [*J. des S.*, octobre-décembre 1951.] — *Yves Renouard*. Le grand commerce du vin au Moyen Age. [*R. hist. de Bdx*, 1952, n° 1.] — *Herbert Ludat*. Die Slaven und das Mittelalter. [*Welt als Gesch.*, 1952, Heft 2.] — *A. Sautin*. La musique antique dans le monde oriental. La musique arabe. [*R. Afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1950.] — *E. Lambert*. L'architecture religieuse dans le pays basque français. [*A. du Midi*, 1952, fasc. 2.] — *S. Kravtchenko-Dobelmann*. Syntaxe du dialecte de Cahors au Moyen Age. [*Ibid.*]

*El. Eamen*. Mariage et concubinage légal en Norvège à l'époque des Vikings. [*A. de Normandie*, août 1952.]

*Mario Pelaez*. Un compendio in prosa latina con commento morale verseggiato in volgare veneto delle favole attribuite a Walterius. (Les fables d'Ésope reprises en latin et en langue vulgaire au XII<sup>e</sup> siècle.) [*Atti Acc. Lincei, Memorie, Serie VIII*, vol. III, fasc. 3, 1951.] — *Giuseppe Fiocco*. Alvise Cornaro e i suoi trattati sull'architettura. (Petits traités jusqu'ici inédits.) [*Ibid.*] — *P. Gras*. Aux origines de l'héraldique : la décoration des boucliers au début du XII<sup>e</sup> siècle d'après la Bible de Clitiaux. [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CIX, 1952.]

*U. Monneret de Villard*. Sul palazzo di Teoderico a Galeata. [*Att. Acc. Lincei, Rendiconti*, VIII, janvier-février 1952.] — *Cinzio Violante*. Aspetti della politica italiana di Enrico III prima della sua discesa in Italia (1039-1046) (suite). [*Riv. st. it.*, 1952, fasc. 2.] — *I. Deraud-Villars*. I Normanni alle origini. [*Arch. stor. Sicil.*, Serie terza, vol. IV, 1950-1951.] — *Ant. Marongiu*. Lo spirito della monarchia Normanna di Sicilia nell'allocuzione di Ruggero II ai noi grandi. (Analyse de la déclaration royale qui précède, dans le *Ms. Vat. lat. 3782*, le corpus des *Assises* normandes de Sicile. L'auteur conclut que l'Assemblée à laquelle l'allocution est adressée n'a aucun rôle réel, mais seulement celui d'acclamer et d'accepter.) [*Ibid.*] — *G. B. Palma*. Giordano figlio del conte Ruggero d'Altavilla. [*Ibid.*] — *F. Napoli*. Il libro rosso della città di Mazara. [*Ibid.*] — *J. Glénisson*. La politique de Louis de Gonzague, seigneur de Mantoue, pendant la guerre entre Grégoire XI et Terabò Visconti (1371-1375). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CIX, 1952.] — *N. Rubinstein*. Florence and the Despot. Some Aspects of Florentine Diplomacy in the Fourteenth Century. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952.]

*J. Adigard des Gautries*. Les noms de lieux du Calvados attestés entre 911 et



1066. [A. de Normandie, août 1952.] — Ch. Higounet. Les hommes, la vigne et les églises romanes du Bordelais et du Bazadais. [R. hist. de Bdx, 1952, n° 2.] — Georges Duby. Le budget de l'abbaye de Cluny. [Annales, avril-juin, 1952.] — Pierre Francastel. Suger et les débuts de l'âge gothique. [Ibid.] — P. Barrière. La chanson de Roland, poème d'Aquitaine. [R. hist. de Bdx, 1952, n° 2.] — Jean Richard. Le « conduit » des routes et la fixation des limites entre mouvances féodales: la frontière bourguignonne dans le comté de Bar-sur-Seine (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle). [A. de Bourg., avril-juin 1952.] — L. d'Alauzier. Une alliance de seigneurs du Quercy en 1380. [A. du Midi., 1952, fasc. 2.] — Étienne Delcambre. Les ducs et la noblesse lorraine. La compétence juridique en première instance des anciennes juridictions bailliagères lorraines. [A. de l'Est, 1952, n° 1 et 2.] — R. Brun. Notes sur le commerce des armes à Avignon au XIV<sup>e</sup> siècle. (D'après les archives commerciales de Datini.) [Bibl. de l'Éc. des chartes, t. CIX, 1952.] — Ph. Wolff. Une comptabilité commerciale du XV<sup>e</sup> siècle. [A. du Midi., 1952, fasc. 2.] — F. T. Wainswright. The submission to Edward the elder. [History, juin 1952.]

J. Richard. An account of the battle of Hattin [1187] referring to the Frankish Mercenaries in Oriental Moslem States. [Speculum, t. XXVII, 1952.] — Eduard Miller. The State and Landed Interests in thirteenth century France and England. [Transact. of the R. Hist. Soc., 5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952.] — T. F. T. Plucknett. State Trials under Richard II. [Ibid.] — G. Templeman. Edward III and the Beginnings of the Hundred Years War. [Ibid.] — J. B. Hurstfield. The revival of feudalism in early Tudor England. [History, juin 1952.] — X. Védère. Le tombeau des Swynburne, maires de Bordeaux. (Fin du XIV<sup>e</sup> et début du XV<sup>e</sup> siècle.) [R. hist. de Bdx, 1952, n° 2.]

Georges Peyronnet. La politica italiana di Luigi Delfino di Francia (1444-1461). [Riv. st. it., 1952, fasc. 1.] — S. J. Fockema Andreae. Embanking and drainage authorities in the Netherlands during the Middle Ages. [Speculum, t. XXVII, 1952.] — Léopold Gênicot. La coutume de Sombreffe. [Bull. Com. des anc. lois et ordon. Belgique, XVII, 2.] — E. I. Strubbe. Een handschrift van Brabantse costuimen. [Ibid.] — Philippe Godding. Actes relatifs au droit régissant la propriété foncière à Bruxelles au Moyen Âge. [Ibid.] — J. Vannerus. L'indicateur routier de Macquenoise. [Ac. R. Belg., Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1951, n° 10.] — Émile Brouette. Chartes et documents inédits du prieuré de Saint-Sauveur de Lérinnes (1225-1459). [Bull. Com. R. Hist., n° CXVI, 4.] — Maurice Yans. Les privilèges impériaux de 1299 et les villes liégeoises. [Ibid., n° CXVI, 3.] — M. Gysseling. Een rentmeestersrekening voor een Gents patriciër uit de eerste helft van de 14<sup>e</sup> eeuw. (Concerne le capitalisme à Gand au Moyen Âge.) [Ibid.] — J. Simon. Attestation de l'official de Cambrai au sujet de l'authenticité d'un signet de notaire (27 mars 1423). [Bull. Com. R. Anc. lois et ordon. Belg., XVII, 2.]

Francesco Gabrieli. Federico II e la cultura musulmana. [Riv. st. it., 1952, fasc. 1.] — Claude Cahen. L'Asie Mineure turque au temps des Croisades. [Inf. Hist., mai-juin 1952.] — G. Marçais. Les Halcides, d'après un livre récent. [R. Afr., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1949.] — V. Laurent. Le basilicon, nouveau nom de monnaie sous Andronic II Paléologue. [Byzant. Zeitschr., 45, 1952.] — M. A. Purković. Byzantinoserbica. (Sur Théodora, fille d'Étienne Detchanski et de Marie Paléologue, et sur une prétendue fille d'Étienne Douchan. [Ibid.] — F. Babinger et F. Dölger. Ein Auslandsbrief des Kaisers Johannes VIII vom Jahre 1447. (Lettre de Jean VIII Paléologue à Sarudsch-Beg, en grec avec traduction turque.) [Ibid.]

— *H. Hunger*. Theodoros Metochites als Vorläufer des Humanismus in Byzanz. [*Ibid.*] — *I. Ševčenko*. The Imprisonment of Manuel Moschopoulos in the year 1305 or 1306. (Épisode des troubles politiques à Byzance en suite à l'invasion catalane.) [*Speculum*. t. XXVII, 1952.]

IV. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE, L'ANCIEN RÉGIME

*H. Baron*. Die politische Entwicklung der italienischen Renaissance. [*Hist. Zuchrift*, Bd. 174, Heft. 11, août, 1952.] — *Erminio Troilo*. Prospetto, sintesi e commentario della filosofia di Giordano Bruno. (Résumé de sa philosophie.) [*Atti Acc. Lincei, Memorie*, serie VIII, vol. III, fasc. 3, 1951.] — *L. Venturi*. Pensiero e fantasia nell'arte di Leonardo da Vinci. [*Ibid.*, *Rendiconti*, VII, 3-4, mars-avril 1952.] — *Ch. Perrat*. Les humanistes amateurs de papyrus. (Claude Bellièvre, de Lyon.) [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CLX, 1952.] — *Quirinus Breen*. Pico della Mirandola on the conflict of philosophy and rhetoric : Melanchton's reply to Pico. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1952.] — *Gennaro Sasso*. Sul VII capitolo del Principe. [*Riv. st. it.*, 1952, fasc. 2.] — *Vittorio de Caprariis*. Per la datazione di due lettere di Erasmo. Contributo allo studio degli « Antibarbari ». [*Ibid.*]

*Hans Haimar Jacobs*. Studien zur Geschichte des Vaterlandsgedankens in Renaissance und Reformation. [*Welt als Gesch.*, 1952, Heft. 2.] — *Lucien Febvre*. En lisant d'Aubigné. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *Ch. Dartigue*. La biographie d'Agrippa d'Aubigné, d'après son propre témoignage et d'après les renseignements laissés par des contemporains. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1952.] — *Pierre Greschaude*. Le génie d'Agrippa d'Aubigné. [*Ibid.*] — *E.-F. Podach*. « J'ay pensé et Dieu les a guaris. » [*Annales*, avril-juin 1952.] — *Jean Coudert*. Le mariage dans le diocèse de Toul au xvi<sup>e</sup> siècle. [*A. de l'Est.*, 1952, n° 1.] — *A. Goetstouwers*. Het wonderjaar te Walem. (Concerne les troubles religieux du xvi<sup>e</sup> siècle. Article et textes inédits.) [*Bull. Com. R. Hist.*, n° CXVI, 4.] — *Georges Hansotte*. Lettres d'Antoine Ghénart, inquisiteur liégeois, à Guillaume Lindanus (xvi<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*] — *Émile Brouette*. Deux ordonnances inédites du conseil provincial de Namur sur la répression de la sorcellerie. [*Bull. Com. R. anc. lois et ordon. Belg.*, XVII, 2.]

*G. Cardascia*. La date du *Saarbrücker Landrecht*. (Première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle.) [*A. de l'Est.*, 1952, n° 2.]

*K. G. Davies*. The Origins of the Commission System in the West India Trade. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952.] — *G. D. Ramsay*. The Smuggler's Trade : A Neglected Aspect of English Commercial Development. [*Ibid.*] — *Georg von Rauch*. Zur Geschichte des schwedischen Dominium Maris Baltici. [*Welt als Gesch.*, 1952, Heft 2.]

*E. Migliorato-Garavini*. Appunti di storia della scienza nel Seicento. [*Atti Acc. Lincei, Rendiconti*, VIII, janvier-février 1952.] — *Erich Haase*. Isaac Pépin à l'époque de la Révocation. (Trois lettres inédites.) [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1952.] — *F. Lechanteur*. La langue de Rouen au xvi<sup>e</sup> siècle. [*A. de Normandie*, avril 1952.] — *Lewis W. Spitz*. Leibniz's significance for historiography. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1952.] — *Virgilio Titone*. Su alcuni aspetti dell'economia siciliana sotto gli Spagnuoli. (Étude bien documentée qui éclaire l'importance des emprunts, petits et grands, dans la vie économique sicilienne. Le capital se défie des opérations hasardeuses et cherche, à tous les

échelons, la rente fixe gagée sur les impôts ou sur la terre.) [*Arch. Stor. Sicil.*, Serie Terza, vol. IV, 1950-1951.] — *Lusien Creysens*. Sources espagnoles relatives à la publication de la bulle *In eminenti* en Belgique (1648-1653). [*Bull. Com. R. Hist.*, CXVI, 3.]

*Ed. Fabre-Surveryer*. Louis-Guillaume Verrier (1690-1758). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1952.] — *G. Debien*. Engagés pour le Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle vus de La Rochelle. [*Ibid.*] — *M. Eisenbeth*. Les Juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque (1516-1830). [*R. Afr.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — *A. Riggio*. Esclaves et missionnaires en Barbarie (1672-1682). [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1949.] — *J. Sauvaget*. Une description des côtes barbaresques au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1949.] — *M. Canard*. Une description de la côte barbaresque au XVIII<sup>e</sup> siècle, par un officier de marine russe. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1951.] — *M. Hadj-Sadok*. A travers la Berbérie orientale du XVIII<sup>e</sup> siècle avec le voyageur Al-Warhithlâni. [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1951.] — *S. L. Agnello*. La Rinascita edilizia a Siracusa dopo il terremoto del 1693. [*Arch. stor. Sicil.*, Serie Terza, vol. IV, 1950-51.]

*C. P. Nettels*. British Mercantilism and the Economic Development of the Thirteen Colonies. [*J. of Econ. Hist.*, Printemps 1952.] — *Frederick H. Jackson*. Simeon E. Baldwin and the clerical control of Yale. [*Am. hist. rev.*, juillet 1952.] — *R. Massio*. Les Bigourdans à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*A. du Midi*, 1952, fasc. 2.] — *Fernand Grenier*. Présentation des Papiers Contrecoeur. (Relatifs au conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1952.] — *A. Sacerdoti*. La mission à Alger du consul de Venise Niccolò Rosalem (1753-1754). [*R. Afr.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — *J. Godechot*. La course maltaise le long des côtes barbaresques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *Marcel Giraud*. Crise de conscience et d'autorité à la fin du règne de Louis XIV. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *Jean Roussel*. Tableaux statistiques relatifs aux « Déclarations des communautés des duchés de Lorraine et de Bar en 1708 ». [*A. de l'Est*, 1952, n° 2.] — *Ghislaine Grosdemange*. Population et milice dans la subdélégation de Lunéville de 1737 à 1789. [*Ibid.*] — *Louis Desgraves*. L'intendant Claude Boucher (1720-1743). [*R. hist. de Bdx*, 1952, n° 1.] — *Id.* Notes de lecture de Montesquieu. [*Ibid.*, n° 2.] — *Id.* Montesquieu, 1939-1951. Chronique bibliographique. [*Ibid.*] — *Jean Vidalenc*. L'approvisionnement de Paris en viande sous l'Ancien Régime. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1952, n° 2.] — *P. de Saint-Jacob*. La question des prix en France à la fin de l'Ancien Régime, d'après les contemporains. [*Ibid.*] — *A. Garnier*. Un document sur le peintre Michel d'Argent et le voyage d'Italie au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1952.] — *Jacques Aman*. En marge de la journée de Monsieur de Conflans (20 novembre 1759). [*R. marit.*, septembre 1952.]

#### V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, LE PREMIER EMPIRE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*R.-C. Cobb*. La campagne pour l'envoi de l'armée révolutionnaire dans la Seine-Inférieure. [*A. de Normandie*, août 1952.] — *H. Forestier*. Le « culte laïc ». I : Un aspect spécifiquement auxerrois de la résistance des paroisses rurales à la déchristianisation. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1952.] — *David L. David*. Jacques-Louis David, artist member of the Committee of general security. [*Am. hist. rev.*, juillet 1952.] — *Baldo Peroni*. « Le cri de l'Italie » 1799. [*Riv. st. it.*, 1952, fasc. 1.] — *A. Royer*. En marge des négociations concordataires. Le P. de Clorivière et le Saint-Siège (fin). [*R. H. E.*, 1952, nos 1-2.] — *Jean Lhote*. Le divorce à Metz sous la

Ré  
Amec  
voyée  
Portu  
cultés  
fasc. 1  
(Dém  
(1796)  
grand  
E. Gi  
dell'ar  
Répub  
fasc. 1  
Pier  
budea  
— Fer  
[Ibid.]  
e storie  
belges.  
l. et sc.  
régime  
Charte  
juillet  
juin 19  
— Tho  
1896.)  
tique er  
E. K  
(1827).  
dernier  
texte ar  
conflit f  
1950.] —  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
[Ibid.] —  
[Ibid., 3  
iration i  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
Betty  
Houghto  
Mario  
1834). (I  
de Venis  
Vénitien.  
glic. Car  
(État des  
de Naple  
rapports

Révolution et l'Empire. [*A. de l'Est*, 1952, n° 2.] — *Giuseppe Carlo Rossi*. Vittorio Amedeo III di Savoia nei disastri di un diplomatico portoghese. (Dépêches envoyées, d'août 1789 à juin 1790, par Don Rodrigo de Sousa Cotinho, ministre du Portugal près la cour de Turin. Ces documents donnent des précisions sur les difficultés causées au roi de Sardaigne par les émigrés français.) [*Ras. Stor. del Risorg.*, fasc. I, janvier-mars 1952.] — *Ettore Passerin*. La società toscana intorno al 1799. (Démontre que la Toscane, au lendemain de l'arrivée des Français à Livourne (1796), n'était guère révolutionnaire en raison des réformes concédées par le grand-duc Léopold.) [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 1, janvier 1952.] — *Vittorio E. Giuntella*. La politica italiana del Direttorio nel 1799 e la missione a Roma dell'ambasciatore Bertolio. (Étude solide sur les rapports du Directoire avec la République romaine « égale et sœur en apparence ».) [*Ras. Stor. del Risorg.*, fasc. I, janvier-mars 1952.]

*Pierre Massé*. Descendances acadiennes. Les quatre filles de Marie-Reine Barbeau. (En Poitou, début du XIX<sup>e</sup> siècle.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1952.] — *Fernand Lefebvre*. L'histoire du guet à Montréal. (Premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*] — *Cesare Spellanzon*. La Rivoluzione francese del 1830. [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 3, mars 1952.] — *J. Dechamps*. Sur Stendhal et un de ses amis belges. (Concerne le rôle des Belges dans la Grande Armée.) [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1952, nos 1-2.] — Chef de bataillon *P. Chalmis*. Changements de régime politique et organisation militaire. (Histoire résumée des volontaires de la Charte de 1830 et de la Garde nationale mobile de 1848-1850.) [*R. de Déf. nat.*, juillet 1952.] — *Robert Balland*. L'année 1848 en Seine-et-Oise. [*Inf. hist.*, mai-juin 1952.] — *André Compan*. Nice, la France et l'Italie de 1789 à 1860 (II). [*Ibid.*] — *Thomas Charland*, O. P. Les débuts du P. Gonthier dans la polémique. (En 1896.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1952.] — *Jean Bourdon*. L'évolution politique en Meurthe-et-Moselle de 1885 à 1893. [*A. de l'Est.*, 1952, n° 2.]

*E. Kuran*. La lettre du dernier bey d'Alger au grand vizir de l'Empire ottoman (1827). [*R. Afr.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.] — *M. Emerit*. Les Mémoires d'Ahmed bey, dernier bey de Constantine. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1949.] — *Id.* et *H. Perès*. Le texte arabe du traité de la Tafna. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1950.] — *M. Emerit*. Le conflit franco-marocain de 1844 d'après les notes de Warnier. [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1950.] — *X. Yacono*. Un contrat de colonisation sous le Second Empire. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1950.] — *M. Emerit*. A propos des déportés du Second Empire. [*Ibid.*] — *Id.* Les crises des finances tunisiennes et les origines du Protectorat. [*Ibid.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1949.] — *Id.* A propos de Jules Ferry. [*Ibid.*] — *Id.* La pénétration industrielle et commerciale en Tunisie et les origines du Protectorat. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1952.]

*Betty Kemp*. The general election of 1841. [*History*, juin 1952.] — *Walter E. Houghton*. Victorian anti-intellectualism. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1952.]

*Mario Brunetti*. Confidenze e sfoghi di funzionari della polizia austriaca (1816-1834). (Documents de la police politique autrichienne existant au Musée Correr de Venise. Ils se réfèrent à l'état d'esprit des populations du royaume Lombardo-Vénitien.) [*Ras. Stor. del Risorg.*, fasc. I, janvier-mars 1952.] — *Giuseppe Coniglio*. Carteggi superstiti della Segreteria di Stato borbonica degli Affari Esteri. (État des dossiers d'Archives du ministère des Affaires étrangères des Bourbons de Naples qui ont été sauvés lors de l'incendie de septembre 1943. Signalons les rapports envoyés de Paris de 1838 à 1860 parmi les fonds retrouvés.) [*Ibid.*] —

*M. Antonietta di Paco*. Salvagnoli economista. (Tableau de l'équilibre économique patriarcal en Toscane à la veille de 1848.) [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 3, mars 1952.] — *Sergio Camerani*. La Toscana del 1849 al 1859. (Excellente monographie de l'évolution des partis politiques et de l'opinion publique en Toscane.) [*Ras. Stor. del Risorg.*, fasc. I, janvier-mars 1952.] — *Leonida Ballestreri*. Avventure e disavventure di gerenti di periodici mazziniani. (Persécutions judiciaires, imputables à tous les gouvernements de l'Italie, contre les premiers journaux lancés par Mazzini lorsqu'il fonda la « Giovine Italia ».) [*Ibid.*] — *Mario Barsali*. Due lettere inedite di G. Mazzini dal Forte di Gaeta. (Lettres écrites par G. Mazzini à Lady Amberley durant sa détention au fort de Gaète (août-octobre 1870). Au nom du droit des peuples, Mazzini s'élève contre une annexion éventuelle de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.) [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 4, avril 1952.] — *Pietro Scorpola*. Cattolici e moti sociali in Italia intorno al 1900. Lo sciopero generale del 1904. (Attitude des catholiques italiens à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle devant les crises sociales qui secouèrent alors la Péninsule; leur rentrée dans la vie politique au lendemain de la grève générale de 1904. Étude fondée sur le dépouillement de la presse catholique.) [*Ibid.*, n° 7, juillet 1952.] — *Friederich Vöchting*. La questione meridionale. (Étude des problèmes historiques et économiques se référant à l'ex-royaume de Naples.) [*Ibid.*, n° 1, janvier 1952.] — *Paul Guichonnet et Walter Maturi*. Due conversazioni tra Vittorio Emanuele II e Monsignor Charvaz sulla prima missione Stellardi riguardante le Romagne (15-16 ottobre 1859). [*Riv. st. it.*, 1952, fasc. 2.] — *Ugo Sorbi*. Agricoltura, Bonifica, Emigrazione in rapporto all'organizzazione internazionale. (Considérations sur l'émigration agricole en Italie.) [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 7, juillet 1952.]

*Jacob S. Worm-Müller*. Karl Staaff, W. C. Brøgger et l'adresse du Storting du 19 juin 1905. (Cette adresse repose en partie sur un texte suggéré par Staaff au gouvernement norvégien; en norvégien.) [*N. H. T.*, 1951, 4.]

*Irving Brant*. James Madison and his times. [*Am. hist. rev.*, juillet 1952.] — *M. Hamlin Cannon*. The english Mormons in America. [*Ibid.*] — *A. Siegfried*. La guerre de Sécession jugée par un témoin. [*R. int. d'hist. pol. et cont.*, janvier-mars 1952.] — *Simon Kuznets*. National Income Estimate for the United States prior to 1870. [*J. of Econ. Hist.*, Printemps 1952.] — *J. B. Rae*. The Great Northern's Land Grant. [*Ibid.*]

*E-tu Zen Sun*. The Chinese constitutional missions of 1905-1906. [*J. of mod. hist.*, septembre 1952.] — *O. Hauser*. China 1911, eine brüchige Stelle in der englisch-russischen Entente. [*Hist. Ztschrift*, Bd. 174, Heft 1, août 1952.]

*Aycorbery et Cournil*. La politica francese e le questioni religiosi. (Tableau d'ensemble de la position des catholiques français dans la politique intérieure de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République.) [*Quaderni di cult. e storia soc.*, n° 1, janvier 1952.]

#### VI. APRÈS 1914

Capitaine de corvette *A. Postec*. L'opération Seelöwe. (Les projets de débarquement allemands en Angleterre en 1940.) [*R. marit.*, octobre 1952.] — Capitaine de vaisseau *Chevalier*. Les expéditions météorologiques allemandes dans l'Arctique pendant la guerre de 1939-1945. [*Ibid.*] — *Jacques Mordal*. La défense de Cherbourg. [*Ibid.*, août 1952.] — Général *Albort*. A propos du second front de 1942. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1952.] — *Andreas F. Lowensfeld*. The Free Germany com-



mittee. An historical study. [*R. of politics*, juillet 1952.] — *E. Eyck*. The Generals and the Downfall of the German Monarchy. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952.] — *Immanuel C. J. Hsu*. Kurusu's mission to the United States and the abortive *Modus vivendi* (1941). [*J. of mod. hist.*, septembre 1952.] — Vice-amiral *P. Barjot*. La stratégie aéronavale japonaise. [*R. mar.*, août à octobre 1952.] — Capitaine de frégate *Noël*. Les opérations navales japonaises furent-elles coordonnées avec celles de l'Axe? [*R. de Déf. nat.*, juillet 1952.]

*Alfred Gilbert*. Problèmes politiques et stratégiques de l'Océan Indien. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1952.] — *Robert Guillaïn*. Tour d'horizon en Extrême-Orient. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1952.] — *Lucien Febvre*. Au Vietnam et ailleurs... en 1950 et auparavant. [*Annales*, avril-juin 1952.]

*Raymond Aron*. Le dialogue des Quatre sur l'Allemagne. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1952.]

Capitaine de vaisseau *Lepotier*. Les fleuves dans la stratégie européenne. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1952.] — Général *Marcel Carpentier*. Le problème du commandement dans une coalition. [*Ibid.*]

*Jacques Ferry*. Les grandes industries sidérurgiques depuis la guerre. Politiques nationales et marché mondial de l'acier. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1952.] — *Marcel Turon*. Le pétrole et l'équipement pétrolier en Gironde. [*R. hist. de Bdx*, 1952, n° 1.] — *Suzanne Duphil*. Le développement et les paysages de la banlieue nord-ouest de Bordeaux : Caudéran et Le Bouscat. [*Ibid.*, 1952, n° 2.] — *J. Delvert*. L'évolution économique de la plaine d'Alençon. [*A. de Normandie*, août 1952.]

*Ruth C. Silva*. Reform of the electoral system. (Aux États-Unis.) [*R. of politics*, juillet 1952.] — *Blake McKelvey*. American urban history to day. [*Am. hist. rev.*, juillet 1952.]

*François Honti*. L'émigration de l'Europe centrale et orientale et le réarmement allemand. [*Pol. étr.*, juin-juillet 1952.] — *R. V. Burks*. Catholic parties in Latin Europe. [*J. of mod. hist.*, septembre 1952.] — *J. Berque*. Nouveaux types urbains au Maroc. Une enquête collective. (Naissance du prolétariat marocain.) [*Annales*, avril-juin 1952.] — *G.-H. Bousquet*. Les conquêtes musulmanes et l'impérialisme arabe, par *J. Schumpeter* (1883-1950). [*R. Afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1950.] — *Roberto Bachi*. La population juive de l'État d'Israël. [*Pop.*, juillet-septembre 1952.]

## VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

*E.-G. Gobert*. Le *puendum* magique et le problème des cauris. [*R. Afr.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1951.] — *P. Montet*. Dieux et prêtres indésirables. [*R. de l'hist. des rel.*, avril-juin 1952.] — *C. Lévi-Strauss*. Le syncrétisme religieux d'un village mog du territoire de Chittagong. [*Ibid.*]

*P. Petit*. Libanius et la Vita Constantini. [*Hist.*, 1950, I, 4.] — *G. Furlani*. Origène e i Yezidi. [*Atti Acc. Lincei, Rendiconti*, VIII, janvier-février 1952.]

*H. Grégoire*. Nouvelles observations sur le nombre des martyrs. (Avec une réponse du R. P. de Moreau.) [*Ac. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1952, nos 1-2.]

— *P. Nautin*. La controverse sur l'auteur de l'*Elenchos*. [*R. H. E.*, 1952, nos 1-2.] — *D. J. V. Fisher*. The Church in England between the Death of Bede and the Danish

Invasions. [*Transact. of the R. Hist. Soc.*, 5<sup>e</sup> série, vol. 2, 1952.] — *J. Leclercq*. Une ancienne rédaction des coutumes cisterciennes. [*R. H. E.*, 1952, nos 1-2.] — *M. H. Vicaire*. Fondation, approbation, confirmation de l'ordre des Prêcheurs (suite).

[*Ibid.*] — *Id.* La bulle de confirmation des Prêcheurs. [*Ibid.*] — *A. Borst.* Neue Funde und Forschungen zur Geschichte der Katharer. [*Hist. Ztschrift*, Bd. 174, Heft 1, août 1952.] — *Luciano Sommariva.* Studi recenti sulle eresie medievali (1939-1952). [*Riv. st. it.*, 1952, fasc. 2.] — *N.-M. Denis-Boulet.* Charles de Blois fut-il canonisé en 1376? [*R. H. E.*, 1952, nos 1-2.] — *J. Paquet.* Le légat Nicolas de Cuse à Louvain (janvier et février 1452). [*Ibid.*]

*P. Champetier.* Les conciles africains durant la période byzantine. [*R. Afr.*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trim. 1951.] — *G. Georgiades Arnakis.* The Greek church of Constantinople and the Ottoman Empire. [*J. of mod. hist.*, septembre 1952.]

*G. Bronzini.* Una redazione versificata umbro-senese della leggenda di S. Caterina d'Alessandria. [*Atti Acc. Lincei, Rendiconti*, VIII, janvier-février 1952.] — *Derek Van Abbé.* Niklaus Manuel of Bern and his Interest in the Reformation. [*J. of mod. hist.*, septembre 1952.] — *Alberto Tenenti.* Hérétiques italiens et réformes européennes. [*Annales*, avril-juin 1952.] — *C. Gallo.* Aspetti e figure della contrariforma in Sicilia. [*Arch. stor. Sicil.*, Serie terza, vol. IV, 1950-51.] — *J. Mogenet.* Trois lettres inédites de Jansenius. [*R. H. E.*, 1952, nos 1-2.]

*É.-G. Léonard.* L'illuminisme dans un protestantisme de constitution récente (fin). [*R. de l'hist. des rel.*, avril-juin 1952.] — *Aaron I Abell.* The catholic factor in urban welfare : the early period, 1850-1880. [*R. of politics*, juillet 1952.]

#### VIII. REVUES JAPONAISES

*T. Yuge.* L'historiographie d'Eusèbe. (L'auteur compare l'empirisme d'Eusèbe, fidèle à ses sources qu'il rassemble sans en concilier les contradictions, à la méthode des grammairiens d'Alexandrie et aux tendances contemporaines de la science hellénistique.) [*S. Z.*, 61, juillet 1952.] — *K. Watanabe.* Les études récentes d'histoire byzantine. [*Ibid.*]

*J. Shimada.* Les Khwājas et les khans de l'Alty Shahr. [*T. G.*, 34, mars 1952.]

*M. Ara.* Les communautés de village dans l'Inde, d'après les travaux anglais du XIX<sup>e</sup> siècle. [*T. B. K.*, n° 2, 1951.] — *H. Nakamura.* Le capital national de l'Inde, sa structure spirituelle ; I : L'éthique économique du jainisme. [*T. B.*, n° 6, septembre 1951.]

*Y. Ogaeri.* Les derniers travaux de Bernhard Karlgren. [*Ibid.*] — *Sh. Kaizuka.* Max Weber et le confucéisme. [*Ibid.*, n° 7, novembre 1951.] — *N. Egami.* Le nestorianisme des Ōngūt et ses monuments figurés. [*T. B. K.*, n° 2, 1951.] — *T. Hori.* La chute de l'aristocratie en Chine sous les T'ang. [*T. B.*, n° 7, novembre 1951.] — *E. G. Pullyblank.* Les origines de Ngan Lou-chan. (VIII<sup>e</sup> siècle ; en japonais.) [*S. Z.*, 61, avril 1952.] — *N. Niida.* Le communisme familial dans la société agraire chinoise. [*T. B. K.*, n° 2, 1951.] — *M. Amano.* L'agriculture itinérante en Chine ancienne. (La culture du riz au Kiang-nan.) [*S. Z.*, 61, avril 1952.] — *O. Yamaguchi.* Kiyān et Borčgin. Notes sur l'Histoire secrète des Mongols. [*T. B. K.*, n° 2, 1951.] — *Y. Sudo.* Le système des gouvernements provinciaux sous les Cinq dynasties. [*S. Z.*, 61, avril et juin 1952 ; cf. *T. B. K.*, n° 2, 1951.] — *A. Hoshi.* Le k'ing-tsi yen sous les Ming ou la taxe en argent de l'impôt du riz. [*T. G.*, 34, mars 1952.] — *M. Sasaki.* Le tarif illégal des douanes de Canton sous les Mandchous. [*Ibid.*] — *Y. Muramatsu.* Liberté et capitalisme en Chine. [*T. B.*, n° 6, septembre 1951.] — *N. Uchida.* Le précapitalisme des Chinois de Malaisie. [*Ibid.*, n° 7, novembre 1951.]

Les études historiques au Japon en 1951. (Histoire japonaise ; Histoire de l'Extrême-Orient ; Histoire occidentale.) [S. Z., 61, mai 1952.] — G. Sasaki. Le développement du commerce et la transformation du manoir dans le Japon médiéval (xiii<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*, 61, mars 1952.] — La formation de l'ancien État japonais (rapport et discussion). [T. B., n° 6, septembre 1951.] — K. Nagahara. La dissolution du sōryō dans les provinces de l'Est, au Japon (xv<sup>e</sup> siècle). [S. Z., 61, mars 1952.] — T. Ueda. Le Japon, les Mandchous et la dépendance des Ryūkyū. [T. B. K., n° 2, 1951.] — Y. Okamoto. L'introduction de la peinture occidentale au Japon. (Les écoles jésuites.) [S. Z., 61, avril 1952.] — T. Ueda. L'alliance nippon-germano-italienne et son but. (D'après le compte rendu des séances du Tribunal militaire international.) [T. B., n° 8, février 1952.]

---

## CHRONIQUE

### NÉCROLOGIE

FERDINAND LOT

(1866-1952)

En moins de trois ans, depuis octobre 1950, la mort a fait des coupes sombres dans les rangs des médiévistes français ; tour à tour, elle a frappé L. Halphen, L. Bréhier, A. Fliche et L. Levillain, et voici que, le 19 juillet 1952, est mort, à Fontenay-aux-Roses, le maître incontesté des études médiévales françaises, F. Lot, suivi à quelques semaines de distance dans la tombe par un de ses plus anciens disciples, J. Calmette. Avec F. Lot disparaît un historien de grande envergure ; il faudrait un article étendu pour analyser sa riche personnalité et définir l'originalité de son œuvre, en raison même de l'ampleur exceptionnelle de celle-ci ; du moins ces quelques pages se proposent-elles, en présentant les éléments essentiels d'une telle étude, de rendre dès maintenant au maître disparu l'hommage qui lui est dû.

F. Lot, né en 1866 dans la région parisienne, au Plessis-Piquet, fit ses études secondaires au collège Sainte-Barbe et au lycée Louis-le-Grand ; après avoir obtenu le baccalauréat en 1885, il hésita quelque temps sur la carrière à suivre et songea un instant à préparer l'École Navale, pour répondre au désir de sa mère, qui était restée veuve de très bonne heure et dont il était le seul enfant. Se sentant peu de goût pour les mathématiques, il se décida à préparer l'École des Chartes, où, d'ailleurs, son oncle, Henri Lot, l'avait précédé. Disposant pour sa préparation d'une année scolaire tout entière, il suivit, en cette même année 1885-1886, quelques cours en Sorbonne, ceux, en particulier, de Fustel de Coislanges, qui lui avaient laissé un inoubliable souvenir. A entendre ce maître fameux, il avait senti s'affirmer sa vocation d'historien et, en octobre 1886, il était reçu à l'École des Chartes dans une promotion qui comptait parmi ses membres L. Labande, Ch. Petit-Dutaillis et M. Poëte. Tout en suivant l'enseignement de l'École des Chartes, il fréquentait les conférences de l'École pratique des Hautes-Études ; dans les deux écoles, il retrouvait le maître qui devait avoir sur sa formation une influence décisive : Arthur Giry. En 1890, F. Lot obtenait le diplôme d'archiviste-paléographe avec une thèse sur *Les derniers Carolingiens : Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine*, qui, dès 1891, connut les honneurs de l'impression. D'ailleurs, après sa sortie de l'École des Chartes, F. Lot continua à suivre les conférences de l'École des Hautes-Études, se donnant une culture d'une richesse exceptionnelle, puisqu'il s'adonna à l'étude de la linguistique générale et, plus particulièrement, à celle des langues celtiques.

Quelques mois après avoir conquis le diplôme d'archiviste-paléographe, F. Lot entra comme attaché à la Bibliothèque de l'Université de Paris, où il devait faire carrière comme bibliothécaire durant dix ans, jusqu'au jour où, en 1900, le vœu exprimé à son lit de mort par A. Giry lui assura la succession de son ancien maître à l'École pratique des Hautes-Études. Des dix ans passés à la Bibliothèque

de la Sorbonne, F. Lot avait gardé un excellent souvenir ; son service lui laissait de larges loisirs et il trouvait dans les collections de la Bibliothèque des instruments de travail incomparables pour ses travaux personnels ; de plus, ses fonctions de bibliothécaire lui permirent de nouer des relations avec quelques-uns des professeurs de la Sorbonne, en particulier avec Ch. Seignobos, qui, jusqu'à sa mort, ne cessa de lui témoigner l'estime la plus amicale.

Mais l'enseignement attirait F. Lot et, si le travail de séminaire en honneur à l'École des Hautes-Études répondait parfaitement à ses goûts, il semble que, de bonne heure, désireux d'atteindre un plus large public, il ait ambitionné d'occuper une chaire en Sorbonne. En tout cas, dès 1904, il conquérirait le doctorat avec deux thèses fameuses, qui avaient pour titre, la principale : *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du X<sup>e</sup> siècle*, et la complémentaire : *Fidèles ou vassaux? Essai sur la nature juridique du lien qui unissait les grands vassaux à la royauté depuis le milieu du IX<sup>e</sup> jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle*. D'ailleurs, par une innovation originale et qui révélait son indépendance d'esprit, F. Lot ne soutint pas ses thèses devant la Sorbonne, comme le voulait la tradition, mais devant la Faculté des lettres de Nancy, qui constitua un jury dans lequel figuraient deux juges particulièrement compétents : Christian Pfister et Robert Parisot.

Pourvu du doctorat, qui lui ouvrait l'accès des Facultés, F. Lot dut attendre plusieurs années avant de voir les portes de la Faculté des lettres de Paris s'ouvrir devant lui, et encore celles-ci ne lui ménagèrent-elles, au début, qu'un passage assez étroit, puisqu'il inaugura son enseignement, en novembre 1909, en qualité de chargé de conférences complémentaires. A vrai dire, sa nomination s'était heurtée à quelque opposition et, après qu'il eut été introduit dans la place, grâce surtout à l'amitié de Ch.-V. Langlois, qui le tenait en très haute estime, il lui fallut compter avec les préventions de quelques collègues, aux yeux desquels il faisait figure de révolutionnaire dangereux. Il devait cette réputation à la sincérité un peu brutale avec laquelle, dans une série de mémoires et d'articles, il avait dénoncé les faiblesses de l'enseignement supérieur français, établissant une comparaison entre les Universités allemandes et les Universités françaises, dépourvues de ressources, pauvres d'étudiants, privées de certains enseignements indispensables. De la campagne menée par F. Lot en faveur d'une rénovation de l'enseignement supérieur français, campagne au cours de laquelle il lui arriva de décocher quelques flèches au personnel enseignant lui-même, il convient de rappeler deux témoignages particulièrement significatifs : une étude d'une certaine ampleur (*De la situation faite à l'enseignement supérieur en France*), qui parut en 1906 dans la collection des *Cahiers de la Quinzaine*, que dirigeait alors Ch. Péguy, et un article (*Où en est la Faculté des lettres de Paris?*), publié en 1912 dans la *Grande Revue*, dont les conclusions blessèrent profondément certains professeurs de la Sorbonne, dont F. Lot était devenu le collègue en 1909 ; l'émotion fut vive et Ch.-V. Langlois lui-même conseilla à son ami la prudence.

En raison de la haute valeur de l'enseignement que le chargé de conférences dispensait aux étudiants, les préventions disparurent et la situation de F. Lot à la Faculté des lettres de Paris se consolida officiellement, quand il fut nommé maître de conférences en 1915, puis professeur titulaire en 1920. Il devait enseigner à la Sorbonne jusqu'à l'âge de la retraite, en 1936, tout en continuant à l'École des Hautes-Études l'enseignement qu'il y donnait depuis 1900 et qui lui tenait tout particulièrement à cœur, à tel point que, directeur d'études à la retraite, il continua d'y faire durant plusieurs années, à titre bénévole, ses deux



conférences hebdomadaires devant un groupe de disciples qui lui restaient fidèlement attachés.

C'est en 1890, à sa sortie de l'École des Chartes, que F. Lot publiait son premier article et, depuis cette date, sa production scientifique n'a jamais faibli, jusqu'au jour où, en 1951, à la veille d'entrer dans sa quatre-vingt-cinquième année, il dut compter avec la maladie, qui brusquement vint ralentir son activité scientifique, sans toutefois l'arrêter complètement. Au total, l'œuvre de F. Lot est d'une richesse exceptionnelle et la bibliographie de ses travaux, qui figure dans l'hommage qui lui fut offert à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, en 1946, compte près de 300 numéros; encore convient-il de compléter cette bibliographie par les ouvrages et articles parus après 1946 et aussi tenir compte d'ouvrages entrepris par F. Lot dans les dernières années de sa vie et dont la mise au point et la publication seront assurées par plusieurs de ses disciples. Mais ce qui fait l'intérêt très particulier de cette production, c'est son étonnante variété; celle-ci dénote chez l'auteur une curiosité toujours en éveil et qui, jamais lassée, l'a poussé à s'aventurer sans cesse sur de nouveaux terrains de recherche, sans jamais délaisser complètement ceux qui lui étaient devenus familiers.

Formé aux rigoureuses disciplines de l'École des Chartes, fidèle à l'enseignement de son maître, A. Giry, F. Lot, durant de longues années, s'est adonné presque entièrement à des travaux d'érudition, qui lui ont fourni les assises solides sur lesquelles il a construit les œuvres historiques de son âge mûr, et, à cet égard, on ne saurait trop recommander son exemple aux jeunes historiens qu'attire le mirage des synthèses hâtives. Au cours de sa carrière d'érudit, la féconde activité de F. Lot s'est dépensée dans plusieurs directions, qu'il convient de rappeler, en indiquant les œuvres les plus importantes ou les plus significatives. F. Lot a édité des textes narratifs (Hariulf, *Chronique de Saint-Riquier*, 1894), publié des recueils d'actes diplomatiques (*Recueil des actes de Lothaire et de Louis V* (1908), en collaboration avec L. Halphen), participé très activement à la rédaction des *Annales de l'histoire de France à l'époque carolingienne*, entreprises sous la direction d'A. Giry. Dans cette collection, qui devait doter la France de très utiles recueils annalistiques, analogues aux *Jahrbücher* des médiévistes allemands, F. Lot a fait paraître sa thèse d'École des Chartes sur *Les derniers Carolingiens*, sa thèse de doctorat sur *Le règne de Hugues Capet* et, en collaboration avec L. Halphen, le premier tome d'un ouvrage sur *Le règne de Charles le Chauve*, qui, paru en 1909, ne dépasse pas 851. Au soir de sa vie, alors que ses ouvrages d'histoire lui avaient acquis la grande notoriété, F. Lot a continué de s'intéresser vivement aux recueils d'actes diplomatiques; il a dirigé la publication de plusieurs volumes des *Diplômes des rois de France* édités par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et entrepris, avec la collaboration de Ph. Lauer et de G. Tessier, une collection de fac-similés des diplômes carolingiens conservés dans les dépôts français (1936-1938).

En 1928, F. Lot faisait paraître, dans la collection *L'évolution de l'humanité*, un ouvrage intitulé : *La fin du monde antique et le début du Moyen Âge*; on ne saurait trop souligner l'importance de cet ouvrage dans la carrière de F. Lot; cette œuvre magistrale, dont une seconde édition a paru en 1951, en étudiant la chute du monde antique et la naissance du monde médiéval, abordait un problème qui, selon les propres termes de l'auteur, « est peut-être le plus intéressant et le plus important problème de l'histoire universelle »; en faisant connaître au grand public le nom de F. Lot, l'ouvrage a peut-être révélé à l'auteur lui-même sa vocation d'historien de grande classe. Dès lors, F. Lot, tout en accumulant

mémoires et articles, qui étaient autant de travaux d'approche en vue des synthèses qu'il projetait, a publié une série d'ouvrages d'histoire qui touchent à des domaines variés.

Déjà, dans *La fin du monde antique*, il avait évoqué les luttes de Rome contre les Barbares et étudié l'établissement de ceux-ci dans l'Empire ; il est revenu sur le sujet et l'a traité de manière plus détaillée dans un volume, *Les invasions germaniques*, qui, en dix ans, n'a pas connu moins de trois éditions (1935, 1939, 1945), et, comme, selon ses propres confidences, il s'était, dès sa jeunesse, passionné pour les questions d'ethnographie, on ne s'étonnera pas que, dans un second ouvrage (*Les invasions barbares*, 1937, 2 vol.), il ait envisagé dans son ensemble le problème du peuplement de l'Europe à l'époque historique. D'autre part, en raison de la maîtrise incontestée qu'il avait acquise dans le domaine de l'histoire de l'Europe occidentale du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, F. Lot s'est vu confier dans l'*Histoire du Moyen Age*, dirigée par G. Glotz, un certain nombre de chapitres du tome I (*Les destinées de l'Empire de 395 à 888*) ; ce lui fut l'occasion de donner une mise au point excellente, à la fois exacte et originale.

Il est un domaine de l'histoire dans lequel F. Lot, dépassant très largement les limites chronologiques qu'il avait assignées à ses études, a apporté une contribution de tout premier ordre, c'est le domaine de l'histoire économique et sociale. Déjà, dans la *Fin du monde antique*, il avait mis en pleine lumière les facteurs économiques qui ont contribué à provoquer la « sclérose » du monde romain. Par la suite, son ardent désir de comprendre et d'expliquer les faits politiques l'amena à évaluer avec autant d'exactitude que possible les moyens d'action dont disposaient les souverains ou les grands féodaux du Moyen Age. A cette préoccupation se rattachent deux ouvrages, l'un sur les ressources financières de la monarchie capétienne (*Le premier budget de la monarchie française*, en collaboration avec R. Fawtier, 1932), l'autre sur les armées du Moyen Age (*L'art militaire et les armées au Moyen Age en Europe et dans le Proche-Orient*, 2 vol., 1946).

Parmi les facteurs qui influent sur les moyens d'action dont disposent les gouvernants et qui, en fin de compte, décident du sort des États à toutes les périodes de l'histoire, c'est le facteur démographique qui devait retenir plus spécialement l'attention de F. Lot. Sur ce domaine, comme sur tant d'autres, il préluda par des études de détail. Ce furent d'abord les *Conjectures démographiques sur la France au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle*, parues dans *Le Moyen Age* de 1921, étude dans laquelle il s'est montré un véritable initiateur en matière de démographie médiévale. Prenant pour base de ses recherches le polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, qui fut rédigé dans le premier quart du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, faisant état des *Prolegomènes* de B. Guérard, les rectifiant, les complétant sur certains points et surtout poussant plus loin que son illustre prédécesseur la critique des données numériques du polyptyque, il entreprit de calculer la superficie des différentes *villae* de l'abbaye, ainsi que le chiffre global de la population qui vivait sur ces mêmes domaines. Il put ainsi fixer de façon approximative la densité de la population au début du <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, sinon pour l'ensemble de la France, tout au moins pour la région parisienne, où se situait la plus grande partie des domaines de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. En publiant, quelques années plus tard, *L'état des paroisses et des feux de 1328* (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1929), F. Lot se maintenait dans le domaine de la démographie rurale ; mais la démographie des villes devait, à son tour, retenir son attention au point de l'obséder.

Le sujet était d'importance, car l'agglomération dans une même localité d'une

population relativement dense et dont les individus vivent, en quelque sorte, au coude à coude crée des conditions de vie, suscite des besoins et entretient un sentiment de solidarité qui entraînent des conséquences capitales dans la vie politique, économique et culturelle des peuples, et, dès l'époque de sa maturité, bien des années avant d'aborder les études de démographie urbaine, F. Lot aimait à dire que la renaissance des villes dans l'Europe occidentale au Moyen Age était probablement le fait historique le plus important depuis l'avènement du christianisme. C'est dans les années qui précédèrent immédiatement la seconde guerre mondiale que F. Lot, tout en poursuivant d'autres travaux et en faisant appel pour la documentation à des collaborateurs bénévoles, entreprit ses *Recherches sur la population et la superficie des cités romaines remontant à la période gallo-romaine*, œuvre capitale et d'une ampleur étonnante, puisque, pour chaque ville, l'étude proprement démographique est précédée d'un exposé, qui retrace l'histoire de la ville jusqu'au seuil de l'époque contemporaine ; de cette œuvre, deux tomes déjà ont paru (1945-1950), mais la publication des tomes suivants sera assurée par un fidèle disciple du maître. Dès maintenant, des volumes dont F. Lot a pu assurer lui-même la publication, une conclusion d'ensemble se dégage, c'est que les villes médiévales n'ont jamais eu qu'une population médiocre et que les chiffres admis jusqu'alors par la plupart des historiens sont démesurément exagérés ; d'ailleurs, remontant jusqu'en pleine époque romaine, l'impitoyable critique de l'auteur n'a pas craint de porter atteinte à la majesté de la capitale même de l'Empire. Traitant des effectifs militaires, l'ouvrage sur *L'art militaire et les armées au Moyen Age* aboutit à des conclusions analogues ; l'analyse minutieuse de la topographie des champs de bataille et l'étude de la conduite des combats font ressortir la faiblesse numérique des armées combattantes.

Ancien élève de l'École des Chartes, dont l'enseignement embrasse les différentes disciplines nécessaires à la connaissance du Moyen Age, ayant bénéficié de l'enseignement du maître éminent qu'était Paul Meyer, F. Lot a apporté une contribution de premier ordre aux études de philologie et de littérature romanes. Qu'il suffise de mentionner l'impulsion décisive qu'il a donnée à l'entreprise du nouveau Du Cange et de rappeler les nombreux articles de la *Romania* qu'il a consacrés à nos chansons de geste. Identifiant et les personnages qu'elles mettent en scène et les événements historiques, souvent déformés, qu'elles évoquent, il a exprimé en toute sincérité les doutes que lui inspirait la théorie de son ami J. Bédier. En se refusant à chercher dans les monastères établis le long des routes de pèlerinage les inspireurs des chansons de geste, F. Lot a souligné le rôle des récits légendaires et populaires qui, en conservant à travers les siècles le souvenir d'un événement historique parfois de médiocre importance, ont préparé la gestation de nos épopées médiévales. D'ailleurs, « la matière de Bretagne », tout comme les chansons de geste, a capté la curiosité de F. Lot, curiosité fervente, car, de bonne heure, un irrésistible penchant l'avait poussé à s'intéresser à l'histoire et à la littérature des peuples celtiques ; s'il a consacré à l'histoire de la Bretagne française de nombreux articles, qui furent réunis en volume (*Mélanges d'histoire bretonne*, 1907), il a scruté dans divers articles les origines de la légende arthurienne et publié une copieuse *Étude sur le Lancelot en prose* (1918), dans laquelle il a soutenu la thèse neuve et originale de l'unité de composition de l'œuvre.

Érudit de formation, auteur d'ouvrages d'histoire destinés aux spécialistes, F. Lot a poursuivi son harmonieuse carrière en publiant, dans les dernières années de sa vie, des ouvrages destinés au grand public : *La France des origines à la guerre*

de Co  
s'agis  
des h  
de la  
revien  
conde  
tionne  
intéres  
ans, l  
il n'a  
vrage  
des ju  
qu'il  
qui de  
Si s  
d'un e  
sa con  
la val  
premi  
œuvre  
mais q  
limites  
grand  
haut d  
sible :  
pu et f  
a abor  
d'une  
riques.  
F. L  
mais e  
des let  
durant  
ce cour  
fin de s  
des pro  
mulait  
exempl  
pectives  
qualités  
confirm  
à l'égar  
inévitab  
cice de  
appelés,  
texte ou  
C'est pa  
tait par  
il a touj

de *Cent ans* (1941), *La Gaule* (1947) et *Naissance de la France* (1948). Bien qu'il s'agisse d'ouvrages destinés à atteindre un cercle dépassant très largement celui des historiens de métier, ce serait faire preuve d'une véritable injustice à l'égard de la mémoire de F. Lot que de ne pas assigner à ces ouvrages la place qui leur revient dans l'ensemble de son œuvre. *La naissance de la France*, par exemple, condense sur l'époque mérovingienne et carolingienne une documentation exceptionnellement riche et la maîtrise de F. Lot en cette matière donne à l'exposé un intérêt de tout premier ordre ; si, dans *La France des origines à la guerre de Cent ans*, l'auteur a poussé jusqu'aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, soit une période à laquelle il n'avait consacré que peu de travaux originaux, c'est cependant dans cet ouvrage, écrit d'une plume alerte, qu'il s'est laissé aller le plus volontiers à porter des jugements et à présenter des remarques qui laissent entrevoir la conception qu'il se faisait de l'histoire et l'importance qu'il attribuait aux différents facteurs qui décident des destinées des peuples.

Si seule une enquête poursuivie à travers l'œuvre immense de F. Lot, à défaut d'un exposé systématique qu'il n'a jamais donné, est à même de renseigner sur sa conception de l'histoire, du moins est-il facile de dégager les qualités qui font la valeur de cette œuvre. De ces qualités, la rigueur scientifique est celle qui, au premier abord, retient l'attention ; érudit de formation, F. Lot a construit une œuvre qui repose sur une critique très poussée des sources, critique pénétrante, mais que son intelligence admirablement équilibrée a su maintenir dans de justes limites, sans jamais tomber dans les excès d'une hypercritique stérile. Mais, si le grand érudit que fut F. Lot mérite le titre d'historien, c'est qu'il a eu au plus haut degré les qualités sans lesquelles il n'y a pas de reconstruction historique possible : la puissance de l'imagination et le sens de la vie. Grâce à ces qualités, il a pu et formulé des hypothèses originales qui ont renouvelé certains des sujets qu'il a abordés et reconstitué la psychologie des individus ou la psychologie collective d'une époque, comme il s'est plu à le faire dans tous ses grands ouvrages historiques.

F. Lot n'a pas agi seulement par son œuvre historique aux aspects si variés, mais encore par son enseignement. J'étais étudiant quand il débuta à la Faculté des lettres de Paris et j'ai gardé un souvenir très précis du cours qu'il professa, durant l'année scolaire 1909-1910, sur la France mérovingienne ; dès ce moment, ce cours révélait les qualités qui devaient marquer son enseignement jusqu'à la fin de sa carrière de professeur. L'information était puisée directement aux sources, des problèmes ardues étaient abordés avec une probité intellectuelle qui ne dissimulait aux auditeurs aucune des difficultés du sujet, l'exposé était d'une netteté exemplaire, non dépourvu d'élégance et, par moment, il ouvrait de larges perspectives sur la société ou la civilisation mérovingienne. Mais, en dépit de ces qualités naturelles, que la pratique de l'enseignement et que le succès devaient confirmer, F. Lot semble avoir toujours éprouvé une sorte de méfiance instinctive à l'égard du cours professé *ex cathedra*, en raison, sans doute, des approximations inévitables que celui-ci impose. Ce qui répondait vraiment à ses goûts, c'était l'exercice de séminaire, qui lui donnait l'occasion, devant un petit groupe d'étudiants, appelés, d'ailleurs, à participer à l'exercice, de procéder à l'examen critique d'un texte ou de plusieurs textes groupés autour d'un même problème d'érudition. C'est parce que ses préférences allaient à l'exercice de séminaire que F. Lot se sentait parfaitement à son aise dans cette École des Hautes-Études pour laquelle il a toujours conservé une secrète tendresse. D'ailleurs, en général, c'est à ses con-

férences de l'École des Hautes-Études que se sont formés ceux qui, aujourd'hui, se réclament de son nom et de sa méthode; ces disciples sont particulièrement nombreux en France et en Belgique, où la plupart des professeurs d'histoire du Moyen Âge ont été ses élèves, mais on en rencontre dans tous les pays de l'Europe et il en est jusqu'aux États-Unis et en Chine.

Au grand historien que fut F. Lot les honneurs académiques et les distinctions officielles n'ont pas manqué, mais les uns et les autres lui furent décernés avec une prudence qui excluait toute précipitation. Bénéficiaire à trois reprises du premier prix Gobert (1904, 1919 et 1920), il fut admis à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1924, alors qu'il approchait de la soixantaine, et, si ses anciens élèves belges eurent la joie de lui remettre dès 1931 la croix de commandeur de la Couronne de Belgique, ce fut seulement en 1952, quelques mois avant sa mort, que F. Lot, chevalier de la Légion d'honneur en 1921, officier en 1937, fut promu au grade de commandeur. Mais, à vrai dire, F. Lot n'était pas homme à s'émouvoir de l'indifférence des pouvoirs publics à son égard, car, chez lui, l'homme était à la hauteur du savant et sa noblesse d'âme ne fut jamais troublée par des ambitions mesquines. D'une conscience intransigeante, il avait un sens très élevé de la justice, à laquelle il était prêt à sacrifier ses intérêts comme ses préférences personnelles, et, encore qu'il ne fût pas dupe des intrigues et de la malice des hommes, il pratiquait naturellement le pardon des injures; enfin, c'est avec une rare fermeté de caractère et avec un courage tranquille, digne du stoïcien antique, qu'il a supporté les épreuves cruelles que la vie ne lui a pas ménagées et les souffrances physiques qui attristèrent les derniers mois de sa vie.

Mais ce juge sévère, dont on attendait en tremblant le verdict, était aussi un homme d'une exquise bonté; il vivait avec ses amis, et en particulier avec ses anciens élèves, dans une communion de sentiments qui, à distance, lui faisait deviner leurs inquiétudes et ressentir leurs tristesses, et, à l'heure des épreuves douloureuses, il savait trouver pour ceux qu'il aimait les mots simples qui touchent jusqu'au plus profond de l'âme. Durant sa longue vie de travailleur acharné, sa meilleure distraction fut de grouper, le dimanche, quelques amis dans cette maison de Fontenay-aux-Roses qu'il a habitée durant plus de quarante ans. Assisté de celle qui fut la compagne admirable de sa vie, F. Lot recevait avec une cordialité charmante et prenait un plaisir très vif à la conversation, qui, souvent enjouée, se tenait toujours sur un plan très élevé, et nul ne sortait de ces amicales réunions du dimanche sans se sentir éclairé, réconforté et amélioré.

Avec F. Lot disparaît un historien de grande classe, dont l'œuvre illustre l'école historique de son pays, cette France qu'il a profondément aimée et pour laquelle deux de ses gendres sont tombés aux temps tragiques de l'occupation, cependant que, par ses hautes qualités morales, F. Lot honore l'humanité. En dépit des mois qui se sont écoulés depuis sa mort, ceux qui ont aimé le Maître restent plongés dans l'affliction; du moins ont-ils la consolation de penser que, jusqu'à l'heure de la séparation suprême, F. Lot a gardé la maîtrise de sa lumineuse intelligence et que, tout au cours de sa longue vie, il est un bonheur qui, de son propre aveu, ne lui a jamais été refusé, celui d'édifier son œuvre et de former des disciples.

Ch.-Edmond PERRIN.

**France.** — Le 78<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes s'est tenu cette année à Toulouse du 7 au 11 avril 1953, sous la présidence de M. G. Bourgin, président de la section d'histoire moderne et contemporaine du Comité des Travaux historiques.



Aux diverses sections ont été présentées diverses communications dont les plus importantes, en dehors du commentaire sur place de M. LABROUSSE, *Saint-Bertrand de Comminges et Montmaurin*, ont été les suivantes : M. GUY, *Les difficultés financières du Consulat d'Albi* ; — M. BALMELLE, *Talleyrand des Réaux, Benserade et de la Polane* ; — P. OURLIAC, *Les coutumes du Sud-Ouest* ; — Cl. SIBERTIN-BLANC, *Les débuts de la guerre de Cent ans dans le Rouergue* ; — J. BRUNON, *Le baron de Fourquevaux* ; — ASSAILLIS, *Les fondements préhistoriques du monde rural ariégeois* ; — NOUGIER, *Classification du néolithique et du calcolithique de l'Aquitaine* ; — J. TOUTAIN, *Les bronzes antiques du Châtillonais et de l'Auzois* ; — H. POLGE, *État des études archéologiques dans le Gers* ; — G. GAUDRON, *Les anciennes mesures de la France* ; — B. FAUCHER, *Une fabrique de chartes fausses à Villeneuve-de-Rivière* ; — CARRIÈRE, *Marseille et le système de Law* ; — LIGOU, *Les suspects dans le district de Montauban* ; — BÉCAMP, *Les suspects à Bordeaux* ; — ENDRÈS, *Une famille française de Meaux pendant l'occupation de 1870* ; — E. APPOLIS, *Mgr Winnaert (1880-1937)* ; — F. FERRAND, *La crise des subsistances dans le Gévaudan, ans I-IV* ; — E. AUVRAY, *Les élections à la Convention de Seine-et-Oise* ; — E. VIDAL, *La reconnaissance du royaume d'Italie par Napoléon III (1863)* ; — M<sup>lle</sup> COQUERELLE, *Les droits collectifs et les troubles agraires dans les Pyrénées (1848)* ; — DE BONNAUT, *Les répercussions de la perte du Canada sur l'économie française* ; — LOUIS CHALMAIN, *Lamoricière saint-simonien* ; — J. VIDALENC, *La cour précôtale des Bouches-du-Rhône (1815-1818)* ; — SICARD, *Répercussions du système de Law sur l'économie toulousaine* ; — ÉMERIT, *Généraux et prêtres au début de l'Algérie française* ; — J. DENIZET, *Marine et histoire économique* ; — ROMANE-MUSCULUS, *Protestants et blancs dans les guerres de Vendée* ; — GOSSEZ, *Une grève de mineurs à l'avènement de Napoléon III* ; — THONE, *Classification sociale dans le tiers état de Toulouse*.

A l'occasion du Congrès et des visites commentées aux musées toulousains ont été distribuées les publications : *Le dessin toulousain de 1610 à 1730* au Musée Paul-Dupuy (Toulouse, 1953, in-4°, 93 p., XVI gravures), où M. Mesuret a su mettre en valeur des pièces de la plus grande valeur dans un musée délicieusement varié, où le folklore et la céramique, en particulier, tiennent une place excellente ; — *Toulouse capitale de Province sous l'Ancien Régime*, exposition organisée au musée des Augustins (in-8°, 112 p.), où tous les aspects de la vie artistique, scientifique, intellectuelle, sont représentés par des pièces rares et significatives ; — *Les Jacobins* (dépliant illustr.), édité par la ville de Toulouse et le Syndicat d'initiative, où l'admirable monument gothique est défini en quelques lignes précises et justes.

— Il se dépense dans les expositions tellement en usage à l'heure actuelle un étonnant effort d'érudition collective. C'est le cas de celle qui vient de se tenir au Musée pédagogique sous le titre de *Visage de la Normandie*. Le catalogue (Paris, 1953, in-8°, 206 p.), établi à cet effet, préfacé par M<sup>me</sup> KAHAN-RABECQ, constitue, en fait, une sorte d'introduction à la géographie, à l'histoire, à l'économie, au folklore de cette région française. Exposition didactique itinérante à faire circuler dans les instituts français d'outre-Rhin, formule souple qui ne monopolise pas pour les seuls Parisiens tout le matériel récolté.

— Le 26 mai 1953 a été inaugurée, au ministère des Affaires étrangères, la salle des traités et la salle d'exposition. C'a été l'occasion de beaux discours de M. l'ambassadeur Charles-Roux et de M. le président Bidault, et de la présentation de très rares documents appartenant aux Archives du quai d'Orsay, ainsi que de traités

passés avec des États orientaux, écrits et peints sur soie. Nous félicitons M. le ministre plénipotentiaire Outrey de la belle réussite qu'a été l'installation de ces salles.

— Une exposition au Petit-Palais, sous le titre *Un siècle d'art français, 1850-1950* (Catalogue, Paris, 1953, in-18, non paginé, 105 planches), constitue une magnifique leçon d'histoire de l'art français contemporain. Le catalogue établi par M<sup>me</sup> Kahn est un petit chef-d'œuvre qui, après avoir mis l'accent sur le sculpteur Carpeaux et le peintre Courbet, groupe en synthèses heureuses les impressionnistes Cézanne, Degas, Renoir, Rodin, puis Gauguin, Toulouse-Lautrec, et ceux qu'on appelle les *Nabis*, puis les symbolistes, les artistes officiels et ceux de Montmartre, Rouault, Picasso et les *Fauves*, l'école de Paris, les cubistes, les contemporains : œuvres prenantes, ou rebutantes, toutes exprimant des tempéraments individuels ou des instincts collectifs.

— Le 15 mai 1953 a été inaugurée à la Bibliothèque nationale une exposition consacrée à Steinlen (1859 à 1953) (Bibl. nat., 1953, in-8°, 61 p., 8 planches). Le classement de l'œuvre gravée, des lithographies, affiches, dessins est intelligemment conçu. La bibliographie sommaire consacrée à Steinlen, et les courtes notices initiales de MM. J. Cain, G. Bauer, Cl. Roger-Marx, J. Vallery-Radot, J. Lethève, font du catalogue un véritable instrument de travail. Steinlen n'a pas été seulement un humoriste, mais un artiste *social*, dont les œuvres et le nom s'attachent à l'histoire de l'anarchie, du mouvement ouvrier, des classes humbles de la société française. Il est grand par sa sensibilité d'homme et par la vérité de son burin ou de son crayon, qui a rendu magnifiquement des formes animales, mais avec une vérité pitoyable tant de types ou de scènes de la vie des rues et des chantiers de Paris, et des familles du temps de guerre.

— Le *Bulletin* n° 4 du Comité de Documentation de la Marine marchande, paru au mois de mai 1953, a publié une « Liste des fonds d'archives intéressant l'histoire de la marine marchande et conservés dans des dépôts publics d'archives ». Cette liste est divisée en quatre rubriques : Assurances maritimes, Armement, Commerce maritime, les grandes compagnies coloniales (Inde, Afrique, Corail). Il y a là un admirable matériel documentaire à mettre en œuvre.

— La Société d'histoire de la Révolution de 1848 a renoncé à la publication, trop coûteuse, de sa revue. Elle a adopté la formule du volume annuel, et les *Études*, récemment publiées, qui est le t. XV de la « Bibliothèque de la Révolution de 1848 » (Nancy, impr. Georges Thomas, 1953, in-8°, 163 p.; prix : 500 fr.), renferment les travaux ou textes suivants : P. ANGRAND, *La presse et le gouvernement en France devant l'insurrection décabriste*; — M. GONTARD, *L'enseignement mutuel*; — A. CHATELAIN, *Le monde paysan et le livret ouvrier*; — M. FAUCHEUX et L. MORAUX, *L'affaire Madeline* [contribution à l'histoire des idées communistes en Vendée sous la monarchie de Juillet]; — R. GOSSEZ, *Les quarante-cinq centimes*; — G. BOURGIN, *La démocratie révolutionnaire en 1850*; — Édith THOMAS, *Lettres de Pauline Roland*; — P. GUICHONNET, *Un témoin de la Révolution de Février* [W. de la Rui]. Nous souhaitons que les années prochaines paraissent des *Études* semblables.

— On doit signaler particulièrement le n° 1 de 1953 de la *Revue historique de l'Armée*, remarquablement illustrée, et dont tout le contenu est centré sur l'Alsace-Lorraine : général CARLIER, *Jeanne d'Arc*, avec des vues très pertinentes sur la tactique et la stratégie de la Pucelle, et des indications justes sur la femme, son ambiance, ses sentiments; — R. BOUX, *Deux siècles d'histoire lorraine (1552-*

1766); — lieutenant-colonel CARRÉ, *La campagne Villars au delà du Rhin (24 mai-9 novembre 1713)*; — lieutenant-colonel DRUÈNE, *L'Alsacien Zix, témoin de l'époque impériale*; — C. LE BOURDEC, *La résistance lorraine à la germanisation*; — Commandant ROUX, *Les 10.000 du secteur fortifié de Faulquemont (juin 1940)*; — colonel FUX, *Le 20<sup>e</sup> C. A. U. S. libère Metz*; — lieutenant-colonel LUGAND, *La libération de Colmar*. — Joignons à ces titres des contributions importantes, comme les souvenirs du général FAURY sur *La Pologne terrassée (août-septembre 1939)*, et les pages émues de J. GUIREC, *Le colonel de Virieu*, ancien chef du Service historique de l'armée.

— Le n° 4 de *Sondages, revue française de l'opinion publique*, paru en mars 1953 (daté de 1952), apporte une importante contribution à la solution de la question *La France est-elle catholique?* On y trouve une évaluation comptable des catholiques pratiquants, une investigation psychologique des opinions et des attitudes des catholiques sur un certain nombre de questions concernant l'instruction religieuse, une analyse sociologique et pratique de ces opinions par catégories, sexe, âge, profession, localisation écologique et géographique, niveau d'instruction et niveau économique social. La bibliographie et les notes sont d'un intérêt de premier ordre pour les historiens, ainsi que les observations critiques du chapitre v.

— C'est une exposition parfaitement réussie que celle qui a été organisée à l'Hôtel de Rohan par la Direction des Archives de France sur *Le vin en France dans l'Histoire*. Depuis le sarcophage de Saint-Médard-d'Eyrans et les verres à boire retrouvés dans les tombes gauloises jusqu'aux projets de loi pour la défense des appellations d'origine, en passant par les magnifiques pièces d'orfèvrerie rares de l'époque mérovingienne et du XIII<sup>e</sup> siècle, on est en présence de documents de toute nature, où s'inscrit l'histoire d'une culture, d'un commerce et d'une joie humaine. Un charmant catalogue bourré d'illustrations, mais non de notices sèches sur les documents et les objets exposés, présente trois pages d'un goût parfait écrites par M. BRAIBANT et M. LE ROY, président de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie, et, encadrée de cartes parlantes, une excellente introduction à l'histoire du vignoble français due à M. R. DION, professeur au Collège de France.

— C'est à la Troisième République que s'appliquait l'exposition de « Cinquante ans de célébrités parisiennes » organisée à sa mémoire au Cercle Volney. Le président Carnot, Rouvier, Floquet, Poincaré tout jeune, Verlaine, Gide, le ménage Boucicaut, Paul Cambon, Paul-Boncour — et quelques actrices — sont là, beaucoup immuablement vivants, et ces portraits, servent à comprendre une époque et à faire mieux saisir une action humaine.

G. BN.

**Archives.** — Une « Note liminaire » de M. A. VILLARD souligne le caractère qu'a pris la Révolution française dans le département des Bouches-du-Rhône, dont MM. R. BUSQUET, archiviste en chef honoraire, et E. BARATIER, archiviste adjoint, ont établi le *Répertoire numérique de la série L* (Marseille, Archives départementales, 1952, in-4°, 91 p.). Désormais, l'histoire révolutionnaire est bien outillée aux archives des Bouches-du-Rhône.

— L'un des derniers travaux de M. Émile HERZOG, archiviste en chef du Haut-Rhin, a été l'*Inventaire sommaire de la série IE, seigneuries* (Colmar, Imprimerie Alsacia, 1952, in-4°, 192 p.). Excellent inventaire, qui nous donne l'image précise du régime seigneurial en Alsace. Parmi les vingt seigneuries représentées, je note : Flo-

rimont, Masevaux-Rougemont, Soultzbach, Ribeaupierre. Un bon index permet de retrouver les noms utiles de personnes et de lieux.

— Les papiers des sénéchaussées de Marsan, de Lannes et d'Albret ont fait l'objet de *Répertoires numériques* dus à MM. GOURON et MANGIN (Mont-de-Marsan, impr. Jean-Lacoste, 1953, in-4°, 12 et 68 p.).

— On peut trouver un grand nombre de renseignements utiles pour l'histoire des bâtiments culturels de la capitale dans l'*Inventaire sommaire de la série VM (Édifices du culte de la ville de Paris)*, dressé par M. Robert BARROUX (Paris, impr. Desfossés, 1952, in-4°).

— MM. G. ESQUER et E. DERMENGHEM viennent de publier le *Répertoire de la série H (affaires musulmanes et sahariennes) des Archives du gouvernement général de l'Algérie* (Alger, impr. Imbert, 1953, in-8°, 174 p.). C'est l'héritage de la direction des affaires musulmanes et le produit de la pénétration saharienne à partir de 1849. L'introduction dit l'essentiel sur les institutions créatrices d'archives et fournit une heureuse bibliographie sommaire. Les vingt-sept sous-séries de la série sont décrites avec précision, et, à seulement feuilleter cet inventaire, on se rend compte de la tâche héroïque et immense accomplie par la France dans cette partie de l'Afrique du Nord.

— Encore une preuve du labeur de M. Étienne DELCAMPRE avec les *Index alphabétiques* établis pour les *Lettres patentes de la minorité du duc Charles III (1534-1553)* (Nancy, Soc. d'impr. typographique, 1952, in-4°, 148 p.). Les actes utilisés s'appliquent à une minorité divisée en deux périodes : de 1546 à juin 1552, la régence est exercée par Christine de Danemark, mère du duc, et Nicolas de Lorraine, duc de Vaudémont, son oncle ; Nicolas figure seul dans la diplomatie lorraine à dater de juillet 1552, le roi de France Henri II ayant pénétré à Nancy et ayant signifié à Christine, suspecte au monarque français comme nièce de Charles-Quint, d'avoir à cesser ses fonctions. La seule lecture de ces notices individuelles est pleine d'enseignement.

— Le *Répertoire numérique de la sous-série II C* des archives départementales de l'Orne dressé par M. Maurice MONNIER, commis principal (Alençon, Imprimerie alençonnaise, 1952, in-4°, xvi-47 p.) comporte une introduction par M. René JOUANNE, archiviste en chef, où est étudié le mécanisme du contrôle et de l'insinuation dans la généralité d'Alençon à la fin de l'Ancien Régime, y compris les critiques dont il était l'objet, critiques individuelles, critiques collectives des cahiers de doléances. Pendant la Révolution, à partir de 1793, quelques changements s'appliquent, et les documents de service nous renseignent sur la vie économique et politique — y compris la chouannerie. A tous égards, cette publication d'archives est de qualité.

— M. Robert AVEZOU a eu le mérite d'intégrer aux Archives de l'Isère les papiers d'une collection privée dont il a dressé l'inventaire (*Inventaire des documents de la collection Chaper du château d'Eybens*. Grenoble, impr. Allier, 1953, in-8°, 53 p.). Chaper a été un érudit local, qui avait réuni, à partir de 1860, des documents sur l'histoire du Dauphiné épars chez les libraires, les antiquaires, les chiffonniers, les particuliers. Cotées maintenant J 500 à 590, les liasses Chaper renferment des pièces souvent curieuses, particulièrement sur l'histoire militaire et religieuse de la province.

G. Bn.

**Belgique.** — Le portrait à l'aide de la sociologie : au Musée de l'Orangerie, le ministère belge de l'Instruction publique a présenté, en novembre 1952, une riche collection du plus vif intérêt rassemblée sous le titre de *Le portrait dans l'art flamand de Memling à Van Dick* (Bruxelles, [1952], in-16, 70 p., LXX planches). Venues de musées et de collections diverses, ces images intéressent au premier chef l'histoire de la bourgeoisie rhénane, flamande, néerlandaise. Quelques images éclatent parmi ces silhouettes de donateurs d'images pieuses, de maris et de frères sérieux et bien nourris, d'hommes de science ou d'art — des princes comme Philippe le Beau, prince flamand, François I<sup>er</sup>, roi de France, Charles I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, et Vladislav IV, roi de Pologne : des physionomies à interpréter au signe d'une histoire nationale, sans compter, bien sûr, les portraits de Jeanne la Folle, de Marguerite et de Marie-Madeleine d'Autriche, de Marie Tudor et du pape Sixte IV.

— M<sup>lle</sup> Cécile LECLÈRE a établi et publié l'*Inventaire des archives de la famille de Meldeman de Boure*, dépendant des Archives de l'État de Namur (Bruxelles, Archives de l'État, 1953, in-8°, 34 p.). Excellent inventaire, avec une bonne introduction.

**États-Unis.** — Un instrument utile pour l'histoire diplomatique américaine est constitué par la *List of foreign service post records in the national archives*, établie par MM. ECKHOFF et MAVRO (Washington, The Nat. Archives, 1952, in-4°, 42 p.).

— La collection des *Preliminary Inventories* établis par les Archives nationales américaines continue de s'accroître. Elle a certainement dépassé, à l'heure actuelle, le n° 49. Nous remarquons particulièrement : *Records of the petroleum administration for war*, par MM. R. FUCHS et A. WHIMPY (1951, 152 p.) ; — *Records of the special committee of the Senate to investigate the national Defense program 1941-1948*, par MM. HUFFORD et PRINCE (1952, 227 p.). — N° 36. *Bureau of the first assistant postmaster general*, par MM. J. NIVART et A. HECHS, couvrant la période de 1789 à 1942 — et particulièrement de 1795 à 1930. En appendice est donnée, sous la forme de tableaux chronologiques, une étude sur les variations des fonctions de cet éminent fonctionnaire fédéral. G. BN.

**Grande-Bretagne.** — Une vaste *Histoire du Parlement* de Westminster a été entreprise depuis 1951 et dotée de larges crédits budgétaires assurés pour une vingtaine d'années. La commission parlementaire nommée à cet effet en a confié la rédaction à un comité d'historiens présidé par Sir Frank Stenton qui la poursuit en toute indépendance.

L'Histoire sera divisée en trois périodes (avant 1485 — de 1485 à 1679 — de 1679 à 1901), chacune divisée en une quarantaine de sections. L'œuvre comprendra les biographies de tous les membres des Communes et, d'autre part, des listes de Lords dont la vie figure déjà au Complete Peerage, mais dont il convient de préciser la carrière politique. Des introductions précédant chaque section permettront de suivre l'évolution du Parlement depuis ses origines.

Les professeurs Neale et Sir Lewis Namier, qui dirigent respectivement le travail pour la seconde et la troisième période, ont déjà recruté de nombreux collaborateurs. Leur effort, portant d'abord sur le règne d'Élisabeth I<sup>re</sup> et sur les années 1754-1790, aboutira en peu d'années à la publication d'au moins quatre volumes.

Mais nos collègues anglais ont aussi besoin de concours étrangers. Ils en ont



trouvé en Amérique. Ils demandent aux Français de leur signaler tout document, tel que correspondances franco-anglaises, donnant des renseignements sur les parlementaires britanniques. Le Comité directeur est établi à l'Institut de Recherches historiques de l'Université de Londres. Paul VAUCHER.

**Italie.** — On sait qu'au mois d'août 1943 un bombardement aérien écrasa à Pise la maison de Rosselli où Mazzini était mort en 1872, et où étaient groupés des documents et des objets provenant du grand patriote italien. On a inauguré en 1952 la *Domus mazziniana*, où l'on a pu regrouper quelques-uns des souvenirs non disparus de l'ancienne *Casa Mazzini*, les papiers et les livres qui avaient échappés au désastre et des dossiers nouveaux. De cet ensemble de documents et de souvenirs, les professeurs A. MANCINI, E. MICHEL et E. TONGIORGI ont dressé, avec l'aide de collaborations diverses, le Catalogue (*Catalogo degli autografi, documenti e ricordi*, Pisa, Tipografia moderna, 1952, in-8°, 175 p., illustr.), et il suffit de le parcourir pour en apprécier l'intérêt pour la biographie de Mazzini et l'histoire du Risorgimento finissant. La correspondance de Giglioli et de Grilenzoni, le Zibaldone, recueil d'extraits d'œuvres diverses, où Mazzini a puisé les éléments de sa philosophie, déjà connu grâce au livre de A. Levi, le carnet d'adresses (*tacuinio*), les portraits y sont décrits avec précision ; beaucoup de documents sont reproduits entièrement, d'autres mentionnés par rapport à la publication dans l'édition nationale des *Opere* de Mazzini. Parmi les écrits inédits, je note particulièrement les considérations politiques de 1869, les notes pour le roi Victor-Emmanuel des 30 septembre et 19 novembre 1861. Quelques lettres inédites, dont deux à Maria Rosselli, les documents politiques en provenance de Grilenzoni, dont ses adresses au roi de septembre-octobre 1861 et des lettres d'Aurelio Saffi, les lettres de Quadrio adressées principalement à Maria Rosselli et à Sara Nathan, un groupe de lettres adressées à Mazzini (par Andrea Giannelli, Élisabeth-Maria Peabody). On constate, par les indications qui précèdent, la richesse documentaire de la *Domus mazziniana*.

— Du 20 au 21 septembre s'est tenu à Plaisance, au collège San Lazzaro Alberoni, un colloque international ayant pour objet, à l'occasion du second anniversaire de sa mort, de retracer la biographie du grand cardinal italien. Présidé par M. E. Nasalli Rocca et M. Bédarida ; le colloque entendit de nombreuses communications dont nous citerons : le P. COMBELEZAR, *Les sources publiques françaises concernant Alberoni*, et R. POZZI, *Documents de la Bibliothèque nationale de Paris* ; — prof. G. LOMBARDI, *Lettres inédites d'Élisabeth Farnèse* ; — prof. CARPIO, *Rapports entre Alberoni et les Stuarts* ; — prof. NASALLI ROCCA, *La politique extérieure de Farnèse au temps d'Alberoni* ; — H. BÉDARIDA, *Les plaisirs d'Alberoni* ; — prof. BAUDI DI VESME, *Alberoni et la pensée politique de son temps* ; — M. ALCAZAR MOLINA, *L'historiographie espagnole favorable à Alberoni* ; — M. POELHEKEE, *Les jugements de Ripperda et des Hollandais de son temps* ; — NORDMANN, *L'écho de la politique alberonienne et le rôle de la politique suédoise* ; — prof. FRANCHINI, *L'exploitation agricole par Alberoni du domaine de Castelromano* ; — M<sup>me</sup> AMICI D'ANGELO, *La légation d'Alberoni à Bologne*. Des exposés intéressants ont été également faits sur l'histoire catholique alberonienne et les polémiques théologiques de son temps. G. BA.

Abetz (f  
blich  
kreic  
Alföldi  
and  
— Zur  
i. Ja  
Algeme  
Deel  
Amand  
à Del  
l'Orat  
Aménat  
régio  
A. S  
M. A  
Americ  
seum  
Ancien  
Old T  
chard  
Anders  
Andrew  
Anfray  
Niver  
mane  
Apollod  
Archive  
T. II  
(1937  
Archivi  
disp.  
Magn  
Assman  
Histor  
krieg  
Aymard  
tions,  
Büchold  
Spätn  
Bagge (f  
Franc  
Bainon  
Martin  
— Voir  
Berodex  
cherch  
confia  
Barber  
(2<sup>e</sup> éd)

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abetz (Otto)*. Das offene Problem. Ein Rückblick auf zwei Jahrzehnte deutscher Frankreich-Politik, 46.
- Alföldi (A.)*. The conversion of Constantine and pagan Rome, 65.  
— Zur Geschichte des Karpatenbeckens im 1. Jahrh. v. Chr., 82.
- Algemene geschiedenis der Nederlanden*, Deel III et IV, 362.
- Amandry (Pierre)*. La mantique apollinienne à Delphes. Essai sur le fonctionnement de l'Oracle, 97.
- Aménagement de l'espace (L') : planification régionale et géographie*, par J. Gottmann, A. Sestini, O. Tulippe, E. C. Willats et M. A. Vila, 415.
- American Numismatic Society (The) : Museum Notes*, IV, 412.
- Ancient Near Eastern Texts relating to the Old Testament*, edited by James B. Pritchard, 341.
- Anderson (W. K.)*. Voir Protestantism.
- Andrewes (A.)*. Voir Hill (G. F.).
- Anfray (M.)*. L'architecture religieuse du Nivernais au Moyen Age; les églises romanes, 106.
- Apollodoro Bibliotheca*, 419.
- Archives secrètes de la Wilhelmstrasse (Les)*. T. II : L'Allemagne et la Tchécoslovaquie (1937-1938), 36.
- Archivio Storico Italiano*, année VII, disp. II. (Fascicule dédié à Laurent le Magnifique), 187.
- Assmann (Kurt)*. Deutsche Schicksalsjahre. Historische Bilder aus dem zweiten Weltkrieg und seiner Vorgeschichte, 40.
- Aymard (André)*. Voir Peuples et civilisations, t. I.
- Bächtold (Rudolf)*. Südwestrussland im Spätmittelalter, 116.
- Bagge (Dominique)*. Les idées politiques en France sous la Restauration, 177.
- Bainston (Roland)*. Here I stand. A life of Martin Luther, 319.  
— Voir Castellioniana.
- Barades (Colonel)*. Fossatum Africae. Recherches aériennes sur l'organisation des confins sahariens à l'époque romaine, 72.
- Barier (Ernest)*. Essays on Government (2<sup>e</sup> édition), 414.
- Barnes (Malcolm)*. Voir Burney (James).
- Battistini (Mario)*. Lettere di Giovan Battista Guicciardini a Cosimo e Francesco de' Medici scritte dal Belgio dal 1559 et 1577, 119.
- Baclair (André)*. Luther et son temps, 319.
- Baynes (N.)*. The hellenistic civilization and East Rome, 67.
- Becker (Bruno)*. Voir Castellioniana.
- Beckinsale (R. P.)*. Voir Trowbridge Woollen Industry.
- Bellonci (Maria)*. Lucrece Borgia, 187.
- Benoit (Jean-Daniel)*. Calvin directeur d'âmes. Contribution à l'histoire de la piété réformée, 328.
- Berardis (Vincenzo)*. Italy and Ireland in the Middle Ages, 184.
- Berthier (A.)*, Juillet (J.), Charlier (Abbé R.). Le Bellum Jugurthinum de Salluste et le problème de Cirta, 72.
- Bloch (Marc)*. Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien, 89.
- Blücher (Wipert von)*. Gesandter zwischen Diktatur und Demokratie, 53.
- Blumentritt (Guenther)*. Von Rundstedt, The soldier and the man, 53.
- Bohatec (Josef)*. Budé and Calvin. Studien zur Gedankenwelt des französischen Frühhumanismus, 125.
- Buonaiuti (Ernesto)*. Lutero e la Riforma in Germania, 315.
- Bornkamm (Heinrich)*. Martin Bucers Bedeutung für die europäische Reformationsgeschichte, 338.
- Bowen (Harold)*. Voir Gibb (H. A. R.).
- Boyd (Julian P.)*, editor, Butterfield (Lyman H.) and Bryan (Mina R.). The Papers of Thomas Jefferson. Vol. I, II, III (1760-1780), 383.
- Bradley (Omar N.)*. A Soldier's story of the Allied Campaigns from Tunis to the Elbe, 424.
- Braubach (Max)*. Geschichte und Abenteuer. Gestalten um den Prinze Eugen, 143.
- Versailles und Wien von Ludwig XIV bis Kaunitz. Die Vorstaden der diplomatischen Revolution im 18. Jahrhundert, 380.
- Braudel (F.) et Romano (R.)*. Navires et

- marchandises à l'entrée du port de Livourne, 1547-1611, 130.
- Bréhier (Louis)*. Le monde byzantin. III : La civilisation byzantine, 23.
- Broadbent (E. H.)*. Le pèlerinage douloureux de l'Eglise fidèle à travers les âges, 313.
- Bryan (M. R.)*. Voir *Boyd (J. P.)*.
- Bucer (Martin)*. Résumé sommaire de la doctrine chrétienne, présenté par *Fr. Wendel*, 123.
- Buckley (Christopher)*. Norway, The Commandos, Dieppe, 426.
- Burney (James)*. History of the Buccaneers of America. Reprinted from the edition of 1816..., by *Malcolm Barnes*, 180.
- Butterfield (Lyman H.)*. Voir *Boyd (J. P.)*.
- Byrnes (Robert F.)*. Antisemitism in modern France. T. I : The Prologue to the Dreyfus Affair, 154.
- Cadier (Jean)*. La doctrine calviniste de la Sainte-Cène, 334.
- Caillé (Jacques)*. La représentation diplomatique de la France au Maroc, 423.
- Calcuterra (Carlo)*. Alma Mater Studiorum. L'Università di Bologna nella storia della cultura e della civiltà, 353.
- Calmes (Albert)*. Histoire contemporaine du grand-duché de Luxembourg. Vol. III : La Restauration de Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas. L'ère Hassenpflug, 1839-1840, 192.
- Calmette (Joseph)*. L'ère classique (Trilogie de l'histoire de France, 2<sup>e</sup> partie), 171.
- Cameron (Hector Charles)*. Samuel Crompton, Inventor of the Spinning Mule, 181.
- Canard (Marius)*. Histoire de la dynastie des Hamdanides de Jazira et de Syrie, t. I, 110.
- Candler (John)*. Voir *Friendly mission*.
- Carcopino (J.)*. Le Maroc antique, 74.
- Cardigan (The earl of)*. The life and loyalties of Thomas Bruce, 139.
- Castellioniana*. Quatre études sur Sébastien Castellion et l'idée de la tolérance, par *Roland H. Bainton*, *Br. Becker*, *Marius Valkhoff* et *Sape Van der Woude*, 373.
- Castrén (Liisa)*. Adolf Ivar Arwidsson isanmaailisena herättäjänä, 195.
- Cauthen (Charles E.)*. South Carolina goes to war, 1860-1865, 397.
- Cavaignac (Eugène)*. L'économie grecque, 103.
- Ceszi (Roberto)*. Dal Carteggio di G. B. Castellani, 192.
- Cessi Drudi (Maria)*. Un patriota veneto del 1848, G. B. Castellani, 190.
- Chambe (René)*. L'épopée française d'Italie, 1944, 425.
- Chapouchier (F.)*. Voir *Peuples et civilisations*, t. I.
- Charlesworth (M. P.)*. The lost province or the worth of Britain, 80.
- Charlier (Abbé R.)*. Voir *Berthier (A.)*.
- Chatelain (L.)*. Le Maroc des Romains, étude sur les centres antiques de la Maurétanie occidentale, 73.
- Chevalier (François)*. La formation des grands domaines au Mexique. Terres et société aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, 376.
- Ch'ien Tuan-sheng (Ts'ien Touan-cheng)*. The Government and Politics of China, 403.
- Chrétien (M.)*. Histoire de l'Égypte moderne, 304.
- Christianisme et la fin du monde antique (Le)*, 66.
- Cicuttini (Luigi)*. Giordano Bruno, 188.
- Cintas (P.)*. La céramique punique, 71.
- Clark (Général Mark W.)*. Les Alliés jouent et gagnent, 424.
- Colombe (Marcel)*. L'évolution de l'Égypte, 1924-1950, 304.
- Contenau (Georges)*. Voir *Peuples et civilisations*, t. I.
- Coolhaas (W. Ph.)*. Van koloniale geschiedenis en geschiedenis van Indonesië, van historici en taalambtenaren, 421.
- Coreth (Anna)*. Oesterreichische Geschichtsschreibung in der Barockzeit, 1620-1740, 144.
- Courcelle (P.)*. Histoire littéraire des grandes invasions germaniques, 64.
- Les lettres grecques en Occident de Macrobe à Cassiodore, 66.
- Courvoisier (Jacques)*. Zwingli, 336.
- Creswell (John)*. Generals and Admirals, 438.
- Dansette (Adrien)*. Leclerc, 426.
- Davis (Herbert)*. Voir *Swift (J.)*.
- Day (J.)*. An economic history of Athens under Roman domination, 81.
- Déléage (A.)*. La capitulation du Bas-Empire, 66.
- Dhorme (Edouard)*. Voir *Peuples et civilisations*, t. I.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques. Fasc. LXXI : Cîteaux-Clement VII, 414.
- Dillon (Brigadier The Viscount)*. Memoirs of Three Wars, 423.
- Dommanget (Maurice)*. Francisco Ferrer, 419.
- Drake (Thomas E.)*. Quakers and Slavery in America, 389.
- Drijard (André)*. L'Allemagne, 429.
- Duluc (Albert)*. Le Mont-Cenis. Sa route, son tunnel. Contribution à l'histoire des grandes voies de communications, 417.
- Du Parc (Y.)*. Voir *Vermale (F.)*.
- Eaton (Clement)*. A History of the Old South, 393.

- Ebersolt (J.)*. Constantinople, recueil d'études d'archéologie et d'histoire, 412.
- Eccard (Frédéric)*. Le livre de ma vie, 178.
- Edgar-Bonnet (George)*. Ferdinand de Lesseps, le diplomate, le créateur de Suez, 153.
- Ehrenberg (Victor)*. The People of Aristophanes. A Sociology of Old Attic Comedy, 102.
- Emerit (Marcel)*. La naissance de Napoléon III. Effets d'une légende sur l'opinion publique, 177.
- Espíritu y mensaje del protestantismo. Voir Protestantism.
- Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón, t. IV, 356.
- Estudios de Historia social de España, t. I et II, 357.
- Fabre-Luce (A.)*. Deuil au Levant, 303.
- Faidier-Feytmans (M<sup>me</sup> G.)*. L'occupation du sol à l'époque romaine dans le bassin supérieur de la Haine, 79.
- Falco (Giorgio)*. Albori d'Europa, 185.
- Faure-Dorsaz (André)*. Calvin et Loyola. Deux réformes, 329.
- Fenstra (R.)*. Verkenningen op het gebied der receptie van het Romeinse recht, 410.
- Finegan (Jack)*. The Archeology of World Religions, 341.
- Finlay (James)* and Company Limited. Manufacturers and East India Merchants, 1750-1950, 182.
- Finley (Moses I.)*. Studies in Land and Credit in Ancient Athens, 500-200 B. C. The Horos-Inscriptions, 342.
- FitzGerald (Brian)*. The Anglo-Irish, three representative types, Cork, Ormonde, Swift, 1602-1745, 371.
- Foerisch (Hermann)*. Schuld und Verhängnis. Die Fritschkrise im Frühjahr 1938 als Wendepunkt in der Geschichte der nationalsozialistischen Zeit, 35.
- François (Albert)*. La Route Impériale, 422.
- Franz (Günther)*. Deutschland 1789, 427.
- Franzel (Emil)*. Geschichte unserer Zeit, 1870-1950, 428.
- Friendly mission (A). John Candler's letters from America, 1853-1854, 389.
- Frings (Paul)*. Das internationale Flüchtlingsproblem, 1919-1950, 63.
- Frye (Richard N.)*. Voir Thomas (Lewis V.).
- Gaulmier (Jean)*. La Zubda Kachf al-Mamlük de Khall Az-Zäfir, 112.
- Gauzy (Gerald de)*. Rulers of Mecca, 302.
- Geyr von Schweppenburg (Freiherr von)*. Erinnerungen eines Militärattachés, 34.
- Ghisalberti (A. M.)*. Una restaurazione « reazionaria e imperita ». — Una radicale soluzione del problema del potere temporali, 191.
- Gibb (H. A. R.) et Bowen (Harold)*. Islamic society and the West, 305.
- Godinho (Vitorino Magalhães)*. Historia economica e social da expansio portuguesa, t. I, 422.
- Gorodezky (Nadejda)*. Saint Tikhon Zadonsky, inspirer of Dostoievsky, 196.
- Goubert (Paul)*. Byzance avant l'Islam. T. I : Byzance et l'Orient sous les successeurs de Justinien. L'empereur Maurice, 346.
- Green (V. H. H.)*. Renaissance and Reformation, 315.
- Grenier (A.)*. Les Gaulois, 74.
- Groag (E.)*. Die römischen Reichsbeamten von Achaia, 81.
- Grousset (René)*. Voir Peuples et civilisations, t. I.
- Haensel (Carl)*. Das Gericht verlagt sich. Aus dem Tagebuch eines Nuernberger Verteidigers, 61.
- Halpérin (Jean)*. La Notion de Sécurité dans l'Histoire économique et sociale, 418.
- Hanke (Lewis)*. La Lucha por la Justicia en la conquista de America, 430.
- Harrod (R. F.)*. The Life of John Maynard Keynes, 164.
- Hepner (Benoit-P.)*. Bakounine et le panslavisme révolutionnaire, 400.
- Heusinger (Adolf)*. Befehl im Widerstreit. Schicksalsstunden der Deutschen Armee, 1923-1945, 56.
- Hitler et l'O. K. H., 1923-1945, 427.
- Hill (G. F.)*. Sources for greek history between the persian and peloponnesian wars (nouvelle édition par R. Meiggs et A. Andrewes), 420.
- Hillson (Norman)*. Alexander of Tunis, 426.
- History of Engineering in Ipswich by the Ipswich Engineering Society on the occasion of their Jubilee, 1899-1949 (The), 182.
- Hitti (Philip K.)*. History of Syria (including Lebanon and Palestine), 108.
- Hoff (Constantin)*. Martin Bucer and the English Reformation, 338.
- Hoffet (Frédéric)*. L'impérialisme protestant. Considérations sur le destin inégal des peuples protestants et catholiques dans le monde actuel, 312.
- Homo (Léon)*. De la Rome païenne à la Rome chrétienne, 69.
- Rome impériale et l'urbanisme dans l'Antiquité, 345.
- Hyamson (Albert M.)*. The Sephardim of England, 183.
- Ibn al-Qaldnisi*. Voir Le Tourneau (R.).
- Ibn Güm'a*. Voir Laoust (Henri).
- Ibn Tâllân*. Voir Laoust (Henri).

- Incisa della Rocchetta (G.)*. Voir *Kybal (Vlastimil)*.
- Isnard (H.)*. La vigne en Algérie, étude géographique, t. I, 418.
- Jacini (Stefano)*. Il regime fascista, 192.
- Joachimson (Paul)*. Die Reformation als Epoche der deutschen Geschichte, 317.
- John (A. H.)*. The industrial development of South Wales, 148.
- Johnson (Allan Chester)*. Voir *West (Louis C.)*.
- Jones (Sir Roderick)*. A Life in Reuters, 163.
- Jougnot (P.)*. Voir *Peuples et civilisations*, t. I.
- Juillet (J.)*. Voir *Berthier (A.)*.
- Justinard (Colonel)*. Un grand chef berbère : le caïd Goundaï, 322.
- Kahrsstedt (U.)*. Artabanos III und seine Erben, 86.
- Karlström (Nils)*. Kristna Samförstandsträvanden under världskriget 1914-1917, 193.
- Kernkamp (J. H.)*. De economische artikelen inzake Europa van het Munsterse vredesverdrag, 192.
- Khadduri (Majid)*. Independent Iraq, a study in Iraqi Politics since 1932, 303.
- Kleehn (Karsten)*. Martin Luther. Sa conception politique, 325, n. 2.
- Knoellenberg (Bernhard)*. Pioneer Sketches of the upper Whitewater Valley. Quaker stronghold of the West, 389.
- Kohs (Halvdan)*. Kongsvale i 1905. Forhandlingene utomlands, 193.
- Kolffhaus (W.)*. Vom Christischen Leben nach Johannes Calvin, 334.
- Kressner (Helmuth)*. Schweizer Ursprünge des anglikanischen Staatskirchentums, 337.
- Kybal (Vlastimil) e Incisa della Rocchetta (G.)*. La Nunziatura di Fabio Chigi (1640-1651), vol. I, 133.
- Laffargue (Général A.)*. Justice pour ceux de 1940, 424.
- Laine (Evert)*. Suomen Vuoritimi, 1909-1884, 194.
- Lambrechts (P.)*. Contributions à l'étude des divinités celtiques, 76.
- Lasoust (Henri)*. Les gouverneurs de Damas sous les Mamlouks et les premiers Ottomans (658-1156/1260-1744). Traduction des « Annales » d'Ibn Tûlûn et d'Ibn Gûm'a, 351.
- Laporte (Henri)*. La nouvelle Allemagne. Ni désarmée ni réarmée : d'autant plus redoutable, 429.
- Launey (Marcel)*. Recherches sur les armées hellénistiques, II<sup>e</sup> partie, 100.
- Lavagnini (Bruno)*. Studi sul romanzo greco, 419.
- Lecerf (A.)*. Études calvinistes. Recueil publié par A. Schlemmer, 332.
- Lefebvre (G.)*. La Révolution française. T. XIII de « Peuples et civilisations » (nouvelle rédaction), 146.
- Lefranc (Abel)*. A la recherche de Shakespeare, t. II, 128.
- Lemberg (Eugen)*. Geschichte des Nationalismus in Europa, 157.
- Lesage (Georges)*. Marseille angevine. Recherches sur son évolution administrative, économique et urbaine, de la victoire de Charles d'Anjou à l'arrivée de Jeanne I<sup>re</sup>, 1264-1348, 355.
- Le Tournau (Roger)*. Damas de 1075 à 1154. Traduction annotée d'un fragment de l'« Histoire de Damas » d'Ibn al-Qalîsî, 349.
- Lévy (Paul)*. La langue allemande en France. Pénétration et diffusion des origines à nos jours. I : Des origines à 1830, 175.
- Ley (Roger)*. Kirchenzucht bei Zwingli, 337.
- Lillja (Alexis A.)*. Arsenij Andrejevitj Zekrevskij, 194.
- Lortz (Joseph)*. Die Reformation in Deutschland, 316.
- Lot (F.)*. La Gaule, 75.
- Loyen (A.)*. Sidoine Apollinaire et l'esprit précieux en Gaule aux derniers jours de l'Empire, 77.
- Lucas-Dubreton (J.)*. Les Borgia, 187.
- Louis XVIII, le Prince errant, le Roi, 176.
- Luedde-Neurath (Walter)*. Regierung Doenitz. Die letzten Tage des Dritten Reiches, 56.
- Lugli (G.)*. I monumenti di Roma e del suburbio. Un decennio di scoperte archeologiche. — Roma antica, il centro monumentale. — Monumenti minori del Foro Romano, 68.
- Mackenzie (A. D.)*. The Bank of England Note. A History of its printing, 121.
- Manni (Eugenio)*. Demetrio Poliorcete, 343.
- Marongiu (Antonio)*. L'Istituto parlamentare in Italia dalle origini al 1500, 185.
- Martini (Giuseppe)*. La politica finanziaria dei papi in Francia intorno alla metà del secolo XIII, 185.
- Marx (Jean)*. La légende arthurienne et le Graal, 105.
- Maschke (Dr Hermann)*. Das Krupp Urteil und das Problem der Pluenderung, 60.
- Mauny (R.)*. Guide de Gorée, 423.
- May (Louis-Philippe)*. Esquisse d'un tableau des apports de la France à la civilisation, 166.
- Mazzoleni (Jole)*. Regesto delle Pergamene di Castelcapuano (a. 1268-1789). — I Registri della Cancelleria Angioina ricor-



- truiti da Riccardo Filangieri con la collaborazione degli Archivisti napoletani. I : 1265-1269, 353.
- Meiggs* (V. F.). *Voir Hill* (G. F.).
- Meiss* (Millard). *Painting in Florence and Siena after the Black death*, 114.
- Melanchthons Werke*. I : *Reformatiorische Schriften*, éd. par R. Stupperich, 374.
- Mémoires du roi Abdallah de Transjordanie*, 302.
- Michel* (Ersilio). *Maestri e scolari dell'Università di Pisa nel Risorgimento italiano, 1815-1870*, 189.
- Miscellanea Archivistica* Angelo Mercati, 410.
- Mommsen* (Theodor E.). *Italianische Analecten zur Reichsgeschichte des 14. Jahrhunderts* (1310-1378), 360.
- Monsonégo* (Janine). *L'activité économique de Mostaganem de 1830 à nos jours*, 423.
- Mordal* (Jacques). *La bataille de Casablanca*, 425.
- *Voir Vullies* (A.).
- Morelli* (E.). *Giuseppe Mazzini*, 190.
- (Emilia). *I verbali del Comitato esecutivo della Repubblica romana del 1849*, 191.
- Moretti* (Mario). *Ancona, Italia romana*, 70.
- Mott* (Lucretia). *Voir Tolles* (F. B.).
- Mourin* (Maxime). *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, 428.
- Müller* (Carl Otfried). *Briefe aus einem Gelehrtenleben* (1797-1840), Bd. 1 et 2, 419.
- Näf* (Werner). *Vadian und seine Stadt St. Gallen*. 1<sup>er</sup> Bd. : *Humanist in Wien bis 1518*, 370.
- Nicolle* (Jacques). *Naissance d'une Allemagne démocratique*, 429.
- Nolte* (Maria E.). *Georgius Cassander en zijn oecumenisch streven*, 132.
- Norman* (Albert). *Our German policy. Propaganda and culture*, 62.
- Oliver* (James H.). *The Athenian Expounders of the Sacred and Ancestral Law*, 101.
- Omodeo* (Adolfo). *Giovanni Calvino e la Riforma in Ginevra*, 327.
- Paget* (R. J.). *Manstein : His campaigns and his Trial*, 53.
- Pallasse* (M.). *Orient et Occident à propos du colonat romain du Bas-Empire*, 66.
- Panella* (Antonio). *Voir Pubblicazioni degli archivi di stato*.
- Papers of Thomas Jefferson* (The). *Voir Boyd* (J. P.).
- Papini* (Giovanni). *Michel-Ange*, 121.
- Peters* (Paul). *Recherches d'histoire et de philologie orientales*, 413.
- Pensée humaniste et tradition chrétienne aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, 118.
- Peri* (Illuminato). *Studi sul Comune di Genova*, 352.
- Perroy* (Edouard). *The Hundred Years War*, 178.
- Petrie* (Charles). *Earlier diplomatic History, 1492-1713*, 413.
- Peuples et civilisations*. T. I : *Les premières civilisations (nouvelle rédaction)*, par P. Jouguet, Jacques Vandier, G. Coste-nau, Éd. Dhorme, A. Aymard, F. Chapouthier, R. Grousset, 95.
- T. XIII (nouvelle rédaction). *Voir Le-febvre* (G.).
- Peyer* (Hans Conrad). *Zur Getreidepolitik Oberitalienischer Städte im 13. Jahrhundert*, 184.
- Picard* (G.-Ch.). *Le Castellum Dimmidi*, 72.
- Picker* (Dr Henry). *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier (1941-1942)*, 39.
- Pieri* (P.). *Il Rinascimento e la crisi militare italiana (1494-1530)*, 368.
- Pirenne* (Jacques). *Civilisations antiques*, 420.
- Plamenatz* (John). *The Revolutionary Movement in France, 1815-1871*, 176.
- Poerck* (G. de). *La draperie médiévale en Flandre et en Artois. Technique et terminologie*, 365.
- Pollard* (John A.). *John Greenleaf Whittier, Friend of man*, 389.
- Pontieri* (Ernesto). *Tra i Normanni nell'Italia Meridionale*. — *Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII*. — *Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragona re di Napoli*, 354.
- Popper* (Karl R.). *The open society and its enemies*, 167.
- Portal* (Roger). *L'Oural au XVIII<sup>e</sup> siècle, étude d'histoire économique et sociale*, 141.
- Porzio* (Guido). *La pseudo-rivoluzione piemontese del 1848-1849 divenuta poi italiana dopo il 1859, 1860-1861, 1866-1870*, 191.
- Pottier* (René). *Mission Fourreau-Lamy*, 422.
- Prichard* (James B.). *Voir Ancient Near Eastern Texts*.
- Protestantism*, ouvrage collectif publié sous la direction de W. K. Anderson. Traduction espagnole : « *Espíritu y mensaje del protestantismo* », 310.
- Prouzat* (Paul). *Archives du Puy-de-Dôme. Répertoire des fonds du Contrôle et de l'Enregistrement, précédé d'une étude sur l'institution et ses registres*, 175.
- Pubblicazioni degli archivi di stato*. — *Archivio medico del Principato*. — *Archivio medico avanti il principato (prefato da A. Panella)*, 186.

- Putman (Peter)*. Seven Briton in Imperial Russia, 1698-1812, 196.
- Radkey (Oliver Henry)*. The Election to the Russian Constituent Assembly of 1917, 155.
- Ramé (S.)*. De Nederlandse doorvoerpolitiek en de vrije vaart op de internationale Rijn, 417.
- Recht (Pierre)*. Les biens communaux du Namurois et leur partage à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude de l'histoire agraire et du droit rural de la Belgique, accompagnée d'une description des classes rurales à la fin de l'Ancien Régime, 366.
- Reshetar (John S.)*, Jr. The Ukrainian Revolution 1917-1920. A study in Nationalism, 406.
- Reygasse (Maurice)*. Monuments funéraires préislamiques de l'Afrique du Nord, 71.
- Ryher (Paul)*. Essai sur les idées dans l'œuvre de Shakespeare, 178.
- Reynier (Élie)*. Histoire de Privas, t. III (1789-1950), 174.
- Ricard (R.)*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc. 1<sup>re</sup> série : Dynastie saadienne. Archives et Bibliothèque du Portugal. T. IV : Janvier 1542-décembre 1550, 129.
- Ricardo (David)*. Voir Works and Correspondence.
- Robertson (Priscilla)*. Revolutions of 1848 a Social History, 176.
- Robinson (D. M.)*. Voir Studies presented to D. M. Robinson.
- Roblin (Michel)*. Les Juifs de Paris, 170.
- Romano (R.)*. Voir Braudel (F.).
- Ronde (Hans)*. Von Versailles bis Lausanne. Der Verlauf der Reparationsverhandlungen nach dem ersten Weltkriege, 60.
- Roux (Philippe de)*. Un planteur des Antilles, inspirateur de Mirabeau, le marquis de Casaux, 423.
- Russell pacha (Sir Thomas)*. Egyptian Service, 304.
- Saarnivaara (U.)*. Luther discovers the Gospel, 320.
- Sagher (H. E. de)*. Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre, 2<sup>e</sup> partie, t. I, 365.
- San Martín*. Homenaje de la Academia Nacional de la Historia en el centenario de su muerte (1850-1950), 398.
- Santangelo (P. E.)*. I Buonaparte. La grande avventura, 173.
- Schick (Léon)*. Une nationalisation au XVI<sup>e</sup> siècle : les Fugger en Hongrie, 415.
- Schlemmer (A.)*. Voir Lœfer (A.).
- Schmidt (H. W.)*. With Rommel in the desert, 425.
- Schmidt (Paul)*. Sur la scène internationale. Mafiguration auprès d'Hitler (1933-1950), 61.
- Schnabel (Fritz)*. Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert. IV : Die religiösen Krafte, 428.
- Schoeps (Hans Joachim)*. Die Ehre Preussens, 62.
- Schultz (Harold S.)*. Nationalism and Sectionalism in South Carolina, 1852-1860, 397.
- Secundo Centenario de la Enciclopedia*, 1751-1951, 172.
- Seitkari (O.)*. Vuoden 1878 Asevelvollisuuslain syntytvaiheet, 195.
- Setton (Kenneth M.)*. Catalan Domination of Athens 1311-1388, 112.
- Sigmann (I.)*. Qu'est-ce qu'un nazi? 429.
- Skalweit (Stephan)*. Frankreich und Friedrich der Grosse. Der Aufstieg Preussens in der öffentlichen Meinung des « Ancien Régime », 381.
- Smith (Dean A.) et Woodruff (M. F. A.)*. Deficiency Diseases in Japanese Prison Camps, 427.
- Snoeks (Rémi)*. L'argument de tradition dans la controverse eucharistique entre catholiques et réformés français au XVII<sup>e</sup> siècle, 135.
- Sonoda Kazukame*. Mindai Kenshū Joshiku shi kenkyū (Recherches sur l'histoire des Jurchen du Kien-tcheou sous les Ming), 375.
- Soranzo (Giovanni)*. Studi intorno a Papa Alessandro VI Borgia, 188.
- Sraffa (Piero)*. Voir Works and Correspondence of D. Ricardo.
- Stein (A.)*. Die Praefekten von Aegypten in römischen Zeit, 87.
- Storey (Graham)*. Reuter's Century, 1851-1951, 163.
- Stroecker (K. F.)*. Der senatorische Adel im spätantiken Gallien, 78.
- Strohl (Henry)*. La pensée de la Réforme, 310.
- Studies presented to David Moore Robinson on his seventieth birthday*, t. I, 94.
- Stupperich (R.)*. Voir Melanchthons Werke.
- Swift (Jonathan)*. Political tracts, 1711-1713, édité par Herbert Davis, 180.
- Sydnor (Charles S.)*. The Development of Southern Sectionalism, 1819-1848, 394.
- Tabohashi Kiyoshi*. Nishin seneki gaikō shi no kenkyū (A diplomatic history of the Sino-Japanese war, 1894-1895), 402.
- Tartus (Pierre)*. Avallon au XVIII<sup>e</sup> siècle. I : La société et la vie avallonnaises avant 1789, 172.
- Taubenschlag (R.)*. The law of Greco-Roman Egypt in the light of the papiiri, t. I, 88.
- Terroine (A.)*. Ernest Laurain et les études

- historiques dans la Mayenne pendant la première moitié du  $xx^e$  siècle, 170.
- Théobald (A. B.)*. The Mahdiya, 305.
- Thévenot (E.)*. Histoire des Gaulois, 75.
- Thomas (John)*. The Story of George Stephenson, 181.
- (*Lewis V.*) et *Frye (Richard N.)*. The United States and Turkey and Iran, 303.
- Thorwald (Jürgen)*. Es begann an der Weichsel. Das Ende an der Elbe, 58.
- Thouvenot (R.)*. Volubilis, 73.
- Tolles (Fr. B.)*, editor. Slavery and « the Woman question ». Lucretia Mott's diary, 1840, 389.
- Tripp (Basil H.)*. Grand Alliance. A Chapter of Industrial history, 183.
- Trowbridge*. Woollen Industry as illustrated by the Stock Books of John and Thomas Clark, 1804-1824 (The), edited by R. P. Beckinsale, 182.
- Ts'ien Touan-cheng*. Voir *Ch'ien Tuan-sheng*.
- Tuominen (Uuno)*. Suomen Alkoholipolitiikka, 1866-1886, t. I, 195.
- Unzueta (Abelardo de)*. Historia geografica de la Isla de Fernando Poo, 422.
- Valtani (Léo)*. Storia del movimento socialista. T. I : L'epoca della prima internazionale, 160.
- Valkhoff (Marius)*. Voir *Castellioniana*.
- Valsecchi (Franco)*. La politica europea di Napoleone III, 177.
- Van der Woude (Sape)*. Voir *Castellioniana*.
- Vandier (Jacques)*. Voir *Peuples et civilisations*, t. I.
- Van Houtte (Fr.-X.)*. L'évolution de l'industrie textile en Belgique et dans le monde de 1800 à 1939, 150.
- Venturi (Franco)*. Dalmazzo Francesco Vasco (1732-1794), 188.
- Vercoutter (J.)*. Les objets égyptiens et égyptisants du mobilier funéraire carthaginois, 71.
- Vermale (F.) et du Parc (Y.)*. Un conspirateur stendhalien : Paul Didier (1758-1816), 151.
- Vogt (J.)*. Constantin der Grosse und sein Jahrhundert, 65.
- Vulliez (A.) et Mordal (Jacques)*. La tragédie destinée du « Scharnhorst », 425.
- Wagner (W.)*. Die Dislokation der röm. Auxiliarformationen in den Provinzen Noricum, Pannonien, Moesien und Dacien von Augustus bis Gallienus, 82.
- Walbank (F. W.)*. The decline of the Roman Empire in the West, 67.
- Waley (Daniel)*. Mediaeval Orvieto. The Political History of an Italian City-State, 1157-1334, 184.
- Walser (Gerold)*. Rom, das Reich und die fremden Völker in der Geschichtsschreibung der früheren Kaiserzeit, 344.
- Wendel (François)*. Calvin. Sources et évolution de sa pensée religieuse, 333.
- Voir *Bucer (Martin)*.
- West (Louis C.) et Johnson (Allan Chester)*. Currency in Roman and Byzantine Egypt, 87.
- White (John Albert)*. The Siberian Intervention, 405.
- Whitney (J. P.)*. Reformation, 310.
- Wilbur (Earl Morse)*. A Bibliography of the Pioneers of the Socinian-Unitarian Movement in Modern Christianity in Italy, Switzerland, Germany, Holland, 372.
- Wilkinson (H. R.)*. Maps and Politics. A review of the ethnographic cartography of Macedonia, 414.
- Williamson (Hugh Ross)*. The gunpowder plot, 139.
- Willis (Edward F.)*. Herbert Hoover, and the Russian Prisoners of World War I. A study in Diplomacy and Relief, 1918-1919, 197.
- Witt (Norman J. de)*. Urbanization and franchise in Roman Gaul, 76.
- Wood (Marguerite)*. Extracts from the records of the Burgh of Edinburgh, 1665 to 1680, 179.
- Woodruff (Michael F. A.)*. Voir *Smith (D. A.)*.
- Works and correspondence of David Ricardo (The), edited by P. Sraffa, with the collaboration of M. H. Dobb, vol. V à IX, 416.
- Yousoupoff (Prince Félix)*. Avant l'exil, 1887-1919, 198.
- Zeezen (Ernst Walter)*. Martin Luther und die Reformation im Urteil des deutschen Luthertums, 122.
- Zévaès (Alexandre)*. Tony Révillon, 1851-1938, 177.
- Zweig (Stéphan)*. Castellio gegen Calvin, oder Ein Gewissen gegen die Gewalt (traduction française : « Castellion contre Calvin »), 331.

## TABLE DES MATIÈRES

### DU TOME CCX

#### ARTICLES DE FOND

	Page
La dernière lettre de Charles SEIGNOBOS à Ferdinand LOT . . . . .	1
TAKANASHI (H. Kohachiro). La place de la Révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon. . . . .	229

#### MÉLANGES

CHASTAGNOL (André). Le ravitaillement de Rome en viande au v <sup>e</sup> siècle. . .	13
LENERLE (Paul). La civilisation byzantine à propos d'un livre récent . . .	23
BRUNDSCHWIG (M.). L'Allemagne en guerre. . . . .	34
BOUVIER (Jean). Aux origines de la Troisième République : les réflexes sociaux des milieux d'affaires. . . . .	271
DRESCH (J.). Quelques ouvrages récents sur le Moyen-Orient. . . . .	302

#### BULLETINS HISTORIQUES

Histoire romaine (1941-1950) (fin), par André PIGANIOL. . . . .	64
Histoire du protestantisme (1939-1952) (1 <sup>re</sup> partie), par Émile-G. LÉONARD. .	307

#### COMPTES RENDUS CRITIQUES

Algemene geschiedenis der Nederlanden, Deel III et IV (J. Godard) . . . .	362
AMANDRY (Pierre). La mantique apollinienne à Delphes. Essai sur le fonctionnement de l'Oracle (Paul Cloché) . . . . .	97
Ancient Near Eastern Texts relating to the Old Testament. Edited by James B. PRITCHARD (Marcel Simon) . . . . .	341
ANFRAY (M.). L'architecture religieuse du Nivernais au Moyen Age; les églises romanes (G. Gaillard) . . . . .	106
BÄCHTOLD (Rudolf). Südwestrussland im Spätmittelalter (W. Godlewski) .	116
BATTISTINI (Mario). Lettere di Giovan Battista Guicciardini a Cosimo e Francesco de' Medici scritte dal Belgio dal 1559 et 1577 (Jean Delumeau) . . . . .	119
BLOCH (Marc). Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien (G. Lefebvre) .	89
BONATEC (Josef). Budé und Calvin. Studien zur Gedankenwelt des französischen Frühhumanismus (É. G. Léonard) . . . . .	125
BOYD (Julian P.), editor, BUTTERFIELD (Lyman H.) and BRYAN (Mina R.), associate editors. The Papers of Thomas Jefferson. Vol. I-III : 1760-1780 (M. Giraud) . . . . .	383

BRAUBACH (Max). Geschichte und Abenteuer. Gestalten um den Prinze Eugen (Jacques Droz) . . . . .	143
Id. Versailles und Wien von Ludwig XIV bis Kaunitz. Die Vorstaden der diplomatischen Revolution im 18. Jahrhundert (Id.) . . . . .	380
BRAUDEL (F.) et ROMANO (R.). Navires et marchandises à l'entrée du port de Livourne, 1547-1611 (Jean Delumeau) . . . . .	130
BUCER (Martin). Résumé sommaire de la doctrine chrétienne (É. G. Léonard) . . . . .	123
BYRNES (Robert F.). Antisemitism in Modern France. T. I : The Prologue to the Dreyfus affair (J. Néré) . . . . .	154
CALCATERRA (Carlo). Alma Mater Studiorum. L'Università di Bologna nella storia della cultura e della civiltà (É. G. Léonard) . . . . .	353
CANARD (Marius). Histoire de la dynastie des Hamdanides de Jazira et de Syrie, t. I (Claude Cahen) . . . . .	110
CARDIGAN (The earl of). The life and loyalties of Thomas Bruce (Roger Chauviré) . . . . .	139
Castellioniana. Quatre études sur Sébastien Castellion et l'idée de tolérance, par R. H. BAINTON, BRUNO BECKER, MARIUS VALKHOFF et Sape VAN DER WOUDE (É. G. Léonard) . . . . .	373
CAUTHEN (Charles E.). South Carolina goes to war, 1860-1865 (M. Giraud) . . . . .	397
CAVAIGNAC (Eugène). L'économie grecque (Paul Cloché) . . . . .	103
CHEVALIER (François). La formation des grands domaines au Mexique. Terres et société aux XVI <sup>e</sup> -XVII <sup>e</sup> siècles (Pierre Chaunu) . . . . .	376
CH'EN Tuan-sheng (Ts'ien Touan-cheng). The Government and Politics of China (E. Gaspardone) . . . . .	403
CORETH (Anna). Oesterreichische Geschichtsschreibung in der Barockzeit, 1620-1740 (Jacques Droz) . . . . .	144
DRAKE (Thomas E.). Quakers and Slavery in America (M. Giraud) . . . . .	389
EATON (Clement). A History of the Old South (Id.) . . . . .	393
EDGAR-BONNET (George). Ferdinand de Lesseps, le diplomate, le créateur de Suez (Louis Girard) . . . . .	153
EHRENBERG (Victor). The People of Aristophanes. A Sociology of Old Attic Comedy (Paul Cloché) . . . . .	102
Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón, t. IV (Marcelin Defourneaux) . . . . .	356
Estudios de Historia social de España (Id.) . . . . .	357
FINEGAN (Jack). The Archeology of World Religions (Marcel Simon) . . . . .	341
FINLEY (Moses I.). Studies in Land and Credit in Ancient Athens, 500-200 B. C. The Horos-Inscriptions (Paul Cloché) . . . . .	342
FITZGERALD (Brian). The Anglo-Irish, three representative types, Cork, Ormonde, Swift, 1602-1745 (Roger Chauviré) . . . . .	371
Friendly mission (A). John Candler's letters from America, 1853-1854 (M. Giraud) . . . . .	389
GAULMIER (Jean). La Zubda Kachf al-Mamalik de Khalil Az-Zâthir (R. Le Tourneau) . . . . .	112
GOUBERT (Paul). Byzance avant l'Islam. T. I : Byzance et l'Orient sous les successeurs de Justinien. L'empereur Maurice (André Guillou) . . . . .	346
HARROD (R. F.). The Life of John Maynard Keynes (Fr. Crouzet) . . . . .	164



HEPNER (Benoît-P.). Bakounine et le panslavisme révolutionnaire ( <b>R. Portal</b> ).	400
HITTI (Philip K.). History of Syria (including Lebanon and Palestine) ( <b>Claude Cahen</b> ) . . . . .	108
HOMO (Léon). Rome impériale et l'urbanisme dans l'Antiquité ( <b>André Piganiol</b> ) . . . . .	345
JOHN (A. H.). The industrial development of South Wales ( <b>G. Lefebvre</b> ) . . . . .	148
JONES (Sir Roderick). A Life in Reuters ( <b>Fr. Crouzet</b> ) . . . . .	163
KNOLLENBERG (Bernhard). Pioneer Sketches of the upper Whitewater Valley, Quaker stronghold of the West ( <b>M. Girard</b> ) . . . . .	389
KYBAL (Vlastimil) e INCISA DELLA ROCCHETTA (G.). La nunziatura di Fabio Chigi (1640-1651), vol. I et II ( <b>Madeleine Laurain</b> ) . . . . .	133
LAOUST (Henri). Les gouverneurs de Damas sous les Mamlouks et les premiers Ottomans (658-1156/1260-1744) ( <b>Claude Cahen</b> ) . . . . .	351
LAUNY (Marcel). Recherches sur les armées hellénistiques. II <sup>e</sup> partie ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	100
LEFEBVRE (G.). La Révolution française. T. XIII de « Peuples et civilisations ». (Nouvelle rédaction) ( <b>Jacques Godechot</b> ) . . . . .	146
LEFRANC (Abel). A la recherche de Shakespeare, t. II ( <b>R. Chauviré</b> ) . . . . .	128
LEMBERG (Eugen). Geschichte des Nationalismus in Europa ( <b>P. Henry</b> ) . . . . .	157
LESAGE (Georges). Marseille angevine. Recherches sur son évolution administrative, économique et urbaine, de la victoire de Charles d'Anjou à l'arrivée de Jeanne Ire, 1264-1348 ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	355
LE TOURNEAU (Roger). Damas de 1075 à 1154 ( <b>Cl. Cahen</b> ) . . . . .	349
MANNI (Eugenio). Demetrio Poliorcete ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	343
MARX (Jean). La légende arthurienne et le Graal ( <b>P. Le Gentil</b> ) . . . . .	105
MAY (Louis-Philippe). Esquisse d'un tableau des apports de la France à la civilisation ( <b>H. Drouot</b> ) . . . . .	166
MAZZOLENI (Jole). Regesto delle Pergamene di Castelcapuano (a. d. 1268-1789). — I Registri della Cancellaria Angioina ricostruiti da Riccardo Filangieri con la collaborazione degli Archivisti napoletani. I : 1265-1269 ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	353
MEISS (Millard). Painting in Florence and Siena after the Black death ( <b>Jean Delumeau</b> ) . . . . .	114
Melanchthons Werke. I : Reformatorische Schriften ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	374
MOMMSEN (Theodor E.). Italienische Analecten zur Reichsgeschichte des 14. Jahrhunderts (1310-1378) ( <b>R. Foltz</b> ) . . . . .	360
NÄF (Werner). Vadian und seine Stadt St. Gallen. 1 <sup>er</sup> Bd. : Humanist in Wien bis 1518 ( <b>Jean Delumeau</b> ) . . . . .	370
NOLTE (Maria E.). Georgius Cassander en zijn œcumenisch streven ( <b>J. Godard</b> ) . . . . .	132
OLIVER (James H.). The Athenian Expounders of the Sacred and Ancestral Law ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	101
PAPINI (Giovanni). Michel-Ange ( <b>Jean Delumeau</b> ) . . . . .	121
Pensée humaniste et tradition chrétienne aux xv <sup>e</sup> et xvi <sup>e</sup> siècles ( <b>Id.</b> ) . . . . .	118
PERI (Illuminato). Studi sul Comune di Genova ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	352
Peuples et civilisations. T. I : Les premières civilisations, par P. JOUGUET, J. VANDIER, G. CONTENAU, É. DHORME, A. AYNARD, F. CHAPOUTHIER, R. GROSSET ( <b>Paul Cloché</b> ) . . . . .	95

PIERI (P.). Il Rinascimento e la crisi militare italiana (1494-1530) (Jean De-lumeau) . . . . .	368
POERCK (G. DE). La draperie médiévale en Flandre et en Artois. Technique et terminologie (J. Godard) . . . . .	365
POLLARD (John A.). John Greenleaf Whittier, friend of man (M. Giraud) . . . . .	389
PONTIERI (Ernesto). Tra i Normanni nell'Italia Meridionale. — Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII. — Per la storia del regno di Ferrante I d'Aragona re di Napoli (É. G. Léonard) . . . . .	354
POPPER (Karl R.). The open society and its enemies (Georges Lefebvre) . . . . .	167
PORTAL (Roger). L'Oural au XVIII <sup>e</sup> siècle : étude d'histoire économique et sociale (Alfred Fichelle) . . . . .	141
RADKEY (Oliver Henry). The Election of the Russian Constituent Assembly of 1917 (Roger Portal) . . . . .	155
RECHT (Pierre). Les biens communaux des Namurois et leur partage à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude de l'histoire agraire et du droit rural en Belgique, accompagnée d'une description des classes rurales à la fin de l'Ancien Régime (G. Lefebvre) . . . . .	386
RESHETAR (John S., Jr). The Ukrainian Revolution 1917-1920. A study in Nationalism (Élie Borschak) . . . . .	406
RICARD (R.). Les sources inédites de l'histoire du Maroc. 1 <sup>re</sup> série, t. IV : Janvier 1542-décembre 1550 (R. Le Tourneau) . . . . .	129
SAGNER (H. E. DE). Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre, 2 <sup>e</sup> partie, t. I (J. Godard) . . . . .	365
SAN MARTIN. Homenaje de la Academia Nacional de la Historia en el centenario de su muerte (1850-1950) (Pierre Chaunu) . . . . .	398
SCHULTZ (H. S.). Nationalism and Sectionalism in South Carolina, 1852-1860 (M. Giraud) . . . . .	397
SETTON (Kenneth M.). Catalan Domination of Athens, 1311-1388 (Paul Lemerle) . . . . .	112
SEALWEIT (Stephan). Frankreich und Friedrich der Grosse. Der Aufstieg Preussens in der öffentlichen Meinung des « Ancien Régime » (J. Droz) . . . . .	381
SNOEKS (Rémi). L'argument de tradition dans la controverse eucharistique entre catholiques et réformés français au XVII <sup>e</sup> siècle (J. Oreibal) . . . . .	135
SONODA Kazukame. Mindai Kenshū Joshiku shi kenkyū (Recherches sur l'histoire des Jūrōen du Kien-tcheou sous les Ming) (E. Gaspardone) . . . . .	375
STOREY (Graham). Reuter's Century. 1851-1951 (Fr. Crouzet) . . . . .	163
Studies presented to David Moore ROBINSON on his seventieth birthday, t. I (André Aymard) . . . . .	94
SYDNOR (Charles S.). The Development of Southern Sectionalism, 1819-1848 (M. Giraud) . . . . .	394
TABOSHASHI Kiyoshi. Nishin seneki gaikō shi no kenkyū (A diplomatic history of the Sino-Japanese war, 1894-1895) (E. Gaspardone) . . . . .	402
TOLLES (Fr. B.), editor. Slavery and « the Woman question ». Lucretia Mott's diary, 1840 (M. Giraud) . . . . .	389
VALIANI (Leo). Storia del movimento socialista. T. I : L'epoca della prima internazionale (G. Bourgin) . . . . .	160
VAN HOUTTE (Fr.-Xavier). L'évolution de l'industrie textile en Belgique et dans le monde de 1800 à 1939 (Robert Schnerb) . . . . .	150

VERMALE (F.) et DU PARC (Y.). Un conspirateur stendhalien : Paul Didier (1758-1816) ( <b>Jean Vidalenc</b> ) . . . . .	151
WALSER (Gerold). Rom, das Reich und die fremden Völker in der Geschichtsschreibung der früheren Kaiserzeit ( <b>A. Piganjol</b> ) . . . . .	344
WHITE (J. A.). The Siberian Intervention ( <b>R. Portal</b> ) . . . . .	405
WILBUR (Earl Morse). A Bibliography of the Pioneers of the Socinian-Unitarian Movement in Modern Christianity in Italy, Switzerland, Germany, Holland ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	373
WILLIAMSON (Hugh Ross). The gunpowder plot ( <b>R. Chauviré</b> ) . . . . .	139
ZEDEN (Ernst Walter). Martin Luther und die Reformation im Urteil des deutschen Luthertums ( <b>É. G. Léonard</b> ) . . . . .	122
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — Histoire générale, 410 ; Antiquité, 419 ; Histoire coloniale, 421 ; La seconde guerre mondiale, 423 ; Allemagne, 427 ; Amérique latine, 430 ; France, 170 ; Grande-Bretagne, 178 ; Italie, 184 ; Luxembourg, 192 ; Pays-Bas, 192 ; Pays scandinaves, 193 ; U. R. S. S., 196.	

### RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Histoire générale et instruments de travail, 199, 432.

Préhistoire, Antiquité classique, 200, 433.

Moyen Age, 202, 435.

XVI<sup>e</sup> siècle et Ancien Régime, 203, 437.

Révolution et XIX<sup>e</sup> siècle, 205, 438.

Époque contemporaine, 207, 440.

Histoire religieuse, 208, 441.

Revue japonaises, 209, 442.

CHRONIQUE. — Nécrologie : ROSTOVITSEFF (Michel), par **J. Carcopino**, 211. — Lot (Ferdinand), par **Ch.-Ed. Perrin**, 444. — Soutenances de thèses en Sorbonne : H. FRÉVILLE : *L'intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en pays d'États au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par **Joël Bluche**, 214. — G. CASTELLAN : *Le réarmement clandestin du Reich (1930-1935), ou par le 2<sup>e</sup> Bureau de l'État-Major français* (thèse principale) ; *Choix de documents sur le Konzern Krupp et le réarmement de l'Allemagne (1918-1945)* (thèse complémentaire), par **René Rémond**, 216. — Diplômes d'Études supérieures d'Histoire et de Géographie humaine et économique soutenus devant les Facultés des lettres en 1952, 219. — Belgique, 455 ; États-Unis, 228, 455 ; France, 224, 450 ; Archives, 453 ; Grande-Bretagne, 455 ; Italie, 227, 456.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 457.

TABLE DES MATIÈRES, 464.

*Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.*

